

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1910

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Directeur : LÉON ADAM

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Secrétaire adjoint de la Société de Législation comparée

L^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE
TOME CENT QUATORZE



PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

50^e Année

N^o 4

Avril 1910

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE —
BULGARIE — ESPAGNE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE
— GRÈCE — ITALIE — MONACO — MONTÉNÉGRO —
PAYS-BAS — PORTUGAL — ROUMANIE — RUSSIE —
SERBIE.

Convention internationale relative à la circulation des Automobiles.

(Conclue à Paris, le 11 octobre 1909.) (1)

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements ci-après désignés, réunis à Paris en conférence, du 5 au 11 octobre 1909, en vue de

(1) Les ratifications de cet acte ont été déposées à Paris, le 1^{er} mars 1910, par la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et Monaco.

Les gouvernements de la Belgique, de la Grèce, du Montenegro, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie et de la Serbie n'ayant pas été en mesure de déposer l'instrument de leurs ratifications, nes notes insérées au *Journal Officiel* indiqueront les dates auxquelles ils auront accompli cette formalité.

Conformément aux dispositions du paragraphe D de l'article 10 de la convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris le 11 octobre 1909, S. Exc. l'ambassadeur de Russie a effectué, le 5 mars 1910, au ministère des affaires étrangères, le dépôt de l'instrument des ratifications de S. M. l'empereur de Russie sur cet acte international. *Journal officiel* du 7 avril 1910.

faciliter, dans la mesure du possible, la circulation internationale des automobiles, ont arrêté la convention suivante :

Conditions à remplir par les automobiles pour être admises à circuler sur la voie publique.

ART. 1^{er}. — Toute automobile, pour être admise internationalement à circuler sur la voie publique, doit, ou bien avoir été reconnue apte à être mise en circulation après examen devant l'autorité compétente ou devant une association habilitée par celle-ci, ou bien appartenir à un type agréé de la même manière.

L'examen doit porter notamment sur les points suivants :

1° Les appareils doivent être d'un fonctionnement sûr et disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion ; à ne pas effrayer par le bruit les bêtes de selle ou de trait ; à ne constituer aucune autre cause de danger pour la circulation et à ne pas incommoder sérieusement les passants par la fumée ou la vapeur ;

2° L'automobile doit être pourvue des appareils suivants :

A. — D'un robuste appareil de direction qui permette d'effectuer facilement et sûrement les virages ;

B. — De deux systèmes de freinage, indépendants l'un de l'autre et suffisamment efficaces. L'un au moins de ces systèmes doit être à action rapide, agir directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles-ci ;

C. — D'un mécanisme qui puisse empêcher, même sur les côtes raides, tout mouvement en arrière, si l'un des systèmes de freins ne remplit pas cette condition.

Toute automobile dont le poids à vide excède 350 kilogr. doit être munie d'un dispositif tel que l'on puisse, du siège du conducteur, lui imprimer un mouvement de recul au moyen du moteur ;

3° Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner d'une manière sûre sans cesser de surveiller la route ;

4° Toute automobile doit être pourvue de plaques indiquant la maison qui a construit le châssis et le numéro de fabrication du châssis, la puissance en chevaux-vapeur du moteur ou le nombre et l'alésage des cylindres, et le poids à vide de la voiture.

Conditions à remplir pour les conducteurs d'automobiles.

ART. 2. — Le conducteur d'une automobile doit avoir les qualités qui donnent une garantie suffisante pour la sécurité publique.

En ce qui concerne la circulation internationale, nul ne peut con-

duire une automobile sans avoir reçu, à cet effet, une autorisation délivrée par une autorité compétente ou par une association habilitée par celle-ci, après qu'il aura fait la preuve de son aptitude.

L'autorisation ne peut être accordée à des personnes âgées de moins de dix-huit ans.

Délivrance et reconnaissance des certificats internationaux de route.

ART. 3. — En vue de certifier pour la circulation internationale que les conditions prévues dans les articles 1 et 2 sont remplies, des certificats internationaux de route seront délivrés d'après le modèle et les indications ci-joints (annexes A et B).

Ces certificats seront valables pendant un an à partir de la date de leur délivrance. Les indications manuscrites qu'ils contiendront seront toujours écrites en caractères latins ou cursives anglaises.

Les certificats internationaux de route délivrés par les autorités d'un des Etats contractants ou par une association habilitée par celles-ci avec le contre-seing de l'autorité, donneront libre accès à la circulation dans tous les autres Etats contractants et y seront reconnus comme valables sans nouvel examen.

La reconnaissance des certificats internationaux de route pourra être refusée :

1° S'il est évident que les conditions dans lesquelles ils ont été délivrés d'après les principes des articles 1 et 2 ne sont plus remplies ;

2° Si le possesseur ou le conducteur d'automobile n'a pas la nationalité d'un des Etats contractants.

Disposition des numéros d'immatriculation sur les automobiles.

ART. 4. — Aucune automobile ne sera admise à passer d'un pays dans un autre si elle ne porte en évidence, à l'arrière, outre une plaque nationale numérotée, une plaque distinctive munie de lettres établissant sa nationalité. Les dimensions de cette plaque, les lettres ainsi que leurs dimensions sont fixées dans un tableau annexé à la présente convention (annexe C).

Appareils avertisseurs.

ART. 5. — Toute automobile doit être munie d'une trompe à ton grave pour produire un signal d'avertissement. En dehors des agglomérations, il est permis de recourir en outre à l'emploi d'autres avertisseurs, conformes aux règlements et aux usages du pays.

Toute automobile devra être munie, dès la chute du jour, de deux lanternes à l'avant et d'un feu à l'arrière, ce dernier capable de rendre

lisibles les signes des plaques. La route doit être éclairée à l'avant sur une distance suffisante, mais l'emploi de lumières aveuglantes est toujours interdit dans les agglomérations urbaines.

Dispositions particulières aux motocycles et aux motocyclettes.

ART. 6. — Les stipulations de la présente convention sont applicables aux motocycles à trois roues et aux motocyclettes, sous réserve des modifications suivantes :

1° Le mécanisme destiné à empêcher la dérive en arrière, visé au 2° de l'article 1^{er} sous la lettre C, n'est pas exigé, non plus que le mécanisme de marche en arrière ;

2° L'éclairage pourra être réduit à une seule lanterne, placée à l'avant du motocycle ou de la motocyclette ;

3° En ce qui touche les motocycles et les motocyclettes, la plaque distinctive de la nationalité mesurera seulement 18 centimètres dans le sens horizontal et 12 centimètres dans le sens vertical ; les lettres mesureront 8 centimètres de hauteur, la largeur de leurs traits étant de 10 millimètres ;

4° La trompe des motocycles et des motocyclettes sera à ton aigu.

Croisement et dépassement des véhicules.

ART. 7. — Pour croiser ou dépasser d'autres véhicules, les conducteurs d'automobiles doivent se conformer rigoureusement aux usages des localités où ils se trouvent.

Pose de plaques indicatrices sur la voie publique.

ART. 8. — Chacun des Etats contractants s'engage à veiller dans la mesure de son autorité à ce que, le long des routes, il ne soit posé, pour signaler des passages dangereux, que les signaux dont le tableau est joint en annexe à la présente convention (annexe D).

Toutefois des modifications pourront être apportées à ce système, d'un commun accord, par les gouvernements des Etats contractants.

A ce système de signaux, il y a lieu d'ajouter un signal avertisseur de bureau de douane et commandant l'arrêt, ainsi qu'un autre signal avertisseur de bureau de péage ou d'octroi.

Les gouvernements veilleront également à l'observation des principes suivants :

1° Il n'y a pas lieu, en général, de signaler par des plaques indicatrices les obstacles situés dans les agglomérations ;

2° Les plaques doivent être posées à 250 mètres environ du passage

ANNEXE A.

(Page 1 du carnet).

CIRCULATION DES AUTOMOBILES

CONVENTION INTERNATIONALE DU 11 OCTOBRE 1909

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE ROUTE
 POUR LA CIRCULATION TEMPORAIRE A L'ÉTRANGER

Ce carnet est valable, dans tous les Etats contractants (*), pendant un an seulement à dater du jour de sa délivrance.

DÉLIVRANCE DU CARNET

Lieu : _____

Date : _____

 Cachet
de l'autorité.

(Signature de l'autorité.)

ou

 (Signature de l'association nabiléée par l'autorité
et visa de celle-ci.)

(*) Ces Etats sont les suivants : _____

à signaler, à moins que la disposition des lieux ne s'y oppose. Lorsque la distance du signal à l'obstacle diffère très notablement de 250 mètres, des dispositions spéciales seront prises ;

3° Les plaques indicatrices doivent être posées perpendiculairement à la route.

Dispositions générales.

ART. 9. — Le conducteur d'une automobile circulant dans un pays est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs à la circulation sur les voies publiques en vigueur dans ledit pays.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

(Page 2 du carnet.)

INDICATIONS

RELATIVES AU VÉHICULE

Propriétaire du véhicule. } Nom _____
 } Prénom _____
 } Domicile _____
 Genre du véhicule (voiture, tricycle, etc.) _____
 Désignation du constructeur _____
 Indication du type du châssis _____
 Numéro d'ordre dans la série du type ou numéro de fabrication du châssis _____
 Moteur } Nombre de cylindres _____
 } Puissance du moteur (en chevaux) ou alésage
 des cylindres _____
 Carrosserie } Forme _____
 } Couleur _____
 } Nombre total de places _____
 Poids du véhicule à vide (en kilogrammes) _____
 Numéro d'immatriculation devant figurer sur les plaques d'identité _____

INDICATIONS

RELATIVES AU CONDUCTEUR OU AUX CONDUCTEURS

Nom _____
 Prénom _____
 Lieu de naissance _____
 Date de naissance _____
 Domicile _____
 Nom _____
 Prénom _____
 Lieu de naissance _____
 Date de naissance _____
 Domicile _____

Un extrait de ces lois et règlements pourra être remis à l'automobiliste, à l'entrée dans un pays, par le bureau où sont accomplies les formalités douanières.

ART. 10. — *a)* La présente convention sera ratifiée et le dépôt des ratifications aura lieu le 1^{er} mars 1910.

b) Les ratifications seront déposées dans les archives de la République française.

c) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des puissances qui y prennent part, et

ROYAUME DE **		(Page 3 du carnet.)
INDICATIONS RELATIVES AU VÉHICULE		
Propriétaire du véhicule.	{	Nom Prénom Domicile
Genre du véhicule (voiture, tricycle, etc.)		
Désignation du conducteur		
Indication du type du châssis		
Numéro d'ordre dans la série du type ou numéro de fabrication du châssis		
Moteur	{	Nombre de cylindres Puissance du moteur (en chevaux) ou alésage des cylindres Forme
Carrosserie	{	Couleur Nombre total de places
Poids du véhicule à vide (en kilogrammes)		
Numéro d'immatriculation devant figurer sur les plaques d'identité		
INDICATIONS RELATIVES AU CONDUCTEUR OU AUX CONDUCTEURS		
<div style="text-align: right;">Nom</div>		
<div style="text-align: right;">Prénom</div>		
<div style="text-align: right;">Lieu de naissance</div>		
<div style="text-align: right;">Date de naissance</div>		
<div style="text-align: right;">Domicile</div>		
<div style="text-align: right;">Nom</div>		
<div style="text-align: right;">Prénom</div>		
<div style="text-align: right;">Lieu de naissance</div>		
<div style="text-align: right;">Date de naissance</div>		
<div style="text-align: right;">Domicile</div>		

par le ministre des affaires étrangères de la République française.

d) Les puissances qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de leurs ratifications le 1^{er} mars 1910, pourront le faire au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument de ratification.

e) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux puissances qui ont signé la présente convention.

(Verso de la page 3 du carnet.)	
ROYAUME DE **	
<div style="text-align: center; border-bottom: 1px solid black; margin-bottom: 10px;">VISA DE L'ENTRÉE EN **</div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Lieu _____ Date _____ Le _____ des douanes, </div> <div style="width: 45%; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Cachet de la douane. </div> </div> </div>	<div style="text-align: center; border-bottom: 1px solid black; margin-bottom: 10px;">VISA DE LA SORTIE DE **</div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Lieu _____ Date _____ Le _____ des douanes, </div> <div style="width: 45%; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Cachet de la douane. </div> </div> </div>
<div style="text-align: center; border-bottom: 1px solid black; margin-bottom: 10px;">EXCLUSION D'UN CONDUCTEUR</div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> Le sieur _____ (Nom et prénom) _____ autorisé ci-dessus par l'autorité d _____ (pays) _____ est <i>exclus</i> de la faculté de conduire l'au- tomobile sur le territoire de **, en vertu de _____ </div> <div style="width: 45%; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Cachet de l'autorité. </div> </div> </div> <div style="margin-top: 20px;"> A _____, le _____ Le _____ (Signature.) </div>	<div style="text-align: center; border-bottom: 1px solid black; margin-bottom: 10px;">ADMISSION D'UN NOUVEAU CONDUCTEUR</div> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> A _____, le _____ Le _____ (Signature.) </div> <div style="width: 45%; text-align: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Photographie. </div> </div> </div> <div style="margin-top: 20px;"> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 80px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> Cachet de l'autorité. </div> <div style="margin-top: 10px;"> Nom _____ Prénom _____ Lieu de naissance _____ Date de naissance _____ Domicile _____ </div> </div>

Dans les cas visés par l'alinéa précédent, ledit Gouvernement leur fera connaître, en même temps, la date à laquelle il aura reçu la notification.

ART. II. — a) La présente convention ne s'applique de plein droit qu'aux pays métropolitains des Etats contractants.

b) Si un Etat contractant en désire la mise en vigueur dans ses colonies, possessions ou protectorats, il déclarera son intention *expressément* dans l'instrument même de ratification ou par une notification spéciale adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera

(Page 4 destinée à recevoir des renseignements communs aux pages 2 et 3.)

1

déposée dans les archives de ce Gouvernement. Si l'Etat déclarant choisit ce dernier procédé, ledit Gouvernement transmettra immédiatement à tous les autres Etats contractants copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle il l'a reçue.

ART. 12. — a) Les puissances non signataires de la présente convention pourront y adhérer.

b) La puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement français en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives dudit Gouvernement.

c) Ce Gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres puissances contractantes copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

ART. 13. — La présente convention produira effet, pour les puissances qui auront participé au premier dépôt de ratifications, le 1^{er} mai 1910, et, pour les puissances qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi qu'à l'égard des colonies, possessions ou protectorats non mentionnés dans les instruments de ratification, le 1^{er} mai qui suivra l'année dans laquelle les notifications prévues dans l'article 10, alinéa *d* ; l'article 11, alinéa *b*, et l'article 12, alinéa *b*, auront été reçues par le Gouvernement français.

ART. 14. — S'il arrivait qu'une des puissances contractantes voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement français, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres puissances en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement français.

ART. 15. — Les Etats représentés à ladite conférence sont admis à signer la présente convention jusqu'au 15 novembre 1909.

Fait à Paris, le 11 octobre 1909, en un seul exemplaire dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires,

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : LANCKEN, DAMMANN, ECKARDT.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

(L. S.) Signé : R. KHEVENHULLER, ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : LAGASSE DE LOCHT, G. GAREZ.

Pour la Bulgarie :

(L. S.) M. DE LA FARGUE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : F. DE ALBACETE, NORBERTO GONZALEZ AURIOLAS.

Pour la France :

(L. S.) Signé : FERNAND GAVARRY, WORMS DE ROMILLY, M. DELANNEY, WALCKENAER, HENNEQUIN, MAHIEU, DE DION, H. DEFERT.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) Signé : FRANCIS BERTIE.

Pour la Grèce :

(L. S.) Signé : N. P. DELYANNI.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : ALOISI, POMPEO BODRERO, RUINI.

Pour Monaco :

(L. S.) Signé : E. GUGLIELMINETTI.

Pour le Montenegro :

(L. S.) Signé : BRUNET.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : D. VAN ASBECK.

Pour le Portugal :

(L. S.) JOAO VERISSIMO MENDES GUERREIRO.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : C. M. MITILINEU.

Pour la Russie :

(L. S.) Signé : A. MÉLIDOW.

Pour la Serbie :

(L. S.) Signé : MIL R. VESNITCH.

ANNEXE B.

Sur le certificat international de route, tel qu'il sera délivré dans tel ou tel des États contractants, la page de couverture, la première feuille intercalaire et la dernière feuille sont libellées dans la langue prescrite par la législation dudit État. Les autres feuilles intercalaires, en nombre égal à celui des autres États contractants, sont libellées chacune dans la langue du pays correspondant.

La traduction définitive des rubriques du carnet dans les différentes langues sera communiquée au Gouvernement de la République française par les autres gouvernements, chacun en ce qui le concerne.

ANNEXE C.

La marque distinctive du pays d'origine est constituée par une plaque ovale de 30 centimètres de largeur sur 18 centimètres de hauteur,

portant une ou deux lettres peintes en noir sur fond blanc. Les lettres sont formées de caractères latins majuscules. Elles ont, au minimum, 10 centimètres de hauteur ; leurs traits ont 15 millimètres d'épaisseur. Les lettres distinctives pour les différents pays sont les suivantes :

Allemagne, D ; Autriche, A ; Belgique, B ; Bulgarie, BG ; Espagne, E ; Etats-Unis, US ; France, F ; Grande-Bretagne, GB ; Grèce, GR ; Hongrie, H ; Italie, I ; Montenegro, MN ; Monaco, MC ; Pays-Bas, NL ; Portugal, P ; Russie, R ; Roumanie, RM ; Serbie, SB ; Suède, S ; Suisse, CH.

ANNEXE D.

Modèles de signaux d'obstacles (1).

BELGIQUE — FRANCE

Convention concernant la réparation des Accidents du Travail.

(Conclue à Paris, le 27 février 1906. — Echange des ratifications à Paris, le 7 juin 1906.)

Note complémentaire.

(12 mars 1910.)

I

CONVENTION DU 27 FÉVRIER 1906

Le Président de la République française et S. M. le roi des Belges, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail ;

Ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Française,

M. Maurice Rouvier, sénateur, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères,

(1) Ces signaux : cassis, virage, passage à niveau, croisement sont conformes aux modèles adoptés par le Touring-Club de France.

Et S. M. le roi des Belges,

M. Alfred Leghait, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République Française ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation, qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ART. 4. — Les autorités françaises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et en Belgique un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays, suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

Fait en double exemplaire à Paris, le 27 février 1906.

(L. S.) Signé : ROUVIER.

(L. S.) — A. LEGHAIT.

II

NOTE DU 12 MARS 1910 FAISANT SUITE A LA CONVENTION
DU 27 FÉVRIER 1906

Par application de l'article 4 de ladite convention, il est convenu entre les deux Etats signataires qu'en cas d'accident donnant lieu à enquête, avis de la clôture de ladite enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire dans le ressort de laquelle se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin que cette autorité puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

Le présent accord n'aura effet que trois mois après sa signature.

Paris, le 12 mars 1910.

ETATS-UNIS — FRANCE

Accord douanier.

(Mars 1910.)

Aucun protocole n'a été rédigé pour constater l'accord des Etats-Unis et de la France pour régler les droits de douane réciproquement applicables aux produits de chaque pays. L'accord a été PUREMENT VERBAL et ne s'est manifesté que par les deux documents législatifs suivants :

Etats-Unis. — *Proclamation du Président des Etats-Unis, signé à Washington, le 19 mars 1910, accordant à la France le tarif minimum à dater du 31 mars 1910.*

France. — *Loi et décret du 29 mars 1910, relatifs à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'île de Porto-Rico. (V. ci-après 3^e partie, p. 42 et suiv., les loi et décret rapportés.)*

FRANCE — ITALIE

Déclaration relative à la reconnaissance réciproque, par la France et par l'Italie, de la jauge indiquée dans les papiers de bord de leurs navires respectifs.

(Signée à Paris, le 16 février 1910.)

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. le roi d'Italie, considérant que le règlement français sur la jauge des navires est identique au règlement anglais établi par le Merchant Shipping Act de 1894, et considérant que le système adopté en Italie par la loi et le règlement du 21 décembre 1905 est identique au système anglais, de sorte que les procédés employés pour la détermination de la jauge des navires en France et en Italie sont identiques au procédé anglais, ont résolu d'établir un accord pour la reconnaissance réciproque de la jauge indiquée dans les papiers de bord des navires respectifs et, à cet effet, ont autorisé les soussignés à conclure la convention suivante :

ART. 1^{er}. — Les navires français à voile et à vapeur dont la jauge aura été établie conformément au décret du 24 mai 1873 et aux modifications prévues par le décret du 22 juin 1904 seront admis dans les ports italiens, les navires italiens à voile et à vapeur dont la jauge aura été établie en conformité du règlement du 21 décembre 1905, n° 631, seront admis dans les ports français, sans aucune opération de mesurage, les données inscrites dans leurs papiers de bord relativement à la jauge étant considérées comme équivalentes.

Dans le cas où des différences importantes seraient constatées entre la jauge française et la jauge italienne, la douane française aurait le droit de rectifier le tonnage des bâtiments italiens et, de son côté, l'administration maritime italienne pourrait, dans la même hypothèse, modifier la jauge des navires français. Ces rectifications n'auraient d'effet, d'ailleurs, que pour le voyage au cours duquel la nécessité du relèvement de la jauge aurait été reconnue et constatée.

ART. 2. — Les navires italiens qui n'auront pas encore été munis du certificat de jauge prévu par l'article 36 du règlement précité du 21 décembre 1905, continueront à être admis dans les ports français aux mêmes conditions qu'auparavant, en conformité des accords passés entre les deux gouvernements en 1883 et 1889.

ART. 3. — La présente convention, qui abroge les accords précédents, entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

Fait en double exemplaire à Paris, le 16 février 1910.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — A. DE SAN GIULIANO.

GRANDE-BRETAGNE — FRANCE

**Echange de notes en vue de renouveler la Convention
d'arbitrage du 14 octobre 1903.***(Du 14 octobre 1908.)*

L'AMBASSADEUR DE FRANCE A SIR EDWARD GREY

Londres, le 14 octobre 1908.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai eu l'honneur de faire connaître à votre Excellence que mon Gouvernement était disposé à renouveler pour cinq années à partir de la date de son expiration la Convention d'Arbitrage conclue entre nos deux Gouvernements le 14 octobre 1903, pour une durée de cinq ans. Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté était également prêt à accepter le renouvellement de cet accord dans les conditions indiquées par le Gouvernement Français.

Si cette manière de procéder convient à votre Excellence, il sera entendu que la présente note et la réponse que votre Excellence me fera parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux Gouvernements.

Veuillez, etc.

(Signé) : Paul CAMBON.

SIR EDWARD GREY A L'AMBASSADEUR DE FRANCE.

Foreign Office, October 14, 1908.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of this day's date informing me that the French Government are prepared to renew, for a period of five years from the date of its expiration, the Arbitration Agreement concluded between the Governments of Great Britain and France on the 14th October 1903, on the understanding that His Majesty's Government are equally prepared to agree to such renewal.

I have the honour to accept, on behalf of His Majesty's Government, the proposal of the French Government that the Agreement in question should be renewed for a further period of five years from this date; and the present exchange of notes between your Excellency

and myself is accordingly regarded by them as placing upon record the understanding arrived at between our respective Governments in the matter.

I have, etc.

(Signed) : E. GREY.

ITALIE — FRANCE

**Echange de notes concernant le renouvellement de la
Convention d'arbitrage du 25 décembre 1903.**

(Du 24 décembre 1908.)

L'AMBASSADEUR DU ROI A PARIS, AU MINISTRE FRANÇAIS DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Paris, le 24 décembre 1908.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement était disposé à renouveler pour cinq années à partir de la date de son expiration la convention d'arbitrage conclue entre nos deux gouvernements le 25 décembre 1903, pour une durée de cinq ans. Vous avez bien voulu me faire savoir que le gouvernement de la république était également prêt à accepter le renouvellement de cet accord au moyen d'un échange de notes.

Il sera entendu, si cette manière de procéder convient à Votre Excellence, que la présente note et la réponse que vous me ferez parvenir serviront à constater l'entente intervenue entre nos deux gouvernements.

Veillez, etc.

GALLINA.

LE MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AMBASSADEUR
DU ROI A PARIS.

Paris, le 24 décembre 1908.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le gouvernement royal était prêt, comme le gouvernement de la République, à

renouveler, pour une période de cinq années à partir de la date de son expiration, la convention d'arbitrage franco-italienne conclue à Paris le 25 décembre 1903.

J'ai l'honneur d'accepter, au nom du gouvernement de la République, la proposition du gouvernement royal de renouveler l'accord dont il s'agit pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 25 décembre 1908 ; il restera entendu que le présent échange de notes entre Votre Excellence et moi sera considéré comme constatant l'entente intervenue entre nos deux gouvernements à ce sujet.

Agréez, etc.

S. PICHON.

ITALIE — GRANDE-BRETAGNE

Echange de notes concernant le renouvellement de la Convention d'arbitrage du 1^{er} février 1904.

(Du 4 janvier 1909.)

L'AMBASSADEUR DU ROI A LONDRES AU MINISTRE BRITANNIQUE
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

Londra, 4 gennaio 1909.

SIGNOR MINISTRO,

Ho già avuto l'onore di far conoscere a Vostra Eccellenza che il regio governo era disposto a rinnovare per cinque anni, dalla data della sua scadenza, la convenzione di arbitrato conclusa fra esso ed il governo di Sua Maestà britannica il 1^o febbraio 1904 per la durata di cinque anni e Vostra Eccellenza si è compiaciuta rispondermi che il governo di Sua Maestà britannica era pronto del pari ad accettare la rinnovazione di quell'accordo alle condizioni indicate dal regio Governo.

Qualora questo modo di procedere convenga a Vostra Eccellenza, resterà inteso che la presente nota e la risposta che Vostra Eccellenza vorrà farmi tenere, serviranno a constatare l'intesa intervenuta fra i nostri due governi.

Gradisca, ecc.

SAN GIULIANO.

LE MINISTRE BRITANNIQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'AM-
BASSADEUR DU ROI A LONDRES.

Foreign Office, January 4, 1909

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of this day's date, informing me that the Italian Government are prepared to renew, for a period of five years from the date of its expiration, the Arbitration Agreement concluded between the Governments of Great Britain and Italy on February 1st 1904, on the understanding that His Majesty's Government are equally prepared to agree to such renewal.

I have the honour to accept, on behalf of His Majesty's Government, the proposal of the Italian Government that the Agreement in question should be renewed for a further period of five years from the 1st proximo, and the present exchange of Notes between Your Excellency and myself is accordingly regarded by them as placing upon record the understanding arrived at between our respective governments in the matter.

I have the honour, etc.

EDWARD GREY.

GRANDE-BRETAGNE — ALLEMAGNE

Echange de notes en vue de renouveler la Convention d'arbitrage conclue le 12 juillet 1904.

(Du 7 juin et du 9 juillet 1909.)

SIR EDWARD GREY A L'AMBASSADEUR ALLEMAND.

Foreign Office, June 7, 1909.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government are prepared to renew for one year from the 12th proximo, the date of its expiration, the agreement between the United Kingdom and Germany, providing for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments, which was signed at London on the 12th July, 1904.

I should be glad to learn from your Excellency that the Imperial

Government are equally prepared to renew the agreement for this period, in which case the present note and your Excellency's reply would be sufficient to give legal validity to this understanding between the two Governments.

I have, etc.

E. GREY.

L'AMBASSADEUR ALLEMAND A SIR EDWARD GREY.

Kaiserlich Deutsche Botschaft, London,
den 9. Juli 1909.

EUER EXZELLENZ,

Beehre ich mich in Erwiderung der geneigten Note vom 7. v. M. im Auftrage der Kaiserlichen Regierung ergebenst mitzuteilen, dass dieselbe mit dem Vorschlage der Koniglich Grossbritannischen Regierung, das Schiedsabkommen vom 12. Juli 1904 auf ein Jahr zu erneuern, einverstanden ist.

Mit der ausgezeichnetsten Hochachtung, etc.

P. METTERNICH.

DANEMARK — RUSSIE

Convention d'extradition.

(Signée à Copenhague, le 2 octobre 1866. — Echange des ratifications,
le 22 novembre 1866.)

Déclaration supplémentaire.

(16 février/11 mars 1909.)

I

CONVENTION D'EXTRADITION DU 2 OCTOBRE 1866.

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ayant jugé convenable, en vue d'une meilleure administration de la justice, et pour prévenir les crimes dans Leurs territoires et Juridictions respectifs, que les individus accusés ou convaincus des crimes ou délits ci-après énumérés, et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice, fussent réciproquement extradés,

Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure dans ce but une convention, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark :

le sieur Christian Emil Comte de Jucl-Vind-Frijs, Grand' Croix de l'Ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même Ordre, etc., Son Chambellan, Son Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères, et

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

le Sieur Nicolas Baron de Nicolay, Chevalier des Ordres de Russie de Sainte Anne 1^{re} classe, de Saint Stanislas 1^{re} classe, de Saint Wladimir 3^e classe, Grand' Croix de l'Ordre du Danebrog, etc., Son Conseiller Privé, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

ART. I.

Les Gouvernements Royal et Impérial s'engagent à se livrer réciproquement, à la demande de l'autre partie, ceux de leurs sujets qui, en infraction aux lois de leur pays, se seraient rendus coupables d'un des crimes ou délits ci-après mentionnés, ainsi que toutes autres personnes qui, pendant un séjour temporaire dans le pays réclamant, auraient commis un des mêmes crimes ou délits, dans le cas où les dits sujets ou étrangers temporairement domiciliés dans l'état se trouveraient sur le territoire de l'autre, après avoir été l'objet, soit d'une condamnation judiciaire, soit d'un mandat d'arrêt, soit d'une mise en accusation d'après l'ordre établi.

L'obligation d'extradition ne s'étend dans aucun cas aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée.

ART. II.

Sont compris dans la dénomination de sujets, quant à l'application de cette convention, non seulement ceux qui par leur naissance, ou d'autre manière, ont acquis la sujétion sans être dépouillés plus tard de cette qualité dans les formes déterminées par la loi, mais aussi les étrangers fixés ou domiciliés dans le pays.

ART. III.

Les crimes et délits pour lesquels l'extradition d'après l'Article I aura lieu, sont :

1. Assassinat et meurtre ;
2. Viol ;
3. Incendie volontaire ;
4. La contfection ou l'emploi frauduleux de documents faux ;
5. Fabrication de fausse monnaie et altération de monnaie, contre-

façon de billets de banque, de papier-monnaie, d'effets publics et l'emploi de ces billets avec connaissance de cause ;

6. Faux témoignage devant les Tribunaux ;

7. Vol accompagné de circonstances aggravantes, escroquerie et concussion de nature à amener une peine d'égale rigueur ;

8. Corruption de fonctionnaires publics, soustraction ou détournement, commis par les dépositaires ou comptables publics ;

9. Banqueroute frauduleuse.

ART. IV.

Si le même fait qui a motivé la réclamation donne également lieu à des poursuites publiques dans le pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce que la culpabilité de l'individu envers ce pays ait été examinée par les tribunaux, et que la peine ait été subie dans le cas où l'individu aura été trouvé coupable. S'il a été absous faute de preuves suffisantes, l'extradition pour ce même fait n'aura pas lieu.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine, et il en sera de même, si l'individu réclamé est détenu pour dette, en vertu d'une condamnation ou autre acte à titre exécutoire, passé devant l'autorité compétente, antérieure à la demande d'extradition.

Si l'extradition de l'individu est demandée concurremment par l'un des Etats contractants et par un autre état vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle se fera à l'Etat dont la demande accompagnée de preuves nécessaires aura été reçue la première.

Mais s'il arrivait que l'individu réclamé était sujet (dans le sens strict et non dans le sens étendu indiqué par l'Article II de la présente convention) de l'un des Etats réclameurs et que les rapports résultant pour lui de cette qualité n'aient pas été annulés, suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat, il devra être livré de préférence à ce dernier Etat.

ART. V.

L'extradition sera demandée par voie diplomatique et ne sera accordée que sur la présentation de la minute ou d'une copie authentique de l'arrêt de condamnation ou du décret de mise en accusation ou de la provision de justice, avec mandat d'arrêt, émanés dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant le crime ou délit dont il s'agit, la pénalité dont il est passible et la qualité du prévenu, comme sujet ou étranger temporairement domicilié, au moment où le fait incriminé est censé avoir été commis.

ART. VI.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport du prévenu resteront à la charge de chacun des Etats contractants en dedans des limites de leurs territoires respectifs, tandis que les frais d'entretien et de transport à travers les pays intermédiaires tomberont à la charge de l'Etat réclamant. Si le transport par mer était préférable, l'individu réclamé sera embarqué aux frais du Gouvernement réclamant et transporté au port indiqué par l'agent diplomatique ou consulaire de ce Gouvernement.

ART. VII.

Si dans le courant d'une enquête criminelle l'un des Gouvernements jugeait nécessaire de faire examiner des témoins, séjournant dans l'autre état, une réquisition sera transmise à cet effet par voie diplomatique, après quoi l'audition des témoins aura lieu, autant que possible, dans les formes indiquées dans la réquisition comme désirables, à cause des prescriptions de la législation du pays où le témoignage servira.

De part et d'autre les Gouvernements abandonnent toute restitution des frais qui en résulteront.

ART. VIII.

Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les deux Gouvernements dans l'exécution de la présente convention, devront être accompagnés de leur traduction française ou allemande.

ART. IX.

Si dans une cause criminelle il était jugé nécessaire qu'un témoin comparût personnellement dans l'autre pays, son Gouvernement lui communiquera l'invitation qui lui sera adressée à cet effet et, s'il consent à s'y rendre, il devra être dédommagé par l'état intéressé des frais de voyage et de séjour, ainsi que de la peine personnelle et de la perte de temps.

ART. X.

Si dans une cause criminelle on désire obtenir des moyens de conviction ou des documents qu'une autorité de l'autre pays se trouve posséder, la demande en sera présentée par voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations particulières qui s'y opposent, bien entendu avec obligation de les renvoyer.

ART. XI.

Par les stipulations ci-dessus il est adhéré aux lois des deux pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche régulière de l'extradition.

ART. XII.

L'exécution de la présente convention s'étendra au Royaume de Pologne et au Grand-Duché de Finlande.

Elle ne sera exécutoire que vingt jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part d'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le 2 octobre, l'an de Grâce mil huit cent soixante-six.

C. E. JUEL-VIND-FRIJS.

NICOLAS DE NICOLAY.

Dans le courant des négociations qui ont abouti à la convention d'extradition signée aujourd'hui entre le Danemark et la Russie, Monsieur le Baron de Nicolay, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies près la Cour de Sa Majesté le Roi de Danemark, a exprimé, d'ordre de son Gouvernement, le désir qu'une garantie fût donnée, pour que les sujets des hautes Parties contractantes, après avoir commis sur le territoire de l'autre un des crimes prévus dans la dite convention, ne se soustraient pas à toute punition en s'évadant dans leur patrie.

Le Soussigné, Président du Conseil des Ministres, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Danemark, reconnaît que le principe ordinaire, appliqué dans la convention, savoir : que l'obligation d'extradition ne peut en aucun cas s'étendre aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée, que ce principe ait besoin d'un supplément destiné, dans l'intérêt de la justice, à pourvoir à ce que les délinquants, dont l'extradition par la raison indiquée ne peut avoir lieu, puissent subir leur punition dans le pays auquel ils appartiennent.

Conformément à ces vues le Soussigné croit devoir constater de son côté que le § 6 du code pénal du 10 février 1866, actuellement mis en vigueur dans les Etats du Roi, est ainsi conçu : « Dans tous les cas où « un sujet du pays aurait commis un crime sur le territoire d'un Etat « étranger, le Ministre de la Justice est autorisé à le poursuivre devant « les tribunaux Danois, qui auront à juger le coupable d'après la présente « loi ». Le Soussigné ajoute que, pour faire usage de l'autorisation dont il s'agit, le Ministre de la Justice n'est pas tenu à attendre que le Gouvernement de l'Etat dans lequel le crime a été commis, ait adressé une

requête au Gouvernement du Roi pour obtenir la punition du délinquant.

Le Soussigné ne doute pas que le Gouvernement Impérial ne trouve dans cette disposition la garantie qu'il a désirée à l'égard de ceux des sujets du Roi qui en Russie auraient contrevenu aux lois du pays.

Le Soussigné saisit cette occasion pour réitérer à M. le Baron de Nicolay les assurances de sa haute considération.

Copenhague, le 2 octobre 1866.

C. E. JUEL-VIND-FRIJS.

A Monsieur le Baron de Nicolay, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies.

En réponse à la note que Monsieur le Comte de Frijs-Frijsenborg, Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Danemark, a adressée à l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark pour expliquer les motifs qui l'empêchent d'annexer à la convention d'extradition l'article séparé, proposé par le Gouvernement Impérial en vue d'assurer une entente à l'égard de la poursuite judiciaire et de la punition des individus, nationaux de l'une ou de l'autre partie contractante, pour les crimes prévus dans l'article III de la convention d'extradition et qui résultent des stipulations du nouveau code pénal Danois, sanctionné le 10 février 1866, qui fixent les peines à encourir par les sujets Danois pour les crimes et délits prévus dans la convention d'extradition et que le Ministre de la Justice est en droit de poursuivre, même avant qu'une réclamation officielle n'ait pu lui parvenir de la part des autorités du pays dans lequel le crime a été commis, — le Soussigné prend acte de cette déclaration et est autorisé à déclarer que tout sujet Russe qui aurait commis un des crimes prévus sur le territoire Danois, sera en Russie, soit qu'il s'y sauve ou qu'il soit livré par les autorités Danoises aux autorités Russes, jugé par les autorités judiciaires compétentes et puni selon les lois du pays.

Le Soussigné saisit cette occasion pour réitérer à Monsieur le Comte de Frijs-Frijsenborg les assurances de sa très-haute considération.

Copenhague, le 2 octobre 1866.

BARON DE NICOLAY.

A Son Excellence M. le Comte de Frijs-Frijsenborg, Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Danemark.

II

DÉCLARATION SUPPLÉMENTAIRE DU 16 FÉVRIER/11 MARS 1909.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies voulant assurer d'une manière plus complète l'extradition des malfaiteurs, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus par la présente déclaration des articles suivants.

ART. I.

Aux crimes et délits spécifiés à l'article III de la convention d'extradition conclue entre le Danemark et la Russie le 2/14 octobre 1866 sont ajoutés à partir de l'entrée en vigueur de la présente Déclaration les crimes et délits suivants pour lesquels l'extradition d'après l'article I de ladite convention aura également lieu :

10. Le fait de causer intentionnellement et illégalement du dommage à la personne ou à la propriété d'autrui à l'aide d'explosifs.

11. Fabrication, acquisition, détention, port et débit d'explosifs, sans l'autorisation requise, dans un but criminel.

ART. II.

L'extradition aura également lieu pour la tentative des crimes et délits spécifiés sous les numéros 1 à 11 dans l'article III de ladite convention et dans l'article I de la présente Déclaration, ainsi que pour la complicité à ces mêmes crimes et délits, pourvu que cette tentative et cette complicité, appréciées, à la fois, d'après la législation des deux Etats, soient passibles, en Danemark de la peine des travaux forcés, et en Russie d'une peine non moins grave que la peine correctionnelle (maison de correction).

ART. III.

La personne qui, en conformité de ladite convention et de la présente Déclaration, aura été extradée par l'un des deux Gouvernements contractants à l'autre ne pourra, sans le consentement exprès du Gouvernement qui aura accordé l'extradition, être poursuivie, condamnée ou punie dans l'Etat auquel l'extradition aura été accordée, pour aucun crime ou délit commis avant son extradition, autre que celui qui a donné lieu à l'extradition.

ART. IV.

Chacun des deux Gouvernements contractants se réserve, lorsqu'une demande d'extradition lui est adressée par l'autre Gouvernement en

conformité de l'article V de ladite convention, de décider si les documents présentés par ce Gouvernement prouvent d'une manière suffisante que la personne dont l'extradition est demandée, tombe sous les dispositions de l'article III de ladite convention élargies par les articles I et II de la présente Déclaration, et, au cas négatif, de demander que les pièces justificatives soient complétées.

ART. V.

La présente Déclaration entrera en vigueur vingt jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays (1).

Les dispositions qui précèdent auront la même durée que la Convention du 2/14 octobre 1866 à laquelle elles se rapportent.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double à Copenhague le 11 mars/26 février 1909.

Le Ministre des Affaires étrangères de S. M. le roi de Danemark,

(L. S.) Signé : C. W. AKLEFELDT LAURVIG.

L'envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de Toutes les Russies,

(L. S.) Signé : KOUDACHEFF.

RUSSIE — JAPON

Echange de notes en vue d'approuver l'Acte de démarcation entre les possessions russes et japonaises de l'île de Sakhaline, dressé par les commissaires des deux parties à Vladivostok, le 28 mars/10 avril 1908.

(Du 24 juillet/6 août 1908.)

Note remise par le Chargé d'Affaires du Japon à S. E. le Ministre des Affaires Etrangères de Russie, en date de Saint-Petersbourg, le 6 août/24 juillet 1908.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à l'article IX du traité de Portsmouth, signé le 23 août/5 septembre 1905, ainsi qu'à l'article II additionnel au même

(1) La publication a eu lieu en Danemark le 27 mars 1909 et en Russie le 14/27 mars 1909.

traité,*) il fut procédé par la Commission de délimitation instituée en vertu des dispositions de ce dernier article, à la démarcation sur les lieux, d'une manière permanente, de la ligne exacte entre les possessions japonaises et russes de l'île de Sakhaline. Le résultat de ladite délimitation a été consigné dans un acte dressé par les commissaires des deux parties à Vladivostok le 28 mars/10 avril 1908, ainsi que dans les documents et plans y énumérés.

Les travaux de cette commission devant être, en vertu de l'article II additionnel précité, soumis à l'approbation des gouvernements respectifs, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement a décidé d'approuver ledit acte de délimitation, de même que les documents et plans y énumérés, à condition toutefois qu'une approbation semblable soit donnée par le Gouvernement Impérial de Russie.

Je suis en même temps chargé de m'adresser à l'obligeant intermédiaire de Votre Excellence afin de constater si cet acte et ces documents et plans sont également reconnus par le gouvernement Impérial de Russie comme indiquant la ligne exacte entre les possessions japonaises et russes de l'île de Sakhaline.

• Veuillez etc.

(Signé) : K. OTCHIAL.

Note remise par S. E. le Ministre des Affaires étrangères de Russie au chargé d'affaires du Japon en date de Saint-Petersbourg, le 24 juillet/6 août 1908.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Conformément à l'article IX du traité de Portsmouth, signé le août/5 septembre 1905, ainsi qu'à l'article II additionnel du même traité, il fut procédé par la Commission de délimitation instituée en vertu des dispositions de ce dernier article, à la démarcation sur les lieux, d'une manière permanente, de la ligne exacte entre les possessions russes et japonaises de l'île de Sakhaline. Le résultat de ladite délimitation a été consigné dans un acte dressé par les commissaires des deux parties à Vladivostok le 28 mars/10 avril 1908 ainsi que dans les documents et plans y énumérés.

Les travaux de cette Commission devant être, en vertu de l'article II additionnel précité, soumis à l'approbation des gouvernements respectifs, vous avez eu l'obligeance de m'informer par une note en date de ce jour que votre gouvernement a décidé d'approuver ledit acte de délimitation de même que les documents et plans y énumérés, à condition toutefois qu'une approbation semblable soit donnée par le gouvernement Impérial de Russie.

Vous m'avez demandé en même temps de constater si cet acte ainsi que les documents et plans y énumérés sont également reconnus par le gouvernement Impérial de Russie.

En réponse à votre note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouvernement Impérial de Russie approuve de son côté l'acte en question ainsi que les documens et plants y énumérés comme indiquant la ligne exacte entre les possessions russes et japonaises de l'île de Sakhaline.

Veillez etc.

(Signé) : ISVOLSKY.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

GRANDE-BRETAGNE — ETHIOPIE

Echange de notes concernant les droits d'importation en Ethiopie.

(13 avril et 12 mai 1909.)

Lord H. Hervey to the Ethiopian Minister for Foreign Affairs.

British Legation, Adis Ababa, April 13, 1909.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to draw your attention to the Treaty of Friendship and Commerce between France and Ethiopia, signed at Adis Ababa on the 10th January, 1908, in which Article 3 stipulates that wine, champagne, beer, and non-alcoholic beverages will only be subjected to a duty of 8 per cent. *ad valorem*.

As by Article 4 of the Anglo-Ethiopian Treaty of the 14th May, 1897, Great Britain and her Colonies are accorded in respect of import duties every advantage which may be accorded to the subjects of other nations, I shall be glad if you will inform me whether the necessary orders have been given to the Customs and other officials throughout the country, in order to secure the fulfilment of this privilege.

Accept, etc.

HERBERT HERVEY.

The Ethiopian Minister for Foreign Affairs to Lord H. Hervey.

(Translation.)

Compliments be to you.

Your letter regarding the 4th Article of the Treaty between the Ethiopian and British Governments of the 14th May, 1897, and again

with reference to the 3rd Article of the Treaty dated the 10th January, 1908, between the Ethiopian and the French Governments, concerning wines, champagne, beer, and non-alcoholic beverages, the Government duty on which is arranged at 8 per cent., was received by me on the 13th April, 1909.

Now the same privilege that was granted to the French Government under the 3rd Article of the Treaty of the 10th January, 1908, will be granted to the British Government and her Colonies by our order.

(L. S.) HAILI GIORGIS,

Minister for Foreign Affairs.

May 5, 1901 (Ethiopian date).

May 12, 1909 (European date).

ANNEXE.

Article 3 of Treaty of Friendship and Commerce between France and Ethiopia, signed at Adis Ababa, January 10, 1908.

ARTICLE 3. — Les marchandises françaises importées dans l'Empire éthiopien sont frappées d'un droit de 10 pour 100 sur leur valeur marchande au lieu de leur destination.

Toutefois les vins, champagnes, bières, et les boissons non alcooliques ne payeront que 8 pour 100.

Lorsque l'état du mouvement commercial en Ethiopie le permettra, sans qu'il puisse en résulter une perte pour le Trésor Impérial, l'établissement de la valeur marchande sera déterminé par la déclaration en douane du prix au lieu d'origine ou de fabrication augmenté des frais de transport, d'assurance, et de commission nécessaires pour l'importation, jusqu'au lieu d'introduction.

ITALIE — PAYS-BAS

Echange de notes pour l'importation des médicaments.*(Rome, 3 et 4 janvier 1910.)*

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU MINISTRE
DES PAYS-BAS A ROME.

Rome, 3 janvier 1910.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Dans le but d'arrêter d'une façon précise et définitive des principes pour l'application de l'article 14 des dispositions préliminaires du tarif douanier italien, en ce qui concerne l'importation des produits médicaux et des médicaments composés (spécialités pharmaceutiques) provenant de la Hollande, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Le Gouvernement italien, se conformant à l'avis du Conseil supérieur de santé et partant du principe que les dispositions réglant en Hollande la fabrication des produits médicaux et des spécialités pharmaceutiques offrent, au point de vue de la protection sanitaire, des garanties sérieuses et équivalentes en efficacité à celles qui sont assurées par la législation italienne, consent d'une façon générale et sans la nécessité de mesures particulières au point de vue sanitaire, à la libre introduction dans le royaume des produits médicaux et des spécialités pharmaceutiques fabriquées en Hollande, pourvu que le Gouvernement des Pays-Bas applique, pour l'introduction en Hollande, un traitement identique, au point de vue sanitaire, aux produits médicaux et aux spécialités pharmaceutiques fabriquées en Italie.

Il reste entendu que les produits médicaux et les médicaments composés (spécialités pharmaceutiques) fabriqués en Hollande devront, pour la libre entrée en Italie, se conformer aux dispositions qui règlent le commerce des produits médicaux et des médicaments composés en Italie.

Il est nécessaire en outre de fixer dès maintenant :

1. que tous récipients contenant un médicament composé (spécialités pharmaceutiques) devra porter une étiquette avec l'indication exacte :

a) des éléments composant le produit avec leur appellation ordinaire en langage médical (à l'exclusion des formules chimiques) ;

b) de la dose de ces éléments constitutifs ;

2. il est convenu que parmi les produits médicaux et les médicaments composés (spécialités pharmaceutiques), dont il est question ci-dessus, ne doivent pas être compris les sérums, les virus vaccins, toxines et autres produits semblables ;

3. enfin il est entendu que chaque Gouvernement se réserve le droit d'interdire dans des cas exceptionnels et pour des motifs spéciaux d'hygiène publique, l'introduction sur son territoire d'un des produits médicaux ou des médicaments composés, à condition de donner, dans ce cas, avis immédiat de cette décision à l'autre Gouvernement en indiquant en même temps les faits et les motifs qui ont donné lieu à la prohibition.

Je vous prie de vouloir bien me donner acte de la présente communication.

Veuillez agréer, etc.

GUICCIARDINI.

LE MINISTRE DES PAYS-BAS A ROME AU MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

Rome, le 4 janvier 1910.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de prendre acte de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 3 janvier dernier au sujet des principes qui régleraient à l'avenir, au point de vue sanitaire, l'importation des produits médicaux et des médicaments composés (spécialités pharmaceutiques) des Pays-Bas en Italie et vice versa.

Ces principes seraient les suivants :

1. que les produits médicaux et les médicaments composés (spécialités pharmaceutiques) fabriqués aux Pays-Bas devront, pour la libre entrée en Italie, se conformer aux dispositions qui règlent le commerce des produits médicaux et des médicaments composés en Italie ;

2. que tout récipient contenant un médicament composé (spécialités pharmaceutiques) devra porter une étiquette avec l'indication exacte :

a) des éléments composant le produit avec leur appellation ordinaire en langage médical (à l'exclusion des formules chimiques) ;

b) de la dose de ces éléments constitutifs ;

3. que parmi les produits médicaux et les médicaments composés (spécialités pharmaceutiques) dont il est question ci-dessus, ne doivent pas être compris les sérums, virus vaccins, toxines et autres produits semblables ;

4. que chaque Gouvernement réserve le droit d'interdire, dans des

cas exceptionnels et pour des motifs spéciaux d'hygiène publique, l'introduction sur son territoire d'un des produits médicaux et des médicaments composés à condition de donner, dans ce cas, avis immédiat de cette décision à l'autre Gouvernement, en indiquant, en même temps, les faits et les motifs, qui ont donné lieu à la prohibition.

Le Gouvernement de la Reine m'autorise à déclarer qu'il accepte ces principes.

Veuillez agréer, etc.

H. DE WEEDE.

ITALIE — ROUMANIE

Echange de notes sur les certificats d'analyse des huiles d'olives importées d'Italie en Roumanie.

(Bucharest, 29 décembre 1909/11 janvier 1910 et 20 janvier/2 février 1910.)

LE MINISTRE D'ITALIE A BUCHAREST AU MINISTRE DES
AFFAIRES EXTÉRIEURES DE ROUMANIE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au point III, *ad* n. 222, du protocole final annexé au Traité de commerce conclu le 22 novembre (5 décembre) 1906 entre l'Italie et la Roumanie, il est dit que les certificats d'analyse des huiles d'olives délivrés par les Instituts scientifiques du Royaume d'Italie y autorisés d'après les accords à prendre à ce sujet entre les Gouvernements des deux Parties contractantes, seront reconnus en Roumanie, et que les huiles accompagnées par ces certificats ne seront pas soumises à de nouvelles analyses, pourvu qu'il résulte des dits certificats que l'analyse a été faite en Italie d'après les règles établies de commun accord entre les deux Gouvernements.

Afin de compléter les dispositions ci-dessus, et d'ordre de mon Gouvernement, je prie donc Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement de Sa Majesté le Roi Carol consent à ce que les analyses des huiles d'olives à exporter en Roumanie soient faites en Italie par les mêmes Instituts scientifiques du Royaume et d'après les règles et procédés identiques établis de commun accord entre les Cabinets de Rome et de Berlin pour les huiles d'olives à exporter en Allemagne, et si, par conséquent, les autorités douanières roumaines reconnaîtront comme valables, aux fins des dispositions du paragraphe III, *ad* n. 222, du protocole final précité, les certificats délivrés sur la base de ces analyses par les Instituts dont il s'agit et rédigés par eux d'après les formulaires adoptés pour l'Allemagne :

formulaire dans lesquels on remplacerait la traduction allemande par une traduction roumaine.

En cas de modification à la liste des instituts en question, que Votre Excellence trouvera annexée à la présente note, le Gouvernement italien ne manquerait pas d'en faire donner immédiatement communication à Votre département par l'entremise de cette légation.

J'ai également l'honneur de joindre ici, avec une traduction française, deux exemplaires des instructions que, conformément aux accords établis avec le Cabinet de Berlin, le Ministère italien d'agriculture, industrie et commerce a adressées aux Instituts scientifiques du Royaume autorisés à délivrer les certificats, et dans lesquelles il prescrit les règles et procédés à suivre pour le prélèvement des échantillons et pour les analyses, les mesures à prendre afin d'empêcher les fraudes, ainsi que les formulaires à employer pour les certificats. Ces instructions ont été publiées dans le bulletin officiel du 30 juillet 1908 du Ministère susdit d'agriculture, industrie et commerce.

La Roumanie s'étant cependant réservé le droit de faire vérifier, en cas de doute, l'analyse des huiles importées avec les certificats (alinéa 3 du point III, *ad* n. 222 du protocole final déjà nommé), le Gouvernement italien accepte la proposition de Votre Excellence que, dans des cas pareils, les nouvelles analyses que le Gouvernement roumain croirait nécessaires soient faites par l'Institut de chimie près l'Université de Bucarest ou par le laboratoire de chimie près l'école des ponts et chaussées à Bucarest. Ces nouvelles analyses devront être opérées d'après les règles et procédés prescrits dans les instructions ci-annexées du Ministère italien d'agriculture, industrie et commerce aux Instituts scientifiques du Royaume, et qui sont obligatoires pour ces derniers. Les frais en seront supportés par le Ministère roumain des finances, lorsqu'elles démontreront que la qualité de l'huile correspond réellement à celle indiquée dans le certificat d'analyse de l'Institut scientifique italien autorisé qui accompagnait l'envoi : dans le cas contraire, ils seront à la charge du déclarant en douane.

En attendant la réponse que vous voudrez bien me mettre à même de transmettre à mon gouvernement, je saisis, etc.

Bucarest, le 29 décembre 1909 (11 janvier 1910).

E. DI BECCARIA.

ANNEXE

LISTE DES INSTITUTS ITALIENS AUTORISÉS A DÉLIVRER LES CERTIFICATS D'ANALYSE DES HUILES D'OLIVES.

1. Laboratorio chimico centrale delle Gabelle in Roma.
2. Id. compartimentale delle Gabelle in Ancona.

3. Laboratorio chimico compartimentale delle Gabelle in Genova.
4. Id. id. id. in Livorno.
5. Id. id. id. in Milano.
6. Id. id. id. in Napoli.
7. Id. id. id. in Torino.
8. Id. id. id. in Venezia.
9. Id. id. id. in Verona.
10. Regia stazione chimico-agraria di Milano.
11. Id. id. di Roma.
12. Id. id. di Torino.
13. Scuola di olivicoltura ed oleificio di Bari.
14. Scuola superiore d'agricoltura di Portici.
15. Oleificio sperimentale di Spoleto.
16. Laboratorio di chimica agraria di Bologna.
17. Id. id. id. di Pisa.
18. Regia Scuola di pomologia e di orticoltura di Firenze.
19. Laboratorio chimico municipale di Lucca.
20. Id. id. di Oneglia.
21. Id. id. di San Remo.
22. Id. id. di Siena.
23. Id. del Regio Istituto tecnico di Porto Maurizio.
24. Id. della Camera di commercio di Messina.
25. Laboratorio di chimica agraria annesso al Regio vivaio di viti americane in Palermo.
26. Regio laboratorio di chimica agraria in Udine.
27. Regia cattedra di viticoltura in Osimo.
28. Id. ambulante di viticoltura in Castellammare Adriatico.
29. Regia Scuola pratica di agricoltura in Sassari.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE
AU MINISTRE D'ITALIE A BUCHAREST.

MONSIEUR LE MARQUIS,

Par la note de Votre Excellence en date du 29 décembre 1909 (11 janvier 1910), vous avez bien voulu me demander, d'ordre de Votre Gouvernement, si en vue de l'exécution du point III, *ad n. 222*, du protocole final du *Traité de commerce roumain-italien en vigueur*, concernant l'analyse des huiles d'olives provenant d'Italie, le Gouver-

nement roumain était disposé à accepter comme base l'accord intervenu au même sujet entre les gouvernements d'Italie et d'Allemagne.

Cet accord porte sur les Instituts d'Italie autorisés à faire l'analyse des huiles d'olives et à en délivrer des certificats valables pour les autorités allemandes, sur la méthode d'analyse et sur les modèles des certificats. La liste des instituts précités était annexée à la note de Votre Excellence, avec réserve de donner immédiatement communication à mon département des modifications qui y seraient éventuellement introduites à l'avenir. La méthode d'analyse et les modèles des certificats se trouvent publiés dans le bulletin officiel du Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce d'Italie, fascicule du 30 juillet 1908, pages 468 à 481, dont Vous avez bien voulu m'envoyer deux exemplaires avec traduction française de la partie afférente.

En réponse à Votre demande, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement roumain accepte l'accord précité entre l'Italie et l'Allemagne comme base pour les rapports entre la Roumanie et l'Italie au même sujet. En conséquence, il reconnaît l'autorité des mêmes instituts d'Italie autorisés par le Gouvernement Royal d'Italie à faire l'analyse des huiles d'olives de provenance italienne à importer en Roumanie et à en délivrer des certificats ; il reconnaît bonne la même méthode d'analyse et les mêmes modèles de certificats, sauf à remplacer le texte allemand par un texte roumain. Ci-joint le texte roumain.

Quant à l'exercice du droit réservé, par la convention roumaine-italienne, aux autorités roumaines de vérifier, en cas de doute, l'analyse des huiles importées avec les certificats mentionnés, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Royal a choisi, à cet effet, l'Institut de chimie près l'Université de Bucarest ou le laboratoire de chimie près l'école des ponts et chaussées à Bucarest. En ce cas, les analyses seront faites suivant la même méthode que celle prescrite pour les Instituts scientifiques d'Italie et publiée dans le bulletin susmentionné du Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et de commerce. Les frais en seront supportés par le Ministère roumain des finances lorsque la vérification en question démontrera que la qualité des huiles correspond à celle indiquée dans le certificat italien ; dans le cas contraire, les frais seront à la charge du déclarant en douane.

En vous priant de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement Royal d'Italie, je saisis, etc.

Bucarest, le 20 janvier (2 février) 1910.

ALEXANDRE DJUVARA.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi portant révision du tarif général des douanes du 29 mars 1910.

(En vigueur le 1^{er} avril 1910.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — La loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif des douanes, modifié par les lois des 30 juin 1893, 4 juillet 1893, 27 février 1894, 14 novembre 1894, 16 août 1895, 31 mars 1896, 7 avril 1897, 14 juillet 1897, 3 mars 1898, 4 avril 1898, 5 avril 1898, 9 avril 1898, 1^{er} février 1899, 28 février 1899, 10 juillet 1899, 24 février 1900, 17 juillet 1900, 26 juillet 1901, 15 mars 1902, 30 mars 1902, 7 avril 1902, 10 avril 1902, 28 janvier 1903, 29 mars 1903, 30 avril 1903, 31 juillet 1903, 9 juillet 1904, 20 juillet 1904, 24 juin 1905, 21 décembre 1905, 12 juillet 1906, 13 juillet 1906, 18 juillet 1906, 21 novembre 1906, 19 janvier 1907, 19 juillet 1907, 10 août 1908, 5 décembre 1908, est complétée et modifiée conformément au tableau annexé à la présente loi.

ART. 2. — Le bénéfice de l'admission temporaire est accordé aux produits suivants :

Amandes douces avariées et amandes amères en vue de l'extraction de l'huile fixe.

Fils d'acier destinés à la fabrication des câbles sous-marins, autres que ceux qui sont destinés à relier la métropole à ses colonies ou ses colonies entre elles.

Maïs destiné à être converti en semoule, semoulette et farine ; fèves et féveroles à transformer en farines dans les conditions prévues pour l'admission temporaire des blés.

Pois ronds destinés à être cassés, décortiqués, concassés.

Un décret rendu après avis du comité consultatif des arts et manu-

factures déterminera le mode d'identification des pois admis temporairement.

Paraffine et stéarine destinées à la fabrication des crayons gras, pastels gras et craie grasse.

Le bénéfice de l'admission temporaire est accordé pour un délai de trois années à partir de la promulgation de la présente loi, aux châssis d'automobiles de provenance étrangère, d'un pois inférieur à 2.000 kilogr. destinés à être exportés à l'identique après avoir été garnis d'une carrosserie de fabrication française.

Le bénéfice de l'admission temporaire est accordé aux articles de petite horlogerie ci-après :

A. — Boîtes de montres étrangères à garnir de mouvements ;

B. — Mouvements et ponts destinés à subir la main-d'œuvre du parage ;

C. — Ebauches de mouvements introduits en vue de l'estampage ;

D. — Carrures de boîtes devant recevoir les fonds et lunettes de nacre.

Un décret rendu après avis du comité consultatif des arts et manufactures déterminera les conditions d'application de l'admission temporaire aux articles ci-dessus, notamment en ce qui concerne le contrôle et la garantie.

ART. 3. — L'article 34, paragraphe 1^{er}, de la loi du 17 décembre 1814, et l'article 8 de la loi du 11 janvier 1892 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le Gouvernement pourra, par décrets rendus en conseil des ministres :

« Appliquer des surtaxes, pouvant atteindre jusqu'au double des droits inscrits au tarif général ou égales à la valeur de la marchandise, à tout ou partie des marchandises originaires de pays qui appliqueraient à des marchandises françaises des surtaxes ou des droits particulièrement élevés ;

« Appliquer des surtaxes équivalentes à tout ou partie des marchandises originaires de pays qui traiteraient les produits français moins favorablement que les produits d'autres Etats ;

« Dans les deux cas précédents, frapper d'un droit *ad valorem* jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50 p. 100) tout ou partie des articles exempts d'après le tarif ;

« Sauf stipulations conventionnelles contraires, assujettir par réciprocité telles ou telles marchandises étrangères à des droits, taxes ou formalités de toute nature identiques ou analogues, selon le cas, à ceux qui, dans les pays d'origine, seraient applicables à telles ou telles marchandises françaises ;

« Etablir sur les marchandises taxées ou non, qui bénéficient dans

leur pays d'origine ou de provenance d'une prime directe ou indirecte à l'exportation, un droit compensateur égal au montant de ladite prime ;

« Prendre d'urgence, dans les cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers seraient de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances. »

Les décrets rendus en conformité des paragraphes ci-dessus seront convertis en projets de loi et soumis à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante.

ART. 4. — L'article 6 de la loi du 19 mai 1866 est complété par la disposition suivante :

« Dans le cas où les bâtiments français seraient, dans un pays étranger, assujettis à un traitement moins favorable que celui accordé aux bâtiments d'autres puissances, le Gouvernement est autorisé à établir sur les bâtiments dudit pays entrant dans les ports de France, d'une colonie ou d'une possession française, et sur les marchandises qu'ils ont à bord, tels droits ou surtaxes qui seraient jugés nécessaires pour compenser les désavantages dont serait frappé le pavillon français. »

ART. 5. — L'article 24 de la loi du 15 juillet 1880 sur les patentes est modifié de la manière suivante :

« Toute personne, négociant, industriel ou commis voyageur voyageant en France en vue d'y recueillir des commandes pour le compte de maisons établies en pays étrangers, sera passible de droits équivalents aux droits de patente et aux droits intérieurs que supportent, dans ces pays, les négociants, industriels et commis-voyageurs s'y livrant aux mêmes opérations pour le compte de maisons établies en France.

« La même réciprocité de traitement aura lieu en ce qui concerne les conditions d'admission des échantillons et modèles. »

ART. 6. — Les règlements généraux relatifs à l'application des droits seront révisés par décrets publiés au *Journal Officiel*.

ART. 7. — Jusqu'au moment où seront promulgués les nouveaux actes fixant le régime douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, de la Corse, des colonies et pays de protectorat, la présente loi ne sera applicable aux importations de ces territoires en France qu'en ce qui concerne les dégrèvements opérés sur les tarifs antérieurs, sous réserve des mesures de contrôle à prendre par les administrations intéressées.

Les tarifs faisant l'objet de la présente loi ne seront exécutoires, en ce qui concerne les importations des produits étrangers dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, qu'après que des décrets en forme de règlement d'administration

publique, rendus sur le rapport du ministre des colonies, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des finances, et après avis des conseils généraux ou conseils d'administration des colonies, auront déterminé les produits qui, par exception au paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, seront l'objet d'une tarification spéciale. L'effet de cette disposition ne pourra excéder le délai d'un an.

ART. 8. — Le Gouvernement pourra maintenir exceptionnellement et à titre transitoire le bénéfice du tarif général antérieur à la présente loi à tout ou partie des marchandises originaires des pays qui n'assujétissent pas les produits français à un traitement différentiel quelconque.

Les mesures prises par application du paragraphe précédent doivent être soumises à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions des lois antérieures en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

ART. 10. — La présente loi sera mise en vigueur le 1^{er} avril 1910.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 mars 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Jean DUPUY.

Le ministre des finances,

Georges COCHERY.

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU.

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

Loi relative à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique.

(29 mars 1910 — En vigueur le 1^{er} avril 1910.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

(1) Cf. Loi douanière des Etats-Unis, du 5 août 1909. — *Arch. Dipl.*, 1909, t. III, p. 130. — V. ci-dessus, 1^{re} partie, l'Accord franco-américain, p. 18.

Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à concéder par décret les tarifs de douane les plus réduits à l'entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'île de Porto-Rico inscrits au tableau A annexé à la présente loi.

Il est autorisé à maintenir par décret, à l'entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, à dater du 1^{er} avril 1910, l'application des droits du tarif général en vigueur antérieurement à cette date, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'île de Porto-Rico inscrits au tableau B annexé à la présente loi.

Les concessions accordées en vertu de la présente loi pourront être retirées en tout ou en partie, par décret qui sera exécutoire trois mois après sa publication, dans le cas où les produits et marchandises originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises seraient assujettis à l'entrée aux Etats-Unis ou de l'île de Porto-Rico, à des droits supérieurs au tarif douanier actuellement en vigueur ou à un traitement douanier quelconque moins favorable que celui appliqué aux produits ou marchandises originaires de tout autre pays étranger.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 20 mars 1910

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Jean DUPUY.

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU.

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
ministre des affaires étrangères par interim,*

Aristide BRIAND.

Le ministre des finances,

Georges COCHERY.

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

TABLEAU A.

17 bis. — Charcuterie fabriquée.

19. — Conserves de viandes en boîtes.

20. — Extraits de viandes en pains ou autres.

20. bis. — Boyaux frais, secs ou salés.

- 26. — Plumes.
- 30. — Graisses animales autres que de poisson.
- 38. — Miel.
- 59. — Eponges brutes.
- 68. — Froment, épeautre et méteil.
- 72. — Maïs.
- 76. — Gruaux, semoules en gruau (grosse farine), grains perlés ou mondés.
- 84. — Fruits de table frais.
- 85. — Fruits de table secs ou tapés.
- 88. — Fruits et graines oléagineux.
- 93. — Sirops, bonbons, fruits confits au sucre.
- 95. — Confitures.
- 96. — Café.
- 97. — Cacao.
- 98. — Chocolat.
- 99. — Poivre.
- 100. — Piment.
- 101. — Amomes et cardamomes.
- 102. — Cannelle.
- 103. — Cassia lignea.
- 104. — Muscades.
- 105. — Macis.
- 106. — Girofle.
- 107. — Vanille.
- 108. — Thé.
- Ex 110.* — Huiles pures.
- Huiles fixes pures.
- Huile de palme.
- Huiles de coco, de touloucouna, d'illipé et de palmiste.
- Huiles de ricin, et de pulghère.
- Huile de lin.
- Huiles de sésame, d'arachides et de coton.
- Huiles de soja et de maïs.
- Huiles autres.
- 117. — Baumes.
- Ex 127.* — Fruits et graines : Baies de sureau, de myrtille ou d'airelle.
- 128. — Bois commun, ronds, bruts, équarris ou sciés.
- 129. — Pavés en bois débités en morceaux.
- 130. — Merrains.

160. — Houblon.
160 *bis*. — Lupuline du houblon.
165. — Son de toutes sortes de grains.
166. — Tourteaux de graines oléagineuses, amurcas et grignons d'olives.
174 *ter*. — Pommes et poires écrasées.
178 *ter*. — Emeris appliqués sur papiers et sur tissus, agglomérés en meules, pierres ou toutes autres formes quelconques.
179 *quater*. Terre d'infusoires ou kieselguhr.
179 *quinquiès*. — Pierre ponce.
190. — Houille.
197. — Huile de pétrole, de schiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage.
198. — Huiles lourdes et résidus de pétrole et d'autres huiles minérales.
221. — Cuivre.
225. — Nickel.
Ex 238. — Acide oléique d'origine animale. — Huiles déglycérinées.
Ex 239. — Oxyde de zinc.
257 *bis*. — Alcool méthylique ou esprit de bois.
298. — Vernis.
Ex 300. — Noir d'Espagne et de fumée.
312. — Savons autres que ceux de parfumerie.
324. — Colle de poisson, de tendons de baleine et autres similaires.
325. — Colles d'os, de nerfs, de peau.
366 *bis*. — Fils de phormium tenax, d'abaca ou d'autres végétaux filamenteux non dénommés, non polis, purs ou mélangés, le phormium, l'abaca, etc., dominant en poids.
521 *bis*. — Rubans encrés ou imprégnés d'une teinture pour machines à écrire, à calculer et appareils de contrôle et de reproduction.
461 *ter*. — Papier à reproduire gras à décalquer pour crayon et dit « carbone » pour style ou machine à écrire.
461 *quater*. — Papier photographique albuminé non sensibilisé (arrow-root salé).
Papier et pellicules sensibilisées aux sels d'argent ou de platine, en feuilles ou en rouleaux.
Papier au charbon.
Papier sensibilisé aux sels de fer (ferro-prussiate, cyanofer, gallate de fer).
Ex 476. — Peaux préparées à l'aide d'un tannage végétal ou mégissées, corroyée, de veau cirées ou prêtes à l'être, mais n'ayant reçu aucun des compléments de main-d'œuvre mentionnés au paragraphe suivant.

Ex 480. — Bottes avec semelles cuir cousues.

505. — Compteurs de tours d'électricité, d'eau, de gaz, de filature et, en général, tous compteurs ou appareils dans lesquels entre un mouvement d'horlogerie.

510. — Machines à vapeur fixes et machines de navigation toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur fixes, compresseurs d'air et de gaz divers, moteurs à gaz, à pétrole, à alcool, à air chaud, à air comprimé et à tout autre mélange gazeux ou explosif, et tous autres moteurs non dénommés.

512. — Machines routières et rouleaux compresseurs à vapeur, à pétrole, à benzine, à alcool.

Machines locomotives.

513. — Tenders de machines à vapeur locomotives.

521. — Presses et machines à imprimer pour la typographie et la lithographie, la phototypie, la taille-douce et pour tous autres genres d'impression sur papier, carte, carton, bois métal, celluloid, matières plastiques, en noir et en couleur, à plat, en creux ou en relief.

522. — Machines pour l'agriculture (moteur non compris).

525. — Machines-outils.

525 *ter.* — Machines à écrire, à calculer, caisses enregistreuses et leurs pièces détachées.

525 *quater.* — Machines à rincer, à boucher, à capsuler, à remplir les bouteilles.

525 *quinquiès.* — Appareils de chargement pour hauts fourneaux, gueulards de hauts fourneaux; poches à fonte; mélangeurs à fonte; convertisseurs d'aciéries, chariots de coulée; trains de laminaires, divers; rouleaux entraîneurs; ripeurs pour laminaires; appareils de chargement de fours Martin.

526 *quinquiès.* — Chaudières découvertes, gazomètres, récipients, en tôle de fer ou d'acier non galvanisée. Radiateurs pour calorifères, réchauds à gaz, à pétrole, à alcool.

533. — Pièces détachées de machines, de timonerie de frein et de transmissions, en fer, ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, en fonte malléable et pièces détachées de cadres porteurs de châssies d'automobiles en tôle d'acier emboutie ou soudée.

535. — Pièces détachées de cuivre pur ou allié à tous métaux, coulé, moulé, forgé (coussinets, robinets et appareils accessoires pour eau, gaz et vapeur, etc).

535 *bis.* — Pièces détachées de machines et de transmissions, non dénommées, de deux ou plusieurs métaux, tels que fer, acier, fonte, cuivre pur ou allié de tous métaux, nommés aux articles précédents, tels que coussinets, robinets et appareils accessoires pour eau, gaz et vapeur.

535. — Outils emmanchés ou non en fonte, en fer ou en acier.

539. — Clichés, planches et coins pour impression sur papier autre que de tenture, avec ou sans dessin.

556. — Ouvrages en fonte trempée (durcie par coulée en coquille).

558 *ter.* — Ferrures de voitures et spécialement celles rentrant dans la construction du matériel roulant des chemins de fer (y compris les tampons de choc et crochet de traction).

559. — Serrures.

559 *bis.* — Cadenas.

568. — Articles de ménage et tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés.

569. — Moulins à café avec boîtes en bois, en fonte ou en tôle. Articles d'économie domestique : presse-viande, hache-viande, presses à confitures, petites pompes de ménage, etc.

592. — Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, plaqués et contre-plaqués ; pièces et parties isolées en toutes espèces de bois.

592 *bis.* Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges massifs ; pièces et parties isolées en toute espèce de bois.

993. — Meubles garnis et recouverts de toute espèce.

Ex 604. — Pianos droits.

Ex 605. — Appareils pneumatiques et autres pour servir à jouer mécaniquement de l'harmonium ou du piano à l'aide de carton ou de papier perforé, actionnés par pédales, moteurs mécaniques ou électriques indépendants de l'instrument qu'ils doivent faire fonctionner et se plaçant à l'intérieur ou à l'extérieur de celui-ci.

Cartons perforés.

Papiers perforés.

Cordes harmoniques ou pour autres usages.

Ex 614. — Voitures de voies ferrées garnies ou non garnies, pour chemins à voies ordinaires, pour chemins de fer : wagons de voyageurs.

614 *ter.* — Voitures automobiles.

Ex 620. — Feuilles en caoutchouc pur non vulcanisé

Fils de caoutchouc vulcanisé.

TABLEAU B.

86. — Fruits confits ou conservés.

282. — Produits chimiques non dénommés.

Ex 461. — Papier ou carte autre que le papier dit « de fantaisie ».

Papier à la mécanique, au-dessus de 30 grammes le mètre carré.

Papier sulfurisé ou simili-sulfurisé.

Papier ou carte dit de fantaisie, couché en blanc ou couleur, marbré,

indienné, gaufré, émaillé, estampé, stéariné, découpé, préparé à l'huile ou à l'essence, apprêté pour décalcomanie, couché, colorié ou marbré sur machine (procédé Diana ou similaire).

Papier recouvert partiellement ou totalement d'un métal quelconque, soit en feuilles, soit en poudre.

Ex 476. — Peaux préparées à l'aide d'un tannage végétal ou mégissées, corroyées :

Peaux de vache et autres grandes peaux teintées ou noircies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, imprimées, maroquinées, lustrées ou mates.

Peaux de mouton, préparées ou non en Europe, avec des peaux brutes d'outre-mer, non drayées, teintées, mates ou lissées pour doublure de chaussures.

Peaux préparées chamoisées ou parcheminées, teintées ou non, mégissées, teintées.

Peaux préparées hongroyées et autres non dénommées, non teintées.

Ex 479. — Tiges de bottes, de bottines, de bottillons, guêtres, molletières, jambières, empeignes, claques (cambrées ou non), quartiers en veau, vache, cheval, chèvre ou chevreau, en cuir non verni.

Ex 480. — Bottes avec semelles cuir cloué ou semelles bois.

Ex 490. — Malles en bois ou en carton recouvertes en cuir.

491. — Maroquinerie.

491 *bis.* — Couvertures d'album pour collections, telles que photographies, timbres-poste, cartes postales, etc., en peau, bois, étoffe, papier uni et décoré, et autres.

491 *ter.* — Albums pour collections telles que photographies, timbres-poste, cartes postales, etc.

Ex 492. — Ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artificiel. Autres objets non dénommés.

Ex 494. — Pelleteries ouvrées ou confectionnées autres.

525 *bis.* — Machines pour la minoterie, moulins à cylindres, machines à fabriquer les pâtes alimentaires ; appareils de levage ; poulies de transmission ; balances ; bascules ; matériel fixe des chemins de fer et tramways ; presses.

532. — Pièces de machines et de transmissions en fonte moulée, non malléable, tournées, limées ou ajustées.

Ex 549. — Coutellerie fine.

Couteaux de table à manche d'ivoire, d'écaille ou de nacre.

Autre.

Ex 567. — Tubes en fer ou en acier de tous diamètres doublés ou soudés par recouvrement et tubes d'un diamètre intérieur de plus de 100 millimètres, soudés par un procédé quelconque.

572 *bis.* — Outils en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain, emmanchés ou non.

602 *bis.* — Ouvrage de tournerie.

Ex 614. — Carrosserie. — Voitures pour voies non ferrées.

— Carrosserie proprement dite.

— Voitures de commerce, d'agriculture et de roulage.

614 bis. — Vélocipèdes et pièces de vélocipèdes.

Ex 620. — Courroies, tuyaux, clapets ou autres ouvrages en caoutchouc, en gutta-percha, pur ou mélangé, souple ou durci, combiné ou non avec tissus ou autres matières.

Ex 644. — Brosserie commune montée en bois.

646. — Articles de bimbeloterie et leurs pièces détachées travaillées.

Décret relatif à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis de l'Amérique du Nord et de l'île de Porto-Rico.

(29 mars 1910.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances,

Vu la loi du 11 janvier 1892, portant établissement du tarif général des douanes ;

Vu la loi du 29 mars 1910, portant revision du tarif général des douanes ;

Vu la loi du 29 mars 1910, relative à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les droits de douane inscrits au tarif minimum ou les droits de douane les plus réduits applicables aux produits d'origine étrangère seront appliqués, à partir du 1^{er} avril 1910, en France et en Algérie, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis de l'Amérique du Nord et de l'île de Porto-Rico mentionnés au tableau A annexé à la loi du 29 mars 1910, relative à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique.

ART. 2. — Les droits de douane inscrits au tarif général antérieur à la loi du 29 mars 1910, portant révision du tarif général des douanes, continueront à être appliqués à titre provisoire, en France et en Algérie, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique du Nord et de l'île de Porto-Rico, mentionnés au tableau B annexé

à la loi du 29 mars 1910, relative à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique.

ART. 3. — L'application des droits prévus aux articles 1 et 2 qui précèdent sera subordonnée à la justification d'origine et aux conditions de transport déterminées par les règlements.

ART. 4. — Le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 29 mars 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Jean DUPUY.

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU.

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes,
ministre des affaires étrangères par intérim,*

Aristide BRIAND.

Le ministre des finances,

Georges COCHERY.

DOCUMENTS ANNEXES

I

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

DISCUSSION ET ADOPTION DU PROJET DE LOI RELATIF A L'APPLICATION DU TARIF DES DOUANES AUX PRODUITS ORIGINAIRES DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

(1^{re} séance du 29 mars 1910.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique.

L'urgence est déclarée.

La parole est à M. le Président de la Commission des douanes.

M. KLOTZ, *président de la Commission des douanes*. — Messieurs, votre commission des douanes a le devoir de vous signaler, en quelques mots, l'importance et l'intérêt de cette loi qui consacre l'accord entre les deux grandes républiques amies des Etats-Unis et de la France.

Le bill Payne-Aldrich a rompu, le 5 août dernier, les arrangements conclus en 1898, 1902 et 1908. Il a provoqué partout la plus vive émotion par l'élévation de ses tarifs et la rigueur excessive de sa législation.

Le but de cette loi nous est clairement indiqué par son titre même. Il faut le lire attentivement.

« Loi du 5 août 1909 pour assurer des ressources financières au Gouvernement, établir des droits, encourager les industries des Etats-Unis et autres fins.

« Pour assurer des ressources financières au Gouvernement ! »

Ah ! si une telle pensée avait animé la France !...

M. CACHAT. — On nous a pourtant assez accusés d'obéir à cette préoccupation.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — ... au cours de notre révision douanière, avec quelle facilité M. le Ministre des finances et la Commission du budget eussent établi l'équilibre si difficile du budget de 1910. Mais la conception douanière française, nous le proclamons une fois de plus, ne poursuit pas une fin de fiscalité. (*Très bien ! très bien !*)

Nous laissons à d'autres ce regrettable privilège, qui jusqu'ici n'était usité que par des pays à finances ébranlées. Nous nous contentons, nous, de compenser par nos tarifs les charges nombreuses qui atteignent la main-d'œuvre nationale et d'en réaliser modérément la péréquation.

C'est ainsi, messieurs, que les Etats-Unis ont imposé notre production d'une somme supplémentaire de 3 millions de dollars, soit 15 millions de francs, montant de la surcharge du bill Payne, pour la seule importation française, alors que, par notre revision, l'ensemble des puissances du monde entier ne subira qu'une surcharge à peu près équivalente. Ces chiffres comparés démontrent la prudence même de notre revision douanière, conçue en dehors de tout esprit de représailles contre un pays qui surcharge pourtant d'un poids lourd notre exportation comme contre quiconque.

Que dire ou que penser alors de certains pays qui s'imaginent nous impressionner en essayant d'imposer nos produits de 20 millions de surcharge, lorsqu'il n'est atteint lui-même par la revision que dans des proportions extrêmement modérées.

Ce même pays n'aurait-il pas envisagé les risques qu'il pourrait encourir s'il persévérait dans cette attitude ? A-t-il oublié qu'il est notre grand camionneur ? qu'un de ses ports prive et Calais, et Boulogne, et

Dunkerque et Le Havre d'une prospérité qui leur est due ainsi qu'à notre marine marchande ? qu'il nous est loisible d'étendre la surtaxe d'entrepôt inscrite au tableau D de la loi de 1892 dont l'examen a été disjoint de la revision actuelle dont l'étude doit être reprise dès le début de la prochaine législature ? A-t-il réfléchi à d'autres solutions qui pourraient être utilement proposées s'il persévérait ?...

Je m'arrête à cette digression ; car il y a lieu d'espérer que le calme renaîtra dans l'esprit d'un pays qui avait subi sans proférer un seul mot la revision douanière, pourtant si grave, de l'Allemagne en 1905. (*Très bien ! très bien !*)

M. JEAN MOREL, *rapporteur général*. — C'est la vérité.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Après avoir constaté l'importance de la surcharge que nous impose le bill Payne, rappelons que les produits français payaient déjà à leur entrée aux Etats-Unis la somme colossale de 38 millions de dollars, soit 190 millions, pour une exportation de 438 millions, soit près de 50 p. 100, alors que les 657 millions de produits importés des Etats-Unis en France payent 60 millions seulement, soit moins de 10 p. 100.

Et pourtant, afin d'éviter les rigueurs de l'article 2 de la loi fédérale du 5 août 1909, soit la surtaxe de 25 p. 100 *ad valorem*, qui eût été désastreux pour l'industrie française, nous avons dû consentir notre tarif le plus réduit sur 51 positions nouvelles.

« Sans doute, dit l'exposé des motifs du projet de loi qui vous est soumis, les concessions ainsi faites aux Etats-Unis sont importantes, mais il ne faut pas perdre de vue cependant qu'en fait la protection dont bénéficient actuellement nos industries n'en sera pas sensiblement diminuée, puisque la plupart des articles nouveaux pour lesquels les Etats-Unis jouiront du tarif minimum ont été repris dans la revision douanière, votée par le Parlement et presque entièrement remaniés. »

Six d'entre elles seulement ne sont pas comprises dans la revision douanière que le Parlement a eu, on le voit maintenant, si grande raison d'entreprendre, de poursuivre et de terminer. Aujourd'hui déjà nous en constatons l'effet bienfaisant. Ajoutons que la protection de toute notre agriculture, d'un grand nombre de nos industries, est assurée, et que l'article 8 de la nouvelle loi, ainsi d'ailleurs que l'article 3, dont l'importance ne saurait échapper à personne, a donné plus de jeu et plus d'aisance à notre négociateur.

Cependant c'était avec la plus grande facilité que les autres pays, à l'exception du Canada, avaient cédé sans restrictions devant les prétentions américaines ; en particulier, le dernier de tous, l'Allemagne avait accordé aux Etats-Unis tout son tarif conventionnel, le 5 février dernier, dans son intégralité.

Il n'est que juste, en conséquence, de rendre au Gouvernement français, à M. le Ministre des affaires étrangères et en particulier à M. Jean Dupuy, ministre du commerce, l'hommage qui leur est dû. (*Très bien ! très bien !*) Avec calme, méthode, clairvoyance, habileté et énergie, il a

su défendre les intérêts de la France, donnant ainsi un exemple qui, j'en suis convaincu, sera très utilement suivi dans l'avenir. Cette attitude permet d'augurer favorablement de notre politique économique générale. (*Très bien ! très bien !*)

L'avenir, d'ailleurs, est réservé pleinement par cet accord, comme le constate notre excellent ami et très distingué rapporteur de la commission des douanes, M. Thierry, de par le paragraphe 3 de l'article unique du projet; j'ajoute que la maîtrise de nos tarifs est sauvegardée.

J'espère, au surplus, pour ma part, que le vœu émis par M. Thierry, au nom de la commission, sera entendu à Washington, en ce qui concerne la pratique des règlements que nous pourrions si justement appeler quelquefois « *which unduly discriminatè* ».

Nous avons confiance que vous approuverez à votre tour cette loi satisfaisante qu'à l'unanimité déjà votre commission a ratifiée. Elle ne paraîtra au *Journal officiel* qu'immédiatement après la loi de revision douanière qui ne tardera pas, cet après-midi, espérons-nous, à être sanctionnée par votre vote définitif, car c'est sur notre nouvelle législation que l'accord est conclu, n'est-il pas vrai, Monsieur le Ministre ?

M. JEAN DUPUY, *ministre du commerce*. — C'est entendu.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES DOUANES. — Je me permets de vous poser cette question ; je vous en adresse une autre nécessaire : A quelle date paraîtra la proclamation de M. le président Taft ? Sous quelle forme est-elle rédigée ? Il serait bon de le faire connaître à la Chambre.

Messieurs, c'est la première fois depuis de longues années que votre Commission des douanes vous apporte une pareille adhésion à l'œuvre poursuivie par le Gouvernement dans l'ordre international ; elle est heureuse de la présente circonstance qui permet au Parlement de ne rien sacrifier des intérêts essentiels de notre production et de témoigner notre vive sympathie à une grande démocratie dont l'histoire rappelle, à elle comme à nous, de si généreux souvenirs. (*Applaudissements*).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Ministre du commerce.

M. JEAN DUPUY, *ministre du commerce et de l'industrie*. — L'honorable président de la commission des douanes m'a demandé quand la proclamation du président de la République des Etats-Unis serait publiée et sous quelle forme elle se produirait. Ma réponse est bien simple. Nous avons été informés officiellement que M. le président Taft a signé cette proclamation il y a déjà quelques jours. Elle sera rendue publique dès qu'il aura été informé que le Gouvernement français est autorisé à exécuter l'accord intervenu et je pense que cette proclamation affectera la forme que déjà ont prise toutes les proclamations intervenues dans des circonstances semblables et notamment celle qui a sanctionné l'accord germano-américain.

Vous me permettrez maintenant d'indiquer le sentiment du Gou-

vernement sur l'entente récemment conclue entre les Etats-Unis et la France. Tout d'abord, je tiens à déclarer, en remerciant l'honorable président de la Commission des douanes des paroles aimables qu'il m'a adressées, que je me fais grand honneur et que j'éprouve une grande satisfaction d'avoir collaboré, avec mes collègues dont la signature est jointe à la mienne au bas du projet de loi qui vous est soumis, à la réalisation de l'entente que vous êtes appelés à sanctionner. Je tiens aussi à rendre hommage à notre représentant à Washington, M. Jusserand, dont la fermeté et la clairvoyance ont largement contribué au succès final de ces difficiles négociations.

Messieurs, il m'apparaissait que cette entente non seulement s'expliquait, se justifiait, mais était rendue nécessaire par l'importance même des intérêts économiques des deux pays.

Il ne faut pas oublier, en effet, que nos échanges avec les Etats-Unis atteignent 1 milliard ; pour la dernière année, l'exercice 1909, les chiffres provisoires indiquent même qu'ils ont atteint 1.150 millions. Depuis dix ans — depuis plus de dix ans même — la France prend une part de plus en plus grande des exportations américaines, et, de leur côté, les Etats-Unis nous achètent de plus en plus.

Les Etats-Unis nous vendent, en effet, pour 450 ou 500 millions de matières premières nécessaires à nos industries, telles que coton, cuivre, bois. Ils nous achètent — et il faut noter et souligner ce fait avec soin — des produits fabriqués, pour 200 millions par an, tels que tissus de soie, tissus de coton, gants de peau, plumes de parure, automobiles, ouvrages de mode, produits alimentaires, parmi lesquels nos vins. C'est là ce qui fait dire que le marché américain est un stimulant très actif pour ces productions de luxe qui ont valu à notre pays une juste et traditionnelle renommée.

L'éventualité d'une rupture avec les Etats-Unis, la simple appréhension même de la tension des rapports économiques entre les deux pays avait produit dans le monde commercial et dans le monde industriel une grande émotion. Il y avait une réelle inquiétude, non pas seulement chez nous, mais de l'autre côté de l'Atlantique. Aussi la nouvelle de l'entente a-t-elle été accueillie des deux côtés, non seulement avec satisfaction, mais avec une véritable joie, dans le monde des affaires.

D'ailleurs nos intérêts moraux marchaient de pair avec nos intérêts politiques et nos intérêts diplomatiques. Ce n'est pas en vain, M. le Président de la Commission l'a rappelé, que l'histoire de la liberté depuis plus de cent ans a lié ces deux pays et que, dans toutes les circonstances, ils se sont montré une amitié et une sympathie toujours croissantes. (*Très bien ! très bien !*)

Les négociations, comme l'a indiqué dans son rapport très clair, très impartial et très loyal l'honorable M. Thierry, ont été longues et laborieuses. Au début, on s'est trouvé en face de prétentions extrêmes et on s'est demandé si une rupture n'était point à envisager.

Chacune des parties a lutté pied à pied et ce n'est en somme que

parce que les deux gouvernements avaient au fond la volonté d'aboutir, appuyés en cela par l'opinion publique dans les deux pays, que des concessions se sont imposées et que nous sommes arrivés à faire cette transaction.

Qui dit transaction, dit concessions réciproques ; nous en avons fait ; nous n'avons certainement pas obtenu tout ce que nous pouvions désirer, mais j'affirme que cette entente ne permet à personne, ni de se poser en triomphateur, ni de se dire la victime de cet accord. (*Très bien ! très bien !*)

Nous avons la conscience d'avoir bien défendu les intérêts dont nous avons la garde et c'est pourquoi le Gouvernement demande à la Chambre de s'associer à cette œuvre en donnant sa sanction à cet accord. En le faisant, j'affirme qu'elle servira bien les intérêts à la fois moraux et matériels du pays. (*Applaudissements*).

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Rapporteur.

M. J. THIERRY, *rapporteur*. — Je remercie M. le Ministre du Commerce des explications très claires qu'il a données à la Chambre et qui étaient tout à fait indispensables.

Vous avez compris, en effet, messieurs, que nous venons de réaliser un acte unilatéral : nous avons autorisé le Gouvernement à accorder aux Etats-Unis un certain nombre d'articles de notre tarif minimum nouveau et à leur conserver un certain nombre d'articles de notre tarif général ancien, le reste étant au tarif général nouveau du régime douanier que nous allons voter.

De son côté, le Gouvernement des Etats-Unis va être autorisé à nous appliquer tout son tarif minimum, c'est-à-dire le tarif Aldrich exempt de l'augmentation de 25 %.

Dans ces conditions, il fallait encore que le Gouvernement nous apportât l'assurance que les tractations ont pris une forme tangible, qu'il y a eu échange de volontés entre lui et le gouvernement des Etats-Unis. Comme l'a dit avec beaucoup de précision M. le Ministre du Commerce, dès que la nouvelle sera connue là-bas que le Gouvernement est autorisé à faire les concessions promises, dès que les deux gouvernements seront régulièrement habilités à se concéder mutuellement les conditions promises, il y aura entre eux échange de volontés, il y aura un contrat dans le sens philosophique et juridique du mot, le lien de droit sera noué sur les bases que j'ai exposées dans mon rapport et que, pour ce qui concerne la France, vous êtes invités à voter.

Il était opportun de souligner cette considération et de montrer à la Chambre qu'elle ne s'est pas livrée à une opération théorique ou vaine, mais qu'au contraire elle va donner pratiquement, utilement tout le concours qu'elle peut donner dans la procédure instituée pour arriver à l'échange des volontés. (*Très bien ! très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jourde.

M. JOURDE. — Messieurs, je désire obtenir du Gouvernement et de

M. le Rapporteur une explication. Le dernier paragraphe de l'article unique est ainsi libellé :

« Les concessions accordées en vertu de la présente loi pourront être retirées en tout ou partie, par décret qui sera exécutoire trois mois après sa publication, dans le cas où les produits et marchandises originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises seraient assujetties à l'entrée aux Etats-Unis ou de l'Ile de Porto-Rico, à des droits supérieurs au tarif douanier actuellement en vigueur ou à un traitement douanier quelconque moins favorable que celui appliqué aux produits ou marchandises originaires de tout autre pays étranger. »

Ainsi, sans nous prévenir et sans dénoncer l'accord que nous sanctionnons en ce moment, les Etats-Unis pourraient frapper nos produits ou ceux de nos colonies ? Il me semblait que ces sortes d'accords devaient être dénoncés préalablement pour que le commerce pût prendre ses précautions. Vous prenez trois mois...

M. LE RAPPORTEUR. — C'est pour être dans les mêmes conditions que les Etats-Unis, que nous avons mis un délai de trois mois dans notre loi.

M. JOURDE. — C'est-à-dire que les Etats-Unis devraient, en ce qui les concerne, nous prévenir au moins trois mois à l'avance avant d'apporter aucun changement dans le traitement fait à nos marchandises ?

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — Ce délai est prévu dans la loi douanière américaine, et c'est pour nous mettre dans la même situation que les Etats-Unis, que nous avons introduit cette clause, à savoir que notre décret sera également applicable trois mois après sa publication.

M. JOURDE. — Un délai de trois mois sera bien insuffisant pour permettre à nos commerçants de prendre leurs dispositions.

M. LE RAPPORTEUR. — M. Jourde est trop libre-échangiste pour que cette rédaction ne le choque pas un peu. J'ajoute que dans une certaine mesure, à première vue, je pourrais très bien partager son sentiment. Il ne faut pas oublier que nous sommes en présence de deux républiques qui sont protectionnistes l'une et l'autre et qui entendent l'une et l'autre conserver la maîtrise de leurs tarifs et même la maîtrise générale de leur volonté en matière d'accords. De sorte que nous sommes en présence d'abord d'actes unilatéraux établis par les Parlements dans les deux pays. Ces actes unilatéraux, sous forme d'autorisations données aux deux gouvernements, constituent les éléments d'un consentement ultérieur à échanger entre ces gouvernements, mais d'un consentement toujours révocable.

Je crois néanmoins qu'à côté de la forme trop protectionniste et par conséquent trop précaire de cet accord, il y en a l'esprit, le fond, la pratique, et je considère que, dans la mesure où cela a été possible, le commerce et l'industrie des deux pays — car, ainsi que l'a fort bien dit M. le Ministre du Commerce, l'inquiétude était la même des deux

côtés de l'Océan, — le commerce et l'industrie des deux pays trouvent dans cet accord le maximum de garanties et de stabilité qu'ils pouvaient attendre et que leurs gouvernements respectifs pouvaient leur assurer (*Très bien ! très bien !*)

M. JOURDE. — Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?..

La discussion générale est close.

Je consulte la Chambre sur la question de savoir si elle entend passer à la discussion de l'article unique.

(La Chambre, consultée, décide de passer à la discussion de l'article unique, qui est adopté).

II

SÉNAT.

DÉPÔT ET LECTURE D'UN RAPPORT RELATIF A L'APPLICATION DU TARIF DOUANIER AUX PRODUITS DES ETATS-UNIS. — DÉCLARATION DE L'URGENCE. — ADOPTION DU PROJET DE LOI.

(2^e séance du 29 mars 1910.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Viger.

M. VIGER. — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la Commission des douanes chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'application de tarifs de douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique.

Voix nombreuses. — Lisez ! lisez !

M. LE PRÉSIDENT. — On demande la lecture du rapport.

Il n'y a pas d'opposition ? (*Non ! non !*)

La parole est à M. le Rapporteur.

M. VIGER, *président de la Commission des douanes et rapporteur.* — Messieurs, le projet de loi soumis aux délibérations du Sénat a pour objet de sanctionner l'accord intervenu, à la suite des longues et laborieuses négociations qui se sont poursuivies avec le gouvernement des Etats Unis en vue d'assurer aux produits et marchandises d'origine française l'application, après le 31 mars 1910, sans majoration ni surtaxe, du tarif douanier des Etats-Unis établi par la loi douanière américaine du 5 août 1909, et de fixer sur de nouvelles bases le régime

douanier applicable à l'entrée en France aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis et de l'île de Porto-Rico.

Ces produits et marchandises sont, depuis le 1^{er} novembre 1909, soumis intégralement aux droits de notre tarif général, mais antérieurement à cette date, et en vertu d'arrangements intervenus entre la France et les Etats-Unis aux dates des 28 mai 1898, 20 août 1902 et 28 janvier 1908, la charcuterie fabriquée, les conserves de viande, le saindoux, les fruits de table, les bois communs, les merrains, le houblon, les denrées coloniales de consommation (autres que le sucre et ses dérivés et les tabacs), le pétrole et les huiles minérales étaient admis au bénéfice de notre tarif minimum par application des décrets des 7 juillet 1893, 28 mai 1898 et 21 février 1903. Ces concessions avaient été faites en compensation de l'octroi, par les Etats-Unis, des droits spéciaux réduits prévus par la section 3 du bill-tarif Dingley du 24 juillet 1897 en faveur des articles suivants originaires de France et d'Algérie ; tarte brut, vins non mousseux et vermouths, champagne et tous autres vins mousseux, peintures, aquarelles, dessins, pastels et sculptures.

Les arrangements précités avaient d'ailleurs, ainsi que les concessions faites de part et d'autre, un caractère provisoire et conditionnel, et ne comportaient aucun délai de dénonciation, la convention commerciale de réciprocité conclue entre la France et les Etats-Unis, dans les conditions prévues par la section 4 du bill Dingley, le 24 juillet 1899, n'ayant jamais été examinée par le Sénat américain et étant devenue caduque à l'expiration des délais successivement prévus pour sa ratification.

Ainsi donc, sous le régime du tarif américain de 1897, les produits et marchandises originaires de France et d'Algérie, bénéficiaient, depuis 1908, du tarif le plus réduit que les Etats-Unis pouvait consentir à un pays étranger aux termes de leur législation douanière et à défaut de conventions commerciales, tandis que les produits et marchandises originaires des Etats-Unis étaient taxés généralement aux droits de notre tarif général, sauf les exceptions indiquées ci-dessus et portant sur un nombre assez restreint d'articles représentant, il est vrai, la majeure partie de leur importation soumise à des droits.

Mais l'adoption par le congrès des Etats-Unis de la nouvelle loi douanière, dite bill Payne-Aldrich, du 5 août 1909, a eu pour effet de modifier cette situation. La loi dont il s'agit édictait, dans son article 1^{er}, un tarif douanier comportant des majorations assez sensibles sur les droits déjà élevés du tarif Dingley, et particulièrement en ce qui concerne les articles qui intéressent tout spécialement l'exportation française aux Etats-Unis, notamment les soieries, les vins non mousseux, les champagnes et vins mousseux et les eaux-de-vie ; en même temps, elle stipulait que ce tarif constituerait le tarif minimum des Etats-Unis.

D'autre part, l'article 2 disposait qu'après le 31 mars 1910 le tarif applicable aux importations des pays étrangers aux Etats-Unis serait le

tarif maximum constitué par le tarif de l'article 1^{er} majoré d'une surtaxe de 25 % *ad valorem*, à moins qu'une proclamation du président des Etats-Unis, intervenue avant cette date, ne soit venue déclarer que tel pays déterminé n'appliquant aux Etats-Unis aucune disposition de nature à leur faire subir un traitement différentiel et accordant aux produits des Etats-Unis, agricoles, manufacturés ou autres, un traitement réciproque et équivalent, les articles importés dudit pays aux Etats-Unis seraient admis au bénéfice du tarif minimum des Etats-Unis établi par l'article 1^{er} de la loi.

Enfin, l'article 4 faisait une obligation au gouvernement fédéral de dénoncer immédiatement tous les traités ou arrangements conclus avec des pays étrangers, et prescrivait que, dans le cas où ces actes ne contiendraient aucun délai de préavis pour la dénonciation des avantages consentis en vertu de la section 3 du bill Dingley, ces avantages cesseraient d'être applicables aux pays intéressés dans un délai de six mois dont le point de départ était fixé au 30 avril 1909 soit après le 31 octobre 1909.

La loi américaine ne donne, d'ailleurs, au gouvernement fédéral aucun pouvoir pour conclure de nouveaux traités ou conventions et pour faire la moindre concession, sur les droits du tarif minimum à des pays étrangers. Elle laisse seulement au président la faculté d'accorder, par une proclamation, le tarif minimum dans son ensemble à un pays sous les conditions et réserves de l'article 2 susvisé.

Le gouvernement des Etats-Unis s'appuyant sur le texte de la loi ne manqua pas de déclarer que la concession de son tarif minimum devait avoir pour condition l'octroi, par tous pays étranger, les tarifs d'importation les plus réduits qui y sont applicables. Ils allèrent même jusqu'à réclamer, de la manière la plus pressante, des modifications et des atténuations des règlements sanitaires qui régissent, chez la plupart des nations, l'importation des bestiaux et des viandes abattues.

Malgré le taux particulièrement élevé du tarif minimum américain, presque tous les Etats se sont inclinés devant les demandes des Etats-Unis et n'ont pas cru pouvoir leur refuser le bénéfice de leurs tarifs les plus réduits, dans la crainte de voir leurs exportations frappées à l'entrée dans ce pays d'une surtaxe nouvelle de 25 % *ad valorem*. Ils résistèrent seulement aux prétentions concernant le bétail et les viandes que le gouvernement américain dut se résoudre à abandonner.

Successivement la Grande Bretagne, l'Italie, la Russie, l'Espagne, la Suisse, la Turquie, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède, la Norvège, le Portugal et la plupart des pays extra-européens ayant consenti à garantir aux Etats-Unis leurs tarifs conventionnels ou leurs tarifs les plus réduits, furent admis, par une proclamation du président des Etats-Unis, à bénéficier du tarif minimum américain après le 31 mars 1910.

L'Allemagne, dont la convention conclue avec les Etats-Unis le 22 avril-2 mai 1907 venait à expiration le 7 février 1910, après avoir manifesté pendant quelque temps une certaine résistance, finit par

céder complètement, et par sa loi du 5 février 1910 elle accordait l'intégralité de son tarif conventionnel aux Etats-Unis qui, jusque-là, n'en avaient bénéficié que pour un certain nombre d'articles déterminés.

Notre situation devenait dès lors particulièrement difficile et nous étions menacés de demeurer le seul pays d'Europe qui eût été soumis à la rigoureuse application de la surtaxe de 25 p. 100 *ad valorem* aux Etats-Unis après le 31 mars. Nos exportateurs eussent été ainsi mis en état de sérieuse infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers sur le marché américain et notre commerce dans ce pays aurait gravement souffert d'un pareil état de choses.

Le Gouvernement français a su cependant opposer une résistance aux prétentions américaines...

M. JULES MÉLINE. — Très bien !

M. LE RAPPORTEUR. — ...et secondé par la ferme et patriotique attitude d'un grand nombre de commerçants et industriels français, s'est refusé jusqu'au bout à consentir à la concession de notre tarif minimum qui, par sa modération, ne saurait être mis en comparaison avec le tarif que la loi fédérale a déclaré représenter le tarif minimum américain. Mais il faut reconnaître qu'il ne lui était pas possible, en refusant toute concession ou en limitant l'application éventuelle de notre tarif minimum aux produits des Etats-Unis qui en bénéficiaient avant le 1^{er} novembre 1909, en vertu des arrangements antérieurs, de risquer une rupture susceptible d'avoir les plus préjudiciables conséquences pour notre industrie et pour notre commerce.

Bien que notre nouvelle loi douanière nous eût armés pour répondre par des mesures de rigueur au traitement différentiel et excessif qui nous aurait été fait par les Etats-Unis, notre exportation dans ce pays, qui se compose de près de 22 millions de produits d'alimentation et de 210 millions d'objets fabriqués, n'en eût pas moins été dangereusement atteinte.

Le Gouvernement fait ressortir ainsi la situation des importations américaines en France telle qu'elle résultera du présent projet de loi, en prenant pour base les importations totales des Etats-Unis et de Porto-Rico pendant l'année 1908 :

Ces importations se sont élevées à 659.210.000 fr. Sur ce chiffre 442.227.000 fr., soit 67 p. 100, représentent les marchandises exemptes de droit aux deux tarifs, comme constituant des matières nécessaires à l'industrie ; 104.386.200 fr., soit 16 p. 100, s'appliquent aux marchandises qui bénéficiaient du tarif minimum avant le 1^{er} novembre 1909, en vertu des arrangements de 1908, 1902 et 1908.

11.082.600 fr., soit 1.5 p. 100, sont afférents à des marchandises qui sont inscrites au seul tarif général ou dont les droits sont identiques au tarif général et au tarif minimum.

77.986.840 fr., soit 11.8 p. 100, représentent les marchandises nouvelles qui seraient appelées à bénéficier du tarif minimum.

3.697.100 fr., soit 0.6 p. 100, se rapportent aux articles pour lesquels le tarif général antérieur à notre révision douanière, serait maintenu exceptionnellement aux Etats-Unis en vertu de la disposition spéciale de la loi de revision.

Et enfin, 19.830.000 fr., soit 3.1 p. 100, resteraient en dehors de toute concession et soumis par suite au nouveau tarif général.

Parmi les articles admis à bénéficier du tarif minimum et qui contribuent à former le chiffre ci-dessus de 77.986.840, figurent la plupart des produits dont l'importation américaine en France présente une certaine importance, comme les huiles fixes autres que l'olive, les machines à vapeur, les locomotives, les machines-outils, les machines pour l'agriculture, les machines à écrire, à calculer et les caisses enregistreuse, les pièces détachées de machines et les outils en fer et en acier.

Sans doute ces concessions sont importantes et elles ont été faites à un pays qui venait d'augmenter son tarif dans des proportions considérables pour nos exportations. Mais il faut reconnaître que dans la circonstance, il était difficile d'obtenir un meilleur résultat. Tandis que les autres pays d'Europe ont accordé sans compensation aux Etats-Unis la totalité de leurs tarifs conventionnels, qu'ils n'avaient concédé antérieurement qu'en échange de concessions équivalentes ; nous avons pu limiter le nombre des articles pour lesquels nous accordions nos tarifs les plus réduits, de sorte que la situation de notre agriculture, et de plusieurs de nos grandes industries ne se trouvera pas modifiée vis-à-vis des importations américaines.

Votre commission a d'ailleurs enregistré avec satisfaction la forme dans laquelle sont conçus les tableaux A et B annexés à la présente convention. Ils comprennent en effet une simple énumération des produits ou marchandises importés appelés à bénéficier des avantages du tarif minimum et de l'ancien tarif général sans aucune mention de chiffres fixant la quotité desdits droits, ce qui nous garantit d'une façon plus efficace encore la maîtrise de nos tarifs.

M. JULES MÉLINE. — C'est, dans la forme, un traité modèle.

M. LE RAPPORTEUR. — Enfin il a été convenu, et c'est un point important pour nos exportateurs que nous jouirons à l'entrée aux Etats-Unis des facilités relatives aux formalités et à la réglementation douanière qui figuraient dans la convention germano-américaine, et qui ont été maintenues à l'Allemagne.

Aucun acte bilatéral ne pouvant être conclu, il est stipulé que, de notre part, les concessions accordées aux Etats-Unis seraient susceptibles d'être retirées en tout ou en partie de l'expiration d'une période de trois mois si les droits du tarif américain actuel venaient à être relevés ou si nous cessions de bénéficier du traitement douanier le plus favorable accordé à d'autres pays étrangers.

Déjà le président des Etats-Unis a signé le 19 mars la proclamation accordant le bénéfice du tarif minimum américain aux produits

originaires de France et d'Algérie et ce bénéfice sera étendu aux colonies et possessions françaises par une proclamation spéciale.

Dans ces conditions, et en raison de l'intérêt que présente pour notre exportation l'assurance de ne pas subir le tarif maximum américain après le 31 mars, et des grandes conséquences que pourrait avoir une rupture économique avec les Etats-Unis, votre commission ne peut que conclure à l'adoption du projet de loi dont voici le dispositif.

« *Article unique.* — Le Gouvernement est autorisé à concéder par décret les tarifs de douane les plus réduits, à l'entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'île de Porto-Rico inscrits au tableau A annexé à la présente loi.

« Il est autorisé à maintenir par décret, à l'entrée en France, en Algérie, dans les colonies et possessions françaises, à dater du 1^{er} avril 1910, l'application des droits du tarif général en vigueur antérieurement à cette date, aux produits et marchandises originaires des Etats-Unis d'Amérique et de l'île de Porto-Rico inscrits au tableau B annexé à la présente loi.

« Les concessions accordées en vertu de la présente loi pourront être retirées en tout ou en partie, par décret qui sera exécutoire trois mois après sa publication, dans le cas où les produits et marchandises originaires de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises seraient assujettis à l'entrée aux Etats-Unis ou de l'île de Porto-Rico, à des droits supérieurs au tarif douanier actuellement en vigueur ou à un traitement douanier quelconque moins favorable que celui appliqué aux produits ou marchandises originaires de tout autre pays étranger. »

J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'extrême urgence.

L'extrême urgence est déclarée. — Le Sénat passe à la discussion de l'article unique du projet, qui est adopté.

Budget du Ministère des Affaires étrangères.

(Exercice 1910.)

SERVICE GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES

Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale	785.000
Personnel de service	171.000
<i>A reporter.</i>	956.000

<i>Report.</i>	956.000
Matériel et impressions	272.000
Archives. — Bibliothèque. — Publication de documents diplomatiques	43.000
Dépenses secrètes	1.000.000
Personnel des services extérieurs	8.142.000
Personnel à la disposition du ministre et en disponibilité	120.000
Frais de représentation	1.550.000
Missions	94.000
Secours	200.000
Indemnités de loyer.	454.000
Frais d'établissement.	400.000
Frais de voyages et de courriers	720.000
Dépenses des résidences.	1.180.000
Frais de correspondance.	450.000
Frais de résidence de l'ambassade ottomane	66.000
Entretien des hôtels à l'étranger. — Mobilier des bureaux à l'étranger.	350.000
Construction d'hôtels diplomatiques à Washington et à Bangkok.	600.000
Construction d'un hôtel consulaire à Alexandrie	230.000
Œuvres françaises en Occident	83.000
Œuvres françaises en Orient	1.000.000
Œuvres françaises en Extrême-Orient	125.000
Œuvres françaises au Maroc	710.000
Œuvres françaises en Amérique	17.000
Relations entre la côte des Somalis et l'Ethiopie	40.000
Subventions aux sociétés françaises de bienfaisance à l'étranger	50.000
Présents diplomatiques	35.000
Frais de réception de personnages étrangers et missions extraordinaires à l'étranger	63.000
Participation de la France aux dépenses de la cour d'arbitrage de la Haye	20.000
Participation de la France à des dépenses internationales	43.625
Exposition universelle et internationale de Bruxelles.	12.000
Allocations à la famille d'Abd-el-Kader	55.000
Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.	Mémoire.
Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance	Mémoire.
Dépenses des exercices clos	Mémoire.
Total.	19.630.625

Report. 19.630.625

FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION
DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.

Remises sur recettes des chancelleries diplomatiques
et consulaires. 345.000
Total pour le ministère des affaires étrangères . 19.975.625

SAINT-SIÈGE

CONSTITUTIONS, RÈGLEMENT ET INSTRUCTION, RELATIFS A LA VACANCE
DU SIÈGE APOSTOLIQUE ET A L'ÉLECTION DU PONTIFE ROMAIN (1).

I

**Constitutio de sede apostolica vacante et de romani pontificis
electione.**

(25 décembre 1904.)

PIVS EPISCOPVS

SERVVS SERVORVM DEI AD PERPETVAM REI MEMORIAM

Vacante Sede Apostolica, illud gravissimum sanctissimumque est, summum dominici gregis pastorem et caput, ad catholicam Ecclesiam provide solerterque regendam, eligere, qui in beati Petri locum succedens, Christi Iesu in terris personam gerat. Quod cum intelligerent Romani Pontifices Decessores Nostri, eo quavis aetate vigilem curam sedulamque cogitationem contulerunt ut ille modus et ordo in eligendo adhiberetur, qui rei gravitati aptius congruentiusque responderet. Qua de causa plures ex re et tempore ab iis sapientissimae editae sunt leges ut negotium ipsum rite, legitime expediteque absolveretur : quas inter principem obtinent locum Constitutiones a Pio IV, Gregorio XV et Clemente XII opportune sancitae.

Verum, decursu aetatum, factum est ut hae de Romano eligendo Pontifice indictae ac promulgatae leges sensim multiplici varioque numero augerentur : nonnullae etiam temporum rationibus hominumque moribus mutatis, obsoletae evaderent : ita ut haud exigui

(1) APPENDICE aux *Acta Pontificis Maximi Pii X*, vol. III. — Rome, 1908.

laboris esse videatur discernere quaenam in Summo Pastore eligendo servanda sint.

Nos igitur, hoc incommodum praevertere volentes, quae de Romano Pontifice eligendo a Decessoribus Nostris decreta sunt, omnia in unam Constitutionem digerere opportunum duximus, integris, quantum fieri potuit, servatis ipsis priorum Constitutionum praescriptis, quin etiam verbis (licet haud semper uniformi stilo respondentibus), quae veneranda vetustas sancivit, nonnullis tamen mutatis, prouti opportunius Nobis visum est.

Itaque, re diu ac mature perpensa, certa scientia et proprio motu, de Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine, hanc Constitutionem, quae perpetuo in futurum vigeat, edere statuimus, qua Sacrum Cardinalium Collegium, Romana Petri Sede vacante, atque in Romano Pontifice eligendo unice utatur, eamque vim legis habere solam decernimus, abrogatis Constitutionibus ac Decretis omnibus et singulis a Romanis Pontificibus hac de re editis, etiam in Conciliis generalibus promulgatis et in corpore iuris conclusis : excepta tamen Nostra Constitutione « *Commissum Nobis* », diei xx mensis Ianuarii labentis anni, de civili *Veto* seu *Exclusiva*, uti vocant, in electione Summi Pontificis, et Constitutione « *Praedecessores Nostri* » cum Instructione (vulgo *Regolamento*) adiecta, a fel. rec. Leone XIII die xxiv mensis Maii MDCCCLXXXII data pro extraordinariis perturbatisque temporum adiunctis, quam in futurum quoque, ubi in iisdem Sedes Apostolica conditionibus versetur, praeter ea quibus hac Constitutione derogatum est, vigere integram volumus.

TITVLVS I

DE SEDE APOSTOLICA VACANTE

CAPVT I.

De potestate S. Collegii Cardinalium, Sede Apostolica vacante

1. Sedis Apostolicae vacatione durante, S. Collegium Cardinalium in iis, quae ad Pontificem Maximum dum viveret pertinebant, nullam omnino potestatem aut iurisdictionem habeat, neque gratiam, neque iustitiam faciendi, aut factam per Pontificem mortuum executioni demandandi ; sed ea omnia futuro Pontifici reservare teneatur (1). Itaque irritum et inane esse decernimus quicquid potestatis aut iurisdictionis ad Romanum, dum vivit, Pontificem pertinentis (nisi quatenus in hac Nostra Constitutione expresse permittatur) coetus ipse Cardinalium duxerit (eadem vacante Ecclesia) exercendum (2).

(1) Pii IV Const. « In eligendis », vii Idus Oct. 1562, § 6 ; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », iv Non. Oct. 1732, § 6.

(2) Clem. V in Conc. Viennensi, cap. 2 « Ne Romani » in pr. de elect. I, 3 in Clem.

2. Item praecipimus, ne S. Cardinalium Collegium de iuribus Sedis Apostolicae Romanaeque Ecclesiae quomodolibet disponere valeat, neque in quopiam iuribus eiusdem sive directe detrahere attentet, sive indirecte per conniventiae speciem, seu per dissimulationem facinorum adversus eadem iura, etiam post obitum Pontificis seu vacationis tempore, perpetratorum, attentare videatur; immo volumus ut omnium virium contentione eadem custodire et defendere debeat(1).

3. Leges a Romanis Pontificibus latae, per coetum Cardinalium Romanae Ecclesiae, ipsa vacante, corrigi, vel immutari nullo modo possunt, nec quicquam eis detrahi sive addi, vel dispensari quomodolibet circa ipsas seu aliquam earum partem. Quod potissimum valet de Constitutionibus pontificiis, ad ordinandum negotium electionis Romani Pontificis latis(2).

4. Si quae tamen dubia exoriantur circa sensum praescriptionum, quae hac Nostra Constitutione continentur, vel etiam circa rationem, iuxta quam ad usum ea traduci debeat, sive super quovis alio Nostrae huius Constitutionis capite, edicimus ac decernimus unice penes Sacrum Cardinalium Collegium potestatem esse super his ferendi sententiam; quam in rem eidem S. Cardinalium Collegio plenam tribuimus facultatem, qua hanc Nostram Constitutionem interpretari ac dubia declarare valeant. Qua quidem in re, quemadmodum in reliquis, de quibus ad Nostrae huius Constitutionis tramites, excepto ipso electionis actu, deliberari contingat, satis omnino erit si maior congregatorum Cardinalium pars in eandem sententiam consentiat(3).

5. Pariter in casu urgentis negotii, quod, ex voto maioris congregatorum Cardinalium partis, in aliud tempus differri non valeat, S. Collegium, item iuxta maioris partis sententiam, de opportuno remedio disponere potest et debet(4).

CAPVT II.

De Cardinalium Congregationibus.

6. Tempore Sedis vacantis duplex habeatur Cardinalium Congregatio, altera *generalis*, sive totius Collegii, altera *particularis*, constans tribus Cardinalibus antiquioribus, uno ex quoque Ordine cum Camerario, quorum officium tertia die post Conclavis ingressum omnino expirat, in eorumque locum tres alii sequentes in Ordine quolibet tertio die una cum eodem Camerario succedunt(5).

(1) Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri », 24 Maii 1882.

(2) Clem. V cap. 2 « Ne Romani » in pr. de elect. I, 3 in Clem.; Greg. XV Const. « Aeterni Patris », xvii kal. Decembr. 1621, § 20.

(3) Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri ».

(4) Greg. X in gener. conc. Lugdun. cap. 3 « Ubi periculum » § 1 de elect., I, 6 in Sext.; Pii IV Const. « In eligendis » § 6.

(5) Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 7; Pii IV Const. « In eligendis », §§ 7 et 8.

7. Volumus ut in dictis Congregationibus particularibus, quae sive ante, sive post coeptum Conclave haberi poterunt, levioris dumtaxat momenti, ac in dies seu passim occurrentia negotia expediantur. Si quid vero gravioris momenti atque indaginis fuerit, id omne ad Congregationem generalem, seu ad S. Collegium Cardinalium deferatur. Ac ulterius, quae in una Congregatione particulari decreta, resoluta, vel denegata fuerint, in alia revocari, mutari, aut concedi nequeant, sed id faciendi ius habeat ipsa tantum Congregatio generalis per pluralitatem suffragiorum (1).

8. Suffragia in Cardinalium Congregationibus, cum de rebus gravioris momenti agatur, non ore, sed suffragiis secretis dentur.

9. Inter generales Congregationes singulari mentione dignae sunt quae ante ingressum in Conclave habentur, eademque Congregationes praeparatoriae appellari possunt.

10. Congregationes generales praeparatoriae quotidie omnino locum habere debent a die obitus Pontificis usque ead diem quo Conclave Cardinales ingrediuntur, etiam diebus, quibus exsequiae defuncti Pontificis persolvuntur, idque eo consilio fiat ut liberum sit tum Cardinali Camerario sententiam S. Collegii exquirere atque cum ipso quae necessaria vel opportuna indicaverit, communicare, tum singulis Cardinalibus sententiam suam circa occurrentia negotia aperire, in rebus dubiis explicationes sciscitari, et opportuna proponere.

11. In memoratis Congregationibus generalibus haec praecipue negotia expedienda sunt (2):

a) In primis Congregationibus integre legendae erunt tum praesens haec, quum superius memoratae Constitutiones « *Commissum Nobis* » de civili *Veto* seu *Exclusiva*, uti vocant, in electione Summi Pontificis, a Nobis edita, et Leonis XIII « *Praedecessores Nostri* » cum adiecta Instructione: iisdemque periectis, iusiurandum ab omnibus Cardinalibus praesentibus iuxta praescriptam formulam (3) praestandum. Quod

(1) Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 7.

(2) Clem. XII Chirografo « Avendo Noi » 24 Dec. 1732, n. 17.

(3) Formula iurisiurandi ab Emis ac Rmis S. R. E. Cardinalibus praestandi:

« Nos Episcopi, Presbyteri et Diaconi S. R. E. Cardinales promittimus, vovemus et iuramus, inviolabiliter et ad unguem omnes et singulos Nos esse observaturos contenta omnia in Constitutione Summi Pontificis Pii Decimi De Sede Apostolica vacante et de Romani Pontificis electione, quae incipit « Vacante Sede Apostolica », data die vigesima quinta Decembris anno millesimo nongentesimo quarto; necnon in Constitutionibus « *Commissum Nobis* » de civili *Veto* seu *Exclusiva*, uti vocant, in electione Summi Pontificis, ab eodem Pio Decimo data die vigesima Ianuarii eiusdem anni millesimi nongentesimi quarti, ac Leonis XIII « *Praedecessoris Nostri* » cum adiecta Instructione, data die vigesima quarta Maii anno millesimo octingentesimo octogesimo secundo. Item promittimus, vovemus, et iuramus, quod quilibet ex Nobis in Romanum Pontificem, Deo sic disponente, erit assumptus, iura etiam temporaria, praesertim de civili Romani Pontificis principatu, libertatemque Sanctae Sedis integre ac strenue adserere et vindicare nunquam desistet, atque eandem hanc promissionem et iusiurandum, post eius ad Summi Pontificatus fastigium assumptionem, rursus praestabit.

« Praecipue autem promittimus et iuramus, sub poenis in praedicta Pii Decimi

iusiurandum pariter emittere tenentur omnes alii Cardinales, qui serius ad locum electionis pervenerint, sive nondum sive iam inceptis Comitibus.

(b) Cardinales quam cito ea omnia decernere ac disponere debent, quae ad Conclave inchoandum urgentiora sunt.

c) Constituendus est dies, hora ac modus, quo corpus defuncti Pontificis transferatur.

d) Item Cardinales omnia opportune paranda curabunt, ut diebus statutis Pontificiae exsequiae solvantur.

e) Deputentur duo viri ecclesiastici, qui orationes « *De Pontifice defuncto* » et « *De eligendo Pontifice* » recitare debeant.

f) Constituatur dies, quo, si ab ipsis petatur, tum Legatis civilium Regiminum tum Equitibus Ordinis Hierosolymitani S. Collegium conveniendi aditus detur. Praedicti autem Legati nonnisi simul congregati admittantur, neque singulis facultas in posterum concedatur S. Collegium adeundi.

g) Nominentur singulares duorum vel trium Cardinalium coetus, vulgo *Commissiones* : α) pro inquisitione da qualitatibus Conclavistarum eorumque approbatione (1), itemque pro eorum designatione, qui Conclavi inservire debeant ; β) pro constructione et clausura Conclavis, ac pro cellarum dispositione (2).

h) Proponantur atque approbentur expensae Conclavis.

i) Epistolae Imperatorum, Regum aliorumque civitatum Moderatorum, item Nuntiorum relationes, omniaque alia, quae S. Collegii interesse possint, cum ipso communicentur.

k) Perlegantur, si quae sint, documenta a defuncto Pontifice Sacro Cardinalium Collegio relictas.

Constitutione « Vacante Sede Apostolica » statutis, Nos accuratissime et quoad omnes, etiam familiares seu Conclavistas nostros, secretum esse servatos in iis omnibus, quae ad electionem Romani Pontificis quomodolibet pertinent, et idiis Conclavi seu in loco electionis aguntur, neque secretum praefatum quoquomodo violaturos, sive ipso Conclavi durante, sive etiam post novi Pontificis electionem, nisi peculiaris facultas aut expressa dispensatio ab eodem futuro Pontifice Nobis tributa fuerit ; itemque nullo modo a quavis civili potestate, quovis praetextu, munus proponendi Veto sive Exclusivam, etiam sub forma simplicis desiderii, esse recepturos, ipsumve hoc Veto, qualibet ratione Nobis cognitum, patefacturos, sive universo Cardinalium Collegio simul congregato, sive singulis purpuratis Patribus, sive scripto, sive ore, sive directo ac proxime, sive oblique ac per alios, sive ante Conclave sive ipso perdurante ; nulloque interventui, intercessioni, aliive cuilibet modo, quo laicae potestates cuiuslibet gradus et ordinis voluerint sese in Pontificis electione immiscere, auxilium vel favorem praestituros ».

Hanc formulam Cardinalis Decanus coram omnibus Cardinalibus iubeat a Praefecto Caeremoniarum elata voce legi. Deinde singuli Cardinales dicent :

« Et Ego N. Cardinalis N. spondeo, voveo, ac iuro ».

Et imponentes utramque manum super Evangelium, adiungent :

« Sic me Deus adiuvet et haec Sancta Dei Evangelia ».

(1) Pii IV Const. « In eligendis », § 17.

(2) Pii IV « In eligendis », § 15 ; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 10.

l) Frangantur Annulus Piscatoris et Plumbum Cancellariae Apostolicae. Pro-Datarius autem vel Sub-datarius, et Secretarius Brevium vel eius Substitutus supplicationes gratiarum, quae penes ipsos sunt, sub sigillo clausas Sacro Collegio tradant.

m) Cellae Conclavis Cardinalibus sorte distribuuntur (1).

CAPVT III.

De nonnullis peculiaribus officiis, Sede Apostolica vacante.

12. S. R. E. Camerarii et Poenitentarii Maioris officia non cessant per obitum Pontificis (2).

13. Si autem contingat alterius vel etiam utriusque officii vacatio ante novi Pontificis electionem, tunc Congregatio generalis triduo post secutam vacationem alterutrius ex praefatis officiis habeatur, ac vota seu suffragia Cardinalium simul congregatorum pro deputatione illius, qui Camerarii vel Poenitentarii Maioris vices suppleat usque ad electionem novi Pontificis, exquirantur, denturque per schedulas secretas, a Magistris Caeremoniarum etiam ab infirmis Cardinalibus colligendas, ac coram tribus Cardinalibus eo tempore in ordine Prioribus, praesentibus eisdem Caeremoniarum Magistris atque S. Collegii Secretario, aperiendas; isque deputatus habeatur, in quem pars relative maior votorum seu suffragiorum praefatorum convenerit, ac sic deputato facultates omnes, quas ipse Camerarius vel Poenitentarius Maior exercere poterat, quamdiu Sedes vacaverit, attribuimus (3). Quod si forsitan vota paria fuerint, ille deputatus habeatur, qui fuerit ordine dignior, vel, si eiusdem ordinis, senior.

14. Cardinali *Camerario*, vacante Sede Apostolica, incumbit cura et administratio bonorum ac iurium temporalium ipsius S. Sedis, adstantibus ei in suo officio Cardinalibus eo tempore in ordine Prioribus seu Capitibus Ordinum, et praehabitis semel pro levioribus, ac semper pro gravioribus negotiis suffragiis S. Collegii. Hinc Cardinalis Camerarius, statim ac a Sacri Palatii Apostolici Praefecto nuncium de Pontificis obitu acceperit, ad Apostolicum Palatium perget, ut ipsius possessionem capiat ac eius regimen exerceat. Eiusdem Camerarii erit Pontificis mortem iure recognoscere atque authenticum mortis actum conficere; statuere, auditis Cardinalibus Capitibus Ordinum, modum ad conservationem corporis defuncti Pontificis pro temporum conditionibus magis convenientem et aptum (nisi forte Pontifex ipse vivens suam hac de re voluntatem manifestaverit); privatis eiusdem Pontificis

(1) Pii IV Const. « In eligendis », § 13.

(2) Clem. V cap. 2 « Ne Romani » § 1 de elect. I, 3 in Clem.; Pii IV Const. « In eligendis », § 9; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 15.

(3) Clem. V cap. 2 « Ne Romani » § 1 de elect. I, 3 in Clem.; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 15; Bened. XIV Const. « In Apostolicae », Idibus Apr. 1744, § 4.

aedibus sigilla apponere ; ipsius obitum cum Cardinali in Urbe Vicario communicare, qui de re Populum Romanum singulari Edicto edocet ; eaque omnia, nomine et consensu S. Collegii, curare, quae ad iura Apostolicae Sedis tuenda et ad ipsius administrationem recte gerendam rerum temporumque adiuncta suadebunt(1).

15. Cardinalis autem Sacri Collegii *Decani* erit, vix dum ab eodem Sacri Palatii Apostolici Praefecto de Pontificis morte fuerit eductus, ceteris Cardinalibus vacationem Sedis Apostolicae significare, eosque ad Palatium Apostolicum advocare (2).

16. *Poenitentiarius Maior* eiusque officiales, Sede vacante, ea facere et expedire valeant, quae a fel. rec. Benedicto XIV constituta ac definita sunt (3).

17. *Vicecancellarii S. R. E., Prodatarii* (4), *Secretarii Brevium* officia per obitum R. Pontificis omnino exspirant.

18. Item per obitum Pontificis cessat munus Cardinalis *Secretarii Status*, eoque munere, Sede vacante, fungitur Praelatus *S. Collegii Secretarius*. Quod si hoc officium vacare contingat, eiusdem S. Collegii erit, aliquem ad illud, quamdiu scilicet Sedes Apostolica vacaverit, per pluralitatem suffragiorum deputare.

19. E contra *Cardinalis in Urbe Vicarii* officium et iurisdictio non exspirant morte Romani Pontificis. Quod si ipsum Vicarium Urbis, Sede vacante, e vivis decedere contigerit, ne Christifideles Urbis eiusque Districtus aliquod inde accipiant in spiritualibus detrimentum, tunc existens Vicesgerens dicti Vicarii, quamdiu Sedes vacaverit, omnes et singulas habebit facultates, auctoritatem et potestatem, quae eidem Vicario pro exercitio officii Vicariatus quomodolibet competebant, quasque Pontifex ipse, occurrente vacatione Vicariatus Sede plena, Vicesgerenti praedicto quandoque per aliquod tempus, donec scilicet successorem Vicarium deputaverit, attribuire solet (5).

20. Item *Legatorum, Nuntiorum ac Delegatorum Apostolicorum* officium et potestas non cessant Sede vacante.

21. Probe autem scientes eo maxime tempore, cum de creando Pontifice agitur, divinam opem per assiduas preces, aliaque christianae pietatis et caritatis opera impensius expetendam, ac promereri satagendum esse ; ideo sicuti magnopere commendamus, ita quoque retineri volumus laudabilem morem huc usque observatum, ut defuncti *Pontificis Eleemosynarius* id muneris exercere pergat cum debita S. Collegio Cardinalium subiectione et ab eo dependentia, donec novus Pontifex eligatur, utque eadem pecuniae vis in subventionem eorumdem pauperum et egenorum Sede vacante per ipsum Eleemosynarium

(1) Cfr. « Regolamento », Leonis XIII, nn. 3-6.

(2) Cfr. « Regolamento », Leonis XIII, nn. 7-8.

(3) Const. « Pastor bonus », Idibus Apr. 1744, §§ 51-55.

(4) Pii IV Const. « In eligendis », § 11.

(5) Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 17.

dispensetur ac erogetur, quae vivente Pontifice distribui solet, ad quem effectum consueta mandata a tribus Cardinalibus eo tempore in Ordine Prioribus, seu deputatis expédiantur (1).

CAPVT IV.

De Sacris Romanis Congregationibus earumque facultatibus Sede Apostolica vacante.

22. Circa facultates Sacrarum Romanarum Congregationum, Sede vacante, hae, quae sequuntur, normae ab omnibus servandae sunt, non obstantibus privilegiis quibusvis.

23. Sacrae Congregationes, eadem Sede vacante, nullam potestatem habent in iis, quae Sede plena facere et expedire non possunt nisi *facto verbo cum SSmo*, vel *ex audientia SSmi*, vel *vigore specialium et extraordinarium facultatum*, quae a Romano Pontifice earumdem Congregationum Praefectis vel Secretariis concedi solent.

24. Facultates vero quae ipsis per Litteras apostolicas attributae sunt, et proinde tamquam ordinariae atque ipsarum Congregationum propriae censentur, eae morte Romani Pontificis non exstinguuntur.

25. Volumus tamen ut his facultatibus ordinariis Sacrae Congregationes solummodo in iis gratiis concedendis, quae minoris momenti sunt, libere, pro rei opportunitate, utantur. In iis vero expediendis definiendisque negotiis quae graviora vel controversa esse videntur, illud statuimus, ut, si res talis sit, quae in aliud tempus differri valeat, futuro Pontifici reservetur omnino : sin autem nullam admittat moram, tunc S. Collegio concedimus ut committere possit negotium Praefecto et aliquot aliis Cardinalibus eius Congregationis, ad quam Pontifex illud examinandum verisimiliter commisset, qui, negotio accurate discusso, ea desuper decernere possint, per modum tamen provisionis, donec eligatur Pontifex, quae, iuxta datam sibi a Domino prudentiam, iuribus et rationibus ecclesiasticis custodiendis ac tuendis apta et consentanea censuerint (2).

CAPVT V.

De exsequiis Romani Pontificis.

26. Romano Pontifice vita functo, Cardinales exsequias pro eius anima de more per novem continuos dies persolvent, nisi forte in illis novem diebus aliquod festum ex praecipuis et magnis incidat,

(1) Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 25.

(2) Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 18.

propter cuius observantiam exsequiae intermittere videantur; tunc enim in numero quidem novem dierum exsequiarum intermissarum dies computantur (1). Tribus vero postremis diebus solemniori ritu exsequias celebrabunt; et ultima earumdem exsequiarum die a viro ecclesiastico ad hoc deputato habebitur oratio « *de Pontifice defuncto* ».

TITVLVS II

DE ELECTIONE ROMANI PONTIFICIS

CAPVT I.

De electoribus Romani Pontificis.

27. Ius eligendi Romanum Pontificem ad S. R. E. Cardinales unice et privative pertinet, excluso prorsus atque remoto quolibet cuiuspiam alterius Ecclesiasticae dignitatis, aut laicae potestatis cuiuslibet gradus et ordinis interventu (2).

28. Si quando contingat ut Romanus Pontifex decedat, perdurante celebratione alicuius Concilii generalis, sive Romae illud habeatur, sive in alio quovis orbis terrarum loco, electio novi Pontificis ab uno S. R. E. Cardinalium Collegio semper et exclusive fieri debet, minime vero ab ipso Concilio, atque etiam omnino exclusis ab eadem electione peragenda quibuslibet aliis personis cuiusvis, licet ipsius Concilii, auctoritate forte deputandis, praeter Cardinales praedictos. Quin imo, ut in eiusmodi electione memorati Cardinales, omni prorsus impedimento submoto et quavis perturbationum et dissidiorum occasione sublata, liberius et expeditius procedere queant, ipsum Concilium in quibuslibet statu et terminis existat, statim ab accepto certo nuntio demortui Pontificis, suspensum ipso iure intelligi debet, adeo ut, nulla prorsus interiecta mora, cessare statim debeat a quibuslibet conventibus, congregationibus et sessionibus, et a quibusvis decretis seu canonibus conficiendis, nec ob quamlibet causam, etiamsi gravissima et speciali mentione digna videatur, ulterius progredi, donec novus Pontifex canonice electus illud reassumi et continuari iusserit (3).

29. Nullus Cardinalium, cuiuslibet excommunicationis, suspensionis, interdicti aut alius ecclesiastici impedimenti praetextu vel causa a Summi Pontificis electione activa et passiva excludi ullo modo potest; quas quidem censuras et excommunicationes ad affectum huiusmodi

(1) Cfr. Caeremoniale Greg. XV « Decet Romanum », iv Idus Mart. 1621.

(2) Pii IX Const. « In hac sublimi », x kal. Septembr. 1871 et « Consulturi », et 10 Oct. 1877; Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri ».

(3) Pii IX Const. « Cum Romanis Pontificibus » pridie Nonas Dec. 1869.

electionis tantum, illis alias in suo robore permansuris, suspendimus (1).

30. Postquam aliquis S. R. E. Cardinalis in Consistorio creatus fuit, is statim vocem et ius eligendi Pontificem habet, et consequenter etiamsi cardinalitius galerus nondum illi traditus sit, neque os clausum, vel si clausum fuerit, nondum tamen apertum sit. Etenim huiusmodi claudendi oris ritus ad praecipuam Cardinalium facultatem, quae circa Summi Pontificis electionem versatur, non pertinet, sed caeremonia quaedam est, ea de causa introducta, ut Cardinales, antequam in Consistoriis et Congregationibus suffragium ferant, de modestia, quae ab ipsis in his et aliis actibus adhiberi debet, quodammodo admoneantur (2).

31. Cardinales canonice depositi, vel qui dignitati cardinalitiae, consentiente Romano Pontifice, renuntiaverunt, nullum ius ad electionem habent. Immo, Sede vacante, nec potest S. Collegium restituere et habilitare Cardinales per Ppaam privatos seu depositos, ne quidem ad vocem (3).

32. Statuimus etiam et declaramus, quod si forte aliquis Cardinalis saltem in Diaconatus ordine constitutus non fuerit, is nullatenus ad eligendum admitti debeat (4), nisi certo et indubitato privilegio Pontifici munitus sit (5).

33. Item statuimus, ut cum Pontificem de hac vita migrare contigerit, praesentes Cardinales expectare debeant absentes per decem tantummodo dies, quibus exsequiae defuncti Pontificis celebrantur; quibus elapsis, statim Conclave ingredi et ad electionis negotium procedere tenentur (6).

34. Si tamen Cardinales absentes supervenerint, re integra, id est antequam eidem Ecclesiae sit de Pastore provisum, in eodem negotio, in illo statu, in quo ipsum invenerint, admittantur (7).

35. Omnibus autem Cardinalibus in virtutae sanctae obedientiae praecipimus et mandamus, ut, postquam per Cardinalem Decanum, vel ipso impedito, per alium Cardinalem, de vacatione Sedis Apostolicae certiores facti, atque ad novi Pontificis electionem advocati fuerint, nisi legitimo impedimento detineantur, indictionis litteris obtemperare, et ad locum eisdem designatum pro perficienda Pontificis electione statim se conferre debeant (8).

(1) Clem. V cap. 2 « Ne Romani » § 4 de elect. I, 3 in Clem.; Pii IV Const. « In eligendis » § 29, Greg. XV Const. « Aeterni Patris » § 22.

(2) Pii V decretum die 26 Ianuarii 1571; Caeremoniale Greg. XV, § Porro.

(3) Bonif. VIII cap. un. de schismatic. V, 3 in Sext.; Pii IX Litt. « Quamquam », 29 Sept. 1867.

(4) Pii IV Const. « In eligendis », § 25; Sixt. V Const. « Potsquam verus » III Non. Decembr. 1586, § 6.

(5) Cfr. Caeremoniale Greg. XV, § Porro.

(6) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum », § 1 de elect. I, 6 in Sext.; Pii IV Const. « In eligendis » §§ 2, 3, 5.

(7) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum », § 1 de elect. I, 6 in Sext.

(8) Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri ».

36. Si quis vero forte Conclave intrare noluerit, vel ingressus, absque manifesta infirmitatis causa, iuramento medicorum et a maiori parte Cardinalium approbata, exiverit; tunc, ipso minime requisito, nec in eiusdem electionis negotio ulterius admittendo, per alios ad eligendum Summum Pontificem libere procedatur. Si vero, infirmitate superveniente, aliquem eorum e Conclavi exire contingat, ipsa etiam infirmitate durante, poterit, eius suffragio non requisito, ad electionem procedi; sed si ad Conclave, post sanitatem sibi redditam, seu ante, redire voluerit, rursus admittatur (1).

37. Cardinales omnes et singuli, valetudine non impediti, cum tertio pulsata per loca solita conclavis campanula fuerit, ad scrutinium convenire debent; cui legi si quis non obtemperaverit, latae sententiae excommunicationis poenam incurrat (2).

CAPVT II.

De Conclavistis ac de aliis in Conclavi partem habentibus.

38. Quilibet Cardinalis in Conclavi duobus servientibus clericis, vel lacis, vel uno clerico et uno laico, contentus sit; infirmis autem et graviter affectis, a maiori parte S. Collegii, vel a Cardinali Camerario una simul cum Cardinalibus Capitibus Ordinum, de consensu maioris partis S. Collegii, tertius indulgeri potest (3).

39. Conclavistae Praelati esse non possunt, neque consanguinei vel affines in primo et secundo gradu Cardinalium, etiamsi expensis eorum viverent, aut eiusdem Ordinis seu Congregationis religiosae. Et de qualitatibus Conclavistarum, Cardinales deputati ante Conclavis ingressum diligenter inquisitionem habere, et eos approbare, ac post ingressum denuo diligenter inquirere debent (4).

40. Conclavistae iusiurandum, quod ab ipsis iuxta statutam formam (5)

(1) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum », § 1 de elect. I, 6 in Sext.; Pii IV Const. « In eligendis », § 4.

(2) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 17.

(3) Pii IV Const. « In eligendis », § 16.

(4) Pii IV Const. « In eligendis », § 17.

(5) Formula iurisiurandi a Magistris Caeremoniarum atque a omnibus aliis Conclavistis ecclesiasticis praestandi, una vel altera die ante ingressum in Conclave, coram Caeremoniarum Praefecto vel S. Collegii Secretario ad rem deputatis :

« Ego constitutus coram te tactis per me SS. Dei Evangelii coram me positis, iuro et promitto me inviolabile servaturum esse secretum in omnibus et singulis, quae de novi Pontificis electione deque iis, quae in Conclavi seu in loco electionis aguntur, quovis modo cognoverim, adeo ut nec directe, nec indirecte, neque nutu, neque verbo, neque scriptis, vel alias quomodolibet, ipsum mihi violare liceat, et hoc nedom sub poena excommunicationis latae sententiae, futuro Pontifici speciali modo reservatae, privative etiam quoad S. Poenitentiarum, sed etiam sub poena privationis cuiuscumque beneficii, pensionis, officii vel muneris ipso facto incurrendae in casu transgressionis. Quod secretum

edi debet, serio ac religiose, pro rei gravitate, praestent. Quam ob rem S. R. E. Camerarii erit cavere, ut ab ipsis praedictum iusiurandum saltem una vel altera die ante ingressum in Conclave emittatur, postquam unusquisque eorum eiusdem iurisiurandi momentum ac formulae sententiam probe intellexerit.

41. Conclavistae vero, et quicumque alii servientes, e Conclavi, ex causa infirmitatis manifestae et notabilis a medicis iuramento probatae, et de consensu deputatorum, quorum etiam conscientiam oneramus, et non aliter exituri, nullo modo reverti possunt; sed eorum loco, alii eodem prorsus tempore, quo infirmi exhibunt, ingrediantur (1).

42. Item si aliquem Cardinalem in Conclavi vita fungi accidat, ipsius Conclavistae statim e Conclavi exire debent, neque ad alterius Cardinalis famulatum in eodem Conclavi assumi poterunt (2).

43. Sacri Palatii Apostolici Sacrista quoque cum uno vel pluribus (ad S. Collegii arbitrium) Clericis coadiutoribus in officio Sacristiae, itemque Magistri Caeremoniarum non plures quam sex Conclave ingrediantur, muneribus quae ad ipsos pertinent vacaturi. Adsit praeterea unus S. Collegii Secretarius tantum, unus Religiosus pro confessionibus excipiendis, duo Medici, unus Chirurgus, unus Aromatarius cum uno aut duobus servientibus, qui omnes a maiori parte Cardinalium vel a Cardinali Camerario una simul cum Cardinalibus Capitibus Ordinum, de consensu maioris partis Cardinalium, erunt eligendi; alique Conclavis utilitati atque commoditati servientes, qui tamen plures esse non debent quam quod necessitas postulaverit (3).

accuratissime ac religiose servabo etiam post peractam novi Pontificis electionem, nisi ab eodem Pontifice peculiaris facultas aut expressa dispensatio mihi concessa fuerit.

Sic me Deus adiuvet et haec sancta Dei Evangelia, quae propriis manibus tango ».

Formola del giuramento per i Conclavisti ed altri inservienti laici :

« Io

stando dinanzi a
 toccando colle mie proprie mani i Santi Evangelii, giuro e prometto che osserverò un inviolabile e rigoroso segreto su tutte e singole quelle cose, le quali in qualunque modo venissi a conoscere, riguardanti la elezione del nuovo Pontefice e ciò che avverrà nel Conclave o nel luogo della elezione, e che non violerò in alcun modo questo segreto, nè direttamente, nè indirettamente, nè con parole, nè con scritti, nè con segni, o in altra qualsiasi guisa; e ciò non solo sotto pena di scomunica, riservata in modo speciale al futuro Pontefice, ad esclusione anche della Sacra Penitenzieria, e da incorrersi senz'altra dichiarazione col solo fatto della violazione del giurato segreto, ma anche sotto altre pene anche gravissime da infliggermi dalla stessa Santità Sua in caso di trasgressione. Il segreto io giuro e prometto che manterrò coscienziosamente anche dopo avvenuta l'elezione del nuovo Pontefice, a meno che non mi venga su ciò concessa dal medesimo Pontefice una espressa e speciale facoltà.

Così Dio mi aiuti e questi Santi Evangelii, che tocco colle mie mani ».

(1) Pii IV Const. « In eligendis », § 24.

(2) Clem. XII Chirogr. « Avendo noi », n. 16.

(3) Pii IV Const. « In eligendis », § 18; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 13.

CAPVT III.

De ingressu in Conclave (1).

44. Exsequiis defuncti Pontificis (ut supra) persolutis, et interim Conclavi opportune praeparato, Cardinales in Basilicam Sancti Petri, vel alio pro temporis et loci opportunitate conveniunt, ubi per Decanum Sacri Collegii, vel eo impedito per alium ex antiquioribus Cardinalibus, Missa de Spiritu Sancto celebratur, et in fine per aliquem Praelatum aut alium virum ecclesiasticum doctum habeatur oratio, qua moneantur, ut, sepositis omnibus privatis affectibus, solum Deum prae oculi habentes, Sanctae Romanae et universali Ecclesiae de Pastore sufficienti, et idoneo providere, omni qua possunt brevitate et diligentia curent.

45. Re divina peracta, statim, vel, si Patribus potius libuerit, vespere, fit ingressus in Conclave. Clericus Caeremoniarum capit Crucem Papalem, et procedit : quem Cardinales sequuntur, Episcopi primum, deinde Presbyteri, postremo Diaconi cum suis cappis violaceis : Crucem praecedunt Familiares Cardinalium, et immediate Cantores Hymnum *Veni creator Spiritus* cantantes : post Cardinales sequuntur Praelati, atque ita ordine procedentes, Conclave ingrediuntur, et cum ad Cappellam pervenerint, Cardinalium Decanus apud Altare dicit orationem *Deus qui corda fidelium* ; qua finita, tum praesens quum etiam memoratae Constitutiones « *Commissum Nobis* » de civili *Veto*, et Leonis XIII « *Praedecessores Nostri* » (praetermissis iis, quae nonnisi res iam peractas respiciunt) iterum leguntur ; ac iusiurandum, iuxta superius praescriptam formam, ab omnibus Cardinalibus rursus emititur. Deinde Cardinales post brevem sermonem habitum per Decanum, quo eos convenientibus verbis ad electionis negotium rite et recte peragendum hortatur, ad cellas sorte inter eos distributas divertunt.

Interim Officiales Conclavis et alii in Conclavi servientes iuramenta iuxta praescriptas formulas praestant coram Caeremoniarum Praefecto vel S. Collegii Secretario, ad rem deputatis a Cardinali Camerario, coram quo antea et ab ipsis iusiurandum emittendum est. Pariter hac eadem die, qua fit ingressus in Conclave, Praelatus Pontificiae Domui praepositus et Marescallus Conclavis iusiurandum emittere debent iuxta statutas formulas coram Cardinali Decano, praesentibus omnibus Cardinalibus, idemque praestant Praelati, quibus Conclavis custodia concreditur.

46. Tandem, postquam ter, iussu Cardinalis Decani, campanula personata fuerit, exclusis omnibus, qui in Conclavi remanere non debent, ipsum Conclave intus et extra claudatur, et claves S. R. E. Camerario ac Magistro Caeremoniarum et Praelatis custodibus Conclavis iuxta solitum assignentur.

(1) Cfr. Caeremoniale Greg. XV.

Deinde accensis fanalibus, tres Cardinales Capita Ordinum et Camerarius, una cum Magistro Caeremoniarum latebras et angulos omnes Conclavis diligenter perquirant, ne quis ex iis, qui esse in Conclavi prohibentur, intus remanserit. In Conclavi autem esse possunt Familiarii Cardinalium et alii Officiales et Ministri Conclavis, quos superius recensuimus ; omnium autem istorum Conclavistarum recognitio fieri debet, ne quis inter illos forte sit ex iis, qui in Conclavi esse non possunt : quae recognitio, ut certius fiat, iubentur Conclavistae omnes intrare Cappellam, et postea singillatim recensentur.

CAPVT IV.

De clausura Conclavis, ac de secreto servando in iis omnibus, quae in conclavi aguntur.

47. Electio Summi Pontificis fieri debet in Conclavi, et eo clauso (1), sublata tamen nullitate electionis a Gregorio XV (vel alio quovis decreto pontificio) hac de re statuta.

48. Tenentur quoque Cardinales pro tempore deputati, per se vel per alios, cellas Cardinalium et alia Conclavis loca saepius visitare et diligenter perquirere, ne Conclavis clausura ullo modo violetur. Et si quid tale deprehensum fuerit, auctores e Conclavi expellantur et gravibus poenis futuri Pontificis arbitrio plectantur (2).

49. Clauso Conclavi, nulli ad colloquium cum Cardinalibus vel aliis in Conclavi partem habentibus admittantur, nisi praesentibus Praelatis, quibus Conclavis custodia conceditur, et nisi voce et idiomate intelligibili loquantur. Et si quis forte (quod absit) clam ipsum Conclave ingrediatur, omni honore, gradu, atque officio et beneficio ipso facto privatus existat (3).

50. Volumus item ut epistolae, aut cuiusvis generis scripta, etiam typis edita, tum ad eos, qui in Conclavi sunt (non exceptis ipsis S. R. E. Cardinalibus), tum praesertim e Conclavi ad eos, qui foris sunt, mitti nullatenus possint, nisi prius omnia et singula S. Collegii Secretarii, ac simul Praelatorum, qui ad custodiam Conclavis deputati sunt, examini atque inspectioni subiiciantur. Absolute autem omnibus interdiciamus, ne ephemerides quotidianae vel periodicae extra Conclave mittantur. Qui vero contra fecerint, poenae excommunicationis latae sententiae subiaceant (4).

(1) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum », § 1 de elect. I, 6, in Sext. ; Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 1.

(2) Pii IV Const. « In eligendis », § 15.

(3) Greg. X, cap. 3 « Ubi periculum » § 1 de elect. I, 6 in Sext. ; Pii IV Const. « In eligendis », § 19.

(4) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum », § 1 de elect. I, 6 in Sext. ; Pii IV Const. « In eligendis », § 20 ; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 11.

51. Praeterea, uti iam in *supra* relatis, tam pro S. R. E. Cardinalibus quam pro Conclavistis, iurisiurandi formulis expressum est, severe praecipimus et mandamus ut ab omnibus in Conclavi partem habentibus secretum religiosissime servetur in iis omnibus, quae ad electionem Romani Pontificis pertineant, et in iis quae in Conclavi, seu in loco electionis agantur. Hinc quaecumque directe vel indirecte secretum violare quomodolibet poterunt, sive verba, sive scripta, sive signa, aut alia quaevis, omnia vitare et cavere omnino tenentur (1); ita ut hanc legem violantes excommunicationem ipso facto incurrant, a qua, sicut ab alia quavis et contra quoslibet in hac Constitutione imposita et irrogata, seu infra imponenda et irroganda poena excommunicationis, a nullo, ne a Maiori quidem Poenitentiario, cuiuslibet facultatis vigore, praeterquam a Romano Pontifice, nisi in mortis articulo, absolvi possint (2).

52. Specialiter autem, sub eiusdem excommunicationis poena, Cardinales prohibemus, ne suis Familiaribus seu Conclavistis vel aliis quibusvis ea pandant, quae scrutinium directe vel indirecte respiciant, itemque quae in Cardinalium Congregationibus sive ante Conclave sive ipso durante habitis acta vel decreta sint.

53. Insuper praecipimus, graviter onerata ipsorum conscientia, S. R. E. Cardinalibus ut secretum huiusmodi servetur etiam post peractam novi Pontificis electionem, neque ullo modo ipsum violari liceat, nisi ab eodem Pontifice peculiaris ad hoc facultas aut expressa dispensatio concessa fuerit. Quod praeceptum extendi volumus ad alios omnes, qui in Conclavi partem habuerunt, si quid forte, bona vel mala fide, de iis, quae in Conclavi gesta sint, cognoverint.

CAPVT V.

De forma electionis (3).

54. Mane sequenti, post clausum praecedenti nocte Conclave, ac post solitum campanulae sonum, conveniunt Cardinales in eo praesentes, qui infirmitate non sunt impediti, induti super vestem crocea aut *mozze* violacea (quibus vestibus uti debent quandocumque aliquid collegialiter agendum est), ad designatum Sacellum, et ibi celebrata consueta Missa, et facta Cardinalium Communione, ac postea recitato Hymno *Veni Creator Spiritus* cum oratione de Spiritu Sancto, statim ad negotium electionis procedere debent, quod quidem uno tantum ex tribus, qui infra exponuntur, modis sive formis peragendum est, alioquin electio nullitatis vitio subiacet.

(1) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 20.

(2) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 19.

(3) Cfr. Caeremoniale Greg. XV.

55. Primus modus est, qui quasi *per inspirationem* vocatur, quando scilicet omnes Cardinales, quasi afflati Spiritu Sancto, aliquem unanimiter et viva voce Summum Pontificem proclamant; circa quem modum infrascripta notanda sunt.

Primum, haec forma electionis adhiberi potest solum in Conclavi, et eo clauso. Secundo, debet fieri electio secundum hanc formam ab omnibus et singulis Cardinalibus in Conclavi praesentibus, etiam iis, qui ob infirmitatem in cellis detinentur. Tertio, communiter, et nemine eorum dissentiente. Quarto, nullo praecedente de persona speciali tractatu, par verbum *eligo* intelligibile voce prolatum, aut scripto expressum, si voce non possit proferri. Exemplum autem huius, potest esse huiusmodi. Si quis e Patribus clauso Conclavi, nullo, ut praefertur, praecedente speciali tractatu, diceret: Reverendissimi Domini, perspecta singulari virtute et probitate Reverendissimi D. N. indicarem illum eligendum esse in Summum Pontificem, et ex nunc ego ipsum eligo in Papam. Deinde hoc audito, si ceteri Patres, nemine excepto, sequentes primi sententiam eodem verbo *eligo* intelligibili voce prolato, aut si non potest, in scriptis expresso, eundem N., de quo nullus specialis tractatus praecessit, communiter eligerent, ipse N. esset canonice electus et verus Papa secundum hanc electionis formam, quae dicitur *per inspirationem*.

56. Secundus modus est *per compromissum*, quando scilicet Cardinales ad electionem per hanc formam seu viam procedere volentes, committerent aliquibus ex Patribus seligendi potestatem, ut vice omnium Ecclesiae Catholicae provideant de Pastore, cuius formae praxis debat esse huiusmodi. Primo omnes et singuli Cardinales in Conclavi clauso praesentes, nemine eorum dissentiente, in aliquos ex Patribus (i. e. in tres vel quinque vel septem, non in minorem vel maiorem numerum) compromissum faciunt, exempli gratia in hanc formam: « In nomine Domini Amen. Anno etc. mense etc. die etc. Nos Episcopi, Presbyteri et Diaconi S. R. E. Cardinales omnes et singuli in Conclavi existentes, videlicet N. N. (et singillatim omnes nominentur Cardinales) elegimus, et elegimus per viam procedere compromissi, et unanimiter et concorditer, nemine discrepante, eligimus compromissarios N. N. et N. Cardinales etc., quibus damus plenariam facultatem et potestatem providendi S. R. E. de Pastore sub hac forma videlicet ». (Hic necesse erit, ut Cardinales Compromittentes expriment modum et formam, secundum quam Compromissarii debent eligere, et secundum quam electus debet censi verus et legitimus Papa, ut puta si electi sint tres Compromissarii, declarandum est an ad hoc ut electio sit valida, prius proponere debeant Sacro Collegio personam ab ipsis nominandam ad Pontificatum, an vero absolute debeant electionem peragere; an omnes tres debeant convenire in unam personam; an vero sufficiat, quod duo in unam concordent, et an debeant nominare aliquem de Collegio, vel etiam aliquem extra Collegium, et alia his similia). His autem, vel aliis similibus expressis, addi compromisso debet tempus, ad quod usque volunt Cardinales, potestatem Compromissarios habere eligendi,

et postea subiunguntur haec verba : « Et promittimus nos illum pro Romano Pontifice habituros, quem DD. Compromissarii secundum formam praedictam duxerint eligendum », vel alia ad formam Compromissarii praescriptam accomodata.

Secundo, completo huiusmodi mandato, Compromissarii ad partem in aliquo loco separato et clauso se conferunt, et de electione facienda tractant, et debet inter eos praemitti protestatio, quod per quamcumque prolationem verborum suum dare consensum non intelligunt, nisi in scriptis illum expresse ponant. Et haec protestatio necessaria est inter Compromissarios, ut verbis humanis et reverentialibus inter se, sine praeiudicio, uti possint.

Tertio, facta per Compromissarios electione secundum formam eis praescriptam, et in Conclavi promulgata, electus per huiusmodi viam compromissi, est canonicus et verus Papa.

57. Tertius et ordinarius modus, seu forma electionis Romani Pontificis est, quae vocatur *per scrutinium*. Qua in re plenissime confirmamus et renovamus legem iam a Praedecessoribus Nostris sapienter inductam ac per plura deinde saecula semper religiosissime servatam, qua nempe statutum est ut ille tantummodo Romanus Pontifex habendus sit, in quem duae saltem ex tribus partibus Cardinalium in Conclavis praesentium per secreta schedularum suffragia convenerint (1).

Numerus autem suffragiorum duarum ex tribus partibus Cardinalium in Conclavi praesentium, ut electio per viam scrutinii valida sit, ita est censendus ut in duabus tertiis partibus suffragium electi non numeretur, nec quisquam, sive scrutinii sive compromissi via procedatur, seipsum eligere, seu suffragium sibi dare ullatenus possit : electi tamen persona, si in Conclavi sit, debeat in numerum Cardinalium computari (2).

58. Scrutinii autem ritus continet tres actiones : alteram, quae *antescrutinium*, alteram, quae *scrutinium* et tertiam, quae *postscrutinium* appellari potest.

59. *Antescrutinii* actus sunt quinque, videlicet : praeparatio schedularum ; extractio Scrutatorum, Deputatorum pro votis infirmorum et Recognitorum per sortem ; scriptio schedularum ; earum complicatio ; obsignatio earumdem.

60. Schedularum praeparatio et distributio ad Magistros Caeremoniarum pertinet, qui eas impressas, ubi fieri poterit, alioquin unius manu scriptas secundum formam inferius describendam accipient, et singulis Cardinalibus saltem duas vel tres distribuent.

61. Forma autem schedulae, quoad eius figuram attinet, erit altera parte longior, hoc est plus longa, quam lata. Circa ea verò, quae in

(1) Alex. III in Concil. Latea. cap. 6 « Licet de vitanda » de elect. I, 6 ; Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 1.

(2) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 2.

eisdem schedulis contenta sunt, in anteriori eius parte, quae brevitatis gratia facies nominari potest, tria comprehendi debent. Primo in superiori parte secundum eius latitudinem, duo haec verba *Ego Card.* cum tanta ad invicem distantia ut inter ipsa, nomen proprium Cardinalis eligentis scribi possit, et paulo inferius bina signa, parvorum hemicyclorum instar confecta, ad loca sigillorum indicanda.

Secundo, in medio continere debet haec verba :

Eligo in Summum Pontificem Reverendissimum Dominum meum. D Cardinalem...

Tertio, in parte inferiori, alia bina signa, uti supra hemicyclorum instar confecta, ad loca sigillorum similiter demonstranda.

In exteriori autem parte schedularum, quae tergum nominari potest, duo sunt imprimendi limbi ex illis, quos ad ornatum librorum impressores adhibent, et vulgari vocabulo *fregi* nuncupant, quorum primum circa sui medium continet hoc verbum, *Nomen*, impressum secundum longitudinem ipsius limbi ; alterum vero continet hoc verbum, *Signa*, similiter impressum, ut praecedens. Hi autem limbi excogitati sunt ad obscurandum diaphanum paginarum, ne scilicet ad lumen, nomina et signa eligentium conspici possint ; ubi vero impressoris copia non fuerit, limborum defectus lineis suppleri poterit. Sed haec fient clariora per infra positas figuras schedularum.

EXEMPLUM FACIEI

Schedulae scrutinii.

<p>Ego _____</p> <p>..... (<i>locus primae plicaturae</i>)</p> <p>..... (<i>locus secundae plicaturae</i>)</p>	<p>Card. _____</p>
<p>Eligo in Summum Pontificem R. D.</p> <p>meum D. Card. _____</p>	
<p>..... (<i>locus secundae plicaturae</i>)</p> <p>..... (<i>locus primae plicaturae</i>)</p>	

62. Secundus actus antescrutinii est extractio Scrutatorum, Deputatorum pro votis infirmorum, et Recognitorum : quae extractio, antequam ad scrutinium procedatur, sorte facienda est, hoc modo. In uno sacculo, aut vase, publice ponantur tot schedulae, vel si magis placet, spherulae lignae palam numeratae, quot sunt Cardinales praesentes in Conclavi, cum eorum nominibus : deinde per ultimum Diaconum extrahantur primo Scrutatores tres, postea tres Deputati pro votis infirmorum, qui brevitatis gratia Infirmarii appellari possunt, ac tandem Recognitores, de quorum omnium officio inferius suo loco scribetur. Quod si in extractione Scrutatorum, Infirmariorum et Recognitorum, extracti fuerint Cardinales, qui ob infirmitatem aliudve impedimentum muneribus praedictis satisfacere non possint, alii non impediti, loco illorum, extrahantur. Peracta vero extractione, schedulae, seu spherulae eorum, qui extracti fuerunt, in sacculum, seu in vas iterum coniciantur.

63. Tertius actus antescrutinii est schedularum scriptio, quae ab unoquoque Cardinali fiet hoc modo. Primo in superiori parte, in spatio inter verba *Ego Card.* scribet proprium nomen ; deinde in secunda parte nomen illius, quem eligit, caractere tamen, quantum fieri potest, alterato, ne manus scribentis cognosci possit ; et caveat ne plura nomina in schedula scribat ; quia suffragium esset nullum. In tertia vero parte signa, videlicet numerum aliquem, et dictum aliquod Scripturae, seu verbum, aut aliquid huiusmodi, ut in exemplo pro faciliori intelligentia oculis subiecto, videre est.

EXEMPLUM

Schedulae scrutinii scriptae.

Ego Bonifacius Card. Caietanus.

..... (locus primae plicaturae)

..... (locus secundae plicaturae)

Eligo in Summum Pontificem R. D.

meum D. Card. Baronium.

..... (locus secundae plicaturae)

..... (locus primae plicaturae)

18 Gloria in excelsis Deo.

64. Quartus actus antescrutinii est schedularum complicatio, quae ut expeditius peragi a Cardinalibus valeat, poterit a Caeremoniarum Magistris, cum eas praeparant, fieri in hunc, qui sequitur modum. Binae fient plicaturae ex utraque parte cuiusque schedulae, ita ut nomen eligentis et signa cum fuerint scripta, maneant tecta ex utraque parte a limbis; deinde quod reliquum est ita complicetur ut schedula fere ad latitudinem pollicis redigatur, prout ex complicata schedula, quae hic exempli gratia ponitur, conspici potest.

EXEMPLUM

Schedulae plicatae.

The diagram illustrates a rectangular card with a stippled border. At the top center, a small rectangular box contains the word "Nomen." Below this, two circular seals, each containing the letter "S", are positioned on either side of a horizontal line. The text "Eligo in Summum Pontificem R. D." is centered below the line. A dotted line follows, with the text "(locus ultimae plicaturae)" in the center. Below this, the text "mèum D. Card. Baronium." is centered. Another horizontal line is followed by two more circular "S" seals. At the bottom center, a small rectangular box contains the word "Signa."

Ceterum Magistri Caeremoniarum schedulas, non complicatas ut supra, sed explicatas, Cardinalibus distribuent, et Cardinales easdem, postquam ut supra scripserint, complicabunt iuxta plicaturas a Magistris Caeremoniarum paratas.

Secretarius autem S. Collegii et Magistri Caeremoniarum debent ab aula discedere, antequam Cardinales nomen eligendi in schedulis scribere coeperint, ita ut tempore scrutinii Cardinales soli in Cappella remaneant.

Porro, post eorum egressum ex aula, ultimi Cardinalis ordinis Diaconorum erit ostium Cappellae claudere: ac generatim ipsum, quoties-

cumque opus fuerit, aperire et claudere, exempli gratia, quum Cardinales Infirmarii ad vota infirmorum colligenda pergunt ac postea quum ad Cappellam redeunt, vel ob quamcumque aliam necessitatem.

65. Quintus et postremus actus antescrutinii est schedularum obsignatio, quae ab unoquoque Cardinali facienda erit in tergo schedularum cum cera rubra et sigillo ad hoc parato. Porro sigillum non debet esse solitum Cardinalis, sed aliud, et secrete habitum, et ita simplex ut facile notari possit, veluti si in sigillo sculpantur aut tres numeri, aut tres litterae et numeri, vel una tantum imago.

Haec de antescrutinio sufficient; ceterum, quod attinet ad Cardinales infirmos, aut aliter impeditos, inferius suo loco dicitur.

66. Sequitur secunda actio, quae nomine *scrutinii* appellata fuit. Octo sunt huius actionis actus, videlicet : delatio schedulae, iuramenti praestatio, positio schedulae in calicem, schedularum mixtio, earum numeratio, scrutinii publicatio, schedularum in filum insertio, earum depositio seorsum.

67. Delatio schedulae, et duo sequentes actus, qui melius simul describuntur ob eorum connexionem, hoc modo fient. Quilibet Cardinalis propriam schedulam, postquam illam scripserit, obsignaverit et complicaverit, duobus primis digitis sumet, ac elevata manu palam deferet ad Altare, penes quod stant Scrutatores, et in quo est calix magnus ad recipiendas schedulas paratus et patena coopertus; ibique genuflectens, aliquantulum orabit : deinde surgens, alta et intelligibili voce, iurabit in hanc formam, quae in tabella super Altari posita descripta habetur :

Testor Christum Dominum, qui me iudicaturus est, me eligere, quem secundum Deum iudico eligi debere.

Post haec schedulam in patenam ponet, et per patenam mittet in calicem ; quo facto inclinabit se ad Altare, et ad suum locum revertetur.

68. Haec servanda erunt, si Cardinalis ad Altare pergere possit : nam si ob infirmam valetudinem non possit, et praesens in Cappella sit, ultimus Scrutator ad eum accedet ; et Cardinalis infirmus, postquam schedulam in loco suo secrete, ut supra dictum est, confecerit, praevio iuramento praedicto, ipsam obsignatam et complicatam eidem Scrutatori tradet, qui eam palam deferet ad Altare, et sine oratione et iuramento in patenam ponet, et per eam in calicem mittet.

69. Si vero aliqui Cardinales infirmi sint in suis cellis, tres Cardinales Infirmarii, ut supra extracti, ad eos accedent cum capsula altitudine unius palmi, in cuius superiori parte sit rima, seu foramen, eius magnitudinis, ut per illud schedula complicata possit per suam latitudinem intus capsulam transmitti ; quam capsulam antequam Scrutatores Infirmariis tradant, palam aperient, ut ceteri Cardinales possint eam inanem et vacuam conspiciere, deinde claudent, et clavem ponent super Altare ; deinde Infirmarii cum capsula clausa, et cum parvo disco sufficientes schedulas continentes, ad unumquemque eorum accedent ; et infirmi acceptas ex disco schedulas secrete scribent, obsignabunt et

complicabunt, et praevio iam dicto iuramento in capsulam per rimam mittent; quod si infirmi scribere non possint, sive aliquis ex tribus Cardinalibus Infirmariis, sive alius ex ordine tamen clericali, eorum arbitrio deligendus, praestito de secreto servando in manibus Infirmariorum iuramento, praedicta faciet: atque hi advertere debent quod non solum iuramenti vinculo tenentur servare secretum, sed etiam in excommunicationem latae sententiae, si contrafecerint, incurrunt. His peractis, Infirmarii ad Cappellam revertentur cum capsula, quam Scrutatores aperient, et schedulas in ea contentas palam numerabunt: et tot repertas, quot sunt infirmi, ponent singillatim in patenan, et per patenam simul omnes in calicem.

Ne autem nimis in longum protrahatur scrutinii actio, Infirmarii poterunt proprias schedulas post Decanum conficere et in calicem ponere, deinde dum ceteri Cardinales scrutinium agunt, ad infirmos pergere ad accipienda eorum suffragia eo modo, quo proxime ante dictum est.

70. Quartus actus scrutinii est schedularum permixtio, quae fiet per primum Scrutatorem, calice in quo ipsae schedulae positae fuerunt, patena cooperto, pluries agitato.

71. Quintus actus est numeratio schedularum, quae palam fiet per ultimum Scrutatorem, capiendo singillatim unamquamque schedulam ex calice, eamque ponendo in alium, qui ad hoc paratus sit, calicem vacuum. Quod si numerus schedularum non respondeat numero Cardinalium, omnes comburendae sunt, et iterum, idest secunda vice, ad suffragia statim est deveniendum. Si vero numerus schedularum numero Cardinalium respondeat, prosequendi sunt alii actus scrutinii.

72. Sextus actus est publicatio scrutinii, quae per Scrutatores, qui sedent ad mensam ante Altare positam, fiet hoc modo. Primus Scrutator accipiet unam schedulam, eamque intactis sigillis explicabit, et viso in ea schedula electi nomine, eam tradet secundo Scrutatori, qui pariter, eodem electi nomine perspecto, eamdem tradet tertio, qui illam alta et intelligibili voce perleget, ut omnes Cardinales praesentes notare possint suffragium in folio impresso, quod penes se habebunt cum nominibus omnium Cardinalium: notabit autem iuxta nomen Cardinalis ex schedula recitati. Idem faciendum erit de ceteris schedulis in calice positis, usque ad ultimam. Quod si in scrutinii publicatione inveniunt Scrutatores duas schedulas ita complicatas ut ab uno tantum datas fuisse appareat, si quidem unus et idem in utraque electus fuerit, schedulae praedictae habebuntur et notabuntur pro uno suffragio, si vero diversi fuerint nominati, neutrum suffragium validum erit; scrutinium tamen neutro casu vitatur. Ceterum suffragia praedicta, finita scrutinii publicatione, a Scrutatoribus iuxta nomina Cardinalium, qui ea obtinuerunt, in unam summam rediguntur, vel ineparato folio notabuntur, hoc modo: *Reverendissimus D. Cardinalis A habet suffragia 20, et Reverendissimus D. Cardinalis B habet suffragia 15, et sic de aliis; quod fit ne Cardinales, cum opus est, cogantur semper numerare suffragia, quae iuxta nomina Cardinalium notarunt.*

73. Septimus actus scrutinii est schedularum in filum insertio, quae ut schedulae ipsae cautius conservari possint excogitata fuit. Haec autem insertio fiet per ultimum Scrutatorem, inserendo schedulam unamquamque, postquam eam perlegerit, acu cum filo ad hunc effectum parato, in loco, ubi est verbum *Eligo*.

74. Octavus et postremus scrutinii actus est depositio schedularum seorsum, quae similiter fiet per ultimum Scrutatorem, qui, finita insertionem omnium schedularum in filum, capita fili nodo iunget, et schedulas omnes ita colligatas in alium calicem vacuum, vel in mensa seorsum ponet.

75. Sequitur tertia et postrema actio, quae *postscrutinium* appellata fuit, cuius actus tres sunt, videlicet : numeratio suffragiorum, eorum recognitio, et schedularum combustio.

Primus itaque actus est numeratio suffragiorum, quae fiet per Scrutatores semper, sive secuta sit electio, sive non : et si quidem secuta non sit electio, ut sciatur, quod in eo scrutinio non habetur Papa ; si vero secuta sit, ut constet de canonica Pontificis electione. Fiet autem haec numeratio suffragiorum hoc modo. Scrutatores in unam summam redigent suffragia, quae quilibet nominatus in Pontificem obtinuit, et si invenerint nullum ex nominatis ad duas tertias partes suffragiorum pervenisse, non habetur Papa in illo scrutinio ; si vero invenerint aliquem ex nominatis duas tantum partes suffragiorum obtinuisse, aperient electi schedulam (quam ex sigillis et signis ab ipso electo hoc in casu manifestandis cognoscent), etiam in ea parte, in qua est nomen eligentis ; et si quidem ex ea apparuerit electum alii suffragatum fuisse, electio eius erit canonica ; si vero constiterit sibi suffragium dedisse, eius electio nulla erit ob defectum unius suffragii.

Secundus actus postscrutinii est recognitio, quae per Recognitores, sive secuta sit electio, sive non, fiet inspiciendo tam schedulas scrutinii, quam suffragiorum annotationes factas per Scrutatores, ut per huiusmodi recognitionem constare possit an Scrutatores sincere et fideliter muneri suo satisfecerint.

Tertius, et postremus actus postscrutinii est combustio omnium schedularum, quae semper et palam per Scrutatores, adiuvantibus Magistris Caeremoniarum, fiet, ac statim post recognitionem, sive electio sit secuta, sive non. Si tamen secundum scrutinium, iuxta ea quae inferius praescribentur, peragendum sit, tunc combustio schedularum primi scrutinii nonnisi in fine una cum schedulis secundi scrutinii facienda erit

76. In Praedecessorum Nostrorum, ac praecipue Gregorii XV, Constitutionibus ad expeditiorem electionem habendam statutum fuerat ut, scrutinio publicato, si electio per consensum duarum partium in eo facta non fuerit, statim antequam ad alios actus deveniretur, Cardinales possent, semel in quolibet scrutinio, accedere alicui ex illis, qui in eodem scrutinio saltem unum suffragium validum obtinuissent, dummodo is non esset, qui ab ipsomet Cardinali fuerat in scrutinio nominatus. Cum tamen huiusmodi forma *accessus* non parum esset ad exe-

quendum difficilis, praesertim quoad ea, quae schedularum inspectionem, aperitionem et collationem spectabant, Nos et huic incommodo occurrere et nihilominus optatae electionis accelerationi nullimode officere cupientes, statuimus ac praescribimus ut loco ipsius accessus, semel tam mane quam vespere, post completum iuxta huc usque exposita scrutinium, si quidem in eo secuta non sit electio, Cardinales statim ad novum scrutinium peragendum procedere debeant, in quo rursus suffragia sua ferant, iis, quae in primo scrutinio lata sunt, minime computatis. Volumus autem ut in hoc secundo scrutinio iidem ac in primo ritus servantur, ita tamen ut Cardinales non teneantur novum emitte iusiurandum, neque novos eligere Scrutatores, Infirmarios et Recognitores, sed quae in primo scrutinio quoad haec praestita sunt, sine renovatione valeant etiam pro secundo.

77. Et haec omnia, quae de scrutinii ritibus sunt exposita, servanda erunt diligenter a Cardinalibus in omnibus scrutiniis, quae singulis diebus peragi debent mane post solitam Missam, et Hymnum *Veni Creator Spiritus* cum oratione de Spiritu Sancto, et prima quidem tantum die post Cardinalium sacram peractam Communionem; et post meridiem hora opportuna, pariter post Hymnum *Veni Creator Spiritus* et orationem de Spiritu Sancto (1).

78. Quod si electio aliter celebrata fuerit, quam in *scrutinio* per secreta schedularum suffragia duarum ex tribus partibus Cardinalium in Conclavi praesentium, electi suffragio non computato; vel per viam *compromissi* ab omnibus Cardinalibus similiter in Conclavi praesentibus, nemine dissentiente, initi et ita ut nemo seipsum elegerit; vel quasi per *inspirationem*, nullo praecedente de persona speciali tractatu, omnium pariter Cardinalium praesentium in Conclavi, communiter, nemine itidem dissentiente, per verbum « *eligo* » intelligibili voce prolatum aut scripto, si voce non potuerit, expressum; nulla sit et invalida eo ipso absque ulla declaratione, et ita electo nullum ius tribuat (2).

CAPVT VI

De iis, quae servanda vel vitanda sunt in electione Romagni Pontificis.

79. Simoniae crimen, tam divino quam humano iure detestabile, in electione Romani Pontificis omnino sicut reprobatum esse constat, ita et Nos reprobamus atque damnamus (3), huiusque criminis reos poena excommunicationis latae sententiae innodamus; sublata tamen irritatione electionis simoniacae, quam Deus avertat, a Iulio II (vel alio qua-

(1) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 17.

(2) Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 19.

(3) Iulii II Const. « Cum tam divino », XIX kal. Febr. 1505.

licumque decreto pontificio) statuta, ut praetextus amputetur impugnandi valorem electionis Romani Pontificis.

80. Item sub excommunicationis poena prohibemus ne quis, etiamsi Cardinalatus honore fulgeat, vivente Romano Pontifice et eo inconsulto, tractare de ipsius Successoris electione, aut aliquod suffragium polliceri, vel hac de causa privatis conventiculis factis aliquid deliberare et decernere praesumat (1).

81. Quae autem in memorata Nostra Constitutione « *Commissum Nobis* » de civili *Veto* seu *Exclusiva*, uti vocant, in electione Summi Pontificis ediximus et sanximus, hic omni ex parte atque integre renovantes, confirmata esse volumus. Quamobrem iterum in virtute sanctae obedientiae, sub interminatione divini iudicii et poena excommunicationis latae sententiae, omnes et singulos S. R. E. Cardinales, tam praesentes quam futuros, pariterque Secretarium S. Collegii Cardinalium aliosque omnes in Conclavi partem habentes, prohibemus ne, quovis praetextu, a quavis civili potestate munus recipiant *Veto* sive *Exclusivam*, etiam sub forma simplicis desiderii, proponendi, ipsumve hoc *Veto*, qualibet ratione sibi cognitum, patefaciant sive universo Cardinalium Collegio simul congregato sive singulis purpuratis Patribus, sive scripto, sive ore, sive directo ac proxime, sive oblique ac per alios, sive ante Conclave sive ipso perdurante. Quam prohibitionem extendi volumus ad omnes interventus, intercessionem aliosque modos quoslibet, quibus laicae potestates cuiuslibet gradus et ordinis voluerint sese in Pontificis electione immiscere.

82. Cardinales praeterea abstineat ab omnibus pactionibus, conventionibus, promissionibus aliisque quibuscumque obligationibus, quibus adstringi possint ad suffragium alicui vel aliquibus dandum vel non dandum; quae omnia et singula, si de facto intervenerint, etiam iuramento adiecto, nulla et irrita, neque ad eorum observantiam quemquam teneri decernimus, et contra facientes ex nunc excommunicationis poena innodamus. Tractatus tamen pro electione habendos, Sede vacante, vetare non intelligimus (2).

83. Pariter interdicimus ne Cardinales, antequam ad electionem deveniant, capitula conficiant, seu quaedam communi consensu statuunt, ad quorum observantiam sese adstringant, si ad Pontificatum assumantur; quae item, si de facto intervenerint, etiam iuramento adiecto, nulla et irrita declaramus (3).

84. Iisdem denique, quibus Decessores Nostri, vocibus, S. R. E. Cardinales vehementer hortamur ut in eligendo Pontifice, nulla proensione animi vel aversione ducti, nullius inclinati gratia aut obsequio,

(1) Symmachus Papa in Synod. Rom. c. 2 D. 79; Pauli IV Const. « Cum secundum Apostolum », xvii kal. Ianuar. 1558.

(2) Greg. X, cap. 3 « Ubi periculum » § 4, « de elect. » I, 6, in Sext.; Pii IV Const. « In eligendis », § 26; Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 18.

(3) Pii IV Const. « In eligendis » § 3; Greg. XV Const. « Aeterni Patris » § 18.

non intercessione in saeculo potentium, non vi vel metu vel aura populari moti, sed unice Dei gloriam et Ecclesiae bonum prae oculis habentes, in eum sua vota conferant, quem universali Ecclesiae fructuose utiliterque gubernandae prae ceteris idoneum in Domino iudicaverint (1).

85. Cum vero fideles non tam humanae industriae subsidiis, etsi sollicitae, inniti debeant, quam in humilis devotaeque orationis instantia sperare, huic adiciamus sanctioni, ut in omnibus civitatibus, ceterisque locis saltem insignioribus, ubi primum de Pontificis obitu nuncium pervenerit, a Clero et populo, solemnibus pro eo exsequiis celebratis, singulis diebus (donec Romanae Ecclesiae de suo Pastore fuerit provisum) humiles assidueque preces fundantur ad Dominum, ut Ipse, qui concordiam facit in sublimibus suis, sic efficiat eorumdem Cardinalium corda in eligendo concordia, ut provisio celeris, unanimis et utilis (prout animarum salus exigit, et totius orbis requirit utilitas) ex ipsorum unanimitate sequatur. Et ne tam salubre praesentis sanctionis edictum, ignorantiae negligi praetextu contingat, praecipimus ut Patriarchae, Archiepiscopi, Episcopi et alii Ecclesiarum Praelati, ceterique, quibus officium est enuntiare verbum Dei, Clerum et populum, propter hoc specialiter frequentius congregandos, in suis sermonibus ad supplicum precum suffragia pro celeri et felici exitu tanti negotii frequentanda solerter excitent, et ipsis eadem auctoritate non solum orationum frequentiam, sed observantiam (prout circumstantiae pensandae suaserint) ieiuniorum hortentur (2).

86. Electum vero haeredem et Successorem Nostrum rogamus, ne muneris arduitate deterritus ab eodem subeundo se retrahat, at potius divinae voluntatis consilio humiliter se subiiciat : nam Deus qui imponit onus, manum etiam Ipse supponet, ne ei ferendo sit impar ; is enim qui oneris est auctor, Ipse est administrationis adiutor ; et ne sub magnitudine gratiae succumbat infirmus, dabit virtutem qui contulit dignitatem (3).

CAPVT VII

De acceptatione et proclamatione electionis, nec non de consecratione et coronatione novi Pontificis.

87. Post electionem canonice factam consensus electi per Cardinalem Decanum nomine totius S. Collegii requiratur (4).

(1) Greg. X cap. 3 « Ubi periculum » § 4, « de elect. » I, 6 in Sext.; Pii IV Const. « In eligendis » § 26; Greg. XV Const. « Aeterni Patris », § 23; Clem. XII Const. « Apostolatus officium », § 5; Pii IX Const. « Licet per Apostolicas », vi Idus Septembr. 1874; Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri »; Pii X Const. « Commissum Nobis ».

(2) Greg. X, cap. 3 « Ubi periculum » § 5, « de elect. », I, 6, in Sext.

(3) Leonis XIII Const. « Praedecessores Nostri. »

(4) Caeremoniale Rom., lib. I, tit. I, « De Conclavi et Electione Papae, » § 34.

88. Hoc consensu praestito intra terminum, quatenus opus sit, prudenti arbitrio Cardinalium per maiorem votorum numerum determinandum, illico electus est verus Papa, atque actu plenam absolutamque iurisdictionem supra totum orbem acquirit et exercere potest. Hinc, si quis litteras super negotiis quibuscumque confectas, quae a Romano Pontifice ante coronationem suam emanaverint, audeat impugnare, excommunicationis sententia innodamus (1).

89. Deinde populo expectanti novus Romanus Pontifex a Priore Diaconorum publicatur (2).

90. Quod si electus nondum sit Presbyter vel Episcopus, a Decano Collegii Cardinalium ordinabitur et consecrabitur (3).

91. Tandem per Decanum Cardinalem Diaconum coronatur (4).

Haec igitur, tota rei causa graviter considerata, atque etiam Decessorum Nostrorum exemplis permoti, statuimus et praescribimus, decernentes praesentes has Litteras et in eis contenta quaecumque, etiam ex eo quod quilibet in praemissis ius vel interesse habentes, vel habere praetendentes quomodolibet illis non consenserint, nec ad ea vocati sive auditi fuerint, aut ex quibuslibet aliis causis, impugnari minime posse, sed easdem semper ac perpetuo firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac iis ad quos spectat et pro tempore spectabit suffragari, et ab eis respective et inviolabiliter observari debere, ac irritum et inane, si secus super his a quocumque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari.

Volumus etiam Nostras has Litteras legi coram omnibus in primis Congregationibus post obitum Pontificis haberi solitis, ut supra (n. 11, a); rursus post ingressum in Conclave, ut supra (n. 45); item cum quis ad purpurae honorem fuerit eVectus, interposito sacramento de religiose retinendis iis, quae in praesenti Constitutione decreta sunt.

Non obstantibus, quatenus opus sit, per Romanos Pontifices Praedecessores Nostros editis Constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, quas omnes et singulas abrogatas, ut supra, declaramus, ceterisque etiam individua ac specialissima, mentione et derogatione dignis contrariis quibuscumque.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam Nostrae constitutionis, ordinationis, abrogationis, mandati, innodationis, admonitionis, inhibitionis, praecepti, voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum.

(1) Clem. V, cap. 4, « de sent. excomm. », V, 10 in Extravag. comm.

(2) Caeremoniale Rom., lib. I, tit. I, « De Conclavi et Electione Papae », § 35.

(3) Caerem. Rom., lib. I, tit. II, « De ordin. et consecrat. novi Pontificis », § 13.

(4) Caerem. Rom., lib. I, tit. II, « De ordin. et consecrat. novi Pontificis », § 18.

Datum Romae apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicae millesimo nongentesimo quarto, die vigesima quinta Decembris, Christo Iesu in terris nascenti sacra, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIVS PP X

II

Constitutio de civili «veto» sev «exclusiva» vti vocant in electione summi pontificis.

(20 janvier 1904.)

PIVS EPISCOPVS

SERVVS SERVORVM DEI AD PERPETVAM REI MEMORIAM

Commissum Nobis, Deo sic disponente, universae Ecclesiae regendae munus serio admonet ut pro viribus caveamus, ne ex alienae potestatis incursu ea libertas quidquam detrimenti capiat, qua Christus in commune bonum ipsam donavit, quamque tot evangelii praecones, tot sanctissimi antistites, tot illustres Decessores Nostri verbo, scriptis, effuso etiam sanguine propugnarunt. Quorum exemplis et auctoritate permoti, ubi primum hanc Petri Cathedram, licet impares, ascendimus, Apostolici officii Nostri esse duximus in id maxime incumbere, ut vita Ecclesiae libere omnino explicetur, omni externo interventu remoto, prout ipsam evolvi divinus Institutor voluit, atque excelsa eius missio omnino requirit.

Iam, si qua est in Ecclesiae vita functio quae huiusmodi libertatem postulet maxime, illa profecto censenda talis, quae in Romani Pontificis electione versatur; siquidem *salus, non unius membri, sed totius corporis agitur, cum de capite consulitur* (1).

Huic plenae libertati in Summo Pastore eligendo opponitur in primis civile illud *Veto*, a supremis nonnullarum civitatum rectoribus haud semel prolatum, quo tentatur aditum ad Supremum Pontificatum alicui praeccludere. Id si aliquoties accidit, Apostolicae tamen Sedi probatum est nunquam. Quin etiam Romani Pontifices, in iis quae de habendo Conclavi constituerunt, nihil paene maiore contentione studiove conati sunt, quam ut externae cuiusvis potestatis interventum a sacro Cardinalium Senatu ad Pontificem eligendum vocato propulsa-

(1) Greg. XV Constit. «Aeterni Patris» in proem.

rent. Rem plane declarant Constitutiones « *In eligendis* » Pii IV ; — « *Aeterni Patris* » Gregorii XV ; — « *Apostolatus officium* » Clementis XII ; in primisque Pii IX, « *In hac sublimi* » — « *Licet per Apostolicas* » et « *Consulturi* ».

Verum, quandoquidem et experientia docuerit, hactenus constituta ad impediendum civile *Veto*, seu *Exclusivam* non ita votis respondisse, et ob mutata temporum adiuncta huiusmodi civilis potestatis immixtio nostra aetate multo videatur magis omni rationis et aequitatis fundamento destituta, idcirco Nos, pro Apostolico Nobis commisso munere, et Praedecessorum Nostrorum vestigiis inhaerentes, re mature deliberata, certa scientia et proprio motu, civile *Veto*, sive *Exclusivam*, quam dicunt, etiam sub forma simplicis desiderii, itemque omnes interventus, intercessionem quaslibet omnino reprobamus, edicentes licere nemini, ne supremis quidem civitatum moderatoribus, quovis praetextu se interponere aut ingerere in gravi negotio electionis Romani Pontificis.

Quamobrem in virtute sanctae obedientiae, sub interminatione divini iudicii et poena excommunicationis latae sententiae speciali modo reservatae futuro Pontifici, omnes et singulos S. R. E. Cardinales, tam praesentes quam futuros, pariterque Secretarium S. Collegii Cardinalium aliosque omnes in Conclavi partem habentes, prohibemus, ne, quovis praetextu, a quavis civili potestate munus recipiant *Veto* sive *Exclusivam*, etiam sub forma simplicis desiderii, proponendi, ipsumve hoc *Veto*, qualibet ratione sibi cognitum, patefaciant sive universo Cardinalium Collegio simul congregato, sive singulis purpuratis Patribus, sive scripto, sive ore, sive directo ac proxime, sive oblique ac per alios. Quam prohibitionem extendi volumus ad memoratos omnes interventus, intercessionem aliosque modos quoslibet, quibus laicae potestates cuiuslibet gradus et ordinis voluerint sese in Pontificis electione immiscere.

Iisdem denique, quibus Decessores Nostri, vocibus, S. R. E. Cardinales vehementer hortamur, ut in eligendo Pontifice, *Principum saecularium intercessionibus ceterisque mundanis respectibus minime attentis* (1), sed unice Dei gloriam et Ecclesiae bonum prae oculis habentes, in eum sua vota conferant quem universali Ecclesiae fructuose utiliterque gubernandae prae ceteris idoneum in Domino iudicaverint. Volumus etiam Nostras has Litteras una cum aliis id genus Constitutionibus legi coram omnibus in prima Congregatione post obitum Pontificis haberi solita ; rursus post ingressum in Conclave ; item cum quis ad purpurae honorem fuerit evectus, interposito sacramento de religiose retinendis iis, quae in praesenti Constitutione decreta sunt.

Contrariis quibuscumque, etiam speciali vel specialissima mentione dignis, minime obstantibus.

(1) Pii IV Constit. « *In eligendis* », § 26 ; Clem. XII Constit. « *Apostolatus officium* », § 5.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam Nostrae inhibitionis, mandati, declarationis, innodationis, voluntatis, admonitionis, hortationis, praecepti infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, et Sanctorum Petri et Pauli Apostolorum Eius se noverit incursurum.

Datum Romae apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicae millesimo nongentesimo quarto, die xx Ianuarii, Pontificatus Nostri anno primo.

PIUS PP. X

III

Constitution de Léon XIII.

(24 mai 1882.)

LEO EPISCOPVS

SERVVS SERVORVM DEI AD PERPETVAM REI MEMORIAM

Praedecessores Nostri pro supremi Apostolatus officio sollicita cura et singulari studio continenter prospexerunt, ut Romanorum Pontificum electiones, a quibus pax, unitas et status Ecclesiae tantopere pendet, ordinatim et regulariter fierent; et plura pro temporum adiunctis, ut eae celeriter, libere et expedite ad exitum deducerentur, sapienter inveniunt et decreverunt. Haec autem sollicitudo et vigilans eorum cura praecipue enituit cum bellorum motus, aut perturbati rerum publicarum ordines suspicionem iniicerent, ne quae pro Romano Pontifice eligendo sacra comitia haberi deberent, vel per apertam vim libertate destituerentur, vel alia quavis ratione electio deturbaretur, aut destineretur, aut alia eidem expediendae impedimenta obiiicerentur. Siquidem tunc consentaneum visum diiudicatumque est impendenti malo extraordinariis occurrere remediis, quae adiunctorum gravitas e re magis esse suaderet, ut pericula propulsarentur, quibus pax et unitas ipsa Ecclesiae in discrimen adducebatur. Huius vero peculiaris sollicitudinis monumenta praecipue suppetunt Romani Pontifices, qui inde a superiore saeculo Ecclesiae clavum tenuere in tam misera rerum conversione ac perturbatione, qua haec praesertim Apostolica Sedes oppugnata est, tum hostilium copiarum irruptione, tum internarum seditionum motibus, tum etiam usurpatione civilis principatus, qui ad liberum et independens spirituale Ecclesiae regimen, Deo sic providente, constitutus fuit; quo tempore Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales aut Urbe expulsi, aut in diversa loca deportati sunt; ipsi autem Romani

Pontifices impio ausu a propria sede abrepti, in exilium acti, aut etiam in carcerem detrusi ac detenti sunt. Ipsi enim quamvis tot tantisque iactarentur tempestatum fluctibus, nihil tamen antiquius habuere, quam, ut futuri Pontificis electionem in tuto ponerent, tum iis quae in eam rem Romanorum Pontificum Constitutionibus sancita aut consuetudinibus invecta fuerant opportune derogando, cum alia pro rerum adiunctis sapienter constituendo quibus electio celerius et facilius expediri absolvere posset.

At vero ut pro sua aetate Praedecessores Nostri, ita Nos immo vero eo magis devinctos et obstrictos ipsi sentimus debito consulendi certae et expeditae Successoris Nostri electioni, quo saeviores perspicimus ingruere adversus Christi Ecclesiam tempestatum aestus et aciores hostium in dies experimur conatus et impetus adversus hanc Sanctam Sedem; quo magis sus deque omnia versa et perturbatos videmus publicos rerum ordines, ita ut anxius haereat animus et pavidam mens incerta maneat quid demum futura tempora portendant. Quamvis itaque Dei promissionibus confisi, cuius in humilitate cordis Nostri nunquam desistimus implorare opem, certa fulciamur spe fore ut etiam in praesenti discrimine suo omnipotenti praesidio Ecclesiae Sponsae suae Ipse adsit; nihilominus perpendentes hinc caducum et labilem humanae vitae fluxum, inde autem multiplices obices qui aut electioni Nostri Successoris intercedere, aut eidem moram afferre queant, sive Nos supremum diem hic Romae claudere contingat in eadem in qua nunc versamur conditione, sub hostili dominatione constitutos et undique innumeris impeditos insidiis; sive tum Nobis, tum Sacro Cardinalium Collegio graviora adhuc experiri ac perpeti accidat: sive demum exilii iter arripere cogamur, ibique ex mortalis huius vitae aerumnis ad aeternam pacem Nos vocare Deo libuerit; conveniens et necessariam iudicavimus ea constituere quae pro casuum varietate, quibus praevertere humano consilio licuit, in electione Nostri Successoris servari deberent. Inhaerentes itaque Praedecessorum Nostrorum vestigiis, implorato prius coelesti lumine et exquisito consilio peculiaris Congregationis Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium, certa scientia et proprio motu de plenitudine Apostolicae potestatis haec quae sequuntur decernimus.

Ius iamdiu firmatum et praescriptum eligendi Romanum Pontificem Successorem Nostrum ad Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales unice et privative pertinere declaramus et edicimus et, quatenus opus sit, hac Nostra Constitutione approbamus et confirmamus, excluso prorsus atque remoto quolibet cuiuspiam alterius Ecclesiasticae dignitatis, aut laicae potestatis cuiuslibet gradus et Ordinis interventu, quovis quaesito colore aut praetextu etiam supplendi munus et vices Cardinalium, casu quo iidem per orbem dispersi aut deportati aut alio quolibet obstaculo praepediantur comitia habere pro canonica Successoris Nostri electione. Quam in rem Constitutionem f. r. Pii IX Decessoris Nostri quae incipit « *Cum Romanis Pontificibus* » die IV Decembris MDCCCLXIX datam confirmamus et renovamus. Ut autem magis adhuc cautum sit,

ne alienus quis electioni quamvis extrinsece tantum sese interponat et immisceat, nominatim derogamus Constitutionibus Gregorii X in Concilio Lugdunensi « *Ubi periculum* » Clementis V in Concilio Viennensi « *Ne Romani* » et Pii IV « *In eligendis* » pro ea parte qua civilibus aut politicis magistratibus civitatis, in qua Romani Pontificis electio sit celebranda, vel etiam Praelatis, Rectoribus, Officialibus Urbis, Principum Oratoribus, aliis quibusvis potestatem tribuunt, ut praescriptiones pro electione praefata faciant observari.

Derogamus etiam iis regulis et praescriptionibus quae per Apostolicas Romanorum Pontificum Constitutiones, etiam in Generalibus Conciliis editas, aut alioqui speciali mentione dignas, praefinitae sunt circa electionis tempus et locum, circa Conclave eiusque clausuram aliasque minoris momenti res, ut sunt sollemnitates et caeremoniae quae adhiberi consueverunt, nominatim circa custodiam Conclavis, circa suppeditationem rerum ad victum aliosque vitae usus pertinentium, item circa personarum, quas in Conclave suscipi oporteat, qualitates et numerum, qui tamen consuetum non excedat, aliaeque huiusmodi; quas utrum omnes vel aliquas servari aut missas fieri oporteat, quod maior pars congregatorum Cardinalium suffragium tulerit, ius erit. Maioris item partis congregatorum Cardinalium erit decernere utrum, nulla interiecta mora, et ante nonum a Nostro obitu diem electio celebrari, aut etiam si publicae rei status perturbatio, vel alia gravis causa intercedat, comitiorum tempus in longius protrahi oporteat; quo postremo in casu penes eosdem Cardinales erit pari modo potestas leges circa clausuram Conclavis aliasque praescriptiones, ut supra, moderanti aut etiam relaxandi. Qua ex re Cardinales omnes a iurisiurandi religione, qua supradictas Praedecessorum Nostrorum Constitutiones servare promittunt, absolvimus et absolutos fore declaramus, non solum in supradictis illarum praescriptionibus ad comitiorum tempus et locum atque ad Conclave eiusque clausuram spectantibus, verum etiam in aliis minoris momenti caeremoniis et sollemnitatibus, si quae harum observatio rei exitum retardare possit. In ceteris tamen quae celeri, quam summopere optamus, novi Pontificis electioni non officiant, maxime autem in rebus cum clausula electionem aliter factam irritante praescriptis, praeter ea scilicet quibus a Nobis derogatum est, Constitutiones ipsas observandas mandamus.

Etsi vero amplam illam facultatem Collegio Cardinalium concesserimus, praesertim quoad tempus et locum electionis futuri Romani Pontificis, nihil tamen innovatum esse declaramus, sive quantum ad generalem canonum sanctionem, ne Sede vacante aliquid innovetur; sive quantum ad speciales Constitutiones quibus cautum est, ne in Collegium Cardinalium ea potestas et iurisdictio transeat, quae ad Pontificem dum viveret pertinebat; ne Collegium de iuribus Sedis Apostolicae Romanaeque Ecclesiae quomodolibet disponere valeat, neque in quopiam iuribus eiusdem sive directe detrahare attentet, sive indirecte per conniventiae speciem, seu per dissimulationem facinorum adversus ea iura perpetratorum, attentare videatur, immo omnium virium contentione eadem custodire et defendere debeat.

Dum autem ad propositum finem expeditius assequendum, materialem Conclavis seu loci clausuram relaxari permittimus, obligationem tamen secreti servandi in iis omnibus, quae ad electionem Romani Pontificis pertinent, et in iis quae in Conclavi, seu in loco electionis aguntur, haudquaquam relaxamus. Itaque eo modo et forma, ac sub poenis a Decessorum Nostrorum Constitutionibus indictis, praecipimus iterum et mandamus, ut secretum istud accuratissime servetur atque ab aliis servari curetur, et quidem eo cautius et arctius, quo gravior se prodit temporum difficultas.

Quolibet item loco et quibusvis in adiunctis electionem celebrari contigerit, non aliter legitima et valida ea erit, quam si numerus Cardinalium, qui ad eam convenerint, dimidium Cardinalium omnium pro tempore existentium, plus uno saltem, excedat; quem tamen numerum si deinceps minui accadat, sive quod aliquem ex Cardinalibus, qui ad comitia convenerint, mors praeveniat, aut morbus opprimat, sive alia qualibet ex causa, impedimento id minime esse debet, quominus Cardinales reliqui inceptum opus prosequi et electionem legitime et valide absolvere queant. Electum vero legitimum Beati Petri Successorem et Nostrum verumque Romanum Pontificem agnoci haberique decernimus in quem secretis per schedulas suffragiis duae ex tribus congregatorum Cardinalium partes in scrutinio, sive in scrutinio et accessu convenerint; si autem per inspirationem vel per compromissum electio fiat, eadem per Cardinales, ut supra, congregatos, servata consueta forma canonica, perfici debet.

His universim praestitutis quae in Nostri Successoris electione, quovis loco et quibusvis in adiunctis eadem celebretur servari oporteat, necessarium duximus quaedam speciatim adiicere quae pro casuum qui occurrant varietate servari debeant. Mandamus itaque et decernimus, si Nos in hac Urbe Roma vita fungi accadat, ut Cardinales, qui tum praesentes in Curia erunt, vix dum Nos diem contigerit clausisse supremum, antequam vel ipsae exequiae in suffragium animae Nostrae persolvantur (aliis Cardinalibus etiam de latere Legatis aut ex alia qualibet causa, etiam cum venia vel mandato Nostro absentibus, per praescriptum decem dierum spatium minime expectatis) huius Urbis, rerum ac temporum circumstantiis serio perpensis, deliberent an in eadem Urbe, vel extra eam comitia pro novo Pontifice eligendo haberi debeant. Ea autem deliberatio plenum effectum sortiatur in quam maior Cardinalium tunc praesentium pars consenserit. Quod si Cardinalibus congregatis insuper visum fuerit, nulla interiecta mora, novi Pontificis electionem ad exitum adduci, praesente, ut aiunt, cadavere, liberum erit, servatis quae servanda supra praecipimus, electionem novi Pontificis vel in primo ipso conventu perficere. Insuper, ut omnis amoveatur cunctationis et perturbationum occasio, quoad Pontificias exequias praecipimus consuetum praetermitti apparatus a Constitutionibus et consuetudine invectum, easque a Cardinalibus peragi modesto ritu ac forma in Palatii Vaticanii Cappella, si Nos extremum diem ibi claudere contigerit. Volumus tamen omnino et mandamus,

si Cardinales comitia pro electione hic in Urbe aut alibi in Italia habenda esse duxerint, ut in casu cuiusvis iniuriae Conclavis loco vel personis illatae, quae maioris partis congregatorum Cardinalium iudicio electioni libertatem adimat, omne illico abrumpatur electionis incoeptum, comitia dissolvantur et ad tutiorem sedem transferantur extra Italiam. Demum animo perpendentes afflictum statum in quem res Sanctae Sedis adductae sunt hostilis dominationis causa, sub qua eiusdem civilis principatus et ipsa haec Urbs Roma constituta reperitur, ne vacationis tempore dignitas et rationes eiusdem Sanctae huius Sedis adhuc detrimenta ulterius capiant et etiam ut Sacro Cardinalium Collegio certa suppetat via qua tricus et difficultatibus, quas casus ferat, sese expedire queat, peculiari Instructione, quam huic Constitutioni adiicimus, normam et regulam praefinire satagemus, ad cuius praescriptum se conformare, prout casus tulerit, Cardinales debeant.

Cum autem ea sit temporum iniquitas, ut merito timendum sit, ne invalescens hostium nostrorum in dies oppressio et audacia, vel in deterius ruens rerum publicarum status, Nos ex hac Urbe exulatum abire cogat, vel etiam hinc abducamur vi, et extra Romanam Curiam exinde mors Nos praeveniat; decernimus atque mandamus, ut in hoc casu ex eo extra Curiam loco, ubi Nos omnipotens Deus ex hac vita migrare voluerit, Cardinalis quicumque adsit, aut si plures erunt, eorum dignior, nempe non qui creatione, sed iure ceteris anteit, aut, iis omnibus absentibus, Nuntius Apostolicus et, in eius defectu, loci Ordinarius, aut Praelatus, vel alius quispiam ecclesiastica dignitate insignitus, quam celeriter de Pontificis morte Cardinalem Sacri Collegii Decanum aliosque Cardinales, de quorum sede sit edoctus, certiores faciat, ut statim ad comitia peragenda se praeparent. Cardinalis Decanus, vel ipso impedito, Cardinalis dignitate potior, vix dum huiusmodi nuntium acceperit, vel quovis alio modo Apostolicae Sedis vacationem certo exploratam habuerit, una cum tribus antiquioribus Cardinalibus ex uno quoque Ordine et cum Cardinali Sanctae Romanae Ecclesiae Camerio, si una simul erunt, vel, ipsis absentibus, cum aliis quibusvis Cardinalibus, vel demum ipse solus, si reliqui omnino absint, locum alicuius regionis, quaecumque demum ea sit, eligant, qui ad habenda comitia magis opportunus videbitur. Hinc nulla interiecta mora, idem Cardinalis Decanus, vel, ipso impedito, alius Cardinalis, ut supra, ceteris Cardinalibus vacationem Sedis Apostolicae significet, eosque ad novi Pontificis electionem advocet, ac de loco certiores faciat in quo illam peragi deliberatum fuit. Omnibus autem Cardinalibus in virtute sanctae obedientiae praecipimus et mandamus, ut, nisi legitimo impedimento detenti fuerint, indictionis litteris obtemperare, atque ad locum eisdem designatum pro perficienda Pontificis electione statim se conferre debeant. Ceterum in quemcumque locum Cardinales, ut supra, convenerint, omnino legitima, canonica atque valida erit habenda novi Pontificis electio, dummodo ea impleta fuerint quae ad validam electionem efficiendam requiruntur, iis exceptis quibus Nos expresse derogavimus. Quae quidem omnia, proportionem servata, etiam ad casum accommodari transferrique debebunt quo, quamvis Nos hic Romae

accidat diem supremum obire, Sacro tamen Cardinalium Collegio, invalescente seditionum publicaeque perturbationis tumultu, hostium oppressione et insectationibus hac illac per orbem violenter disperso, comitia pro novi Pontificis electione Romae haberi nequeant.

Quoniam vero Christus Beatum Petrum dispensatione mirabili in dominam gentium Romam direxit, qui ibi, sicut doctrinae virtute sublimis emicuit, ita sanguinis gloriosa effusione decoratus conquiescit (1) praecipimus et mandamus ut Cardinales in primo quem habituri fuerint generali conventu pro novi Pontificis electione iureiurando spondeant sese omne studium et omnem diligentiam collaturos ut Pontificia Sedes Romam restituatur, vix dum obices et impedimenta amota fuerint, quae illam alio transferre coegerint.

Etsi autem in bonam spem erigamur fore, ut Successor Noster melioribus fruatur temporibus et in suprema hac Petri Cathedra diu sedeat, tamen ut contrario etiam provideamus eventui, motu item proprio ac de Apostolicae potestatis plenitudine omnia quae in hisce litteris sancita et constituta sunt pro comitiis prima post mortem Nostram vice futuris, extendimus, ac pari modo decernimus pro altera electione post Successoris Nostri obitum perficienda, si nimirum, nulla de his nova lege edita, Successor Noster decesserit.

Si quae vero dubia exoriantur circa sensum praescriptionum, quae hac Nostra Constitutione continentur, vel etiam utrum, aut qua ratione ad usum et praxim eadem deduci debeat, sive super quocumque alio Nostrae huius Constitutionis capite, edicimus et decernimus unice penes Sacrum Cardinalium Collegium potestatem esse super his ferre sententiam; quam in remp ipsis Cardinalibus plenam tribuimus facultatem, qua hanc Nostram Constitutionem interpretari ac dubia declarare valeant. Qua quidem in re, quemadmodum in reliquis, de quibus ad Nostrae huius Constitutionis tramites, excepto ipso electionis actu, deliberare contingat, satis omnino erit, si maior congregatorum Cardinalium pars, ut supra declaratum est, in eandem sententiam consentiat. Mandamus autem ut hae Apostolicae Litterae voluntatis Nostrae testes quamprimum post mortem Nostram, et, si per adiuncta liceat, ipso etiam obitus Nostri die, in prima generali praesentium Cardinalium Congregatione e vestigio et extra ordinem indicenda, per integrum recitentur. Id autem impedimento minime erit quominus antea, si per tempus licuerit, nec aliae intercedant difficultates, earumdem lectio peragatur in Congregatione Capitum Ordinum, quum haec locum habeat.

Nos interim Deo et Patri per Unigenitum Filium eius Iesum Christum redemptorem hominum animam Nostram commendantes, ut ex huius vitae aerumnis erectam in caelestem patriam suscipiat, Venerabiles Fratres Nostros Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, quibus, Nobis corpore solutis erit vita superstes, per viscera misericordiae Iesu

(1) S. Gelasius I, Ep. 14.

Christi obsecramus et obtestamur, ut mutua animorum concordia et voluntatum conspiratione in hoc omnia sua studia, omnia consilia conferant, ne Petri Navis tot tantisque iactata fluctibus gubernatore diu careat. Cogitent animoque perpendant, vacante Apostolica Sede, tunc maxime nutare Ecclesiae statum; nam si gregi pastoris cura defuerit, facile laqueos insidiatoris occurrat (1). Cogitent Ecclesiae hostibus vix quidpiam optabilius et opportunius accidere posse, quam Romani Pontificis electionem in longius distrahi, aut etiam perturbari. Nam si Papa Urbis vocatur in dubium Episcopatus iam videbitur, non Episcopus vacillare (2). Iterum vero obsecramus et obtestamur Fratres Nostros Cardinales, ut nulla propensione animi vel aversione commoti, nullius inclinati gratia aut obsequio, non intercessionem in saeculo potentium moti, sed unice Dei gloriam et Ecclesiae bonum prae oculis habentes in eum sua vota conferant quem animi praestantia et religionis zelo eminere prospexerint, quique mysticae Navis fortiter sapienterque clavum regere et ingruentium hostium impetus frangere sit potens; alioqui sciant districtissimo Dei iudicio poenas laturus, si sua culpa et negligentia in tanto rerum discrimine et celeri et optima novi Pontificis electione afflicto Ecclesiae statui consulere neglexerint. Electum vero haeredem et Successorem Nostrum, cui toto cordis affectu precamur a Domino, ut locum nostrum feliciter occupet, rogamus ne muneris arduitate deterritus ab eodem subeundo se retrahat, at potius divinae voluntatis consilio humiliter se subiiciat, nam Deus qui imponit onus, manum etiam Ipse supponet, ne ei ferendo sit impar; is enim qui oneris est auctor, Ipse est administrationis adiutor; et ne sub magnitudine gratiae succumbat infirmus, dabit virtutem qui contulit dignitatem (3).

Haec igitur periculis nostrorum temporum totaque rei causa, graviter considerata, ac etiam Decessorum Nostrorum Pii VI, Pii VII, Gregorii XVI et Pii IX exemplis permoti statuimus, praescribimus, indulgemus, decernentes praesentes Litteras et in eis contenta quaecumque, etiam ex eo quod quilibet in praemissis ius vel interesse habentes, seu habere praetendentes quomodolibet illis non consenserint, nec ad ea vocati sive auditi fuerint, aut ex quibuslibet aliis causis, impugnari minime posse, sed easdem semper ac perpetuo firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere ac iis, ad quos spectat et pro tempore spectabit suffragari et ab eis respective et inviolabiliter observari debere, ac irritum et inane, si secus super his a quocumque quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari. Non obstantibus, quatenus opus sit, de iure quaesito non tollendo aliisque Nostris et Cancellariae Apostolicae regulis, itemque tam per Alexandrum III, Gregorium X, Clementem V, Pium IV, Gregorium XV, Clementem XII, aliosque Romanos Pontifices Praede-

(1) S. Gregorius M., Lib. I, Ep. 80.

(2) S. Avitus Viennensis, Ep. 31 ad Symmachum.

(3) S. Leo Magnus, Serm. 2, de Natali eiusdem. N. 1.

cessores Nostros, quam etiam per Nos de Romani Pontificis electione editis Constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, quarum tenores praesentibus, tamquam plene et sufficienter ac de verbo ad verbum insertos habentes, iisdem omnibus et singulis ad praemissorum dumtaxat effectum illis quoad reliqua in iis contenta in suo valore permanentis, latissime et plenissime derogamus, ceterisque etiam individua ac specialissima mentione et derogatione dignis contrariis quibuscumque. Volumus insuper ut praesentium Litterarum transumptis seu exemplis etiam impressis, manu alicuius Notarii Apostolici subscriptis et sigillo munitis personae in ecclesiastica dignitate constitutae eadem prorsus fides habeatur quae ipsis praesentibus adhiberetur si forent exhibitae vel ostensae. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam Nostrae permissionis, dispensationis, facultatis, ordinationis, decreti, mandati, voluntati, derogationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Petri et Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romae apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicae MDCCCLXXXII die XXIV Maii Pontificatus Nostri Anno quinto.

LEO PP. XIII.

IV

Regolamento da osservarii dal sacro collegio dei cardinali in occasione della vacanza della sede apostolica durante la conditione eccezionale in cui essa si trova.

1º. — L'attitudine del Sacro Collegio durante la vacanza della Santa Sede dovrà essere la medesima, che da esso fu tenuta dal giorno dell'occupazione di Roma. Quindi *a*) i Cardinali nè individualmente, nè collettivamente si porranno in relazione con qualsiasi autorità governativa, *b*) vestiranno e usciranno privatamente come finora, *c*) non faranno funzioni in pubblico.

2º. — Monsignor Maggiordomo Prefetto dei Sacri Palazzi avviserà a tempo il Cardinale Camerlengo di recarsi al Vaticano.

3º. — Il Cardinale Camerlengo, appena avrà ricevuto tale avviso, si porterà all' Apostolico Palazzo, onde farvi atto di sovranità col pigliarne possesso, non più lasciarlo e compiervi le incombenze del suo officio.

4º. — Essendo il Cardinale Camerlengo l'unica autorità legale per riconoscere il decesso del Pontefice, egli ne stenderà l'atto regolare.

5º. — L'apposizione dei sigilli sull' appartamento del Pontefice sarà esclusivamente fatta dal Cardinale Camerlengo, tanto nell' interesse

della Santa Sede, quanto in quello di qualunque privato. Una qualsiasi violazione di questa prescrizione dovrà considerarsi come un atto di violenza contro la libertà del Sacro Collegio e la sovranità della Santa Romana Chiesa.

6°. — Lo stesso Camerlengo darà la partecipazione della morte del Pontefice unicamente al Cardinale Vicario allo scopo di far conoscere al Popolo di Roma l'accaduta disgrazia col mezzo di una Notificazione, nella quale il Cardinal Vicario dovrà annunziare che ne ha avuto comunicazione dalla competente autorità, cioè del Cardinal Camerlengo. Nella medesima il Cardinal Vicario dirà che i funerali si faranno nella Basilica Vaticana dal Capitolo di S. Pietro.

7°. — Parimenti a suo tempo Monsignor Maggiordomo Prefetto dei Sacri Palazzi avviserà il Cardinale Decano perchè inviti i suoi Colleghi a recarsi al Vaticano.

8°. — Il Cardinal Decano in tale invito, il quale dovrà esser datato dall'Apostolico Palazzo, avvertirà il Sacro Collegio di accedervi conforme alle prescrizioni dell' articolo primo del presente Regolamento.

9°. — Avvenuta la vacanza della Santa Sede, si chiuderanno subito le porte dell' Apostolico Palazzo. Nessuno potrà entrarvi senza un permesso del Cardinal Camerlengo. Dopo però i Novendiali l'accesso esterno ai Musei ed alla Biblioteca sarà riaperto onde il pubblico li possa visitare come finora, meno il caso, in cui gli avversari della Santa Sede volessero servirsi di questa concessione comme di pretesto per penetrare nelle altre parti del Vaticano.

10°. — Se si presentasse alle porte del Vaticano persona armata o accompagnata da persone armate allo scopo d'invaderlo, non si apriranno le porte, ma si lasceranno piuttosto atterrare dall' invasore.

11°. — Se qualche inviato sia del Governo, sia del Municipio si si presentasse al Vaticano, la guardia di servizio domanderà di conoscere la qualifica e le intenzioni del medesimo, ed ottenutasi la domanda riposta, sarà portata al Cardinale Camerlengo, il quale si regolerà secondo le circostanze.

12°. — Se qualcuna delle autorità politiche o civili desiderasse parlare col Cardinale Decano o col Cardinale Camerlengo, il Cardinale aderirà alla richiesta, ricevendo la persona in luogo da destinarsi prima a tale scopo, quale luogo dovrà essere distinto dalle abitazioni destinate ai Cardinali e non mai in quelle parti dell' Apostolico Palazzo, dove riceverà tutti gli altri che hanno il diritto di venire ammessi alla sua presenza, essendone per qualsiasi titolo degni.

L'accesso all' anzidetto luogo dovrà essere dalla parte esterna dei Musei.

Il Camerlengo però o chiunque altro non riceverà colui che avesse dichiarato di voler venire per far atti di sovranità, impossessarsi di qualunque parte del Vaticano o violare in qualsiasi modo i diritti della Santa Sede.

13°. — Verificandosi che il Governo attuale offrisse i suoi servizi ed il suo appoggio al Sacro Collegio, tale offerta può venir fatta in due modi in iscritto o verbalmente, presentandosi un qualsivoglia Rappresentante del Governo medesimo sia al Cardinal Decano, sia al Cardinal Camerlengo.

Nel primo caso il Cardinale si asterrà dal rispondere alla mentovata comunicazione ed invece dirigerà al Corpo diplomatico, accreditato presso la Santa Sede, una Nota, con la quale il medesimo verrà pregato di far conoscere al Governo che attualmente occupa Roma : *a)* che il Sacro Collegio, memore dei suoi giuramenti, non può nulla cambiare alla situazione lasciategli dal Pontefice, che deve trasmettere intatta al Successore di Lui ; *b)* che conseguentemente non può il Sacro Collegio entrare in relazione con un Governo, col quale il Pontefice non aveva alcun rapporto ; *c)* che d'altronde per l'interno dell' Apostolico Palazzo non ha bisogno di alcun aiuto e quanto alla tranquillità esterna, non governando la città, non può esserne responsabile.

Nel secondo caso poi, ove un Rappresentante del Governo chiedesse di parlare al Cardinale Camerlengo o al Cardinale Decano, il medesimo lo riceverà come si è detto all' articolo 11, e ne profitterà per emettere le stesse dichiarazioni e proteste di qui sopra accennate per il caso ove si dovesse dirigere una Nota al Corpo Diplomatico.

In qualunque caso poi nessun altro Membro del S. Collegio potrà ricevere tali visite o comunicazioni per parte degli attuali Governanti, ma le rimanderà ai Cardinali Capi d'Ordine o al Cardinale Camerlengo, allo scopo di conservare in quei difficili momenti l'unità di autorità, di azione e di direzione.

14°. — Nel caso di violenze esterne, dirette a provocare disordini ed avere motivo di entrare nel Vaticano, il S. Collegio prenderà le misure necessarie e ne darà avviso al Corpo Diplomatico, onde l'ordine sia ristabilito e la libertà venga ridonata ai Cardinali.

15°. — Nel caso di tentativi per impadronirsi della Biblioteca, dei Musei, degli Archivi o di qualunque altra parte del Vaticano, si chiuderanno le porte, si lascerà atterrarle e fattasi la dovuta protesta dal Cardinale Camerlengo, ne sarà data partecipazione con Nota ufficiale al Corpo Diplomatico.

16°. — Si protesterà ugualmente nel caso, in cui si tentasse di disarmare le guardie di Palazzo e di sostituirvi le forze italiane.

17°. — Tutte le Congregazioni, tanto quelle dei Capi d'Ordine quanto quelle generali dell' intero S. Collegio, si dovranno tenere nel Palazzo Vaticano.

18°. — Adunatisi i Cardinali per tenere la prima Congregazione generale, piglieranno i necessari provvedimenti per la elebrazione del Conclave.

19°. — Il S. Collegio avuto riguardo alla località disponibile ed al minore possibile dispendio, delibererà sull' ammissione dei Conclavisti,

nonchè sul numero dei Maestri delle Cerimonie, inservienti ed altri che soleano ammettersi al Conclave.

20°. — Nell' occasione che si dovranno prestare dal S. Collegio i consueti giuramenti, il medesimo rinnoverà tutte le proteste fatte dal Pontefice a difesa dei diritti, delle leggi e dei beni della Santa Sede e della Chiesa, dandone comunicazione al Corpo Diplomatico.

21°. — Le partecipazioni, tanto ai Rappresentanti Pontifici, che ai Cardinali, i quali non si troveranno in Roma all' ora della disgrazia, dovranno farsi subito per via di telegramma, nel quale dopo aver partecipato l'annunzio dell' accaduto si dovranno aggiungere le seguenti parole : « il resto per lettera ». Dopo la prima Congregazione poi si ripeterà la stessa comunicazione col mezzo di lettere raccomandate per indicare ai medesimi il luogo ed il tempo, in cui si sarà stabilito di tenere il Conclave.

22°. — Nella prima adunanza dei Capi d'Ordine col Cardinale Camerlengo si spediranno tutte le partecipazioni ai Governi secondo l'uso, cioè sulla base che esse saranno dirette a tutti i Governi, anche a quelli coi quali la S. Sede non ha rapporti diplomatici, tanto nel caso che questi non siano esistiti mai, quanto in quello che siano stati interrotti, purchè si tratti di Governi che furono riconosciuti dal Sommo Pontefice defunto. In questo modo si eviterà la partecipazione a tutti i Sovrani che presentemente non sono riconosciuti dalla Santa Sede.

23°. — Non dovendo il S. Collegio, conforme all' articolo 1° del presente Regolamento, nulla innovare, durante la vacanza dell' Apostolica Sede, circa la situazione lasciategli dal Pontefice, non potrà accettare Rappresentanti di quelle Potenze che hanno rotto le loro relazioni diplomatiche colla S. Sede, se anche ne fosse richiesto da qualcuna delle medesime.

24°. — La salma del Pontefice, quanto prima sarà possibile, dovrà essere vestita pontificalmente e portata privatamente per la scala interna a S. Pietro nella Cappella del SS. Sacramento, ove data l'assoluzione sarà esposta sotto la custodia di quattro Guardie Nobili ed a Cancelli chiusi.

25°. — Il Sacro Collegio, per tutto ciò che non sarà diversamente prescritto da pontificie speciali disposizioni rapporto al luogo ed al modo della tumulazione, si regolerà conforme alle relative norme ed usi che si sono praticati sempre, per quanto le attuali circostanze lo permetteranno, e la tumulazione avrà luogo coll'intervento dei Cardinali a porte chiuse.

26°. — Oltre le esequie che si celebreranno pubblicamente in S. Pietro, i Cardinali le faranno privatamente alla Cappella Sistina coll' assistenza della Prelatura e degli aventi diritto alle Cappelle Pontificie o Cardinalizie.

27°. — Gli atti che hanno luogo nella evenienza della vacanza della S. Sede, saranno redatti da un Chierico di Camera, il quale rivestirà

pure la qualifica di Protonotario Apostolico, nonchè dal Notaro della Camera Apostolica.

28°. — Il Cardinale Camerlengo avrà cura di provvedere a quei cambiamenti resi dalle circostanze necessari, che si riferiscono alla custodia di alcuni rami di amministrazione, soliti già ad affidarsi ai singoli Prelati di Camera.

29°. — Egli avrà egualmente cura, in visita delle circostanze, a che sia provveduto al vitto dei Cardinali nel Palazzo stesso del Vaticano.

Il medesimo Cardinale invigilerà parimenti affinchè in questa circostanza, come in tutte le altre, relative alle comunicazioni colle persone estranee al Conclave non vengano infrante le più rigorose prescrizioni sulle proibite comunicazioni del Conclave con chicchessia.

30°. — Qualora poi nella prima Congregazione generale il Sacro Collegio risolvesse di tenere il Conclave fuori d'Italia, si dovrà darne subito avviso ai Cardinali che non si troveranno in Curia.

31°. — Si dovrà nel medesimo avviso indicare il luogo del convegno e fissare il giorno in cui dovranno trovarsi nell' indicato luogo.

32°. — Nel medesimo caso i Cardinali Capi d'Ordine dovranno partecipare tale risoluzione al Corpo Diplomatico, invitandolo a seguire il Sacro Collegio nel luogo, ove il medesimo avrà stabilito di recarsi, ed ove giunto adotterà quelle misure e providenze che crederà più utili ed opportune.

Instructio a sacro cardinalium collegio observanda vacante sede apostolica donec extraordinaria conditio perduret in qua nunc ipsa versatur.

(Versio latina).

1. Vacante Apostolica Sede, Sacrum Cardinalium Collegium eodem modo se gerat quo se exhibuit eo ipso die quum Roma occupata est. Quapropter *a)* Cardinales sive singillatim, sive collective ab omni communicatione cum quavis civili auctoritate abstineant : *b)* privato more se vestiant et incedant, veluti huc usque ab iis servatum est : *c)* sacra munera, quae eorum dignitatis sunt, haud publice obeant.

2. Sacri Palatii Apostolici Praefectus Cardinalem S. R. E. Camerarium opportune moneat ut ipse se ad Vaticanas aedes conferat.

3. Cardinalis Camerarius, statim ac ab eodem Sacri Palatii Apostolici Praefecto nuncium de Pontificis obitu acceperit, eo pergit ut summi imperii actu ipsius Palatii possessionem capiat, illudque nunquam derelinquat, ibique omnes officii sui partes expleat.

4. Cum Cardinalis Camerarius unica auctoritas sit quae legitime

obitum Pontificis cognoscere possit, de obitu ipso authenticam attestationem exarabit.

5. Sigilla aedibus privati defuncti Pontificis unice a Cardinali Camerario apponentur, idque ad servanda iura tum Sanctae Sedis, quum cuiuslibet privati hominis. Quaevis huius praecepti violatio haberi debet tamquam vis contra S. Collegii libertatem et summam Sanctae Romanae Ecclesiae potestatem illata.

6. Idem Cardinalis Camerarius mortem Pontificis Cardinali Vicario significabit, ut hic de re Populum Romanum edoceat publico edicto, quo ipsemet Cardinalis Vicarius enunciabit rem sibi a legitima auctoritate fuisse communicatam, scilicet a Cardinali S. R. E. Camerario, et iusta funebria in Basilica Vaticana esse persolvenda a Capitulo S. Petri.

7. Pariter opportune Sacri Palatii Apostolici Praefectus moneat Sacri Collegii Cardinalem Decanum, qui collegas ad Vaticanas aedes advocet.

8. Cardinalis Decanus in hoc advocacionis nuncio, quod ex Aedibus Vaticanis expresse dabitur, Sacro Collegio significabit ut accedant iuxta praescripta articuli primi harum regularum.

9. Statim ac Sancta Sedes vacaverit, illico Apostolici Palatii portae claudantur. Nemo ingredi poterit nisi ex venia Cardinalis Camerarii. Verum novendialibus peractis, exterior accessus ad Musaea et Bibliothecam iterum pateat, ut omnes ea loca visitare possint, veluti huc usque factum est : claudatur tamen si S. Sedis hostes hac concessione uti velint tamquam praetextu quo sibi aperiant aditum in alias Aedium Vaticanarum partes.

10. Si quis ad Vaticanarum Aedium portas armatus ipse aut cum manu hominum armis instructorum accedat eo consilio ut S. Palatium invadat, portae non aperiantur, sed potius sinatur ut ab invasore evertantur.

11. Si contigerit ut aliquis a Gubernio aut a Municipio missus ad S. Palatium accedat, satellites, qui tunc in statione erit, petet ab eo quisnam sit et qua de causa venerit : responsio autem accepta ad Cardinalem Camerarium deferetur, qui pro temporis adiunctis rem aget.

12. Si aliqua auctoritas vel politica vel civilis expetiverit loqui cum Cardinali Decano aut Cardinali Camerario, is petenti satisfaciet. Verum in loco iam antea ad rem expresse constituto personam illam excipiet : locus tamen distinctus erit a ceteris Cardinalium habitationibus, neque ulla Apostolici Palatii in parte situs, ubi excipere solet ceteros omnes, quibus quolibet titulo ius competit ut ad eius praesentiam admittantur. Ad praedictum locum exteriori Musaeorum viâ accedetur. At Camerarius aut quivis alius eum excipere recusabit, qui forte declarasset se eo consilio velle in Apostolicum Palatium ingredi ut summae potestatis et imperii actus ederet, aut Vaticanarum aedium quavis parte potiretur aut quolibet modo Sanctae Sedis iura violaret.

13. Si forte contingat ut italicum Gubernium opem et auxilium suum Sacro Collegio offerat, distinguendum est an haec auxilii oblatio scriptis vel potius ore fiat, scilicet accessione cuiusdam legati ab eodem

Gubernio missi, ad Cardinalem Decanum aut ad Cardinalem Camera-
rium.

Il priori casu, Cardinalis Decanus nihil respondebit praedictae com-
municationi, sed diplomaticum Coetum Legatorum, qui apud Aposto-
licam Sedem sunt, litteris opportune dadis exorabit ut Gubernio Romam
nunc occupanti nunciet a) Sacrum Collegium, iuramentorum, quibus
adstrictum est, memor nullam mutationem inducere posse illi rerum
conditioni, quam defunctus Pontifex reliquit atque ipsum S. Colle-
gium integram Successori eius transmittere debet. b) Itaque nullam
communione Sacrum Collegium cum Gubernio habere posse, quo-
cum defunctus Pontifex minime communicabat. c) Ceterum in iis,
quae spectant interiorem S. Palatii partem, nullum auxilium opus
esse : in iis vero, quae ad tranquillitatem exteriorem pertinent, quo-
niam S. Collegium Urbem non regit, nihil respondere posse.

In altero casu autem, si quis ab italico Gubernio missus peteret loqui
cum Cardinali Camerario aut cum Cardinali Decano, hic eodem modo
excipiet eum ac supra ostensum est ad articulum 12 atque oblata occa-
sione utetur ut easdem declarationes et protestationes edat, de quibus
supra in priori casu dictum est, ubi dirigendae essent protestationis litte-
rae ad Coetum Diplomaticum.

In quolibet casu vero nulli alterie S. Collegii Membris has visita-
tiones et communicationes licebit excipere nomine eorum qui nunc
gubernant, sed eas deferet ad Cardinales Ordinis capita aut ad Cardina-
lem Camerarium : idque eo consilio fiat ut in illis difficilibus rerum
adiunctis integra servetur unitas auctoritatis, actionis et directionis.

14. Si foris violentiae actus fiant ea mente ut perturbationes exci-
tentur atque hinc praetextus sumantur in S. Palatium penetrandi,
S. Collegium necessarias cautiones adhibebit, ac de re Diplomaticum
Coetum certiore faciet, ut tranquillitas componatur et Cardinalibus
restituitur libertas.

15. Si quis conetur Bibliotheca potiri, Musaeis, Archivis aut qualibet
alia S. Palatii parte, claudantur portae, sinatur ut evertantur ac, debita
protestatione a Cardinali Camerario emissa, solemnibus litteris de re
Diplomaticus Coetus certior fiat.

16. Debitae protestationes pariter edantur si quis conetur armis
exuere S. Palatii excubias, atque earum loco italicos milites ponere.

17. Omnes Congregationes tum particulares Capitum Ordinis, quum
generales totius S. Collegii, haberi debebunt in Palatio Vaticano.

18. Cardinales in coetum collecti ut primam Congregationem habeant,
opportune consulant Conclavi celebrando.

19. S. Collegium, attentis locis quae in promptu fuerint, expen-
sisque adhibitis quo minori mensura possibile erit, de Conclavistarum
admissione deliberabit, ac simul de numero Caeremoniarum magistro-
rum, famulorum aliorumque qui ad Conclave admitti solent.

20. Quum constituta iuramenta S. Collegium praestitutum erit,
tunc ipsum omnes protestationes iterabit a defuncto Pontifice pro iuri-

bus, legibus et bonis S. Sedis et Ecclesiae tuendis editas, quin tamen omittat de re Diplomaticum Coetum certiore facere.

21. Pontificis mors tum Pontificiis Legatis, quum Cardinalibus, qui Romae non adfuerint quando ipse Pontifex obiit, subito nunciabitur, telegrammate, quo, post significatam mortem, adicientur haec verba : *reliqua per epistolas*. Prima Congregatione habita, idem nuncium iterum dabitur per commendatas litteras, sigillisque munitas, ut iisdem locus et tempus significantur, quibus Conclave habebitur.

22. In prima congregatione, quam Ordinis capita cum Cardinali Camerario habebunt. omnes communicationes ex more ad Gubernia mittentur, idest mittentur ad omnia Gubernia, etiam ad ea quibuscum S. Sedis diplomaticas communicationes forte non habeat, etsi hae communicationes vel numquam intercesserint vel interruptae fuerint, dummodo haec Gubernia recognita iam sint a Summo Pontifice defuncto. Hac via et ratione impiedietur quominus nuncium ab Apostolica Sede iis omnibus Principibus detur, quos ipsa nunc haud rite cognoscit.

23. Cum nihil a S. Collegio (veluti supra ad articulum *primum* harum Instructionum constitutum fuit) vacante Apostolica Sede innovandum si in ea rerum conditione, quam Pontifex moriens reliquit, nullo modo eorum Statuum legatos ei excipere fas erit, qui diplomaticas relationes cum Apostolica Sede disruperint etsi hi Status excipi ultro petant.

24. Defuncti Pontificis corpus pontificalibus vestibus, quo citius fieri potest, induatur, ac privatim scala interiori ad S. Petri Basilicam deferatur in SSmi Sacramenti sacellum. Ibi, absolutione data, exponetur, quatuor e Pontificia Militum Nobilium cohorte cadaver custodientibus, cancelloque clauso.

25. S. Collegium, nisi aliter pontificiis singularibus placitis circa sepulcri locum et sepeliendi morem fuerit constitutum, rem aget iuxta opportunas normas et consuetudines, quae semper in vigore fuerunt, quantum temporum permittant. Tumulatio praesentibus Cardinalibus fiet, clausis ianuis.

26. Praeter exsequias, quae publice in Basilica S. Petri peragentur, alias privatim Cardinales persolvent in Syxtino Sacello, Praelatorum conventu eorumque qui iure ad Sacella Pontificia et Cardinalicia invitandi sunt.

27. Acta, vacante Apostolica Sede, exaranda unus Clericis Camerae (qui tunc etiam Protonotarii Apostolici munere fungetur) et Notarius Camerae Apostolicae simul scriptis consignent.

28. Cardinalis Camerarii erit eas omnes innovationes inducere, quae pro re nata necessariae fuerint, ut congruenter apteque nonnullas administrationis partes custodire ac tueri possit, quae iam singulis Camerae Praelatis concedi solent.

29. Pariter Cardinali Camerario curae erit ut victus Cardinalibus provideatur et ministretur in ipsis Vaticanis aedibus.

Idem Cardinalis invigilabit ne in hac et omni alia occasione, quae

communicationes cum personis ad Conclave non pertinentibus spectet, ullo unquam modo sanctiones rigidissimae frangantur quae constitutae fuerunt ne quis a Conclavi cum externis communicet.

30. Quod si in prima Congregatione Generali S. Collegium constituerit Conclave extra Italiam celebrare, id Cardinalibus, qui in Curia non adsint, subit nuncietur.

31. In eodem nuncio certus locus, et tempus, quo simul conveniant, significetur.

31. Pariter Cardinales Ordinis Capita rem Diplomatico Coetui nuncient, eumque invitent ut sequatur S. Collegium in locum pergens, quem ipsum S. Collegium elegerit : quo cum pervenerit, eas rationes et consilia in agendo adhibebit, quas magis idoneas utilioresque reputaverit.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Réception des lettres de créance de M. le Baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris.

(15 avril 1910.)

Le Président de la République a reçu aujourd'hui, à quatre heures, en audience publique, M. le baron Guillaume, qui lui a remis les lettres l'accréditant en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges.

M. le baron Guillaume a été conduit au palais de l'Elysée avec le cérémonial accoutumé.

Réception des lettres de créance de S. Excellence M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris.

(26 avril 1910.)

Le Président de la République a reçu aujourd'hui, en audience officielle, S. E. M. Tittoni, qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. le Roi d'Italie l'accrédite en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire.

L'ambassadeur a prononcé l'allocution suivante, en remettant ses lettres de créance :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Dans cette salle retentissent encore les paroles que mon prédécesseur vous adressait il y a seulement quelques jours, paroles d'amitié sincère pour la France. Les sentiments qu'il exprimait ont été les miens pendant les années dans lesquelles j'ai eu l'honneur de diriger la politique extérieure de mon pays. Ils accompagnent le marquis de San Giuiano au ministère des affaires étrangères ; ils me suivent à l'ambassade de Paris.

« Ils trouvent, j'en suis sûr, en vous, dans le Gouvernement de la République et dans le peuple français une correspondance harmoni-

quement sympathique dont je me plais à considérer comme une manifestation l'accueil gracieux qui a été fait en France à ma nomination.

« En vous remettant les lettres par lesquelles S. M. le roi d'Italie, mon auguste souverain, m'accrédite auprès de vous en qualité de son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, je forme, Monsieur le Président, les meilleurs vœux pour votre bonheur et pour la prospérité de la France. »

Le Président a répondu :

« MONSIEUR L'AMBASSEUR,

« Les paroles que votre éminent prédécesseur prononçait ici en me remettant ses lettres de créance, quelques jours avant d'être appelé par la confiance de son souverain aux hautes fonctions que vous avez vous-même si longtemps et si brillamment occupées, ont éveillé parmi nous un écho que le temps ne saurait affaiblir. Vous leur donnez un prix nouveau en les faisant vôtres aujourd'hui et en vous associant aux nobles sentiments qui les ont dictées.

« Lorsqu'il vous a nommé à l'ambassade de Paris, S. M. le roi Victor-Emmanuel était d'avance assuré des sympathies que vous rencontreriez dans le pays et de la vive satisfaction qu'éprouveraient le Gouvernement de la République et son Président à vous accueillir. Quant à vous, Monsieur l'Ambassadeur, vous ne pouvez douter du concours que nous ne cesserons de vous donner en toutes circonstances pour travailler avec vous au maintien des relations de sincère amitié qui unissent nos deux nations et vous faciliter ainsi l'accomplissement de votre mission.

« Je vous remercie des vœux que vous venez de formuler pour la France et pour le Président de la République ; je tiens à vous exprimer, à mon tour, ceux que je forme pour la grandeur et la prospérité de l'Italie.

« Monsieur l'Ambassadeur, je vous souhaite la bienvenue. »

L'ambassadeur a présenté alors les personnes de l'ambassade qui l'accompagnaient et s'est ensuite entretenu avec le Président de la République et le ministre des affaires étrangères.

A la sortie du palais, les honneurs militaires ont été rendus de nouveau à l'ambassadeur qui a été reconduit à son hôtel avec le même cérémonial qu'à l'arrivée.

Importations et Exportations en 1909.

L'Imprimerie nationale (rue Vieille-du-Temple, n° 87) vient de mettre sous presse le volume des documents statistiques publiés par l'administration des douanes sur le commerce de la France pendant l'année 1909.

Les renseignements suivants sont extraits de ce volume :

1° Valeurs des marchandises importées et exportées du 1^{er} janvier au 31 décembre 1909 (commerce spécial).

DÉSIGNATION	ANNÉE 1909	ANNÉE 1908	AUGMENTATION en 1909	DIMINUTION en 1909
IMPORTATIONS				
Objets d'alimentation.	928.004.000	934.717.000	francs.	francs.
Matières nécessaires à l'industrie	3.888.501.000	3.589.929.000	»	6.713.000
Objets fabriqués	1.156.113.000	1.115.867.000	298.572.000	»
Totaux.	5.972.618.000	5.640.513.000	40.246.000	»
Augmentation en 1909.			338.818.000	6.713.000
			332.105.000	
EXPORTATIONS				
Objets d'alimentation.	811.703.000	746.772.000	64.931.000	»
Matières nécessaires à l'industrie	1.562.412.000	1.341.441.000	220.971.000	»
Objets fabriqués.	2.684.722.000	2.519.206.000	165.516.000	»
Colis postaux.	(1) 452.638.000	443.312.000	9.489.000	»
Totaux.	5.511.801.000	5.050.731.000	460.907.000	»
Augmentation en 1909.			460.907.000	

(1) Dont 29,531,000 francs pour les colis postaux contenant des tissus de soie ou de bourre de soie. Le chiffre correspondant de 1908 a été de 38,640,000 francs.

2° *Importations de céréales en grains du 1^{er} janvier au 31 décembre des années 1909 et 1908*
(quantités exprimées en quintaux métriques).

DÉSIGNATION	COMMERCE SPÉCIAL		STOCK DANS LES ENTREPÔTS à la fin du mois de décembre	
	Année 1909	Année 1908	1909	1908
Froment { Algérie, Tunisie et zone franche. Autres provenances	1.389.901 38.535	689.621 59.464		
Totaux.	1.428.436	749.085	(a) 491.983	(a) 626.274
Avoine . { Algérie et Tunisie. Autres provenances	965.845 1.696.109	917.047 223.291		
Totaux.	2.661.954	1.140.338	18.654	39.949
Orge . . { Algérie et Tunisie. Autres provenances	1.002.009 105.903	803.525 15.629		
Totaux.	1.107.912	819.154	28.616	5.867
Seigle.	241	168	»	64
Maïs.	2.845.435	2.443.526	101.691	31.604

(a) Indépendamment de ces stocks dans les entrepôts, il existait sur le marché les quantités ci-après provenant d'admissions temporaires restant à apurer :

Au 31 décembre 1909	416.513 quintaux métriques.
Au 31 décembre 1908	539.194 quintaux métriques.

ALLEMAGNE

Le Prince Eitel-Frédéric. — Inauguration de l'hospice du Mont des Oliviers et de l'église catholique de Notre-Dame-de-Sion.*(9 avril 1910.)*

Le dimanche 9 avril 1910, a été célébrée, en présence du prince Eitel-Frédéric, de la princesse, des évêques de Cuhn et d'Ermland et autres pèlerins de marque, l'inauguration de l'église catholique de Sion, pour laquelle étaient venus d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse plus de mille pèlerins. Le prince Eitel-Frédéric et la princesse sont arrivés vers onze heures avec les princes Georges et Conrad de Bavière. Le clergé venait en tête et après lui les personnages princiers avec leur suite sont entrés dans l'église au son des cloches et au son des orgues.

Le service divin a ensuite commencé, et l'abbé de Beuren a prononcé une allocution. La messe a été dite avec l'assistance du patriarche.

Le prince et la princesse Eitel-Frédéric ont reçu ensuite dans le salon de réception du couvent les chevaliers de l'ordre de Malte. Le prince a fait présent au couvent d'un portrait de l'empereur que celui-ci lui avait spécialement destiné.

L'église catholique de Notre-Dame de Sion, inaugurée hier, a été construite en style roman, d'après les plans de l'architecte Renard, de Cologne, alors que l'empereur Guillaume fit don à ses sujets catholiques de l'emplacement où s'élève le nouvel édifice. L'entretien de celui-ci, ainsi que le règlement des offices divins seront assurés par des pères bénédictins. Deux énormes statues en pierre blanche de l'empereur et de l'impératrice, en costume du moyen âge, et dues au sculpteur Albert Wolff, de Berlin, ornent la façade principale du monastère.

Au cours du banquet offert au monastère du mont des Oliviers, le prince Eitel-Frédéric a porté un toast au noble souverain du pays dont il est l'hôte et qui l'a honoré de son amitié.

Il a porté ensuite un toast à l'empereur, protecteur du nouveau monastère, et qui patronne toutes les associations allemandes en Terre-Sainte.

Le président Voigts a fait allusion aux riches et inoubliables conséquences du séjour de l'empereur Guillaume II en 1898 ; il a remercié les curateurs et a mentionné tout particulièrement l'appui donné aux travaux par l'impératrice Augusta-Victoria.

Le prince de Salm a remercié, au nom de l'association de la Terre-Sainte, le prince et la princesse pour leur participation à la fête de la Dormition ; il a insisté sur le caractère pacifique des efforts allemands en Terre-Sainte.

« L'empereur, dit-il, a assuré aux deux confessions la possession indiscutable des lieux saints et a rendu son nom célèbre jusque dans les plus lointaines tentes de Bédouins ».

Le grand-maître de la cour, le baron Mirbach, a fait ressortir l'importance du mont des Oliviers, tant au point de vue religieux qu'au point de vue historique.

Il a rappelé les relations de Charlemagne et de Grégoire le Grand avec la Palestine et a fait brièvement l'historique de la formation et du développement de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Il a en outre déclaré que les fêtes de ces derniers jours montraient aussi, par la participation du prince et de la princesse Eitel-Frédéric, l'accord avec lequel les deux confessions poursuivent le même but élevé.

LA PROTECTION DES CHRÉTIENS D'ORIENT.

Une note communiquée de Constantinople aux journaux allemands, et qui paraît avoir pour inspirateur l'ambassadeur d'Allemagne auprès de la Porte, qui a accompagné le prince Eitel-Frédéric de Prusse dans son voyage en Palestine, revient sur la question du protectorat des chrétiens. Elle affirme que le gouvernement allemand ne fait en Orient qu'accomplir les devoirs que lui impose la Constitution de l'Empire en ce qui concerne la protection à accorder aux sujets allemands à l'étranger. Et, ajoute la note, si l'Allemagne depuis longtemps déjà, comme d'autres Etats, a décidé de faire assurer cette protection par ses représentants consulaires, c'est que la protection française s'est montrée en nombre de cas tout à fait insuffisante.

L'Allemagne ne poursuit pas le dessein de s'assurer en Orient le protectorat des chrétiens pour la raison que des démêlés diplomatiques peuvent s'ensuivre. « Notre politique s'en tient strictement au principe de nationalité, qui est appliqué du reste aussi par la France, et ce principe impose aux représentants français en Orient le devoir de se garder d'intervenir dès que nos consuls ont pris eux-mêmes en main la protection des sujets allemands. La même obligation s'impose naturellement lorsqu'il s'agit de nationaux dont les gouvernements ont conféré la protection à l'Allemagne. En dehors de ces cas, conclut la note, il nous importe peu qu'on accorde à la France le protectorat théorique des chrétiens en Orient. »

De son côté, la presse anglaise fait ressortir l'importance du récent voyage du prince Eitel-Frédéric à Jérusalem et des fondations entretenues par l'Allemagne, autour des lieux saints. Sous le couvert de ces fondations pieuses, tant catholiques que protestantes, c'est l'influence germanique qui tend à se substituer peu à peu en Palestine aux influences séculaires jusqu'ici prépondérantes. Le *Daily Graphic* expose très clairement cette situation nouvelle dans les termes suivants :

L'œuvre de l'Allemagne en Palestine est essentiellement pacifique, a-t-on proclamé l'autre jour à Jérusalem. Nous acceptons volontiers

cette déclaration. Mais l'influence d'un pays sur un autre est beaucoup plus facilement développée par les procédés insidieux de la pénétration pacifique que par l'emploi brutal du sabre. C'est précisément par ces procédés que l'Allemagne est en train de miner l'influence des autres puissances en Turquie d'Asie. Quand le chemin de fer de Bagdad viendra s'ajouter à l'activité fébrile des moines catholiques allemands et des missionnaires allemands luthériens, aux écoles allemandes, à l'œuvre des milliers de colons allemands, quand les habitants de Jérusalem verront les statues colossales de l'empereur et de l'impératrice d'Allemagne les regardant du haut de la façade du nouveau monastère allemand du mont des Oliviers, on comprendra facilement que les premiers venus en Terre-Sainte sont éclipsés et qu'ils possédaient un talent inférieur en matière de réclame.

L'abandon de la tradition établie par Palmerston, en Angleterre, et la fâcheuse querelle entre l'Eglise et l'Etat, en France, ont ouvert les portes de la Syrie aux Allemands.

Il n'est pas probable que le *statu quo* territorial dans ces régions se trouvera compromis dans l'avenir. La Turquie régénérée veillera. Mais l'expansion commerciale et économique de l'Allemagne se développera dans ces contrées aux dépens de l'expansion économique et commerciale de la France et de l'Angleterre.

« Le commerce, selon un adage en crédit, suit le drapeau. » La presse anglaise est d'avis qu'il suit aussi l'habit ou la robe du clergyman ou du prêtre missionnaire. L'histoire coloniale anglaise atteste partout le succès économique du missionnaire anglican. Le missionnaire allemand, très propagandiste, fera la même campagne pour la langue et pour les produits d'outre-Rhin. Et nous voyons que c'est l'Angleterre qui s'en alarme.

Le Chancelier d'Allemagne à Rome.

(Mars 1910.)

COMMUNIQUÉ OFFICIEL, PUBLIÉ PAR « L'AGENCE STEPHANI ».

La visite faite à Rome par le Chancelier de l'Empire allemand a fourni une nouvelle preuve des liens empreints de cordialité et de confiance réciproques qui unissent l'Allemagne et l'Italie.

Dans les conversations qui ont eu lieu à Rome à cette occasion, on a été heureux de constater que la politique basée sur la Triplice, politique qui, depuis si longtemps, constitue une garantie de la paix générale, a des racines plus solides et qu'elle est désormais à l'abri des changements de personnes qui pourraient se produire dans les deux pays.

Les Cabinets de Rome et de Berlin, d'accord avec celui de Vienne, tiennent d'une façon particulière au maintien de la paix en Orient. Ils accompagnent de leurs sympathies le développement du régime constitutionnel de l'empire ottoman et de la prospérité des Etats balkaniques, en s'associant aux efforts faits par toutes les puissances pour assurer aux peuples les bénéfices de la paix.

INTERVIEW PUBLIÉE PAR LA « ROUSKOÏÉ SLOVO ».

Le *Rouskoïé Slovo* a communiqué au *Berliner Tageblatt* une interview qu'a prise son correspondant à Rome à M. de Bethmann-Hollweg.

La presse russe commet systématiquement une grosse faute, a déclaré le chancelier de l'empire, en montant l'opinion publique russe contre l'Allemagne et en représentant celle-ci comme voulant nuire aux intérêts russes.

Le Cabinet de Berlin entretient d'une façon constante les meilleures relations avec la Russie officielle et suit une politique solidaire dans toutes les questions internationales importantes. La question des Balkans en fournit la preuve la plus claire.

L'Allemagne ne poursuit dans les Balkans que des intérêts économiques et ne vise qu'au maintien du *statu quo*.

Dans la question de l'annexion, le chancelier de l'empire a dit que l'Allemagne avait naturellement, comme alliée de l'Autriche, reconnu la légalité de l'annexion.

L'assertion d'après laquelle l'Allemagne aurait adressé par l'entremise de son ambassadeur à Saint-Petersbourg, le comte de Pourtalès, un ultimatum au gouvernement russe, n'est pas autre chose qu'une fantaisie de journaliste.

Notre ambassadeur a simplement déclaré que l'on ne désirait pas la convocation d'une Conférence internationale en vue d'un nouvel examen du traité de Berlin, car l'Allemagne proposait de considérer l'annexion comme un fait accompli.

Le mécontentement de l'opinion publique en Russie est compréhensible ; mais en 1878 Bismarck a dit le mot célèbre : « Je ne puis être plus russe que les russes. » Le chancelier de fer a travaillé de toutes ses forces au rapprochement russo-allemand. Nous avons aujourd'hui encore le même point de vue.

Parlant ensuite de son voyage à Rome, M. de Bethmann-Holweg a déclaré :

Je suis venu à Rome pour connaître personnellement mes collègues italiens et discuter avec eux les questions internationales les plus importantes, principalement la question d'Orient. Les entretiens que j'ai eues me donnent la conviction que la solidarité des conceptions à Rome, Berlin et Vienne, est un fait.

Le chancelier en conclut que la Triplice est inébranlable.

M. DE BETMANN-HOLLWEG AU VATICAN

L'entretien du chancelier avec le Pape et le secrétaire d'Etat Merry del Val, suivant des informations authentiques, a revêtu un caractère non seulement amical mais cordial ; l'entretien s'est étendu aux questions politiques relatives à l'Eglise. Cependant, nulle déclaration n'a été faite concernant la question polonaise ; aussi, nulle décision n'a été prise au sujet de la nomination de l'archevêque de Posen, mais les relations du chancelier avec la curie romaine sont absolument favorables.

LES RÉCEPTIONS

Le ministre de Prusse auprès du Saint-Siège a offert un dîner en l'honneur de M. de Bethmann-Hollweg. Au nombre des convives on remarquait les cardinaux Merry del Val et Vincent Vannutelli, de hauts dignitaires du Vatican et des prélats allemands.

L'ambassadeur allemand auprès du Quirinal, M. de Jagow, a donné le même soir une réception en l'honneur du chancelier d'Allemagne ; MM. Sonnino, Luzzati, le comte Guicciardini, les autres ministres et sous-secrétaires d'Etat, des sénateurs et des députés, parmi lesquels MM. Giolitti, Tittoni, puis le corps diplomatique et des notabilités y assistaient.

ENTREVUE DU MARQUIS DE SAN GIULIANO ET DE
M. DE BETHMANN-HOLLWEG

Florence, 2 avril 1910.

L'entrevue qui a eu lieu ce matin entre M. de Bethmann-Hollweg et le marquis de San-Giuliano n'a fait que confirmer leur parfait accord, fondé sur la triple alliance et sur l'identité de vues déjà constatée dans les conversations du chancelier avec les précédents ministres italiens.

L'Alsace-Lorraine.GUILLAUME II EXPOSE SES IDÉES SUR LA CONSTITUTION DE L'ALSACE-
LORRAINE

Metz, 29 avril.

L'Empereur a eu cet après-midi une longue conversation avec MM. Grégoire, député de Metz, et de Wendel, député de Thionville. Au sujet de la réforme de la Constitution du pays annexé, l'Empereur s'est montré animé de dispositions favorables à l'égard des revendi-

cations des Alsaciens-Lorrains. Il n'est pas partisan de la création d'une nouvelle dynastie pour le pays ni d'un statthalterat héréditaire ; l'Empereur resterait le souverain direct. Il y aurait deux Chambres, dont une élue suivant un régime électoral moins restreint que le système actuellement en vigueur pour la Délégation ; la seconde Chambre serait destinée à éliminer le conseil fédéral comme facteur législatif.

Les deux députés ont l'impression que Guillaume II est essentiellement favorable à la cause de l'autonomie.

La percée des Vosges.

Berlin, 17 avril 1910.

Le ministre allemand des travaux publics, M. de Breitenbach, a reçu une délégation des membres allemands de la commission de la percée des Vosges du comité commercial franco-allemand de Berlin, à laquelle il a déclaré que le projet d'un nouveau transvosgien avait toutes les sympathies du gouvernement impérial et que les divers tracés proposés étaient actuellement étudiés au point de vue financier et économique, l'intérêt d'une nouvelle ligne de chemin de fer à travers les Vosges étant d'ordre essentiellement interrégional et de nature à favoriser les relations commerciales entre les deux pays. M. de Breitenbach, qui a étudié sur place les divers projets au cours de l'été dernier, a exposé à la délégation que la raison d'être d'un nouveau transvosgien serait de créer une voie ferrée établie autant que possible à égale distance de Strasbourg et de Mulhouse, dans le vaste espace de 160 kilomètres, actuellement dépourvu de toute communication par chemin de fer.

Berlin, 2 mai.

Le directeur des chemins de fer impériaux, M. Gloeckner, a déclaré à un représentant du *Berliner Tageblatt* que, des neuf projets du percement des Vosges, le projet de Metzeral-Gérardmer, qui reliait Colmar à Gérardmer, paraissait mériter la préférence.

Ce projet réunirait les deux lignes Epinal-Gérardmer et Colmar-Metzeral qui finissent maintenant en impasse.

La ligne Metzeral-Gérardmer serait longue de 27,950 mètres, dont 18,375 de Metzeral (479 m. d'altitude) au point culminant (790 m.) et 9,575 du point culminant à Gérardmer (661 m.). 16,000 mètres seraient en territoire alsacien et 11,950 en territoire français. Les tunnels auraient une longueur de 4,875 mètres, dont 2,375 en territoire français et 1,888 et 700 en territoire alsacien.

Le coût de la voie se répartirait ainsi : 9,300,000 marks pour la France, 12,000,000 marks pour l'Alsace.

Il faudrait trois ans pour la construction de la ligne.

La canalisation de la Moselle.

Berlin, 12 avril 1910.

On se souvient que le projet de canalisation de la Moselle et de la Sarre avait provoqué le mois dernier une courte discussion, dans une séance de commission de la Chambre des députés prussienne. M. de Breitenbach, ministre des travaux publics, s'était contenté de déclarer que le gouvernement avait eu l'occasion de s'occuper de la question, mais que des intérêts contradictoires étaient en jeu.

Le ministre vient de faire une contre déclaration en séance plénière. Elle donne entièrement satisfaction à l'industrie du Rhin et de la Westphalie, au détriment de l'industrie lorraine, en remettant à une date indéterminée la réalisation du projet.

Le gouvernement, a déclaré M. de Breitenbach, a pris une décision au sujet de la canalisation de la Moselle. Par une résolution de la Chambre des députés prussienne en date du 17 février 1905, il avait été invité à examiner la question de l'opportunité et de la réalisation du projet. Dans l'intervalle, les représentants de l'industrie du fer du Rhin inférieur et de la Westphalie ont exprimé la crainte de voir les capacités de concurrence de leurs propres exploitations sérieusement mises en question, par un déplacement en faveur des exploitations lorraines qui résulterait de la canalisation. Les représentants des deux groupes ont déclaré que c'est seulement en fixant d'une façon impartiale les frais de l'industrie du fer dans le Nord-Ouest et dans le Sud-Ouest que l'on pourrait trouver une base pour déterminer l'influence économique qu'exercerait la canalisation. Dans ce but, une commission des intéressés, sous la présidence d'un fonctionnaire de l'Etat, a été instituée. Les travaux de cette commission n'ont pas donné de résultats pratiques.

Le gouvernement doit considérer, en seconde ligne, le contre-coup que subiraient les recettes des chemins de fer de l'Etat. Les évaluations ont démontré qu'une diminution considérable se produirait. Vu l'état actuel des finances, les chemins de fer ne sont pas à même de supporter une semblable perturbation. Le gouvernement considère, en conséquence, que la canalisation de la Moselle et de la Sarre n'est actuellement pas opportune.

Développement du port de Hambourg.

(Avril 1910.)

Des statistiques intéressantes concernant le développement du port de Hambourg sont contenues dans un memorandum joint par le Sénat

de la ville libre aux plans des nouvelles cales que l'on projette de construire.

Pendant les années 1882 à 1908, la longueur des quais actuellement utilisés par les gros navires s'est accrue de 15,540 à 38,441 yards (35,150 mètres). Pendant la même période, le nombre des vaisseaux arrivant dans le port est passé de 6,189, avec un tonnage de 2,437,666 tonnes, à 16,330, avec un tonnage de 10,911,435 tonnes. Les frais nécessités seulement par les premières séries des travaux qui doivent être effectués dans le port sont évalués à 2,250,000 livres sterling (56,250,000 francs).

Les nouveaux tarifs français et l'Allemagne.

Berlin, 5 avril 1910.

L'union des industriels allemands a adopté dans sa séance d'hier une résolution protestant contre les nouveaux tarifs douaniers français et leur application dans un délai de deux jours après le vote par le Parlement. Elle a exprimé ses regrets de l'inutilité des efforts de l'industrie allemande pour obtenir des concessions, et du refus de la France d'accorder aux importateurs même une période transitoire.

La note communiquée à la presse se termine par ces mots :

L'Union des industriels compte que l'Allemagne prendra toutes les dispositions nécessaires pour appliquer dans la mesure où le lui permettent les traités les augmentations de droits qui frapperont efficacement les produits français en Allemagne, et notamment le champagne, les liqueurs, la parfumerie, et pour amener la France à tenir compte davantage des intérêts commerciaux réciproques des deux pays.

Le gouvernement allemand n'a pas encore pris position en ce qui concerne les nouveaux tarifs douaniers, et il veut attendre avant de se décider quelles seront les répercussions sur les importations allemandes en France.

Le congrès des Chambres de commerce allemandes.

Berlin, 15 avril 1910.

Le congrès des chambres de commerce allemandes s'est ouvert avant-hier à Berlin en présence du secrétaire d'Etat à l'office impérial de l'intérieur, M. Delbrück, qui a salué les délégués au nom du gouvernement allemand et déclaré que les autorités impériales suivraient avec le plus vif intérêt les débats du congrès et tiendraient compte dans la plus grande mesure de ses décisions.

Le congrès a entrepris l'examen de la nouvelle loi sur les assurances ouvrières qui sera soumise prochainement au Reichstag et qui élève du tiers à la moitié la contribution des patrons à l'assurance des ouvriers contre la maladie. La loi élevant cependant dans la même proportion le nombre des représentants des patrons dans les comités de direction de caisses de secours, et accordant de ce fait une influence égale aux salariés et aux patrons, ces derniers paraissent enclins à adopter sans protestation la modification proposée.

Au banquet qui a eu lieu avant-hier au Jardin zoologique ont pris part le chancelier, le ministre du commerce de Prusse et le secrétaire d'Etat Dernburg.

Répondant à un toast porté en son honneur par M. Kaempf, député au Reichstag, président de la chambre de commerce de Berlin et président du congrès, le chancelier a vanté la capacité de production de l'industrie et l'activité du commerce allemand. Il a ajouté que la défense des intérêts économiques de l'Allemagne à l'étranger est devenue une des tâches les plus importantes de la politique extérieure.

Le secrétaire d'Etat aux colonies, M. Dernburg, a fait hier, sous les auspices du congrès des chambres de commerce allemandes, une conférence sur la question cotonnière. M. Dernburg, qui a entrepris récemment un voyage aux Etats-Unis pour étudier sur place la production cotonnière, et qui est un des propagateurs de la culture du coton dans les colonies allemandes de l'Est africain et du Togo, estime que les efforts faits jusqu'à présent pour développer cette culture dans les colonies ont été insuffisants et qu'il est du devoir de l'industrie et du commerce allemand d'en favoriser l'essor.

Il faut, ajoute-t-il, être en mesure, d'une part, de subvenir avec une production allemande aux besoins de notre pays. Il est, d'autre part, de l'intérêt du commerce et de l'industrie d'être indépendants des marchés cotonniers des Etats-Unis et de l'Inde, pays qui seuls produisent plus qu'il n'est nécessaire pour leur consommation propre et qui sont seuls en état de fournir à l'industrie européenne la matière première cotonnière. La production cotonnière de l'Est africain allemand est passée de 370 kilos en 1902 à 247,000 kilos en 1908. Celle du Togo s'est élevée de 10.000 kilos en 1901 à 420.000 kilos en 1908. Le moment paraît donc venu pour nous de développer et d'organiser dans nos colonies la production du coton. Les autorités impériales sont décidées à soutenir toutes les tentatives entreprises dans ce but. Des stations agricoles seront ouvertes et disposeront en 1910 d'un fonds de 400,000 marks. C'est à l'initiative privée que nous faisons appel, au commerce et à l'industrie qui, pénétrés de l'importance du but à atteindre, ne manqueront pas de soutenir avec zèle les efforts de l'office colonial.

L'ouverture du congrès des Chambres de commerce fournit à la *Gazette nationale* l'occasion de revenir sur l'élévation du tarif douanier français qu'elle considère comme inacceptable par l'Allemagne. Elle invite d'une manière pressante le gouvernement allemand à menacer la

France d'une élévation de la taxe sur les champagnes de 130 à 280 marks et d'une augmentation des droits de douane sur les parfums et articles de luxe. « Il faut, ajoute la *National Zeitung*, mettre à la France le marché en main. Dans ces conditions, le ministre du commerce français ne tardera pas à être écouté au Parlement s'il propose une modification des tarifs. »

Les droits de navigation.

Berlin, 21 janvier 1910.

La question des péages sur les voies fluviales allemandes préoccupe toujours beaucoup l'opinion. On sait que la Saxe et le duché de Bade s'opposent énergiquement à cette mesure, qu'ils déclarent contraire à la Constitution. La Prusse se propose maintenant d'appliquer les péages pour son propre compte sur son territoire. Elle invoque à cet effet un article de la loi de 1905 sur les voies navigables, qui fut rédigé sous l'inspiration des junker et propriétaires fonciers d'au delà de l'Elbe. Cet article prévoit en effet l'institution de péages sur les rivières aussitôt après l'achèvement du canal du Rhin au Weser.

À la première Chambre saxonne, un professeur de droit, qui fait autorité, le docteur Wach, a protesté contre cet article de loi et son application éventuelle en Prusse, le déclarant nul et non avenu, parce que contraire à la Constitution de l'empire.

La *Gazette de Francfort* attaque vivement le gouvernement prussien, qui, dit-elle, dans cette question de péage, veut une fois de plus imposer sa volonté aux petits Etats confédérés, et obliger la Saxe, le grand-duché de Bade et la Hesse à se soumettre à de nouveaux droits de circulation qui atteindront les matières premières et les produits de consommation.

La Prusse, dit la *Gazette de Francfort*, menace par là l'idée d'empire et le véritable patriotisme allemand, et non pas, comme certains veulent le dire, le particularisme et l'esprit égoïste de certains Etats du Sud.

La liberté de navigation est garantie par la Constitution, et dans leurs mémoires communs, les trois Etats de l'Allemagne du sud font très justement remarquer que la Prusse, par son projet de péage, porte atteinte à la prospérité économique de l'Allemagne, nuit à son caractère libéral et à la bonne harmonie des Etats confédérés. Elle leur enlève leur confiance en l'intangibilité et le caractère de la Constitution.

L'Autriche, que la question intéresse, est d'un avis opposé à celui de la Prusse. On dit que les chancelleries de Berlin et de Vienne sont en désaccord absolu sur cette question.

Quant à la Hollande, dont il faut obtenir l'assentiment, on ne sait pas encore quel sera son avis.

Berlin, 16 avril 1910.

Le Conseil fédéral qui devait se réunir aujourd'hui, en séance plénière, pour aborder la discussion des droits de navigation sur les fleuves de l'empire allemand, a ajourné le débat, le Reichstag ne devant plus aborder la question au cours de la session actuelle. Il paraît cependant certain qu'un projet de loi pourra être prêt d'ici à quelques mois, de façon à être soumis au Parlement de l'empire au cours de la session d'automne.

Après la modification du projet élaboré par le gouvernement prussien, l'entente serait maintenant complète entre les Etats confédérés. Les Etats opposants, Bade, la Saxe et la Hesse, auraient accepté les principes des droits de navigation, moyennant certains avantages que leur procurerait un autre mode de prélèvement.

Le comte d'Æhrenthal à Munich.

(Mars 1910.)

Selon la presse viennoise, deux questions d'un intérêt purement austro-bavarois ont été traitées dans les conversations de Munich, entre le comte d'Æhrenthal et M. de Podewils. La première est celle de l'utilisation des cours d'eau formant frontière entre les deux Etats. Des différends étaient survenus entre les deux gouvernements à la suite du détournement de certaines rivières qui donnaient la force motrice à des usines électriques. On décida en juin dernier que chaque Etat aurait le droit d'user de la moitié de l'eau roulée par la rivière, et que lorsqu'il s'agirait d'une captation complète du cours, comme dans le cas de l'Inn par exemple, les deux gouvernements d'Autriche et de Bavière devraient se mettre d'accord par une négociation spéciale. La question de l'utilisation des cours d'eau qui coupent la frontière n'a point été réglée. L'Autriche, qui est en amont par rapport à la Bavière, déclarait pouvoir user à son gré de ses cours d'eau, même s'il devait en résulter une diminution d'apport d'eau pour la Bavière. Le gouvernement de Munich protesta en invoquant le droit civil, car la question n'a été réglée encore par aucune convention internationale. Le gouvernement autrichien entra en négociations, et il semble que la difficulté sera résolue par un accord particulier qui sera renouvelé et modifié selon les circonstances à propos de chaque cas nouveau.

La seconde question austro-bavaroise serait celle des naturalisations.

BELGIQUE

Inauguration de l'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles.*(23 avril 1910.)*DISCOURS DE S. M. LE ROI ALBERT I^{er}

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je tiens, tout d'abord, à remercier le Président du Comité exécutif de l'hommage rendu par lui à la mémoire du Roi Léopold II, le promoteur du grand mouvement expansionniste de l'industrie belge, sous le patronage et les encouragements duquel a été conçue l'Exposition de 1910. Je remercie également le Président d'avoir rappelé l'intérêt passionné que je porte à la marche en avant de mon pays dans toutes les voies ouvertes au génie du peuple belge. Je suis heureux aussi de me faire l'interprète des sentiments reconnaissants de la Reine, de la Comtesse de Flandre et de la Princesse Clémentine pour les paroles gracieuses que le Président leur a adressées.

Messieurs, l'Exposition, que je me félicite d'ouvrir, attestera, aux yeux du monde, les immenses progrès réalisés, pendant plus de trois quarts de siècle, par la Belgique, cette terre du travail où la coopération du génie hardiment créateur et de la main-d'œuvre intelligente et laborieuse a enfanté des merveilles dans tous les champs de l'activité humaine.

Les Belges d'aujourd'hui sont les dignes héritiers de ces agriculteurs tenaces dont le séculaire effort transforma une terre ingrate en sol fertile, et de ces admirables artisans qui, dès le XIII^e siècle, occupaient le premier rang en Europe dans des industries que leurs aptitudes et leur goût artistique élevèrent au plus haut degré de prospérité.

Les Belges d'aujourd'hui ont gardé intact le culte de l'art, qui a rendu célèbres, dès le moyen âge, nos écoles de peinture. La flamme sacrée dont étaient animés les van Eyck, les Memling et les Rubens chauffe encore le cœur de leurs petits-fils d'à présent.

Et de nos jours, que d'industries nouvelles sont venues s'ajouter aux anciennes ! Que de sillons féconds l'esprit novateur du peuple belge a ouverts, que de sentiers non frayés il s'est plu à explorer ; son activité débordante s'est répandue jusqu'en Afrique, et l'Exposition coloniale montrera ce qu'elle a su faire au Congo.

Messieurs, l'Exposition de Bruxelles ne sera pas seulement un incomparable témoignage des efforts accomplis et des résultats obtenus par la Belgique. Elle se distingue de toutes celles qui l'ont précédée dans

notre pays par un facteur inappréciable qui contribuera largement à son succès : la participation magnifiquue des pays étrangers.

Ces pays ont répondu avec empressement à l'invitation du Gouvernement belge et leurs parlements ont généreusement voté, en vue de cette coopération, des crédits considérables. Leurs expositions vont rivaliser d'intérêt et de beauté.

Au nom de la Nation belge, je remercie solennellement les puissances amies qui prennent part à l'Exposition de Bruxelles.

Je suis heureux, à plus d'un titre, de la présence de tant d'exposants étrangers et du caractère vraiment international de l'Exposition. La participation étrangère n'est-elle pas la preuve la plus éclatante des sentiments d'estime et d'amitié que la Belgique travailleuse et pacifique inspire aux autres nations ? L'Exposition contribuera même, je n'en doute pas, à établir des liens plus étroits entre notre nation et ses sœurs des deux continents ; elle provoquera entre elles un plus grand échange de produits et de nouveaux courants commerciaux, alors que, pour tous les travailleurs et pour les Belges en particulier, elle constituera un champ d'expérience et de comparaison inestimable.

L'Exposition aura encore pour résultat de mieux faire connaître Bruxelles et les plus belles villes de notre pays à une foule empressée d'hôtes et de voyageurs, lesquels peuvent être assurés de trouver ici l'accueil le plus sympathique.

Par son caractère international, l'Exposition de 1910 aura, enfin, une portée humanitaire dont le Président du Comité exécutif a signalé l'importance dans son éloquent discours. Car elle apparaît comme une imposante et utile manifestation de la lutte pacifique dans ce champ du travail et du progrès où les Nations tendent de plus en plus à se mesurer ; elle apparaît comme une de ces œuvres de paix et de fraternité où la libre concurrence est appelée à remplacer les conflits armés d'autrefois. C'est du moins le vœu qu'au début de mon règne, et en présence des représentants des Etats amis de la Belgique, j'ai le droit d'exprimer hautement, et qui trouvera, je n'en doute pas, un écho dans tous les cœurs.

Messieurs, c'est pour moi un agréable devoir de féliciter le Comité organisateur et son digne président, le commissaire général du gouvernement et ses infatigables collaborateurs, dont les efforts ont réalisé le projet grandiose conçu par les promoteurs de l'Exposition. — Parmi ces promoteurs, après le Roi Léopold II, apparaît M. De Mot, l'homme populaire qui fut un bourgmestre si dévoué aux intérêts de la capitale : je tiens à rendre, à sa mémoire, un sincère hommage.

Mes remerciements et mes félicitations vont aussi aux commissaires généraux des expositions étrangères. Ils ont accompli des prodiges en érigeant des sections dont chacune est vraiment une exposition complète. A tous les auxiliaires du Comité exécutif, architectes, ingénieurs artistes, ouvriers, qui ont rivalisé de zèle et de dévouement et dont le mérite s'affirme dans l'éclatant succès de leur commun labeur, j'adresse

l'expression de ma vive reconnaissance et mes félicitations les plus chaleureuses.

Je suis heureux de pouvoir déclarer ouverte, aujourd'hui, l'Exposition internationale de Bruxelles.

Inauguration de l'Exposition Coloniale.

(30 avril 1910.)

DISCOURS DE SA MAJESTÉ LE ROI

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Ministre des Colonies vient de rendre un juste et solennel hommage à l'illustre fondateur du Congo, au roi Léopold II.

C'est pour nous tous, Messieurs, un devoir de nous associer entièrement à ces paroles de patriotique reconnaissance. Le Musée Colonial que nous inaugurons, fut une heureuse conception du Roi défunt. Il le voulait digne de l'œuvre à laquelle il s'était consacré. Toujours animé du désir d'embellir les environs de la capitale, il avait projeté des bâtiments grandioses, auxquels ce charmant paysage de Tervueren et ce parc aux majestueuses perspectives devaient faire un cadre merveilleux.

M. Renkin a très éloquemment caractérisé l'action des Belges au Congo ; il a adressé, à nos compatriotes, des éloges auxquels j'applaudis de tout cœur. J'aime à rappeler, à mon tour, cette mémorable époque des débuts de l'Etat Indépendant, et je le fais avec d'autant plus de plaisir que je vois, parmi mes auditeurs, un grand nombre de serviteurs dévoués de la première heure, de ces Africains qui eurent foi dans l'avenir de l'entreprise et en furent les ouvriers intrépides et éclairés.

Elle était immense la tâche assignée aux Belges par les personnalités éminentes que le roi Léopold II avait réunies au palais de Bruxelles, il y a plus de trente ans.

Il fallait explorer les territoires si mystérieux de l'Afrique centrale, les occuper effectivement en y fondant des stations, réduire à l'impuissance les trafiquants d'esclaves qui répandaient la terreur et la misère dans toute cette partie du continent, en un mot, organiser de toutes pièces un véritable Etat en délimitant une vaste contrée et en exerçant, jusqu'à ses plus extrêmes frontières, l'action bienfaisante de la métropole, mission glorieuse, mais difficile, incombant à nos officiers dès 1878.

Pour exécuter un pareil programme, nos compatriotes déployèrent

des qualités d'initiative, d'organisation, d'endurance, de courage vraiment admirables, auxquelles on ne rendra jamais assez hommage. N'oublions pas, surtout, que ce furent des Belges, des officiers et sous-officiers sortis de nos régiments qui portèrent les coups décisifs à la puissance des négriers arabes.

Actuellement encore, nous avons là-bas des fonctionnaires excellents ; je les ai vus à l'œuvre, je les estime, et je tiens à leur adresser un public témoignage de ma sympathie. Ils sont à la hauteur de leur tâche et ils appliqueront sagement les réformes que nous avons pris l'engagement de réaliser pour étendre à tout le Congo un régime digne de la Belgique.

Mon gouvernement est entré résolument dans cette voie ; de nombreux décrets ont déjà paru, d'autres suivront qui sont en préparation. Tous ont pour but le bonheur des populations indigènes et s'inspirent d'une politique de large liberté. Car, au Congo comme en Belgique, nous désirons jouir de l'estime de nos voisins et, entourés des sympathies des autres nations, avancer sans cesse dans la voie du progrès.

Mais, à côté de l'œuvre si haute de l'organisation administrative et politique, il y en a une autre, celle de l'exploitation économique, rationnelle et progressive du pays, à laquelle sont appelées à participer, dans un labeur fécond, toutes nos forces nationales.

On colonise de nos jours — non pas comme autrefois en important des armes, des liqueurs, et en exploitant un pays à outrance — mais en introduisant, dans les contrées reculées et primitives, des mœurs plus dignes sanctionnées par la morale chrétienne, en y répandant les découvertes de la science et les merveilles de la technique moderne. Un peuple colonisateur, qui comprend ses vrais intérêts, a souci avant tout du bien-être des populations soumises à sa tutelle.

La Belgique se doit à elle-même d'occuper une place importante dans l'évolution économique des colonies intertropicales, évolution dont les principaux artisans sont, avec le fonctionnaire et l'officier, le missionnaire, l'ingénieur, le commerçant, le cultivateur. Or, ne devons-nous pas reconnaître que l'œuvre économique est seulement ébauchée ?

Et cependant, notre belle colonie a été bien favorisée par la nature. Elle a été largement dotée de merveilleux cours d'eau dont la plupart sont d'excellentes voies navigables ou le deviendront moyennant quelques travaux de balisage ou de dérochement.

Les chemins de fer, Messieurs, apparaissent comme l'indispensable complément de cet admirable réseau. Avons-nous fait, pour les développer, l'effort nécessaire ?

Certes, le chemin de fer du Bas-Congo restera une entreprise gigantesque, unique dans l'histoire économique de l'Afrique. Mais, depuis son achèvement, en dehors du chemin de fer des Grands Lacs, les lignes essentiellement belges ont fort peu progressé.

Il serait désirable que l'on eût enfin une voie de transport conçue et construite par des compatriotes, traversant la colonie de part en part, et

reliant la capitale au cœur du Katanga : sans préjuger l'avenir, le chemin de fer des Grands Lacs, dûment prolongé, pourrait réaliser ce vœu, que je forme de tout cœur. Nous devons nous inspirer, à cet égard, de l'exemple des grandes nations colonisatrices qui se sont imposé des sacrifices considérables en Afrique.

Quand je parle de sacrifices, il faut s'entendre sur la signification de ce mot ; car il n'est guère de chemin de fer en Afrique qui, au bout d'un certain nombre d'années, ne rémunère le capital engagé et ne procure à la colonie des ressources indirectes considérables. Ainsi, on a pu le constater partout, les exportations et les importations, de même que les recettes douanières, suivent une progression étonnamment rapide dès que le rail est exploité.

Ce qui nous manque au Congo, et ce qu'il nous faudrait, c'est un système bien arrêté de votes de communication, et si j'ose m'exprimer ainsi, une politique spéciale des chemins de fer. Cette politique doit avoir un caractère national. Nous ne pouvons mieux en montrer toute l'importance qu'en citant l'exemple des Etats-Uns : Une partie de l'histoire de ce grand peuple est remplie par la question des voies transcontinentales dont la construction était suivie, avec anxiété et impatience, dans le Continent entier. En Russie, les voies de pénétration asiatiques furent l'objet d'un immense effort considéré comme nécessaire à l'extension et au maintien de la puissance politique et économique de l'Empire. Les Anglais, les Français, les Allemands, placent, depuis bien des années déjà, la création des voies ferrées à la base de leur action coloniale.

Notre politique des moyens de transport au Congo doit être hardie et surtout prévoyante ; il faut nous pénétrer, avant toute chose, de l'intérêt général de la colonie. Les entreprises aussi vastes que les nôtres imposent de grands devoirs et nécessitent d'incessants efforts. Si les premiers pionniers de l'Etat Indépendant n'avaient pas déployé une activité inlassable, s'ils n'avaient pas toujours fait de généreux sacrifices nous ne posséderions pas le Congo. Suivons ce magnifique exemple, continuons à déployer une constante énergie en ayant confiance surtout dans nos propres forces.

La Belgique a des richesses immenses et peut compter sur des hommes de premier ordre qui président au placement de ses réserves financières. Que ces hommes d'élite soient aussi les artisans de la prospérité de nos possessions d'outre-mer ; qu'ils soient convaincus, comme je le suis moi-même, de l'intérêt national que présente le développement de la colonisation belge : les institutions de crédit de ce pays ont une fonction patriotique à remplir, celle de favoriser l'expansion de nos capitaux au Congo, et de coopérer ainsi puissamment au succès de l'œuvre hautement civilisatrice qui sera l'honneur de notre action en Afrique.

Le ministre a parlé, en termes excellents, du but et de l'organisation du musée. Je forme des vœux pour que cette belle institution réponde à la haute pensée de son fondateur.

J'y vois une œuvre de science et d'enseignement, une œuvre d'utile vulgarisation et de propagande coloniale. Ses riches collections montreront à tous les inépuisables ressources de notre colonie. Sous une direction éclairée et active, se formeront ici un foyer de savoir, une source de documentation précieuse. Ce musée sera comme un reflet de notre développement colonial; il rehaussera et augmentera encore le patrimoine scientifique de la Belgique.

Messieurs, je déclare ouvert le musée du Congo belge.

BULGARIE

Le prochain Congrès slave.

Sofia, 9 avril 1910.

Le Congrès slave qui se tiendra prochainement à Sofia aura le programme suivant :

Situation actuelle des Etats slaves du Sud ; banque slave ; exposition slave ; série de mesures pour établir des liens entre les pays slaves. Ces mesures comprennent : l'organisation d'un Congrès scientifique slave ; la participation des savants aux Congrès slaves ; l'organisation de relations mutuelles entre les établissements académiques slaves ; l'organisation d'une librairie slave et la création de relations entre les Sociétés artistiques et théâtrales slaves ; la publication d'un memento slave littéraire et scientifique ; l'édition d'une anthologie slave et d'un catalogue de livres populaires slaves pour les bibliothèques ; le Bottin des savants, des hommes d'Etat, des organisations, sociétés et corporations slaves ; l'organisation des travaux se rapportant à la mutualité slave ; les cours spéciaux pour les publicistes slaves ; l'organisation d'une union de touristes slaves ; les relations commerciales.

Raccordement des voies ferrées bulgares et turques.

Sofia, 10 avril 1910.

Les autorités compétentes de Sofia se sont placées au point de vue suivant, sur le terrain de la question des raccordements des lignes bulgares au réseau des chemins de fer turcs, question qui, comme on le sait, a été touchée au cours de la visite à Constantinople du roi des Bulgares. Il importe à la Bulgarie d'obtenir le raccordement aux lignes turques sur un ou plusieurs points, pour qu'il soit possible au sud et

au sud-ouest de la Bulgarie d'exporter vers la Méditerranée ou vers l'Adriatique. Le gouvernement turc consent actuellement à la construction de la ligne de la vallée de la Strouma (Demir-Hissar-Dzoumaja), ligne qui serait reliée au réseau bulgare près de Doubnica (la ligne bulgare en question, Radomir-Doubnica-frontière turque, n'est pas encore construite). Le projet de loi portant sur la construction de la ligne de la vallée de la Strouma sera discuté à la prochaine session du parlement turc. Le gouvernement bulgare a déjà été autorisé, par la Sobranié, à construire la ligne de Radomir à Doubnica. D'autre part, les Turcs ont pris en considération la construction de la ligne de raccordement Roumanowo-Rustandil et il est possible qu'un projet de loi soit aussi déposé à ce sujet sur le bureau de la Chambre.

Mais il n'est pas encore établi d'une façon positive que cette ligne doit justement aller de la frontière bulgare à Roumanowo : on est mieux disposé en faveur du projet frontière bulgare Rocana-Schtip-Rocprulu (Weils). On sait que la Bulgarie désirait que cette ligne aille de Rustendil à Roumanowo et à Uskub, en passant par Kratowo, afin d'établir de cette manière une communication avec l'Adriatique (après la réalisation du projet de chemin de fer Danube-Adriatique).

GRÈCE

Une interview du roi Georges de Grèce.

(Avril 1910.)

Avril 1910.

Le roi Georges de Grèce a été interviewé à Athènes par le correspondant du *Corriere della Sera* de Milan.

La crise est finie, a dit le souverain avec une gravité mêlée de satisfaction. Le pays est rentré dans l'ordre naturel de sa vie politique. Il a maintenant besoin de reprendre le calme nécessaire à son ascension économique, troublée par les événements de ces derniers mois.

Le dommage qu'ils ont produit a été grave, surtout à l'étranger, où ils n'ont pas été bien compris. Beaucoup de choses n'ont pas été connues. D'autres ont été dénaturées par des journalistes étrangers. Combien de fois, par exemple, n'a-t-on pas annoncé mon abdication ?

Ce souvenir semble mettre le roi de bonne humeur, car il n'a jamais pensé à abandonner le trône.

A propos de l'Assemblée nationale, il s'exprime ainsi :

Pourquoi craindrais-je qu'elle se transforme en Assemblée constitutionnelle. Dans quel but ? La Constitution grecque est la plus libérale qui existe. Non, ce n'est pas les lois qu'il faut changer, c'est plutôt le caractère traditionnel de notre politique et le fonctionnement de la machine parlementaire.

Que sont devenus les deux grands partis d'autrefois ? Presque partout, ils ont perdu leur physionomie. Ce démembrement des conservateurs et des libéraux n'est pas un phénomène seulement grec, car il se produit partout.

Naturellement, les effets sont moins nuisibles quand les finances du pays sont prospères comme en Italie. Ils sont plus graves quand les rivalités des groupes personnels peuvent endommager l'ascension économique de l'Etat. C'est pourquoi nous avons besoin de recueillement et de calme dans notre politique intérieure, afin de ne pas entraver notre relèvement industriel et commercial.

Il faut savoir ce qu'était la Grèce quand je suis monté sur le trône, pour juger des changements qui se sont produits. En quelques années tout s'est transformé. Le bien-être s'est répandu. Les ateliers se multiplient...

Mon peuple est un des meilleurs qui soient au monde... Je crois fermement que la Grèce a devant elle un avenir admirable !...

La réorganisation de l'Armée grecque par une Mission française.

Le Parlement hellénique a voté des lois autorisant le gouvernement à engager des fonctionnaires militaires et civils étrangers pour réorganiser les services grecs. Pour ce qui est des services militaires, le correspondant de l'agence Havas à Athènes croit savoir que le gouvernement hellénique s'est adressé à la France comme il l'avait déjà fait il y a vingt-cinq ans environ. Elle lui demandera un général et une dizaine d'officiers supérieurs. Car la nouvelle mission militaire ne sera pas, comme celle du général Vosseur, une mission consultative, mais une commission active dont les membres devront, sous leur responsabilité, commander des unités tactiques. Cette mission ne viendra à Athènes que vers la fin de l'année ou, au plus tard, dans les premiers jours de 1911.

Avant la décision qui a été prise de faire appel à une mission militaire française, sous le ministère Théotokis, la Chambre avait voté une loi instituant une école de tir. C'est déjà un officier français, le colonel Lacombe, qui avait été engagé pour l'organisation de l'école de tir. Cet officier est depuis quelques mois à Athènes.

Précédemment la France avait consenti, non sans faire quelques difficultés au début, à recevoir dans ses écoles militaires, sans en excepter l'Ecole supérieure de guerre, quelques officiers hellènes. Le chiffre n'en était pas déterminé. Nous croyons savoir que pour débiter, on avait parlé du nombre de sept. Ce chiffre s'élargit peu à peu et il y a aujourd'hui plus de trente officiers hellènes aux écoles spéciales mili-

taires françaises, dans les établissements militaires et les régiments. Avant cet arrangement tacite, qui est maintenant un fait accompli, les officiers grecs allaient compléter leurs études un peu partout : en Allemagne, en Belgique et même en Italie. Aujourd'hui ils prennent tous le chemin de la France.

ITALIE

Le nouvel Ambassadeur d'Autriche.

Rome, 14 avril 1910.

Le nouvel ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome, M. von Merey, arrive aujourd'hui à Rome. Il descend à l'hôtel en attendant de prendre possession du palais Chigi.

MONACO

L'inauguration du Musée océanographique.

Monte-Carlo, 29 mars 1910.

Cet après-midi a eu lieu l'inauguration du musée océanographique en présence des délégués envoyés par la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Portugal. Le prince de Monaco présidait, ayant à ses côtés M. Loubet, M. Pichon, ministre des affaires étrangères de France, etc., etc.

La cérémonie a été ouverte par l'exécution de l'hymne monégasque et par la première audition de l'*Ouverture de Fête* de Saint-Saëns. Le prince prit ensuite la parole et a prononcé un discours très applaudi, dans lequel il a fait l'historique de la science océanographique et l'éloge des souverains qui ont encouragé cette science, des savants qui l'ont portée si haut.

M. Pichon fait l'éloge du prince de Monaco ; il salue dans son œuvre un acte de désintéressement et de clairvoyance qui mérite la reconnaissance universelle, puisqu'en contribuant à augmenter nos connaissances, il sert la cause de l'humanité.

Les délégués allemand et italien ont terminé la série des discours, puis a eu lieu l'exécution de la *Nef triomphale*, de M. Jean Aicard, musique de Massenet, première audition exécutée par les chœurs du casino.

Le soir, représentation de gala au théâtre du casino de Monte-Carlo.

Monte-Carlo, 30 mars 1910.

Le prince Albert a offert, à une heure, dans la salle des fêtes du Musée océanographique, un déjeuner somptueux de 300 couverts à ses invités.

Il présidait la table d'honneur. Il avait à sa droite le duc d'Urach, l'amiral allemand von Koester, MM. de Souza-Roza, Picard, Emile Loubet, Navanette et Grassi. Il avait à sa gauche l'amiral Grenet, M. Odon de Buen, l'amiral Jonquières, venu à Villefranche sur la *Patrie*; MM. Buchanan, Pinck et Famguon.

Le Prince a ouvert la série des toasts par l'allocution suivante :

« Tous les hommes illustres dans la science ou par le service de leur pays et qui m'entourent ici partagent certainement l'impression profonde que j'éprouve devant cette manifestation dont la science est l'objet. Ils comprennent la grandeur de ce témoignage, qui apparaît d'autant plus que mon modeste pays retient pour lui-même seulement une faible part du sentiment exprimé. Ils reconnaissent l'esprit d'union pour le progrès des idées et des mœurs qui règne d'un bout à l'autre de cette salle et qui va se répandre dans tous les pays cultivés pour faire faire sous l'égide de la science un pas de plus au rapprochement des nations. Et si des manifestations semblables peuvent se multiplier maintenant, c'est qu'une lumière nouvelle, sortie de quelques cerveaux, pénètre graduellement de sa bienfaisante énergie la conscience humaine.

« Aussi je lève mon verre en associant dans ma pensée reconnaissante les chefs des Etats représentés ici et qui ont voulu rehausser magnifiquement le sens de mon œuvre. »

M. Loubet a répondu au nom de l'Institut océanographique et a félicité le Prince de son œuvre mémorable et de son initiative si généreuse.

Le banquet a été des plus brillants.

LA CONFÉRENCE DU PRINCE DE MONACO A ROME.

Rome, 28 avril 1910.

Le prince de Monaco a fait hier, dans la grande salle du Collegio Romano, sa conférence sur les progrès de l'océanographie.

Les souverains, la princesse Xenia de Montenegro, le président du conseil, les ministres et plusieurs sous-secrétaires d'Etat, de nombreux sénateurs et députés, les autorités, et diverses notabilités y assistaient.

Le marquis Cappelli, président de la Société de géographie, a prononcé un discours pour présenter le prince de Monaco. Il a annoncé que la Société de géographie lui avait décerné sa grande médaille d'or.

Le prince a ensuite pris la parole en italien. Il a exposé ses efforts pour se rendre utile à la science, montrant combien l'Italie par sa

situation géographique doit favoriser les études d'océanographie, saluant Rome qui fut toujours un flambeau pour les âmes dans le temps où les légions domptaient les barbares, et dans le temps où saint Pierre établissait le christianisme sur le principe de la douceur, de la bonté et de la charité, auquel nous devons la grandeur des temps modernes.

Le prince a parlé ensuite des progrès de l'océanographie, relevant les mérites du duc des Abruzzes et des autres savants italiens. Il a été chaleureusement applaudi.

SAINT-SIÈGE

La visite du prince de Monaco et le Vatican.

Rome, 29 avril 1910.

Le cardinal Merry del Val a transmis aujourd'hui à tous les représentants du Saint-Siège à l'étranger une note de protestation au sujet de la visite du prince de Monaco à Rome.

La note rappelle que tous les chefs d'Etat catholiques ayant des rapports avec le Souverain Pontife ont le devoir, dans l'état de choses existant à Rome depuis 1870, de ne pas consacrer, par leur présence, la violation historique de la liberté du pontificat. Ce devoir, ajoute la note, a été reconnu constamment par tous les chefs d'Etat, sauf un seul, M. Loubet. Et, cependant, beaucoup d'entre eux pouvaient être tentés par des motifs de parenté ou d'alliances politiques à agir autrement.

Avant de venir à Rome, le prince de Monaco a déclaré qu'il n'avait aucune intention d'offenser, par son voyage, le Souverain Pontife ; mais, malgré cette déclaration, l'hospitalité qu'il a acceptée dans la capitale italienne reste un fait offensant pour le Saint-Siège. C'est pour cela qu'au nom du Pape, le secrétaire d'Etat du Saint-Siège tient à protester contre le fait accompli.

Cette note sera communiquée par les représentants du Saint-Siège aux ministres des affaires étrangères des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

CINQUIÈME PARTIE

BIBLIOGRAPHIE

GÉNÉRALITÉS

SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE : 16, rue du Pré-aux-Clercs, à Paris :
Dernières publications :

- Annuaire de législation étrangère. Lois de 1907. 1 vol. gr. in-8° de 1309 pages. (Paris, libr. gén. de droit, 1908).
- Annuaire de législation française. Lois de 1908, 1 vol. gr. in-8° de 242 pages. (Paris, même librairie, 1909).
- Bulletin mensuel de la Société. Extraits des sommaires de janvier, février et mars :

Communication de M. CHAMPCOMMUNAL sur la situation juridique des enfants naturels dans les nouvelles législations de la Suisse, de la principauté de Monaco et de la Belgique (janvier).

Communication de M. TRIANTAPHYLIDÈS sur le chèque en Grèce (février).

Communication de M. E. THALLER sur le chèque en Autriche (février).

Observations de MM. BELLOM, BOTTENHEIM, E. CARTIER et G. LALOIN, sur la législation du chèque (mars).

- Le régime des cultes en France et à l'étranger. Recueil de travaux publiés par la Société, avec une Introduction de M. Louis Delzons.
- Tome I, 1 vol. in-8° de 591 pages. (Paris, même librairie 1910).

La vie politique dans les Deux Mondes (1^{er} octobre 1906-30 septembre 1907 ; 1^{er} octobre 1907-30 septembre 1908), par M. Achille VIALATTE, avec la collaboration de professeurs et anciens élèves de l'Ecole des sciences politiques. (Paris, Alcan, 1908 et 1909, 2 vol. in-8°). — C. R. par M. Léon Adam et M. J. Aulneau (*Rev. d'hist. dipl.*, 1909, n° 1 ; 1910, n° 1).

Organisation du Ministère des Affaires étrangères dans un certain nombre de pays, par le Baron GUILLAUME, ministre plénipotentiaire de Belgique. (Bruxelles, Gœmaere, 1910, in-8°). — C. R. par M. P. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

Pour la Société des nations, par Léon BOURGEOIS (1 vol. in-8°, Paris, Fasquelle, 1910). — C. R. par M. J. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

- De l'interprétation des traités internationaux, par M. P. PIC, professeur de droit international public à l'Université de Lyon. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.* Paris, 1910, n° 1.
- L'avenir de la médiation, par M. N. POLITIS. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910.
- La circulation aérienne et les droits des Etats en temps de paix, par M. Paul FAUCHILLE, membre de l'Institut de droit international, directeur de la Revue générale de droit international public. — *Rev. gén. de dr. internat. publ.* Paris, 1910, n° 1.
- La question des aérostats à la session de Paris (1910) de l'Institut de droit international, par M. P. FAUCHILLE. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910.

EUROPE

FRANCE

- MONITEUR OFFICIEL DU COMMERCE. — Renseignements commerciaux, industriels et maritimes (paraissant tous les jeudis).
- Division de chaque numéro : I. *Partie officielle et administrative* : Documents officiels ; législations commerciale étrangère ; dépêches et communications des agents diplomatiques et consulaires de France ; suppléments : Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France. — II. *Informations et renseignements* : Chambres de commerce françaises à l'étranger ; informations et renseignements commerciaux.
- Rédaction de la I^{re} partie* : Ministère du Commerce et de l'Industrie, direction des affaires commerciales et industrielles, 80, rue de Varenne, à Paris. — *Rédaction de la II^e partie* : Office national du commerce extérieur, 3, rue Feydeau, à Paris.
- OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR (3, rue Feydeau, à Paris). Exercice 1909. — Budget de 1910.
- 1^{er} RAPPORT. présenté au Conseil d'administration par le Comité de Direction, sur la marche des services durant l'année 1909, par M. E. Sartiaut, le 23 novembre 1909.
- 2^e RAPPORT sur la situation financière et le projet de budget pour l'année 1910, présenté par M. Ch. Legrand, le 23 novembre 1909.
- ANNEXE : Subventions reçues en 1909. — Lois, conventions et décrets relatifs à l'office. — Liste des conseillers du commerce extérieur de la France.
- (1 vol. in-8° de 158 pages. — Paris, Impr. Dubreuil, Frèrebeau et C^{ie}, 1910).

- Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de la France depuis 1789 ; fasc. 4. — Paris, Cornely, 1909, in-8°, pages 481-640. Prix : 7 fr. 50. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910, notes bibl.).
- Les couleurs des drapeaux français, par M. Claude-Noël DESJOYEUX. — *Le Correspondant*, 10 mars 1910.
- Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, par M. Edouard ROTT, tome IV (1909, gr. in-8°). — C. R. par M. G. Baguenault de Puchesse. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- Le duc de Choiseul et l'alliance espagnole. Un ultimatum franco-espagnol au Portugal (1761-1762), par M. Alfred BOURGUET. — (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- Madame du Barry, par M. Claude SAINT-ANDRÉ. Préface de M. Pierre de Nolhac (Paris, Emile Paul, 1909, in-8°). — C. R. par M. André Le Glay (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- La révolution du 10 août 1792. La chute de la royauté, par M. Ph. SAGNAC. (Paris, Hachette, 1909, in-12). — C. R. par M. B. de Lacombe (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- La psychologie d'un révolutionnaire. — Le conventionnel André Dumont, par M. Etienne LAMY. — *Le Correspondant*, 10 et 25 avril 1910.
- Bibliographie du temps de Napoléon, par Frédéric M. KIRCHEISEN, tome I^{er} (1908, Paris, Honoré Champion, éd.). — C. R. par M. Edouard Troplong. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- Napoléon et l'Europe : La politique extérieure du premier Consul (1800-1803), par Edouard DRIAULT. — 1 vol. in-8°. Paris, F. Alcan, 1910.
- Napoléon et la Pologne (1806-1807), par M. Marcel HANDELSMAN, (in-8°, Paris, F. Alcan, 1909). — C. R. par M. André Le Glay (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise. — Négociations, fêtes et voyage (mars-avril 1810), d'après des documents inédits, par Edouard GACHOT. — *Le Correspondant*, 25 mars 1910.
- La conspiration Charabot (1811-1813), par M. Paul BOSQ. — *Le Correspondant*, 25 mars 1910.
- Les Napoléons, réalité et imagination, par Théodore DURET. (Paris, Fasquelle, 1909, in-12). — C. R. par M. André Le Glay (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- L'Europe et la Restauration des Bourbons (1814-1818), par M. Pierre RAIN (Paris, Perrin, 1910, in-8°). — C. R. par M. B. P. (*Rev. d'hist. diplom.*, 1910, n° 1).
- A travers les papiers de Louis XVIII. — Ses notes de lecture, par M. Ernest DAUDET. — *Le Correspondant*, 10 janvier 1910.
- La police politique sous la Restauration. — II. La police et le duc de

- Bourbon. — La police dans les Pays-Bas, par M. Ernest DAUDET. — *Rev. des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1910.
- Lettres particulières du roi Louis-Philippe et du prince de Talleyrand au Ministre des Affaires étrangères. — Guerre de la Belgique contre la Hollande (1831), par M. le Comte Horace DE CHOISEUL. — *Rev. des Deux Mondes*, 15 mars 1910.
- Les archives nationales sous la Commune (mars-juillet 1871), par M. Alfred MAURY. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 janvier 1910.
- L'Empire libéral. Etudes, récits, souvenirs, par M. Emile OLLIVIER. 14 vol. (Garnier, Paris, 1895-1909). — C. R. par M. F. de Saint-Charles (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- La captivité de Napoléon III à Wilhelmshöhe (5 septembre 1870-mars 1871). I. Les premiers mois. — Occupations. — Entretiens. — Visites. — II. Etudes militaires de Napoléon III. — Son entrevue avec l'Impératrice. — Le maréchal Bazaine à Cassel. — Protestation de l'Empereur contre la déchéance. — Le départ du 19 mars 1871, par M. Henri WELSCHINGER. — *Rev. des Deux Mondes*, 15 avril 1910.
- Histoire de la France contemporaine, par Gabriel HANOTAUX, t. IV et dernier. — Paris, Soc. d'éd. contemp., in-8°, 1910. (*Rev. hist.*, janvier-février 1910, bulletin historique).
- L'Eglise catholique et l'Etat sous la 3^e République, par M. DEBIDOUR. Tome II, 1889-1906. — Paris, Alcan, 1909, in-8°. (*Rev. hist.*, janvier-février 1910 ; Bulletin historique).
- L'échec de la Restauration monarchique de 1873, par M. Arthur LOTH (Paris, Perrin, 1910, in-8°). — C. R. par M. P. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- Le gouvernement de la République après le Maréchal de Mac-Mahon, esquisse de politique européenne d'après un livre récent (1), par M. le Comte d'ANTIOCHE (2). — *Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1.
- La jeunesse du duc d'Aumale, d'après la correspondance du Prince avec Cuvillier-Fleury et d'autres documents inédits, par M. René VALLERY RADOT. — *Le Correspondant*, 25 février 1910.
- Souvenirs du général Bertrand (1812, 1813 et 1814), d'après une correspondance inédite, par M. Eugène DE BUDÉ. — *Le Correspondant*, 10 février 1910.
- Les discours politiques du duc de Broglie, par M. le Comte DE CHABROL. — *Le Correspondant*, 25 janvier 1910.
- Chronique de la Duchesse DE DINO. — 4^e et dernier volume (1851 à 1862). — Paris, Plon, 1910.
- Souvenirs et causeries d'un diplomate, par M. le Comte Charles DE

(1) Histoire de la France contemporaine, par M. Gabriel Hanotaux, t. IV (1909, in-8°).

(2) Cfr. pour les trois premiers volumes : *Rev. d'hist. dipl.*, 1904, n° 1 ; 1905, n° 2 ; 1907, n° 4.

- MOUY, ambassadeur de France. (Paris, Plon, 1909, in-8°). — C. R., par M. G. Baguenault de Puchesse (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- Essais et notices. — Les mémoires de Jules Simon, par M. Louis MADELIN. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1910.
- La vie privée de Talleyrand, par M. Bernard DE LACOMBE. (Paris, Plon, 1910, in-8°). — C. R. par M. B. P. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- La mort de Talleyrand, par l'abbé F. DUPANLOUP. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1910.
- Le traité de Francfort. Etude d'histoire diplomatique et de droit international, par M. Gaston MAY. — 1 vol. in-8°, Paris, Berger-Levrault, 1909 (*Rev. gén. de dr. intern. publ.*; BULL. BIBL.).
- A propos d'une alliance franco-anglaise, par M. Ernest LÉMONON. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} février 1910.
- Notre politique navale, par Jacques DOROBAUTZ. — *Questions dipl. et col.*, 16 février 1910.
- Les alliances et le point de vue naval, par M. G. BLANCHON. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} mars 1910.
- La lutte pour les Transpyrénéens (avec une carte), par M. Lucien PRIMAUBE. — *Le Correspondant*, 10 janvier 1910.
- Le fer en Lorraine, par M. Jean TRIBOT-LASPIÈRE, ingénieur civil des mines. — *Le Correspondant*, 25 janvier 1910.
- Politique franco-allemande, par M. L. COQUET. — 1 vol. de 226 pages, Paris, F. Alcan, 1908.
- LA PERCÉE DES VOSGES. — RAPPORT GÉNÉRAL : 1^{re} partie, Exposé historique par M. Lucien COQUET, rapporteur général de la Commission de la Percée des Vosges, secrétaire général du Comité commercial franco-allemand. — 2^e partie, Rapports et cartes présentés au Comité commercial franco-allemand à Paris et au Deutsch-Französischer Wirtschafts-Verein de Berlin. — Paris, 22 octobre 1909 (1 vol. gr. in-4° ; au siège des deux comités : Paris, 30, rue Vignon ; Berlin, 28-29, Köthenerstrasse).
- LE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND, organe du « Comité commercial Franco-Allemand », paraissant le 15 de chaque mois. — Abonnement : France, 10 fr. ; étranger, 12 fr. 50. Administration-rédaction, 30, rue Vignon, à Paris.

ALLEMAGNE

L'exportation française de fruits, légumes et fleurs en Allemagne. Les moyens de la développer. — Rapport de M. Gabriel FERRAND, attaché commercial de France dans les pays germaniques : Berlin, 2 janvier 1910. (France. — *Mon. off. du com.*, 31 mars 1910 ; suppl. n° 863).

- JOURNAL D'ALLEMAGNE, économique, instructif, mondain, sportif et récréatif, organe hebdomadaire publié en français, à partir du 1^{er} janvier 1910. — Berlin, Friedrichstrasse 58. (Coin Leipzigerstr.).
- Politique franco-allemande, par M. L. COQUET. — 1 vol. de 226 pages, Paris, F. Alcan, 1908.
- Intervention d'un souverain dans les affaires d'un Etat étranger. — La lettre prétendue de l'empereur d'Allemagne Guillaume II à la reine Wilhelmine des Pays-Bas. — *Rev. gén. de dr. int. publ.*, mars-avril 1910 : CHRONIQUE.
- La Percée des Vosges. — V. France.
- Le Patriotisme allemand. Ses origines, son évolution. Les débuts du pangermanisme, par le capitaine du génie breveté R. NORMAND. — 1 vol. in-12 de 155 pages. (Libr. univ. L. Fournier, Paris, 1910)
- La presse politique allemande, par Angel MARVAUD. — *Questions dipl. et colon.*, 16 mars, 1^{er} avril 1910.
- L'invasion de l'Angleterre par les Allemands, par le commandant DAVIN. — *Questions dipl. et colon.*, 16 janvier 1910.
- Les sentiments de l'Alsace, par M. Pierre DE QUIRIELLE. — *Le Correspondant*, 10 mars 1910.
- Alsace-Lorraine. Les préludes d'une lutte nationale, par Pierre BRAUN. — *Questions dipl. et col.*, 16 avril 1910.
- Déclarations de M. Daniel Blumenthal, sur l'entente entre Alsaciens-Lorrains et sur l'autonomie, par René HENRY. — *Id.*
- Revues étrangères. — Une année du grand Frédéric (Barberine Campanini, eine Gelebte Friedrichs des Grossen, par Jean-Jacques Olivier et Willy Norbert ; 1 vol. in-8°, illustré, Berlin, 1910), par M. T. DE WYZEWA. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 février 1910.
- Bismarck. Biographie par Erich MARCKS, t. 1^{er} : la jeunesse de Bismarck, 1845-1848. (Impr. Cotta, Stuttgart et Berlin, 1909, in-8°). — C. R. par M. Amélie de Pitteurs. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).
- Bismarck et la Papauté. — La guerre (1870-1872). — I. La religion de Bismarck. Son attitude dans la question romaine. — II. La formation du centre et les nationaux libéraux. — III. Les vieux catholiques. — Leurs premières victoires, par M. Georges GOYAU. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier, 15 février, 15 avril 1910.
- Le prince de Bulow, par André TARDIEU, 1 vol. (Paris, Calman-Lévy, 1909, in-8°). — C. R. par M. J. Aulneau (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

AUTRICHE-HONGRIE

- L'annexion de la Bosnie-Herzégovine et le droit international par M. Milenko R. VESNITCH, ministre plénipotentiaire de Serbie à Paris. — Brochure de 21 pages, 9, rue d'Egmont, Bruxelles, 1910. (*Extrait de la Revue de dr. intern. et de lég. comparée*).

- Les conversations austro-russes, par Jacques DAROBAUTZ. — *Questions dipl. et colon.*, 16 mars 1910.
- Les communiqués austro-russes, par Jacques DAROBAUTZ. — *Id.*, 1^{er} avril 1910.
- La force autrichienne, par René HENRY. — *Questions dipl. et col.*, 16 février 1910.
- Nouvelle phase du parlementarisme en Autriche, par Henri HANTICH. — *Questions diplom. et colon.*, 1^{er} février 1910.

BELGIQUE

- Marine et navigation du port d'Anvers. — Rapport pour 1909, par sir Cécil HERTSLET, consul général anglais, mars 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4406).
- Le trône de la Belgique en 1831, par M. le comte Horace DE CHOISEUL. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 janv. 1910.
- Léopold II et son règne, par M. André TARDIEU. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1910.
- Léopold II, par M. J. VAN DEN HEUVEL, ministre d'Etat de Belgique. — *Le Correspondant*, 25 janvier 1910.
- Léopold II, roi des Belges, par M. Edouard PAYEN. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} janvier 1910.

BULGARIE

- Mouvement commercial et maritime de Bourgas, en 1908. — Rapport de M. R. DE FOUGÈRES, vice-consul de France : Bourgas, 15 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 10 mars 1910, *suppl.*, n° 856).
- Situation économique de la circonscription consulaire de Philippopoli, pendant l'année 1908-1909. — Rapport de M. L. SANTI, consul de France : Philippopoli, 21 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 10 mars 1910; *suppl.*, n° 855).
- La Bulgarie. Etude d'histoire diplomatique et de droit international, par Auguste CHAUMIER, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Lyon. — 1 vol. in-8° de 224 pages, avec une carte (Paris, Rousseau, 1909).

DANEMARK

- LE DANEMARK (DENMARK ABROAD). *Revue mensuelle*, publiée en français, depuis le 1^{er} janvier 1910. — Administration et rédaction : 25 Frederiksberggade, à Copenhague. — « Cette Revue a pour but de répandre à l'étranger la connaissance du Danemark et de sa culture intellectuelle et de favoriser le développement des intérêts français et commerciaux du Danemark à l'étranger ».

La politique extérieure du Danemark depuis 40 ans et sa situation internationale, par M. le V^e DE GUICHEN. — (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).

ESPAGNE

Mouvement commercial d'Almeria en 1908. — Rapport de M. CAZARD, consul de France : Almeria, nov. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 27 janvier 1910 ; *suppl.*, n° 842).

Mouvement commercial de Bilbao en 1908. — Rapport de M. BOULOT, consul de France : Bilbao, 16 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 28 avril 1910, *suppl.*, n° 869).

Mouvement commercial de Malaga en 1908. — Rapport de M. G. BRICAGE, vice-consul de France : Malaga, 25 sept. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 13 janvier 1910 ; *suppl.*, n° 839).

Mouvement commercial et maritime du port de Santander. Navigation et commerce français. — Rapport de M. QUERRY, consul honoraire chargé de l'Agence consulaire de France : Santander, 11 janvier 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 14 avril 1910, *suppl.*, n° 867).

Commerce des possessions espagnoles dans le golfe de Guinée. — Rapport pour l'année 1909, par M. W. FOSBERY, consul anglais : avril 1910 (Grande-Bretagne. — *Rapport dipl. et cons.*, n° 4409).

La lutte pour les Transpyrénéens (avec une carte), par M. Lucien PRIMAUBE. — *Le Correspondant*, 10 janvier 1910.

GRANDE-BRETAGNE

Situation agricole et industrielle de l'Irlande en 1908. — Commerce extérieur. — Importations et exportations. — Principales marchandises françaises dont la vente pourrait être développée en Irlande. — Rapport de M. VELTEN, consul de France : Dublin, 21 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 17 mars 1910, *suppl.*, n° 858).

Le port de Belfast en 1908. — Description du port. — Outillage. — Administration. Développement du port. — Droits sur les navires et les marchandises. — Importations et exportations. — Mouvement de la navigation. — Chantiers maritimes. — Principales lignes de navigation. — Absences de relations régulières et directes avec la France. — Principales marchandises pouvant alimenter le trafic d'une ligne France-Irlande. — Plan du port. — Rapport de M. VELTEN, consul de France : Dublin, 16 nov. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 3 févr. 1910 ; *suppl.*, n° 844).

LE FRANÇAIS. *Journal de la Société nationale des professeurs de français en Angleterre*. Paraît six fois par an. Siège social : « Sackville House », 80, Red Lion square, London, W. C.

- The law and custom of the Constitution ; t. 1. Parliament ; 4^e édit. — Oxford, Clarendon Press, 1909, in-8°, xxvi-404 p. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910, notes bibl.).
- Les institutions de l'Angleterre sous Edouard VII, par Ch. BASTIDE. — Paris, Paulin, 1910, in-8°, 298 p.; prix : 5 fr. (*Rev. hist.*, janv.-févr. 1910; notes bibl.).
- L'Europe et la politique britannique (1882-1909), par M. Ernest LÉMONON. Préface de M. Paul Deschanel (in-8°, Alcan, 1910). — C. R. par Léon Adam (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).
- Histoire de l'Empire britannique et de la politique coloniale de l'Angleterre. — 2^e édit., Saint-Petersbourg, 1909. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910; notes bibl.).
- L'Angleterre en Afrique, par le capitaine E. DE RENTY. — *Questions dipl. et colon.*, 16 février, 16 mars, 1910.
- A propos d'une alliance franco-anglaise, par Ernest LÉMONON. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} février 1910.
- L'invasion de l'Angleterre par les Allemands, par le commandant DAVIN. — *Questions dipl. et colon.*, 16 janvier 1910.
- L'armée anglaise, par M. le général H. LANGLOIS. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 février 1910.
- La crise anglaise, par M. Paul VILLARS. — *Questions diplom. et colon.*, 1^{er} janvier 1910.
- Les élections anglaises, par Arthur KANN. — *Questions dipl. et col.*, 16 février 1910.
- Après les élections anglaises, par Paul VILLARS. — *Id.*, 1^{er} mars 1910.
- Les élections anglaises, par ***. — *Le Correspondant*, 10 février 1910.
- M. Lloyd George et la démocratie puritaine, par M. Auguste FILON. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1910.
- Dix jours en Angleterre pendant les élections, par M. le C^{te} D'HAUSONVILLE. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1910.
- Outre-Manche. — Lendemain d'élections, par M. Jacques BARDOUX. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1910.
- Revue étrangères. — L'aventure tragique de Jane Grey, par M. T. DE WYZEWA. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 avril 1910.
- Revue étrangères. — Un frère du cardinal Newmann (Memoirs and Letters of Francis William Newman, par J. Gillierne Sieveking. — 1 vol. in-8° illustré, Londres, 1909), par M. T. DE WYZEWA. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 janvier 1910.
- La Reine Victoria. Pages choisies de sa correspondance, 1837-1861. Traduction française avec des notes, par Jacques BARDOUX. — Paris, Hachette, 1909, in-8°, 556 p.; prix ; 5 fr. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910; notes bibl.).
- A catalogue of the publications of Scottish historical and hindred Clubs and Societies, and of the volumes relative to Scottish history

issued by HIS MAJESTY'S STATIONARY OFFICE, 1780-1908. — Glasgow, Mac Lehosé, 1909, in-8°, x-253 p. ; prix, 10 sh. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910 ; notes bibl.).

GRÈCE

La crise hellénique, par H. MARCHAND. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} avril 1910.

La crise de l'Orthodoxie grecque, par Raymond PERRAUD. — *Questions dipl. et col.*, 16 avril 1910.

ITALIE

Navigation du port de Gênes en 1908. Comparaison avec le mouvement maritime de Marseille. — Rapport de M. DE CLERCQ, consul général de France à Gênes. (France. — *Mon. off. du Com.*, 24 mars 1910 ; *suppl.*, n° 860).

Mouvement commercial et maritime du port de Livourne en 1908. — Rapport de M. Joseph ARÈNE, consul général de France : Livourne, 9 janvier 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 31 mars 1910 ; *suppl.*, n° 862).

Le commerce de Tarente en 1908. — Rapport de M. FRANDIN, vice-consul de France : Tarente, 16 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 3 mars 1910 ; *suppl.*, n° 852).

Commerce et mouvement de Venise. — Rapport pour l'année 1908-09, par M. DE ZACCATA, consul anglais : mars 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4406).

Le nationalisme italien, par Maurice MURET. — *Questions dipl. et colon.*, 16 janvier, 1^{er} février 1910.

L'esprit public en Italie, par M. Henri JOLY. — *Le Correspondant*, 10 avril 1910.

L'âme italienne, de la Révolution française au Risorgimento, à propos d'une récente publication, par M. Paul HAZARD. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 avril 1910.

Le Roi et la Reine de Naples (1810-1812). I. Le ménage royal et le second mariage de l'Empereur. — II. Vicissitudes du ménage. Le baptême du roi de Rome. — III. La crise de 1811. La Reine ambassadrice, par M. Albert VANDAL. — *Rev. des Deux-Mondes*, 1^{er} et 15 février, 1^{er} mars 1910.

Santa-Rosa et la France (1821-1822). 1^{re} partie. — *Revue historique*, mars-avril 1910.

Epoque contemporaine (suite et fin). Bulletin historique, par M. Georges BOURGIN. — *Rev. hist.*, janv.-févr., 1910.

MONTÉNÉGR0

La pleine indépendance du Monténégro ; modification de l'article 29 du traité de Berlin du 13 juillet 1878, entrée de bâtiments de guerre français et austro-hongrois dans le port d'Antivari. — *Rev. gén. de dr. int. publ.*, mars-avril 1910 : CHRONIQUE.

NORVÈGE

Le premier vote politique des femmes en Norvège, par ***. — *Le Correspondant*, 10 janvier 1910.

Un conflit de limites maritimes entre la Norvège et la Suède ; l'affaire de Grisbådarna ; sentence de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye du 23 octobre 1909 (1). — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910 : CHRONIQUE.

PAYS-BAS

Commerce et marine du district de Rotterdam. — Rapport pour l'année 1909, par M. TURING, consul anglais : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et consul.*, n° 4412).

La campagne de 1815 aux Pays-Bas, par les Colonels DE BOS et DE WOMMERSON. — Bruxelles, A. Dewost, 1908, 3 vol. in-8°. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910, notes bibl.).

Intervention d'un Souverain dans les affaires d'un Etat étranger. La lettre prétendue de l'Empereur d'Allemagne Guillaume II à la Reine Wilhelmine des Pays-Bas. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910 : CHRONIQUE.

PORTUGAL

Commerce et trafic des Açores. — Rapport pour l'année 1909, par M. READ, consul anglais : avril 1910 (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4413).

Commerce de Goa. — Rapport pour 1908-09, par M. BECHER, consul anglais : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4410).

Les colonies portugaises, par Angel MARVAUD. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} février 1910.

L'instruction dans les colonies portugaises, par M. A.-L. DE ALMADA NEGREIROS. — Brochure de 69 pages. (Etablissements généraux d'Imprimerie, Bruxelles, 1909).

(1) Voir le texte de la sentence : *Arch. dipl.*, 1910, janvier, p. 34.

ROUMANIE

Les Mavrogéni ; histoire d'Orient de 1700 à nos jours, par Théodore BLANCARD. — Paris, Leroux, 1909, in-8, t. I, xv-157 p. ; t. II, 817 p. (*Rev. hist.*, mars-avril ; notes bibl.).

RUSSIE

L'heure des Slaves, par A. GRATIEUX. — *Questions diplom. et colon.* 1^{er} avril 1910.

La Russie nouvelle et la liberté religieuse. — I. Les Catholiques. — Les Israélites. — II. Les Vieux-Croyants. — Le rétablissement du patriarcat. — La convocation d'un concile, par M. Anatole LEROY-BEAULIEU. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 avril 1910.

Les conversations austro-russes, par Jacques DOROBOUTZ. — *Questions dipl. et col.*, 16 mars 1910.

Les communiqués austro-russes, par Jacques DOROBOUTZ. — *Id.*, 1^{er} avril 1910.

Finlande et Russie. Délibération internationale de Londres, 28 février, 1^{er} mars 1910. — (*Rev. intern. de droit intern. publ.*, mars-avril 1910 ; *BUL. BIBL.*

La question de Finlande. — *Le Temps*, 16 avril 1910.

L'évolution de l'irrédentisme polonais, par D. BAGNICKI. — *Edition du Journal de Saint-Petersbourg*, 1910.

Une vie d'Impératrice (Elisabeth de Russie, femme d'Alexandre I^{er}), par Ernest DAUDET. — *Rev. des Deux-Mondes*, 15 mars 1910.

V. *Extrême-Orient* : Russie et Japon.

SUÈDE

Budget suédois. — Rapport pour l'année 1911, par Sir CÉCIL SPRING RICE, ministre de Sa Majesté à Stockholm : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4414).

Un conflit de limites entre la Norvège et la Suède ; l'affaire des Grisbâdarna ; sentence de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye du 23 octobre 1909 (1). — *Rev. gén. de droit intern. publ.*, mars-avril 1910 : CHRONIQUE.

SUISSE

Les usines hydro-électriques de Suisse. — Rapport de M. Maurice DE COPPET, consul général de France : Bâle, 8 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 3 févr. 1910 ; *suppl.*, n° 845).

(1) Voir le texte de la sentence : *Arch. dipl.*, 1910, janvier, p. 34.

La convention de Berne (1) jugée de l'étranger, par M. Paul GIRARDIN, professeur à l'Université de Fribourg. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} janvier 1910.

TURQUIE

Commerce extérieur du Vilayet d'Andrinople en 1908. — Rapport de M. A. TINAYRE, vice-consul de France : Andrinople, 15 oct. 1909 ; (France. — *Mon. off. du Com.*, 6 janvier 1910 ; *suppl.* n° 838).

Mouvement commercial de Constantinople du 14 mars 1907 au 13 mars 1908. — Conseils aux exportateurs français. — Rapport de M. LEFEUBVRE-MÉAULLE, attaché commercial français dans les pays du Levant : Constantinople, nov. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 3 mars 1910 ; *suppl.*, n° 854).

Mouvement commercial et maritime de Smyrne pendant l'année 1908. Campagne d'exportation 1908-1909. — Rapport de M. Pierre VALET, vice-consul chargé de la chancellerie du Consulat général de France : Smyrne, 8 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 21 avril 1910 ; *suppl.*, n° 868).

Leçons du passé, ou causes de l'affaiblissement de l'Empire Ottoman, par Hedjib HADJ BEY, consul général de Turquie. (Constantinople, 1909, in-12 de 79 pages). — C. R. par M. B. P. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

Les finances ottomanes. — Les deux premiers budgets constitutionnels, par M. Raphaël-Georges LÉVY. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1910. — *V. Turquie d'Asie*.

ASIE

TURQUIE D'ASIE

La question du Yémen, par Gaston ROUET. — *Questions dipl. et colon.*, 16 avril 1910.

V. Turquie d'Europe.

INDE ANGLAISE

Mouvement commercial et maritime du port de Bombay pendant l'exercice 1908-1909. — Rapport de M. Harold MARTIN, vice-consul, chargé de la chancellerie du Consulat de France : Bombay, 10 janvier 1910 (France. — *Mon. off. du Com.*, 28 avril 1910 ; *suppl.*, n° 870).

(1) Voies d'accès au Simplon. Convention franco-suisse du 18 juin 1909.

MASCATE

La France et Mascate aux XVIII^e et XIX^e siècles, par M. A. AUZOUX. — *Rev. d'hist. dipl.*, 1^{er} octobre 1909 et 1^{er} avril 1910.

SIAM

Commerce de Bangkok. — Rapport pour l'année 1908-1909, par M. DUNN, acting-consul : avril 1910 (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4417).

Mouvement économique du Laos Siamois (Monthons Isan et Oudon). — Le commerce. — Régime douanier. — Mandats et colis-postaux. — Les voies commerciales. — Produits du commerce local. — Exportation. — Importation. — Rapport de M. AYMÉ MARTIN, consul de France : 15 juillet 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 7 avril 1910 ; *suppl.*, n° 865).

Commerce du Mouthon de Chumpawn. — Rapport pour l'année 1908 et partie de 1909, par M. W. A. R. WOOD, vice-consul anglais, 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4404).

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

Mouvement commercial d'Amoy en 1908. — Rapport de M. G. LECOMTE, vice-consul de France : Amoy, 15 décembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 7 avril 1910 ; *suppl.*, n° 864).

Commerce de Changha. — Rapport pour l'année 1909, par M. HEWLETT, acting-consul : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4419).

Commerce et navigation de Fou-Tchéou en 1908. — Rapport de M. LEDUC, consul de France : Fou-Tchéou, 29 octobre 1909, (France. — *Mon. off. du com.*, 16 mars 1910 ; *suppl.*, n° 857).

Mouvement commercial et maritime de Kiao-Tchéou en 1908. — Rapport de M. A. GUÉRIN, consul de France : Tchéfou, 7 décembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 3 mars 1910 ; *suppl.*, n° 853).

Commerce général de Tchoug-King en 1908. — Rapport de M. A. BORDARD, gérant du vice-consulat de France : Tchoug-King, 18 septembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 17 février 1910 ; *suppl.*, n° 848).

La Chine nouvelle, par Jean RODES. (Paris, Félix Alcan, 1910, in-8°). — C. R. par M. le Marquis de Nadaillac. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

La transformation de la Chine. — I. Les origines du mouvement réformiste. — Les édits impériaux et leurs résultats, par M. ROUIRE. — *Rev. des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1910.

CORÉE

Mouvement commercial de la Corée en 1908. — Rapport de M. PAILLARD, gérant du Consulat général de France : Séoul, 25 novembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 10 février 1910 ; *suppl.*, n° 846).

JAPON

Revue : LES MÉLANGES JAPONAIS. — *Folk-lore. Histoire. Religion. Philosophie et Morale. Finances. Politique, sociologie, éducation, religion : Résumé de la presse japonaise.* — Les Mélanges Japonais sont édités en français à Tokio (librairie Iansaisha, Kanda, Nishiki-chô, 1 chôme, 10). On s'abonne en France, chez MM. Ernest Leroux, libraire de la Société asiatique, 28, rue Bonaparte ; et Victorion, libraire, 4, rue Dupuytren. 5^e année. Abonnement annuel : 7 fr. 50.

Le Japon. Histoire et civilisation par M. le Marquis DE LA MAZELIÈRE, 4 vol. (Paris, Plon éd.). — C. R. par M. le Marquis de Nadaillac (*Rev. d'hist. dipl.*, 1908, n° 1 ; 1910, n° 2).

Le Japon moderne. Révolution et Restauration, 1854-1869, par M. le Marquis DE LA MAZELIÈRE. Tome I. — C. R. par M. le Marquis de Nadaillac. (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 2).

RUSSIE ET JAPON

Guerre. Combattants et non-combattants. Attachés militaires. Correspondants de journaux. Navires de presse. Télégraphie sans fil. Traitement par les belligérants. — Communication de M. Francis REY, chargé de conférences à la Faculté de droit de Paris, contenant le texte des règlements russes et japonais de 1904. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.* (Paris), 1910, n° 1.

AFRIQUE

Les civilisations de l'Afrique du Nord : Berbères, Arabes, Turcs, par Victor PIQUET. — 1 vol. in-18 jésus, 400 pages avec 4 cartes hors texte. Paris, A. Colin, 1910.

Le partage de l'Afrique : Fachoda, par Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française. — 1 vol. in-8° de 356 p. ; E. Flammarion, éd. Paris, 1909.

La maladie du sommeil, par Antoine LARTY. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} mars 1910.

AFRIQUE ANGLAISE

Commerce, agriculture, industrie et navigation de l'Afrique Orientale anglaise en 1908. — Rapport de M. CAROUGEAU, agent consulaire de France : Mombasa, 6 juillet 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 24 mars 1910 ; *suppl.*, n° 861).

L'Angleterre en Afrique, par le capitaine E. DE RENTY. — *Questions dipl. et colon.*, 16 février, 16 mars 1910.

Etudes sur l'Afrique (2^e série). Le cap de Bonne-Espérance au XVII^e siècle, par Henri DEHÉRAN. — Paris, Hachette, 1909, in-16°, 256 p., 5 tableaux et 3 cartes. (*Rev. hist.*, mars-avril 1910, notes bibl.).

AFRIQUE FRANÇAISE

Traités de délimitation concernant l'Afrique française, par E. ROUARD DE CARD, professeur de droit à l'Université de Toulouse. — 1 vol. in-16 de 198 pages, avec 17 cartes des frontières. (Paris, Pedone, 1910).

La conscription des indigènes musulmans en Algérie, par le colonel SAINTE-CHAPELLE. — Une brochure in-8° de 82 pages. (Paris, A. Charles-Lavauzelle, 1910).

A la côte d'Ivoire. La situation actuelle. Les perspectives, par Edouard PAYEN. — *Questions dipl. et colon.*, 1^{er} avril 1910.

EGYPTE ET SOUDAN

Le statut politique de l'Egypte au regard de la Turquie, par M. LAMBA, professeur à l'école khédiviale de droit du Caire. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.* (Paris), 1910, n° 1.

Le régime politique, son évolution. — L'affaire du canal de Suez, par Jean RODES. — *Le Temps*, 17 avril 1910.

Déclarations du Khédive Abbas Hilmi, par Jean RODES. — *Le Temps*, 18 avril 1910.

Le parti nationaliste, par Jean RODES. — *Le Temps*, 26 avril 1910.

Commerce, etc., du port de Soudan et du district. — Rapport pour 1909, par M. ECHLIN, vice-consul anglais : mars 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4407).

Note sur le commerce du Soudan et de l'Erythrée pendant l'année 1908. — Rapport de M. Charles ROSSETTI, agent colonial du Roi, en mission

au Soudan : décembre 1909. (Italie. — Supplément au Bulletin du Min. des Aff. étr., mars 1910).

LIBÉRIA

Situation économique de la République de Libéria en 1907-1908. — Rapport de M. BARET, agent consulaire de France à Mourovia : Mourovia, 27 septembre 1909. (France. — *Món. off. du Com.*, 20 janvier 1910 ; *suppl.*, n° 841).

MAROC

Mouvement commercial et maritime de Saffi en 1907-1908. — Rapport de M. H. HOFF, vice-consul de France : Saffi, 15 octobre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 20 janvier 1910 ; *suppl.*, n° 840).

La conférence d'Algésiras, par André TARDIEU, 3^e édition. (Paris, Alcan, 1902, in-8°). — C. R. par M. J. Aulneau (*Rev. d'hist. dipl.*, 1910, n° 1).

Le livre blanc allemand (janvier 1910). Mémoires et documents sur les intérêts miniers allemands au Maroc. — Traduction par M. Paul ADAM. — Brochure in-8° de 70 pages. Paris, Honoré Champion, 1910.

Le Monlond. L'armée chérifienne, par W. — *Le Temps*, 23 avril 1910.

La question de l'abolition des supplices et l'intervention européenne. — Communication de M. Antoine ROUGIER, chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Caën. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.* (Paris), 1910, n° 1.

MOZAMBIQUE

Situation commerciale de la province de Mozambique en 1908. — Rapport de M. P. BIZEL, vice-consul de France : Lourenço-Marquês, 16 septembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 24 février 1910 ; *suppl.*, n° 850).

AMÉRIQUE DU NORD

BULLETIN OFFICIEL de la Fédération de l'Alliance française aux Etats-Unis et au Canada. — Paraît tous les mois. Secrétariat général de la Fédération : 1402, Broadway, New-York City.

BULLETIN OFFICIEL de la Société nationale des professeurs français en Amérique. — Paraît quatre fois par an. Siège social : 100 str., Nicholas avenue, New-York City.

L'ÉCHO DES DEUX-MONDES. *Journal littéraire et artistique dédié aux intérêts de la langue française en Amérique. Organe de l'Alliance française.* Paraît le 26 de chaque mois à Chicago, 358 Dearborn street.

CANADA

Commerce extérieur du Canada pendant l'année fiscale 1908-1909. — Rapport de M. J. DE LOYNES, secrétaire d'ambassade de 1^{re} classe, chargé du Consulat général de France : Montréal, 9 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 10 février 1910 ; *suppl.*, n° 847).
CANADA. *Journal illustré hebdomadaire du Dominion*, publié en anglais à Montréal, Toronto et Londres.

ÉTATS-UNIS

Commerce, mouvement, navigation, agriculture et autres matières intéressantes, dans les Etats de New-York, New-Jersey, Rhode Island et Connecticut. — Rapport pour 1909, par M. BENNETT, consul anglais : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4408).
Commerce du district consulaire de Savannah. — Rapport pour l'année 1909, par M. J. A. DONNELLY, consul anglais. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4416).
Les Etats-Unis et l'Amérique centrale, par Henri MARCHAND. — *Questions dipl. et col.*, 16 janvier 1910.
L'esprit américain et la littérature américaine, par M. Firmin Roy. — *Le Correspondant*, 25 février 1910.

MEXIQUE

Commerce du district consulaire de Progreso. — Rapport pour l'année 1909, par M. A. PEIRCE, consul : avril 1910 (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4418).

AMÉRIQUE CENTRALE

Les États-Unis et l'Amérique centrale, par Henri MARCHAND. — *Questions dipl. et col.*, 16 janvier 1910.

LA TRINITÉ

Mouvement économique et commercial de la colonie Trinidad et Tabago (Antilles anglaises) pendant l'année 1908-1909. — Rapport

de M. Paul VESSIER, gérant du vice-consulat de France : La Trinidad, 12 déc. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 7 avril 1910; *suppl.*, n° 866).

PANAMA

Situation économique et commerce extérieur de la République de Panama en 1908. — Rapport de M. BARRÉ-PONSIGNON, chargé d'affaires de France : Panama, 19 nov. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 17 mars 1910; *suppl.*, n° 859).

VÉNÉZUELA

Commerce et mouvement de Ciudad Bolivar. — Rapport pour 1909, par M. C. H. DE LEMOS, consul anglais : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4411).

AMÉRIQUE DU SUD

BOLIVIE

Situation économique de la Bolivie. — Considérations générales. — Banques. — Chemins de fer. — Commerce international (exportation et importation). — Renseignements divers (voyageurs de commerce, le recouvrement des créances, communications avec l'Extérieur). — Rapport de M. DE CAMAS, chargé d'affaires de France : La Paz, 15 sept. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 24 février 1910; *suppl.*, n° 851).

L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou, par M. A. WEISS. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910.

Pérou et Bolivie (V. Pérou), par le Prince Louis D'ORLÉANS ET BRAGANCE. — *Le Correspondant*, 25 mars, 10 et 25 avril 1910.

BRÉSIL

Commerce d'exportation en 1908 au Brésil des principales nations industrielles. — Transactions françaises. — Moyens de les organiser. — Rapport de M. Ch. WIENER, ministre plénipotentiaire de France en mission. (France. — *Mon. off. du Com.*, 27 janvier 1910; *suppl.*, n° 843).

PÉROU

Renseignements généraux. — Agriculture. — Industrie. — Commerce. — Importation. — Exportation. — Indications pratiques. — Rapport

de M. F. CLÉMENT-SIMON, chargé d'affaires de France au Pérou : Lima, 1^{er} oct. 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 17 févr. 1910; *suppl.*, n° 849).

Pérou et Bolivie. — I. De Mollendo à La Paz. — Aréquipa; l'ascension du Misti; le désert péruvien; le lac Titicaca. — II. La Paz. — Quichuas et Aïmaras; Les dernières tribus sauvages; Les extravagances d'un président; statistiques de révolutions. — III. La Paz. — Le nouveau régime; les chemins de fer; la société; l'armée; les mines d'étain du Huayna-Potosi, par le Prince Louis D'ORLÉANS ET BRAGANCE. — *Le Correspondant*, 25 mars, 10 et 25 avril 1910.

L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou, par M. A. WEISS. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mars-avril 1910.

Le Propriétaire-Gérant : LEQUEUX-LECAT.

ABBEVILLE. — IMPRIMERIE F. PAILLART.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

50^e Année

N^o 5

Mai 1910

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — BOLIVIE

Traité d'amitié et de commerce.

(Signé à La Paz, le 22 juillet 1908. — Echange des ratifications, le 15 mars 1910.)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand,

Et Son Excellence le Président de la République de Bolivie,

Animés du désir de favoriser et consolider les relations d'amitié et de commerce entre les deux pays,

Sont convenus de conclure un traité qui réponde à ce désir, et à cet effet ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse :

Son Représentant auprès de la République de Bolivie, le Conseiller actuel de la Légation, M. de Harthausen ;

Son Excellence le Président de la République de Bolivie :

Son Excellence le Ministre des Relations extérieures et du Culte, M. le Docteur Don Claudio Pinilla,

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

ARTICLE I^{er}.

Il y aura amitié perpétuelle entre l'Empire allemand d'une part, et la République de Bolivie, d'autre part, ainsi qu'entre leurs nationaux respectifs.

ART. II.

Il y aura liberté absolue et réciproque de commerce entre les Pays des deux Hautes Parties Contractantes. Les nationaux de chacune de ces deux Parties auront pleine liberté d'accès dans tous les lieux du territoire de l'autre Partie, comme les nationaux de cette Partie eux-mêmes ; ils jouiront, respectivement, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exceptions, qui, en matière de commerce, appartiennent et appartiendront aux nationaux, sans être tenus à d'autres et plus importantes taxes et impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux eux-mêmes. Pour ce qui concerne la protection individuelle, l'acquisition des propriétés et l'exercice des industries, ils jouiront des mêmes droits que la nation la plus favorisée, demeurant soumis aux lois et règlements du pays de leur résidence.

ART. III.

En aucun cas les droits d'importation imposés en Allemagne sur les produits du sol et de l'industrie bolivienne et en Bolivie sur les produits du sol et de l'industrie allemande, ne pourront être ni autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. La même règle sera observée pour l'exportation et le transit.

Aucunes prohibitions ni restrictions touchant l'importation ou l'exportation d'un article quelconque ne seront adoptées dans le commerce réciproque, si elles ne sont pas étendues à toutes les autres nations qui se trouveront dans les mêmes conditions ; et les formalités de douane qui sont imposées, pour les marchandises importées ou exportées de l'un des deux pays, seront les mêmes que celles appliquées à toutes les autres nations.

Les facilités que l'une des Parties contractantes a consenties ou consentira aux Etats limitrophes, dans le but de favoriser le trafic frontière, ne pourront être réclamées comme droit de la part de l'autre Partie, à moins qu'il n'ait été accordé semblables facilités à d'autres Etats non limitrophes.

ART. IV.

La République de Bolivie reconnaît à la marine marchande de l'Empire allemand le droit de naviguer librement et sous son pavillon dans les eaux de son territoire. En conséquence la marine marchande

de l'Empire allemand aura les mêmes droits et faveurs que ceux qui ont été ou seront concédés à la nation la plus favorisée.

ART. V.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent de conclure une Convention spéciale au sujet des droits et privilèges de leurs fonctionnaires consulaires respectifs. Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette Convention, Elles conviennent de se concéder réciproquement les droits, libertés et faveurs qu'elles ont concédé ou concéderont aux consuls de la nation la plus favorisée.

ART. VI.

Les deux Hautes Parties Contractantes, animées du désir d'éviter toutes difficultés tenant à la nationalité, déclarent que, devront être considérés comme Allemands en Bolivie et comme Boliviens en Allemagne :

les Allemands établis en Bolivie et les Boliviens établis en Allemagne qui ont conservé leur nationalité en se conformant aux lois de leur Patrie ;

les enfants nés en Bolivie de parents Allemands et les enfants nés en Allemagne de parents Boliviens possédant à l'âge de 21 ans accomplis la nationalité dans les deux pays, et qui auront le droit dans le délai d'un an d'opter pour l'une ou l'autre nationalité, et jouiront dès lors de toutes les faveurs accordées par le présent traité aux nationaux de celle choisie.

ART. VII.

Les enfants mâles nés en Bolivie de parents Allemands et ceux nés en Allemagne de parents Boliviens ne seront pas appelés au service militaire avant d'avoir accompli leur 21^e année, en conséquence du droit d'option prévu dans l'article VI, § 3.

ART. VIII.

Les Boliviens en Allemagne et les Allemands en Bolivie seront exemptés de tout service personnel, dans les armées de terre et de mer, dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de l'obligation d'accepter les charges et fonctions politiques, administratives et judiciaires.

Seront exceptées de la règle précédente, les fonctions municipales qu'ils peuvent remplir sans perdre leur nationalité et en conservant par suite leurs qualités et conditions d'étrangers.

ART. IX.

Les nationaux des Parties Contractantes seront exemptés de toutes les contributions extraordinaires de guerre et des emprunts forcés,

quels qu'ils soient. De même ils seront exemptés de toutes les réquisitions et prestations militaires, conformément aux principes qui régissent les relations avec les pays les plus favorisés et, en aucun cas, ils ne seront tenus à ces réquisitions ou prestations sans indemnité préalables sur des bases justes et équitables.

Dans tous les autres cas, ils ne pourront être soumis pour leurs biens mobiliers ou immobiliers à d'autres charges ou impôts que ceux qui sont ou seront exigés des sujets du pays même et des nationaux de la nation la plus favorisée.

ART. X.

A l'occasion de procès ou plaintes de particuliers dans les affaires d'ordre civil, criminel ou administratif, il ne sera admis aucune intervention des représentants diplomatiques des Parties Contractantes, à moins qu'il ne s'agisse de déni de justice, retard judiciaire anormal ou illégal, ou de l'inexécution d'un jugement ayant obtenu force de loi, ou enfin, après épuisement des voies légales, à moins qu'il n'y ait violation manifeste des traités existants entre les deux Parties Contractantes ou des principes du droit international ou du droit privé international universellement reconnus par les nations civilisées.

ART. XI.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications échangées le plus tôt possible.

Le Traité entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans à compter de l'expiration de ces dix jours; et, si dans les douze mois qui précéderont la fin de cette période aucune des Hautes Parties Contractantes n'a manifesté son intention de faire cesser les effets du présent Traité, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an, et ainsi de suite, à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original en langue allemande et espagnole, à La Paz le 22 juillet 1908.

(L. S.). Von HARTHAUSEN.

(L. S.). Claudio PINILLA.

FRANCE — MEXIQUE

Convention d'arbitrage relative à l'île de Clipperton.*(Signée à Mexico, le 2 mars 1909.)*

Le Gouvernement de la République Française,
Et le Gouvernement de la République Mexicaine,

Considérant qu'il existe un désaccord entre eux au sujet de la souveraineté de l'île de Clipperton et qu'il convient aux rapports d'amitié qui existent entre les deux pays comme à leur désir réciproque d'arriver à une solution définitive, de régler le litige par la voie de l'arbitrage,

Sur la proposition de la France,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République Française, M. de Greigueil, chargé d'affaires *ad interim* de France au Mexique ;

Et le Président de la République Mexicaine, M. le licencié don Ignacio Mariscal, Secrétaire d'Etat des relations extérieures ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1^{er}. — Le litige qui existe entre les Hautes Parties Contractantes, relativement à la souveraineté de l'île de Clipperton, sera réglé par la voie de l'arbitrage.

ART. 2. — Sur la proposition du Gouvernement mexicain, acceptée par le Gouvernement français, les deux Gouvernements s'adresseront à Sa Majesté Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, et le prieront d'accepter de jouer le rôle d'arbitre pour la solution du litige qui existe entre eux au sujet de la souveraineté de l'île de Clipperton.

ART. 3. — Les deux Gouvernements s'engagent à observer fidèlement la sentence arbitrale qui sera rendue en vertu de la présente Convention.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront, aussitôt que possible, échangées à Mexico.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Mexico, le 2 mars 1909.

(L. S.) Signé : GREIGUEIL.

(L. S.) Signé : IGNACIO MARISCAL.

FRANCE — ALLEMAGNE

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et l'Allemagne.*(Signée à Paris, le 8 juillet 1908.)*

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial d'Allemagne, désirant régler le service de la correspondance téléphonique entre la France et l'Allemagne, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, ont résolu de conclure une convention générale à ce sujet et sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — La correspondance téléphonique entre les deux pays est assurée au moyen de fils conducteurs dont le diamètre, la conductibilité et l'isolement sont en rapport avec les conditions dans lesquelles la correspondance doit s'effectuer.

Ces fils sont protégés, dans la plus large mesure possible, contre les influences nuisibles et, notamment, contre celles qui peuvent résulter du voisinage de courants d'énergie électrique.

Chacune des administrations intéressées fait exécuter, à ses frais, sur son propre territoire, les travaux d'établissement et d'entretien des lignes téléphoniques.

Les communications téléphoniques peuvent être originaires ou à destination des postes publics et des postes d'abonnés.

ART. 2. — A moins de décision contraire, prise d'un commun accord par les administrations, les circuits spécialement constitués en vue de la correspondance téléphonique sont exclusivement affectés à ce service.

ART. 3. — L'unité admise, tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la conversation de trois minutes.

ART. 4. — Les communications d'Etat jouissent de la priorité attribuée aux télégrammes d'Etat par l'article 5 de la convention internationale de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875.

La durée des communications d'Etat n'est pas limitée.

ART. 5. — La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication. Elle est formée du total des taxes élémentaires fixées comme il suit, par conversation ordinaire de trois minutes :

EN FRANCE.

A 1 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements désignés ci-après : Doubs, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône (y compris le territoire de Belfort) et Vosges (1^{re} zone).

A 2 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements désignés ci-après : Ain, Aisne, Ardennes, Aube, Côte-d'Or, Isère, Jura, Marne, Haute-Marne, Nièvre, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Somme, Yonne (2^e zone).

A 4 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements non compris dans les deux premières zones (3^e zone).

EN ALLEMAGNE.

A 1 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques situés dans l'arrondissement de Trêves et la principauté de Birkenfeld, en Alsace-Lorraine et dans le grand-duché de Bade, excepté la partie située au nord d'une ligne allant de Lauterbourg, à un point de la frontière bado-wurtembergeoise, près de Gernsbach, et la partie située à l'est d'une ligne allant d'un point de la même frontière au nord de Saint-Georgen à Waldshut (1^{re} zone).

A 2 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques autres que ceux compris dans la 1^{re} zone et situés entre la frontière et une ligne partant de Gronau, passant par Paderborn, Cassel, Meiningen, Bamberg, Nürnberg, Ingolstadt, Munich, et de là directement au Sud jusqu'à la frontière autrichienne (2^e zone).

Les villes désignées au paragraphe précédent font partie de la 2^e zone.

A 4 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques non compris dans les deux premières zones (3^e zone).

Dans les relations limitrophes, la taxe totale est exceptionnellement réduite à 1 fr. 25, soit 625 millimes pour chaque office, pour toute communication échangée entre un centre téléphonique français et un centre téléphonique allemand, par des lignes ou sections de ligne dont la longueur totale réelle ne dépasse pas 75 kilomètres.

Les taxes élémentaires prévues ci-dessus sont respectivement triplées pour les communications privées urgentes ayant priorité sur les

communications privées ordinaires, sans pouvoir toutefois excéder, en aucun cas, 15 fr. pour une conversation de trois minutes.

Les administrations pourront, d'un commun accord, modifier les taxes élémentaires et les réduire pendant les heures de nuit. Elles pourront également apporter à la détermination des zones les rectifications rendues nécessaires par le développement du réseau de chaque pays.

ART. 6. — Les administrations déterminent, d'un commun accord, l'affectation de chacun des circuits par lesquels peuvent s'établir les relations internationales, les villes admises à la correspondance et les heures entre lesquelles les relations sont autorisées.

ART. 7. — Après accord entre les administrations, un régime d'abonnement à heures fixes pendant la nuit pourra être établi entre les deux pays.

ART. 8. — Après entente entre les administrations, un service d'avis d'appel téléphonique pourra être organisé entre la France et l'Allemagne.

Les administrations fixeront, d'un commun accord, les taxes à appliquer aux avis d'appel téléphonique.

ART. 9. — Chaque administration reçoit pour sa part les taxes élémentaires afférentes au parcours sur son territoire.

Les recettes téléphoniques font, de la part de chaque administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte des recettes télégraphiques.

ART. 10. — Après accord, des relations peuvent s'ouvrir avec des pays voisins en transit par les lignes téléphoniques des administrations des Etats contractants.

ART. 11. — En vertu de l'article 8 de la convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

ART. 12. — Les administrations des Etats contractants ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie téléphonique.

ART. 13. — Les dispositions de la présente convention seront complétées par un règlement de service, arrêté d'un commun accord entre les deux administrations.

ART. 14. — La présente convention abroge celle qui a été conclue à Paris, le 28 mars 1900.

Elle sera mise à exécution à la date qui sera fixée par les administra-

tions des deux pays, dès qu'elle sera devenue définitive, selon la législation particulière à chacun des deux Etats.

Elle restera en vigueur pendant un an après que la dénonciation en aura été faite par l'un ou l'autre des gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 8 juillet 1908.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — RADOLIN.

Décret fixant les taxes applicables à certaines communications téléphoniques franco-allemandes.

(22 mai 1910. — Journal officiel, 26 mai 1910.)

Le Président de la République française,

Vu la loi du 21 avril 1910 ;

Vu le décret du 30 avril 1910 ;

Vu la convention générale téléphonique (art. 5 et 7) conclue à Paris, le 8 juillet 1908, entre la France et l'Allemagne ;

Vu l'arrangement téléphonique franco-allemand signé à Paris, le 24 mai 1909, et à Berlin, le 10 août 1909 ;

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les taxes élémentaires applicables aux communications téléphoniques échangées, pendant les heures du service de nuit, entre la France et l'Allemagne, sont fixées, par unité de trois minutes, aux trois cinquièmes des taxes élémentaires normales stipulées par l'article 5 de la convention générale téléphonique du 8 juillet 1908.

Le maximum de taxe de 15 fr. pour une conversation de trois minutes, applicable aux communications privées urgentes de jour, est également réduit aux trois cinquièmes pour les communications privées urgentes de nuit, soit à 9 fr. par unité de trois minutes.

ART. 2. — La taxe des communications téléphoniques franco-allemandes échangées, pendant les heures du service de nuit, sous le régime de l'abonnement, est fixée, par unité de trois minutes, à la

moitié du tarif normal prévu par l'article 5 de la convention générale téléphonique du 8 juillet 1908 pour les conversations ordinaires.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret seront mises en vigueur à partir d'une date qui sera fixée par arrêté ministériel.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 22 mai 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des travaux publics, des postes
et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

*Le ministre des finances,
Georges COCHERY.*

FRANCE — ESPAGNE

Convention réglant le service de la correspondance téléphonique entre la France et l'Espagne.

(Signée à Paris, le 31 décembre 1909. — Echange des ratifications, le 6 mai 1910.)

ART. 1^{er}. — La correspondance téléphonique entre la France et l'Espagne est assurée au moyen de fils conducteurs dont le diamètre, la conductibilité et l'isolement sont en rapport avec les conditions dans lesquelles la correspondance doit s'effectuer.

Ces fils sont protégés dans la plus large mesure possible, contre les influences nuisibles et, notamment, contre celles qui peuvent résulter du voisinage de courants d'énergie électrique.

Chacune des administrations intéressées fait exécuter, à ses frais, sur son propre territoire, les travaux d'établissement et d'entretien des lignes téléphoniques.

Les communications téléphoniques peuvent être originaires ou à destination des postes publics et des postes d'abonnés.

ART. 2. — A moins de décision contraire, prise d'un commun accord par les administrations respectives, les circuits spécialement constitués en vue de la correspondance téléphonique sont exclusivement affectés à ce service.

ART. 3. — L'unité admise, tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la conversation de trois minutes.

ART. 4. — Les communications d'Etat jouissent de la priorité attribuée aux télégrammes d'Etat par l'article 5 de la convention internationale de Saint-Petersbourg du 22 juillet 1875.

La durée des communications d'Etat n'est pas limitée.

ART. 5. — La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication. Elle est formée du total des taxes élémentaires fixées comme il suit, par conversation ordinaire de trois minutes :

EN FRANCE.

A 75 centimes pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements des Basses-Pyrénées et des Pyrénées-Orientales (1^{re} zone) ;

A 2 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements désignés ci-après : Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Ariège, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Creuse, Dordogne, Drôme, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Indre, Isère, Landes, Loire, Haute-Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne (2^e zone) ;

A 4 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des départements non compris dans les deux premières zones (3^e zone).

EN ESPAGNE.

A 75 centimes pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des provinces de Guipuzcoa et de Gérone (1^{re} zone) ;

A 2 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des provinces désignées ci-après : Alava, Avida, Barcelone, Burgos, Castellon de la Plana, Cuenca, Guadalajara, Huesca, Leon, Lerida, Logrono, Madrid, Navarre, Oviedo, Palencia, Salamanque, Santander, Ségovie, Soria, Tarragone, Teruel, Tolède, Valence, Valladolid, Biscaye, Saragosse et Zamora (2^e zone) ;

A 4 fr. pour les communications originaires ou à destination des centres téléphoniques des provinces non comprises dans les deux premières zones (3^e zone).

Les administrations pourront, d'un commun accord, modifier les

taxes élémentaires et les réduire pendant les heures de nuit. Elles pourront également apporter à la détermination des zones les rectifications rendues nécessaires par le développement du réseau de chaque pays.

ART. 6. — Les administrations déterminent, d'un commun accord, l'affectation de chacun des circuits par lesquels peuvent s'établir les relations internationales, les villes admises à la correspondance et les heures entre lesquelles les relations sont autorisées.

ART. 7. — Après accord entre les administrations, un régime d'abonnement à heures fixes pendant la nuit pourra être établi entre les deux pays.

ART. 8. — Après entente entre les administrations, un service d'avis d'appel téléphonique pourra être organisé entre la France et l'Espagne.

Les administrations fixeront, d'un commun accord, les taxes à appliquer aux avis d'appel téléphoniques.

ART. 9. — Chaque administration reçoit pour sa part les taxes élémentaires afférentes aux parcours sur son territoire.

Les recettes téléphoniques font, de la part de chaque administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte des recettes télégraphiques.

ART. 10. — Après accord, des relations peuvent s'ouvrir avec des pays voisins en transit par les lignes téléphoniques des administrations des Etats contractants.

ART. 11. — En vertu de l'article 8 de la convention internationale de Saint-Petersbourg, chacune des parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique, sans être tenue à aucune indemnité.

ART. 12. — Les administrations des Etats contractants ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie téléphonique.

ART. 13. — Les dispositions de la présente convention seront complétées par un règlement de service, arrêté d'un commun accord entre les deux administrations.

La présente convention sera mise à exécution à la date qui sera fixée par les administrations des deux pays, dès qu'elle sera devenue définitive, selon la législation particulière à chacun des deux Etats.

Elle restera en vigueur pendant un an après que la dénonciation en aura été faite par l'un ou l'autre des gouvernements.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 31 décembre 1909.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — F. DE LEON Y CASTILLO.

FRANCE — LUXEMBOURG

Arrangement portant réduction de la taxe des lettres échangées entre la France et le grand duché de Luxembourg.

(Signé à Paris, le 22 février 1910. — Echange des ratifications, le 5 mai 1910.)

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement du grand-duché de Luxembourg, vu l'article 21 de la convention de l'union postale universelle conclue à Rome le 26 mai 1906 stipulant que ladite convention ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute amélioration des relations postales, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 21 de la convention de l'union postale universelle du 26 mai 1906 et par exception aux dispositions de l'article 5 de ladite convention, la taxe des lettres échangées entre la France et le grand-duché de Luxembourg est fixée comme suit :

10 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes. Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies sont taxées au double de l'insuffisance totale ou partielle d'affranchissement.

Le produit de cette taxe appartient en entier à l'administration qui en a opéré la perception.

ART. 2. — Le présent arrangement entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les administrations postales des deux pays et il demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 22 février 1910, en double exemplaire.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

(L. S.) — VANNERUS.

FRANCE — RUSSIE

Arrangement concernant les relations télégraphiques entre la France et la Russie.

(Signé à Saint-Petersbourg, le 24 octobre 1909, et à Paris, le 22 janvier 1910.)

En vertu des dispositions de l'article 17 de la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, les soussignés ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les taxes terminales par mot pour les télégrammes ordinaires échangés par les voies normales entre la France et la Russie sont fixées comme suit :

Pour la France, à 8 centimes.

Pour la Russie d'Europe (y compris la Finlande, le Caucase et la Transcaspié), à 20 centimes.

ART. 2. — Les taxes susmentionnées sont aussi applicables aux correspondances échangées entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et la Russie, d'autre part, par la voie des câbles atterrissant en France. Toutefois, ces correspondances sont, en outre, passibles de la taxe de transit des câbles franco-algériens et franco-tunisien indiqués à l'annexe au tableau A et dont le montant sera exclusivement attribué à la France.

Cette taxe ne pourra pas être supérieure à 10 centimes par mot.

ART. 3. — Les télégrammes échangés entre la France et la Russie d'Asie sont soumis aux taxes indiquées dans le tableau B annexé au règlement de service international.

ART. 4. — Le présent arrangement, qui remplace celui du 21 juin 1890, est applicable à partir du 18 juin-1^{er} juillet 1909. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où la dénonciation en aura été faite par l'une des parties contractants.

Fait en double expédition :

Paris, le 22 janvier 1910.

Pour la France :

Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,
A. MILLERAND.

Saint-Petersbourg, le 24 octobre 1909.

Pour la Russie :

Le directeur général des postes et des télégraphes
de l'empire de Russie,
SÉVASTIANOFF.

NORVÈGE — RUSSIE

Arrangement portant des modifications à l'Arrangement particulier du 3 février/22 janvier 1897 concernant les relations télégraphiques entre la Norvège et la Russie.*(Signé à Christiania, le 4, et à Saint-Petersbourg, le 26 février 1910.)*

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes :

ARTICLE UNIQUE.

Les taxes terminales fixées par l'article premier de l'Arrangement particulier concernant les relations télégraphiques entre la Norvège et la Russie, conclu le 3 février-22 janvier 1897, sont modifiées comme suit :

1. Pour la correspondance transmise par l'intermédiaire des Offices étrangers :

a) Pour les télégrammes échangés entre la Norvège d'une part et la Russie d'Europe (excepté la Finlande) et le Caucase de l'autre part.

Norvège	9 centimes
Russie	25 —

b) Pour les télégrammes échangés entre la Norvège d'une part et la Finlande de l'autre, par la voie de Suède.

Norvège	9 centimes
Russie	15 —

2. Provisoirement pour les télégrammes échangés par le fil direct Grænse Jacobselv-Voriëma entre la Norvège d'une part et le littoral Mourman jusqu'au Soumski-Possad de l'autre part.

Norvège	9 centimes
Russie	15 —

Ces taxes sont appliquées à partir de la date de l'entrée en vigueur du Règlement international, révisé à Lisbonne.

Fait en double expédition :

Christiania, le 4 février 1910.

Le directeur général des télégraphes de Norvège,

HEFTIZE.

Saint-Petersbourg, le 26 février.

Le directeur général des postes et des télégraphes de Russie,

SÉVASTIANOFF.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

ALLEMAGNE — SUÈDE

Echange de Déclarations pour simplifier les formalités relatives à l'Assistance judiciaire.

(Stockholm, le 5 février 1910. — Entrée en vigueur, le 1^{er} mars 1910.)

DÉCLARATION.

Entre le Gouvernement impérial d'Allemagne et le Gouvernement royal de Suède est intervenu, comme annexe à l'Arrangement de La Haye du 17 juillet 1905 relatif à la procédure civile (1), l'Accord suivant pour simplifier les formalités relatives à l'assistance judiciaire.

ARTICLE 1^{er}.

Conformément aux réserves contenues dans les articles 3 § 2, 10 et 19 § 2-3° de l'Arrangement de La Haye relatif à la procédure civile en date du 17 juillet 1905, les traductions de pièces prévues par ces articles seront certifiées par un traducteur assermenté de l'Etat requérant.

ART. 2.

Conformément à la réserve contenue dans l'article 6 § 2 de l'Arrangement de La Haye relatif à la procédure civile, chaque partie pourra faire faire les significations directement dans le ressort des juridictions de l'autre partie, toutes les fois qu'il ne s'agira pas des nationaux de ce ressort, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, mais sans recours à la force.

Il en sera de même pour les commissions rogatoires, conformément à la réserve de l'article 15 de l'arrangement.

(1) *Arch. Dipl.*, 1909, vol. III, p. 5.

ART. 3.

Conformément à la réserve contenue dans l'article 7 § 2 de l'Arrangement de La Haye relatif à la procédure civile, ne pourra être exigée la restitution des frais d'exécution occasionnés par le concours d'un fonctionnaire, dans les circonstances prévues à l'article 3 de l'Arrangement.

Il en sera de même, conformément à la réserve de l'article 16 § 2 de l'Arrangement, pour les frais d'exécution occasionnés par le concours d'un fonctionnaire rendu nécessaire en raison de la non-comparution d'un témoin.

ART. 4.

Conformément à l'Arrangement de La Haye sur la procédure civile, les frais mentionnés à l'article 3 de la présente déclaration seront calculés selon les règles en vigueur pour les mêmes actes dans l'Etat requis et selon la pratique du pays.

ART. 5.

La présente déclaration entrera en vigueur le 1^{er} mars 1910. Elle continuera à avoir effet jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la dénonciation qui en aura été faite par l'une ou l'autre des deux Parties.

La présente déclaration sera échangée contre une déclaration analogue du Gouvernement royal de Suède.

Berlin, le 1^{er} février 1910 (1).

Au nom du Gouvernement impérial d'Allemagne :

Le Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères,
Baron DE SCHÖEN.

BELGIQUE — FRANCE

**Accords relatifs à la notification réciproque
des Maladies épidémiques.**

(31 mai 1895, 28 avril 1900, 15 mars 1906 et 29 décembre 1909.) (2)

Le Gouvernement français et le Gouvernement belge, par accords en date des 31 mai 1895, 28 avril 1900, 15 mars 1906 et 29 dé-

(1) *Reichs-Gesetzblatt*, année 1910, n° 8.

(2) *Journal officiel* du 3 avril 1910.

cembre 1909, ont décidé la notification réciproque, par les autorités établies dans les zones frontières, des cas de maladies épidémiques signalés dans ces mêmes zones, en vue de provoquer à l'égard des localités mentionnées dans lesdits accords, une surveillance plus grande au point de vue hygiénique et médical.

Les maladies prévues par ces arrangements sont : le choléra asiatique, la peste, le typhus, la fièvre typhoïde, la variole, la scarlatine, la diphtérie, la rougeole, la dysenterie, l'ophtalmie contagieuse, la fièvre puerpérale, la méningite cérébro-spinale et généralement toutes les maladies épidémiques et transmissibles.

En ce qui concerne les animaux, les maladies dont il est donné avis sont : le typhus contagieux, la pleuropneumonie contagieuse, la stomatite aphteuse, la morve et le farcin, le rouget, la clavelée et la gale.

Les avis qui doivent être donnés dès l'apparition des premiers cas, confirmés ou suspects, desdites maladies, s'échangent entre les départements français du Nord, de l'Aisne, des Ardennes, de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle, et les provinces belges de la Flandre occidentale, du Hainaut, de Namur et de Luxembourg.

AFFAIRES DE PERSE

Livre bleu anglais. (1)

(Avril 1910.)

DERNIÈRES CORRESPONDANCES RELATIVES AUX AFFAIRES DE PERSE :

Dd. 5120.

Le nouveau Livre bleu anglais ne comprend pas moins de 277 documents embrassant la période du 11 mai au 30 novembre 1909. Au cours de cette période, de nombreuses lettres, notes et « memorandum » ont été échangés entre les Représentants de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Perse ; des actes importants ont été signés par les Puissances intéressées et des rescrits promulgués par le Shah de Perse ; enfin des changements d'une portée considérable ont été apportés dans le Gouvernement, dans la composition du Ministère et dans l'organisation et la situation politique et financière de la Perse. C'est dire tout l'intérêt du nouveau LIVRE publié par le Foreign Office et présenté aux deux Chambres du Parlement au mois d'avril dernier.

V. pour les deux précédents LIVRES ANGLAIS sur les AFFAIRES DE PERSE : *Arch. Diplom.*, 1909, vol. III, p. 128.

Nous en donnons, selon l'importance, l'analyse ou la reproduction intégrale.

N^{os} 1 à 23.

Télégrammes et lettres échangés du 11 au 23 mai 1909 entre Sir G. Barclay, Sir Edward Grey et Sir A. Nicolson, et notant la marche des négociations entre les trois Puissances.

N^o 24.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received May 23.)

Saint-Petersburgh, May 23, 1909.

(Telegraphic.)

Nejef Mujteheds.

My telegram of the 14th instant.

Following is translation of draft communication suggested by Russian Government :—

« Persia for several years past has been a prey to an internal struggle. Animated by feelings of true friendship towards that country, Russia and Great Britain have used all their influence in order to assist in calming the troubles by which she is torn. Their efforts have not been in vain ; quite recently Shah, following advice of the two Governments, has decided to re-establish constitutional régime and to grant to his people a general amnesty for political offences with a view to restoring calm to the country.

« In order to facilitate success of Shah's efforts to secure peace, the consular representatives of Great Britain and Russia are instructed to appeal to the patriotic sentiments of the spiritual chiefs of the Shiah community, which are well known among Mussulmans of the East, and to influence which they exercise among their coreligionists.

« These representatives therefore ask Mujteheds of Kerbela and Nejef to lend their energetic support to this humanitarian object. In exhorting all parties of Persians to abandon fratricidal struggle, and, in giving them wise advice to exercise moderation, the venerable Mujteheds will contribute largely to the happiness of their beautiful country, which has suffered so much from the troubles of recent years, and to the restoration of the order and calm so ardently desired by the Persian people. »

N^o 25.*Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received May 24.)*

Tehran, May 5, 1909.

SIR,

I have kept you fully informed by telegraph of the events following upon the audience of the 22nd ultimo, at which the two Representatives tendered to the Shah the advice decided upon by His Majesty's Government and the Russian Government, but for facility of reference it seems desirable that I should now record them as briefly as possible in narrative form.

On the day following the audience the Minister for Foreign Affairs, by command of the Shah, visited the two Representatives at the Russian Legation and told them that His Majesty was still disquieted as to the danger of disturbances if he followed the advice of the two Powers. We pointed out that the best security that the Shah could have lay in following the advice we had tendered to him the day before. His Excellency then told us that the Shah needed more than the 100,000 *l.* promised him. We reminded his Excellency that our programme held out hope of more than the 100,000 *l.*, and we added that when the Assembly was working and the financial administration had been reformed the two Representatives would do their best to facilitate a substantial loan to the Persian Government, the need for which was well known to us.

On the following morning a Council was held, at which the Shah, his Ministers and others were present, to discuss our programme. Saad-ed-Dowleh visited me in the afternoon to say that he had vigorously urged the acceptance of our advice, and though he had been strongly opposed by the reactionaries present, he believed the Shah would, in the end, be guided by him.

On the 25th Saad-ed-Dowleh sent for the two dragomans and expressed the desire to discuss with them the details of the execution of the programme. His Excellency was told that before we could go into details the Shah must officially signify his acceptance of our advice.

Meanwhile, the news of the impending arrival of Russian troops in Azerbaijan had reached Tehran, and Taki Zade and the local assembly of Tabreez proceeded to use it as leverage in negotiations with the Shah, which resulted on the 25th in the grant of a truce for an indefinite period, facilities for the introduction of food into the town, and on the 26th in an amnesty for all in Tabreez.

Sittings of the Council of Ministers, with the addition of some of the Shah's unofficial reactionary advisers, were held on the 25th,

26th, and 27th, at which Saad-ed-Dowleh did his utmost to combat the counsels of reaction. At one of these sittings the project was mooted of publishing an electoral law. This law had been on the eve of being promulgated last November, when the artificial demonstration against the Nationalists, engineered at Bagh-i-Shah by the Court party, gave the Shah a pretext for suppressing it. As there was now good reason to believe that the Shah was again about to publish this totally inadequate measure in the hope of escaping from the full execution of our programme, my Russian colleague and I informed His Majesty through the Saad-ed-Dowleh that such a step would be inconsistent with our programme, and would in no way improve the situation. We pressed for a definite answer to our representations.

On the 29th the Legations learnt that the Shah had dismissed the Grand Vizier and Amir Bahadur Jang from their posts in the Cabinet and appointed his own uncle and father-in-law, Naïb-es-Sultaneh, Prime Minister with the portfolio of War. Naïb-es-Sultaneh is a reactionary of the most stubborn type, and although he has not been recently a member of the Cabinet, he has had an influence quite as baneful as that of Amir Bahadur Jang. After consultation with my Russian colleague we agreed to inform the Shah in writing, through Saad-ed-Dowleh, that Naïb-es-Sultaneh's presence in the Cabinet was altogether unacceptable. We again pressed for an answer to our representations, and warned the Shah that if we had not received one by the 2nd May we should ask for another audience.

Early next morning we learnt from Saad-ed-Dowleh that he had been summarily dismissed from the Cabinet. Believing this step to be due to the firm stand he had taken during the few days preceding in favour of the Shah's accepting our programme, and feeling that his dismissal, coupled with Naïb-es-Sultaneh's appointment was calculated to cast ridicule on the representations of the two Powers, we decided to make a strong protest, and we dispatched the two dragomans to Bagh-i-Shah to state to the Shah that unless Naïb-es-Sultaneh was at once dismissed and Saad-ed-Dowleh reinstated we should telegraph to our Governments that the measures taken by the Shah showed clearly that His Majesty had rejected our advice. I inclose a Memorandum by Mr. Churchill giving an account of this audience; you will see that it was made quite clear to His Majesty that the two Powers had no intention to force their advice upon him. He was free to follow it or to reject it, but Saad-ed-Dowleh was indispensable for any reform Cabinet, and therefore his dismissal, if persisted in, showed that His Majesty rejected one of the essential parts of our programme. What passed at this audience evidently made a deep impression, for early next morning Naïb-es-Sultaneh sent for Mr. Churchill, and, while protesting that he was not a reactionary, assured him that he would not accept the place in the Cabinet as the two Legations were so strongly opposed to him.

On the 4th instant we received a notification that the Under-Secretary

tary of State was for the time directing the affairs of the Ministry, and an hour or two afterwards a communication reached this Legation, in which the Under-Secretary of State stated that the Shah accepted our advice, but desired explanations on certain points of detail which might be given by the representatives to delegates from the Palace at an informal meeting. We have taken act of this communication and asked that an hour may be fixed for the meeting.

Meanwhile, notwithstanding the official announcement that the Shah accepts our advice Amir Bahadur Jang, though dismissed from the Ministry of War, still remains at Bagh-i-Shah as commander of the Shah's body-guard, and Naïb-es-Sultaneh, against whose appointment to the Cabinet we had protested, still appears to be officiating as President of the Council and Minister of War.

To day on his birthday the Shah has taken a step in the right direction by issuing a rescript promising a constitution. The decree describes the constitutional principle as the best foundation for the security of the people and for the reorganization of the Government and the State, and fixes a date for elections to be held according to an electoral law shortly to be published. Past experience leaves one sceptical as to the Shah's sincerity of purpose, but the decree is in itself so far satisfactory that it contains nothing incompatible with the execution of the programme of reforms recommended by the two Powers.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 25.

Memorandum by Mr. Churchill.

M. Baranowsky and I saw the Shah at 7 P.M., and my Russian colleague, who acted as spokesman, said :—

« We apologise for troubling your Majesty at so late an hour, but we are deputed by the British Minister and the Russian Chargé d'Affaires to tell your Majesty that unless you immediately dismiss Naïb-es-Sultaneh and reinstate Saad-ed-Dowleh the two Representatives will be compelled, by to-morrow at noon, to telegraph to their Governments that your Majesty has taken measures which show clearly that your Majesty has no intention of following the friendly advice of the two Powers. »

His Majesty asked by what right such a step would be taken. He had accepted the advice and had acted upon it. How could he be forced to have a Minister for Foreign Affairs who was personally disagreeable to him ?

To all these questions M. Baranowsky replied that our instructions were to give His Majesty the above message, and we were not authorized to say any more.

The Shah, however, was very persistent, and declared that the two Representatives could not telegraph that he refused the advice of the two Powers in the face of his official declaration to the contrary.

I said that the proper channel for such a communication to the two Legations was Saad-ed-Dowleh, the Minister for Foreign Affairs.

The Shah said that he would tell the two Representatives, through us—who, he presumed, came in an official capacity—that he accepted the advice as laid down in the representations and he had carried out most of its provisions already. He had dismissed Mushir-es-Sultaneh and Amir Bahadur, he had given an amnesty, and he was preparing an electoral law ; but he found nothing in the representations which justified us in forcing Saad-ed-Dowleh upon him. Naïb-es-Sultaneh would not be in the Cabinet, but he was determined not to have Saad-ed-Dowleh,

M. Baranowsky said that, in that case, at noon the following day the two Representatives would telegraph accordingly to their two Governments.

The Shah said we were using brute force and that he apparently was no longer Shah ; that we must choose between himself and Saad-ed-Dowleh.

I took the opportunity of saying that the two Governments had no desire to force His Majesty to do anything—that, in fact, such an attitude was very much the reverse of the attitude of the two Governments. His Majesty had been given friendly advice which, if he followed it, would lead to financial assistance on our part. He was, however, quite at liberty to reject the advice and to go his own way.

To this His Majesty replied that he would never reject the friendly advice of the two Powers. He had, in fact, accepted it, and would carry it out. All he asked was that they should give in on this small point, as he could not possibly get on with Saad-ed-Dowleh, who was personally distasteful to him and in whom he had no confidence.

M. Baranowsky said that he was mistaken as to Saad-ed-Dowleh, who was, in fact, the only man available who could carry out the programme of reforms on constitutional lines. I added that the choice of a reactionary such as Naïb-es-Sultaneh and the dismissal of Saad-ed-Dowleh proved clearly that His Majesty had no intention of carrying out the advice given to him. He had not as yet signified his acceptance, nor had he properly carried out the provisions, of the programme.

The Shah then asked us who were the persons the two Legations had confidence in. To which we replied that when the formal acceptance of His Majesty had reached the two Representatives they would then, and then only, enter into details.

M. Baranowsky then reminded the Shah that his Legation had clearly told His Majesty that they would not consent to the dismissal of Saad-ed-Dowleh, but he had taken this step all the same. Now he

would have to reverse it, or the two Legations would most certainly telegraph at noon the following day that he had rejected their advice.

The Shah, however, remained firm to the end, and we took our leave at 7.45 P.M.

G. P. CHURCHILL,
Oriental Secretary.

Tehran, April 30, 1909.

N^{os} 26 à 39.

Dépêches et lettres sur la marche des événements et des négociations.

N^o 40.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received June 7.)

Tehran, May 11, 1909.

SIR,

Continuing my narrative of the events following the presentation of the two Powers' advice to the Shah on the 22nd ultimo (see my despatch of the 5th May), I have the honour to report that the rescript issued on the Shah's birthday (5th May) promising a limited constitution, though well received at Tabreez, fell flat at Ispahan and other places, whence it elicited the declaration that the Nationalists would be satisfied with nothing less than the old constitution. At Kazvin, in particular, which had just been taken by a party of revolutionaries from Resht, the rescript failed of its effect, and from accounts which reached this Legation from people who had recently passed through, it seemed probable that as soon as reinforcements, which were constantly arriving, strengthened them sufficiently they would march on Tehran. Outposts had indeed already been thrown out as far as Kevendeh, one stage out on the Tehran road. Rumour in the capital exaggerated the strength of this force, and Bagh-i-Shah was seriously alarmed. It was doubtless due in great part to this, and to fears as to what the Bakhtiari were about to do from Ispahan, that my Russian colleague and I have found the Shah amenable to reason. People who ought to have known better talked wildly of hundreds of Caucasians who were already almost within striking distance of Tehran. These were obviously cock-and-bull stories, but at the same time I knew the attitude of these men from Resht to be very uncompromising, and it seemed to me quite possible that, even if the Shah adopted our advice in every particular, they would continue to threaten Tehran.

The meeting of the two representatives with delegates from the Shah, at which explanations on points of detail in our programme of

reforms were to be given, took place at this legation on the 7th instant. The composition of the Shah's delegation : the Acting Minister for Foreign Affairs, Mushir-ed-Dowleh, Motamin-ul-Mulk, Musteshar-ed-Dowleh, Ala-ul-Mulk, and Heshmet-ed-Dowleh, was such as to afford hope that the meeting would have useful results. We opened proceedings by reading to the Acting Minister for Foreign Affairs, Moshar-es-Sultaneh, a statement to the effect that unless Saad-ed-Dowleh were immediately reinstated as Minister for Foreign Affairs, and Nasr-ul-Mulk appointed Prime Minister and Minister of Finance, the two Powers would consider that the Shah had definitely rejected their advice.

We then went through the programme point by point, I need not weary you with the explanations we gave in response to all the enquiries addressed to us. The two points which gave most trouble were the advice concerning the grant of a general amnesty and the promise as regards financial assistance. On the first point we found some difficulty in convincing the delegates that the exclusion of certain classes of persons from the amnesty, those who had committed offences against the common law and acts of brigandage, was not specially directed against offenders on the Royalist side. In the end we succeeded in making them understand that the passage regarding these persons was only inserted in order not to bind the Shah to grant immunity to persons who had used the constitutional movement in order to commit crimes. As regards the question of financial assistance, the delegates seemed suspicious as to the intentions of the two Governments on account of the phrase, twice repeated, « if it thinks necessary ». We were able to reassure them in part by telling them that we had both advised our Governments of Persia's urgent need of money. They complained that no money was at once forthcoming, adding that they could not possibly hope for the 100,000*l.* from His Majesty's Government for many months, for, however expeditiously the programme was executed, the difficulties of travelling were so great in Persia that it must be long before the Assembly could meet. From the wording of the promise regarding the Russian advance, they feared that the Shah would be precluded from using it for payment of arrears to the troops ; my Russian colleague replied that he had pointed out to his Government the necessity for the payment of the troops, and added that he had reason to believe that the money was intended for the purpose. The delegates complained also of the mention of guarantees in connection with the larger loan of which hopes were held out in the programme, and they asked us to substitute for « guarantees » the word « conditions » ; they said the Assembly would be indignant at being committed to guarantees. We pointed out that it was usual for guarantees to be given in such cases, but that the wording really committed them to nothing. It would be open to the Assembly to accept or refuse any loan that the two Governments might see their way to facilitating, when it knew what guarantees were required.

Before the termination of the meeting my Russian colleague and I

gave the delegates two lists of persons who, in our opinion, would inspire confidence as members respectively of the Cabinet and the committee for the elaboration of the electoral law. In doing so we made it quite clear that, except as regards Nasr-ul-Mulk and Saad-ed-Dowleh, the persons named were merely suggested privately as suitable. Every effort was made by the delegates to induce us to withdraw Saad-ed-Dowleh's name. After the conclusion of the meeting we asked the delegates if they felt authorised to convey to the Shah a message which did not, strictly speaking, come within the business arranged, and, on their consent, we begged them to urge upon His Majesty the pressing need, in view of His Majesty's precarious position, for the immediate publication of a proclamation announcing in unequivocal terms that His Majesty had already carried out such part of the measures we had recommended as admitted of immediate execution, and was taking the necessary steps for the prompt execution of the remainder.

Next day (the 8th May) the Shah made a last attempt to avoid reinstating Saad-ed-Dowleh. Emissaries were sent to both legations, who told my Russian colleague that I no longer insisted on Saad-ed-Dowleh, and informed me that the question was merely a personal one taken up by the Russian Chargé d'Affaires at the instance of his dragoman. It is perhaps needless to say that this very puerile attempt failed. In the afternoon I had an opportunity of telling the Acting Minister for Foreign Affairs that M. Sabline and I were about to present a joint note fixing an hour by which certain parts of our programme had to be executed, failing which we should report the Shah's definite rejection of the advice of the two Powers. Possibly this message, which was no doubt conveyed to the Shah, hastened matters, for next morning, the 9th instant, Saad-ed-Dowleh was sent for to the palace, when the Shah requested him to form a Cabinet and gave him complete liberty of action to deal with the situation. In the afternoon I called on his Excellency by appointment, when he read to me the draft of a decree for the re-establishment of constitutional government which he was about to submit to the Shah. This decree, which was to be accompanied by another granting a general amnesty, went even further than our advice, as it restored the old constitution, whereas the two representatives have throughout carefully refrained from recommending this precise form of constitution, confining themselves in general terms to urging the restoration of a constitutional régime. The two decrees were signed the same evening by the Shah and published yesterday, and translations of both are enclosed herewith, together with a translation of Saad-ed-Dowleh's note transmitting them to me.

The Cabinet formed, in accordance with our advice, is as follows : —

Minister of Finance and President of the Council of Ministers.

Nasr-ul-Mulk.

(Amir Nizam is carrying on

the duties of Finance Minister
pending Nasr-ul-Mulk's arrival.)

Minister for Foreign Affairs. . .	Saad-ed-Dowleh.
Minister of the Interior . . .	Farman Farma.
Minister of War	Mustaufi-ul-Mamalek.
Minister of Justice.	Mushir-ed-Dowleh.
Minister of Education.	Motamin-ul-Mulk.
Minister of Public Works, etc.	Mohandis-ul-Mamalek.
Minister of Telegraphs and Posts.	Mukhber-ed-Dowleh.

Saad-ed-Dowleh is acting as President of the Council of Ministers pending the arrival of Nasr-ul-Mulk.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure 1 in N° 40.

Saad-ed-Dowleh to Sir G. Barclay.

(Translation.)

Tehran, May 10, 1909.

YOUR EXCELLENCY,

Whereas by the rescript of my august master, His Imperial Majesty the Shah, the constitution of Persia has been re-established and the Parliament will be opened, in expressing the honour and pleasure with which this royal gift has been received by the nation and the Government I have the honour to send your Excellency a copy of the rescript above mentioned, together with a copy of the rescript granting a general amnesty, and I thus invite your Excellency to take part in the national rejoicing.

I trust your Excellency will inform your Government of this by telegraph as soon as possible.

I avail, etc.

SAAD-ED-DOWLEH.

Inclosure 2 in N° 40.

Imperial Rescript, dated May 9, 1909.

(Translation.)

From the day that, by the will of Providence, we became the heir apparent of Persia, we always thought that the evils existing in this 6,000-year-old country, which is our beloved home, could not be removed without the co-operation of the nation with the Govern-

ment, and were constantly in this thought until the Persian nation helped us in this intention, and appealed to our late lamented father for a constitution.

Our telegrams and letters addressed to our august father, which still exist, are proofs of our sympathy with the nation.

After the grant of the constitution, when we came to Tehran, we took a great deal of trouble in getting it signed by our father.

When we came to the throne we exerted every effort for the maintenance of the constitution and the glory of the National Assembly, but the intrigues of the intriguers, as is known to everyone, made such a bad impression on our mind, and so disappointed us, that we thought the unfortunate proceedings of the Assembly were not calculated to remove the various difficulties in which Persia found herself. We therefore resolved, according to the usage of all countries, to dissolve the Assembly, but when on the 19th of Shavval we wanted to reopen Parliament, the circumstances were such that every wise man thought that it would lead to no other result but bloodshed. For some time we were engaged in removing these obstacles, and now that the time is suitable and the difficulties have been removed, we are glad to ordain, by this rescript, the reopening of Parliament in accordance with that very same constitution without the slightest change. We also ordain that a certain number of enlightened Nationalists, who enjoy the confidence of the Government and nation, should be added to the Council of State for the purpose of elaborating an electoral law as soon as possible, and that when ready, elections should begin, and that as soon as two-thirds of the deputies are ready, the National Assembly should be opened in the Baharistan (*i.e.*, the same place as before).

MOHAMMED ALI SHAH KAJAR.

Palace of Bagh-i-Shah, May 9, 1909.

Inclosure 3 in N° 40.

Imperial Rescript, issued May 9, 1909.

Now that we have decided that Parliament should be opened, we declare to all governors of provinces that all persons charged with political offences, who may be found in any part of Persia, are amnestied without exception, and no one has the right to interfere with them. We also ordain that all persons who have been exiled are free to return or to go to any place they please. We further command that this rescript should be notified to Persians and foreigners alike.

(In the Shah's handwriting) : It is correct.

Tehran, May 9, 1909.

N° 41.

Sommaire mensuel, adressé le 20 mai 1909 par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey, sur les événements des différentes parties de la Perse.

N°s 42 à 85.

Télégrammes et lettres de Sir Barclay, Sir A. Nicolson, et Mr. O'Beirne à sir Edward Grey, 20 mai au 4 juin 1909.

N° 45.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received June 7.)

Tehran, May 20, 1909.

SIR,

As far as can be judged from Tehran, the prospects of reconciliation between the Shah and his people, and of His Majesty's being given another chance of ruling as a constitutional Sovereign, are hopeful. His Majesty is apparently giving the Cabinet a free hand to deal with the crisis; he will be well advised if he continues to do so. By Saad-ed-Dowleh's advice he left the capital on the 18th instant and has taken up his summer quarters at Sultanabad. So far the Cabinet has shown considerable tact in handling the situation, and is lending a sympathetic ear to complaints on points on which further concessions are desired by the Nationalists. At first it was not easy to formulate their further requirements owing to the difficulties of communication between the different centres of revolt and the lack of cohesion amongst the Nationalists of Tehran, but a committee of the leaders has now been formed at the capital, which the Cabinet has wisely recognized, and which it is hoped will, before long, have authority from the most important provincial centres to speak for the Persian Nationalists as a body. It has already presented a list of desiderata supplementary to what the Shah has granted on the advice of the two Powers, which has the imprimatur of Sipahdar and Tabreez. This list is as follows:—

1. The expulsion of mischief-makers. Amir Bahadur Jang and Mufakher-ul-Mulk are the two persons specially aimed at. The former still remains with the Shah, though we have pressed for his removal. Saad-ed-Dowleh has asked us to cease our pressure, for the present at least, and await developments. As his removal from the Palace was not a *sine quâ non* of the programme of reforms, and his influence seems broken for the moment, we have deferred to Saad-ed-Dowleh's request. Mufakher-ul-Mulk was recently Vice-Governor of Tehran, in

which capacity he was believed to have been mainly responsible for the murder of some bastis at Shahabdulazim some weeks ago. My Russian colleague and I pressed for his dismissal, which has since been effected, but he is still at the Court in close touch with the Shah.

2. Disarming of the roughs at Tehran. A decree has been issued prohibiting the possession of arms without a permit and the promiscuous letting off of rifles by the Shah's troops and others, which has of late been such a disagreeable feature in Tehran. The decree confides the maintenance of order to the Cossack Brigade, so that there is some hope of its being executed. It contains a clause forbidding « assemblies which create disturbances ». This, I understand, was directed really against reactionary demonstrations, but it has aroused some mistrust among the Nationalists, who see in it an infringement of the right of public meeting.

3. A definite pronouncement from the Shah that the old constitution, which he has restored, includes the 107 supplementary articles added in 1907. The decree of the 9th instant was on this point not sufficiently clearly worded. The Shah has already stated that the decree must be interpreted as restoring the old constitution in its entirety, but the Nationalists ask for an explanatory decree on the point. One has been drafted by Saad-ed-Dowleh and submitted to the Shah.

4. That no further troops be brought to the capital. It is to be hoped that the money now about to be advanced by Russia will be employed to pay off and disband many of the useless troops now under arms.

5. That telegrams should no longer be censored. At first Nationalists of the capital wishing to communicate with their fellows in the provinces could have no confidence that their telegrams would be correctly transmitted. They have obtained satisfaction on this point, and the different nationalist centres can now communicate freely with each other.

6. That the Shah should do his best to end the Russian occupation in the north. There is, no doubt strong feeling against the Russian occupation among the Nationalists, who cannot get rid of the conviction that the presence of Russian troops is welcome to the Shah. They choose to forget that Tabreez was *in extremis*, and was only saved from the horrors which must have followed surrender to the Shah's troops by the arrival of the Russian force. As I telegraphed on the 15th instant, Saad-ed-Dowleh, while thinking that complete evacuation would be premature at present, is of opinion that the withdrawal of a large part of the force might take place at once and would quiet the popular agitation against the occupation. I have acquainted my Russian colleague with Saad-ed-Dowleh's remarks to me on this subject. M. Sabline told me that Saad-ed-Dowleh had not approached him on the matter.

It has been so unequivocally announced by the Russian Government that the occupation is merely temporary, and for specific and

entirely legitimate objects, that one might have thought the Nationalists, who have certainly been the gainers by this intervention, could afford to be patient.

7. That the mujteheds of Kerbela and Nejef should be informed that the constitution had been restored. This, I understand, has already been done by the Shah himself.

8. The liberation of Nationalists imprisoned at Tiflis. My Russian colleague, who knows nothing of this, has telegraphed to the Viceroy of the Caucasus.

9. Assurances to refugees, and their participation in the preparation of the electoral law. This has now been abandoned. There was no need for the first, in view of the general amnesty proclaimed, and the committee working at the electoral law is making good progress.

10. After the fulfilment of the above conditions, general illuminations in Tehran and the provinces.

All the above points, with the exception of that relating to the continued presence of Amir Bahadur Jang at the Court, lie outside of our advice, so that my Russian colleague and I have not supported this list of desiderata. The response it has received from the Cabinet is due to no pressure from us, and argues an earnest desire on the part of the Ministers to bring about a reconciliation.

My Russian colleague and I, on the publication of the Shah's decree on the 10th instant, instructed our consuls at the centres of revolt to urge upon the Nationalists that, now that the Shah had made concessions which ought to satisfy them, it was their duty to work for pacification. Except for this, I have confined my interference to giving similar advice to the Nationalists of Tehran, and to pressing upon Saad-ed-Dowleh the desirability of recognizing the newly-formed nationalist committee of the capital as the best channel of negotiations, and especially for obtaining some definite idea of what Nationalists as a body desire in addition to what the Shah has already given.

My Russian colleague's influence has been employed principally with the Sipahdar, to whom he has used the strongest language. Unfortunately, however, the Sipahdar seems to be entirely in the hands of the four hundred odd Caucasians who are with him. It is satisfactory, however, to know that the desiderata above enumerated have been approved at Kazvin. It would seem to show that Sipahdar and the force with him are not so uncompromisingly resolved to depose the Shah as has been generally believed at Tehran. They are, however, very insistent, and when I saw Saad-ed-Dowleh yesterday afternoon he told me that Sipahdar had demanded an immediate answer to the desiderata. It may seem strange that the possibility of a march on Tehran of the 400 Caucasians and the Persians who are with them should loom so large in the situation, but they are known to be determined men, and they would no doubt, in any conflict with the

Shah's tatterdemalion troops in Tehran, be able to give a good account of themselves. The Cossacks—the only respectable force in the capital—are far from being at full strength at the present moment. Till the Kazvin force is satisfied or disposed of the situation will not clear.

I have, etc.

G. BARCLAY.

N° 86.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 5.)

Gulahek, May 23, 1909.

SIR,

In my despatch of the 20th instant I reported that the Nationalists were pressing for the issue of an explanatory decree by the Shah, making it quite clear that the old Constitution re-established by His Majesty by the decree of the 10th instant included the supplementary articles added in 1907.

I have now the honour to transmit a translation of a decree issued on the 20th instant, by which His Majesty has given satisfaction to the Nationalists' requirement on the point in question.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 86

Imperial Rescript, dated May 20, 1909.

(Translation.)

Whereas the contentment and appeasement of our subjects, who are our spiritual children, is more than ever in view, and the strengthening of the bonds of unity between the Government and the nation is, more than in the past, our gracious intention; and whereas the explanation of every obscurity and the elucidation of every difficulty is the object of our special care in order to prove our gracious intention, and in order to remove all disquietude and to reassure the public mind; therefore, in order to explain the previous rescript and to enlighten the public, we write that the Persian Constitution is established in accordance with the very same 158 articles of the fundamental law, and is the pivot of the future prosperity of the State.

MOHAMMED ALI SHAH KAJAR.

Rebbi-us-Sani 28, 1327 (May 20, 1909).

N° 87.

Lettre de Sir G. Barclay à Sir Edward Grey, du 24 mai 1909, datée de Gulahek et contenant une lettre-rapport du Consul général Wratishlaw (Tabreez, 2 mai 1909) sur la fin de l'investissement de Tabreez.

N°s 88 et 89.

Lettres de Sir G. Barclay à Sir Edward Grey : 16 et 17 juin 1909.

N° 90.

Sommaire mensuel, adressé le 18 juin de Gulahek, par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N° 91.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 5.)

Gulahek, June 18, 1909.

SIR,

I have the honour to transmit copy of the amended draft loan contract which my Russian colleague, as reported in my telegram of the 1st June, submitted to his Government for approval.

M. Sabline tells me that he has now received his Government's reply, instructing him that the representative of the Russian Bank mentioned in article 1 is to be selected by the Russian legation and the manager of the bank, and that the bank employé selected is to make no payments to the Persian Government without M. Sabline's sanction. Subject to these modifications the draft contract is approved.

As regards the programme of expenditure, I understand that M. Sabline is furnished with general instructions as to the employment of the 100,000*l.* Arrears of pay to the troops and, in particular, to the Cossack Brigade, and arrears of salary to the diplomatic service are the chief items.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 91.

Draft Loan Agreement. — Convention pour avance de fonds.

Entre le Gouvernement Impérial de Perse, représenté par son Excellence le Ministre des Affaires Étrangères, président *ad interim* du Conseil

des Ministres, d'une part, et la Banque d'Escompte de Perse, représentée par M. Exemplaroff, d'autre part ;

Vu l'exécution par Sa Majesté le Schah des articles 1 à 5 des conseils amicaux soumis à Sa Majesté par les Gouvernements de Russie et de la Grande-Bretagne, tendant au rétablissement du régime constitutionnel en Perse et à l'apaisement du pays, et conformément au § 6 du dit programme,

Il a été convenu ce qui suit : —

ARTICLE 1. Le Gouvernement Impérial de Russie met à la disposition du Gouvernement Impérial de Perse une somme de 2,500,000 fr., versée à la Banque d'Escompte de Perse à Téhéran, sous les conditions suivantes : —

1. La somme ci-dessus mentionnée est destinée à subvenir aux dépenses immédiates nécessitées par l'introduction des réformes et sera dépensée d'après un programme qui sera établi entre la légation de Russie et le Gouvernement persan.

2. Chaque mandat devra être ordonnancé par le Ministre responsable du département intéressé et revêtu du « vu bon à payer » du Ministre des Finances.

3. Un caissier-comptable, désigné d'accord entre le Gouvernement persan et la légation de Russie sera chargé du paiement des dépenses imputées sur la dite somme.

4. Le Conseil des Ministres devra rendre compte au Parlement de l'emploi de cette somme.

ART. 2. Cette avance aura la même garantie que les emprunts conclus en 1900 et 1902 entre le Gouvernement persan et la Banque d'Escompte de Perse.

ART. 3. Le taux des intérêts est fixé à 6 pour cent l'an, payables tous les six mois.

ART. 4. Cette convention est rédigée en langue persane et française avec la même signification.

Fait en double à Téhéran, le

Translation.

Between the Imperial Government of Persia, represented by his Excellency the Minister for Foreign Affairs, President *ad interim* of the Council of Ministers on the one part, and the Discount Bank of Persia, represented by M. Exemplaroff on the other ;

In consideration of the execution by His Majesty the Shah of articles 1 to 5 of the programme of friendly advice tendered to His Majesty by the Governments of Russia and Great Britain, relative to the re-establishment of the constitutional regime in Persia and the

pacification of the country, and in conformity with § 6 of the said programme,

It has been agreed as follows : —

ARTICLE 1. The Imperial Government of Russia places at the disposal of the Imperial Government of Persia a sum of 2,500,000 fr., to be paid to the Discount Bank of Persia at Tehran under the following conditions : —

1. The above-mentioned sum is intended to defray immediate expenditure necessitated by the introduction of reforms, and will be disbursed according to a scheme which will be arranged between the Russian Legation and the Persian Government.

2. Every order for payment shall be passed by the Minister responsible for the department concerned, and shall be furnished with the words « vu bon à payer » by the Minister of Finance.

3. An accountant appointed by agreement between the Persian Government and the Russian Legation shall be entrusted with the payment of the expenses charged on the above-mentioned sum.

4. The Council of Ministers shall account to Parliament for the uses to which this sum is put.

ART. 2. This advance shall be guaranteed in the same manner as the loans contracted in 1900 and 1902 between the Persian Government and the Discount Bank of Persia.

ART. 3. Interest is fixed at 6 per cent. per annum, payable every six months.

ART. 4. This convention is drawn up in the Persian and French languages, and both versions have the same meaning.

Done in duplicate at Tehran, the

N° 92.

Memorandum communicated by Count Benckendorff, July 5, 1909.

Malgré les mesures prises par le Gouvernement du Schah à la suite des conseils de la Russie et de l'Angleterre pour le rétablissement en Perse d'une forme de gouvernement représentatif, ainsi que pour la réalisation de réformes indispensables, le mouvement révolutionnaire dans le centre de l'Iran ne s'est pas apaisé.

Les démarches faites par les légations de Russie et de la Grande-Bretagne dans le but de prévenir tout mouvement contre la capitale de la part des Bakhtiars sous les ordres de Serdar Asad, un des khans de cette tribu, aussi bien que de la part des forces réunies des révolutionnaires de Kazvin et de Resht et des aventuriers caucasiens, ayant le Sipehdar,

gouverneur du Ghilan, à leur tête, sont restées infructueuses. Les forces des adversaires du Gouvernement du Schah avancent graduellement sur Téhéran où se trouvent des éléments qui leur sont favorables et où l'on peut constater dès aujourd'hui une forte agitation.

Ayant mûrement pesé l'état de choses résultant de la situation indiquée, le Gouvernement Impérial a établi que la politique russe en Perse doit continuer à être basée sur le principe de non-intervention absolue dans les affaires intérieures du pays, ainsi que dans la lutte entre le Schah et son peuple, quelle que soit l'issue de cette lutte, mais en même temps nous devons avoir en vue que l'entrée des Bakhtiars et des révolutionnaires à Téhéran pourra exposer au plus grand péril les légations, les entreprises, et les sujets russes et étrangers, aussi bien que notre route Enzeli-Téhéran, d'autant plus que, d'après nos renseignements, la seule troupe persane organisée, c'est-à-dire, la brigade de Cosaques, est extrêmement affaiblie et sera probablement impuissante à maintenir l'ordre de Téhéran.

Tout cela nous impose l'obligation morale de prendre toutes les mesures en notre pouvoir pour que les institutions et les sujets susindiqués puissent recevoir une protection effective et pour que les communications entre Téhéran et Enzeli restent libres en toute occurrence. Dans ce but, il a été décidé d'envoyer immédiatement de Bakou à Enzeli un détachement composé d'un régiment de Cosaques, d'un bataillon d'infanterie, et d'une batterie, ce détachement ne se portera pas au-delà de Kazvin et veillera à l'établissement d'une libre communication entre ce point et la mer; son mouvement ultérieur dépendra du cours des événements et ne pourra avoir lieu que sur l'ordre de la légation Impériale à Téhéran en cas de grave péril dans le sens susindiqué. Le chef du détachement sera muni d'instructions catégoriques à l'effet que nos troupes auront pour but exclusif de protéger les légations, les entreprises, et les sujets russes et étrangers sans immixtion aucune dans les luttes politiques en Perse ou dans les affaires intérieures de ce pays en général.

Les troupes russes ne resteront en Perse que jusqu'au moment où la vie et la propriété des représentants diplomatiques, ainsi que des institutions et des sujets russes et étrangers, seront à l'abri de tout péril.

Ambassade de Russie, Londres,
le 4 juillet, 1909.

Translation.

In spite of the measures adopted on the advice of Russia and Great Britain by the Government of the Shah for the restoration in Persia of representative government and the realisation of the necessary reforms, the revolutionary movement in Central Persia has not died down.

The steps taken by the Russian and British legations to prevent the

advance on Tehran of the Bakhtiari under the orders of Sardar Assad, one of the khans of that tribe, as well as of the united forces of the revolutionaries from Kazvin and Resht and of the Caucasian adventurers under the Sipahdar, Governor of Ghilan, have not been successful. The troops of the opponents of the Shah's Government are gradually nearing Tehran, where there are elements favourable to their cause, and where a strong ferment is already noticeable.

On careful consideration of the state of affairs as indicated above, the Imperial Government has come to the conclusion that Russian policy in Persia must continue upon the basis of absolute non-intervention in the internal affairs of the country as well as in the conflict between the Shah and his people, whatever the outcome of that conflict may be; we must not, however, lose sight of the fact that the entry of the Bakhtiari and the revolutionaries into Tehran will place the Russian and other foreign legations, institutions, and subjects, as well as our road from Enzeli to Tehran in the gravest danger, the more so because, according to information which has reached us, the only organised Persian brigade of troops, that is to say, the Cossack brigade, has been much weakened and will probably be powerless to maintain order in Tehran.

This circumstance imposes upon us the moral obligation to take all measures in our power to afford effective protection to the above-mentioned institutions and subjects, and to ensure that communications between Tehran and Enzeli remain unrestricted in all circumstances. It has therefore been decided to send immediately from Baku to Enzeli a force consisting of one regiment of Cossacks, one battalion of infantry, and one battery of artillery; this detachment will not advance beyond Kazvin, and will ensure the establishment of unrestricted communications between that point and the sea; the further movements of this force will depend upon the course of events, and can only ensue upon the order of the Imperial Legation at Tehran in the event of the aforesaid dangerous situation arising. The commander of the force will be provided with definite instructions to the effect that the exclusive object of the force must be the protection of the Russian and other foreign legations, institutions, and subjects, while abstaining from any interference in the political struggle in Persia, or generally in the internal affairs of the country.

The Russian troops will remain in Persia only until the lives and property of the Russian and other foreign diplomatic representatives and subjects and the safety of Russian and foreign institutions shall be completely ensured.

N^{os} 93 à 129.

Dépêches diverses.

N° 130.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 16.)

Gulahek, July 16, 1909.

(Telegraphic.)

I learn from M. Sabline that the Shah has addressed a telegram to the Czar to the effect that : —

« Following the advice of the two Governments, he had granted the constitution, but the anarchist movement from Constantinople, Kerbela, Tabreez, and Tehran had plunged his country into disorder, and he had had to seek the protection of His Imperial Majesty's powerful flag.

« He counted on His Imperial Majesty's support for himself, his family, and his country, and would await His Imperial Majesty's gracious counsels. »

N^{os} 131 à 136.

Dépêches diverses.

N° 137.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 17.)

Gulahek, July 17, 1909.

(Telegraphic.)

Early this morning the two legations received the following telegram from the two nationalist leaders : —

« According to a resolution taken at an extraordinary meeting held to-day at the Baharistan, it is necessary that a deputation on behalf of the above-mentioned assembly should be received by His Majesty Prince Mohamed Ali to announce a change of Sovereign.

« As His Majesty for his personal safety is at present in refuge in the Russian legation under the protection of the two Great Powers, Great Britain and Russia, we request your Excellencies to appoint an hour during to-morrow at which His Majesty can receive the above-mentioned deputation, and to inform us, for which we will be obliged. »

This message was communicated to the Shah by my Russian colleague. His Majesty was already aware that, at a meeting held yesterday at Baharistan, the Valiahd had been chosen to succeed him, this decision having been announced last night informally.

Both Mohamed Ali and his consort are most reluctant to part with

their elder son, although they would accept a separation from the younger.

The Shah proposed to M. Sabline, at the end of a long and distressing interview, that the Valiahd should ascend the throne, but that he should be allowed to travel abroad for some time with his mother, or, if this arrangement be inadmissible, that the younger brother should be proclaimed.

His Majesty requested the two representatives to reply to the nationalist leaders that His Majesty declined to receive any deputation, and declared that he had already abdicated by leaving Sultanatabad for the Russian legation.

My Russian colleague and I replied to the nationalist leaders as desired, but did not mention His Majesty's views as regards the succession. His first alternative proposal would certainly not be accepted by the nationalists, and the second he might himself wish later to withdraw.

N^{os} 138 à 141.

Dépêches.

N^o 142.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 19.)

Gulahek, July 19, 1909.

(Telegraphic.)

The two Nationalist leaders have officially notified to the two legations the deposition of Mahomed Ali and the accession of the Valiah Sultan Ahmed Mirza to the throne of Persia.

I await your instructions.

N^o 143.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received July 19.)

Tehran, July 19, 1909.

(Telegraphic.)

My immediately preceding telegram.

Following is text of note : —

« Whereas disturbances in relation to disorders in provinces render necessary reorganisation of Government administrations, and this has been recognised by all Persia ; and whereas, in view of conditions of the time, state of the kingdom, and the dislike of the public for Mohammed Ali Mirza, it was impossible to obtain rights and security of the nation without a change of Sovereign ; therefore, in the absence

of senate and assembly, an extraordinary grand council was convoked on 16th July at Tehran at the Baharistan. Members of this council, who are chiefs of the fedai, clergy, princes, notables, and aristocracy, and number of previous deputies, decided by vote of the majority upon the deposition of Mohammed Ali Mirza, and, in accordance with articles 36 and 37 of the fundamental law, His Majesty Sultan Ahmed Mirza was appointed Sovereign, and the regency given temporarily to Azad-ul-Mulk. After the opening of the Parliament, in accordance with article 38 of the fundamental law, a definite arrangement will be made regarding the regency.

« We are therefore in this official letter informing you of the deposition of Mohammed Ali Mirza, and the accession of Sultan Ahmed Mirza to the sovereignty of Persia. »

N^{os} 144 à 174.

Dépêches diverses.

N^o 175.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 3.)

Gulahek, July 12, 1909.

SIR,

In my despatch of the 16th ultimo I stated that the Shah's acceptance of our programme had produced a *détente*, and that the prospect of the Bakhtiari from Ispahan and the fedai from Kazvin marching on Tehran, which at one time seemed imminent, was now remote. The prompt and striking manner in which events have contradicted this statement affords a somewhat disheartening illustration of the difficulty of correctly gauging the situation in Persia. The information in my possession was to the effect that many of the Bakhtiari had left Ispahan for their homes, and that the disbandment of the remainder would be effected shortly. At Kazvin, too, so far from there being any signs of an approaching advance on Tehran, my information was to the effect that the fedai were gradually dispersing. Hardly, however, had I signed my despatch above referred to when I received on the 17th ultimo a telegram from His Majesty's consul-general at Ispahan reporting that Sardar Assad had called on him to say good-bye as he was leaving for Tehran, and that rumour credited the Bakhtiari chief with the intention of taking with him 1,000 men to enforce the execution of the constitution. Ten days later we learned that the fedai under Sipahdar had advanced from Kazvin, and were already well on their way to Tehran, and this notwithstanding that Sipahdar had only a few days before agreed to dissociate himself from his men, and visit the capital with a view to a reconciliation with the Shah, provided the Russian Legation gave him a guarantee for his personal safety, which M. Sabline had consented to do.

On receipt of Mr. Grahame's telegram I at once dispatched an urgent message, instructing him to point out to Sardar Assad that the preparatory work for the restoration of parliamentary government was proceeding without hitch, and that the demonstration which he was believed to be contemplating would only complicate and retard matters. Sardar Assad had already started, and Mr. Grahame forwarded my message to him by letter.

On the 20th I received a visit from the Minister for Foreign Affairs, who told me that the Government were about to send Amir Mufakham, a Royalist Bakhtiari chief, with what following he could get together against Sardar Assad. I deprecated this as a resumption of civil war, and told his Excellency what I had done with a view to arresting Sardar Assad's advance, adding that should this fail I would do my best to obtain authorisation for my Russian colleague and myself to send out the two consuls-general from Ispahan to overtake Sardar Assad and give him strong advice to abandon his demonstration. His Excellency promised in that case to hold back Amir Mufakham for a few days. On the 22nd Mr. Grahame received an answer to my message. It was not satisfactory, and I accordingly directed Mr. Grahame to overtake the Sardar, who was now with some 700 or 800 men well on his way to Kum, and to make it clear to him that the two legations were satisfied with the progress which had been made in the execution of the programme presented to the Shah by the two Powers, and also, as Sardar Assad seemed to be under a delusion as to the nature of our programme, to deny emphatically the story in circulation that it involved any curtailment of Persia's independence, and to explain to him that our representations had merely taken the form of friendly advice to the Shah as to measures for the restoration of constitutional government. My Russian colleague sent similar instructions to his consul-general later in the day.

The joint communication from the two legations was made by the two consuls-general to Sardar Assad at Kum on the 26th. I enclose a report from Mr. Grahame of what passed at the interview. Here I need only state that Sardar Assad maintained that the restored constitution was a sham, citing as proofs of this the presence in the Cabinet of Saad-ed-Dowleh, the retention of Amir Bahadur Jang at the Palace, and the continuance in office of Mukhber-ed-Dowleh as Minister of Telegraphs, and that he promised to let the two consuls-general have by the 28th certain demands which he was formulating in concert with the various nationalist centres.

As to Mukhber-ed-Dowleh, I should mention that when the reform Cabinet was formed, it was part of the private suggestions of the two legations that the Minister of Telegraphs under the late reactionary régime should retain his post. We knew him to be a reactionary, but the Minister of Telegraphs in Persia has no seat in the Cabinet, and, in view of Mukhber-ed-Dowleh's experience in telegraphic administration, we wished him to remain in office.

To resume my report of our efforts to check Sardar Assad's advance : my Russian colleague and I, on learning from the consuls-general what had passed at their interview with the sardar, instructed them to emphasise once more to the Bakhtiari chief the inopportuneness of his armed demonstration, to repeat to him that the two legations were satisfied with the progress made in the execution of our programme, and to point out the grave responsibility he incurred if he disregarded our advice. Mr. Grahame and M. Bogoiawlensky were also to tell Sardar Assad that they would wait at Kum until midday of the 29th in order to learn his demands. Sardar Assad asked for time, before formulating the demands, to communicate with Kazvin and Tabreez and for the free use of a telegraph wire for the purpose. We did not think it suitable to keep the two consuls-general waiting longer at Kum merely to learn the Sardar's demands, which we had good reason to believe had already been presented to the Persian Government, and which could equally well reach us through some other channel. We therefore instructed Mr. Grahame and M. Bogoiawlensky to inform Sardar Assad that they had no further communication to make to him, and they left Kum on the 29th.

Meanwhile, on the 28th, news had reached the capital that some 900 fedai from Kazvin were within 45 miles of Tehran. With the failure of the mission of the consuls-general at Kum, and with this move of the revolutionaries from Kazvin, the outlook for the Shah was a dark one indeed, and the greatest alarm prevailed at the Palace. The troops in the capital, with the exception of the 800 or 900 Persian Cossacks, were not of a kind to inspire much confidence, and to make matters worse for the Shah all chance of serious dissensions amongst the Bakhtiaris seemed to have disappeared. The Ilbeggi, Mohteshames-Sultaneh, had made it up with the Ilkhani, Samsam-es-Sultaneh ; and Amir Mufakham, who was, and has remained up to now, loyal to the Shah, was not likely to have any considerable following. To add to the difficulties of the position the Cabinet, with the exception of Saad-ed-Dowleh, was in a state of complete demoralisation. Saad-ed-Dowleh had resigned on the 25th, his resignation being followed by that of the other Ministers, and, although the Shah commanded the Cabinet to carry on temporarily, Saad-ed-Dowleh was the only one who had the courage really to resume his functions. The others, while carrying on current business, absolutely declined to do anything involving responsibility.

In the critical position in which he was placed, the Shah summoned my Russian colleague and me to Sultanatabad on the 2nd instant. I have so fully reported in my telegram of the 3rd July what passed at this audience that I need here only say that His Majesty asked for our advice, and that we had to tell him that it was his delay in following our advice tendered to him so repeatedly last winter that had brought him to his present straits. We had endeavoured to dissuade Sardar Assad from marching on Tehran, but had failed, and we did not know

what advice we could now give him. We were ready, however, if any opportunity offered, to use our influence for a peaceful settlement. The audience left a painful impression on M. Sabline as it did on me.

On the following day I received your telegram of the 2nd July, in which you informed me of your suggestion to the Russian Ambassador that a joint warning might be conveyed to Sipahdar and Sardar Assad that the only way to avoid intervention was to restore order and to give the constitution which had been restored a fair chance. The danger of a conflict seemed so imminent that M. Sabline, although he had not received instructions, agreed with me to send representatives of the two legations to Sipahdar and Sardar Assad to convey the warning in question. Accordingly early in the morning of the 4th Major Stokes and M. Baronowsky left to interview Sipahdar, and Mr. Churchill and M. Romanowsky to interview Sardar Assad. Major Stokes and M. Baronowsky found fighting in progress at Shahabad between the fedai and the Cossacks, who had fallen back from Kerej. They were fired on by mistake by the Cossacks, fortunately without untoward consequences, and after the conflict was over proceeded on their way to the Sipahdar. I enclose a memorandum by Major Stokes reporting on his interview as well as a report by Mr. Churchill on his interview with Sardar Assad.

As reported by telegraph on the 5th instant, the communication made to the two Sardars did not seem to make much impression. Sipahdar, however, gave to Major Stokes and M. Baronowsky a list of his demands (see Major Stokes' memorandum).

These demands seemed to my Russian colleague and myself unreasonable, and we did not see our way to recommend the Shah to negotiate on the proposed basis. There were, however, two demands which, in the circumstances, it was very desirable the Shah should accept, and which, moreover, came well within the spirit of our programme, which aimed at having persons about the Shah who inspired confidence. They were those for the expulsion of « traitors » such as Amir Bahadur Jang, Sheikh Fazlullah, Mufakher-ul-Mulk and others, and the dismissal of Mukber-ed-Dowleh from the post of Minister of Telegraphs. In our reply to Sipahdar we accordingly signified our willingness to press these, provided that he intimated to us that he would be satisfied if the Shah granted them. In his reply he ignored our offer. He repeated the old story that the constitution was a sham, and expressed the hope that in view of the Anglo-Russian agreement the nation would not meet with interference in its efforts to recover its rights.

A further opportunity was offered to the two legations of using their influence for a reconciliation on the 10th instant, when Saad-ed-Dowleh informed them that he had sent an invitation couched in conciliatory terms to the two Sardars to send delegates to discuss terms for a settlement. We seized the opportunity to press upon the Shah the necessity of getting rid of his obnoxious favourites, and His Majesty

having given us a secret pledge to expel them on receiving a written promise from Sipahdar and Sardar Assad, through the two legations, that they would desist from hostilities and disarm their followers, we sent a message to the two Sardars (whose forces had now joined hands in the Shahriar district, some 16 miles west of the capital) urging them to send their delegates to negotiate, and assuring them of our conviction that the Shah would entertain such of their demands as were in accordance with the constitution. When this message reached the Sardars yesterday morning, fighting, which appears to have started on the previous day, was still in progress between the revolutionary forces (which I understand number about 2,000) and some 500 Cossacks, assisted by the loyalist Bakhtiariis under Amir Mufakham and other nondescript troops. The fighting continued until sunset, when the Cossacks, who had advanced to attack the fedai position, retreated.

The reply to our message reached us this morning ; it was to the effect that the Sardars could not send delegates while they were being repeatedly attacked and while the road was blocked by royalist troops. They asked that the Persian Government should send representatives to treat, and said that they would remain on the defensive till sunset. I have communicated this answer to the Minister for Foreign Affairs, but I fear that, for the moment at least, no further efforts of the two legations to bring about a reconciliation would serve any useful purpose. In this my Russian colleague agrees with me, and we intend for the present to let matters take their course.

I have reported the above fully by telegraph, but I have thought it convenient to record in consecutive form the steps taken by the two legations in the hope of preventing the nationalist forces from entering Tehran.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure 1 in N° 175.

June 26, 1909.

We have had a conversation of one hour and a-half with Sardar Assad. We informed him that his demonstration was entirely misplaced in the opinion of both legations and could only be injurious to the constitution. The « leit motif » of Sardar's argument was that the constitution does not exist, and that both legations are shamefully deceived. He adduces as proof the presence of Amir Bahadur Jang as in effect Minister of War, the Mustaufi-ul-Mamalek having practically resigned, and that of Saad-ed-Dowleh and Mukhber-ed-Dowleh (both noted absolutists) in the Cabinet. We warned him that if he disregarded the advice of the two legations, they would consider that his object was to complicate the situation and would hold him personally responsible for the results. He protested energetically that he had no

object but the establishment of a real constitution, of which, however, he gave no definition. As formerly in Ispahan, he pointed out that he had not come to fight with anyone unless they fought with him. As a proof of this, he averred he had avoided going to Kashan lest he should thus provoke an engagement with the Shah's troops there, more than half of whom he had won over, while the others were ready to join him at the first signal. Urged not to put himself in opposition to the two legations, and advised to return quietly home, he replied that he could not go back without having accomplished anything.

He is, however, prepared to retire as soon as certain demands of his are granted.

He could only enumerate two of these : —

1. That Amir Bahadur Jang and five or six other noted absolutists should be banished from Tehran.

2. That assurances should be given for the security of the members of the assembly when elected, as he is certain that they will never dare to assemble.

The remaining conditions he said he could not formulate till he had consulted the members of a constitutional committee summoned by him to meet him on this very date at Kum, of whom, however, only one had as yet arrived. He promises to furnish his demand in writing by the 28th June at latest. Asked what he proposed to do if his demands were refused, he quoted a couplet from Firdausi in the vein of « Death or Westminster Abbey. » We pointed out that his demonstration, instead of expediting the constitution, would retard it. He replied that his action would have one of two results, either a real constitution would be established or there would be direct foreign intervention. It would be better to hasten on the *dénouement*. In further proof of his pacific intentions he stated that he had counter-ordered the advance of the reinforcements from Ispahan. At one point in the conversation he professed himself ready to wait with his forces, either at Kum or elsewhere, till Parliament assembled, adding that he was sure that it never would meet under the present pseudo-constitutional régime. He repeatedly avowed himself unwilling to place himself in opposition to the two legations to which he would be grateful if they could obtain for him his demands. These were not his only, but those of Tabreez, Meshed, Resht, and other places which he only represented. He had no personal object. This did not prevent him adducing as one proof of the absolutism now rampant in Tehran the fact that he had heard to-day that the Shah had conferred his (Sardar Assad's) lands in Bakhtiari on Amir-i-Mufakham.

G. GRAHAME.

BOGOLAVLENSKY.

Inclosure 2 in N° 175.

*Joint Communication made to Sipahdar by British and Russian Legations,
July 4, 1909.*

M. Baronowski and I reached Kerej at 3 P.M. on the 4th July, and were immediately received by Sipahdar, to whom we had telephoned earlier in the day asking for an interview.

M. Baronowski informed Sipahdar that we had been sent to him by the representatives of the two Powers at Tehran with a message which was the outcome of discussions which had taken place at London and St. Petersburg. I added that Messrs. Churchill and Romanowski were on their way to Sardar Assad with a similar message. Sipahdar said that he had just heard from Sardar Assad who was at Robart Kerim. M. Baronowski then read in Persian the translation of the instructions which we had received. Sipahdar listened attentively, and when M. Baronowski had finished said he would like to read them through himself, M. Baronowski handed him the paper, which we left with him. Having read the instructions, Sipahdar proceeded to complain of the general unreliability of the Shah; that His Majesty made promises but there was great delay amounting to non-fulfilment in carrying them out; that he kept round him certain traitors, mischief makers and mollahs, and preferred the advice of five or six of these persons to the wishes of the rest of the people of Persia; that no confidence could be placed in the Shah or his Ministers; that the latter did not even reply to telegrams—he had sent at least ten to which no reply had been given; that some of the Ministers were traitors (he mentioned no names), and that the Ministers had refused to recognise the Tehran nationalist committee (this referred to the committee to which Saad-ed-Dowleh at first extended official recognition, which he, however, soon withdrew). Sipahdar then expressed a wish to consult the other nationalist leaders with his force, and withdrew for this purpose.

On his return an hour or an hour and a half later he began by saying that the nationalists were very grateful to the two great Powers, the two leading Powers of the world, for their efforts to bring about a satisfactory settlement of affairs. He then enquired whether the Shah knew of our being sent to him with a message. I replied that I could not say for certain but I believed that His Majesty did not know of it. M. Baronowski said he also did not think the Shah knew of our coming. Sipahdar then asked what was meant by the words « to restore order » in the message. The movements of his troops were and would continue to be orderly. He said the nationalists' forces had come to obtain certain objects, these they had not yet obtained. He and Sardar Assad would give the two legations an undertaking for the correct behaviour of themselves and their troops if the two legations would

arrange that he and Sardar Assad, each with 150 men, should be permitted to come to Tehran, or to a garden near it, whence, in consultation with the provinces, they could arrange for the firm establishment of the constitution, I asked what he meant by « establishment of the constitution. » He replied that there were certain things the nationalists wanted done. I replied that if he would tell us what the nationalists wanted the two legations would, if the nature of the demands allowed of their doing so, bring them to the notice of the Shah and endeavour to obtain His Majesty's acceptance of them, in which case their execution would be guaranteed by the two legations. Sipahdar stated what some of the nationalist demands were and we requested him to give them to us in writing. He again complained of the Shah, that ever since the constitution was first granted he had continually tried to destroy it, and he referred to the events of last year. I said the matters he complained of belonged to the past and were best treated as by-gones, that quite recently the Shah had accepted the friendly advice of the two Powers, had carried out most points of the programme which he had accepted and was carrying out the rest ; the electoral law was ready for promulgation and everything was going well for the elections and the convocation of the National Assembly. M. Baronowski pointed out that the National Assembly was the really important thing, when they had got that the nationalists could change all the Ministers if they wished. Sipahdar only repeated his statements that the nationalists had not yet got what they wanted. He then withdrew to have the demands written out.

An hour later Sipahdar returned with a paper containing eight demands. To prevent any chance of a misunderstanding we requested him to read the demands to us. This he did, and I enquired who were the persons whose deportation was one of the demands. He referred to a list he held in his hand, and read us the following six names : Amir Bahadur Jang, Sheikh Fazlullah, Mufakhar-ul-Mulk, Mukhtidar-i-Nazam, Sani Hazrat, and Mullah Muhammad Amoli.

We said we would convey the demands to the two legations, and a reply would be sent to Sipahdar stating whether or not the legations saw their way to asking the Shah to accept them. Sipahdar asked for an early reply. We pointed out that perhaps some discussion would be necessary, and suggested that he should wait three days for a reply. He said that every day cost the nationalists a considerable sum for the payment of their forces, and he could not wait for a reply after midday on Tuesday, the 6th July. To this we agreed. He asked if we would give an undertaking that no military movement would be made against him during this period. We replied that we could not give such an undertaking, but that were he attacked he would, of course, be free to fight. We then withdrew.

From the time when we met the first nationalist outpost our reception throughout was entirely respectful, and in our progress through the camp every soldier we met saluted us. I saw no signs of despon-

dency resulting from the morning's defeat ; the few men we questioned maintained that it was an unauthorised outpost affair and of no consequence.

When passing Shahabad on our return journey to Tehran we informed Captain Peribinoseff, who was in command of the Persian Cossacks there, of Sipahdar's intention to abstain from military action until midday on Tuesday, the 6th July.

C. B. STOKES, Major,
Military Attaché, Tehran.

Inclosure 3 in N° 175.

Demands of the Nationalists.

Sipahdar et Sardar Assad, chacun avec 150 moudjahids armés, avec des garanties suffisantes, vinrent à Téhéran pour discuter les points suivants. Après être sûrs que les demandes seront exécutées, les moudjahids reviendront à leurs foyers.

2. La sortie des armées des voisins du territoire persan.

3. Les endjoumens des vilayets et des alayets choisissent les Ministres jusqu'à l'ouverture du Parlement ; puis on agira d'après la loi.

4. Expulsion des personnes traîtres et malvues du peuple.

5. Désarmement des personnes qui n'ont pas jusqu'à présent appartenu à l'armée et qui ont reçu récemment les armes.

6. Le Ministre de la Guerre responsable est plein maître de toutes les forces armées de l'Etat et des arsenaux.

7. L'Administration des Postes et Télégraphes doit être retirée de Mukbir-ed-Dowleh.

8. La nomination de gouverneurs constitutionnels doit recevoir l'approbation des endjoumens de cette province.

Translation.

Sipahdar and Sardar Assad, each with 150 armed mujteheds, provided with adequate guarantees, have come to Tehran to discuss the following points. Having assured themselves that the demands will be complied with, the mujteheds will return to their homes.

2. The departure from Persian territory of armed forces belonging to neighbouring Powers.

3. Until the opening of Parliament the Anjumans of the vilayets and alayets to choose the Ministers ; afterwards action will be taken in accordance with the law.

4. Banishment of traitors and of all persons distrusted by the people.

5. Disarmament of those persons who up to the present have not belonged to the army, and who have recently been in receipt of arms.

6. The Minister of War for the time being to be sole master of all the armed forces of the State, and of the arsenals.

7. Mukhber-ed-Dowleh to be deprived of the control of the postal and telegraphic administration.

8. The nomination of constitutional governors to receive the assent of the Anjumans of that province.

Inclosure 4 in N° 175.

Memorandum on Joint Representations made by Mr. Churchill and M. Romanowsky on July 3, 1909.

M. Romanowsky and I left Gulahek at 1 30 A.M. yesterday, escorted by two Russian Cossacks and two Indian sowars, as well as a gholam of each legation.

We arrived at Hassanabad, on the Tehran-Kum road, 36 miles from Tehran, shortly after 7 A.M., where we found Amir Mufakham, the Bakhtiari royalist chief and a Persian Cossack officer with a force of some 200 men. Amir Mufakham, on whom we called, said he was just about to meet Sardar Assad at a place half-way between Hassanabad and Robart Kerim, about 16 miles west of the Tehran-Kum road, where the Sardar was then encamped, to discuss matters amicably. Each party was to go to the rendezvous with only five men. He readily agreed to us joining him, and supplied riding horses for us and our escort.

When Sardar Assad arrived we saw him alone, and I read to him the message from the British and Russian representatives, which we had been charged to deliver to him. He listened to me patiently to the end, and then spoke as follows : « I am informed that the granting of the constitution by the Shah is not genuine ; that there is no intention of sincerely carrying out the promises which have been made. What guarantee is there that the Shah will carry into effect the promises which he has now made ? » I said that we had been authorised to say, if he raised this question, that the two legations were prepared to obtain such guarantees for him. He replied that foreign guarantees were exactly what they objected to. They did not want foreign guarantees in any shape or form. I hastened to assure him that no such guarantees were contemplated, but that we were prepared to obtain guarantees from the Shah. He said this would be quite a different matter and would satisfy them, but he turned the subject and seemed to have no desire to discuss the matter, but repeated that he was convinced from reports he had received from all the provinces that the people were so distrustful of the Shah's sincerity, that he knew there would be no elections

for the Assembly. I said we thought the military measures taken by him and by Sipahdar were responsible for this feeling of unrest, and that he appeared to be entirely under a misapprehension as to what had been done at Tehran. We could assure him that the work done by Saad-ed-Dowleh's Government and the Electoral Law Committee was very satisfactory, and there had been every prospect, until he and Sipahdar moved on Tehran, of a satisfactory re-establishment of the constitution. He retorted that no confidence could be felt so long as certain mischief-makers were allowed to remain at the Shah's side. Did I deny that at this moment Amir Bahadur was in supreme command of the army? I said that one of the recommendations of the recent Anglo-Russian programme of advice to the Shah was that Amir Bahadur should be deprived of office. This and the other recommendations had been followed by the Shah. I myself had been instructed to ask Saad-ed-Dowleh, who was genuinely working in the interests of the country, whether Amir Bahadur's presence was an obstacle in the way of a settlement. He had replied that he was no longer influential, that his power no longer existed, but that if there was the slightest sign of activity on his part, he would not fail immediately to say so. Under these circumstances there was no reason why we should insist on his removal as he now only commanded the Silakhoris attached to the Shah, and had no influence whatever.

Sardar Assad then said that he had not come with the intention of fighting, but only to see that the constitution was re-established. If there was any fighting it would not be his fault. His messages to the Shah remained unanswered, and there was a ring round the Shah of persons who prevented the truth from reaching His Majesty. He had come so close to Tehran in order to be able to make his demands direct. He had a very large following, and the tribes of Fars were with him.

We said we would leave a copy in Persian text of the message we had been sent to give him, and would return to Tehran.

When we took leave of him at 1 P.M., he said, with marked emphasis: « Au revoir, à Tehran. »

G. P. CHURCHILL.

July 5, 1909.

Inclosure 5 in N° 175.

Instructions to Major Stokes and Mr. Churchill.

You will do your best to meet and communicate with Sardar Assad and Sipahdar and tell them that the only way to avoid foreign intervention is to restore order and to give the constitution as now re-established a fair chance.

You should state to them that they are under a gross misapprehension both as to the representations made by the two friendly Powers on the 22nd April, and as to the measures taken by the Shah's Government to execute their recommendations. You should say that the representations took the form of friendly advice to the Shah to re-establish the constitution and to take certain measures to that end. These measures the Shah has already for the most part executed. A nationalist committee has, without interference from the Government, elaborated a most liberal electoral law which has been signed by the Shah. No obstruction whatever has been offered by those Ministers who are accused of absolutism, to the carrying out of the measures recommended.

If Sardar Assad and Sipahdar ask for guarantees, they should state what guarantees they demand and we will do our best to obtain them.

G. BARCLAY.

July 5, 1909.

N° 176.

Sommaire mensuel adressé le 16 juillet 1909 de Gulahek par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N°s 177 à 182.

Dépêches.

N° 183.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 5.)

Gulahek, August 5, 1909.

(Telegraphic.)

The negotiations conducted by the two legations with the ex-Shah and representatives of the Nationalist committee, to which I referred in my telegram of the 3rd August, have resulted in the signing of a protocol by the Acting Minister for Foreign Affairs, some members of the committee, and the dragomans of the two legations; it is to the following effect : —

ARTICLE 1. All jewels in His Majesty's possession which are found after an investigation conducted before representatives of the two legations to belong to the Crown to be given up.

ART. 2. His Majesty will also give up all documents relating to jewels which have been pawned. Persian Government may, if it chooses, redeem these.

ART. 3. Persian Government will give His Majesty 75,000 tomans a-year, payable half-yearly in advance through the Russian bank.

ART. 4. A list of missing jewels will be presented to the two legations, who will obtain all possible information from His Majesty as to their whereabouts, and if they are still in His Majesty's possession or that of his entourage legations will do their utmost to recover them.

ART. 5. If any jewels are sold by His Majesty after the 3rd August, their value will be deducted from His Majesty's civil list.

ART. 6. His Majesty will leave Tehran not later than the 17th August.

Yesterday the investigation laid down in article 1 was held, and after considerable pressure had been brought to bear, the ex-Shah handed over a great number of jewels which, he had hitherto maintained, belonged to him personally.

N° 184.

Sir Edward Grey to Sir G. Barclay.

Foreign Office, August 5, 1909.

(Telegraphic.)

In conversation with Russian Minister for Foreign Affairs, I said that I strongly deprecated the Russian troops staying long in Persia, as their continued presence increased the chances of anti-Russian agitation. M. Isvolsky replied that the Viceroy of the Caucasus and himself were both extremely anxious to effect the withdrawal of the Russian force, but that in the case of the troops at Tabreez it was very difficult to remove them till security was guaranteed by the appointment of a strong Persian governor, while, as regards the Kazvin force, he considered that the uncertainty of affairs at Tehran was too great to permit of their immediate withdrawal. He mentioned the appointment as head of police at Tehran of a Russian Caucasian guilty of crimes committed in Russia as an instance of the unsatisfactory state of affairs. I said that it was for the Russian Government to decide what measures taken by the Persian Government in Northern Persia would inspire such confidence that the Russian Government would withdraw their troops. We would then co-operate in urging on the Persian Government the adoption of those measures.

N° 185.

Mr. O'Beirne to Sir Edward Grey. — (Received August 6.)

St. Petersburg, August 6, 1909.

(Telegraphic.)

Departure of ex-Shah of Persia from Tehran. Please refer to telegram from Tehran of yesterday's date.

I spoke this afternoon to M. Sazonow, who observed that the immediate departure of Mohammed Ali was much desired by the Imperial Government, but he had some apprehension lest after His Majesty had left ratification might be refused by the Medjliss to the arrangement arrived at respecting His Majesty's pension; he assumed that the sanction of the legislature would be necessary for this arrangement. The ex-Shah also owed a large debt to the Russian bank in Tehran, and this was a further source of difficulty. These points are to be discussed by M. Sazonow with the Minister of Finance.

N° 186.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 7.)

Tehran, August 7, 1909.

(Telegraphic.)

Zil-es-Sultan left Resht for Tehran 5th.

N° 187.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 8.)

Gulahek, August 8, 1909.

(Telegraphic.)

The Persian Government have appointed Ain-ed-Dowleh as Governor-General of Shiraz.

A portion of the reinforcement for His Majesty's consulate at that town can now be withdrawn without danger. I have given my authorisation for the departure of this portion, and trust that after the arrival of the new governor-general the remainder will be able to leave.

Reference is to my telegram of the 3rd August.

N° 188.

Consul-General Cox to Sir Edward Grey. — (Received August 9.)

Bushire, July 18, 1909.

SIR,

I have the honour to place before you a memorandum on the prevailing condition of the trade routes within the sphere of my post, more especially of the Bushire-Shiraz route, drawn up for me by His Majesty's vice-consul.

I am well aware that His Majesty's Government are generally cognisant of the deplorable condition of insecurity into which all the main arteries of traffic in Southern Persia have been thrown by the chronic state of chaos and anarchy under which the country has been labouring for the past three years.

The situation in the capital has now reached a well-marked stage, at which it seems possible that an opening may at any time offer itself for some definite action or form of co-operation on our part with the central Government, in whatever form it may now be, for the restoration of order or the financing of reforms. I trust, therefore, that the present moment may not prove inopportune for the submission of the present note on the commercial outlook.

I have, etc.

P. Z. Cox, Major, British Resident in the
Persian Gulf, and His Britannic Majesty's Consul-General for Fars, etc.

Inclosure in N° 188.

Memorandum respecting the Disorders on the Trade Routes of Southern Persia.

The state of trade in Southern Persia is at the present time most seriously, affecting British interests. This is especially true of Fars. The result of two years' fighting amongst the Kashgai, Lur, and Arab tribes, in the neighbourhood of Shiraz, and along the caravan routes leading to that trade centre was, in the first place, to render the dispatch of goods into the districts normally fed by Shiraz quite unsafe, and, in consequence, to cause an overflowing and congestion of goods in Shiraz itself.

This market, like that of Bushire, has subsisted for years almost entirely on British credit; during the current period of unrest bills have

had to be met, and to find money goods have had to be disposed of, usually at a heavy loss. On the other hand, the British firms have found outstandings ever harder and harder to get in, and at the best their accounts are often only partially settled.

In addition to the insecurity prevailing round Shiraz and along the Ispahan road, and the outlying buying centres, bad harvests and the political troubles have further undermined the position of all trade in Southern Persia.

Two-and-a-half years of this state of affairs have damaged the stability of most Persian traders; there has been no chance of making losses good; many bankruptcies have occurred in Bushire, and enquiries at which I have been present have brought home to me the heavy losses incurred by some British firms, and the jeopardy into which the capital, which all firms have outstanding, is already thrown.

A British Indian firm of Bombay, established for more than fifty years in Bussorah and Bushire, is closing up its Bushire branch.

Messrs. David Sassoon and Co. (Limited) had, so I understood, some time ago more than 50,000*l.* outstanding from their Bushire office, though this has since been considerably reduced; and we were informed at one time that this very old house in Persia were threatening to withdraw altogether unless something was done to help British trade over the Shiraz route.

Messrs. Dixon and Co. have large sums outstanding due to their Bushire office alone, and their affairs in Ispahan are said to be in an unsatisfactory position.

Messrs. Livingstone, Zeytoon, and Co. (Limited), a new firm, have found their venture so far quite unprofitable. Messrs. Gray, Paul, and Co. have practically ceased dealing in merchandise, and confine themselves to the work of a shipping agency.

Piece-goods have not been coming forward in any quantity for the past three months. The year March 1908-9 has seen the import of Manchester goods alone into Bushire reduced from 439,937*l.* to 318,375*l.*; the year 1909-10 promises to be infinitely worse, the first quarter's figures being only 41,585*l.*

The question on which everything primarily hinges is the safety of the caravan routes. The importance of this has been repeatedly pressed by one officer after another even when the province of Fars was in relatively good order, and the matter is far more urgent now.

The proclamation, or even the inception, of a constitution does not in itself offer any probability of the slightest improvement in the safety of the Bushire-Shiraz and the Bunder Abbas-Kerman routes. It must take years to bring Fars back to a condition of reasonable security and prosperity.

Extortion by Khans along Roads.

The local chieftains along the 180 miles of the Bushire-Shiraz road have become independent of the governor-general of Fars, and are in a constant state of warfare with each other. The posts are tampered with and robbed every few weeks.

Despite the specific engagement entered into by the Persian Government in the commercial convention of 1903, article 4, *rahdari* is extorted by armed tribesmen along the route in ever-increasing amounts. A statement of these exactions is appended. A sum of 1 *kran* is even extracted by the Kalantar at the gate of Bushire, and when protest was made in 1907 the local governor simply replied that he was powerless, as the Minister of Finance still included this item in the schedule of revenue which the governors of Bushire have to make good; if the Persian Government would erase the item from the schedule, he, the governor, would cause the levy to be discontinued.

Caravans are liable to be molested at all points and on every route leading from Bushire.

The deviation from Shief, situated 9 miles from Bushire by sea, has been alluded to in all recent trade reports. It is shunned by all British and the principal Persian merchants on account of its many inconveniences and reputation for pilferages. The khan of Angoli, desirous of the caravan route passing through his territory — the exclusive right of which he has for three years past tried to obtain by large bribes offered to local governors — loses no opportunity which fortune or a weak governor may place in his way of coercing muleteers, by imposts or by detention of mules, into using the Shief-Daliki road. Only lately he exacted a fine of 50 *tomans* (approximately 10*l.*) besides « *rahdari* » dues from an unprotected caravan of 70 mules, which was approaching Bushire by the main route, which borders on his land.

State of the Main Route.

The « Imperial » road, passing through Borazjun, Daliki, and up the mountains to Kazerun, now in use for many years past, has been blocked for the last two months by the great feud which has joined the khan of Kumarij and the headman of Daliki and the khan of Borazjun. Report says that disputes about the passage of caravans have been the origin of the feud. Fighting has been heavy, and the narrow passes in the hands of the combatants. The dangers of the present situation are shown by the recent firing on the Russian acting consul-general, although he was travelling with an escort of Cossacks. The telegraph office at Konar Takhte has been a centre for operations. In 1908 the unrest was focussed a little further on, between Kumarij and Kazerun ;

1907 was marked by troubles in the Kashgai tribe between Kazerun and Shiraz and by a series of postal robberies.

The main route being so hampered for traffic, native merchants in Shiraz have been of late endeavouring to arrange with the Kashgai Ilkhani for the transport of caravans by the Firuzabad route, which, in its course to Bushire, traverses Dashti territory, a district inhabited by a very lawless population, and Tangistan. The absence of the telegraph on this route and the likelihood of robbery occurring without the slightest chance of compensation being obtained, and other difficulties in the shape of dearth of forage, provisions, and caravan accommodation make British merchants very chary of trusting their goods to it.

Dearth of Transport.

Another serious feature has been the dearth of mule transport which has arisen. Muleteers have been so ill-treated and so plagued by robbers and « roadguards » during the past two years that a very large number have forsaken the route altogether and gone to the Yezd road or even more north still, to the Resht road. The result is that even when a short spell of comparative tranquillity does occur, merchants cannot depend upon being able to get transport.

Whereas in 1905 from 5,000 to 7,000 mules are stated to have been constantly engaged between Bushire and Shiraz, now in 1909 a British forwarding agency and Persian mule-brokers estimate them at between 2,000 and 3,000. Some 1,500 Shiraz mules are stated to have forsaken the Bushire road for the Resht and Kermanshah routes (which are not in the British sphere of influence). No large caravan had come down from Shiraz to Bushire from March to June 1909, and then only via Firuzabad.

Price of Transport.

The price of transport has risen to such an extent that it has become a burden on trade.

The following figures show clearly the rise from the normal since the period of anarchy commenced : —

			Krans.
1900	. . . . .	per 737 lb., 185 miles	90, 80, 60
1901	. . . . .	» »	95-80-100-110
1902	. . . . .	» »	80
1904	. . . . .	» »	80-90
1905	. . . . .	» »	85-95-75-95-110
March	1906-7 . .	» »	150-220-140-150
»	1907-8 . .	» »	160-120-110-90-140
»	1908-9 . .	» »	140-160-170-220
»	1909-10 . .	» »	200-250-300

(Or a rise from, approximately, 1*l.* 9*s.* to 5*l.* 3*s.*)

Insurance.

A further proof of the straits to which commerce has been reduced along the Shiraz road is shown in the premium rates of insurance companies in England.

Formerly 15s. per 100l. was accepted by most underwriters for cotton bales from Manchester to Shiraz and Ispahan, and included risk of robbery. In 1907 the rate was 30s., I think; while in 1908 the long list of robberies had sent the rate up to 40s., and very few companies could be found to accept the risk. By April 1909 practically all insurance to Shiraz was refused in England, war risks being asked, which means 5l. to 10l. per 100l.

The result is that the risk of robbery between Bushire and Shiraz falls on the British exporter, not on the insurance company as hitherto, nor on the Persian buyer.

Recovery of Claims.

Recovery of claims was, up till 1906, frequently effected from the Fars Government, but during the last eighteen months claims for British merchandise stolen on the Bushire-Shiraz road, with a value of 3,810 tomans (approximately 620l.), have been left unsettled and unattended to by the Persian authorities. These claims were advanced by British agencies alone.

Prospects of Order being restored.

Lawlessness is so far advanced on the Bushire-Shiraz route that it is doubtful if any governor-general of Fars will have the necessary influence and troops to restore order.

Persians concerned in the forwarding business to the interior appear to look to the British authorities alone for the necessary power to replace the road on a secure footing and repress illegal exactions.

A seyyid, one of the two principal Persian merchants in Bushire, told me a few days ago that, in his belief, matters would become even worse than what they were, and that possibly, besides entailing grave political results, would certainly mean the ruination of Persian traders on a large scale, with the resultant effects on the British capital employed.

Further, the prevailing disorders on the two southern roads have had the effect of depreciating the receipts of the southern customs to an amount which quite fails to suffice for the interest due towards the British loan and the interest pledged on the customs to the Imperial Bank of Persia.

It is proposed to draw attention elsewhere to the disastrous effect which wholesale smuggling is having on the stability of many traders, but it is indirectly connected with the road question.

H. G. CHICK.

STATEMENT of Sums exacted by Tufangchis, etc., on Merchandise transported between Bushire and Kazerun.

	JUNE 1907		JUNE 1909
Bushire —	Krs. shahis.		Krs. shahis.
At gate. per mule	0 18	Per mule.	1 3
Outside gate. —	0 1	Per 25 mules	1 0
Chogadak . . . —	0 4	— (khan).	10 0
		— (tufangchi)	5 0
Ahmedi . . . —	0 2	Per mule.	0 10
Isavand . . . —	0 3	Per 25 mules	6 0
Chah-i-khani . . . —	0 2	—	2 0
Khushab . . . —	0 3	Per mule.	1 10
Borazjun . . . —	0 4	— (khan).	0 10
		Per 25 mules	0 10
Tul-i-Borazjun . . . —	0 3	—	1 0
Jatta		—	5 0
Karoul-Khane . . . per mule	0 3	—	4 0
Ab-Gandeh		—	4 0
Daliki per mule	0 3	Per mule	2 5
		— (tufangchi)	0 10
Borj-i-Namazgah, —	0 2	Per 25 mules	4 0
Pul-i-Daliki . . . —	0 2	Per mule.	0 10
		Per 25 mules (13 lb. sugar).	10 0
Darya Kuli		Per 25 mules	4 0
Kotal-i-Malu. per mule	0 2	Per mule	0 5
		— (khan).	1 0
Banaki		—	0 10
		Per 25 mules (7 lb. sugar).	
Konar Takhte . . . per mule	0 3	Per mule	0 10
Jafferjin . . . —	0 2	—	0 5
Takhteki.		—	0 2
Cheroon per mule	0 3	—	0 8
Kotal-i-Kumarij. —	0 3	—	0 15
Tang-i-Turkan . . . —	0 3	—	0 8
		Per 25 mules (14 lb. sugar).	
Caravanserai . . . —	0 2	Per mule.	0 4
Diris —	0 2	—	0 18
Kawa-Khane . . . —	0 2	—	0 10
Kazerun —	0 2	—	11 0
TOTAL.	3 14	Per mule.	12 3
		Per 25 mules	67 10

= approximately 15 krs. per mule.

The above points to an increase of 11.30 krans per mule since 1907, and it may be noted that it shows rahdari and other illegal taxes exacted as far as Kazerun only, *i.e.*, 100 miles of the journey.

The sum of 15 krans per mule over this distance is equivalent to 5s. 3d. for considerably less than 3 cwt. A further system of robbery resorted to by the village chieftains along the route is to prohibit muleteers from buying fodder for any one else than themselves, and then to charge them double the market price.

The specific engagements of the Persian Government which are being thus flagrantly broken every day by the levy of these illegal dues with that Government's own knowledge are : —

1. Article 4 of the firman of His Imperial Majesty the Shah, dated the 28th February, 1903, abolishing the taxes of octroi, khanat, meidan, kapundari, rahdari, and other analogous taxes.

2. Article 3 of the Customs Regulations.

3. Article 4 of the Anglo-Persian Commercial Convention of 1903, in which the Persian Government undertook to suppress all rahdari taxes, and not to allow the establishment of fresh road or barrier taxes.

H. G. C.

N^{os} 189 à 197.

Dépêches.

N^o 198.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 16.)

Gulahek, July 19, 1909.

SIR,

With reference to my despatch of the 17th June, I have the honour to transmit herewith a translation of the new Electoral Law, dated the 1st July, as finally promulgated.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N^o. 198.

Electoral Regulations for the National Assembly.

Preface.

Whereas, in accordance with the exigencies of the time, it became necessary to alter some of the articles of the National Assembly's Electoral Regulations, in pursuance of the commands of His Imperial Ma-

jesty Mohammed Ali Shah (may God immortalize his reign !) a number of well-wishers of the nation, in conjunction with the members of the Council of State, formed a committee of twenty persons by a vote of the majority, to prepare a new Regulation.

As reference was made to four articles of the fundamental laws concerning the matter of elections, and the alteration of these articles was in contravention of those principles, in order to overcome this objection the above-mentioned committee submitted the important articles of the amended Regulation to the consideration of the well-wishers in the more important provinces of Persia.

The important provincial centres transferred rights of supervision to the Azerbaijan capital. The learned of that centre approved in principle the modification of the four articles, and submitted their observations on the other principal articles. Therefore, taking into consideration the observations of the Azerbaijan capital, the present regulations have been drawn up and written, on condition that the National Assembly, after its opening, shall be at liberty to exercise the right, according to the powers conferred upon it by the fundamental laws, to ratify or modify any one of its articles as may be deemed advisable.

The Electoral Law, dated July 1, 1909.

CHAPTER I. — *Number of Representatives of the People and their Distribution in the Provinces and Districts.*

ARTICLE 1. The number of deputies of the people for the National Assembly in the provinces of Persia is fixed at 120 persons.

ART. 2. The distribution of the people's representatives is in relation to the approximate population of the provinces and the importance of the locality in accordance with a separate list annexed at the end of these regulations.

ART. 3. In view of the absence of the required conditions, the places where elections will take place will only be the large and small towns. Therefore most of the districts and tribal settlements where the central authority does not reside in a town are not mentioned in this regulation, though the inhabitants of the districts and tribal settlements of every province may, if they enjoy the prescribed qualifications, assemble in one of the towns of the province and take part in the elections.

CHAPTER II. — *Qualifications of Electorate.*

ART. 4. The electors will be persons possessing the following qualifications : —

1. They must be Persian subjects.

2. They must be 20 years of age at least.
3. They must be well known locally, and, if not natives or inhabitants of the electoral district, must have resided at least six months in the electoral district or its surroundings before the elections.
4. They must at least own property of the value of 250 tomans (50*l.*), or pay at least 10 tomans (2*l.*) taxes, or have a revenue of 50 tomans (10*l.*) a-year, or have studied.

ART. 5. Persons who are entirely deprived of electoral rights are as follows : —

1. Women.
2. Persons not within years of discretion, and those who stand in need of a legal guardian.
3. Foreign subjects.
4. Persons whose departure from the true faith of Islam has been proved before one of the qualified doctors of theology.
5. Persons under 20 years of age.
6. Fraudulent bankrupts.
7. Murderers, thieves, and criminals who have undergone punishment according to Islamic law, and persons notorious as murderers and robbers and the like who have not legally exculpated themselves.
8. Persons actually serving in the land or sea forces.

ART. 6. Persons who are conditionally deprived of electoral rights :—

1. Governors and vice-governors within the area of their own government.
2. Those employed in the military and police, within the area of their appointment.

CHAPTER III. — *Those to be Elected must possess the following Qualifications.*

ART. 7.—

1. They must be true Moslems ; with the exception of the representatives of the Christians, Parsees, and Jews, who, however, must also be true believers of their own religion.
2. They must be Persian subjects.
3. They must at least be able to read and write Persian to the necessary extent.
4. They must be well known locally.
5. They must have a knowledge of the affairs of the country.
6. They must be well known to be honest and straightforward.
7. They must not be under 30 and not over 70 years of age.

ART. 8. Persons who are debarred from being elected :—

1. Princes of the blood, *i.e.*, sons, brothers, and uncles of the Sovereign.

2. Women.

3. Foreign subjects.

4. Persons actually serving in the land and sea forces.

5. Persons in Government service, unless they resign their posts during the term they are deputies.

6. Fraudulent bankrupts.

7. Murderers, thieves, and criminals who have undergone punishment according to Islamic law, and persons notorious as murderers and robbers and the like, who have not legally exculpated themselves.

8. Persons under 30 or over 70 years of age.

9. Persons whose departure from the true faith of Islam has been proved before one of the qualified doctors of theology ; or who are open heretics.

CHAPTER IV. — *Regarding the Formation of the Superintending Committee.*

ARTS. 9 to 14. Provide for a temporary committee to supervise elections, under the local governor, and some members of the local Assembly.

CHAPTER V. — *Electoral System.*

ART. 15. The elections in the whole of Persia will be by two degrees.

Explanation (A). — The meaning of « election by two degrees » is that, first, in the quarters of a town or in the towns of an electoral district a particular number (of persons) are chosen—who are called « the elected » —and afterwards, these (persons) elected in the first degree meet at the centre of the electoral district and elect from among themselves the desired number; and these persons so elected in the second degree are called « representatives ».

Explanation (B). — The meaning of « electoral district » is that portion of the kingdom which, in accordance with the regulations, elects one or more persons collectively to be members of the National Assembly ; if even that portion (of the kingdom) should be under one or more governors. The centre of a district is that spot where the elections in the second degree for that district take place.

ART. 16. The elections in the first and second degree will in general be conducted on the plural vote system, excepting in such places where, in accordance with the distribution provided by the regulations, they have not the right to vote for more than one person, in which case the elections will be conducted on the single vote system.

Explanation. — The meaning of « plural voting » is that every voter will inscribe on his voting paper the names of all the persons to be elected for that district ; the single vote system is that every voter will inscribe on his voting paper the name of one person.

ART. 17. The elections in the first degree will be by a relative majority ; and the elections in the second degree will be by a full majority.

Explanation. — The meaning of a « full majority » is that more than half the electors give their votes in favour of an individual.

ART. 18. Those persons who obtain a full majority of votes from the total number of electors of the electoral district will be accepted as members of the National Assembly, independently of the second degree election.

ART. 19. In the elections of the second degree, if on the first and second occasion a full majority is not acquired by a candidate, the same person can be elected on the third occasion by a relative majority.

ART. 20. In case of equal votes being given to two or more persons, and should it be necessary to choose one from among them, that person shall be chosen by lot.

ART. 21. In the elections of the first degree the number of persons to be elected for each division will be three times the number for that division stipulated in Art. 2.

ART. 22. In the Tehran electoral district the elections in the first degree will be conducted in five quarters of the town, each of which, under the direction of a Mayor, in accordance with the arrangements to be made by the supervising committee.

ART. 23. In the provincial electoral districts the election in each town of that district will be on a relative majority basis. Afterwards these persons elected in the first degree will meet in the centre of the district on the date fixed by the central supervising committee, and they will all together elect from among themselves by a vote of the majority the number of deputies provided for in Art. 2.

ART. 24. The five principal tribes—Shahsevan of Azerbaijan, Bakhtiari, Kashgai, the Khamseh tribes of Fars, and the Turkomans—will, in accordance with the stipulations of the regulations, each send a deputy direct to the National Assembly. The electoral system for the tribes is also of two degrees. The number of electors in the first degree for each tribe, however, and the electoral centre in the first degree, will be fixed by the Ministry of the Interior. In this case the elections of the second degree will be by lot.

ART. 25. In case the persons elected in the small towns should not

present themselves in the electoral centre of their districts at the time fixed for their meeting by the central supervising committee their right to vote for that session will be forfeited, and those persons who were present at the time fixed will elect from among themselves.

ART. 26. Each elector has not the right to give more than one vote, excepting in case a second election is necessary.

ART. 27. In the first degree the electors are not necessarily to be obliged to elect a member who is a resident in their district.

CHAPTER VI. — *The Supply of Electoral Vouchers to entitle the Electors to vote.*

ART. 28. The supervising committee will prepare a notice, and in accordance with the importance of the locality will give from five to fifteen day's notice before the date fixed for the elections.

ART. 29. The above-mentioned notice will contain the following matters :—

1. Qualifications for electors and candidates.
2. The place and time where the supervising committee or its branches will issue electoral vouchers.
3. The place where, and time when, the supervising committee will be ready to receive the votes.
4. The number of representatives whom the possessors of electoral vouchers must elect.

ART. 30. If the persons who are qualified to vote do not obtain electoral vouchers during the days specified for that purpose, they will forfeit the right to vote for that session.

ART. 31. The electoral vouchers given to the electors will contain the following matters :—

1. Number and date.
2. The name of the holder of the voucher and his father's name.
3. His profession and address.
4. The time and place where the holder of the voucher must give his vote.
5. The hour of opening and closing of the elections.
6. The seal or signature of the members of the supervising committee.

ART. 32. The supervising committee or its branches will enter all the electoral vouchers, with their numbers, in a special register.

CHAPTER VII. — *Regarding the Collection and Verification of Votes, and the Certification of those Elected.*

ARTS. 33 to 51.

CHAPTER VIII. — *Regarding Complaints concerning the Elections.*

ARTS. 52 to 56.

CHAPTER IX. — *Miscellaneous.*

ART. 57. As soon as one person over and above half the deputies, *i.e.*, 61 persons, are ready in Tehran, the Assembly will open, and their decisions, by a vote of the majority, will be valid and in force.

ART. 58. The beginning of the two years' session will be on the day the National Assembly opens.

ART. 59. After the expiration of the term of two years deputies must again be elected, and the people are at liberty to re-elect any of the previous deputies they wish.

ART. 60. The pay of the deputies depends on the decision and approval of the Assembly.

ART. 61. The travelling expenses of the deputies, both of the first and second degree, both coming and going, will be paid to them by the local governor with the knowledge of the supervising committee, at the rate of 5 krans per farsakh (4 miles), plus 5 tomans for the expenses of five days' stay at the centre of the electoral district.

ART. 62. If ever a member of the National Assembly should resign or die, and more than three months remain of the session, the National Assembly will elect another person to take his place by a vote of the majority.

ART. 63. Elections will begin in Tehran ten days after these regulations have received the Imperial signature; and in the provinces the supervising committee will be formed, and begin elections five days after the receipt of the regulations.

Here follows the annex to the electoral law, see Art. 2.

Dated Thursday, 12th Jemadi-ul-Sani, 1327, Takagouli (1st July, 1909).

Signature of members of the committee for the elaboration of the electoral regulations: —

FARMAN FARMA, MUSHIR-ED-DOWLEH, MOTAMIN-UL-MULK, MUSTAUFİ-UL-MAMALEK, SANI-ED-DOWLEH, MUKHBER-UL-MULK, MUIN-ED-DOWLEH, MOHANDIS-UL-MAMALEK, MUSTASHAR-ED-DOWLEH, HAJI SEYYID NASRULLAH, ASSADULLAH, MIRZA, HUSSEIN KULI KHAN NAWAB, MUSTASHAR-ES-SULTAN, KASHIF-ES-SULTANEH, NAZM-ED-DOWLEH, AMIN-I-DARBAR.

In the name of God, the Blessed and the Exalted.

His Excellency Saad-ed-Dowleh, President of the (Concil of) Ministers.

The regulations for the election of deputies which, in accordance with our exalted command, have been elaborated by a special committee and are composed of sixty-three articles, are correct.

Have them printed and distributed immediately; the Minister of the Interior will also, without delay, proceed to make the necessary arrangements for elections in Tehran and the provinces.

MOHAMMED ALI SHAH KAJAR.

12 Jemadi-ul-Akher, 1327 (July 1, 1909).

ANNEX to Electoral Law (see Article 2). — Liste de répartition des sièges de Députés.

N° 199.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 16.)

Gulahek, July 23, 1909.

SIR,

In continuation of my despatch of the 12th instant I have the honour to report that the nationalist forces entered Tehran at 6 o'clock in the morning of the 13th instant. The enclosed memorandum by Mr. Churchill gives an account of the circumstances of their entry and the fighting that ensued.

On learning by telephone what had happened, I sent Major Stokes and Mr. Churchill to town, the former to control the admission of refugees to the legation, and the latter to watch the course of events and report. Both were, if possible, to get into touch with Sipahdar and Sardar Assad, and enjoin upon them the necessity of maintaining order. The news which reached me by telephone just before it was cut was to the effect that the nationalist forces were in possession of the town, and that good order reigned. It transpired later that this was not accurate; only a portion of the capital was in their possession, and street fighting was in progress in other parts of the town. M. Churchill and M. Evreinow, whom M. Sabline had sent to town, were able later to report that Sipahdar and Sardar Assad had given them the most satisfactory assurances as regards the safety of foreign interests at the hands of the nationalists. Throughout the fighting there was of course danger from stray bullets; but, so far as I know, only one

foreigner, an Austrian, was hit, and his wound was slight. There was absolutely no looting on the part of the nationalists, though one British house was cleared of everything by some of the armed irregulars who fought on the royalist side. These were the only persons who did any looting. The assurances given by the nationalist leaders to the representatives of the two legations were thus justified.

Soon after the fighting began in town, a report reached me that the Shah was about to bombard Tehran, and M. Sabline and I agreed to send in a joint protest to His Majesty. I drafted a stiff note, which we afterwards toned down, as in the meantime my colleague had received from the Shah a private assurance that the bombardment would not take place.

Early next morning, however, we heard the boom of guns in the direction of Kasr Kajar, and it was clear that the Shah had broken his promise. A little later His Majesty sent us word that he had intended not to bombard Tehran without giving twenty four hours' notice so as to give time to foreigners to leave the town, but that the revolutionaries were attacking his palace in the capital and he therefore had been compelled to begin the bombardment at once. My colleague and I immediately proceeded to Sultanabad and begged His Majesty to desist and to proclaim a truce for negotiations. In reply he proceeded to complain that we had repeatedly tied his hands by dissuading him from attacking the revolutionaries. These had now entered Tehran and were attacking his palace. We could not expect him not to do his utmost to oppose them. Finally he declared that he would only grant a truce if the revolutionaries laid down their arms. Except for the rescue of Tabreez, it is not the case that the Shah has ever been restrained in his plans against the revolutionaries, but I did not think it worth while entering upon a discussion on this point. I therefore merely reminded His Majesty that the rôle of the two legations, since he had restored the constitution, had been to urge conciliation upon both sides; unfortunately our advice had not been followed by the revolutionaries. It was urgent now to consider what could be done to save the situation, and, in the opinion of the two representatives, the only hope lay in His Majesty proclaiming a truce. He said it would be impossible, as he could not communicate with his troops, who were surrounded and were being constantly attacked. In these circumstances an indispensable preliminary was that the revolutionaries should lay down their arms. We replied that it was useless to expect the victors to consent to this, but if His Majesty would proclaim a truce for negotiations we thought we could arrange that the message should reach both revolutionaries and royalists. His Majesty, however, would not hear of this and repeated that the revolutionaries must first surrender.

On leaving the palace we met Saad-ed-Dowleh, who, on learning the barren results of our representations, asked us to defer informing Sipahdar and Sardar Assad, whom we had apprised of our audience,

until he had seen His Majesty. Meanwhile, Mr. Churchill and M. Baranowsky, who had been sent early in the morning, at the request of the Shah, to try to induce the nationalist leaders to negotiate, had had to turn back because of the fighting, which was then at its hottest. Saad-ed-Dowleh's conversation with His Majesty, it may here be said, led to the appointment of a deputation with the object of opening negotiations, but there was delay in getting some of the members to accept the task, and after the deputation was finally formed a first attempt to enter the town failed. When it eventually succeeded in getting into the capital two days later, the Shah had already taken bast in the Russian Legation and Colonel Liakhov had made terms.

Some hours after our audience it was rumoured that Colonel Liakhov, who was defending the Cossack barracks, could not hold out much longer. My colleague hoped that before it came to this point the Shah would have taken bast, in which case Colonel Liakhov, whose mission would then *ipso facto* have terminated, would have been able to make terms without actually surrendering: and, indeed, M. Sabline, when I saw him in the afternoon, believed that the Shah would arrive that evening. He told me that he had sent M. Evreinow to discuss terms for Colonel Liakhov's surrender with the two Sardars.

M. Evreinow proceeded to Baharistan, the nationalist head-quarters, and requested the two Sardars to desist from attacking the Cossack barracks. He asked what would be done with the officers and men if they delivered up their arms—whether they would be allowed to continue their service under the future Persian Government, and whether the Nationalist leaders could guarantee that as far as possible they would run no danger. To this the Sardars replied that the nationalists had always acted on the defensive, and that after the officers and men of the Cossack brigade had handed over their arms there would be no necessity for the nationalists to defend themselves any longer. The Cossacks would be free to go to their homes or remain in their barracks as non-combatants. The Sardars added that the constitutional Government would be in need of well-organised troops, and therefore the Cossacks would be used and would continue to receive their usual pay. Their safety after laying down their arms would be guaranteed as far as possible. M. Evreinow returned to Zergandeh with this answer, but, owing to the bombardment from Kasr Kajar, he could not get into Tehran the following day, the 15th, to continue the negotiations, and the fighting in parts of the town continued.

M. Sabline was not satisfied with the terms offered by the nationalists to the brigade. We agreed that Mr. Churchill and M. Baranowsky should early the following morning, the 16th, make the best of their way to Baharistan and endeavour to obtain a satisfactory undertaking in writing. By the time they started, the Shah, his family, and an umber of his entourage, including Naib-es-Saltaneh, Amir Bahadur Jang,

Mufakher-ul-Mulk, and Mujallah-es-Sultan, had taken bast in the Russian legation.

We at once informed Sipahdar and Sardar Assad by telegraph, and took steps to make it known as widely as possible. Colonel Liakhov's mission had now ended, and he could surrender with honour. Mr. Churchill and M. Baranowsky succeeded in making their way to Baharistan, and obtained from the nationalist leaders a written undertaking that the Russian officers and the Cossack brigade should continue for the present to serve the new Government under the orders of the Minister of War.

Mr. Churchill and M. Baranowsky were able to inform Colonel Liakhov of this undertaking, and he was asked to come to the Imperial Bank, whither a Bakhtiari chief would be sent to escort him to Baharistan. The bank was conveniently situated for this purpose, being between the opposing forces. Colonel Liakhov reached the bank with an escort of Cossacks, which he afterwards dismissed, and on the arrival of Yusuf Khan, Sardar Assad's brother, he proceeded in the carriage with him, under Bakhtiari and fedai escort, accompanied by the two dragomans, to Baharistan, where he placed himself and his brigade at the service of the new Government. It is perhaps worth mentioning that in his drive to Baharistan Colonel Liakhov was cheered all along the route.

Desultory firing continued for a while in certain parts of the capital, but by the evening the town was perfectly quiet. A meeting of nationalist notables—an extraordinary grand council, as it was styled—was held in the afternoon at Baharistan, and decided to proclaim the abdication of Muhammad Ali and the appointment of the Vali Ahd, Sultan Ahmad, as his successor with Azad-ul-Mulk as temporary Regent. The council also elected Sipahdar as Minister of War and Sardar Assad as Minister of the Interior, and appointed a committee of twenty-five leading nationalists for the guidance of the Ministers. The proclamation of the change of Sovereigns was not at once issued, the committee desiring first to announce it to Muhammad Aly by a deputation. The dispatch of this deputation was contemplated for the following day, and a telegram from Sipahdar and Sardar Assad was received by the two legations on the following morning announcing the committee's intention, and asking us to ascertain when Prince Muhammad Ali would receive the deputation. My Russian colleague waited upon the ex-Shah with this message to which His Majesty replied that, « having left Sultanatabad he had already abdicated. It was therefore unnecessary for him to receive any deputation ». This reply we telegraphed to the nationalist leaders.

Although the Shah's successor was not named in the Sardar's telegram, Muhammad Ali knew that the Valiahd had been selected, and a painful scene ensued after His Majesty had directed M. Sabline as to the reply to the nationalist leaders. His Majesty declared to my Russian colleague that he would not allow his favourite son to be

separated from his parents, and for a time, indeed, it seemed that he would stand firm on this point. The Valiahd's mother, who kept appearing from time to time in the doorway, quite broke down. Finally, however, the Shah asked M. Sabline to arrange that if the Valiahd was placed on the throne he should be allowed to travel abroad with his mother for a time, or, failing this, that his second son might be made Shah. M. Sabline left His Majesty under the impression that we would endeavour to obtain the consent of the committee to one of these alternatives, but on talking it over together we thought that the proposed step might jeopardise the chances of the dynasty. We had reason to fear that the nationalists might snatch at the opportunity offered by Muhammad Ali's hesitation to allow his eldest son to accept the throne, to look elsewhere for a candidate. We felt, too, that the first proposal was one which would certainly not be entertained, as we knew the nationalists to be eager to get the boy away from his surroundings; and as regards the second alternative, even if the nationalists agreed, we felt that the Valiahd would later regret the action taken by his parents, in which case he might perhaps come forward as a pretender in later years. We accordingly decided not to put forward Muhammad Ali's proposals, and it was soon evident that it was well that we had done so, for the Shah very shortly let M. Sabline know that we were in no case to run any risk of losing the throne for the dynasty.

The proclamation announcing the change of Sovereign appeared in the afternoon, and the official notification was received by the legations on the following day, the 18th July. I enclose copie of both documents. It will be noticed that in the latter Muhammad Ali is declared to have been deposed, whereas in the proclamation he is stated to have abdicated spontaneously. On the same day, the 18th July, the little Shah left the Russian Legation and proceeded under an escort from the two legations to the Palace of Sultanatabad, where he received a deputation from the grand council, who formally announced to him his elevation to the throne. I enclose an account of this ceremony by Major Stokes, who was present.

Three days later, on the 21st instant, my Russian colleague and I officially notified the Ministry of Foreign Affairs that the two Governments recognised Sultan Ahmad as Shah of Persia.

Before closing this despatch I should like to record my appreciation of the services during the recent crisis of Major Stokes, Mr. Churchill, and Major O'Connor, His Majesty's consul in Seistan, who was staying in Tehran at the time and who placed himself at my disposal. All three did most useful work in town in circumstances of considerable danger. I should also like to mention the work of Dr. Scott, of the Indo-European Telegraph Department, who, having removed into the legation because his house was in the line of fire, did admirable service in attending the wounded brought into the legation. I did not allow Dr. Neligan to go to his assistance, as the approaches to the

legation were dangerous and I did not wish anyone to run unnecessary risks, so that Dr. Scott did his work single handed. Lastly, I should wish to record my recognition of the good sense and calm shown by the British community. Not a single alarmist report reached me from a British source during the whole of the three days' fighting, and this notwithstanding that several British houses, being in the line of fire, suffered considerably.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure 1 in N° 199.

Memorandum by Mr. Churchill, July 16, 1909.

On the 9th July the forces under Sipahdar left Kerej, about 1,000 strong, in a south-easterly direction toward Robat Kerim, where Sardar Assad was encamped with about 1,200 Bakhtiariis.

Amir Mufakham, the royalist Bakhtiari chief, with about 200 men, advanced at the same time to meet the Sipahdar; and the following morning when the Sipahdar's mixed force of Caucasians and Persians, which I will call « fedai » for lack of a better term, met these Bakhtiariis they took them for Sardar Assad's men. The royalists, who used the red flag of the nationalists, tried to take the fedai by surprise and to disarm them; but the ruse was soon discovered and a sharp engagement took place, and the royalists withdrew. Later in the day Sardar Assad arrived on the scene, but the fedai, not distinguishing them from the royalists, fired upon them, killing five men and wounding many others. The mistake was discovered in time, and the two nationalist forces joined hands at Badumek, where on the 11th and 12th they repulsed repeated attacks delivered on their position by a force of some 400 Cossacks under Captain Zapolsky, supported by the Shah's irregulars and the royalist Bakhtiariis with several guns, and maintained their position in the face of severe artillery fire.

On the night of the 12th July the combined nationalist force marched between the opposing Cossacks and irregulars, who were posted at Shahabad, Ahmedabad, and Yaftabad, between them and Tehran. They succeeded in getting through unnoticed, and at 6 A.M. on the 13th July the whole nationalist force entered Tehran by the north or Yussufabad Gate, which was not held against them. They rode three abreast past the British Legation, and shortly afterwards, dividing into three columns, proceeded to the Baharistan or assembly building, which they reached practically without opposition. The soldiers on duty at the various guard-houses were disarmed without difficulty, though two or three men were killed and wounded at the guard-house opposite the main gate of the legation. A column which descended the Legation Street towards the Artillery Square was fired upon by soldiers posted in the square, the various gates of which were immediately closed.

The three northern and the three eastern gates of the town were immediately taken possession of by the Bakhtiari, but three western gates remained in the hands of the Cossacks. During the course of the morning Captain Zapolsky with the 400 Cossacks under him entered the town by one of these gates and joined Colonel Liakhov, who was throughout at the Cossack barracks in the western part of the town with 400 men. The remaining 300 Cossacks under Captain Peribinoszeff remained at Sultanatabad with the Shah, who had besides some 2,000 men under Amir Bahadur who have taken no part whatever in the hostilities.

Throughout the three days on which hostilities lasted, viz., the, 13th, 14th, and 15th July, the Cossacks remained on the defensive in and around their barracks, while an irregular force of some 300 absolutely undisciplined men held the Gun Square; the main forces, under Siphadar and Sardar Assad, held the rest of the town with their head-quarters at the Baharistan, whilst a determined body of fedai crept gradually as close to the barracks as possible, using their Mausers with great effect and throwing bombs at night.

On the 14th the Shah declared that he intended to stake his all on a determined combined attack on the town by all the forces at his disposal, and take refuge at the Russian Legation if it failed. The attack proved a complete failure. Captain Peribinoszeff shelled the Baharistan quarter from the hills near Kasr-i-Kajar, which covered an attack by some of the irregulars in the Dorchantupé Gate. The Bakhtiaris, however, appeared in such force to defend that approach that the attacking party fled in confusion, while the bombardment produced no impression whatever. Colonel Liakhov endeavoured to shell the Baharistan at the same time, but the range must have been inaccurate, as a number of the shells exploded above the Imperial Bank, and one actually crashed through one of the rooms while I was there, without doing much harm.

I spent the night at the Imperial Bank, and realised from experience the demoralising effect of the use by the fedai of bombs at night, when they were able to creep right up to the royalists' positions and throw them. The most severe engagement occurred in the direction of Mr. Barker's house, which has suffered considerably from shell fire. In this quarter the fedai occupied houses and crept very close up to the Cossack barracks.

It was perfectly clear to anyone who could see what was actually going on at Tehran that, though it might be possible to keep up the fight for a considerable time, by avoiding big engagements, it was quite impossible for the Shah's forces to dislodge the nationalists, now strongly reinforced by their sympathisers in the town. But the Shah was assured by his Persian officers that victory might still be his. Consequently, the following day, the 15th July further attempts were made by his irregulars to attack the gates, but the Cossacks remained entirely on the defensive. Every attack was, however, repulsed with

enormous loss for the royalists. During the day a small number of the royalist Bakhtiaris contrived to reach a house near the British Legation, and a great deal of firing went on between them and the « fedai ». The head of the legation gholams, who was standing at the main gate of the legation, was struck in the thigh by a bullet, but the wound is fortunately not dangerous, and he is progressing favourably. About 150 Armenians who live in the quarter, finding themselves in danger, took refuge in the legation, where at first Major Stokes, and later Major O'Connor. His Majesty's consul for Seistan, who was in Tehran on his way to his post, was placed in charge.

Dr. Scott and Mr. Baggaley, with their wives and Dr. Scott's children, also came to the legation, as their houses were in the zone of fire and they were in some danger.

The casualties in this part of the town were considerable, and wounded men were constantly being brought into the legation where Dr. Scott formed a temporary hospital. I went over it on the 15th, when he had about ten patients, who had increased to fifteen by the following day, though several had died in the meantime. The wounds in some cases were of a shocking character, and I venture to say that Dr. Scott deserves the highest praise for the admirable way in which he has devoted himself to the wounded, and spared no pains single-handed to alleviate the sufferings of these poor men.

On the 15th a number of shells exploded over the legation garden, and one, which failed to explode, actually fell in the garden. No damage has been done to the buildings.

On the 16th the Shah took refuge at the Russian Legation and fighting ceased.

I should also like to state that the British colony at Tehran has shown remarkable calmness throughout the three very trying days that these hostilities lasted. The staffs of the Imperial Bank and the Indo-European Telegraph Department and Company remained in town the whole time, and many of them went to their offices as usual through the quarters where fighting was going on, but I have not heard of a single murmur of complaint from any one of them.

The correspondents—Mr. Fraser, of the « Times », and Mr. Maloney, of Reuter—were in town throughout, and even took their places in the trenches, from which they saw the fighting.

I venture to state my absolute conviction that at no time have any foreigners been in any danger, excepting, of course, from stray bullets, provided they took normal precautions.

The « fedai » and the Bakhtiaris show remarkable respect towards foreigners, and on my way from the bank to the legation I walked down a street occupied at one end by royalists and at the other by revolutionaries without the slightest danger of being shot at.

On the three occasions on which I have driven to the Baharistan I have found the « fedai » most respectful, and the crowds assembled

at the gates of the Medjliss always cheered the legation sowars and gholams.

G. P. CHURCHILL.

Inclosure 2 in N° 199.

Proclamation.

As the circumstances of the country of Persia show that the restoration of order and security in the country and the establishment of rights and confidence in the heart of the nation could not be restored without the change of Sovereign, and as the former Sovereign in perfectly aware of the great displeasure which the people entertain towards him, he therefore has taken refuge in the Russian Legation under the protection of Great Britain and Russia. His Majesty has spontaneously (or naturally) abdicated from the crown and throne of Persia. Therefore in the absence of the Senate and the National Assembly an extraordinary Grand Council, in view of the necessities of the case, was convoked at once on Friday, the 27th Jamadi II, 1327 (16th July, 1909), in the Palace of Baharistan in Tehran. His Imperial Majesty, Sultan Ahmad Mirza, the Heir Apparent of Persia, has been appointed the Shah-in-Shah of Persia. For the present the regency has been confided to his Excellency Azad-ul-Mulk, so that after the convocation of Parliament, in accordance with article 38 of the constitutional law respecting the regency, and in accordance with the exigencies of the time, a definite arrangement will be made.

SIPAH DAR AZAM, *Minister of War.*

ALI KULI, *Minister of Interior.*

Inclosure 3 in N° 199.

Official Notification by the Persian Government.

Whereas the disturbances in Persia and the disorders in the provinces render necessary a reorganisation of the Government administrations and this has been recognised by all Persians, and whereas, in view of the conditions of the time, the state of the kingdom and the dislike of the public for Muhammad Ali Mirza, it was impossible to obtain the rights and security of the nation without a change of Sovereign, therefore in the absence of the Senate and Assembly an extraordinary Grand Council was convoked on the 16th July at Tehran, at the Baharistan. Members of this Council, who are the chiefs of the fedai, the clergy, princes, notables, and aristocracy, and a number of previous

deputies, decided, by vote of the majority, upon the deposition of Muhammad Ali Mirza, and, in accordance with articles 36 and 37 of the fundamental law, His Majesty Sultan Ahmad Mirza was appointed Sovereign, and the regency was given temporarily to Azad-ul-Mulk. After the opening of Parliament, in accordance with article 38 of the fundamental law, a definite arrangement will be made regarding the regency.

We therefore address this official letter informing you of the deposition of Muhammad Ali Mirza and the accession of Sultan Ahmad Mirza to the sovereignty of Persia.

Inclosure 4 in N° 199.

Memorandum by Major Stokes respecting the reception of Sultan Ahmad Shah by a Deputation from the Provisional Government.

Muhammad Ali having taken refuge in the Russian Legation, and having refused to receive a deputation which was to announce to him the accession of his son Sultan Ahmad to the throne of Persia, the latter was proclaimed Shah on the 17th July.

At 10 A.M. on the 18th July a deputation from the provisional Government awaited Sultan Ahmad Shah at the palace of Sultanatabad. The deputation consisted of the Regent, Azad-ul-Mulk, and the following priests and notables : —

Agha Behbehani (son of Seyyid Abdullah, Mujtehed).

Agha Imamzadeh (son of the late and brother of the present Imam Juma, of Tehran).

Nizam-ul-Mulk.

Muwassak-ed-Dowleh (formerly comptroller of the household to Muzaffar-ed-Din Shah).

Ala-ed-Dowleh.

Ala-ul-Mulk.

Sultan Ahmad Shah drove from the Russian Legation under an escort of Russian Cossacks and Indian sowars. In a second carriage were seated Muwassak-ul-Mulk, comptroller of the heir-apparent's household, Zil-es-Sultaneh, cousin of Muhammad Ali, and two other Kajar Princes. M. Smirnoff, who for two or three years has been the new Shah's tutor, followed the procession in his own carriage in order to tell the escort when it was no longer required. On arrival at Sultanatabad the combined escort withdrew. His Majesty alighted and walked from the gate of the garden to the palace. Some 30 yards from the building His Majesty was received by Azad-ul-Mulk, the venerable head of the Kajar tribe, who, in a kind but deferential manner, addressed a few words to him and invited him to enter the palace. The young

Shah's manner was dignified, but just at first he seemed a little nervous. The deputation awaited His Majesty in the palace, to which only Persians were admitted, where the following address was read to him : —

« To His Majesty Sultan Ahmad Shah. Long may his kingdom and rule endure.

« As your Royal Sire, His Royal Highness Prince Muhammad Ali, has been excused from the important duty of Sovereign, in accordance with articles 36 and 37 of the fundamental laws, at an extraordinary council held on the 27th of Jamadi-us-Sani (16th July) in the Baharistan building, the sovereignty was conferred on your Imperial Majesty, and a proclamation was issued and the regency was temporarily entrusted to his Excellency Azad-ul-Mulk until, after the meeting of Parliament, according to article 38 of the fundamental laws, a final decision in the matter of the regency is given.

« The above communication is on behalf of the Extraordinary Grand Council by the agency of the delegates of that Grand Council officially conveyed to the foot of your Imperial Majesty's throne, and we who are here present on behalf of the whole body of your people offer your Majesty our sincere congratulations, and we pray God that the constitutional rule of your Majesty may be adorned with every kind of blessing and prosperity for the children of Persia, and that the progress and happiness of this kingdom may, under the shadow of your auspicious regard, increase and become perfected. »

The reception was a very simple affair, and no one present was in uniform. In all there were not more than thirty people present, and it was remarked that, apart from the two priests, the persons selected to be present were either members of the Kajar tribe or persons who belong to Court circles. No militant nationalist or prominent leader in recent events was present.

After the reception the Shah remained at Sultanatabad, whence His Majesty a day or two later moved to Tehran.

C. B. S.

N^{os} 200 à 215.

Dépêches.

N^o 216.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 30.)

Gulahek, July 31, 1909.

SIR,

I have the honour to report that the corps diplomatique was received in audience by Sultan Ahmad Shah for the first time this morning at 11 A. M.

The young Shah was accompanied by the Regent, Azad-ul-Mulk, the venerable head of the Kajar tribe, an old man about eighty years of age, with courtly manners and a dignified bearing, who acted as spokesman on behalf of the thirteen-year-old Shah.

The German Minister, as doyen, delivered a short address, offering the Shah the congratulations of the diplomatic body, and afterwards presented the felicitations of the Emperor and of the German Government.

The Regent replied on behalf of the Shah in a few well-chosen words, expressing gratitude for the good wishes conveyed by the doyen and assuring the diplomatic body of the determination of the Shah's Government to maintain and strengthen the friendly relations happily existing between Persia and the Powers.

The Regent then conducted the young Shah round the circle of foreign representatives, who presented their respective staffs to His Majesty, and replied to the usual formal inquiries as to their respective Sovereigns or heads of States.

When it came to my turn, I took the opportunity of conveying to His Majesty the congratulations and good wishes of His Majesty the King, His Majesty's Government, and of the Viceroy of India, for which the Regent begged me to convey the Shah's heartfelt gratitude. He added that he had had the honour of meeting His Majesty the King and of being presented to Her late Majesty Queen Victoria on the occasion of one of the visits to Europe of the late Nasr-ed-Din Shah more than thirty years ago.

The diplomatic body was subsequently received by the Regent in a separate apartment. His Highness Azad-ul-Mulk, who at his advanced age and unaccustomed as he is to official life, or, in fact, to any intercourse with foreigners, must have found the ordeal a very trying one, received us again and went through a second process of presentations with remarkable charm of manner.

The absence at the proceedings of the well-known faces of prominent courtiers who have done so much to bring about the collapse of Mohammed Ali's corrupt autocratic rule was very noticeable.

The two leaders who have brought about this great change did not appear at the ceremony.

In have, etc.

G. BARCLAY.

N° 217.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 30).

SIR,

Gulahek, August 10, 1909.

Since the capture of Tehran by the Nationalist forces, government has been virtually in the hands of a committee of twenty-five, elected

for the guidance of the Ministers by the extraordinary Grand Council.

A Cabinet has been formed, but no Minister seems to venture upon action without the concurrence of the committee.

On the whole the committee has conducted affairs with success. Order was speedily restored in the capital after the fighting was over, and so far it has been well maintained, though the predatory proclivities of the dispersed or disbanded troops of the ex-Shah have from time to time given ground for anxiety in the neighbouring districts. No date has yet been fixed for the meeting of the assembly, but the committee fully realise the necessity for its meeting without delay, and elections on the basis of the new electoral law are already proceeding.

In the provinces generally the revolution has been well received. In their present financial straits the Government have not, of course, been able to take active measures towards suppressing the lawlessness prevalent in many districts, but as regards the chief provincial towns they have succeeded by means of urgent injunctions to would-be disturbers of the peace in producing a *détente*, and in some cases averting imminent disorders. In the choice of provincial governors the new Government has not been altogether happy. The matter is a difficult one on account of the unfortunate dearth of men in the governing class of honesty and strength of character. For the moment counsels are divided as to whether it is better to appoint men who have been prominent in provincial administration in the past or to select men who have only held minor posts. In favour of the former course it is said that the more prominent men are likely to have greater personal influence, and it is on personal influence that for a long time to come the Government must mainly rely for the maintenance of order in the provinces. On the other side, it is contended that it will be easier with men of less standing to break with the corrupt traditions of the past. It is due to this difference of opinion that the post of governor-general of Fars remains unfilled, to the detriment of the province. Ain-ed-Dowleh had been appointed when it was found that the Kashgais would not accept Ala-ed-Dowleh, but in the meantime Taki Zadeh had returned to Tehran, and at once made his influence felt against the selection of a prince who is the embodiment of the old system which it is desired to reform. The governorship of Tabreez has been another difficulty. Notwithstanding the representations of my Russian colleague, which I have supported, the Government persists in the appointment of Mukher-es-Sultaneh, rather than Ala-ed-Dowleh. The same objection applies to Ala-ed-Dowleh as to Ain-ed-Dowleh, but here at least it would have been wiser, in deference to the wishes of Russia, to waive any objections there may be to the employment of men of the old school.

It is in this question of the choice of governors that I think the Government has been least judicious, though there are other matters which have provoked criticism. Among these are the forced contributions alleged to have been levied on corrupt officials of the late régime and

the execution of Sheikh Feizlullah and others. I have no certain knowledge that anyone has been squeezed, but supposing the allegations to be true, the methods by which these men have amassed fortunes render them fair game, besides which allowance must be made for a Government which is almost entirely without ordinary sources of revenue to draw upon. In the disorganised state of the provinces nothing is to be expected from the maliat for a long time to come — indeed, much of that due for the current year has already been spent, and the other chief sources of revenue are heavily pledged. At the outset the new Government raised with difficulty a loan from local merchants of 20,000 tomans, but this sum is long ago exhausted. A fortnight ago a leading member of the committee told me in the course of a visit that the Government were undecided whether to have recourse to forced contributions or to make a request to the banks for accommodation. There were objections to both courses ; the former would make a bad impression and provoke an outcry from those on the look-out for alarmist tales, while the latter would be inconsistent with the repeated declarations in the past that no foreign advance of any kind would be recognised without the approval of the assembly. Since my friend's visit it would appear, if the reports current are to be believed, that the Government has decided to follow the former course. This may enable them to carry on for a time ; but many of the men who deserve squeezing are under foreign protection. This considerably reduces the fund available for such extortions, and I gather that the Government are likely to find themselves compelled before the assembly meets to apply to the banks.

The persons who have been executed are Mufakher-ul-Mulk, Sani Hazret, Mir Hashem, Sheikh Feizlullah, and a certain adjutant bashi. They were tried by a special court, which has now been dissolved, and though the reports published of the trials are somewhat inadequate, it may be asserted with confidence that, with the exception of the adjutant bashi, against whom the principal charge was that he had opened the fire on the Medjliss on the occasion of the *coup d'État* last year, none of these men call for any pity. Mufakher-ul-Mulk, Sani Hazret, and Mir Hashem all had murders to their account. This, perhaps, cannot be said of Sheikh Feizlullah, but he has been one of the most unscrupulous enemies of the constitutional cause, and, though no proper account of his trial has appeared, he is believed to have been plotting for the restoration of Mohammed Ali. The danger from such plots is very real. Sheikh Feizlullah was a danger to his country, and Persia is well rid of him.

I have, etc.

G. BARCLAY.

N° 218.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey, --- (Received August 38).

Gulahek, August 12, 1909.

SIR,

I Have the honour to transmit to you herewith copy of a despatch which I have received from His Majesty's acting consul-general at Tabreez regarding the reception of the news of the overthrow of the ex-Shah's Government and its effect upon the general situation at that place.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 218.

Acting Consul-General Smart to Sir G. Barclay.

Tabreez, July 25, 1909.

SIR,

I Have the honour to report that the abdication of Mohammed Ali Shah was welcomed here with general satisfaction by all classes, who dislike and distrust him beyond hope of a reconciliation.

On the 22nd July Ijlal-ul-Mulk, the acting governor, gave an official reception in honour of the accession of Sultan Ahmed Shah, and since then festivities, illuminations, and fireworks have been the order of the day and night.

Sattar and Bagher Khan, who left the Turkish Consulate-General on the 10th July, immediately after the arrival of the new consul-general, Remsi Bey, in order to prepare for their departure with the outgoing consul general, Mohammed Ali Bey, have changed their minds since the *coup d'Etat*. Mohammed Ali Bey left on the 22nd instant without Sattar and Bagher, who are at present keeping quiet in their houses, and have apparently abandoned all idea of leaving the country. All the respectable nationalists are anxious to get rid of them, and it is most desirable that they should be removed on some pretext. There is in Tabreez a strong party of moderate nationalists who, if Sattar and Bagher were removed, might be able to overcome the undesirable elements, consisting mainly of armed fedais.

The anti-Russian agitation has collapsed for the present, and it is unlikely to become general unless the Russian troops are not withdrawn after the arrival of the governor-general with sufficient escort. The

behaviour of the private soldiers continues to be, on the whole, exemplary.

The Anjuman, which was re-elected at the beginning of this month, and the acting governor continue to govern the town, somewhat incoherently, but the presence of Russian troops is sufficient to prevent any disorder.

The appointment of Mukhber-es-Sultaneh as governor-general has caused general satisfaction, for he has the reputation of being a strong and enlightened man. He is apparently coming direct from Berlin via Julfa, but it is to be hoped that a strong escort for him will be dispatched from Tehran as soon as possible; otherwise he will be unable to suppress the fedais in Tabreez, much less restore order in the province.

The state of the province is very unsatisfactory, and, with the exception of the Julfa road, the roads are very unsafe. The Shahsevans have plundered all along the Tehran road between Mianeh and Haji Agha, as well as the country round Ardebil. Mohammed Kuli Khan, a Shahsevan chief and famous smuggler, having been appointed deputy governor of Ardebil by Sipahdar, entered the town with his tribesmen, who indulged in general looting. Numbers of people, including the royalist governor, Rashid-ul-Mulk, took refuge in the Russian Consulate, and Mohammed Kuli was left in possession of the town. However, the arrival of 100 Russian Cossacks appears to have put an end to the disorders in the town. In Karadagh some fighting has been going on between the Shahsevans and Rahim Khan, in which the honours appear to have been divided. The two parties have now patched up a reconciliation.

I have, etc.

W. A. SMART.

N° 219.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received August 30).

Gulahek, August 12, 1909.

SIR,

I Have the honour to forward copy of the protocol mentioned in my telegram of the 5th August.

I need not trouble you with the wearisome negotiations which preceded the conclusion of this arrangement. It will suffice to say that in the early stages my Russian colleague and I held as much as possible aloof, leaving the questions of the surrender of the Crown jewels and of the ex-Shah's civil list to be dealt with between His Majesty's entourage and representatives of the Persian Government, and that it was only when matters had reached a deadlock between them — the ex-Shah refusing to give up a large part of the jewels — that we formally intervened. It was obviously in the highest degree desirable

that Mohammed Ali's stay in Persia should be cut short, and we therefore decided to bring pressure to bear on both parties to come to an arrangement. Part of the jewels were among His Majesty's effects at the Russian Legation, and, unless they were to be taken from him by force, it was necessary to bring the Persian Government to make some concession in regard to the civil list. The sum originally offered (25,000 tomans a-year) was small, even making allowance for Persia's poverty, and it would have left His Majesty largely dependent on Russia, which had promised him a welcome. In response to our pressing advice the committee consented to increase it to 75,000 tomans on the conditions set forth in the protocol.

On his side the ex-Shah has now, yielding to our pressure, surrendered for inspection certain boxes which contain a portion at least of the missing jewels. I have not yet heard the result of this inspection, but it is to be feared that a good many of the jewels claimed by the Government as Crown property will be found to have been pawned or sold. In this case the representatives of the two Powers are bound to do their best to secure from His Majesty the pawntickets and full particulars. I trust that the Persian Government, in its desire to see the last of His Majesty, will not be too exacting on this point.

Before affixing our signatures we shall insist on those of the Cabinet, using as leverage the stipulation for His Majesty's early departure, and if we obtain them the assembly will find it difficult to repudiate the arrangement.

There are other questions, of course, to be settled in connection with the ex-Shah's money matters, such as his claim to arrears of civil list and his debts to the two banks, but these can be arranged after he has left. His claim to arrears of civil list is in large part for the period during which he has been ruling as an autocrat, and as such is not likely to be admitted by the Persian Government. He is said to owe 1,500,000 tomans to the Russian Bank, and he owes some 150,000 tomans to the Imperial Bank of Persia. The former debt is secured on His Majesty's private property, and the latter was passed by Mohammed Ali during the post-Medjliss régime as a Government debt. If the assembly repudiate it, it will be worth considering whether we cannot obtain repayment for the bank from the 75,000 tomans a-year assigned to His Majesty.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 219.

Protocol dated 21 st July (3rd August), 1909.

En but d'accélérer le départ de Perse de Sa Majesté Mohammed Ali Mirza, ex-Schah de Perse, qui se trouve actuellement sous la protection des Légations d'Angleterre et de Russie, les représentants du Gouver-

nement persan et les représentants des deux légations ont dressé d'accord le protocole suivant, sujet à une ratification du Gouvernement persan, d'une part, et des deux représentants des deux Puissances, de l'autre : —

ARTICLE 1^{er}. — Mohammed Ali Mirza délivrera au Gouvernement persan tous les bijoux et autres objets de la Couronne qui restent encore en sa possession. Les bijoux à rendre seront déterminés après une investigation faite dans la présence des délégués des deux légations.

ART. 2. — Mohammed Ali Mirza délivrera au Gouvernement persan tous les documents qu'il possède concernant les bijoux de la Couronne engagés dans les banques ou autres maisons de prêts contre des avances faites à Sa Majesté. Le Gouvernement persan pourra, selon son gré, racheter ses bijoux engagés.

ART. 3. — Le Gouvernement persan assignera à Mohammed Ali Mirza une pension annuelle de 75.000 tomans, payables chaque semestre d'avance par l'entremise de la Banque d'Escompte de Perse à Téhéran.

ART. 4. — Le Gouvernement persan, après avoir dressé une liste de tous les bijoux et autres objets dont il a pris livraison, présentera aux deux légations une liste de ce qui manque, et les deux légations obtiendront de Mohammed Ali Mirza des explications précises, avec tous les détails possibles, sur le sort de ces bijoux et autres objets, et en cas que quelques-uns de ceux-ci se trouveraient entre les mains de Sa Majesté elle-même, ou des personnes de son entourage qui se trouvent en bast à la Légation de Russie, ou que les détails donnés soient inexacts, les deux légations feront ce qu'il leur sera possible pour obtenir leur restitution.

ART. 5. — Si, à partir de la date du présent protocole, il serait prouvé par-devant les tribunaux des deux légations que Sa Majesté Mohammed Ali Mirza aurait vendu à partir de cette date des bijoux ou autres objets de la Couronne, le montant de telle vente sera déduit de sa pension par le Gouvernement persan.

ART. 6. — Mohammed Ali Mirza quittera Téhéran pour l'étranger aussitôt que possible, mais pas plus tard que dans quinze jours à partir de la date du présent protocole.

Fait à Zerguendé le 3 août, 1909 (N. S.) (21 juillet, 1909 (V. S.))

VOSSOUGH-ED-DOWLEH,

HUSSEIN KULI,

DR. IBRAHIM,

DR. HAKIM-UL-MULK,

Members of Extraordinary Committee.

ASSADULLAH (MUSHAR-ES-SULTANEH),
Acting Minister for Foreign Affairs.

MOVASSAK-ED-DOWLEH,
Minister of the Court.

G. P. CHURCHILL.

A. BARANOWSKY.

Translation.

With a view to accelerating the departure from Persia of His Majesty Mohammed Ali Mirza, ex-Shah of Persia, who at the moment is under the protection of the British and Russian legations, the representatives of the Persian Government and the representatives of the two legations have agreed to draw up the following protocol, which is subject to the ratification on the one part of the Persian Government, and on the other of the representatives of the two Powers : —

ARTICLE 1. — Mohammed Ali Mirza will deliver up to the Persian Government all jewels and other articles belonging to the Crown which are still in his possession. The jewels to be handed over will be settled by investigation carried out in the presence of delegates of the two-legations.

ART. 2. — Mohammed Ali Mirza will deliver up to the Persian Government all documents in his possession relating to the Crown jewels pledged at banks or other money-lending establishments in return for advances made to His Majesty. The Persian Government shall have the option of buying back any jewels which have been so pledged.

ART. 3. — The Persian Government will assign to Mohammed Ali Mirza an annual pension of 75,000 tomans, payable half-yearly in advance through the Discount Bank of Persia at Tehran.

ART. 4. — Having drawn up a list of all jewels and other articles delivered to them, the Persian Government will forward to the two legations a list of those which are missing, and the two legations will procure from Mohammed Ali Mirza exact explanations, with all possible details, as to the whereabouts of such jewels or other articles, and in the event of some of these being in the hands of His Majesty himself, or in those of persons of his suite who are in « bast » at the Russian Legation, or in the event of the details given being incorrect, the two legations will do everything in their power to procure their restitution.

ART. 5. — If from the date of the present protocol it is proved before the courts of the two legations that His Majesty Mohammed Ali

Mirza has sold since this date jewels or other articles belonging to the Crown, the amount any such sale shall be deducted from his pension by the Persian Government.

ART. 6. — Mohammed Ali Mirza shall leave Tehran and go abroad as soon as possible, but not later than fifteen days from the date of the present protocol.

Done at Zerguendeh, August 3, 1909 (N. S.) (July 21 (O. S.))

VOSSOUGH-ED-DOWLEH,

HUSSEIN KULI,

DR. IBRAHIM,

DR. HAKIL-UL-MULK,

Members of Extraordinary Committee.

ASSADULLAH (MUSHAR-ES-SULTANEH),

Acting Minister for Foreign Affairs.

MOVASSAK-ED-DOWLEH,

Minister of the Court.

G. P. CHURCHILL.

A. BARANOWSKY.

N^o 220.

Sommaire mensuel adressé le 13 août 1909 de Gulaheck, par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N^{os} 221 à 223.

Dépêches.

N^o 224.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 2.)

Gulahek, September 2, 1909.

(Telegraphic.)

The Persian Government has now addressed a more satisfactory note to the two legations regarding its attitude towards the persons in bast and the question of an amnesty (please see my telegrams of the 9th and 25th August).

In this note the proclamation of an amnesty for political offenders in Tehran itself is announced, but a reservation is made with regard

to certain « traitors » (named in the note) who are at present in bast. In deference, however, to the Russian legation and Turkish embassy, which are affected by this exception, the Persian Government will postpone their trial, exiling in the meanwhile the persons in question. Any sentence which may be passed on them during their absence may be executed in the event of their returning to Persia. The Persian Government at the same time ask the legations concerned to hasten their departure, and to impress upon them that the legation's protection will be forfeited should they return to this country.

N° 225.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 9.)

Gulahek, September 9, 1909.

(Telegraphic.)

This afternoon at 4 o'clock the ex-Shah left the Russian legation for Enzeli with his suite.

120 Persian Cossacks under a Russian officer escort him as far as Kazvin, where they will be relieved by Russian troops.

The party will be accompanied to Enzeli by a member of the staff of either legation and three sowars and three Cossacks from the British and Russian Legations respectively.

N° 226.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 12.)

Gulahek, September 12, 1909.

(Telegraphic.)

I have received the following telegram, dated the 11th September, from His Majesty's acting consul-general at Tabreez :—

« Sattar Khan, charged with a mission to Ardebil, has now left Tabreez. Before his departure he endeavoured, by means of a paid demonstration, to prevent the governor-general from enforcing his despatch. The governor, however, did not give way, and must be credited with a marked success. »

N° 227.

India Office to Foreign Office. — (Received September 13.)

India Office, September 11, 1909.

SIR,

I am directed to acknowledge the receipt of your letter, enclosing a copy of Sir G. Barclay's despatch of the 23rd July last, as to the ser-

vices rendered by certain members of the staff of His Majesty's Legation at Tehran and other gentlemen during the events at Tehran which culminated in the deposition of the late Shah.

In reply I am to say that Lord Morley will request the Government of India to convey to Major C. B. Stokes and Major W. F. T. O'Connor, on behalf of His Majesty's Government, an expression of appreciation of their services.

I am further directed to enclose copy of a minute by the director-in-chief of the Indo-European Telegraph Department regarding the conduct of the staff of that department during the same crisis.

Lord Morley would be glad, subject to the concurrence of Secretary Sir E. Grey, to authorise Mr. Kirk to make a communication to the staff on behalf of His Majesty's Government in the terms that he recommends. Lord Morley would also propose to authorise Mr. Kirk to make to Dr. Scott an intimation similar to that which will be made to Major Stokes and Major O'Connor.

I am, etc.

COLIN G. CAMPBELL.

Inclosure in N° 227.

Minute by the Director-in-chief of the Indo-European Telegraph Department, dated August 26, 1909.

On the 18th July, 1909, the British Minister at Tehran addressed a letter to the director of telegraphs, Mr. Barker, in which he said :—

« Owing to press of business I have not been able before to express my high appreciation of the courage, coolness, and good sense shown by the British community during the very trying conditions of last week. I beg you to be good enough to convey this message to the members of your staff, and to express to them my gratitude for their conduct. »

The distance between the telegraph quarters at Tehran and the telegraph office, which is situated in the artillery square, is over a mile. The square was held by the Royalists, and the streets outside by the Nationalists. During the four days, 13th to 16th July, there was heavy firing going on incessantly between the attacking and defending forces. All the telegraph signallers, however, regularly attended at the office when due for duty, and ran the risk of being shot as they walked to and from the office in the firing that went on. The telegraph office could not deliver messages, but the urgent messages from the British and Russian Ministers received from Gulahek for the Sipahdar and Sardar Assad, the Nationalists leaders, were telephoned to the telegraph quarters and delivered from there by the general service clerks, as the Persian messengers were afraid to venture out. A repair to the tele-

phone line to Gulahek was carried out at much risk by a general service clerk, as the head gholam hesitated to expose himself until the clerk accompanied him. In fact, all the staff behaved admirably under very trying conditions.

I feel sure that it would be an encouragement to the telegraph staff at Tehran, and in Persia generally, if the Secretary of State would be pleased to recognise the good conduct of the men at Tehran. I would therefore ask that I may be allowed to notify to the staff at Tehran that the Secretary of State had much appreciated the coolness, courage, and cheerful spirit with which, it had been reported to him, the telegraph staff at Tehran had carried out their duties during the fighting in July last between the Royalist and Nationalist forces.

H. A. HIRK.

N° 228.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September.)

Gulahek, September 13, 1909.

(Telegraphic.)

An advisory commission of forty members has now replaced the committee, to which the name of « Directoire » had recently been given. The members of the defunct body are included in the new commission.

Henceforward the Cabinet is to be subjected to no external restraint.

It is stated that the cause of this change is that, with Mohammed Ali's departure, normal conditions have been restored.

M° 229.

Foreign Office to India Office.

Foreign Office, September 16, 1909.

SIR,

I am directed by Secretary Sir Edward Grey to acknowledge the receipt of your letter of the 11th instant relative to services rendered by certain gentlemen during the recent disturbances at Tehran.

I am to inform you, in reply, that Sir E. Grey entirely concurs in the suggestion of Viscount Morley to authorise the director-in-chief of the Indo-European Telegraph Department to make, on behalf of His Majesty's Government, a communication to the staff of the department in the terms which he recommends, and to convey to Dr. Scott an intimation similar to that which will be conveyed to Majors Stokes and O'Connor.

I am, etc.

F. A. CAMPBELL.

N° 230.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 24.)

Gulahek, September 24, 1909.

(Telegraphic.)

This morning the new Russian Minister arrived in Tehran.

I should like to take this opportunity of recording how highly I have appreciated the privilege of being able to work during the recent crisis with such a colleague as M. Sabline.

His loyal co-operation and assistance have left me profoundly grateful.

N° 231.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 27.)

Gulahek, September 9, 1909.

SIR,

During the past four weeks the principal seats of disturbance have been the Kerman district, where a large band of Arab robbers has been ravaging the country and the neighbourhood of Sultanatabad, where the depredations of the Lurs, noticed in previous monthly summaries, still continue. In the north there have been affrays between the Russian consular escort at Urumia and some Kurds at a village near and between some of the Russian troops at Tabreez and a band of fedai near Marand. But except for the above there have been no serious disturbances. While lawlessness is rife on most of the southern roads, especially on the Bushire-Ispahan road as far north as Abadeh and on the Kerman-Yezd route, no disturbances are reported from the principal towns in the provinces, and in the capital perfect order prevails.

Government is still entirely in the hands of the committee, now generally known as the « directoire »; the composition of this body has been slightly modified by the admission of some of the Cabinet members, notably Sardar Assad, Minister of the Interior, and Sipahdar, Minister of War—a change made in the interest of harmony between the body which really governs and the ministers who exist merely to carry out its orders and maintain the semblance of a Cabinet.

I notice in one of the numbers of the « Times » which has just reached me that, according to its St. Petersburg correspondent, a pessimistic view is taken in Russian official circles of the situation, and it is asserted that anarchy is increasing in several provinces, that the roads are infested by robbers, and that commerce is said to be losing

heavily. I gather from this telegram that an impression prevails in St. Petersburg that things in Persia are worse after a month of the new Government than they were under the late régime. I do not think that this impression is warranted by facts. It is nothing new that the roads are infested with robbers. The same might have been asserted at any time during my year's experience of Persia. The allegation that commerce is losing heavily is one that was made with equal truth under the late régime. I believe that the northern customs receipts are increasing rather than falling. Nor is it true, I think, that anarchy is on the increase. There are disorders in certain districts, but this also is no new thing, and until the country receives substantial pecuniary assistance it would be folly to expect in this respect any great improvement, no matter what Government rules in Tehran. At the present moment the Government is living from hand to mouth on what it can collect by means of forced contributions from reactionaries, supplemented by meagre doles from the heavily pledged customs. They derive nothing from what is usually the main source of revenue, the « maliat », which I understand they do not feel strong enough to collect till the Medjliss meets. They are thinking of pawning some of the Crown jewels; but these expedients afford no means for a systematic attempt to pacify the disturbed districts, and merely enable them to carry on. Whether they will suffice to keep them going till the meeting of the Medjliss, which will commence its sittings as soon as a quorum of deputies is present at Tehran—probably in the middle of next month—remains to be seen. What is certain is that they will not apply to the two Governments for an advance, which they know must mean at least supervision of expenditure, until their need is extreme, and then the sooner a substantial sum is advanced the better.

I have, etc.

G. BARCLAY.

N° 232.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received September 27.)

Gulahek, September 9, 1909.

SIR,

In my despatch of the 12 th August I forwarded copy of a protocol signed by Mr. Churchill and M. Baranowsky, the dragomans of the two legations, and the delegates of the Persian Government, recording the arrangements which had been made for the surrender of the Crown jewels by the ex-Shah, and the grant of a pension to him of 75,000 tomans per annum, and fixing the 17th August as the date of his departure. It had been intended that this protocol should be ratified by the representatives of the two Powers and the members of the Persian Cabinet; but before the date fixed for Mohammed Ali's departure, certain questions were raised which were not dealt with in the protocol, which was therefore never ratified. I now enclose copy of the

protocol which has taken the place of the abortive one. This instrument contains much that was in the previous one, but it also embodies the results of the negotiations relative to the questions, the raising of which made it impossible to send Mohammed Ali away on the date originally fixed. Two of these questions involved long discussions with the Persian Government.

You will notice that these questions—that of the ex-Shah's debt to the Russian Bank and that of the departure with Mohammed Ali of the reactionaries in bast in the Russian Legation—are, in so far as the protocol settles them, arranged as desired by the Russian Government.

The Persian Government takes over the ex-Shah's debt and raises his pension to 100,000 tomans a-year, receiving in return the surrender of His Majesty's private estates. The details of the arrangement for the transfer of the debt are in process of negotiation between the Russian Bank, the Russian Legation, and the Persian Government. The security is to be the northern customs receipts, and the debt is to carry 6 per cent. in the place of the 9 per cent. or 12 per cent. hitherto borne. As regards the reactionaries in the Russian Legation, they are to be allowed to depart with Mohammed Ali, provided they give their power of attorney to their representatives, whom claimants may sue in the presence of a member of the Russian Legation. The question whether the presence of a member of the legation is to be admitted in cases where the bastis are sued through their representatives for matters arising hereafter, *e.g.*, disputes about Kanat rights, is left for settlement later between the Russian Legation and the Persian Government, and in this connection I transmit copy of a joint note which my colleague and I have addressed to the Persian Government. The four words, « pour les affaires passées », referred to in this note were the subject of long discussion in our negotiations. The delegates of the Persian Government strongly pressed that they should be inserted in article 9 after the words « poursuite civile ». This would have excluded the presence of the member of the Russian Legation from cases in respect of claims arising hereafter. The contention of the delegates as regards bastis was quite in harmony with the view which this legation has taken in the past, that bast does not cover the future; but amongst the persons at the Russian Legation were certain « Russian-protected persons ». These are on a different footing, and I could not deny that so long as the persons in question enjoyed Russian protection, and my Russian colleague was not prepared to withdraw his protection, they were entitled to the intervention of the Russian Legation, and I therefore supported my colleague. I should mention parenthetically that the delegates of the Persian Government refused to recognise the Russian protection enjoyed by these persons as other than the ordinary protection afforded by bast, and so strong is their feeling on this question that, if my Russian colleague gains his point in the negotiations foreshadowed in the enclosed note, they will probably prefer that the bastis proper should be given the extension of

their ordinary privileges involved by an admission that bast covers the future as well as the past, than that any distinction should be made between those who are merely bastis and those who besides being in bast are Russian-protected persons. As we could not agree on the point at issue, it was decided, in order not on this account to delay Mohammed Ali's departure, that we should present to the Persian Government a note recording that the question should be left in suspense.

The enclosed protocol was signed by the two representatives last night, and is to be signed by all the members of the Persian Cabinet this morning. All the stipulations, the execution of which was prescribed as a preliminary to the ex-Shah's departure, have been carried out, and it is hoped that by the afternoon Mohammed Ali will be able to leave the Russian Legation with the reactionaries in his suite.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure 1 in N° 232.

Protocol signed August 25, 1909.

En but d'accélérer le départ de la Perse de Sa Majesté Mohammed Ali Mirza, ex-Schah de Perse, qui se trouve actuellement sous la protection des Légations d'Angleterre et de Russie, le Ministre d'Angleterre et le chargé d'affaires de Russie d'une part, et les Ministres du Gouvernement persan de l'autre part, ont dressé d'accord le protocole suivant :

ART. 1^{er}. — Sa Majesté Mohammed Ali Mirza ayant déclaré avoir délivré au Gouvernement persan tous les bijoux et autres objets de la couronne qui étaient en sa possession, le Gouvernement persan, après avoir dressé une liste de tous les bijoux et autres objets dont il a pris livraison, présentera aux deux légations une liste de ce qui manque, et de ceux qui ont été changés, et les deux légations obtiendront de Mohammed Ali Mirza des explications précises avec tous les détails possibles sur le sort de ces bijoux et autres objets, et dans le cas où quelques-uns de ceux-ci se trouveraient entre les mains de Sa Majesté elle-même ou des personnes qui se trouvent en « bast » à la Légation de Russie, ou que les détails donnés soient inexacts, les deux légations feront tout ce qui leur sera possible pour obtenir la restitution de ces objets.

ART. 2. — Si à partir du 3 (16) juillet, 1909, il serait prouvé par-devant les tribunaux des deux légations que Sa Majesté Mohammed Ali Mirza aurait vendu, engagé, ou fait disparaître, à partir de cette date, des bijoux ou autres objets de la couronne, la valeur de ces objets sera déduite de sa pension par le Gouvernement persan s'il est impossible de restituer les pièces elles-mêmes.

ART. 3. — Sa Majesté Mohammed Ali Mirza délivrera au Gouvernement persan tous les documents qu'il possède concernant les bijoux de la couronne engagés dans les banques ou autres maisons de prêts, ou chez des particuliers, contre des avances faites à Sa Majesté, et le Gouvernement persan pourra, selon son gré, dégager ces bijoux ainsi engagés.

ART. 4. — Toutes les dettes personnelles de Sa Majesté Mohammed Ali Mirza, soit à la Banque d'Escompte de Perse, s'élevant vers le 1^{er} janvier, 1909, à 1,413,434 tomans 6 krans 85 centimes, y compris les intérêts, soit envers les sujets étrangers, contractées avant le 3 (16) juillet, 1909, communiquées au Ministère des Affaires Etrangères avant le 19 août (1^{er} septembre), 1909, qui devraient être toutes prouvées et dûment appuyées par des documents en ordre, seront transférées au compte du Gouvernement persan, qui sera responsable pour le paiement de ces sommes. Les détails de ces transactions formeront l'objet de documents spéciaux qui doivent être signés au plus tard le 29 août (11 septembre), 1909.

ART. 5. — Sa Majesté Mohammed Ali Mirza remettra au Gouvernement persan toutes ses propriétés personnelles qui se trouvent principalement dans l'Azerbaïdjan. Sa Majesté délivrera au Gouvernement persan tous les documents les concernant et signera un document spécial les transférant au Gouvernement. Concernant les propriétés engagées à la Banque d'Escompte de Perse, cette dernière délivrera un document au Gouvernement persan en lui confirmant ce transfert. Quant aux propriétés, en cas de controverse, en principe on se basera sur les registres du Gouvernement persan.

ART. 6. — Le Gouvernement persan accordera à Sa Majesté Mohammed Ali Mirza et à sa famille, à l'exception de Sa Majesté Sultan Ahmad Schah et de Mohammed Hassan Mirza, le valiahd actuel, une pension annuelle de 100,000 tomans, payables chaque trimestre d'avance, à partir du départ de Sa Majesté de la Perse, par l'entremise de la Banque d'Escompte de Perse.

ART. 7. — En cas du décès de Sa Majesté Mohammed Ali Mirza le Gouvernement persan accordera à sa veuve et à ses enfants, à l'exception de Sa Majesté Sultan Ahmad Schah et de Mohammed Hassan Mirza, le valiahd actuel, une pension de 25,000 tomans par an, qui sera partagée entre eux. En cas du décès de chacun de ceux-ci sa part cessera automatiquement d'être payée.

ART. 8. — Sa Majesté Mohammed Ali Mirza quittera Téhéran pour l'étranger quarante-huit heures après la signature de ce protocole.

ART. 9. — Pour ce qui concerne les personnes actuellement en « bast » à la Légation de Russie, et qui jouiront des privilèges du « bast » pour leurs actes politiques passés, et dont une liste a été communiquée au Gouvernement persan dans la note N° 349 du 20 Shaban (6 septembre)

de la Légation Impériale de Russie, il est entendu qu'elles ne quitteront pas la Perse sans laisser à Téhéran un fondé de pouvoirs nommé selon les conditions stipulées, et qu'en cas de poursuite civile qui pourrait être éventuellement instituée contre une de ces personnes, le fondé de pouvoirs sera tenu de se présenter au tribunal persan en présence d'un membre de la Légation de Russie pour répondre et donner satisfaction au nom de la personne qu'il représente. Cette clause concernant la présence d'un membre de la légation formant exception ne constitue pas un précédent.

ART. 10. — Si quelques-unes de ces personnes revenaient en Perse elles ne jouiraient plus des privilèges susmentionnés et elles ne seraient plus reçues comme « bastis » dans aucune des deux légations.

ART. 11. — Les deux représentants s'engagent à donner à Sa Majesté Mohammed Ali Mirza des injonctions sérieuses afin de s'abstenir dorénavant de toute agitation politique contre la Perse, et le Gouvernement Impérial de Russie promet, de son côté, de prendre toutes les mesures efficaces afin de ne pas permettre de semblables procédés d'agitation de sa part. Si Sa Majesté Mohammed Ali Mirza quitte la Russie et s'il est prouvé à la satisfaction des deux légations que d'un pays autre que la Russie il aurait fait des agitations politiques contre la Perse, le Gouvernement persan aura le droit de cesser de payer sa pension.

Fait en triple à Zerguendeh, ce 25 août (7 septembre), 1909.

G. BARCLAY.

E. SABLINE.

FARMAN FARMA, *Minister of Justice.*

SIPAHDAR, *Minister of War.*

SARDAR ASSAD, *Minister of Interior.*

MUSTAFI-UL-MAMALEK, *Minister of Finance.*

SANI-ED-DOWLEH, *Minister of Education.*

SARDAR MANSUR, *Minister of Posts and Telegraphs.*

MOSHAR-ES-SALTANEH, *Acting Minister for Foreign Affairs.*

Translation.

With a view to accelerating the departure from Persia of His Majesty Mohammed Ali Mirza, ex-Shah of Persia, who at the moment is under the protection of the British and Russian legations, the British Minister and the Russian chargé d'affaires on the one part, and the Ministers of the Persian Government on the other part, have agreed to draw up the following protocol :

ART. 1^{er}. — His Majesty Mohammed Ali Mirza having declared that

he has delivered up to the Persian Government all the jewels and other articles belonging to the Crown which were in his possession, the Persian Government will prepare a list of all jewels and other articles delivered up to them, and will forward to the two legations a list of those which are missing, and of those which have been exchanged, and the two legations will obtain from Mohammed Ali Mirza exact explanations with all possible details as to the whereabouts of these jewels and other articles, and in the event of any of these being still in the hands of His Majesty himself or in those of the persons who are in « bast » in the Russian Legation, or in the event of any of the details being incorrect, the two legations will do everything in their power to procure the restitution of such articles.

ART. 2. — If from the 3rd (16th) July, 1909, it is proved before the tribunals of the two legations that His Majesty Mohammed Ali Mirza has sold, pledged, or caused to disappear subsequent to that date any jewels or other articles belonging to the Crown, the value of such articles shall be deducted from his pension by the Persian Government, if it is impossible to restore the articles themselves.

ART. 3. — His Majesty Mohammed Ali Mirza will deliver up to the Persian Government all documents in his possession relating to the Crown jewels which have been pledged at banks or other money-lending establishments, or with private individuals in return for advances made to His Majesty, and the Persian Government shall have the option of redeeming any jewels so pledged.

ART. 4. — All personal debts of His Majesty Mohammed Ali Mirza, whether to the Discount Bank of Persia, totalling on the 1st January, 1909, 1,413,434 tomans 6 krans 85 centimes, including interest, or to foreign subjects, contracted before the 3rd (16th) July, 1909, communicated to the Ministry for Foreign Affairs before the 19th August (1st September), 1909, which must all be proved and duly substantiated by proper documents, will be transferred to the account of the Persian Government, who will be responsible for the payment of these amounts. The details of these transactions will form the subject of special documents, which should be signed at latest on the 29th August (11th September), 1909.

ART. 5. — His Majesty Mohammed Ali Mirza will hand over to the Persian Government the whole of his personal estates, which are chiefly in Azerbaijan. His Majesty will hand over to the Persian Government all documents concerning them, and will sign a special document transferring them to the Government. As regards the estates mortgaged to the Discount Bank of Persia, the latter will deliver to the Persian Government a document confirming the transfer. In case of dispute as regards the estates, the registers of the Persian Government shall in principle be taken as the basis of a settlement.

ART. 6. — The Persian Government will grant to His Majesty

Mohammed Ali Mirza and to his family, with the exception of His Majesty Sultan Ahmed Shah and of Mohammed Hassan Mirza, the present valiahd, an annual pension of 100,000 tomans, payable quarterly in advance through the Discount Bank of Persia, from the date of the departure of His Majesty from Persia.

ART. 7. — In the event of the decease of His Majesty Mohammed Ali Mirza, the Persian Government will grant to his widow and children, with the exception of His Majesty Sultan Ahmed Shah and Mohammed Hassan Mirza, the present valiahd, a pension of 25,000 tomans annually, to be divided amongst them. In the event of the decease of any one of these persons his share will automatically cease to be paid.

ART. 8. — His Majesty Mohammed Ali Mirza will leave Tehran and go abroad forty-eight hours after the signature of this protocol.

ART. 9. — As regards the persons at present in « bast » at the Russian Legation, who will enjoy the privileges of « bast » for their past political actions, and a list of whom has been communicated to the Persian Government in the note from the Russian Legation N° 349 of the 20th Shaban (6th September), it is agreed that they shall not depart from Persia without leaving at Tehran an agent appointed according to conditions laid down, and that in the event of civil proceedings being hereafter instituted against one of these persons, such agent shall be required to attend the meeting of the Persian court, in the presence of a member of the Russian Legation, to answer and make reparation on behalf of the person he represents. This clause, as far as it concerns the presence of a member of the legation, being an exception, does not constitute a precedent.

ART. 10. If any one of these person returns to Persia he shall not enjoy the privileges above mentioned, and he shall not be received as a « basti » in either of the two legations.

ART. 11. — The two representatives undertake to give His Majesty Mohammed Ali Mirza strict injunctions to abstain in future from all political agitation against Persia, and the Imperial Russian Government promise on their side to take all effective steps in order to prevent any such agitation on his part. If His Majesty Mohammed Ali Mirza leaves Russia, and if it is proved to the satisfaction of the two legations that in any country other than Russia he has carried on political agitation against Persia, the Persian Government shall have the right to cease payment of his pension.

Done in triplicate at Zerguendeh, the 25th August (7th September), 1909.

G. BARCLAY.

E. SABLINE.

FARMAN FARMA, *Minister of Justice.*

SIPAH DAR, *Minister of War.*

SARDAR ASSAD, *Minister of Interior.*

MUSTAFA-UL-MAMALEK, *Minister of Finance.*

SANI-ED-DOWLEH, *Minister of Education.*

SARDAR MANSUR, *Minister of Posts and Telegraphs.*

MOSHAR-ES-SALTANEH, *Acting Minister for Foreign Affairs.*

Inclosure 2 in N° 232.

Joint Note communicated to Persian Government.

Vu que dans l'article 9 du protocole concernant le départ de la Perse de Sa Majesté Mohammed Ali Mirza, les délégués du Gouvernement persan voulaient après les mots « de ces personnes » ajouter les mots « pour les affaires passées, » ce qui aurait soulevé des difficultés et donné lieu à des discussions, les mots susindiqués ont été exclus du protocole jusqu'à un arrangement ultérieur entre le Gouvernement persan et la Legation de Russie.

Le 23 août (5 septembre), 1909.

Translation.

Whereas, in article 9 of the protocol relative to the departure from Persia of His Majesty Mohammed Ali Mirza, the delegates of the Persian Government desired to add after the words « of these persons » the words « for past actions, » a proceeding which would have raised difficulties and have given rise to discussion, the words above indicated have been excluded from the protocol pending an eventual arrangement between the Persian Government and the Russian Legation.

August 23 (September 5), 1909.

N° 233.

Sommaire mensuel adressé le 10 septembre 1909 de Gulahek, par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N°s 234 à 248.

Dépêches.

N° 249.

Sommaire mensuel adressé le 8 octobre 1909 de Tehran, par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N°s 250 à 255.

Dépêches.

N° 256.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 3.)

St. Petersburg, November 3, 1909.

(Telegraphic.)

Sir G. Barclay's telegram of to-day : Situation at Ardebil.

In an interview which I had with M. Isvolsky to-day his Excellency told me that he feared that the Russian Government might be compelled to dispatch a strong force to Ardebil. The close proximity of this town to the Russian frontier makes it difficult for Russia to tolerate a state of anarchy there which seems likely to continue ; it also appears that Russian subjects are in danger. There are obvious reasons which make M. Isvolsky very unwilling to embark on an expedition of this nature, but Rahim Khan and his followers would be effectively suppressed if a force were sent. It would really benefit the Persian Government that the rising should be quelled if it is in any sense of the word a counter-revolution. His Excellency makes light of the idea that the situation could be effectively coped with by Persian troops.

N° 257.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 5.)

St. Petersburg, November 5, 1909.

(Telegraphic.)

« *Rossia* » publishes following official communiqué to-day : —

« According to latest information from Ardebil, local governor, members of Anjuman, and clergy have taken refuge in Russian vice-consulate, and immediately afterwards town was occupied by Shahsevans and Karadaghis. All bazaars, caravan sheds, and most of the houses have been looted. Shahsevans have demanded of the vice-consul surrender to them of three persons who have taken up their quarters in consulate compound. It is feared that consulate may be subjected to an

attack by these nomads, and that small consulate guard, consisting of one sotnia of Cossacks, will not be able to withstand an assault. In view of such circumstances one battalion of infantry, two sotnia of Cossacks, with two guns and detachment of engineers, have been sent to Ardebil already; another column of sufficient strength is being dispatched thither in order, should occasion arise, to take decisive action against these nomads. »

N° 258.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 5.)

St. Petersburg, November 5, 1909.

(Telegraphic.)

Situation at Ardebil.

I was informed to-day by M. Isvolsky that he felt the greatest anxiety about the safety of the Russian consul and other Russians at Ardebil. The Shahsevens were demanding the surrender of the governor, molahs, and other persons who had taken bast in the consulate. It was impossible to foresee what the consequences of this might be, as he was sure the consul would not comply with this demand. A telegram dated two days ago was the last which had been received from the consul. If a serious attack were made on the consulate, the sotnia of Cossacks at present at Ardebil would be quite insufficient to protect it. There were 60 kilometres from Astara to Ardebil, and the first detachment of the relieving force was to arrive at the former to-morrow. The Shahsevens had not carried out the engagements to which they had subscribed on account of various misdeeds, including the death of a Russian officer.

The Russian Government, in my opinion, have but one course left open to them, and that is to dispatch a force strong enough to suppress Rahim Khan's people and the Shahsevens.

M. Isvolsky reiterated his opinion that efforts to quell the disturbances on the part of the Persian Government would be futile.

N° 259.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received November 5.)

Tehran, November 5, 1909.

(Telegraphic.)

Ardebil.

His Majesty's acting consul-general at Tabreez telegraphs as follows : —

« Ardebil has been occupied and plundered by Shahsevens. Russian vice-consulate besieged by the rebels, who demand surrender of certain bastis. Governor, Anjuman, and part of crowd have taken refuge there. Russian vice-consul implores immediate assistance.

« Sattar Khan has arrived in Tabreez. »

N° 260.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 8.)

St. Petersburg, October 31, 1909.

SIR,

I asked M. Isvolsky yesterday whether he had received any recent news from Ardebil. He replied that affairs were most unsettled there, but that there were about 100 Cossacks in the town who would, he hoped, be able to protect the lives of the consul and other Russian subjects, but they were hardly sufficiently numerous to safeguard the property of the latter. I remarked that the Persian Government were hastening up troops to relieve the situation. M. Isvolsky was incredulous as to the Persian forces being able to afford any material assistance; and he informed me that he had made the Persian Government responsible for all losses and injury which might occur to Russian subjects.

His Excellency said that the mixed council or committee who dealt with Persian affairs had come to the decision in principle to withdraw practically all the troops from Kazvin, leaving merely fifty or sixty Cossacks there as a consular guard. Other Cossack detachments would be left at Resht and Enzeli, but the total number of all these three contingents would not exceed a regiment of Cossacks. The rest of the troops would be brought back to Russia. He was telegraphing to M. Poklewsky to inform the Persian Government of this decision, and to explain that they would doubtless see in it a sign of the good-will of Russia and of her desire not to cause any embarrassment to the Shah's Government. At the same time, M. Poklewsky was to warn the Persian Government that if in the future events were to occur which would compel the Russian Government to send troops back to Persia, the measures which would then be taken would be on a larger scale and of more serious import than was recently the case.

I have, etc.

A. NICOLSON.

P. S. *November 1.* — The following official communiqué has appeared to-day : —

« The Imperial Government, deeming it unnecessary under present conditions to maintain in Kazvin any longer the column dispatched thither in June last, have decided to recall to Russia the greater part of

that force, retaining in Persia only the Labinsky Cossack regiment, which forms part of the column. Half a sotnia of this regiment will remain at Kazvin as a guard to the Russian consulate in that town, and the remaining portion of the regiment will be quartered in Resht or Enzeli, in order to strengthen the consulate guard there.

« Should the future course of events again necessitate the reinforcement of this military force, the Russian Government will not delay in taking the necessary measures. »

A. N.

N° 261.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 8.)

St. Petersburg, November 3, 1909.

SIR,

I have the honour to report that the « Official Messenger » to-day publishes the following communiqué in regard to the situation at Ardebil : —

« Taking advantage of the unrest and total collapse of authority in Persia, the restless elements of the notorious tribe of Shahsevens, wandering near the Caucasus frontier, have of late repeatedly made raids into the Persian district of Ardebil, adjacent to the Caucasus. In the summer of this year they advanced close to the town of Ardebil, and for some time caused a complete cessation of goods traffic along the Astar-Ardebil-Tabreez road by their brigandage and pillaging; and in consequence of this an enormous accumulation of our merchandise, destined for the internal markets of Persia, was formed at the port of Astrakan.

« Owing to the measures adopted by our consulates at Tabreez and Ardebil, at the end of August (o.s.) several caravans, with the goods which had accumulated, succeeded in passing along the route specified under escort of Russian Cossacks. At the same time the Shahsevens commenced to move off towards their encampments.

« However, as early as the beginning of October (o.s.), rumours arose of a fresh expedition of these nomads into Ardebil; and, further, this raid acquired a certain political character through the co-operation of the karadaghis, under the leadership of Rahim Khan, who is known in connection with the siege of Tabreez. The Shahsevens and Karadaghis were ostensibly advancing in defence of Mohammed Ali, the dethroned Shah, and with the intention of abolishing the Persian Constitution. In view of the alarm which was raised in Ardebil, the governor-general of Azerbaijan ordered the well-known Sattar Khan to proceed from Tabreez to Ardebil with a column of his fedais. He was at the same time instructed to restore order in Ardebil and to take measures for curbing the licence of the local fedais, who for the most part

come from the Caucasus. Upon his arrival at this town, Sattar first of all attempted to disarm and banish from the town all Caucasians, but this attempt met with no success. At the same time the Shahsevens and Karadaghis were approaching Ardebil, pillaging mercilessly the villages *en route*. The greater part of Sattar Khan's fedais deserted their leader and returned to Tabreez.

« On the 12th (25th) October, Rahim Khan, with tue Shahsevens, entered Ardebil itself and engaged in a fight with the few defenders of the town. Sattar Kahn, with the governor, shut himself up in the citadel, leaving the town to its fate. Latest information is to the effect that Sattar Khan fled to Sarab, half-way to Tabreez, where he is now, apparently, surrounded by Shahsevens who persistently demand his surrender.

« In view of these events, which took place with extreme rapidity, the Persian Government ordered the dispatch of troops from Tabreez to Ardebil, and also two sotnias of Cossacks with machine guns from the Persian Cossack brigade. However, the column was delayed in leaving Tabreez through lack of financial and military supplies, and the column from Tehran, owing to the distance, will probably not reach Ardebil for some time yet.

« At the same time the Russian consul at Ardebil has at his disposal only one sotnia of Cossacks with two machine guns, and in order to avoid the risk of splitting up this small force for the protection of the dwellings and offices of Russian subjects in various quarters of the town, the consul proposed that all Russian subjects should collect in one place under the protection of the consulate guard, leaving their property in their houses. The Russian Minister in Tehran was to hold the Persian Government responsible for the value of such property, as also for all losses generally suffered by Russian subjects. Simultaneously, the acting consul-general at Tabreez informed Rahim Khan that responsibility for the safety of Russian subjects is laid personally on him. The above-mentioned proposal of the vice-consul at Ardebil could not be carried out owing to the fact that the local inhabitants, fearing for their lives, hastened to conceal themselves in the houses of Russian subjects, thereby preventing the latter from leaving their homes. At the same time the Shahsevens and Karadaghis were heavily bombarding the citadel, situated next to our consulate, which was therefore in the sphere of fire.

« In view of such a situation, and of the undoubted danger threatening our vice-consul and Russian subjects, the Russian Government have taken measures for the immediate reinforcement of the consulate guard at Ardebil by any portion of the troops in the adjoining military district of the Caucasus, as the arrival at Ardebil of any portion of the Russian columns at Tabreez or Kazvin would require much more time. »

I have, etc.

A. NICOLSON.

N° 262.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received November 11.)

Tehran, October 15, 1909.

SIR,

I have the honour to transmit a memorandum prepared by Mr. Acting Vice-Consul Cowan, who accompanied the ex-Shah on his journey from Tehran to Enzeli as representative of his Majesty's legation.

The journey was made without any hitch, and I am happy to be able to report that Mr. Cowan's relations with his Russian colleague and with the Russian officers were excellent throughout.

I have, etc.

G. BARCLAY.

Inclosure in N° 262.

Memorandum by Acting Vice-Consul Cowan.

In obedience to His Majesty's Minister's instructions, I accompanied the ex-Shah on his journey from Tehran to Enzeli, as representative of the British legation. The Russian legation was represented by M. Nikrassow, consul attached to the legation staff.

Mohammed Ali Mirza, the ex-Shah, left Zerguendeh for Enzeli on the 9th September. He was accompanied by the ex-Queen and the Anderun, and escorted by 120 Persian Cossacks under a Russian officer, by three Indian sowars from the British legation and three Russian Cossacks from the Russian legation. The whole party was under the charge of Captain Khobaieff, aide-de-camp to the ex-Shah.

Besides the immediate suite, the following also took this opportunity of leaving the country : Amir Bahadur Jang, his brother and nephew ; Mujallal-es-Sultaneh, Muwakker-es-Sultaneh, Arshad-ed-Dowleh, and Baron Staudach (Mispah-es-Sultan).

Owing to the bad condition of the horses provided for the ex-Shah by the Persian Government, progress was very slow, and Enzeli was not reached until the 28th September. The journey was uneventful, and he embarked for Russia on the 30th September.

Amir Bahadur and those with him had left on the preceding night. Amir Bahadur, though outwardly cheerful, was hurt on account of the little notice which the ex-Shah took of him. Indeed, he hardly spoke a word to him during the whole journey.

N. P. COWAN.

N^{os} 263 à 268.

Dépêches.

N^o 269.

Sommaire mensuel adressé le 4 novembre 1909 de Tehran, par Sir G. Barclay à Sir Edward Grey.

N^{os} 270 à 273.

Dépêches de Sir G. Barclay.

N^o 274.

Sir A. Nicolson to Sir Edward Grey. — (Received November 28.)

St. Petersburg, November 28, 1909.

(Telegraphic.)

M. Isvolsky spoke to me yesterday, in the course of an interview, on the subject of the regrettable incident in Southern Persia, *i.e.*, the recent attack on the Russian consul. His excellency observed that the acting Russian consul had been on a previous occasion attacked by the same tribesmen and that no reparation had been made. The punishment of the delinquents and the payment of compensation would, however, be insisted on by the Russian Government this time, and representations would be made to the Persian Government. He added that the evacuation by Russian troops was delayed by such incidents.

N^o 275.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received November 28.)

Tehran, November 28, 1909.

(Telegraphic.)

Eastern Azerbaijan.

I am informed by His Majesty's acting consul-general at Tabreez that Shahsevans have gone into winter quarters at Moghan and that Rahim Khan has retired to Karadagh.

N° 276.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received November 29.)

Tehran, November 29, 1909.

(Telegraphic.)

I Have received a telegram from His Majesty's acting consul at Shiraz, reporting disturbances yesterday in the town. The rioters looted the apartments of the governor-general, and he was obliged to leave Government House to escape from them. Riots have temporarily subsided, but Mr. Bill fears that they will again break out, and doubts whether authority of governor-general can be re-established.

For the past fortnight there has been unrest at Shiraz, of the details of which I am unaware, and more than once governor-general has announced his intention of resigning unless troops were sent to his assistance. I do not know who could fill his place if he carries out this threat.

I have pressed Persian Government to dispatch a force, and it is said that a regiment has left Ispahan already for Shiraz.

N° 277.

Sir G. Barclay to Sir Edward Grey. — (Received November 30.)

Tehran, November 30, 1909.

(Telegraphic.)

Russian Government, M. Poklewski informs me, have now decided to withdraw from Ardebil the majority of their troops.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

ALLEMAGNE

Communication relative aux relations commerciales avec le Canada.

(24 février 1910.)

En vertu de la loi du 13 décembre 1909 relative aux relations commerciales avec le royaume Britannique, le Bundesrat a décidé qu'à partir du 1^{er} mars courant, jusqu'à nouvel ordre, les droits de Douane qui seront concédés dans l'Empire, aux produits de la nation la plus favorisée, seront également concédés aux produits canadiens pour les marchandises, qui appartiennent à l'un des numéros suivants du tarif général douanier allemand : numéros 2, 3, 4, 18, 19, 47, 48, 76, 83, 100, 103, 104, 108, 123, 126, 162, 208, 219, 316, 349, 350, 545, 556, 650, 651.

Berlin, le 24 février 1910.

Le suppléant du chancelier,

DELBRUCK.

FRANCE

Loi relative à l'application du tarif des douanes aux produits originares des Etats-Unis d'Amérique.

(29 mars 1910. — En vigueur le 1^{er} avril 1910.) (1)

Errata au Journal Officiel du 30 mars 1910 (loi relative à l'application du tarif des douanes aux produits originares des Etats-Unis d'Amérique) :

(1) Voir le texte de cette loi : *Arch. Dipl.*, 1910, n° 4, p. 45.

Page 2657, tableau A, 2^e colonne, 28^e ligne, intercaler entre ex 239 Oxyde de zinc et 257 *bis* Alcool méthylique : « 251 Sel marin, sel de saline et sel gemme » ; 34^e ligne, au lieu de : « 521 *bis* Rubans encrés... », lire : « 421 *bis* Rubans encrés... »

Page 2.658, 2^e colonne, 9^e ligne, au lieu de : « 536 Outils emmanchés... », lire : « 537 Outils emmanchés... »

(*Journal Officiel*, 3 juin 1910).

Décret fixant la taxe des lettres échangées dans les rayons limitrophes franco-belges, franco-suisse et franco-espagnols, et la taxe des lettres, des papiers d'affaires et des journaux dans les échanges avec les bureaux français de Tripoli, de Barbarie et du Maroc.

(3 mai 1910.)

Le Président de la République française,

Vu l'article 20 de la convention postale universelle signée à Rome, le 26 mai 1906, qui permet aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres ;

Vu la loi du 14 août 1907, portant approbation des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Rome, le 26 mai 1906 ;

Vu le décret du 28 août 1907, concernant l'exécution de la convention postale universelle du 26 mai 1906 ;

Vu l'article 3 du décret du 28 août 1907, fixant la taxe d'affranchissement à percevoir en France pour les lettres à destination de la Belgique, de la Suisse et de l'Espagne dans un rayon de 30 kilomètres ;

Vu l'article 4 du décret du 28 août 1907, fixant les taxes à percevoir sur les correspondances échangées entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le bureau français de Tripoli de Barbarie et les bureaux français du Maroc ;

Vu la loi de finances du 8 avril 1910, concernant le transport par la poste, des lettres, papiers d'affaires et journaux ;

Vu le décret du 13 avril 1910, fixant au 1^{er} mai 1910 la mise à exécution des dispositions des articles 44 à 47 de la loi de finances du 8 avril 1910,

Décète :

ART. 1^{er}. — A partir du 10 mai 1910 la taxe d'affranchissement à percevoir en France pour les lettres à destination de la Belgique et de

la Suisse, sera de 10 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes, et de 15 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes pour celles à destination de l'Espagne, lorsque la distance, en ligne droite, entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas 30 kilomètres.

ART. 2. — Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies provenant de la Belgique, de la Suisse et de l'Espagne, et circulant dans le rayon limitrophe de 30 kilomètres dont il est question à l'article précédent, seront taxées au double de l'insuffisance totale ou partielle d'affranchissement.

ART. 3. — Les dispositions de la loi de finances du 8 avril 1910, concernant le transport par la poste des lettres, papiers d'affaires et journaux dans le service intérieur français seront applicables aux relations postales entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le bureau français de Tripoli de Barbarie et les bureaux français du Maroc.

ART. 4. — Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois*.

Fait à Rambouillet, le 3 mai 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des travaux publics, des postes
et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

*Le ministre des finances,
Georges COCHERY.*

Loi relative à la protection du droit des auteurs en matière de reproduction des œuvres d'art.

(9 avril 1910.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — L'aliénation d'une œuvre d'art n'entraîne pas, à moins de convention contraire, l'aliénation du droit de reproduction.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 avril 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'instruction publique et
des beaux-arts,*

Gaston DOUMERGUE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Louis BARTHOU.

**Décret modifiant le décret du 8 février 1880 instituant
un Conseil colonial en Cochinchine.**

(2 avril 1910.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 2 avril 1910.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

M. le gouverneur général de l'Indo-Chine a appelé mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à modifier certaines dispositions du décret du 8 février 1880, qui fixe la composition du conseil colonial de Cochinchine.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret le conseil colonial comprend :

- 6 membres français ;
- 6 membres asiatiques sujets français ;
- 2 membres civils du conseil privé nommés par décret ;
- 2 membres délégués de la chambre de commerce et élus dans son sein.

D'autre part, il existe des membres suppléants dont la durée du mandat a été fixée à quatre ans par un décret du 8 juin 1897.

Les modifications que m'a proposées M. Klobukowski portent sur le nombre des conseillers titulaires et sur la durée du mandat des conseillers suppléants.

Le gouverneur général fait valoir, que, par suite des voyages en France des conseillers coloniaux européens, c'est toujours au détriment numérique de ceux-ci que se trouve rompu l'équilibre des éléments composant le conseil colonial et qu'il y aurait dès lors un intérêt sérieux à renforcer leur nombre.

Or, la chambre d'agriculture de Cochinchine, à la compétence de laquelle il peut être utilement fait appel en maintes circonstances, n'est pas représentée au conseil colonial.

Depuis longtemps cette compagnie demande à bénéficier de la faveur qui est accordée à la chambre de commerce, et à voir siéger deux de ses membres au conseil colonial. L'importance prépondérante des questions agricoles en Cochinchine légitime tout à fait ce vœu, dont la prise en considération permettrait en même temps d'atteindre le but que vise l'administration de l'Indo-Chine.

D'autre part, la durée du mandat des membres suppléants, fixée à quatre ans par le décret de 1897, présente de sérieux inconvénients. Comme les titulaires, les suppléants peuvent être, pendant cette longue période, retenus en France, soit par leurs affaires personnelles, soit par l'état de leur santé. En outre la durée des fonctions des suppléants concorde mal avec celle de leur mandat de conseillers privés ou de membres de la chambre de commerce, et ils pourraient, dans le cas où ils ne feraient plus partie de ces assemblées, conserver, ce qui paraît peu normal, leur qualité de suppléants au conseil colonial.

Pour parer à cet inconvénient, le gouverneur général m'a proposé de faire désigner les divers suppléants pour chaque session de l'assemblée.

Il m'a paru difficile d'aller jusque-là, mais je ne verrais que des avantages à ce que la nomination des membres suppléants fût effectuée chaque année.

J'ai donc fait préparer à cet effet le projet de décret ci-joint, qui statue également sur la question de représentation de la chambre d'agriculture, et j'ai l'honneur de vous prier de le revêtir de votre approbation, si vous partagez ma manière de voir.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 8 février 1880, instituant un conseil colonial en Cochinchine, modifié par les décrets des 12 mars 1881, 19 juin 1886, 2 juillet et 6 octobre 1887, 28 septembre 1888 et 8 juin 1907,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'article 1^{er} du décret du 8 février 1880 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. — Il est institué en Cochinchine un conseil colonial siégeant à Saïgon.

Ce conseil est ainsi composé :

Six membres citoyens français ou naturalisés ;

Six membres asiatiques sujets français ;

Deux membres non fonctionnaires du conseil privé, nommés par décret ;

Deux membres français délégués de la chambre de commerce de Saïgon et élus au sein de cette compagnie ;

Deux membres français délégués de la chambre d'agriculture de la Cochinchine et élus au sein de cette compagnie.

Les uns et les autres sont nommés pour quatre ans ; tous les deux ans, ils sont renouvelés par moitié dans chaque catégorie et indéfiniment rééligibles.

Deux membres non fonctionnaires du conseil privé, désignés par décret avant le 1^{er} janvier de chaque année, remplacent à titre de suppléants les deux conseillers privés nommés par décret, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers.

Deux membres de la chambre de commerce et deux membres de la chambre d'agriculture élus respectivement au sein de ces compagnies avant le 1^{er} janvier de chaque année, remplacent à titre de suppléants les membres délégués titulaires de ces compagnies en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers.

ART. 2. — Le décret du 8 juin 1907 est abrogé.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 avril 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES TROUILLOT.

Décret relatif à la détention et au transport de l'opium à Madagascar.

(19 janvier 1910.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 19 janvier 1910.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'opium est, dans la colonie de Madagascar et dépendances, l'objet d'une étroite réglementation prohibitive, sanctionnée par le décret du

31 août 1908, qui interdit les fumeries et par celui du 20 mars 1909, qui transpose dans la colonie les principales stipulations du décret du 1^{er} octobre 1908, relatif à l'importation et à la vente de ce produit sur le territoire métropolitain. Mais le décret précité du 20 mars 1900 ne comporte aucune sanction à l'appui de l'interdiction de principe qu'il énonce au sujet de la détention et du transport de la denrée prohibée. Il importe de combler cette lacune pour rendre pleinement efficace une réglementation qui a été prise en vue de préserver non seulement la santé de la population indigène, mais encore celle des fonctionnaires et colons européens. J'ai, en conséquence, fait préparer le projet de décret ci-annexé, que j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

GEORGES TROUILLOT.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897;

Vu la loi du 6 août 1896, déclarant colonie française Madagascar et dépendances;

Vu le décret du 28 janvier 1896, rattachant les établissements de Diégo-Suarez, Nossi-Bé et Sainte-Marie à l'administration de Madagascar;

Vu l'arrêté du 28 mai 1901, promulguant dans la colonie le décret du 17 août 1897, qui rend applicable aux colonies la loi du 30 novembre 1898 sur l'exercice de la médecine;

Vu le décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la médecine indigène;

Vu le décret du 7 mars 1904 sur l'exercice de la pharmacie à Madagascar;

Vu le décret du 20 mars 1909, réglementant l'importation, la vente, le transport et la détention de l'opium à Madagascar:

Sur le rapport du ministre des colonies.

Décrète :

ART. 1^{er}. — La détention et le transport de l'opium en dehors des cas réglés par le décret du 20 mars 1909 sont interdits et sanctionnés par les dispositions pénales de l'article 13 dudit décret.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et de la colonie de Madagascar et inséré au *Bulletin des lois*,

au *Bulletin* du ministère des colonies et au *Bulletin officiel* de Madagascar ;

Fait à Paris, le 19 janvier 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES TROUILLOT.

**Décret réprimant les détournements des avances
de salaires en Indo-Chine.**

(20 janvier 1910.)

Le Président de la République française,

Sur la proposition du ministre des colonies et du garde des sceaux,
ministre de la justice.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'article 408 du code pénal est complété en Indo-Chine
par les dispositions suivantes :

Art. 408. — Sera également puni, en Indo-Chine, des peines portées en l'article 406 l'indigène ou l'assimilé lié au service d'un Européen par un contrat de travail librement consenti, qui détournera ou dissipera les avances de salaires qui lui auront été remises en espèces, effets, deniers, marchandises, instruments agricoles ou industriels ou bétail, en n'exécutant pas volontairement le travail auquel il se sera engagé pour recevoir ces avances.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 janvier 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES TROUILLOT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

LOUIS BARTHOU.

Décret appliquant les taxes postales intérieures aux objets échangés entre la France et les Colonies.*(14 mars 1910.)*

Le Président de la République française,

Vu l'article 3 du décret du 26 décembre 1898, fixant les taxes à percevoir sur les correspondances de toute nature échangées entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le bureau français de Tripoli de Barbarie, d'une part, et les colonies ou établissements français, d'autre part, ou entre ces colonies ou établissements ;

Vu la loi du 6 mars 1906, concernant le transport par la poste des lettres et imprimés non périodiques ;

Vu le décret du 26 juillet 1906, portant réduction de 15 centimes à 10 centimes du minimum de taxe applicable aux papiers d'affaires dans les relations de la France avec ses colonies ou de ses colonies entre elles ;

Vu l'article 21 de la convention postale universelle signée à Rome, le 26 mai 1906, qui donne aux parties contractantes le droit de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration dans les relations postales ;

Vu la loi du 14 août 1907, portant approbation des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Rome, le 26 mai 1906 ;

Vu le décret du 28 août 1907, concernant l'exécution de la convention postale universelle du 26 mai 1906 ;

Vu le décret du 20 août 1907, concernant l'exécution de l'arrangement de l'union postale relatif aux lettres et boîtes avec valeur déclarée ;

Vu la loi du 29 avril 1908, réduisant le tarif des journaux et écrits périodiques, triés et enliassés préalablement, dans le régime intérieur et dans les relations franco-coloniales et intercoloniales ;

Vu les délibérations de l'assemblée plénière des délégations financières algériennes en date du 9 juin 1909 et du conseil supérieur du gouvernement en date du 21 juin 1909,

Décète :

ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} avril 1910, les taxes et autres conditions du régime intérieur français concernant les échantillons, les papiers d'affaires et les imprimés périodiques sont applicables aux objets de même nature ordinaires ou recommandés qui sont échangés entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie, les bureaux français de Tripoli

de Barbarie et du Maroc, d'une part, et les colonies ou établissements français, d'autre part.

ART. 2. — 1° Le droit fixe de recommandation réduit de 25 centimes à 10 centimes pour les échantillons, les papiers d'affaires et les imprimés périodiques, d'après l'article précédent, est également applicable aux imprimés non périodiques ;

2° Les lettres et boîtes de valeur déclarée restent soumises aux droits et taxes indiquées au tableau annexé au décret du 28 août 1907 susvisé, concernant l'exécution de l'arrangement de l'union postale relatif aux lettres et boîtes de valeur déclarée, et aux conditions de cet arrangement et de son règlement d'exécution.

ART. 3. — Dans les relations franco-coloniales, la responsabilité de l'administration des postes et des télégraphes, en matière d'objets recommandés ou avec valeur déclarée, sera la même que dans le service intérieur.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 mars 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des travaux publics,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

*Le président du conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,*

ARISTIDE BRIANT.

Le ministre des colonies,
GEORGES TROUILLOT.

Le ministre des finances,
GEORGES COCHERY.

GRANDE-BRETAGNE

**Mort du Roi Edouard VII.
Avènement du Roi Georges V.***(6 mai 1910.)*

I.

BULLETIN OFFICIEL DU DÉCÈS DU ROI EDOUARD VII.

(Buckingham Palace, 6 mai 1910, 11 h. 50 du soir.)

Sa Majesté a expiré à 11 h. 45 en présence de la reine, du prince et de la princesse de Galles, de la princesse royale Louise, du duc de Fife, de la princesse Victoria et de la princesse Louise, duchesse d'Argyll.

S. H. Laking, M. D. ; James Reid, M. D. ; R. Douglas Powell, M. D. ; Bertrand Dawson, M. D.

Les quatre médecins signataires de ce bulletin sont restés dans la chambre royale jusqu'à la fin.

APRÈS LA MORT.

Aussitôt après que le roi eût rendu le dernier soupir, la nouvelle de sa mort fut télégraphiée à tous les parents du souverain appartenant aux diverses maisons royales et impériales, aux cours étrangères et aux ministres de la Couronne absents de Londres. C'est M. Winston Churchill, ministre de l'intérieur, qui se chargea de ce soin, en même temps qu'il adressait au lord maire la communication suivante :

6 mai 1910.

MYLORD,

J'ai le pénible devoir de vous apprendre la mort de notre gracieux souverain, le roi Edouard. Le triste événement s'est produit au palais de Buckingham, à onze heures 45 ce soir.

Je dois demander à Votre Seigneurie de donner des ordres pour que le bourdon de la cathédrale Saint-Paul soit sonné.

WINSTON CHURCHILL.

LA PROCLAMATION DU ROI GEORGES V.

(Conseil privé du 7 mai 1910.)

La réunion du Conseil privé a eu lieu à quatre heures, au palais de Saint-James. Parmi les membres du conseil, en grande tenue, on remarquait M. Winston Churchill, lord Crewe, MM. J. Burns, Sydney Buxton, lord Rosebery.

Le prince de Galles a quitté Marlborough house à quatre heures, en voiture, sans escorte. Il a été cette fois acclamé par des milliers de curieux. Il est entré dans la salle du conseil, où une brillante assemblée attendait.

Le Conseil a tout d'abord pris connaissance de la proclamation royale qui a été ensuite signée par le roi et par les conseillers, et dont voici le texte :

« Considérant qu'il a plu à Dieu Tout Puissant d'appeler à sa miséricorde notre défunt souverain le roi Edouard, de mémoire bénie et glorieuse, et que par ce fait la couronne impériale du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande revient de droit au haut et puissant prince George ;

« En conséquence, nous, les Lords spirituels et temporels de ce royaume, avec l'assistance des membres du Conseil privé du souverain défunt et d'autres personnages de qualité, du lord-maire, des aldermen et des citoyens de Londres, publions et proclamons ici, d'une seule voix, de la langue et du cœur, que le haut et puissant prince George est maintenant, par la mort de notre souverain d'heureuse mémoire, devenu notre seul et légitime seigneur-souverain George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, empereur des Indes, et nous reconnaissons lui devoir toute notre fidélité et notre constante obéissance avec une affection humble et sincère, priant Dieu, de qui les rois et les reines tiennent leur pouvoir, de bénir le prince royal George V et de lui accorder de longues et joyeuses années de règne.

« Donnée à la cour de Saint-James, ce septième jour de mai, dans l'année du Seigneur 1910. »

Cette formalité accomplie, George V a signé le rescrit maintenant, suivant l'usage, tous les fonctionnaires de l'Etat dans leurs charges et leurs offices, puis il s'est levé et a fait au Conseil la déclaration suivante, dont un numéro spécial de la *Gazette* a publié le texte :

« MES LORDS, MESSIEURS,

« Mon cœur est trop plein pour que je vous adresse plus de quelques mots en ce moment. C'est mon douloureux devoir de vous annoncer la mort de mon bien aimé père. Dans cette perte irréparable

qui, si soudainement, est tombée sur moi et sur tout l'empire, je suis réconforté par le sentiment que j'ai de la sympathie de mes futurs sujets qui pleureront avec moi sur leur bien-aimé souverain qui trouva toujours son propre bonheur à partager et à accroître le leur.

« J'ai perdu non seulement l'amour d'un père, mais aussi les relations affectueuses et l'intimité d'un ami cher et d'un conseiller.

« Je ne suis pas moins confiant dans la sympathie et l'amitié universelles dont est assurée ma très chère mère dans la douleur qui l'accable.

« C'est ici, il y a un peu plus de neuf ans, que notre bien-aimé roi a déclaré que tant que le souffle serait en lui, il travaillerait pour conserver et accroître le bonheur de son peuple. J'en suis sûr, l'opinion de toute la nation proclamera unanimement qu'il a tenu la promesse de cette déclaration. Le principal objet de ma vie sera de suivre ses pas et de soutenir le gouvernement constitutionnel de ces royaumes.

« Je sens profondément les lourdes responsabilités qui tombent sur moi. Je sais que je puis compter sur le Parlement et sur le peuple de ces îles et des possessions d'outre-mer pour m'aider à accomplir ces graves devoirs. Ils prieront Dieu qu'il me donne la force et qu'il me dirige.

« Je trouve un encouragement à savoir que ma chère épouse sera l'auxiliaire constante de tous mes efforts pour assurer le bien de notre peuple. »

GEORGE V A LA MARINE ET A L'ARMÉE.

Le roi George V a adressé la proclamation suivante à la marine anglaise :

Marlborough House.

« En montant sur le trône, mon désir le plus sincère est de faire connaître à la marine combien je lui suis profondément reconnaissant pour les fidèles et signalés services qu'elle a rendus au défunt roi, mon père bien-aimé, qui a toujours eu à cœur sa prospérité et sa puissance.

« Elevé et exercé dans cette profession que j'aime si profondément, le fait que je dois me retirer des fonctions actives ne change en rien mon effection pour elle.

« Pendant trente-trois ans j'ai eu l'honneur de servir dans la marine, et ayant partagé intimement sa vie et son travail, je sais que je peux compter entièrement sur l'esprit de loyauté et de dévouement qui a fait l'histoire glorieuse de notre marine.

« J'ai la certitude que vous serez toujours, toujours dans l'avenir comme dans le passé, les premiers défenseurs de l'honneur de notre patrie, et c'est avec orgueil et avec affection que je suivrai toujours sa destinée.

« GEORGE, R. I. »

Le roi a fait à l'armée une proclamation analogue à celle adressée à la marine et dans laquelle il dit avec quelle vive sollicitude il veillera à son développement et à son loyalisme traditionnels.

Le nouveau Roi a été proclamé à Londres, avec le cérémonial traditionnel, le 9 mai 1910.

MESSAGE DE LA REINE ALEXANDRA A LA NATION BRITANNIQUE

(Buckingham Palace, 10 mai 1910.)

Du plus profond de mon pauvre cœur brisé, je désire exprimer à la nation entière et à notre bon peuple que nous aimons tant mes vifs et sincères remerciements pour leur touchante sympathie dans ma douleur écrasante et mon immense affliction. Non seulement j'ai tout perdu en le perdant, lui, mon mari bien-aimé, mais la nation a subi une perte irréparable lorsque son meilleur ami, père et souverain, a disparu aussi soudainement.

Puisse Dieu nous donner à tous son aide divine pour porter cette lourde croix qu'il a jugé bon de nous imposer ! Que sa volonté soit faite ! Pensez à moi dans vos prières, qui me soulageront et me soutiendront dans tout ce que j'ai encore à traverser.

Laissez-moi saisir cette occasion pour exprimer mes remerciements les plus émus pour toutes les lettres touchantes et les témoignages de sympathie que j'ai reçus de toutes les classes, haute et basse, riche et pauvre, et qui sont si nombreux que je crains qu'il ne me soit jamais possible de remercier chacun individuellement.

Je vous confie mon cher fils, qui, je le sais, marchera sur les traces de son cher père, vous priant d'avoir pour lui les mêmes sentiments de fidélité et de dévouement que vous avez montrés pour son cher père.

Je sais que tous deux, mes chers fils et belle-fille, feront tout leur possible pour les mériter et les conserver.

ALEXANDRA.

AU PARLEMENT ANGLAIS.

(10 mai 1910.)

A la Chambre des Communes.

Aux Communes, la séance est ouverte à trois heures et demie par le vice-président, en deuil, comme tous les députés présents. Aussitôt M. Asquith, qui a pris place au banc des ministres, se lève, gagne la barre de la Chambre qui fait face au fauteuil du speaker, et d'une voix qui porte bien, s'adressant au vice-président, dit : « Un message du roi, monsieur, signé de sa main. ». Puis il remet au clerk des Com-

munes le document royal. Lecture en est donnée ; en voici le texte :

« Le roi sait que la Chambre des Communes partage la douleur profonde et soudaine qui s'est abattue sur lui par suite de la mort de son père le défunt roi, et que la Chambre sent vivement la perte que Sa Majesté et la nation ont subie en raison de ce triste événement. L'intérêt que le roi Edouard portait au bien-être de son peuple, sa direction habile et prudente des affaires, son dévouement infatigable pour toutes les affaires publiques durant son illustre règne, son simple courage dans la souffrance et le danger seront longtemps tenus en honneur par ses sujets, en Angleterre et au delà des mers. »

La lecture de ce document est écoutée debout par tous les députés. M. Asquith prend ensuite la parole, et propose à la Chambre les deux résolutions suivantes :

« PREMIÈRE RÉOLUTION. — Qu'une humble adresse soit présentée au roi pour assurer Sa Majesté de la sympathie émue de cette Chambre dans sa très grande affliction et la perte qu'elle vient de subir par suite de la mort du défunt roi, père de Sa Majesté, de mémoire bénie et glorieuse. Nous nous souviendrons toujours avec une affection reconnaissante du zèle et du succès avec lesquels notre défunt souverain travailla à assurer le maintien de la paix et de la concorde dans le monde, à appuyer tous efforts généreux tendant à amoindrir les souffrances humaines et à unir autour de son trône impérial, dans un sentiment de justice et de liberté, toutes les races et toutes les classes de ses sujets.

« La Chambre offre à Sa Majesté ses félicitations loyales pour son heureux avènement, assure Sa Majesté de son dévouement à sa personne royale et de sa conviction que son règne, avec l'aide de la Providence divine, se distinguera par des efforts incessants en vue d'encourager la vertu et de favoriser la prospérité et le bonheur du royaume et de protéger les droits et les libertés du peuple fidèle de Sa Majesté.

« DEUXIÈME RÉOLUTION. — Qu'un message de condoléances soit envoyé à la reine-mère pour assurer Sa Majesté de la profonde et chaleureuse sympathie que cette Chambre ressent pour Sa Majesté en ce moment douloureux de peine et de perte irréparable, et que cette Chambre et la nation conserveront toujours pour Sa Majesté des sentiments de respect et d'affection inaltérables. »

Le Président du Conseil et M. Balfour font ensuite l'éloge d'Edouard VII.

La Chambre adopte les résolutions au milieu du silence le plus pathétique.

A la Chambre des Lords.

La Chambre des Lords a suivi la même procédure que la Chambre des Communes.

II

LES CONDOLÉANCES DU LORD-MAIRE.

Le lord-maire, dès qu'il eut reçu la communication de M. Winston Churchill, a adressé à la reine Alexandra la lettre suivante :

« La Cité de Londres apprend avec une profonde émotion que Dieu a rappelé à lui notre magnanime et bien-aimé souverain, et désire déposer à vos pieds l'expression de son loyal dévouement et de sa profonde sympathie, priant Dieu que sa main bienveillante vous bénisse et vous réconforte, vous et ceux qui vous sont chers, dans cette heure douloureuse.

« Signé : John KNILL,
« *Lord-maire de la Cité de Londres.* »

En même temps, le lord-maire télégraphiait au prince de Galles :

« Que Dieu, dans sa miséricorde, vous console, vous et la princesse. Les prières de la nation sont avec vous. Nous participons de cœur à votre malheur. »

LES CONDOLÉANCES DU CORPS DIPLOMATIQUE.

M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, s'est rendu hier au Foreign office pour présenter officiellement les condoléances du gouvernement français. En même temps, il a remis, en qualité de doyen du corps diplomatique, la lettre suivante :

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

« Un deuil cruel vient de frapper l'empire britannique et la famille royale.

« J'ai le triste devoir, en ma qualité de doyen, de me faire auprès de Votre Excellence l'interprète des membres du corps diplomatique, et de vous exprimer la peine profonde que nous ressentons tous de la perte douloureuse qu'éprouve votre pays, en la personne de son respecté souverain, S. M. le roi Edouard VII.

« Les regrets du monde entier accueilleront la nouvelle de ce lamentable événement, mais ce deuil sera plus douloureusement ressenti par ceux qui ont eu l'honneur d'approcher S. M. le roi Edouard, et qui ont pu apprécier l'élévation de son esprit, ses rares qualités de cœur et son inaltérable bienveillance.

« C'est pénétré de ces sentiments qu'au nom du corps diplomatique, je prie Votre Excellence de vouloir bien offrir à S. M. la reine Alexan-

dra, à LL. MM. le roi et la reine, et à toute la famille royale, l'expression de nos condoléances et nos très respectueuses sympathies.

« Veuillez, etc.

« Paul CAMBON. »

L'ambassade de France, à Albert Gate, a son drapeau en berne.

TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU PRINCE
DE GALLES.

« J'apprends avec une bien vive émotion la mort de votre père bien-aimé, Sa Majesté le roi Edouard VII.

« Le gouvernement de la République et le peuple français regretteront profondément l'auguste souverain qui, en tant d'occasions, leur avait donné des marques de sincère amitié, et ils s'associent pleinement à la grande douleur que vous cause, ainsi qu'à la famille royale et à tout l'empire britannique, sa perte inattendue.

« C'est le cœur plein de tristesse que je prie Votre Altesse Royale d'agréer, avec mes condoléances personnelles, celles du gouvernement de la République et de la France tout entière.

« A. FALLIÈRES. »

M. Fallières a immédiatement télégraphié aussi à la reine d'Angleterre la part profonde qu'il prend au deuil de la famille royale et de la nation britannique.

Sur l'ordre du Président de la République, le commandant Hellot, l'un de ses officiers d'ordonnance, s'est rendu ce matin à l'ambassade d'Angleterre pour exprimer les sentiments de condoléances de M. Armand Fallières à Sir Francis Bertie.

TÉLÉGRAMME DE M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
FRANCE.

Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères, Londres.

« Je tiens à vous dire personnellement l'émotion profonde que j'ai ressentie en apprenant la perte que vient de faire la Grande-Bretagne dans la personne de son bien-aimé souverain. J'associe tout spécialement le ministre des affaires étrangères au deuil de la France unie à l'Angleterre par une amitié que le roi Edouard VII avait si puissamment contribué à rendre étroite et qui n'a pas cessé d'être féconde en résultats heureux pour la paix, au maintien de laquelle nous travaillons d'un commun accord.

« S. PICHON. »

DÉPÊCHE DU PAPE AU ROI GEORGE.

Roma, 8 mai.

« Douloureusement frappé par la mort de votre auguste père, le roi Edouard VII, dont nous avons pu apprécier les grandes et nobles qualités comme souverain de l'empire britannique, nous prenons part de tout notre cœur à la douleur de la famille royale et de toute la nation anglaise. Nous prions Sa Majesté la reine Alexandra et Votre Altesse royale d'agréer l'expression sincère de nos plus vives condoléances.

« PIE X. »

Tous les chefs d'Etat et les gouvernements ont également adressé leurs condoléances à la reine Alexandra, aux nouveaux souverains et au gouvernement anglais.

Les funérailles solennelles d'Edouard VII ont été faites à Londres le 20 mai 1910. Sa dépouille mortelle, après être restée exposée trois jours à Weshminster, a été transportée le même jour à Windsor.

Lorsque le cercueil fut descendu dans la crypte, à la fin de cette double cérémonie d'une grandeur sans pareille, le roi d'armes de l'ordre de la Jarretière, vêtu de son costume du moyen-âge, partie jaune, partie bleue, partie rouge, sur lequel se détachent, brodés en or, la Chimère, le Lion et le Léopard, prononce, d'une voix retentissante, les paroles traditionnelles :

« Ainsi il a plu au Dieu Tout-Puissant d'enlever à cette vie éphémère dans sa miséricorde divine, le très haut, très puissant et très excellent monarque, Edouard VII, Roi par la grâce de Dieu du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ainsi que des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la Foi, Empereur de l'Inde et Souverain de l'Ordre très noble de la Jarretière. »

Puis, après un silence :

« Qu'il me soit permis de supplier humblement le Dieu Tout-Puissant de bénir et d'accorder une longue vie avec la santé, l'honneur et tout le bonheur terrestre au très-haut, très-puissant et très-excellent monarque, notre souverain, le lord George, devenu maintenant par la grâce de Dieu Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la Foi, Empereur de l'Inde et Souverain de l'Ordre très noble de la Jarretière. »

Et pour terminer, de toute la puissance de sa voix, il lance le vieux cri de guerre, de ralliement et de fidélité :

— *God save the King !*

III

MESSAGES DU ROI GEORGE APRÈS LES FUNÉRAILLES.

(Londres, 22 mai 1910.)

« A MON PEUPLE,

« La voix de l'affection et de tendre dévotion pour la mémoire de mon cher père qui est parvenue de toutes les parties de l'empire, les manifestations publiques, surtout celles dans la capitale pendant les deux étapes de sa marche à son dernier repos et la manière pathétique avec laquelle la multitude de ses sujets a attendu l'occasion de payer un dernier tribut à sa mémoire, m'ont profondément touché et toute ma famille.

« Une affliction si soudaine et si inattendue pouvait bien être émouvante, mais les sentiments évoqués par elle m'ont persuadé que c'est une perte pour moi et pour mon peuple : je ne suis pas seul dans de telles pensées. Je prends courage et j'envisage l'avenir avec espoir, fort dans ma foi en Dieu, confiant dans mon peuple et attaché avec amour aux lois et à la Constitution de mon pays bien-aimé.

« GEORGE. »

A l'occasion de son avènement, le roi George a accordé des remises de peines à tous les prisonniers en Angleterre. Suivant l'importance de la peine, la remise varie d'une semaine à trois mois.

Londres, 23 mai 1910.

Le roi George adresse un message à son peuple d'outre-mer, qu'il remercie de ses manifestations de sympathie à l'occasion de la mort d'Edouard VII, dont il continuera l'œuvre. Il rappelle qu'il est marin et qu'il a visité les possessions d'outre-mer avec la reine Mary. Il devait primitivement aller avec elle ouvrir le Parlement de l'Union sud-africaine. Il s'efforcera de maintenir le gouvernement constitutionnel, les libertés, la justice et la paix.

Le roi George a également envoyé un message aux princes et aux peuples de l'Inde. Il rappelle qu'en 1908 Edouard VII confirma les déclarations de la reine Victoria de 1858, lesquelles sont la charte du gouvernement de l'Inde dont George suivra fidèlement l'esprit. Il rappelle qu'il visita avec la reine Mary l'Inde, dont il conservera toujours un souvenir affectueux et profond.

DÉCLARATIONS DE M. PICHON.

M. Pichon, ministre des affaires étrangères, avait été mis à la tête de la mission chargée de représenter la France aux funérailles d'Edouard VII.

Ses déclarations sur l'accueil faite à la mission française et sur la politique du nouveau Roi trouveront naturellement place ici.

« La délégation chargée de porter en Angleterre les condoléances de la France, a-t-il dit à un représentant de la presse anglaise, a reçu du Roi et de la Reine, ainsi que du gouvernement anglais, un accueil qu'elle ne pourra jamais oublier. Cet accueil correspond, à tous égards, avec les sentiments que nous éprouvons pour la grande nation à laquelle nous sommes unis par les liens d'une étroite amitié; les fidèles souvenirs que nous rapportons en France ne peuvent que confirmer la communauté d'idées qui unit les deux peuples. »

Faisant allusion à ses entretiens avec les souverains, il a ajouté :

« En ce qui me concerne, je suis profondément touché par les messages que m'envoya la reine Alexandra et par les témoignages verbaux que me donnèrent le Roi et la Reine. Je ne doute pas que mon gouvernement ne partage mes sentiments à cet égard.

« C'est avec une grande satisfaction que je puis affirmer, comme résultat de ma présence en tête de cette mission et de mes entretiens avec les membres du gouvernement anglais, la continuité qui existe dans notre politique et dans nos sentiments. »

Le principe traditionnel des monarchies que nous exprimons dans la phrase historique : « Le Roi est mort, vive le Roi ! » n'est pas incompatible avec la loi des démocraties républicaines. Et s'il existe en France une chose qui est au-dessus des partis, c'est la continuité de vues qui inspire l'action diplomatique de mon pays en mettant de côté toute question de personnalité.

M. Pichon a eu également, comme on le sait, l'occasion de s'entretenir à deux reprises avec l'empereur Guillaume. Nous croyons savoir que le ministre en rapporte une agréable impression, en raison des sentiments très nettement pacifiques que Guillaume II a exprimés, en y mettant même une remarquable insistance.

Mais, ce qu'il importe avant tout de retenir, c'est le désir si visible du nouveau souverain d'Angleterre de continuer à l'égard de la France la politique inaugurée par son auguste père.

IV

LES GRANDS FAITS DU RÈGNE D'ÉDOUARD IV.

1° *Politique intérieure.*

1901

22 janvier. — Avènement d'Édouard VII.
Voyage du prince de Galles aux Colonies.

1902

Janvier. — Débats financiers relatifs aux dépenses militaires.
9 août. — Couronnement du roi.

1903

Mars. — Débats sur l'organisation sud-africaine.
6 mai. — Emprunt du Transvaal.

1904

Février. — Débats sur le tarif.
19 avril. — Elévation de l'income-tax.
Le duc de Connaught succède à lord Roberts comme commandant en chef.
14 juillet. — Plan de réorganisation de l'armée.
Octobre. — Débats sur le tarif.

1905

Mai. — Débats sur la défense de l'Inde.
21 juillet. — Le cabinet Balfour mis en échec aux Communes.
1^{er} décembre. — On annonce la conférence des premiers ministres coloniaux.
4 décembre. — Démission du cabinet Campbell Bannerman.

1906

30 janvier. — Résultat des élections favorable aux libéraux.
19 février. — Ouverture du nouveau Parlement.
9 mai. — Débats sur la limitation des armements.
12 juillet. — Plan Haldane sur la réorganisation de l'armée.
27 juillet. — Diminution des constructions navales.
Octobre. — Création du Home Fleet.
Novembre. — Premières attaques contre la Chambre des lords.

1907

21 février. — Projet de réforme de la Chambre des lords.

4 mars. — Débats sur l'armée territoriale.

Avril. — Troisième conférence des premiers ministres coloniaux.

1908

6 avril. — Retraite de sir Henry Campbell Bannerman, remplacé par M. Asquith.

Mai. — Dépôt du budget (loi sur les retraites).

Juillet. — Débats sur la flotte et sur l'armée.

1909

Mars. — Débats sur la flotte.

Mai. — Dépôt du budget Lloyd George.

Juin-septembre. — Hostilité des Lords.

Octobre. — Début de la crise constitutionnelle.

Novembre. — Vote du budget aux Communes.

1^{er} décembre. — Les Lords réclament la dissolution.

3 décembre. — Prorogation. Dissolution annoncée.

1910

8 janvier. — Dissolution.

15 janvier. — Elections générales.

15 février. — Ouverture du Parlement.

15 avril. — Les Communes adoptent les propositions du gouvernement contre les Lords.

2^e Politique extérieure.

1901

14 février. — Discours du trône sur la guerre sud-africaine et la Chine.

10 juin. — Réception de l'ambassade marocaine.

1902

Janvier. — Polémique entre M. Chamberlain et le comte de Bülow.

30 janvier. — Alliance anglo-japonaise.

22 mars. — Traité avec la Perse.

2 juin. — Paix avec les Boers.

Octobre. — Voyage de M. Chamberlain dans l'Afrique du Sud.

Décembre. — Affaires du Venezuela ; négociations avec l'Allemagne.

1903

- 30 mars. — Voyage du roi en Portugal, en Italie et en France.
6-9 juillet. — Réception de M. Loubet à Londres.
Fin juillet. — Visite des parlementaires français à Londres.
14 octobre. — Traité d'arbitrage avec la France.
17-21 novembre. — Visite du roi et de la reine d'Italie à Londres.

1904

- Février. — Débats sur la guerre de Mandchourie.
18 mars-9 avril. — Visite de Guillaume II à Gibraltar et à Malte.
8 avril. — Traité franco-anglais. — Voyage d'Edouard VII à Kiel.
— Traité d'arbitrage avec l'Allemagne.
Octobre. — Incident de Hull.
Janvier. — Expédition du Thibet.

1905

- Janvier. — Livre bleu sur le Thibet.
Mars. — Règlement arbitral de l'incident de Hull.
Mars. — Débats sur l'affaire du Maroc.
5-8 juin. — Visite du roi d'Espagne à Londres.
Juillet. — Débats sur la mer Baltique.
Août. — Voyage du roi en Autriche sans voir Guillaume II.
7-14 août. — Visite d'une escadre française à Portsmouth.
12 août. — Renouvellement de l'alliance avec le Japon.
Septembre-octobre. — Conflit franco-allemand.

1906

- Janvier-février. — Appui diplomatique donné par l'Angleterre à la France à Algésiras.
Avril. — Polémiques et débats au sujet du Congo belge.
7 mai. — Sir Edward Grey s'explique sur le conflit anglo-turc d'Akabat-Tabah.
9 mai. — Débats sur la limitation des armements.
29 mai. — Traité franco-anglais relatif de délimitation du Niger et du Tchad.
20 octobre. — Traité franco-anglais relatif aux Nouvelles-Hébrides.

1907

- Mars. — Débats sur la conférence de la Haye.
Avril. — Voyage du roi dans la Méditerranée.
Juin. — Accord anglo-russe relatif à l'Asie centrale.
Octobre. — Accord anglo-espagnol.
Novembre. — Visite de Guillaume II à Londres.

1908

Février-avril. — Négociation et entente anglo-russes relatives à la Macédoine.

Mars. — Débats sur la limitation des armements navals.

Mars. — Lettre de Guillaume II à lord Tweedmouth.

Avril. — Accord relatif à la mer du Nord.

Mai. — Exposition franco-anglaise de Londres.

25-29 mai. — Visite de M. Fallières à Londres.

9-10 juin. — Visite d'Edouard VII en Russie.

Octobre. — Interview de Guillaume II dans le *Daily Telegraph*.

1909

Février. — Voyage d'Edouard VII à Berlin.

Février-avril. — Négociations orientales.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Le « Pluviôse » coulé à Calais.

(26 mai 1910.)

Le 26 mai 1910, le Ministre de la marine communiquait à la presse la note suivante :

« Le *Pluviôse*, de la station de Calais, effectuant les exercices habituels au large de ce port, a été abordé à une heure cinquante-trois, à deux milles dans le nord-ouest des jetées, par le paquebot *Pas-de-Calais*, de la Compagnie du Nord. Après le choc, le sous-marin aurait disparu par dix-sept mètres de fond.

« Le ministre, aussitôt prévenu, a donné des instructions précises au commandant de la station de Calais, au préfet maritime de Cherbourg et au commandant supérieur à Dunkerque pour que tous les appareils et les remorqueurs nécessaires soient réunis immédiatement sur le lieu de l'abordage afin de procéder au relèvement du sous-marin.

« Le ministre part ce soir pour se rendre sur les lieux. »

Cette catastrophe met toute la France en deuil. En prenant particulièrement notre part du deuil national, nous devons relever ici les témoignages unanimes de touchante sympathie que le Président de la République et le Gouvernement ont reçu de la part des Chefs d'Etats et des gouvernements étrangers.

TURQUIE

Abolition des privilège des îles de l'Archipel.

(Avril 1910.)

On annonce que le gouvernement ottoman aurait décidé d'abolir les privilèges des dix îles de l'Archipel, Symé, Calymnos, Cassos, Car-

pathos, Halki, Astypalaia, Castellorizon, Têlos, Patmos et Icarie, habitées exclusivement par des Grecs, comme on sait, et qui jouissaient jusqu'à présent, sous la domination turque, d'un régime autonome accordé par les conquérants il y a plus de trois siècles. A cette époque, les Turcs tenaient, pour des raisons multiples, politiques et militaires, à s'assurer la neutralité des insulaires, et ils envoyèrent des émissaires dans toutes les îles de l'Archipel, chargés d'entamer des pourparlers à ce sujet. Ce furent les Syméens qui répondirent les premiers à ces propositions du gouvernement ottoman en envoyant une ambassade au camp des Turcs établi sur la côte asiatique, entre Symé et Rhodes. Les Turcs comblèrent d'égards les émissaires syméens et promirent de leur accorder tout ce qu'ils demanderaient. Ceux-ci répondirent que leur île ainsi que les îles de Calymnos et de Cassos, étant des rochers arides et leurs habitants gagnant très péniblement leur vie en exerçant le dur métier de pêcheurs d'éponges sur la côte d'Afrique, ils demandaient, en échange de leur soumission, d'être relevés de tout impôt. Les conquérants déclarèrent alors que les îles se gouverneraient elles-mêmes sans aucune intervention des autorités turques et qu'elles enverraient en guise de tribut annuel quelques sacs d'éponges au harem du Sultan. Dès lors, ces îles, au nombre de dix, se soumirent, sachant bien que toute résistance était impossible, et la Porte a toujours respecté depuis leur autonomie, se contentant de les frapper plus tard d'un impôt, variant pour chaque île entre 150 et 400 l. t. par an, payable par fractions. Le gouvernement des îles resta donc jusqu'en 1860 entre les mains de leurs habitants, qui s'administraient eux-mêmes par le moyen des démogérontes et d'un conseil des anciens, élus par eux et parmi eux. En 1860, lorsque la Turquie tenta une réorganisation de son administration civile et judiciaire, après avoir confirmé par divers firmans les privilèges accordés, elle constitua ces îles en sous-préfecture, en fit le siège d'un moudir (sous-préfet) et plus tard elle les éleva au rang de département. Il y a trente ans, enfin, elle y installa un tribunal de première instance, composé d'un président nommé par le ministère de la justice ottoman, et de deux assesseurs, nommés par les habitants. Ceux-ci protestèrent immédiatement avec la plus grande énergie contre ces violations de leurs privilèges, mais ils durent se contenter de la promesse que le président du tribunal ainsi que le sous-gouverneur seraient des des chrétiens orthodoxes. La Porte tint cet engagement pendant quelque temps, mais depuis plusieurs années déjà, après une période pendant laquelle ces deux fonctionnaires étaient tantôt chrétiens et tantôt musulmans, le gouvernement de Constantinople a fini par ne nommer que des Turcs à ce poste.

Les conseils des démogérontes ont conservé toutes les autres administrations, sauf celle de la justice. Ils régissent les biens des communautés, les revenus des établissements de bienfaisance, et en général ont la direction de toute l'administration municipale ainsi que l'instruction publique, les écoles étant entretenues par la Caisse publique; l'assistance médicale dans les villes et les villages, ainsi que les médicaments sont fournis gratuitement à tous les habitants par les municipalités.

Jusqu'à tout récemment encore, la langue grecque était seule employée dans les tribunaux, et les procès-verbaux étaient rédigés en cette langue. Pourtant le turc fut imposé d'abord dans la section pénale, et peu à peu dans les autres sections. Mais aujourd'hui encore tous les actes de la procédure ainsi que les débats se font en grec. Le gouvernement ottoman voudrait donc abolir tous ces privilèges et imposer aux dix îles de l'Archipel le paiement des mêmes taxes et impôts qu'aux autres provinces de l'Empire, auxquelles elles seraient assimilées. La question est trop importante pour pouvoir être ainsi résolue d'un trait de plume, comme le voudrait le ministre de l'intérieur turc. Il semble en effet impossible de percevoir d'autre impôt que celui fixé jusqu'à présent de ces îles rocheuses et arides dont les seules ressources, en dehors de la pêche des éponges, consistent en une petite flottille de pêche et de commerce, et, d'autre part, les insulaires sont tellement attachés à ce régime d'autonomie et de liberté municipale, toute ingérence dans leurs affaires les irrite à tel point, qu'ils préféreraient abandonner leurs rochers et aller s'établir à l'étranger, soit en Egypte, soit en Amérique. Avant donc d'appliquer une mesure dont les profits paraissent aussi incertains, le gouvernement ottoman ferait bien d'approfondir la question en étudiant les circonstances, le caractère des habitants et la nature de la région qui avaient induit le conquérant à respecter l'autonomie de ces îles. En agissant autrement, le gouvernement s'exposerait à voir ses projets aboutir à un résultat tout autre que celui escompté.

EGYPTE

La concession du canal de Suez ne sera pas renouvelée.

Le Caire, 7 avril 1910.

L'Assemblée générale égyptienne a repoussé aujourd'hui, à l'unanimité moins une voix, la prolongation de la concession du canal de Suez telle qu'elle avait été proposée par le conseiller financier, M. Harvey, d'accord avec la compagnie du canal.

La foule massée aux abords de l'édifice où siégeait l'Assemblée générale, a applaudi frénétiquement la nouvelle du rejet.

Beaucoup d'Egyptiens considéraient en effet qu'il serait temps d'examiner en 1956, date de l'expiration de la concession, l'opportunité de la renouveler, et que les 100 millions de francs que la compagnie offrait pour le renouvellement immédiat de la concession jusqu'en 2006, malgré les importants travaux qu'ils permettraient d'exécuter pour le bien de l'Egypte, ne compenseraient pas l'aliénation par les Egyptiens de leurs droits futurs et d'administrer eux-mêmes le canal de Suez. Cette

administration du canal par eux-mêmes leur semblait l'une des plus importantes manifestations d'autonomie qu'ils pussent espérer. La presse nationaliste égyptienne avait en conséquence mené une campagne très active pour le rejet des propositions de la Compagnie de Suez. Devant ces manifestations d'opinion, le khédive avait décidé de soumettre la question à l'Assemblée générale, s'engageant à accepter sa décision.

JAPON

L'Impérialisme japonais.

Discours de M. le général Lebon et conférence de M. Henri Labroue, à la Société de Géographie.

(Paris, séance du 8 avril 1910.)

I

DISCOURS DU GÉNÉRAL LEBON.

La lutte grandiose qui s'est terminée il y a cinq ans entre la Russie et le Japon, a dit l'orateur, est un des événements les plus considérables qui se soient produits dans le monde depuis bien des siècles.

L'Europe presque entière en éprouva une stupéfaction profonde ; car bien peu nombreux étaient ceux qui, ayant vécu au milieu de l'armée japonaise, appréciaient à sa juste valeur la puissance militaire du Japon, et leurs prévisions ne rencontraient en général qu'un scepticisme railleur ou dédaigneux.

L'opinion publique fut tellement troublée par les résultats de la guerre qu'après avoir cru que l'ogre russe ne ferait qu'une bouchée du petit Poucet japonais — par un revirement aussi brusque qu'irraisonné — elle ne fut pas éloignée de croire que l'ogre, c'était le Japon, qui allait dévorer le monde.

Le très distingué conférencier qu'on va entendre dira que sans avoir encore dévoré le monde, le Japon a réussi, par des voies jusqu'ici pacifiques, à asseoir solidement son protectorat en Corée et à étendre son influence en Mandchourie.

M. Henri Labroue, professeur agrégé d'histoire et de géographie, est chargé en ce moment de conférences à la faculté des lettres de Bordeaux sur « les problèmes d'Extrême-Orient et l'expansion japonaise ». Il s'en acquitte avec un succès dont l'écho est parvenu jusqu'ici ; il y apporte une largeur de vues et une élévation d'esprit qui lui font grand honneur. M. Labroue a achevé, il y a quelques mois, un important voyage d'études de deux ans, comme chargé de mission autour du

monde par l'université de Paris, voyageant sous les auspices du ministère des affaires étrangères.

Les principales étapes de son voyage ont été : les Etats-Unis et le Canada, le Japon, la Corée et la Mandchourie, la Sibérie orientale, la Chine et l'Indo-Chine, l'Inde et l'Egypte. C'est surtout l'essor du Japon en Extrême-Orient qui a fixé son attention et dont il va entretenir l'auditoire.

Avant de lui donner la parole, le général croit utile, pour se faire une idée juste des actes du Japon dans ces dernières années et dans le présent, de rappeler quel a été le point de départ et la raison d'être de la transformation que le Japon a su mener si vite et si loin, et qui lui a permis de marquer son entrée dans le monde par le coup de foudre de Mandchourie.

L'orateur rappelle notre propre histoire : la période du premier empire, en France et en Europe, ne serait-elle pas incompréhensible si on perdait de vue la période révolutionnaire qui l'a précédée et préparée ? Il voudrait donc dire, en traits aussi rapides que possible, d'après les souvenirs des années vécues au Japon, comment cette transformation à la fois politique, sociale et militaire s'est imposée impérieusement aux hommes d'Etat japonais, pour assurer le salut et l'indépendance de leur pays.

Depuis le XVIII^e siècle, le Japon était fermé : tout Japonais qui allait à l'étranger sans autorisation était condamné à mort, tout étranger qui pénétrait au Japon sans autorisation condamné à mort.

Isolé dans ses îles, le Japon a joui pendant plus de deux cents ans d'une paix intérieure succédant aux luttes féodales qui l'avaient ensanglanté si longtemps ; pendant cette période de tranquillité, les lettres, les arts et la philosophie brillèrent d'un vif éclat.

Un jour de l'année 1853, une escadre américaine, sous les ordres du commodore Perry, paraissait sur les côtes japonaises et demandait à l'empereur du Japon la signature d'un traité de commerce et d'amitié.

De son côté, la Russie prenait possession de l'île Sakalin.

Successivement, les diverses puissances occidentales envoyaient leurs vaisseaux de guerre dans les mers japonaises et réclamaient plus ou moins impérieusement l'ouverture du Japon.

Europe et Amérique croyaient qu'elles allaient réveiller « le chat qui dort ». Or, il se trouva que ce chat était un lion. Mais le lion rentra, momentanément ses griffes.

A l'apparition du commodore Perry, dans le premier moment de surprise et de colère, on avait couru aux armes, fondu les cloches des temples et des monastères bouddhiques pour fabriquer des canons — tout comme la France de 1793 s'était armée fiévreusement, avait fondu les cloches de nos églises, devant les menaces de l'Europe coalisée. Mais la France n'était pas isolée, depuis deux siècles, du monde entier ; elle avait une organisation politique centralisée, et des armes qui valaient celles des autres nations ; elle courut à la frontière.

Au Japon, on réfléchit que toute résistance serait inutile : on temporisa et on ouvrit aux étrangers cinq ports de l'empire. On comprit que pour échapper aux étreintes menaçantes des puissances étrangères, dont plusieurs se promettaient déjà de recueillir les dépouilles opimes du démembrement de l'empire du Soleil Levant, il fallait réaliser deux grandes réformes.

Tout d'abord substituer à un régime féodal compliqué, où la plupart des princes étaient ennemis les uns des autres, un pouvoir central tenant dans sa main toutes les forces de l'empire.

En second lieu, il fallait remplacer les troupes féodales, animées de l'esprit de clan, armées encore, pour la plupart, de sabres, d'arcs et de lances, par une armée nationale, organisée à l'européenne, homogène, disciplinée, et munie de l'armement perfectionné dont la science moderne avait doté les armées européennes et américaines.

Ces deux grandes réformes ne pouvaient aboutir sans ruiner d'innombrables intérêts, sans détruire d'antiques privilèges.

Aussi ce fut au milieu de mille difficultés et de mille dangers que quelques hommes d'Etat japonais éminents réussirent à les réaliser.

Ces hommes d'Etat, en même temps chefs militaires, déployèrent au plus haut degré deux qualités dominantes du caractère japonais : l'esprit de calcul le plus minutieux dans la préparation de leurs desseins, la décision et l'énergie dans l'exécution.

Leur œuvre, accomplie en si peu d'années, est certainement une des plus merveilleuses que l'humanité ait connues ».

L'organisation de l'armée nouvelle et son instruction furent relativement faciles et marchèrent à grands pas, en raison des magnifiques et anciennes traditions militaires de ce peuple guerrier. Pendant les quatre années que le général a vécues au milieu de l'armée japonaise, dans son intimité, il n'a pu qu'admirer chez tous, officiers et soldats, le culte passionné du devoir, leur ardeur à s'instruire, leur véritable fanatisme pour le métier des armes. Tous prenaient d'autant plus de plaisir aux exercices et manœuvres que les difficultés à vaincre étaient plus grandes. Tous comprenaient que, dans un avenir prochain, le salut de leur pays serait entre leurs mains.

Aussi lorsqu'ils virent la Russie maîtresse de Port-Arthur — Port-Arthur qui leur avait été arraché huit jours après le traité de Simono-seki — la Russie établie en Mandchourie et menaçant la Corée — ils se ruèrent sur les champs de bataille de Lyao-Yang et de Moukden — avec ces vertus militaires exaltées de nos conscrits de Jemmapes et de Valmy, et de nos grognards de l'épopée impériale — avec cet esprit des sacrifices suprêmes qui animait les Russes en 1812, cet esprit de sacrifice qui alluma l'incendie de Moscou, arrêta et fit reculer devant les ruines fumantes de la cité sainte le plus grand capitaine que le monde ait connu.

Aujourd'hui que l'indépendance du Japon n'est plus en jeu, l'impérialisme japonais se laissera-t-il entraîner par l'esprit de conquêtes ?

Certes — l'histoire le montre — les passions nationales surexcitées ne s'apaisent pas brusquement ; des flammes dévorantes ne s'éteignent pas en un moment.

Mais le gouvernement japonais, avec cette prudence, cette haute sagesse dont il a donné tant de preuves, depuis un demi-siècle, dans les circonstances les plus difficiles, au milieu des événements les plus graves, ne saurait-il pas contenir l'impérialisme japonais dans les limites qui assurent la sécurité et la grandeur de l'empire du Soleil-Levant ? L'avenir seul le montrera.

Les faits que M. Henri Labroue a observés et les impressions qu'il a recueillies, avec toute la sagacité d'un esprit très éclairé et avisé, aideront, du moins, chaque auditeur, à se faire une opinion sur ce grave problème dont la solution intéresse le monde entier.

II.

CONFÉRENCE DE M. LE PROFESSEUR LABROUE.

Analyse par M. Frédéric LEMOINE

SOUVENIRS DE CORÉE ET DE MANDCHOURIE.

M. Henri Labroue, professeur agrégé d'histoire au lycée de Bordeaux et chargé de conférences à la faculté des lettres (création de la Chambre de commerce), vient d'achever un voyage d'études autour du monde comme chargé de mission de l'université de Paris. C'est en Extrême-Orient qu'il a le plus longtemps séjourné et c'est là surtout qu'il fait voir à quel degré d'expansion militaire, économique et coloniale le Japon en est arrivé.

L'impérialisme japonais. — Après s'être félicité de parler sous les auspices de la Société de géographie de Paris, à laquelle il apporte le salut de sa sœur cadette, la Société de géographie de Bordeaux, et après avoir rappelé que le président de la séance, M. le général Lebon, appartient à cette mission militaire qui, au lendemain de 1871, alla prouver jusqu'au Japon que notre activité ne se ralentissait point, et que notre prestige demeurerait intact, M. Labroue montre ce qu'il faut entendre par impérialisme japonais. Le pays du Soleil Levant qui, il y a cinquante ans, ignorait le reste du monde et en était ignoré, et qui faillit devenir colonie anglaise ou américaine, a singulièrement rattrapé le temps perdu dans un isolement séculaire. Beaucoup de Japonais rêvent de conquérir la maîtrise du Pacifique et de ses abords, et considèrent l'Asie orientale comme le prolongement naturel de leur empire.

Les causes. — Pourquoi les Japonais cherchent-ils à déborder hors de leur archipel ? Il y a d'abord leur forte natalité qui, sans être aussi anormale qu'on l'a dit parfois, donne à ce peuple de cinquante millions d'individus un excédent annuel d'un demi-million. Ce demi-million ne

trouve pas sur le sol ingrat et les rizières étroites du Japon une nourriture suffisante : il va chercher fortune dans les pays de grandes « possibilités ». A cette surpopulation, il faut ajouter l'impulsion donnée par la classe militaire qui pousse les Japonais aux entreprises extérieures, aux larges entrées. Il y a aussi les besoins de la grande industrie, impatiente d'accaparer terres vacantes et riches marchés. Enfin l'intense sentiment national qui pousse les Japonais à considérer leur pays comme le centre du monde, développe en eux l'idée d'une sorte de mission providentielle ; les Nouveaux-Japons (*Chiun-Nihons*) qu'ils essaient ne sont, pour beaucoup d'entre eux, que les éléments et les points d'ossification d'un « plus grand Japon ».

Les Japonais dans le Pacifique. — Leur essor est remarquable au pourtour du Pacifique. Aux Hawaï, ils forment les deux tiers de la population ouvrière. Au Canada et aux Etats-Unis, malgré les émeutes californiennes et colombiennes en 1906-1907, ils continuent à être les heureux rivaux de la main-d'œuvre blanche. Dans l'Amérique latine, où les attirent l'élévation des salaires et l'absence d'un préjugé de couleur aussi prononcé que dans l'Amérique anglo-saxonne, ils multiplient leurs envois de produits et d'hommes. L'immigration japonaise est plus forte au Brésil que l'immigration allemande. La *Toyo Kisène Kaïcha* dessert tous les grands ports de l'Amérique australe.

Les victoires japonaises ont eu en Nouvelle-Zélande et en Australie un retentissement tel qu'on en est venu à y redouter sérieusement la rivalité économique des Japonais.

Dans les îles de la Sonde, les Japonais multiplient leurs agents commerciaux, et des hommes politiques tels que le député Takékochi, élève du comte Okouma, invitent sans ambages les Japonais à faire la conquête économique de Java.

Dans notre Indo-Chine, les craintes des colons ont surtout été vives après la publication du fameux rapport Kodama, vrai plan de débarquement des troupes japonaises en Indo-Chine. Mais, quels que soient les agissements de certains Japonais en Indo-Chine, ces craintes sont apparemment prématurées, sans fondement.

En Chine, l'essor japonais ne cesse de croître. Il y a, dans tous les grands centres chinois, des colonies japonaises, dont quelques-unes considérables. Celle d'Hankéou, qu'a visitée de près M. Labroue, a un air plus somptueux que la capitale du Japon, Tokio elle-même. Les bateaux de guerre et de commerce se rencontrent le long des côtes et sur les fleuves chinois. Les produits japonais se trouvent partout en Chine, depuis les machines à décortiquer le coton jusqu'aux contrefaçons de boîtes de sardines françaises. Dans les universités, dans les ministères chinois, les Japonais exercent aussi une action appréciable.

Ainsi se réalise graduellement le rêve panasiatique de tant de Japonais. « Au milieu du xix^e siècle, avait écrit le comte Okouma, dans les steppes de l'Asie centrale le Japon combattrait contre l'Europe pour lui arracher l'empire du monde. »

Les Japonais dans le monde. — Le conférencier montre que l'expansion japonaise dépasse les bornes du Pacifique et s'étend au Siam, à l'Inde, à la Perse, à la Turquie. En Europe, l'action japonaise est protéiforme : visites officielles, missions, sociétés, bulletins, expositions, trente-cinq agents consulaires présidant à des échanges considérables, alliance anglo-japonaise, ententes franco-japonaise et russo-japonaise, relations étroites avec l'Autriche et l'Espagne ; tels sont quelques-uns des aspects de cette expansion. En Europe même, le Japon joue un rôle plus considérable que tel ou tel état européen.

En Corée. — Mais là où l'activité et l'ambition japonaise se révèlent avec le plus d'évidence, c'est dans les régions les plus immédiatement voisines du Japon, la Corée et la Mandchourie, à la visite desquelles le conférencier a consacré l'automne de 1908.

La Corée ou pays du *Matin Calme* ou *Pays Ermite* — car il est resté fermé jusqu'à la fin du *xix^e* siècle aux grands courants du dehors — est grand comme la moitié de la France et compte environ 10 millions d'habitants. M. Labroue décrit ce pays montagneux, aux plaines rares, au climat sec, aux nuits sereines, aux aurores triomphales. C'est dans ce cadre que sont venus s'amalgamer, en des temps qui nous échappent, les éléments chinois et tartare dont le mélange a donné naissance au peuple coréen.

Les hommes, au teint brun, aux yeux horizontaux, au système pileux rare ; les enfants malpropres, nus et obèses ; les jeunes gens vêtus de blanc et coiffés d'un bonnet tissé en crins ; les jeunes femmes, qui cachent pudiquement leur visage sous une longue cape, et dont on aperçoit le fard ; les ongles peints en rouge et les dents laquées noir, lorsqu'elles se rendent, en chaise à porteur, à quelque five o'clock coréen ; les Gueïdas coréennes, dont les robes de prix sont tissées « d'eau courante et de rosée du soir » : tels sont les éléments principaux de cette population, dont les qualités sont annihilées par une incurable apathie.

Quant aux institutions familiales, religieuses, politiques, la Corée les emprunte à la Chine ; mais le bouddhisme s'encombra de superstitions grossières, le roi fut souvent victime des coteries, et l'industrie demeurait rudimentaire.

La Corée et le Japon. — Comment le Royaume Ermite allait-il être tiré de son sommeil séculaire ? En trois étapes, courtes et violentes. Le Japon, réalisant son vieux rêve médiéval, s'implanta en Corée et même à Séoul, de 1876 à 1885, y installant agents officiels et colons. Puis, se retournant contre la Chine, il rompt le condominium sino-japonais de 1885, triomphe aisément des troupes chinoises et, en 1895, par le traité de Chimonoseki, oblige la Chine à abandonner toutes prétentions sur la Corée. La reine de Corée résistait à cette mainmise japonaise, mais elle mourut assassinée, au cours d'une nuit tragique.

Enfin, le Japon écarte la Russie, et après dix-neuf mois de guerre, le

traité de Portsmouth de septembre 1905 laisse au Japon les mains libres dans la péninsule.

En 1905, les Japonais imposaient leur protectorat et établissaient à Séoul un résident général, malgré les protestations du premier ministre et de l'empereur. En 1907, le prince Ito profitait de la tentative de certains Coréens de se faire admettre à la conférence de la Haye, pour faire abdiquer l'empereur et le remplacer par son fils. Enfin, en 1909, le Japon achève de mettre la main sur la justice et les finances coréennes. Le protectorat actuel équivaut à l'annexion.

Les Coréens, malgré leur apathie, ont résisté à cette confiscation. Refus de l'impôt ; guerre de guérillas menée par les wuipions ou patriotes coréens, repréailles des Japonais qui, trop souvent, exproprient des habitants ; presse coréenne des Betchll et des Yangkitak muselée ; vengeances privées, tantôt contre Stevens, tantôt contre le prince Ito ; telles sont les formes principales de la lutte qui se poursuit en Corée, parallèlement à l'œuvre de galvanisation économique entreprise par les Japonais, pour mieux drainer à eux les ressources de cette Egypte asiatique et rendre plus profonde leur emprise sur ce pays (chemins de fer, réorganisation financière, développement de l'instruction technique, exploitation des mines et des bois, essor du commerce extérieur, qui, en 1908, s'est élevé à 142 millions de francs). On peut croire qu'avec le temps, grâce à l'assimilation progressive des opprimés par les oppresseurs, les rancunes des Coréens s'apaiseront graduellement, pour leur permettre de jouir sans arrière-pensée des avantages de la civilisation que le Japon leur a imposée.

Les Japonais en Mandchourie. — A la faveur de la situation privilégiée que lui a faite le traité de Portsmouth, en lui concédant le Liaotoung, avec Port-Arthur (Louchoune) et Dalni (Dairène), ainsi que l'administration du sud-mandchourien, à partir de Kaouantchengtzé, le Japon poursuit en Mandchourie une véritable œuvre de conquête en pleine paix, et paraît la mener à bonne fin : les nouvelles concessions que lui a consenties la Chine en août-septembre 1909 en sont la preuve.

M. Labroue rapporte, à ce sujet, diverses anecdotes significatives de la vigilance des agents d'information japonais, de la lenteur des postes japonaises, de l'habileté dont témoignent les Japonais pour entrer dans la connaissance des hommes et du pays et s'y ménager des attaches, de la pénétration militaire des Nippons dans la Mandchourie.

C'est surtout par la mainmise sur les chemins de fer que les Japonais veulent assurer leur domination en Mandchourie, soit en transformant et multipliant les lignes qu'ils y possèdent, soit en empêchant la Chine d'en construire à son gré.

La voie ferrée d'Antoung. — M. Labroue a étudié sur place la voie ferrée stratégique construite, pendant la guerre, entre Antoung et Moukden, cédée au Japon en 1905, et qui doit faire retour à la Chine en 1923. A côté de la ville chinoise se dresse la ville japonaise d'Antoung avec ses pousse-pousse, ses maisons de thé, ses hôtels japonais

aux jardins miniature, ses fumeries d'opium à l'usage des Chinois. A la gare d'Antoung se trouvaient des soldats chinois, bons enfants, joyeux et rieurs, mais surtout des officiers et soldats japonais, des ingénieurs japonais et des Japonaises.

Ce chemin de fer est un vrai Decauville ; les wagons, des cabanons ; et les déraillements sont fréquents ; on fait alors descendre à terre les voyageurs ; d'un coup d'épaule quatre Chinois remettent le wagon sur rails, et l'on repart bien sagement. Pour parcourir 300 kilomètres on met trente-six heures, les haltes sont prolongées, et l'on s'arrête pendant la nuit, pour coucher dans une auberge japonaise.

Ce qui retient le plus l'attention, c'est l'admirable fertilité du pays : champs de millet courbant leurs têtes rousses chargées de grains, vastes nappes immaculées de fleurs de sarrasin, hautes tiges de maïs, interminables champs de sorgho, dont les myriades de têtes rougeâtres, pareilles à des plumets de grenadiers, jettent sur la vallée un immense manteau de pourpre.

Au spectacle de tant de richesses, on comprend l'estime des Japonais pour cette Terre Promise. De là l'élargissement de cette ligne et son amélioration. Bientôt, les troupes japonaises de Corée ne seront plus qu'à six heures de Moukden, un viaduc enjambrera le Talou ; Fousane, concurrent de Vladivostock, sera le terminus de la voie transasiatique, et le voyageur, endormi en emportant dans son rêve la vision des steppes de la Mandchourie du Nord, se réveillera le lendemain au seuil des mers jaunes.

Par contre la Chine voulait, à l'ouest de Moukden, prolonger le I. R. N. C. (Imperial Railways North China) d'Hésinuminutoune à Fakoumène. Les Japonais le lui ont interdit.

C'est dans le Liatoung, qui est proprement japonais, que se trouve le terminus du S. M. R. (South Manchuria Railway). Dairène donne sur une mer constamment libre de glaces, dans le voisinage des ports du Japon, de Corée et du Chantoung, de Tientsin et de Shanghai à qui le relie un service postal régulier, qui met Shanghai à dix-sept jours de l'Europe. Les Japonais y ont hérité des Russes d'une belle ville : « ils se sont mis dans le lit en changeant seulement les draps » ; en 1904, on y comptait 350 Japonais ; il y en a aujourd'hui 20.000. Là sont les grands ateliers du S. M. R. Le port est l'objet de travaux considérables (docks, jetées). Les Japonais veulent en faire le grand emporium des mers jaunes.

Luchoune (Port-Arthur) est la sentinelle militaire, comme Dairène est la sentinelle économique. De la longue et émouvante visite que fit M. Labroue sur le théâtre du siège fameux qui dura trois cent-vingt-neuf jours, le conférencier retient surtout les deux points suivants. D'une part, son ascension, en compagnie d'un officier japonais, à la colline de 203 mètres, colline rocheuse, tachetée de plaques de gazon roussi, labourée de débris d'obus et de balles, surmontée d'un modeste piédestal qui supporte un obus debout. A voir la raideur des pentes,

on demeure confondu à l'idée que les Japonais aient seulement conçu l'ambition de prendre cette hauteur. Et pourtant le général Nogui et ses troupes osèrent !

D'autre part, le musée du siège comprend des salles réservées aux souvenirs japonais (postes télégraphiques, dont les Japonais firent un merveilleux usage, grenades, modèles de mine, cuirasses, abris mouvants, etc.), et salles réservées aux souvenirs russes (photographies des généraux vaincus, cage où Stassel élevait des canaris, souliers de satin et fard des dames russes de Port-Arthur, etc.). Pas d'inscriptions, pas de commentaires. Les choses parlent d'elles-mêmes, et surtout le choix systématique qu'en ont fait les Japonais.

Conclusion. — Il n'est pas superflu qu'en Occident notre attention soit tenue en éveil sur l'essor d'un pays avec lequel nous lient des traités et dont la colonie de Formose n'est qu'à trois jours de l'Indo-Chine.

Sans doute cet impérialisme comporte une lourde rançon qui se traduit surtout par un accroissement d'impôts.

Mais on ne saurait méconnaître l'esprit de décision et de discipline qui préside à cette œuvre, les ressources matérielles et morales de ce peuple, la réalité de sa puissance militaire et économique, son domaine colonial, ses sympathies asiatiques. Le Japon impérialiste est une des plus fortes puissances du monde. « Pour être nouveau venu dans le ciel de la politique internationale, il n'en a pas moins prouvé que l'astre du Soleil Levant n'est pas de ceux dont on fait des satellites. »

Allocution du président. — Cette conférence, souvent interrompue par les applaudissements des spectateurs, illustrée par de fort belles projections photographiques, a obtenu un réel succès. Avant de lever la séance, le président, M. le général Lebon, s'est fait l'interprète du sentiment unanime pour remercier le jeune et déjà savant professeur qui justifie pleinement l'estime dont il jouit à Bordeaux comme à Paris. Il l'a félicité, en particulier, d'avoir traité son sujet si important avec un tact qui n'exclut pas la franchise et une sincère loyauté. Comme les peuples qui ont « une histoire », l'empire du Soleil Levant, par ses victoires et ses succès économiques, excite autant l'envie que l'admiration. Les libres esprits que nourrit la terre de France ne sauraient dénier aux émules que rencontre partout en Extrême-Orient et ailleurs l'expansion civilisatrice de l'Europe la liberté d'agir et de travailler pour la grandeur de leur propre pays, dans les limites que tracent, non la force qui prime le droit, mais le respect de la justice et le bien de l'humanité.

ETHIOPIE

Entrée du nouveau souverain à Addis-Abeba.*(14 avril 1910.)*

Le dejiac Abate, accompagné de ses troupes, a fait hier son entrée solennelle à Addis-Abeba.

La cérémonie était présidée par Lidj Yassou, portant les insignes de Négous; tous les représentants étrangers y assistaient officiellement. On attribue une grande importance à cette manifestation; on y voit une sanction officielle du nouveau régime.

La tranquillité la plus complète règne dans tout l'empire, sauf dans les provinces du Nord. Jusqu'à présent, on ne signale aucun conflit entre les partisans du nouveau régime et ceux qui sont liés par leurs intérêts personnels à l'ancien régime. Il faut cependant envisager l'éventualité de complications possibles entre les ras Ollié et Micael.

VÉNÉZUÉLA**L'élection présidentielle.***(Avril 1910.)*

Le général Juan Vicente Gomez est élu président constitutionnel du Venezuela pour une période de six années.

Le général Gomez était vice-président de la République lors de la réaction qui renversa et bannit le président Castro. Il avait assumé provisoirement le pouvoir depuis lors.

Une nouvelle Constitution fut votée et le président provisoire entreprit de rétablir les rapports officiels avec plusieurs puissances, rompus à la suite des procédés peu diplomatiques du général Castro. Les négociations engagées par le docteur Paul, envoyé spécial en Europe, ne furent pas approuvées par le Congrès. Cet agent fut rappelé et remplacé par M. Carlos Grisanti. Les nouvelles négociations n'ont été poursuivies que mollement, en raison du caractère provisoire du gouvernement du général Gomez; mais à présent que celui-ci est élu, les pourparlers de M. Grisanti pour la conclusion du protocole avec la France rétablissant les relations diplomatiques et réglant les réclamations

françaises, vont être repris, espère-t-on. plus activement et plus efficacement.

A la suite de l'élection du général Gomez une amnistie politique est accordée à tous les prisonniers politiques.

NOUVELLE ZÉLANDE

Le nouveau Gouverneur.

(Avril 1910.)

Le roi a approuvé la nomination de sir John Dickson Poynder au poste de gouverneur de la Nouvelle-Zélande, en remplacement de lord Plunket, auquel le roi a conféré le titre de grand'croix de l'ordre des Saints-Michel-et-George, à l'occasion de sa retraite.

Le nouveau gouverneur de la Nouvelle-Zélande était membre du Parlement conservateur et représentait la division du Chippenham dans le Wiltshire.

Il se joignit au parti libéral en 1905 et ne posa pas sa candidature aux élections générales de cette année.

Il a fait ses études à Harrow et Christchurch à Oxford, et a d'abord été lieutenant au 3^e bataillon royal écossais.

Il a combattu dans l'Afrique du Sud. Sir John est dans sa quarante-quatrième année.

Le Propriétaire-Gérant : LEQUEUX-LECAT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

50^e Année

N^o 6

Juin 1910

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — FRANCE

Convention téléphonique du 8 juillet 1908.

(Echange de notes fixant l'application de la convention au 15 juin 1910.) (1)

Aux termes de notes échangées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Allemagne, et conformément à l'article 14 de la convention signée à Paris, le 8 juillet 1908, par la France et l'Allemagne, pour régler le service de la correspondance téléphonique entre les deux pays, il a été convenu de fixer au 15 juin 1910 l'application des dispositions de ladite convention, ainsi que de celles de l'arrangement et du règlement de service qui s'y rapportent.

(1) Voir le texte de la convention et du décret d'application : *Arch. Dipl.* 1910, n^o 5, page 166.

ALLEMAGNE — PORTUGAL

Traité de commerce et de navigation.

(Conclu à Porto, le 30 novembre 1908. — Echange des ratifications à Berlin,
le 21 mai 1910.)

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre l'Allemagne et le Portugal, ont résolu de conclure, à cet effet, un traité de commerce et de navigation entre les deux pays et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

le Comte Christian de Tattenbach, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire d'Allemagne à Lisbonne, etc., etc.

et

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

le Conseiller Wenceslau de Sousa Pereira de Lima, Ministre et Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, Pair du Royaume, etc., etc.

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Il y aura entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets des deux Parties contractantes. Ils ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux. Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce et d'industrie, les sujets de l'une des Parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

ARTICLE II.

Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre Partie, de tout service personnel dans l'armée, la marine et la milice nationale, de toutes charges de guerre, emprunts forcés, réquisitions et contributions militaires, de quelque espèce que ce soit. Leurs propriétés ne pourront être séquestrées, ni leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets être retenus pour un usage public

quelconque, sans qu'il leur soit accordé préalablement un dédommagement à concerter entre les parties intéressées sur des bases justes et équitables.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que l'obligation du logement militaire et d'autres réquisitions ou prestations spéciales pour la force militaire, auxquelles les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée sont soumis comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

ARTICLE III.

Les sujets de chacune des Parties contractantes qui ont ou auront à toucher des héritages dans les territoires de l'autre ou qui en feront sortir leurs biens ou effets quelconques ne payeront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

ARTICLE IV.

Le Portugal et l'Allemagne se garantissent réciproquement qu'aucun autre pays ne jouira à l'avenir d'un traitement plus avantageux en ce qui concerne l'importation, les droits d'importation, l'exportation, les droits d'exportation, la réexportation, les droits de réexportation, l'expédition douanière, le dépôt, le transbordement des marchandises, les drawbacks, l'exercice du commerce et la navigation en général.

Dans l'application du traitement de la nation la plus favorisée par rapport à la navigation, l'Allemagne n'invoquera pas le traité conclu entre le Portugal et la République de l'Afrique du Sud du 11 décembre 1875, en tant que ce traité a été maintenu par le *modus vivendi* convenu entre le High Commissioner for South Africa et le Gouverneur de la Province de Mozambique le 18 décembre 1901, ou tout autre acte qui puisse le remplacer.

ARTICLE V.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne payeront en Portugal, lorsqu'ils seront importés directement, les droits du tarif douanier Portugais actuellement en vigueur, dont la nomenclature et les droits seront consolidés pour toute la durée du présent traité, à l'exception des articles énumérés dans le tableau A, annexé à ce traité.

ARTICLE VI.

L'importation directe dont il est question dans l'article précédent consiste, en ce qui concerne le commerce maritime, dans l'embarquement des marchandises dans un port de l'une des Parties contractantes, et dans leur débarquement, durant le même voyage, dans un port de l'autre Partie contractante, quelle que soit la nationalité du navire, et

bien que celui-ci fasse escale ou relâche dans un ou plusieurs ports d'une tierce puissance. Elle est démontrée par le manifeste et les connaissements. En ce qui concerne le commerce terrestre, sera censée directe l'importation qui s'effectuera en transit par les voies ferrées.

ARTICLE VII.

Il est assimilé à l'importation directe l'importation sous connaissement direct (*through bill of lading*), quand bien même les marchandises spécifiées sur ledit connaissement auraient été transbordées ou déposées dans des entrepôts d'une tierce puissance. Toutefois, les marchandises allemandes provenant des ports de Belgique et des Pays-Bas et les marchandises exportées par les ports allemands, mais provenant de pays auxquels est accordé en Portugal, à la date de l'exportation, le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée, jouiront en Portugal des avantages de l'importation directe, indépendamment dudit connaissement.

Le même traitement sera appliqué aux marchandises portugaises importées en Allemagne par les ports de Belgique et des Pays-Bas.

Dans les cas prévus par cet article, il sera exigé le certificat d'origine.

Les colis postaux provenant de l'un des deux pays jouiront dans l'autre des avantages de l'importation directe.

ARTICLE VIII.

Sauf les dispositions de l'article VII, des certificats d'origine ne pourront être exigés que pour des marchandises pour lesquelles existent dans le pays d'importation des droits différentiels selon leur origine.

Ces documents doivent être délivrés par l'autorité consulaire ou locale établie dans le pays où la marchandise a été produite ou fabriquée.

Les certificats devront être expédiés en Portugal en langue portugaise et française, et en Allemagne en langue allemande et française.

ARTICLE IX.

Les marchandises de toute nature originaires du territoire de l'une des deux Parties et importées sur le territoire de l'autre Partie ne pourront être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation, perçus pour le compte de l'Etat ou des communes, supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de la production nationale.

ARTICLE X.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires, ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit.

ARTICLE XI.

Il est assuré en Allemagne aux produits des colonies portugaises, réexportés par la métropole, le même traitement qui leur serait appliqué dans les cas où ils seraient originaires du Portugal ou des îles adjacentes.

Ils ne seront passibles d'aucune surtaxe d'entrepôt ou traitement désavantageux vis-à-vis des produits similaires importés directement en Allemagne des colonies portugaises ou de toutes autres colonies ou pays extra-européens.

ARTICLE XII.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans les mêmes conditions, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1. Pour les provisions et munitions de guerre dans des circonstances extraordinaires ;
2. Pour des raisons de sûreté publique ;
3. Par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies ou les insectes et parasites nuisibles ;
4. En vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises indigènes similaires de la production nationale.

ARTICLE XIII.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Portugal par des commis voyageurs allemands, ou en Allemagne par des commis voyageurs portugais, jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités des douanes nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée. Ces formalités seront réglées d'un commun accord entre les Parties contractantes.

ARTICLE XIV.

Les fabricants et les marchands portugais, ainsi que leurs commis voyageurs, dûment patentés en Portugal dans l'une de ces qualités, voyageant en Allemagne, pourront, sans être assujettis à un impôt des patentes, y faire des achats pour les besoins de leur industrie, et

recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises. Il y aura réciprocité en Portugal pour les fabricants ou les marchands allemands et leurs commis voyageurs.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

ARTICLE XV.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance de toute espèce, légalement établies sur le territoire de l'une des Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre, reconnues comme ayant l'existence légale et elles y seront admises à ester en justice et à exercer leur industrie, pourvu qu'elles se conforment aux lois et règlements qui y seront en vigueur.

ARTICLE XVI.

Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Portugal et les navires portugais et leurs cargaisons seront traités en Allemagne absolument sur le pied de la nation la plus favorisée, quel que soit le point de départ des navires et leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons et leur destination.

Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou analogue qui, quelle que soit sa dénomination, ne serait également et sous les mêmes conditions, applicable aux navires de la nation la plus favorisée et à leurs cargaisons, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays sur les navires de l'autre et leurs cargaisons. En tout ce qui concerne le placement, le chargement et le déchargement dans les ports, bassins, docks, rades ou rivières de l'un des deux pays, les navires de l'autre et leurs cargaisons jouiront des mêmes avantages que les navires appartenant à la nation la plus favorisée et leurs cargaisons.

ARTICLE XVII.

La navigation de côte ou de cabotage n'est pas comprise dans les stipulations du présent traité.

Continue à être réservée au drapeau national la navigation de côte ou de cabotage, comprenant dans celle-ci, par rapport au Portugal, outre le trafic entre les ports du même littoral, soit dans le continent européen, soit dans les îles adjacentes ou dans les provinces d'outremer, le trafic maritime :

- a) entre le continent du Royaume et les îles des Açores et Madère ;
- b) entre le continent du Royaume ou les îles susmentionnées et les possessions portugaises d'outremer à l'ouest du Cap de Bonne Espérance ;

c) entre les ports des susdites îles et possessions.

Toutefois les bâtimens portugais en Allemagne et les bâtimens allemands en Portugal pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même pays qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour compléter leur chargement de retour.

ARTICLE XVIII.

Les marchandises importées dans les ports des deux Parties contractantes par des navires de l'une ou de l'autre pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujetties à des droits d'importation ou à des taxes de magasinage, de surveillance ou d'autres services douaniers plus forts que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises importées par des navires de la nation la plus favorisée.

ARTICLE XIX.

Les dispositions des articles IV et V ne s'appliquent pas :

1. aux faveurs que le Portugal a accordées ou accordera, à titre exclusif, au Brésil,
2. aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local en dedans d'une zone frontière, correspondant au district frontière de chacun des deux Pays, mais qui ne dépassera pas quinze kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière,
3. aux obligations imposées à l'une des deux Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être à l'avenir.

ARTICLE XX.

Chacune des Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce des consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos. Toutefois, cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Parties contractantes, sans qu'elle le soit également à toutes les autres Puissances.

Lesdits agents consulaires, de quelque classe qu'ils soient, et dûment nommés par leurs gouvernemens respectifs, dès qu'ils auront obtenu l'exéquat du gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

ARTICLE XXI.

Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement de déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges ou officiers compétents et réclameront par écrit ces déserteurs, en prouvant par la communication des registres des navires, ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que de tels individus ont fait partie desdits équipages, et, cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls, ou agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois que, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Il est également entendu que les déserteurs, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

ARTICLE XXII.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Etats respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Toutefois, les consuls ou agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires échoués ou naufragés à la côte. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

ARTICLE XXIII.

Le présent traité sera exécutoire, pour ce qui concerne le Portugal, dans la métropole et aux îles adjacentes : Madère, Porto Santo et Azores. Il s'appliquera également aux pays ou territoires unis, actuellement ou à l'avenir, par une union douanière à l'une des Parties contractantes.

ARTICLE XXIV.

S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs conventionnels ou sur l'application, en fait, en ce qui concerne les tarifs conventionnels, de la clause assurant aux deux Parties contractantes le traitement de la nation la plus favorisée, le litige, si l'une des Parties en fait la demande, sera réglé par la voie de l'arbitrage.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties nommera comme arbitre, parmi ses nationaux, une personne compétente, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre, ressortissant d'un tiers Etat ami.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de tiers arbitre.

Le cas échéant et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent traité que celles prévues à l'alinéa 1^{er}.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa 1^{er}, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le pays de la Partie contractante défenderesse ; au second cas, dans le pays de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement dans chacun des deux pays. Celle des Parties sur le territoire de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège ; elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le tiers arbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émises de ce dernier, les

autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

ARTICLE XXV.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin.

Il entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de deux semaines après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant huit années suivantes. Les Parties contractantes se réservent toutefois le droit de dénoncer ce traité douze mois avant l'échéance de la cinquième année, de sorte qu'il cessera d'être valable après l'expiration de la cinquième année. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre douze mois avant l'échéance de la huitième année l'intention de faire cesser les effets de ce traité, il restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé ce traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Porto, en double exemplaire, le trente novembre mil neuf cent huit.

(L. S.) Comte de TATTENBACH.

(L. S.) WENCESLAU DE LIMA.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce, de douane et de navigation, conclu en date de ce jour entre l'Allemagne et le Portugal, les soussignés sont convenus de ce suit :

AUX ARTICLES IV ET V.

I. Il est entendu que la prescription du dernier alinéa de l'article 5 du règlement du commerce maritime pour l'exécution du traité du 27 mars 1893 entre le Portugal et l'Espagne, n'est pas comprise dans le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé dans l'article IV du présent traité de commerce et de navigation.

Il est entendu que le Portugal fera profiter l'importation allemande

de tout abaissement des droits d'entrée qu'il aura accordé ou qu'il accordera à une tierce Puissance.

2. En cas qu'une des Parties contractantes modifierait le système de perception des impôts douaniers, par rapport à l'espèce de monnaie, l'autre Partie contractante aura le droit de dénoncer, sans tenir compte des dispositions de l'article XXV, le présent traité de sorte qu'il cessera d'être valable six mois après que la dénonciation aura été notifiée à la première Partie contractante.

3. Il est entendu, que les vins de Porto et de Madère seront soumis en Allemagne au même traitement douanier qui est accordé dans ce pays aux vins dits Marsala, à la condition que ces vins soient originaires des respectives régions portugaises du Douro et de l'île de Madère et embarqués par les ports du Porto et de Funchal avec des certificats d'origine et de pureté délivrés par les autorités compétentes portugaises. Sous la même condition, il est convenu que les vins de Porto et de Madère obtiendront en Allemagne n'importe quelles faveurs qui puissent être accordées à l'avenir aux vins dits de Xerez et de Malaga.

4. Pour empêcher dans le commerce intérieur de l'Empire allemand la mise en vente, sous la désignation de Porto ou de Madère, des vins qui ne soient pas originaires des respectives régions portugaises du Douro et de l'île de Madère et embarqués par les ports du Porto et de Funchal avec des certificats d'origine et de pureté délivrés par les autorités compétentes portugaises, les noms de Porto (Oporto, Portwein ou combinaisons similaires) et de Madère (Madeira, Madeirawein ou combinaisons similaires) sont reconnus, en ce qui concerne le commerce intérieur de l'Allemagne, comme désignations d'origine au sens strict, pour les vins indiqués ci-dessus et produits dans les respectives régions portugaises du Douro et de l'île de Madère. En conséquence, dans le commerce intérieur de l'Empire la mise en vente, sous les désignations de Porto (Oporto, Portwein ou combinaisons similaires) et de Madère (Madeira, Madeirawein ou combinaisons similaires), de vins qui ne soient pas originaires des respectives régions portugaises est considérée comme contravention et poursuivie conformément à la législation allemande.

5. Il est convenu que le Gouvernement allemand accordera pour l'entrée des vins et des huiles d'olive portugais par les douanes allemandes, le même traitement et les mêmes facilités garantis aux vins et aux huiles d'olive italiens par le Traité Additionnel entre l'Empire d'Allemagne et le Royaume d'Italie, du 3 décembre 1904, et aux vins d'Autriche-Hongrie par le Traité Additionnel, entre ce pays et l'Allemagne, du 25 janvier 1905.

6. Le Gouvernement Portugais s'engage à ne pas soumettre les sucres de betterave à un traitement autre que celui accordé aux sucres de canne.

A L'ARTICLE V.

Le Gouvernement Portugais se réserve le droit de modifier la rédaction et les droits concernant les articles du tarif portugais énumérés dans le Tableau A, annexé à ce traité, dans les limites y indiquées.

En outre, le Gouvernement Portugais s'engage à mettre en vigueur les réductions indiquées au Tableau B, annexé à ce traité, au même temps où les augmentations des droits sur un ou sur tous les articles mentionnés dans le Tableau A entreront en force. Une fois mises en vigueur, ces réductions resteront obligatoires pour toute la durée du présent traité.

A L'ARTICLE XI.

La disposition de l'article XI, concernant la réexportation des produits des colonies portugaises, n'engagera le Gouvernement Allemand que pour autant que le commerce allemand ne sera pas soumis dans les colonies portugaises à un régime moins favorable que celui de toute autre nation.

A L'ARTICLE XV.

Il est entendu que les dispositions de l'article XV n'entravent en rien le droit des deux Parties contractantes d'exiger par la voie de la législation intérieure l'autorisation préalable du Gouvernement local pour l'établissement de succursales ou agences de compagnies ou sociétés étrangères qui ont pour but exclusif ou simultané l'exercice d'opérations de banque ou d'assurances.

A L'ARTICLE XIX.

Le Gouvernement Allemand n'invoquera pas la clause de la nation la plus favorisée pour réclamer les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par le Portugal à l'Espagne et au Brésil pour faciliter son commerce avec ces deux pays.

Le présent Protocole final sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties Contractantes par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte et dont il fera partie intégrante.

En foi de quoi les Plénipotentiaires y ont apposé leurs signatures.

Fait en double exemplaire, à Porto, le trente novembre mil neuf centhuit.

Comte DE TATTENBACH.
WINCESLAU DE LIMA.

TABLEAU A

Articles du tarif portugais de 1892 dont on pourra modifier les taxes et la rédaction. (1)

Classe II.

MATIÈRES PREMIÈRES.

Animales.

20 et 21 (2). Laine cardée ou peignée, non teinte, en mèches ou préparation, pesant jusqu'à 9 grammes par 10 mètres, 120 réis le kilog.

20 et 21. Laine cardée ou peignée, non teinte, en mèches ou préparation, pesant plus de 9 grammes par 10 mètres, 30 réis le kilog.

22 et 23. Laine cardée ou peignée, teinte, en mèches ou préparation, pesant jusqu'à 9 grammes par 10 mètres, 190 réis le kilog.

22 et 23. Laine cardée ou peignée, teinte, en mèches, ou préparation, pesant plus de 9 grammes par 10 mètres, 100 réis le kilog.

33. *Remarque* : Rentreront dans cet article les peaux avec le poil tondu.

35. Peaux corroyées, non spécialement dénommées, en poils et même taillées pour des ouvrages, 1.200 réis le kilog.

36. Peaux d'agneau et de chevreuil, sans distinction de couleur ou d'apprêtage, pour la ganterie, 1.000 réis le kilog.

Végétales.

75. Huiles volatiles de térébentine, 10 réis le kilog.

Minérales.

85, ex 86. Ciment et plâtre calciné, chaux hydraulique, 5 réis le kilog.

91. Pierres précieuses, 120 réis le gramme.

Produits chimiques.

148. Minium, 15 réis le kilog.

(1) Quand la taxe n'est pas indiquée, c'est que reste celle de 1892.

(2) Les numéros de ces articles sont ceux du tarif douanier de 1892.

Divers.

153. Couleurs et matières colorantes, non spécialement dénommés ni préparés (poids brut), 15 réis le kilog.

Classe III.

FILS, TISSUS, FEUTRES ET OUVRAGES RESPECTIFS

Laine.

168. Rubans et galons (y compris les tares à l'exception des boîtes de carte, de carton ou de bois), 1.600 réis le kilog.

171. Tissus, non spécialement dénommés, seulement préparés pour être imprimés ou teints, pesant par mètre carré jusqu'à 300 grammes, 2.000 réis le kilog.

172. Tissus, non spécialement dénommés, pesant par mètre carré jusqu'à 250 grammes, 3.000 réis le kilog.

174. Tissus non spécialement dénommés :

a) Pesant par mètre carré plus de 250 grammes jusqu'à 450 grammes, 2.650 réis le kilog.

b) Pesant par mètre carré plus de 450 grammes, et satins en laine, pesant par mètre carré jusqu'à 300 grammes, 2.300 réis le kilog.

Ex 176. a) Etoffes non feutrées en tricot ou mailles simples et articles en bonneterie de mailles simples, 2.000 réis le kilog.

Soie.

188. Tissus non spécialement dénommés, ayant toute la trame ou toute la chaîne en soie et ceux où la soie prédomine dans le dessin du tissu, pesant par mètre carré jusqu'à 250 grammes, 6.500 réis le kilog.

Coton.

Remarque : Le numérotage des fils suit le système anglais.

194. Fil simple, brut, n° 41 à 60, 220 réis le kilog.

195. Fil simple, brut, n° 61 à 100, 250 réis le kilog.

196. Fil simple, brut, n° 101 et au-dessus, 350 réis le kilog.

197. Fil simple, blanchi, n° 1 à 40, 230 réis le kilog.

198. Fil simple, blanchi, n° 41 à 60, 270 réis le kilog.

199. Fil simple, blanchi, n° 61 à 100, 300 réis le kilog.

201. Fil simple, teint ou imprimé, n° 1 à 40, 260 réis le kilog.

202. Fil simple, teint ou imprimé, n° 41 à 60, 300 réis le kilog.

205. Fil retordu, écru, n° 1 à 40, 300 réis le kilog.

206. Fil retordu, écru, n° 41 à 60, 500 réis le kilog.

209. Fil retordu, blanchi, n° 1 à 40, 400 réis le kilog.

110. Fil retordu, blanchi, n° 41 à 60, 550 réis le kilog.

213. Fil retordu, teint ou imprimé, n° 1 à 40, 430 réis le kilog.

214. Fil retordu, teint ou imprimé, n° 41 à 60, 580 réis le kilog.

Fil simple ou retordu, mercerisé. Les droits du fil respectif augmenté de 200 réis par kilogramme.

230. Rubans et galons (y compris les tares, à l'exception des boîtes de carte, de carton ou de bois), 1.600 réis le kilog.

Divers. Serge, satin ou gourgourine, écus, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 275 réis le kilog.

Remarque : Rentreront dans cet article les châles et les mouchoirs en pièces.

Divers. Crêpes unis, écus, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 300 réis le kilog.

Remarque : Voir la remarque précédente.

Divers. Tissus damassés, façonnés, satinés, croisés, sergés, à corps plein, écus, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 350 réis le kilog.

Remarque : Voir la remarque précédente.

Divers. Serge, satin et gourgourine, blanchis, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 315 réis le kilog.

Divers. Crêpes unis, blanchis, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 340 réis le kilog.

Divers. Tissus damassés, façonnés, satinés, croisés, sergés, à corps plein, blanchis, non apprêtés, pour être imprimés ou teints, 390 réis le kilog.

Remarque : Voir la remarque précédente.

Ex 235. Tissus à jour, écus ou blanchis, 1.200 réis le kilog.

Ex 254. Tissus à jour, teints ou imprimés, 1.800 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, écus, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés 12 kilogrammes et au-dessus, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré :

236. Jusqu'à 60 fils, 230 réis le kilog.

237. 61 fils et au-dessus, 270 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, écus, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés 9 kilogrammes et au-dessus, mais moins de 12 kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré :

238. Jusqu'à 60 fils, 235 réis le kilog.

239. 61 fils et au-dessus, 285 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, écrus, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés 7 kilogrammes et au-dessus mais moins de 9 kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré :

240. Jusqu'à 60 fils, 270 réis le kilog.

241. 61 fils et au-dessus, 320 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, écrus, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés 5 kilogrammes et au-dessus, mais moins de 7 kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré :

242. 60 fils ou moins, 300 réis le kilog.

243. 61 fils et au-dessus, 350 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, écrus, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés :

244. 5 kilogrammes et au-dessous, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 350 réis le kilog.

245. 5 kilogrammes et au-dessous, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 450 réis le kilog.

Tissus à corps plein, unis, blanchis, non spécialement dénommés, pesant par 100 mètres carrés :

246. 12 kilogrammes et au-dessus, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 270 réis le kilog.

247. 12 kilogrammes et au-dessus, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 310 réis le kilog.

248. 9 à 12 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 275 réis le kilog.

249. 9 à 12 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 325 réis le kilog.

250. 7 à 9 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 310 réis le kilog.

251. 7 à 9 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 360 réis le kilog.

251. 5 à 7 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 340 réis le kilog.

251. 5 à 7 (exclusivement) kilogrammes, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 390 réis le kilog.

251. 5 kilogrammes ou moins, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 60 fils et au-dessous, 400 réis le kilog.

251. 5 kilogrammes ou moins, la trame et la chaîne ayant par centimètre carré 61 fils et au-dessus, 500 réis le kilog.

252. Tissus à corps plein, unis, blanchis, apprêtés, tels que ceux teints d'aniline, les calandrés, les patentes, les bretagnes, etc. (y compris les tares), 500 réis le kilog.

253 et 255. Tissus non spécialement dénommés, écrus ou blanchis, 650 réis le kilog.

254 et 256. Tissus non spécialement dénommés, teints ou imprimés, pesant par mètre carré :

a) Moins de 165 grammes, 1.000 réis le kilog.

b) 165 jusqu'à 300 grammes, 800 réis le kilog.

Tissus en coton contenant des fils retors à l'exception du velours. Droit du tissu respectif augmenté de 10 %.

Tissus contenant des fils mercerisés ou tissus mercerisés en pièces non découpées. Droit du tissu respectif augmenté de 300 réis par kilog.

257. Tissus en ouvrages de cols et manchettes pour hommes (y compris les tares), 1.800 réis le kilog.

Lin et produits similaires.

275 et 276. Canevas et grosse toile, non spécialement dénommés, 200 réis le kilog.

290. Tissus en ouvrages de cols et manchettes pour hommes (y compris les tares), 1.800 réis le kilog.

Produits divers.

295. Caoutchouc et gutta-percha :

a) en tissus imperméables de soie, 2.500 réis le kilog.

b) en tissus élastiques de soie, 3.000 réis le kilog.

296. Caoutchouc et gutta-percha :

a) en tissus imperméables de laine, 1.500 réis le kilog.

b) en tissus élastiques de laine, 1.800 réis le kilog.

Ex 297. Caoutchouc et gutta-percha en tissus élastiques non spécialement dénommés, 1.200 réis le kilog.

299. Feutre en feuilles, teint ou imprimé, pesant par mètre carré :

a) jusqu'à 400 grammes, 2.000 réis le kilog.

b) 401 jusqu'à 1.500 grammes, 500 réis le kilog.

306. Passementerie de soie de tout genre et produits similaires en forme de passementerie, propres pour la garniture, pure ou mélangée, y compris les tares, à l'exception des boîtes de carte, de carton ou de bois, 6.000 réis le kilog.

305, 307 et 308. Passementerie d'autres textiles et produits similaires en forme de passementerie, propres pour la garniture, pure ou mélangée, y compris les tares, à l'exception des boîtes de carte, de carton ou de bois, 3.000 réis le kilog.

Classe IV.

SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

319. Bière, 1.000 réis le décalitre de liquide.
 Bière concentrée, 10.000 réis le décalitre de liquide.
 320. Vin en fûts ou en tous autres récipients excepté en bouteilles,
 4.000 réis le décalitre de liquide.
 320. Moût concentré, 40.000 réis le décalitre de liquide.
 321. Vin en bouteilles, 600 réis le litre.
 322. Vinaigre, 100 réis le litre.

Substances farinacées.

331. a) Riz dans sa balle ou séparé de celle-ci, 24 réis le kilog.
 b) Riz en grains simplement décortiqués, 30 réis le kilog.
 c) Riz poli, 40 réis le kilog.
 334. Céréales en pain, 20 réis le kilog.

Poissons.

349. Coquillage, mollusques et crustacées comestibles, aquatiques ou terrestres, 1.440 réis les 100 kilog.

Divers.

353. Huile d'olive (poids brut), 180 réis le kilog.
 357. Lait concentré (y compris les tares), 300 réis le kilog.
 358. Confitures de tout genre (tares comprises), 400 réis le kilog.
 362 et 363. Beurre, margarine, huile de margarine et autres graisses alimentaires, non spécialement dénommés, 400 réis le kilog.
 365. Œufs, 2.250 réis les 100 kilog.

Classe V.

APPAREILS, INSTRUMENTS, MACHINES ET OUTILS, ARMES,
VAISSEAUX ET VÉHICULES.*Appareils et instruments.*

Ex 371. Les machines pour la lithographie et la typographie seront tarifées comme « machines et appareils non spécialement dénommés ».

Les machines et appareils électriques non spécialement dénommés seront tarifées comme « appareils et machines de tout genre ».

372. Appareils et machines, complets, non spécialement dénommés, et pièces détachées non spécialement dénommées, appartenant à des machines et appareils tombant sous cette section (à l'exception des accumulateurs électriques complets et de leurs plaques), chaque appareil, chaque machine ou chaque pièce détachée pesant :

Jusqu'à 50 kilogrammes, 150 réis le kilog.

a) De 50 à 100 kilogrammes, 120 réis le kilog.

b) De 100 à 250 kilogrammes, 100 réis le kilog.

c) De 250 à 500 kilogrammes, 80 réis le kilog.

d) De 500 à 1.000 kilogrammes, 60 réis le kilog.

e) De 1.000 à 2.000 kilogrammes, 40 réis le kilog.

f) De 2.000 à 5.000 kilogrammes, 30 réis le kilog.

g) 5.000 kilogrammes et au-dessus, 20 réis le kilog.

Remarque : Rentreront dans ce numéro les dynamos électriques et similaires, les compteurs à gaz et à eau.

378. Courroies de transmission pour machines et courroies de transmission aux taquets chasse-navettes, 150 réis le kilog.

381. Générateurs de vapeur, caléfacteurs et appareils pour réchauffer l'eau des chaudières à vapeur ou à surchauffer la vapeur, 80 réis le kilog.

Ex 389. Pièces détachées pour pianos et appareils mécaniques pour la reproduction de morceaux de musique sur le piano ou sur l'orgue, 20 % *ad val.*

392. Machines à vapeur, à pétrole, à gaz, à air chaud, à alcool, turbines, et en général toutes les machines motrices complètes et leurs pièces détachées, chaque machine ou chaque pièce détachée pesant :

a) Jusqu'à 500 kilogrammes, 100 réis le kilog.

b) De 500 à 1.000 kilogrammes, 80 réis le kilog.

c) De 1.000 à 2.000 kilogrammes, 60 réis le kilog.

d) De 2.000 à 5.000 kilogrammes, 40 réis le kilog.

e) 5.000 kilogrammes et au-dessus, 30 réis le kilog.

Remarque : Ne rentreront dans ce numéro que le récepteur transmettant la force motrice en action et ses pièces détachées. Les chaudières à vapeur, les laveurs, les gazomètres, etc., devront être tarifés comme pièces détachées des machines auxquelles ils appartiendront.

396. Éléments électriques (piles), 300 réis le kilog.

402. Horloges non spécialement dénommées, 400 réis le kilog.

Navires et véhicules.

Voitures automobiles complètes pour 2 personnes, 120.000 réis la pièce.

Voitures automobiles complètes pour 4 personnes et plus, 150.000 réis la pièce.

Voitures automobiles pour la traction et le roulage, 100.000 réis la pièce.

Voitures automobiles incomplètes (trains de roues avec le moteur), 30.000 réis la pièce.

406. Bâtiments neufs ou en état de naviguer jusqu'à 300 tonneaux de jauge, 30 % *ad val.*

Remarque aux articles 406 à 408 : La franchise indiquée au numéro 408 sera accordée aux bâtiments à voile ou à vapeur de plus de 300 tonneaux de jauge.

410. *Remarque* : Rentreront dans ce numéro les voitures fermées à voyageurs pour tramways, avec des moteurs électriques faisant corps de voitures.

411. *Remarque* : Rentreront dans ce numéro les voitures ouvertes à voyageurs pour tramways, avec des moteurs électriques faisant corps de voitures.

Voitures à voyageurs pour tramways avec des moteurs électriques faisant corps des voitures, incomplètes (sans caisses de voitures et sans garnitures), 100.000 réis la pièce.

418. Véhicules :

a) Roues en bois avec ou sans cercles en fer, non recouvertes de caoutchouc ou d'autres matières similaires, 9.000 réis la paire.

b) Roues en bois pour véhicules avec ou sans cercles en fer, recouvertes de caoutchouc ou d'autres matières similaires, 16.000 réis la paire.

Ex 420. Vélocipèdes, non spécialement dénommés et pièces détachées de vélocipèdes de tout genre, 1.000 réis le kilog.

Armes.

421. Armes blanches complètes ou en pièces détachées (y compris leurs fourreaux et les tares), 500 réis le kilog.

Classe VI.

OUVRAGES DIVERS.

Matières animales.

432. Dépouilles et produits d'animaux, non spécialement dénommés, en ouvrages non spécialement dénommés, 50 réis le kilog.

Matières végétales.

440. *Remarque* : Rentreront dans ce numéro l'ébonite et la cellulose.

442. *a)* Caoutchouc et gutta-percha ouvrés, en fils et feuilles y comprises les feuilles en combinaison avec des tissus d'une épaisseur de plus d'un millimètre et propres à l'emploi industriel ainsi que les tuyaux armés de fil métallique ou de tissus, 25 réis le kilog.

b) Caoutchouc et gutta-percha en tuyaux non spécialement dénommés, 50 réis le kilo.

444 à 446. *a)* Bois, ouvré en meubles ou autres objets en bois massif (non teint, pas laqué, ni verni ni ciré, ni sculpté ni tourné), en bois courbé, non rembourré, ni recouvert, 600 réis le kilog.

d) Bois, ouvré en meubles ou autres objets en bois massif ou simplement plaqué, teint, laqué ou ciré, sculpté ou rembourré, non recouvert, 1.000 réis le kilog.

c) Bois, ouvré en meubles ou autres objets, enduit de laque de Chine, doré, avec des incrustations en bois fin, avec des cadres et ornements en métaux, poli, laqué ou non, rembourré et recouvert (excepté les couvertures, dans lesquelles entre la soie ou le cuir), 1.500 réis le kilog.

d) Bois, ouvré en meubles ou autres objets avec rembourrage, recouverts en soie ou en tissus brodés, même en coton, en velours, peluche, cuir et tous les meubles non spécialement dénommés, 2.000 réis le kilog.

Matières minérales.

Ex 456. Carreaux et pavés céramiques en terre commune et fine (faïence), 30 réis le kilog.

Ex 456. Carreaux en grès cuit, 15 réis le kilog.

457. *a)* Marbre, jaspe et albâtre, scié ou taillé, aplani, poli, encadré ou ouvré, 5.000 réis les 100 kilog.

b) Minerais : ouvrés, non spécialement dénommés ; carton d'amiante, 80 réis le kilog.

Métaux ouvrés.

468 et 469. Coutellerie en acier (tars comprises), 750 réis le kilog.

474. Cuivre pur, laiton et alliages similaires en robinets et clapets, complets ou non, ainsi que lampes en métaux ou alliages précités, complètes ou en pièces détachées, 800 réis le kilog.

477. Ouvrages d'étain :

a) simples, 200 réis le kilog.

b) peints ou enduits autrement, 400 réis le kilog.

478. Fer fondu ou coulé, en tuyaux, 30 réis le kilog.

479. Fer simple fondu ou acier coulé en ouvrages non spécialement dénommés, brut ou induit de simple préparation pour être peint, 80 réis le kilog.

114 et 488. Rails, rails mobiles pour aiguilles, croisements en fer ou acier, pour chemins de fer, 2 réis le kilog.

Divers. Fer forgé ou laminé, acier et fer coulé, malléable ou non, en verrous, gonds, serrures, targettes et crémones, 600 réis le kilog.

Divers. Pelles en fer et acier pour emploi industriel ou agricole, 500 réis le kilo.

Papier et Imprimés, etc.

498. Gravures et estampes d'une seule couleur, dessins de tout genre et musique, 300 réis le kilog.

499 et 500. Carte et carton, 30 réis le kilog.

501 et 502. Carte coupée pour cartes de visite de tout genre, pour photographies et usages analogues ainsi que tous les autres articles en carte ou en carton, à l'exception du cartonnage, 120 réis le kilog.

508 et 509. *Remarque* : Ne tomberont sous ces numéros que les livres, catalogues et brochures exclusivement imprimés en langue étrangère.

510 et 511. *Remarque* : Ne tomberont sous ces numéros que les livres, catalogues et brochures en langue portugaise ou avec quelques allégations ou indications en langue portugaise, vocabulaires, dictionnaires, guides linguistiques qui contiennent des mots ou phrases en langue portugaise.

Ex 514. a) Papier de teinture, avec des ornements en métaux ou en autres matières pour couvrir des murs d'appartement ou à d'autres emplois similaires, 200 réis le kilog.

Ouvrages divers.

Ex 530. Boutons non spécialement dénommés de tout genre, excepté ceux en métaux précieux ou en passementerie, importés en vrac, 2.250 réis le kilog.

536. Portefeuilles, porte-cigares, porte-monnaies, autres qu'en métaux précieux, 1.500 réis le kilog.

539. Chapeaux de paille et ses imitations, non garnis, 400 réis la pièce.

542. Chapeaux pour hommes, non spécialement dénommés, cloches et plateaux, 1.200 réis la pièce.

Ex 558. Fil métallique autre qu'en métaux précieux, recouvert en forme de passementerie, 5.000 réis le kilog.

TABLEAU B

Articles du tarif de 1892 auxquels sera donnée réduction.

Classe II.

MATIÈRES PREMIÈRES EMPLOYÉES DANS LES ARTS ET L'INDUSTRIE.

Matières végétales.

- 42. Douves, exemptes.
- 43. Coton brut en laine ou point séparé de sa capsule, 3 réis le kilog.
- 44. Cercles en bois pour tonnellerie, exempts.
- 45. Solives, soliveaux, perches et lattes, 30 réis la pièce.
- 46. Camphre raffiné, 150 réis le kilog.
- 47. Caoutchouc, gutta-percha, ébonite et compositions analogues, bruts ou préparés, 10 réis le kilog.
- 49. Ecorce à tan, 1 réis le kilog.
- Ex 50. Levure, excepté celle destinée à l'usage thérapeutique, 5 réis le kilog.
- 51. Cordages vieux à effiler, exempts.
- 52. Liège, brut, nettoyé ou préparé, exempt.
- 55. Fibres textiles similaires du lin, non spécialement dénommées, sérancées, 25 réis le kilog.
- 60. Bois brut, non spécialement dénommé, exempt.
- 61. Bois en feuilles pour ébénisterie, non spécialement dénommé, 2 réis le kilog.
- 66. Bois pour mâturation, exempt.
- 67. Matières filamenteuses végétales, incapables d'être sérancées, non spécialement dénommées, exemptes.
- 76. Huiles volatiles non spécialement dénommées, 500 réis le kilog.
- 81. Sucs et matières végétales non spécialement dénommés, bruts ou préparés, y compris brisures de riz, mais à l'exception des baies de sureau, 3 réis le kilog.

Remarque : Rentrera dans cet article la lie de vin séchée.

Minérales.

- Ex 86. Pouzzolane, 1 réis le kilog.
- Ex 159. Vaseline, 20 réis le kilog.

Métaux.

104. Antimoine métallique simple ou sulfuré, 2 réis le kilog.

107. Alliage de plomb et d'antimoine, 1 réis le kilog.

Remarque : Ne rentreront dans cet article que les alliages contenant au moins 10 % d'antimoine.

109. Cuivre, laiton, bronze et alliages similaires, en fil, 5 réis le kilog.

111. Etain fondu, brut ou en débris, 1 réis le kilog.

112. Etain laminé ou en fil, 20 réis le kilog.

113. Alliage d'étain pour soudure, 50 réis le kilog.

103, 114. Fer et acier, forgé ou laminé, brut, 1 réis le kilog.

115, 470. Fer et acier, forgé ou laminé, étamé, galvanisé, zingué ou recouvert de plomb, 3 réis le kilog.

116, 470. Fer et acier, forgé ou laminé, et étamé, galvanisé, zingué ou recouvert de plomb, imprimé ou peint, 30 réis le kilog.

470, 484. Fer et acier en barres avec des ornements laminés, 10 réis le kilog.

117, 102. Fer coulé, fer et acier en débris, fer manganésien, 5 réis le kilog.

118, 101. Fer et acier, en fil, simple, poli, galvanisé, zingué ou autrement préparé, 2 réis le kilog.

119. Mercure, 5 réis le kilog.

121. Or battu et laminé, en feuilles pour la dorure, 7.000 réis le kilog.

122. Or battu et laminé, non dénommé et en fil, 28.000 réis le kilog.

124. Argent battu et laminé, en feuilles pour l'argenture, 3.000 réis le kilog.

125. Argent battu et laminé, non dénommé et en fil, 1.200 réis le kilog.

127. Platine laminé ou en fil, 5.500 réis le kilog.

128. Zinc fondu, laminé, poli ou plané, brut ou en débris, et zinc en fil, 2 réis le kilog.

496. Zinc laminé, moulé, frappé, criblé, perforé ou non, 60 réis le kilog.

129. Métaux et alliages, non spécialement dénommés, bruts, laminés ou en fil, 2 réis le kilog.

Produits chimiques.

148. Acétate de plomb, 15 réis le kilog.

132. Acide azotique, 25 réis le kilog.

- 148. Acide borique, 10 réis le kilog.
- 148. Acide citrique, 80 réis le kilog.
- 148. Acide oxalique, 10 réis le kilog.
- 148. Acide phénique, cristallisé, blanc, 50 réis le kilog.
- 148. Acide phénique, liquide, noir, 10 réis le kilog.
- 148. Acide tartrique, 10 réis le kilog.
- 159. Antipyrine, 200 réis le kilog.
- 136. Azotate d'argent, 300 réis le kilog.
- 139. Brome, iode, phosphore, 10 réis le kilog.
- 140. Carbonate de potasse, non raffiné, 5 réis le kilog.
- 141. Carbonate de potasse, raffiné, 20 réis le kilog.
- 143. Carbonate de soude, cristallisé, 15 réis le kilog.
- 148. Chlorate de potasse, 20 réis le kilog.
- 144. Chlorure de chaux, exempt.
- 145. Chlorure de sodium, 5 réis le kilog.
- 148. Chlorure de mercure et oxydes de mercure, 200 réis le kilog.
- 148. Iodures de potassium et de sodium, 500 réis le kilog.
- 159. Iodoforme, 700 réis le kilog.
- 159. Morphine et sels de morphine, 3.000 réis le kilog.
- 148. Prussiates, 40 réis le kilog.
- 159. Santonine, 500 réis le kilog.
- 148. Salicylate et sous-nitrate de bismouth, 400 réis le kilog.
- 148. Silicaie de soude, 5 réis le kilog.
- 159. Strychnine et sels de strychnine, 1.000 réis le kilog.
- 148. Sulfate de baryte, 5 réis le kilog.
- 147. Sulfate de potasse, exempt.
- 147. Sulfate de cuivre, de fer et de soude ; azotate de cuivre, de fer et de soude ; acétate de cuivre, de fer et de soude, 5 réis le kilog.
- 148. Tous les autres produits chimiques non spécialement dénommés, 13 % *ad val.*

Divers.

- 149. Acides gras et glycérine, 50 réis le kilog.
- 151. Rognures, retailles et chiffons pour pâte à papier et pâte à papier de tout genre, exempts.
- 154. Extraits tinctoriaux de tout genre (poids brut), 2 réis le kilog.
- 157. Noir de fumée, noir animal et noir minéral (poids brut) 50 réis, le kilog.
- 159. Opium, 200 réis le kilog.
- 159. Pâte de tout genre (imitations de bois, de stuc, de cuir, etc.),

qui n'est pas renvoyée dans un autre article de ce tarif, 20 réis le kilog.

159. Substances pour la médecine et la parfumerie, non spécialement dénommées, 5 % *ad val.*

Classe III.

FILS, TISSUS, FEUTRES.

Laine.

161. Fil souple à broder, blanc, 600 réis le kilog.

162. Fil souple à broder, teint ou imprimé, 950 réis le kilog.

164. Fils imprimés, destinés à servir la chaîne pour la fabrication de tapis et roulés sur le lisseron, y compris le poids du lisseron, sur lequel ils sont enroulés, 150 réis le kilog.

175. Tissus ouvrés, non spécialement dénommés, double droit du tissu dont ils sont fabriqués.

Ex 176. Articles en tricot ou mailles non feutrés ayant des ornements et avec un système de fils rectilignes (trame et chaîne), 4.000 réis le kilog.

Soie.

181, 183. Châles et foulards de soie pure et ceux ayant toute la chaîne ou toute la trame en soie, 5.000 réis le kilog.

185. Peluches pures ou mélangées, pour chapeaux d'homme, 1.500 réis le kilog.

Ex 188. Tissus mélangés non spécialement dénommés, ayant toute la trame ou toute la chaîne en soie, et la soie prédominant dans le corps du tissu, pesant plus de 250 grammes par mètre carré, 4.500 réis le kilog.

Ex 189. Tissus mélangés non spécialement dénommés, ayant des fils de soie en quantité moindre que dans les espèces de l'article précédent. Droit du tissu sans soie, avec augmentation de 20 %.

Remarque. Les droits qui frapperont ces tissus, ne seront pas moindres que 3.000 réis, pour les tissus pesant moins de 250 grammes par mètre carré et ne seront pas moindres que 2.250 réis pour ceux, pesant 250 grammes et plus par mètre carré.

191. Tissus de soie purs ou mélangés, en ouvrages non spécialement dénommés. Double droit du tissu dont ils sont fabriqués.

Coton.

200. Fil simple, blanchi, n° 101 et au-dessus, 400 réis le kilog.

212. Fil retors, blanchi, n° 101 et au-dessus, 900 réis le kilog.

215. Fil retors, teint ou imprimé, n° 61 à 100, 780 réis le kilog.

216. Fil retors, teint ou imprimé, n° 101 et au-dessus, 930 réis le kilog.

Ex. 218. Futaines, couvertures et moleskines (peau de taupe) écruës ou blanchies, non contenant des déchets ou de bourre de soie, 600 réis le kilog.

Ex. 219. Futaines, couvertures et moleskines (peau de taupe) teintées ou imprimées, non contenant des déchets ou de bourre de soie, 800 réis le kilog.

235. Tapis de table, de pieds et d'escalier, 450 réis le kilog.

254, 256. Tissus, non spécialement dénommés, teints ou imprimés, pesant plus de 300 grammes par mètre carré, 600 réis le kilog.

258. Tissus en ouvrages non spécialement dénommés. Double droit du tissu dont ils sont fabriqués.

Lin.

287. Tissus veloutés, peluches et velours, 1.200 réis le kilog.

Produits divers.

Ex. 297. Caoutchouc et gutta-percha en tissus imperméables non spécialement dénommés, 600 réis le kilog.

Ex. 299. Feutre en feuilles, teint ou imprimé, pesant 1,500 grammes et plus par mètre carré, 100 réis le kilog.

Classe IV.

SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

346. Epices non spécialement dénommées, 100 réis le kilog.

355. Viande de bœuf, séchée avec ou sans sel, 50 réis le kilog.

364. Miel, 30 réis le kilog.

Classe V.

APPAREILS, INSTRUMENTS, MACHINES, ARMES ET VÉHICULES.

Machines et outils.

369. Appareils de cuivre pour la distillation dans le vide, 80 réis le kilog.

Ex 370. Accumulateurs électriques complets et leurs plaques, 10 réis le kilog.

371, 390. Appareils et machines pour la photographie, appareils pour la projection, lunettes, monocles et binocles (à l'exception de ceux en combinaison avec de métaux précieux) complets ou en pièces détachées; phonographes et les cylindres et plaques y appartenant, ou appareils similaires, 200 réis le kilog.

373. Moissonneuses, faucheuses, batteuses et machines agricoles destinées à être actionnées par la vapeur, ainsi que charrues à disques ou rondelles rotatifs (n'y étant compris le moteur de la machine importé séparément), 5 réis le kilog.

374. Caractères et ornements d'imprimerie, 40 réis le kilog.

457. Charbon préparé à l'usage électrique, 100 réis le kilog.

420 a. Vélocipèdes : motocycles, complets y compris le moteur, 25.000 réis la pièce.

577. Fouets et cravaches, 400 réis le kilog.

379. Cylindres pour l'imprimerie, gravés, 80 réis le kilog.

380. Cylindres pour l'imprimerie, non gravés, 20 réis le kilog.

Divers. Dents de séran, 500 réis le kilog.

382. Instruments et appareils de calcul, d'observation et de précision et tous les autres instruments et appareils exclusivement destinés à l'usage scientifique, non spécialement dénommés, complets ou en pièces détachées (y compris les étuis y appartenant), 500 réis le kilog.

383. Instruments et appareils de chirurgie, non spécialement dénommés, complets ou en pièces détachées (y compris les étuis y appartenant), ainsi que les meubles à l'usage de la chirurgie, 20 % *ad val.*

384. Instruments et appareils pour laboratoires de chimie à l'exception des articles de verre et de faïence, 20 réis le kilog.

386. Instruments, appareils et ustensiles pour les arts et métiers, l'agriculture et le jardinage, non spécialement dénommés, 20 réis le kilog.

Remarque : Rentreront dans ce numéro les machines à semer, les distributeurs des engrais et, en général, tous les instruments et appareils, à l'aide desquels on fait ou on seconde les manipulations manuelles.

394. Modèles d'appareils, d'instruments ou de machines, de véhicules, de constructions, de fonderie et d'arts plastiques, objets pour musées, modèles pour l'étude et pour collections scientifiques et œuvres d'art non spécialement dénommés, 5 réis le kilog.

398. Montres avec boîtier en or, 1.600 réis la pièce.

399. Montres avec boîtier de toute autre matière, 800 réis la pièce.

405. Toile à peindre et à dessiner (toile à calquer), 20 réis le kilog.

Classe VI.

MANUFACTURES DIVERSES.

En matières animales.

429. Fanons de baleine et imitations, préparés ou ouvrés, 600 réis le kilog.

430. Cheveux, ouvrés, 4.500 réis le kilog.

431. Crin, ouvré, 250 réis le kilog.

435. Ivoire et écaille, ouvrés, 5.500 réis le kilog.

436. Os, cornes et sabots, ouvrés, 4.500 réis le kilog.

437. Fourrures de peau, et ouvrages de fourrures pour habillement ou garniture, finies ou non, 6.500 réis le kilog.

438. a) Peaux et cuirs, ouvrés, y compris les ferrures et autres garnitures, 1.000 réis le kilog.

b) Bandages de cuir pour des roues d'automobiles ou d'autres véhicules, 150 réis le kilog.

En matières végétales.

Ex 440. Caoutchouc et gutta-percha en bandes protectrices et tuyaux pour automobiles et autres véhicules, 50 réis le kilog.

En matières minérales.

464. Verre commun, en façon de tablettes ou de douves, entières ou détachées ou renfermant de fil métallique, 30 réis le M. Q.

461. Verre en plaques polies, sans bordures, ni ornements, etc., sans tain, 2.000 réis le M. Q.

462. Verre en plaques polies, sans bordures, ni ornements, etc., avec tain, 2.600 réis le M. Q.

Ex 464. Verre en tuyaux d'un diamètre jusqu'à 0,15 mètre, 100 réis le kilog.

En métaux.

465. Fil d'acier, semi-rond, cannelé, pour armatures de parapluies et d'ombrelles, sans accessoires ni garnitures, 10 réis le kilog.

466. Fil d'acier, rond, pour armatures de parapluies et d'ombrelles, sans accessoires ni garnitures, 5 réis le kilog.

467. Fil laminé en ressorts de voitures ou de meubles, 200 réis le kilog.

Ex 476. Cuivre pur et alliages métalliques, non spécialement dénommés, en tuyaux de tout diamètre à des surfaces façonnées mais non ouvrés autrement, 50 réis le kilog.

470, 479. Fer fondu et acier fondu, en ouvrages non spécialement dénommés, brut ou enduit de simple préparation pour être peint ou verni, 80 réis le kilog.

Ex 481. Fer forgé ou laminé et acier en tuyaux sans écrous, ni manchons, ni bouts, ni autres ouvrages servant à les joindre, 2 réis le kilog.

470, ex 482. Fer forgé ou laminé et acier, étamé, galvanisé, zingué, recouvert de plomb ou d'une autre préparation, en tuyaux sans écrous ni manchons ni bouts, ni autres ouvrages servant à les joindre, 10 réis le kilog.

470, ex 483. Fer forgé ou laminé et acier en ancrs et bouées (coffres d'amarage).

Ex 483. Fer forgé ou laminé et acier en chaînes et câbles de toute sorte à l'usage des navires, de la pêche et de l'industrie.

Ex 484. Fer forgé ou laminé et acier en ouvrages non spécialement dénommés, brut, à l'exception des ustensiles de cuisine, 200 réis le kilog.

Remarque. Les ustensiles de cuisine en fer forgé ou laminé et en acier et les articles en fer émaillé resteront assujettis aux droits de 400 réis et 600 réis par kg., d'après les numéros 484 et 486 du tarif de 1892.

Ex 486. Fer forgé ou laminé et acier en ouvrages non spécialement dénommés, peints, polis ou tournés, dorés, argentés, vernis à l'exception des articles émaillés, 400 réis le kilog.

Remarque. Voir la remarque à l'article ex 484.

Ouvrages divers.

529. Boutons de porcelaine ou de verre, tares comprises, 400 réis le kilog.

Ex 577. Pipes et porte-cigares, et porte-cigarettes, 300 réis le kilog.

534. Chaussures, tout en caoutchouc, 300 réis le kilog.

551. Glaces et miroirs en plaques de verre non polies d'une surface inférieure à 1,200 centimètres carrés, y compris les cadres autres qu'en métaux précieux, 250 réis le kilog.

556. Etais avec articles pour la couture, la toilette et le bureau, excepté ceux qui contiennent des objets en métaux précieux, 20 % *ad val.*

Ex 557. Fils métalliques autres que d'or, d'argent ou de platine, recouverts de caoutchouc ou de gutta-percha, même avec interpositions de filaments de tout genre ou avec interposition de papier, 40 réis le kilog.

558. Fils métalliques et câbles, autres que de métaux précieux revêtus de filaments de tout genre, ou de tissus, rubans, papier ou d'autres matériaux, non dénommés spécialement, même recouverts d'enduit ou de couverture de quelque sorte qu'il soit :

a) Le fil métallique intérieur ayant une section de 12 millimètres carrés ou moins, 300 réis le kilog.

b) Le fil métallique intérieur ayant une section de plus de 12 millimètres carrés, 10 réis le kilog.

Ex. 577. Jeux de tout genre, excepté les billards et leurs accessoires, 400 réis le kilog.

571. Ouvrages en pâte de tout genre (imitation de bois, de stuc, de cuir, etc.), non dénommés ailleurs, 400 réis le kilog.

572. Toiles cirées pour tapis, 100 réis le kilog.

573. Toiles cirées non spécialement dénommées, 300 réis le kilog.

586. Bandes de peaux ou de toiles cirées pour chapeaux jusqu'à 8 centimètres de largeur, 120 réis le kilog.

Porto, le 30 novembre 1908.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par le traité de commerce et de navigation, conclu aujourd'hui entre l'Allemagne et le Portugal les hautes Parties contractantes se sont garanties l'une à l'autre le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée à l'exception des cas expressément convenus dans ledit traité.

Il est toutefois entendu qu'en cas que le Portugal accordera aux sucres provenant du Brésil des droits plus favorables qu'aux sucres provenant de l'Allemagne, l'Allemagne sans tenir compte des dispositions de l'article XXV dudit traité, se réserve le droit de dénoncer ce traité de sorte qu'il cessera d'être valable six mois après que la dénonciation aura été notifiée au Gouvernement Portugais.

Je saisis l'occasion, pour Vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Comte DE TATTENBACH.

A Son Excellence Monsieur Wenceslau de Lima, Ministre des Affaires Étrangères, etc., etc.

Porto, le 30 novembre 1908.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la note en date de ce jour Vous avez bien voulu m'informer que par le traité de commerce et de navigation, conclu aujourd'hui entre le Portugal et l'Allemagne les hautes parties contractantes se sont

garanties l'une à l'autre le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée à l'exception des cas expressément convenus dans ledit traité. Mais qu'il est toutefois entendu qu'en cas que le Portugal accordera aux sucres provenant du Brésil des droits plus favorables qu'aux sucres provenant de l'Allemagne, l'Allemagne sans tenir compte des dispositions de l'article XXV dudit traité, se réserve le droit de dénoncer ce traité de sorte qu'il cessera d'être valable six mois après que la dénonciation aura été notifiée au Gouvernement Portugais.

En prenant acte, au nom de mon Gouvernement, de ce qui précède, je saisis l'occasion, etc.

WENCESLAU DE LIMA.

A Son Excellence Monsieur le Comte de Tattenbach.

Porto, le 30 novembre 1908.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par l'article XII du traité de commerce et de navigation, conclu aujourd'hui entre l'Allemagne et le Portugal, les hautes Parties contractantes se sont engagées à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation et au transit, sauf les réserves indiquées dans cet article.

Au nom de mon Gouvernement j'ai l'honneur d'informer V. E. qu'à l'avis de mon Gouvernement ledit article ne touche en rien au droit du Gouvernement Portugais d'établir des monopoles d'Etat et de régler le commerce des céréales, des allumettes et du tabac en Portugal par les règlements spéciaux actuellement en vigueur ou avec les modifications qui y pourraient être introduites, pourvu toutefois que les restrictions ou prohibitions à l'importation, à l'exportation et au transit résultant de l'exécution de ces monopoles et règlements spéciaux ne seront applicables à l'Allemagne qu'en tant elles soient applicables à tous les pays.

Je saisis l'occasion, etc.

Comte de TATTENBACH.

A Son Excellence Monsieur Wenceslau de Lima, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc.

Porto, le 30 novembre 1908.

MONSIEUR LE COMTE,

Par la note en date de ce jour Vous avez bien voulu m'informer que par l'article XII du traité de commerce et de navigation, conclu aujourd'hui entre le Portugal et l'Allemagne, les hautes Parties contractantes se sont engagées à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions à l'importation, à l'exportation et au transit, sauf les réserves indiquées dans cet article.

Vous avez ajouté qu'à l'avis de Votre Gouvernement ledit article ne touche en rien au droit du Gouvernement Portugais d'établir des monopoles d'Etat et de régler le commerce des céréales, des allumettes et du tabac en Portugal par les règlements spéciaux actuellement en vigueur ou avec les modifications qui y pourraient être introduites pendant la durée du traité pourvu toutefois que les restrictions ou prohibitions à l'importation, à l'exportation et au transit résultant de l'exécution de ces monopoles et règlements spéciaux ne seront applicables à l'Allemagne qu'en tant elles soient applicables à tous les pays.

En prenant acte au nom de mon Gouvernement de ce qui précède, je saisis l'occasion, etc.

WENCESLAU DE LIMA.

A Son Excellence Monsieur le Comte de Tattenbach.

BELGIQUE — FRANCE

Convention concernant la délimitation de la frontière française-belge entre Saint-Jans-Cappel (France) et Westoutre (Belgique).

(Signée à Bruxelles, le 30 décembre 1908. — Echange des ratifications, le 9 mai 1910.)

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Belges ayant reconnu l'utilité de fixer la frontière française-belge décrite dans l'article 18, paragraphe 1^{er}, du procès-verbal descriptif de la délimitation entre les royaumes des Pays-Bas et de France, comprenant la partie de la limite entre la mer du Nord et la rivière de la Lys, première section, et ayant fait procéder aux études préliminaires, ont résolu de consacrer par une convention les résultats de ces travaux. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Beau, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles, et S. M. le Roi des Belges, M. Davignon, officier de l'ordre de Léopold, etc., membre de la Chambre des représentants, son ministre des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Sont approuvés :

1^o Les procès-verbaux des réunions de la commission internationale franco-belge : délimitation de la frontière au droit du chemin mitoyen entre Saint-Jans-Cappel et Westoutre, chemin d'intérêt commun n^o 72

sur France et vicinal n° 2 sur Belgique, signés respectivement les 18 janvier, 14 août et 3 septembre 1906 ;

2° Sous la réserve des erreurs matérielles redressées dans le procès-verbal descriptif du 28 décembre 1907, ci-après désigné et rectifié par le procès-verbal du 15 octobre 1908, le plan des lieux dressés par la commission internationale à l'échelle de 0 m. 005 par mètre dans sa réunion du 3 septembre 1906 ;

3° Le procès-verbal d'abornement signé à Saint-Jans-Cappel, le 1^{er} octobre 1907 ;

4° Le procès-verbal descriptif fait à Saint-Jans-Cappel, le 28 décembre 1907, et rectifié par le procès-verbal du 15 octobre 1908, modifiant l'article 18, paragraphe 1^{er}, du procès-verbal de la délimitation annexé au traité de Courtrai du 28 mars 1820 ;

5° Le procès-verbal rectificatif du procès-verbal descriptif visé au paragraphe précédent et portant la date du 15 octobre 1908.

ART. 2. — Par dérogation au texte de l'article 69 du traité précité et de la déclaration du 15 janvier 1886, les maisons veuve Camerlynck (François), de Keuwer d'Hont, Beck (Louis) et Flouw Riddez, qui figurent au plan visé sous le numéro 2 de l'article 1^{er} de la présente convention, pourront être conservées jusqu'à leur reconstruction, dans leur position actuelle.

ART. 3. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Bruxelles, le 30 décembre 1908.

(L. S.) Signé : BEAU.

(L. S.) — DAVIGNON.

BULGARIE — RUSSIE — TURQUIE

CONVENTIONS DE 1909 RELATIVES AU RÈGLEMENT DES AFFAIRES
ENTRE LA BULGARIE ET LA TURQUIE.

I

Déclaration arrêtée entre la Russie et la Turquie, confirmant le protocole du 7/20 avril 1909 (1) concernant le règlement des réclamations de la Sublime Porte contre la Bulgarie et vice-versa.

(Signée à Saint-Petersbourg, 8 décembre 1909.)

DÉCLARATION.

Le Gouvernement Impérial Ottoman et le Gouvernement Impérial de Russie, désireux de prévenir tout malentendu qui pourrait surgir quant à la validité du Protocole turco-russe signé à Saint-Petersbourg le 7/20 avril 1909, concernant le règlement des réclamations de la Sublime Porte contre la Bulgarie et vice-versa, déclarent que tout ce qui a été stipulé dans le dit Protocole est ratifié par les deux Gouvernements qui s'engagent à observer et à exécuter strictement ces stipulations, à savoir :

Le Gouvernement Impérial de Russie désireux d'assurer au Gouvernement Impérial Ottoman une somme de cent vingt-cinq millions de francs en règlement des réclamations de la Sublime Porte contre la Bulgarie, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I.

En vue de permettre à la Sublime Porte de réaliser la somme de cent vingt-cinq millions de francs, le Gouvernement Russe fait à la Turquie abandon complet et définitif de quarante (40) annuités sur les soixante-quatorze annuités restant encore dues à la Russie du chef de l'indemnité de guerre, fixée par le traité du 27 janvier-8 février 1879 et la convention du 2/14 mai 1882 ; le Gouvernement Impérial Ottoman ayant réglé toutes les annuités dues sur l'indemnité de guerre jusqu'au 31 décembre 1908, le présent abandon prendra date à partir du 1^{er} janvier 1909.

(1) Ce Protocole est textuellement reproduit dans la Déclaration, qui a été signée par les mêmes Plénipotentiaires.

ARTICLE II.

Le Gouvernement Impérial Ottoman aura le droit, jusqu'au 1^{er} juillet prochain, de capitaliser les trente-quatre (34) annuités restantes au-delà des quarante (40) annuités abandonnées par la Russie en ramenant ces annuités à leur valeur actuelle, au taux de 4 % au pair.

Dans le cas où le Gouvernement Impérial Ottoman n'userait pas de cette faculté avant le 1^{er} juillet prochain, il aura la même faculté à l'expiration de la quarantième année, la capitalisation devant se faire à cette date au taux du crédit de l'Empire Ottoman tel qu'il sera constaté par un accord entre les deux Gouvernements.

ARTICLE III.

La somme de cinq et demi millions de livres turques, soit cent vingt-cinq millions de francs, revenant au Gouvernement Impérial Ottoman, représente pour quarante millions de francs la redevance de la Roumélie Orientale, pour quarante autres millions la valeur des 310 kilomètres des chemins de fer Orientaux sis en Roumélie Orientale et saisis par le Gouvernement Bulgare, pour deux millions de francs le coût et les loyers arriérés de la ligne Bélova-Valarel et pour quarante-trois millions de francs la contrevaleur des propriétés du domaine de l'Etat Ottoman sises en Roumélie Orientale et en Bulgarie.

Le Gouvernement Impérial Ottoman renonce en conséquence à ses droits découlant de l'article IX du Traité de Berlin, au tribut Bulgare, à la part contributive de la Bulgarie à la dette publique de l'Empire ainsi qu'à ses droits aux arriérés de la redevance de la Roumélie Orientale, telle qu'elle est fixée par le règlement organique et ses annexes.

Le Gouvernement Bulgare paiera des intérêts à 5 % sur les quarante millions de francs de la redevance rouméliote à partir du 22 septembre/5 octobre 1908, jusqu'à ratification du présent Protocole.

ARTICLE IV.

Le Gouvernement Bulgare, renonçant par une déclaration signée en même temps que le présent arrangement, à toute réclamation du chef du premier paragraphe de l'article X du Traité de Berlin relatif au chemin de fer Roustchouk-Varna, le Gouvernement Ottoman prend acte de cette déclaration.

ARTICLE V.

Il est entendu que les questions et créances des valeurs et communautés religieuses, des postes et télégraphes, des phares et de l'Administration sanitaire restent entièrement réservées et feront l'objet d'une entente directe entre le Gouvernement Impérial Ottoman et la Bulgarie.

Il est également entendu que les dettes directes de la Bulgarie vis-à-vis de la Compagnie des chemins de fer Orientaux résultant de transports, de matériel saisi, etc., ainsi que de l'indemnité d'exploitation, sont laissées en dehors du présent arrangement.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, en double exemplaire, le 8 décembre 1909.

Signé : TURRHAN.

ISVOLSKI.

II

Protocole signé entre le Gouvernement Impérial Ottoman et le Gouvernement royal de Bulgarie.

(Constantinople, le 6/19 avril 1909.)

PROTOCOLE.

Les accords suivants sont intervenus entre le Gouvernement Impérial Ottoman, représenté par Son Excellence Rîfaat Pacha, Ministre des Affaires Etrangères, d'une part, et le Gouvernement Bulgare, représenté par Son Excellence Monsieur Liaptchew, Ministre du Commerce et de l'Agriculture, d'autre part, en exécution du Protocole Russo-Turc, signé ad-referendum à Saint-Petersbourg, le 3 mars 1909.

ARTICLE I.

Le Gouvernement Bulgare ayant pris connaissance des stipulations dudit Protocole, déclare y adhérer pleinement et renoncer vis-à-vis du Gouvernement Impérial Ottoman à toute réclamation du chef du premier paragraphe de l'article X du Traité de Berlin, relatif au chemin de fer Roustchouk-Varna.

De son côté, le Gouvernement Impérial Ottoman renonce, conformément à l'article III du Protocole Russo-Turc de Saint-Petersbourg, à toute réclamation matérielle envers la Bulgarie et la Roumélie Orientale, existante jusqu'à la date du 22 septembre/5 octobre 1908.

Toutefois, la stipulation in fine de l'article III dudit Protocole s'arrêtera aux mots : « par le Règlement organique et ses annexes » et il y sera ajouté, à la ligne, la phrase suivante : « Le Gouvernement Bulgare paiera des intérêts à 5 % sur les quarante millions de francs de la redevance rouméliote à partir du 22 septembre/5 octobre 1908 jusqu'à la ratification du présent Protocole. »

ARTICLE II.

L'arrangement ci-annexé au sujet de l'organisation des Communautés musulmanes et des biens vakoufs fait partie intégrante du présent Protocole et sera signé en même temps. La liberté et la pratique extérieure du culte seront assurées aux musulmans, comme par le passé ; ils continueront à jouir des mêmes droits civils et politiques que les habitants appartenant à d'autres cultes.

Le nom de Sa Majesté Impériale le Sultan, comme Khalife, continuera à être prononcé dans les prières publiques des Musulmans. Pour ce qui est des vakoufs *Mustesna*, le Gouvernement Bulgare instituera, dans un délai maximum de trois mois, une commission administrative qui examinera le bien fondé des réclamations des intéressés.

ARTICLE III.

Le Gouvernement Bulgare s'engage à payer pour les réclamations du Gouvernement Ottoman, du chef des postes et télégraphes, cent dix mille francs pour timbres-poste, matériel, etc...

ARTICLE IV.

Pour ce qui est des phares, situés en Bulgarie et en Roumélie-Orientale, le Gouvernement Bulgare paiera au Gouvernement Impérial Ottoman, francs cent quatre-vingt mille trois cent sept ; de la sorte toute réclamation de l'Administration des Phares sera aussi considérée comme réglée.

ARTICLE V.

Le Gouvernement Bulgare, reconnaissant le bien fondé des réclamations de la Sublime-Porte au sujet du service sanitaire s'engage à lui payer quatre cent cinquante-neuf mille neuf cent trente-neuf piastres et demie.

ARTICLE VI.

Les diverses sommes mentionnées aux articles III à V du présent Protocole, seront payées à Constantinople, au change officiel de 4, 40 pour celles qui sont stipulées en francs, dans les 15 jours qui suivront la ratification du présent Protocole. Les intérêts prévus à l'article III *in fine* du Protocole Russo-Turc seront payés dans les mêmes conditions et le même délai.

ARTICLE VII.

Les dettes directes de la Bulgarie vis-à-vis de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux, résultant de transports, de matériel saisi, etc., ainsi que l'indemnité d'exploitation à partir du 9/22 septembre 1908, sur les lignes occupées jusqu'au règlement de la part revenant à ladite

Compagnie sur les quarante millions de francs spécifiés à l'article III du Protocole de Saint-Petersbourg, seront réglées d'un commun accord entre le Gouvernement Bulgare et la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les questions pendantes entre le Gouvernement Impérial Ottoman et le Gouvernement Bulgare, spécifiées à l'article V du Protocole de Saint-Petersbourg, ayant été aplanies comme ci-dessus, le Gouvernement Impérial Ottoman déclare reconnaître le nouvel état politique de la Bulgarie.

ARTICLE IX.

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Constantinople aussitôt que faire se pourra et au plus tard dans un mois.

Fait en double expédition à Constantinople, le 6/19 avril 1909.

(Signé) : RIFAAT.

A. LIAPTCHEW.

III

Convention financière entre la Russie et la Bulgarie pour l'exécution des protocoles qui précèdent.

(Signée à Saint-Petersbourg, le 8 décembre 1909.)

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté le Roi des Bulgares, considérant que les obligations pécuniaires de la Bulgarie envers la Turquie découlant de la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie ont été réglées par le protocole russo-turc du 7 avril 1909 et en vue de déterminer les charges financières qui incombent de ce chef à la Bulgarie, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le Maître de Sa Cour Alexandre Iswolsky, Ministre des Affaires Etrangères,

Sa Majesté le Roi des Bulgares M. Pierre Dimitroff, Conseiller au Ministère Royal des Affaires Etrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I^{er}.

Le Gouvernement Royal de Bulgarie, vu le règlement définitif des prétentions pécuniaires de la Turquie consignées dans le protocole susmentionné, reconnaît devoir au Gouvernement Impérial de Russie la somme de quatre-vingt-deux millions de francs.

ARTICLE II.

Le Gouvernement Royal de Bulgarie s'engage à acquitter cette dette en 75 années au taux de $4 \frac{3}{4}$ % d'intérêt, ce qui constitue une annuité (intérêt et amortissement) de 4.025.600 francs payables en deux termes et en parties égales le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre v. st. de chaque année. Le premier versement aura lieu le 1^{er} octobre 1909. Le Gouvernement Impérial de Russie commencera à jouir des intérêts à partir de la date de la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie par la Turquie.

Il est entendu que le Gouvernement Royal de la Bulgarie paiera, le cas échéant, un demi pour cent d'intérêt par mois sur les arriérés.

ARTICLE III.

Le Gouvernement Royal de Bulgarie a le droit, à tout moment, de se libérer entièrement du chef de la présente dette en payant le montant de la dette en capital demeurant à amortir.

ARTICLE IV.

Tous les paiements prévus par la présente convention seront effectués en francs, à Paris, à l'ordre de la Banque Impériale de Russie.

ARTICLE V.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de Russie et de Bulgarie y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait, en double exemplaire, à Saint-Petersbourg, le 8 décembre 1909.

(L. S.) Signé : ISWOLSKY.

(L. S.) — P. DIMITROFF.

DÉCRET DE RATIFICATION, SIGNÉ PAR L'EMPEREUR DE RUSSIE
LE 11 MARS 1910.

Par la grâce de Dieu, Nous Nicolas II, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, de Moscou, Kiow, Wladimir, Novogorod ; Tsar de Casan, Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie, Tsar de la Chersonese Taurique, Tsar de la Géorgie, Seigneur de Plescow et Grand Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie, Podolie, et de Finlande ; Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Semigalle, de Samogitie, Bialostock, Carelie, Twer, Jugorie, Perm, Viatka, Bolgarie et d'autres ; Seigneur et Grand Duc de Novgorod-inférieur, de Czernigow, Riasan, Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Béloosersk, Oudor, Obdor, Condie, Witepsk, Mstislaw ; Dominateur de toute la contrée du Nord, Seigneur d'Ibérie, de la Cartalinie, de la Cabardie et de la province d'Arménie ; Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Circassie et d'autres Princes montagnards ; Seigneur du Turkestan ; Successeur de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein, de Stormarn, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons par les présentes qu'à la suite d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté Royale le Roi des Bulgares Nos Plénipotentiaires ont conclu et signé à Saint-Petersbourg le 8 décembre 1909 une Convention concernant le règlement des charges financières qui incombent à la Bulgarie du protocole russo-turc du 7 avril 1909 laquelle porte mot pour mot ce qui suit :

(Texte de la Convention ci-dessus rapportée.)

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette convention, Nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettant sur NOTRE parole IMPÉRIALE, pour Nous, Nos Héritiers et Successeurs que tout ce qui a été stipulé dans cette convention sera observé et exécuté inviolablement.

En foi de quoi Nous avons signé de NOTRE propre main la présente ratification IMPÉRIALE et y avons fait apposer le sceau de NOTRE Empire.

Donné à Tzarskoïé-Sélo le onze mars de l'an de grâce 1910 et de NOTRE règne la seizième année.

L'original est signé de la propre main de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ainsi :

(L. S.) « NICOLAS ».

Contre-signé :

Le Ministre des Affaires étrangères,

ISWOLSKY.

IV

Convention relative aux Muftis entre le Gouvernement Impérial Ottoman et le Gouvernement Royal de Bulgarie.

(Signée à Constantinople, le 6/19 avril 1909.)

CONVENTION

I. Un Mufti en chef résidera à Sofia et servira d'intermédiaire entre les Muftis de la Bulgarie, dans leurs relations avec le Cheikh-ul-Islamat pour les affaires religieuses et civiles relevant du Chéri et avec le Ministère Bulgare des Cultes.

Il sera élu par les Muftis de la Bulgarie et parmi ceux-ci réunis spécialement à cet effet. Les Muftis-vékilis prendront part à cette réunion, mais seulement en qualité d'électeurs.

Le Ministère Bulgare des Cultes notifiera l'élection du Mufti en chef par l'entremise du Commissariat Impérial à Sofia au Cheikh-ul-Islamat, qui lui fera parvenir un Menchour et le Murassélé l'autorisant à exercer ses fonctions et à accorder, de son côté, le même pouvoir aux autres Muftis de la Bulgarie.

Le Mufti en chef aura, dans les limites des prescriptions du Chéri, le droit de surveillance et de contrôle sur les Muftis de la Bulgarie, sur les établissements religieux et de bienfaisance musulmans, ainsi que sur leurs desservants et leur mutévellis.

II. Les Muftis sont élus par les électeurs musulmans de la Bulgarie.

Le Mufti en chef vérifie si le Mufti élu réunit toutes les qualités requises par la loi du Chéri, et, en cas d'affirmative, il informe le Cheikh-ul-Islamat de la nécessité de lui délivrer l'autorisation nécessaire pour rendre les Fetvas (Menchour). Il délivre au nouveau Mufti, en même temps que le Menchour ainsi obtenu, le Murassélé nécessaire pour lui conférer le droit de juridiction religieuse entre les musulmans.

Les Muftis peuvent, à condition de faire ratifier leur choix au Mufti en chef, proposer la nomination, dans les limites de leurs circonscriptions et dans les localités où on en verrait la nécessité, des Muftis-Vékilis, qui auront à y remplir les fonctions déterminées par la présente sous la surveillance directe des Muftis locaux.

III. La révocation des Muftis et de leurs Vékils aura lieu conformément à la loi sur les fonctionnaires publics.

Le Mufti en chef, ou son délégué, sera appelé à siéger au conseil disciplinaire toutes les fois que ce dernier aura à se prononcer sur la révocation d'un Mufti ou d'un Mufti-Vékili. Toutefois, l'avis du Mufti

en chef ou de son délégué, servira audit conseil de base à l'appréciation des plaintes de caractère purement religieux.

L'acte de révocation d'un Mufti ou Mufti-Vékili fixera le jour de l'élection de son remplaçant.

IV. Les Heudjets et jugements rendus par les Muftis seront examinés par le Mufti en chef qui les légalisera s'il les trouve conformes aux prescriptions de la loi du Chéri et les remettra au département compétent afin d'être mis à exécution.

Les Heudjets et jugements qui ne seront pas légalisés pour cause de non conformité à la loi du Chéri, seront retournés aux Muftis qui les auraient rendus, et les affaires auxquelles ils ont trait seront examinées et réglées de nouveau suivant les prescriptions de ladite loi. Les Heudjets et jugements qui ne seront pas trouvés conformes aux prescriptions de la loi du Chéri ou ceux dont l'examen au Chéikh-ul-Islamat aura été demandé par les intéressés, seront envoyés par le Mufti en chef à son Altesse le Cheikh-ul-Islam.

V. Le Mufti en chef fera, le cas échéant, aux autres Muftis les recommandations et communications nécessaires en matière de mariage, divorce, testaments, successions et tutelle et autres matières du Chéri, ainsi qu'en ce qui concerne la gestion des biens des orphelins. En outre, il examinera les plaintes et réclamations se rapportant aux affaires susmentionnées et fera connaître au département compétent ce qu'il y aurait lieu de faire conformément à la loi du Chéri.

Les Muftis étant aussi chargés de l'administration des vakoufs, le Mufti en chef aura, parmi ses attributions principales, celle de leur demander la reddition de leurs comptes et de faire préparer les états de comptabilité y relatifs.

Les livres relatifs aux comptes des vakoufs pourront être tenus en langue Turque.

VI. Le Mufti en chef et les Muftis inspecteront, au besoin, les conseils d'Instruction Publique et les écoles musulmanes, ainsi que les médressés de la Bulgarie et adopteront les dispositions pour la création d'établissements scolaires dans les localités où le besoin s'en ferait sentir ; le Mufti en chef s'adressera, s'il y a lieu, au Département compétent pour les affaires concernant l'Instruction Publique musulmane.

Une somme suffisante continuera à être allouée dans le budget de la Bulgarie pour l'entretien et l'administration des écoles musulmanes et des mosquées en Bulgarie.

VII. On veillera à la bonne conservation des immeubles Vakoufs sis en Bulgarie. Aucun édifice de culte ou de bienfaisance ne pourra être démoli que pour une nécessité impérieuse et conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Dans le cas où un édifice Vakouf devrait être exproprié, pour des causes impérieuses, on ne pourra y procéder qu'après la désignation

d'un autre terrain ayant la même valeur par rapport à l'endroit où il se trouve situé, ainsi que le paiement de la contrevaleur de la bâtisse.

Les sommes à payer comme prix des immeubles Vakoufs qui seront expropriés pour des causes impérieuses, seront entièrement affectées à l'entretien des édifices Vakoufs sis en Bulgarie et à la construction d'autres établissements religieux dans les localités où la nécessité s'en fera sentir.

Le Mufti en chef est chargé de contrôler les comptes y relatifs et de prévenir tout abus.

VIII. Dans les six mois qui suivront la signature de la présente, une commission spéciale, dont le Mufti en chef fera partie, de droit, sera nommée par le Gouvernement Bulgare et aura pour but, dans une période de trois ans à partir de la date de sa constitution, d'examiner et de vérifier les réclamations formulées jusqu'à présent par les mutévellis ou leurs ayants-droit.

Ceux des intéressés, qui ne seraient pas contents des décisions de la commission, pourront recourir aux tribunaux compétents du pays.

Fait en double expédition à Constantinople, le 6/19 avril 1909.

Signé : RIFAAT.

A. LIAPTCHEW.

V

Convention consulaire provisoire entre la Turquie et la Bulgarie.

(Signée à Constantinople, le 18 novembre/1^{er} décembre 1909.)

DÉCLARATION.

Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans et de Sa Majesté le Roi des Bulgares, désireux d'instituer des Consulats Généraux, Consulats et Vice-Consulats dans les territoires respectifs, ont décidé de s'entendre pour cet objet par une déclaration provisoire, en anticipation de la conclusion d'une Convention Consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté Impériale le Sultan, Empereur des Ottomans, Rifaat Pacha, son Ministre des Affaires Etrangères,

Et Sa Majesté le Roi des Bulgares, le sieur Michel K. Sarafow, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Lesquels sont convenus des stipulations suivantes :

1° L'Agence commerciale ottomane (Secrétariat du Commissariat Impérial) à Philippopoli est érigée en Consulat Général de Turquie. Les Agences à Sofia, Varna, Bourgas en Consulats et celle à Widdin en Vice-Consulat.

Réciproquement, les Agences Commerciales Bulgares à Constantinople et Salonique sont érigées en Consulats Généraux et les Agences à Andrinople, Monastir, Uscub et Serrès en Consulats.

Les deux Gouvernements se réservent le droit d'établir à l'avenir, après une entente préalable, des Consulats dans d'autres villes que celles ci-dessus citées.

2° En cas de vacance dans les fonctions consulaires ci-dessus énumérées, ainsi que dans celles qui seront créées ultérieurement les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls seront choisis, de part et d'autre, parmi ceux de carrière, c'est-à-dire qu'ils seront des Agents rétribués s'occupant exclusivement de leur mission consulaire.

3° Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls exerceront, sur la base de la réciprocité, toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemption et immunités qui leur seront reconnus par le Droit International Public de l'Europe.

Ils ne pourront, en aucun cas, invoquer en leur faveur le régime exceptionnel dont jouissent les Consulats Etrangers en vertu des Capitulations.

4° Les objets destinés aux Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls respectifs seront soumis à la vérification douanière ; ils seront exempts des droits d'importation lors de la première installation de ces fonctionnaires.

5° La présente déclaration provisoire sera valable pendant un an, à compter de ce jour, délai à l'expiration duquel elle sera maintenue jusqu'à ce que l'une des deux Hautes Parties la dénonce.

Fait en double à Constantinople, le 18 novembre/1^{er} décembre 1909.

(Signé) : RIFAAT.

M. K. SARAFOW.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décrets relatifs aux droits de chancellerie.

(Date d'application, 1^{er} juillet 1910.)

I

Décret du 30 novembre 1909, relatif à la perception des droits de chancellerie et tarif annexé.

Le Président de la République française,

Sur la proposition des ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce et de l'industrie ;

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 30 novembre 1875,

Décrète :

ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} avril 1910 (1), les droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au ministère des affaires étrangères seront perçus conformément au tarif ci-annexé.

ART. 2. — Les ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, dont les dispositions ne seront appli-

1. Cette date a été reportée au 1^{er} juillet 1910 par le décret du 29 mars 1910, publié ci-après.

cables que lorsqu'elles auront été sanctionnées par la loi de finances de 1910.

Fait à Paris, le 30 novembre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Le ministre des finances,

Georges COCHERY.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Jean DUPUIS.

Tarif des droits à prévoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au ministère des affaires étrangères.

I^{re} PARTIE

TARIF DES DROITS A PERCEVOIR DANS LES CHANCELLERIES
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Dispositions générales.

I. *Gratuité.* — Sauf les exceptions ci-après ou celles résultant des observations du tarif, les consuls et chanceliers ne peuvent dispenser personne du payement des droits de chancellerie ;

a) La gratuité est acquise de plein droit :

1° Aux pièces et formalités demandées par des personnes dont l'indigence a été dûment justifiée ;

2° Aux pièces qui doivent être produites, par des Français ou des étrangers, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (loi du 20 juillet 1886, art. 24) ; aux deux caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents gérées par la caisse des dépôts et consignations (loi du 11 juillet 1868, art. 19) ; aux sociétés de secours mutuels approuvées (loi du 1^{er} avril 1898, art. 9) ; aux pièces qui doivent être produites pour l'exécution de la loi sur les accidents du travail (loi du 9 avril 1898, art. 29) ; aux pièces nécessaires pour toucher une somme quelconque d'une des caisses de l'établissement des invalides de la marine ;

3° Aux pièces relatives aux successions des militaires français en cours de campagne et des marins en cours de campagne ou de voyage ;

4° Aux pièces établies pour les options de nationalité et en vue du service militaire ;

5° Aux certificats de bonnes vie et mœurs, à la légalisation de ces certificats et des extraits du casier judiciaire, lorsque ces actes et formalités sont requis par des Français ;

6° Aux pièces établies dans un intérêt administratif français.

b) La gratuité pourra être accordée à des autorités étrangères qualifiées, soit dans un intérêt administratif, soit, à titre exceptionnel, par mesure de courtoisie, pour les documents qui leur sont personnellement utiles.

II. *Demi-droit*. — Après justification et à titre exceptionnel, les consuls ont la faculté de ne percevoir que le demi-droit, pour les actes et formalités visés au tarif, lorsque la situation du redevable lui rendrait trop onéreux le paiement du droit entier et qu'il ne serait cependant pas dans le cas d'en être totalement exonéré. Cette faveur pourra être accordée aux étrangers.

III. *Vacations*. — Les vacations sont de trois heures. Le droit entier est dû pour toute vacation commencée.

Il n'est pas dû de droit particulier pour la rédaction de la minute des actes et procès-verbaux taxés à la vacation.

IV. *Rôles*. — Les rôles taxés dans le tarif comprennent deux pages de 25 lignes et 12 syllabes à la ligne, ou sont évalués sur ce pied. Chaque groupe de 2 chiffres compte pour une syllabe. Le droit entier est dû pour tout rôle commencé.

V. *Expéditions*. — Chaque fois qu'une expédition d'un acte est requise, le droit d'expédition est dû, quelle que soit la nature de la taxe à laquelle la minute de l'acte est assujettie.

VI. *Droits proportionnels*. — Pour les articles qui comportent une taxe minimum, la perception des droits proportionnels ne peut jamais être inférieure à cette taxe. On appliquera ces taxes minima quand le droit proportionnel manquera de base et que les parties, mises en demeure d'énoncer ou de déclarer la valeur des choses qui sont l'objet des actes et contrats, n'auront pas satisfait à cette injonction.

VII. *Détaxes*. — Les détaxes ne se cumulent pas, exception faite toutefois pour celles établies en faveur des Français immatriculés et des protégés Français régulièrement inscrits.

VIII. *Immatriculation*. — Tous les Français ou protégés Français fixés à l'étranger devront se faire immatriculer dans un délai de trois mois après leur arrivée dans la circonscription consulaire. La formalité pourra être effectuée par correspondance si les intéressés habitent en dehors de la ville où réside le consul.

Le coût du certificat d'immatriculation dont la délivrance est obligatoire est de 5 francs. Ce certificat doit être renouvelé tous les cinq

ans en Europe, tous les deux ans hors d'Europe, tous les ans dans les pays de juridiction.

La femme mariée et les enfants mineurs sont et peuvent seuls être inscrits sur le certificat d'immatriculation du chef de famille s'ils résident dans la même localité.

Détaxes d'immatriculation. — Les Français et protégés Français immatriculés bénéficieront des diminutions de droits sur les articles du tarif désignés par une observation spéciale ; auront droit aux mêmes diminutions de taxes les Français et protégés Français de passage ou en séjour provisoire de moins de trois mois dans une circonscription consulaire. Les insoumis et les déserteurs n'ont pas droit à ce régime de faveur.

Surtaxes de non-immatriculation. — Les droits de chancellerie à percevoir sur le certificat d'immatriculation et sur tout acte requis par un Français ou protégé Français qui ne s'est pas fait immatriculer ou inscrire dans un délai de trois mois après son arrivée dans la circonscription consulaire seront majorés dans la proportion suivante : 1 franc en Europe ; 25 p. 100 hors d'Europe ; 100 p. 100 dans les pays de juridiction.

Inscription provisoire non obligatoire. — Les Français de passage ou en résidence provisoire qui demanderont l'inscription de leur adresse sur les registres du consulat pour faire suivre leur correspondance ou pour tout autre motif que le service militaire ou maritime acquitteront un droit de statistique de 1 franc dans tous les pays.

Disposition transitoire. — Les Français et protégés Français qui se trouvent à l'étranger auront un délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur du présent tarif, pour se conformer aux dispositions ci-dessus.

IX. *Réciprocité*. — Actes concernant les étrangers. — Pour certains articles spécialement mentionnés au tarif, le principe de la réciprocité est appliqué aux étrangers originaires de pays dont les tarifs comportent, pour ces articles, des droits supérieurs aux nôtres.

En cas de doute sur la nationalité du requérant, c'est le tarif français qui lui est appliqué.

Le système de la réciprocité n'est pas suivi toutes les fois qu'une disposition d'un tarif étranger prévoit comme taxe la perception des émoluments des notaires, avocats ou traducteurs locaux.

X. *Réciprocité*. — Patente de santé des navires étrangers. — Le ministre des affaires étrangères pourra, par mesure de réciprocité, rendre obligatoire la production d'une patente de santé délivrée ou visée par les représentants consulaires de la France pour les navires provenant de régions non spécifiées par le règlement de police sanitaire maritime et portant le pavillon des pays qui exigent de notre marine marchande une formalité analogue.

Dans le cas où une décision serait prise dans ce sens, elle aurait

pour sanction le paiement, en sus des droits dus, d'une somme égale au quadruple de ces droits.

XI. *Réciprocité.* — Marchandises. — Par application du principe de réciprocité des obligations et taxes consulaires, lorsqu'un pays astreint les exportateurs français à des formalités administratives autres que celle du certificat d'origine, le Gouvernement de la République, par décret rendu sur la proposition des ministres des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie et des finances, pourra imposer aux exportateurs de ce pays soit des formalités administratives analogues et comportant la perception de droits inférieurs ou au plus égaux à ceux qui sont perçus dans les consulats de ce pays en France, soit une taxe représentative équivalente.

Chaque contravention aux prescriptions qui seraient ainsi décrétées aura pour sanction le paiement, en sus des droits dus, d'une somme égale au quadruple de ces droits.

XII. *Egalité de traitement.* — Marines étrangères. — Les navires étrangers, chaque fois que les taxes prévues au chapitre 5 (Actes de la navigation) sont susceptibles de leur être appliquées, sont soumis au même régime que les navires français. Le ministre des affaires étrangères, après entente avec les départements ministériels intéressés, déterminera le moment où ce régime leur sera appliqué.

A partir de ce moment, chaque contravention aura pour sanction le paiement, en sus des droits dus, d'une somme égale au quadruple de ces droits.

XIII. *Agents consulaires.* — Les agents consulaires perçoivent les taxes du tarif pour tous les actes qu'ils délivrent et toutes les formalités qu'ils remplissent.

Il est prélevé au profit du Trésor, sur les recettes des agents consulaires qui ne sont pas de carrière, 25 p. 100 sur le montant annuel calculés sur la somme excédant 1,000 fr. jusqu'à 3,000 fr., et 50 p. 100 au-dessus de 3,000 fr.

En cas de changement de titulaire en cours d'année, le calcul de la part revenant au Trésor sera effectué d'après ce barème et au prorata de la durée.

XIV. *Heures supplémentaires.* (Surtemps. — Overtime.) — Les actes de la navigation et ceux d'extrême urgence, tels que les testaments, les transports de corps, etc., requis en dehors des heures de bureau, donnent lieu à la perception d'une double taxe : les deux tiers de la perception sont versés au Trésor ; un tiers revient à l'agent qui a effectué la perception.

Si les actes sont requis de huit heures du soir à huit heures du matin ou les dimanches et jours fériés, ils donnent lieu à la perception d'une triple taxe. La répartition entre le Trésor et l'agent se fait dans la même proportion que ci-dessus.

Dans tous les cas, cependant, les paquebots français desservant des lignes postales subventionnées ne payeront que la double taxe.

XV. *Change*. — Les droits de chancellerie prévus au présent tarif sont perçus en monnaie locale à un change fixe arrêté pour chaque pays par le ministre des affaires étrangères, l'article 11 du décret du 20 décembre 1890 étant abrogé par la présente disposition.

Exceptionnellement le taux du change pourra être fixé par le chef de la mission diplomatique lorsqu'il aura reçu à cet effet une délégation spéciale du ministre.

XVI. *Tarifs annexes*. — Les consuls peuvent soumettre à l'approbation du ministre, sous forme de tarif annexe, certaines taxes dont l'énonciation ne figure pas au présent tarif, destinées à rémunérer les services des personnes n'appartenant pas à la carrière, par exemple des experts, médecins, courtiers, négociants, etc.

XVII. *Dégrèvement*. — Marine marchande. — Le Gouvernement pourra, par décret rendu sur la proposition des ministres des affaires étrangères, de la marine, du commerce et de l'industrie et des finances, opérer des réductions sur les divers articles du présent tarif intéressant la marine marchande.

CHAPITRE I^{er}.

Actes de l'état civil.

La minute des actes de l'état civil ne donne lieu à aucune perception. Il en est de même de la transcription et de la mention sur les registres de l'état civil des actes de reconnaissance ou de légitimation des enfants naturels, des jugements rectificatifs de l'état civil et des jugements prononçant l'adoption ou le divorce, ainsi que la transcription des actes de l'état civil dressés par les autorités étrangères et, enfin, du dépôt de ceux dressés en mer et déposés au consulat en exécution des articles 59, 60, 62, 86 et 87 du code civil.

1. Expédition d'un acte de naissance ou de décès (code civil, art. 55 à 61 et art. 77 à 87) ou d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel (art. 62). Par expédition, 3 francs.

Cette taxe est applicable aux extraits d'acte de naissance (art. 57 du code civil, loi du 30 novembre 1906).

2. Expédition d'un acte de mariage. (Code civil, art. 74 à 76.) Par expédition, 6 francs.

3. Expédition d'un acte de transcription de jugement de divorce (code civil, art. 251 et 252); expédition d'un acte de transcription d'arrêt d'adoption. (*Ibid.*, art. 359.) Par expédition, 10 francs.

4. Affiche de publication de mariage. (Code civil, art. 63 et 64.) Par acte, 2 francs.

Certificat de non-opposition et de publication. (Code civil, art. 69.)
Par acte, 2 francs.

Certificat d'état libre et autres certificats requis en vue du mariage.
Par acte, 2 francs.

Sont exemptés de la taxe de l'article 4, les Français immatriculés et les indigènes protégés français régulièrement inscrits.

5. Légalisation des actes de l'état civil (actes de naissance, de reconnaissance, de décès ; actes de mariage ; jugements ou arrêts de divorce ou d'adoption ; certificats de publications et de non-opposition). Par acte légalisé, 6 francs.

Légalisation de traductions d'actes de l'état civil faites en dehors de la chancellerie. Par acte légalisé, la taxe qui aurait été perçue en chancellerie pour la traduction de l'acte.

1. — La légalisation ou le visa par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que la légalisation ou le visa d'un acte fait ou légalisé par un agent consulaire de la même circonscription, ne donne lieu à aucune perception.

2. — Si le même acte est présenté en même temps à la légalisation en plusieurs expéditions, la première seulement donne lieu au paiement du droit entier ; les autres ne sont assujetties qu'au demi-droit.

3. — Lorsque la légalisation est demandée par un étranger, on perçoit un droit équivalent à celui qui serait exigé d'un Français par les consuls du pays d'origine de cet étranger, sans toutefois percevoir une taxe inférieure à celle de l'article 5.

6. Traduction des actes de l'état civil (actes de naissance, de reconnaissance, de mariage, de décès ; certificats de publication et de non-opposition). Par rôle, 6 francs.

Si l'on demande en même temps plusieurs traductions d'un seul et même acte, la première traduction donne lieu au paiement du droit entier ; les autres ne sont assujetties qu'au demi-droit.

Lorsque la traduction est demandée par un étranger, on perçoit un droit équivalent à celui qui serait exigé d'un Français par les consuls du pays d'origine de cet étranger, sans toutefois percevoir une taxe inférieure à celle de l'article 6.

CHAPITRE II.

Actes de la juridiction civile et commerciale.

SECTION I

Affaires non contentieuses

7. Acte de consentement d'adoption. (Code civil, art. 353.) Par acte, 20 francs.

8. Emancipation de mineurs par déclaration du père ou de la mère. (Code civil, art. 477.) Par acte, 20 francs.

9. Autorisation, par acte séparé, au mineur de faire le commerce. (Code de commerce, art. 2.) Par acte, 20 francs.

10. Nomination de tuteur par le survivant des père et mère. (Code civil, art. 392, 397 et 398.) Par acte, 20 francs.

11. Nomination de conseil à la mère tutrice. (Code civil, art. 391 et 392.) Par acte, 20 francs.

12. Acte de notoriété pour suppléer, au cas de mariage, soit un acte de naissance (Code civil, art. 70 et 71), soit l'acte de décès d'un ascendant. (Code civil, art. 155.) Par acte, 20 francs.

13. Description sommaire de mobilier après décès. — Procès-verbal de carence. (Code de procédure civile, art. 924.) Par acte, 20 francs.

14. Réquisition à fin d'apposition ou de levée de scellés. (Code de procédure civile, art. 909, 910 et 931.) Par acte, 20 francs.

15. Opposition à la levée des scellés. (Code de procédure civile, art. 926 et 927.) Par acte, 20 francs.

16. Délibération de conseil de famille. (Code civil, art. 406 et autres.) Par chaque vacation, 20 francs.

17. Apposition, reconnaissance et levée de scellés. (Code de procédure civile, art. 907, 908, 914, 936 et 937.) Par chaque vacation, 20 francs.

18. Substitution ou remplacement de gardien de scellés. (Code de procédure civile, art. 914 et 921.) Par chaque vacation, 20 francs.

19. Expédition ou extrait des actes désignés en la présente section. Par chaque rôle, 6 francs.

SECTION II

Affaires contentieuses.

20. Requêtes et déclarations rédigées en chancellerie. (Edit de 1778, art. 9 et 10.) Par chaque rôle, 5 francs.

21. Signification de requête. (Même édit, art. 11.) Par acte, 10 francs.

Assignation ou ajournement. (Code de procédure civile, art. 52 et 61.) Par acte, 10 francs.

Signification de jugement. (Code de procédure civile, art. 143 et 146; édit de 1778, art. 27.) Par acte, 10 francs.

Sommation. (Code civil, art. 1139.) Par acte, 10 francs.

Commandement. (Code de procédure civile, art. 583.) Par acte, 10 francs.

Saisie-arrêt ou opposition. (*Ibid.*, art. 557 et suivants.) Par acte, 10 francs.

Offres réelles. (Code civil, art. 1257 et 1258; code de procédure civile, art. 812 et suivants.) Par acte, 10 francs.

Dénunciation, contre-dénunciation. (Code de procédure civile, art. 553 et 554.) — Sommation de déposer. (Code civil, art. 1259). — Assignation à fin de déclaration affirmative. (Code de procédure civile, art. 570 et suivants.) Par acte, 10 francs.

Acte d'appel contenant constitution d'avoué. (Code de procédure civile, art. 456.) Par acte, 10 francs.

Procès-verbal d'affiches de vente sur saisie. (Code de procédure civile, art. 617 et suivants.) Par acte, 10 francs.

Transmission et remise d'actes ou pièces aux autorités locales ou étrangères. Par acte, 10 francs.

22. Dépôt en chancellerie de requêtes à fin de nomination d'experts, et autres, rédigées par les parties elles-mêmes. (Edit de 1778, art. 9.) Par acte de dépôt, 5 francs.

Dépôt de conclusions, soit en chancellerie, soit à l'audience. Par acte de dépôt, 5 francs.

23. Remises de causes à l'audience, à la demande des parties ou de l'une d'elles. Par chaque remise, 5 francs.

24. Ordonnances consulaires apposées sur les requêtes (Edit de juin 1778, art. 10), à fin de : Ajournement, signification, sommation, commandement, offres réelles, saisies-arrêts, saisies-gageries ou foraines, saisies-exécutions, appel, remise ou transmission et autres actes du ministère de l'huissier. Par chaque ordonnance, 5 francs.

25. Procès-verbal de saisie-exécution, contenant constitution de gardien. (Code de procédure civile, art. 583 et suivants); de saisie-gagerie et de saisie foraine (*Ibid.*, art. 819 à 825); de saisie-revendication (*Ibid.*, art. 826 à 830.) Par chaque vacation, 20 francs.

Procès-verbal d'ouverture de portes. (Code de procédure civile, art. 587.) Par chaque vacation, 20 francs.

Procès-verbal de récolement. (Code de procédure civile, art. 611, 612 et 616.) Par chaque vacation, 20 francs.

Remplacement de gardien de saisie. (Code de procédure civile, art. 596 à 598.) Par chaque vacation, 20 francs.

26. Vente de meubles par suite de saisie. (Code de procédure civile, art. 617 et suivants.) Sur le produit de la vente, 2 p. 100.

27. Billet d'avertissement à comparaître en conciliation devant le consul. (Loi du 2 mai 1855, art. 2.) Par chaque billet, 2 francs.

Lettres de convocation aux créanciers en matière de faillite. (Code de commerce, art. 462, 492 et autres.) Par chaque lettre, 2 francs.

28. Certificat de non-comparution en conciliation. (Code de procédure civile, art. 56.) Par certificat, 5 francs.

29. Procès-verbal de conciliation. (Code de procédure civile, art. 54.) Par acte, 5 francs.

Si l'acte contient transmission, obligation ou libération, il sera assujéti à un droit proportionnel égal à celui auquel sont soumises les conventions de même nature par acte notarié. (Voir *infra*, chap. IV, section II.)

Le minimum de la taxe sera, dans ce cas, de 5 francs.

30. Procès-verbal de non-conciliation. (Code de procédure civile, art. 54.) Par acte, 5 francs.

31. Communication de pièces. (Quel que soit le nombre des pièces), 5 francs.

32. Requêtes à fin de nomination d'experts, rédigées en chancellerie. (Edit de juin 1778, art. 9.) Par chaque requête, 5 francs.

33. Ordonnances consulaires à fin de nomination d'experts. (Même édit, art. 19.) Par ordonnance, 5 francs.

34. Prestation de serment d'experts. (Edit de juin 1778, art. 19.) Par acte, 5 francs.

Dépôt de rapport d'expert. (Même article.) Par acte, 5 francs.

35. Rapport d'experts dressé par la chancellerie. Par rôle, 5 francs.

36. Récusation de juges. (Code de procédure civile, art. 384); d'arbitre (*Ibid.*, art. 1014); d'experts (*Ibid.*, art. 308 à 314); d'interprètes. Par acte, 20 francs.

37. Dépôt de sentences arbitrales. (Code de procédure civile, art. 1020.) Par acte, 10 francs.

38. Dépôt de pièces en matière de faillite. (Code de commerce, art. 491 et autres.) Par acte, 10 francs.

39. Cédules ou ordonnances consulaires dans les cas non spécifiés. Par acte, 5 francs.

40. Vérification d'écritures en cas de dénégation. (Code de procédure civile, art. 193 et suivants.) Par acte, 20 francs.

La taxe, représentant le coût du procès-verbal de vérification, est indépendante des taxes applicables aux divers actes qui se rattachent à la procédure de vérification, tels que l'ordonnance à fin de vérification, le dépôt de la pièce à vérifier, la signification ou la communication au défendeur.

Acceptation ou répudiation de succession. (Code civil, art. 784 et 793; code de procédure civile, art. 997.) Par acte, 20 francs.

Renonciation à communauté. (Code civil, art. 1453, 1457, 1461 et 1466; code de procédure civile, art. 874.) Par acte, 20 francs.

Réception de caution. (Code de procédure civile, art. 518 et suivants, édit de 1778, art. 31 et suivants.) Par acte, 20 francs.

Déclaration affirmative en matière de saisie-arrêt. (Code de procédure civile, art. 571.) Par acte, 20 francs.

Exécutoire de dépens. Par acte, 20 francs.

Déclaration, certificat et autres actes de la juridiction civile et com-

merciale, faits, transcrits ou délivrés, en chancellerie, et qui ne sont pas dénommés au présent tarif. Par acte, 20 francs.

41. Ordonnance de référé. (Code de procédure civile, art. 807 à 811.) Par ordonnance, 20 francs.

42. Jugement préparatoire ou interlocutoire. (Code de procédure civile, art. 93 et suivants.) Par acte, 20 francs.

43. Jugement en matière de faillite. (Code de commerce, art. 440 et autres.) Par acte, 20 francs.

Concordat. (Code de commerce, art. 507 et suivants.) Par acte, 20 francs.

Contrat d'union. (Code de commerce, art. 529.) Par acte, 20 francs.

Autres procès-verbaux d'assemblées de créanciers en matière de faillite. (Code de commerce, art. 442 et autres.) Par acte, 20 francs.

Compulsoire. (Code de procédure civile, art. 846 et suivants.) Par acte, 20 francs.

44. Procès-verbal d'ouverture, de constatation et de description de testaments et codiciles. (Code civil, art. 1007.) Par acte, 30 francs.

Dépôt au rang des minutes de la chancellerie. (Ordonnance de dépôt comprise.) Par acte, 30 francs.

L'article 44 n'est applicable qu'au décès du testateur. Lorsque le dépôt est fait du vivant du testateur, la taxe à percevoir est celle de l'article 76. Voir, pour le droit proportionnel, l'article 116.

45. Jugements définitifs. (Code de procédure civile, art. 141.) Par acte, 30 francs.

Sentences arbitrales rendues par le consul. (Code de procédure civile, art. 1016 à 1019.) Par acte, 30 francs.

Ordonnances d'exécution de sentences arbitrales rendues par des tiers. (Code de procédure civile, art. 1020 et 1021.) Par acte, 30 francs.

Lorsque le jugement ou la sentence contient condamnation, collation ou liquidation, il sera perçu, en outre, un droit proportionnel de 0.50 p. 100.

Si le jugement ou la sentence contient obligation, libération ou transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles, le droit proportionnel sera le même que celui auquel sont soumises les conventions de même nature par acte notarié.

46. Rédaction des qualités des jugements. (Code de procédure civile, art. 142.) Par chaque rôle, 10 francs.

47. Rédaction du cahier des charges, au cas de vente judiciaire d'immeubles ou de droits incorporels. (Code de procédure civile, art. 957.) Par chaque rôle, 10 francs.

48. Procès-verbal de visite et constatation de lieux, d'enquête, d'expertise ou d'interrogatoire, faits hors l'audience. (Edit de 1778, art. 17, 18, 19 et 21. — Code de procédure civile, art. 269, 295 et 324.) Par chaque vacation, 20 francs.

49. Grosse, expédition, extrait ou copie des actes désignés en la présente section. Par chaque rôle, 6 francs.

CHAPITRE III.

Actes de la juridiction criminelle.

50. Dépôt d'une plainte rédigée par la partie elle-même. (Loi du 28 mai 1836, art. 3, 4 et 7.) Par acte, 3 francs.

Dépôt de requête rédigée par la partie et tendant à citation directe. (Même loi, art. 4.) Par acte, 3 francs.

Dépôt de rapports d'experts ; dépôt de pièces au greffe. (Même loi, art. 5, 16 et 33.) Par acte, 3 francs.

51. Ordonnance consulaire, apposée au bas de la requête, contenant nomination d'experts, d'interprètes et autres ordonnances. (Loi du 28 mai 1836, art. 17, 20, 21 et 31.) Par acte, 3 francs.

52. Citations aux parties, aux prévenus, aux témoins, à fin d'instruction, d'enquête, de confrontation, de récolement, de comparution à l'audience. (Même loi, art. 10 et 17.) Par acte, 3 francs.

Signification. (Même loi, art. 22.) Par acte, 3 francs.

Opposition. (Même loi, art. 44 et 51.) Par acte, 3 francs.

Sommation. Par acte, 3 francs.

Déclaration d'appel. (Loi du 28 mai 1836, art. 56.) Par acte, 3 francs.

Prestation de serments d'experts ou d'interprètes. (Même loi, art. 5 et 33.) Par acte, 3 francs.

53. Plaintes faites par les parties et rédigées en chancellerie. (Loi du 28 mai 1836, art. 3, 4 et 7.) Par acte, 3 francs.

54. Procès-verbal de constatation de flagrant délit. (Même loi, art. 4 et 7.) Par acte, 3 francs.

Requête rédigée en chancellerie, à fin de citation directe. (Même loi, art. 4.) Par acte, 3 francs.

Procès-verbal d'audition de témoins à l'audience. (Même loi, art. 18, 19, 49 et 53.) Par acte, 3 francs.

56. Jugements préparatoires ou interlocutoires. Par acte, 3 francs.

57. Quittances et décharges du montant de condamnations. Par acte, 3 francs.

58. Procès-verbaux et autres actes non désignés de la juridiction criminelle. Par acte, 3 francs.

59. Jugements définitifs. (Loi du 28 mai 1836, art. 49 et 50, § 5). Par chaque jugement, 10 francs.

Si le jugement contient condamnation à des restitutions ou à des dommages-intérêts envers une partie civile, il sera perçu, en outre,

une taxe proportionnelle de 0.50 p. 100 sur le montant de la condamnation.

60. Acte de cautionnement. (Loi du 28 mai 1836, art. 9.) Par acte, 10 francs.

61. Dépôt de sommes versées à titre de cautionnement ou pour effectuer le paiement de condamnations pécuniaires. Sur le montant de la somme (à la sortie), 2 p. 100.

62. Procès-verbaux de transport, visite et constatation de lieux : expertises, enquêtes et interrogatoires auxquels il est procédé hors l'audience dans le rayon de la résidence du consul. (Loi du 28 mai 1836, art. 4, 6, 7, 10 et 11.) Par vacation, 5 francs.

63. Grosses, expéditions, extraits et copies des actes de la juridiction criminelle désignés au présent chapitre. Par chaque rôle, 2 francs.

CHAPITRE IV.

Actes notariés

(L'usufruit et la nue-propriété sont respectivement évalués à la moitié de la valeur de la propriété.)

SECTION I

Actes assujettis à des droits fixes.

Lorsqu'un même acte comprend plusieurs conventions distinctes soumises les unes et les autres au droit fixe, il n'est dû que le droit applicable à la convention donnant lieu à la taxe la plus élevée.

64. Consentement à mariage. (Code civil, art. 73 et 148 à 150). Par acte, 15 francs.

Reconnaissance d'enfant naturel. (Code civil, art. 334.) Par acte, 15 francs.

Si l'acte de reconnaissance est établi comme acte de l'état-civil, ce qui sera le cas le plus fréquent, la minute ne donne lieu à aucune perception.

65. Contrat d'apprentissage. (Loi du 22 février 1851.) Par acte, 15 francs.

66. Confirmation ou ratification. (Code civil, art. 1338.) Par acte, 15 francs.

67. Acceptation de transport. (Code civil, art. 1690.) Par acte, 15 francs.

Aval de garantie. (Code de commerce, art. 141.) Par acte, 15 francs.

68. Acte de notoriété. (Loi du 25 ventôse an XI, art. 7.) Par acte, 15 francs.

69. Désistement. (Code de procédure civile, art. 402 et 403.) Par acte, 15 francs.

70. Certification de signatures sur des actes sous seings privés sans attestation de témoins. — Acte de reconnaissance d'écritures. Par acte, 15 francs.

Vérification et certification des écritures des sociétés ou compagnies industrielles ou financières étrangères qui désirent bénéficier de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850. (Décret du 25 janvier 1899.) Par rôle, 15 francs.

71. Remplacement ou révocation d'arbitres. (Code civil, art. 1005 et 1012.) Par acte, 15 francs.

72. Révocation de mandat. (Code civil, art. 2004 à 2006.) Par acte, 15 francs.

Décharge de mandat. (Code civil, art. 1993.) Par acte, 15 francs.

73. Autres actes unilatéraux de la compétence notariale non dénommés, et qui ne sont point assujettis à l'application d'un droit proportionnel. (Code civil, art. 1103.) Par acte, 15 francs.

74. Transcription littérale sur les registres des actes notariés d'actes sous seings privés qui, passés en chancellerie, auraient été assujettis à un droit fixe :

1° Si la transcription est requise par toutes les parties, même droit que pour l'acte notarié.

2° Si la transcription n'est pas requise par toutes les parties, moitié du droit précédent.

Lorsque les intéressés demandent qu'un acte soit transcrit à la fois en français et en langue étrangère, on perçoit, outre la taxe afférente à la transcription, le droit de traduction de l'article 184.

75. Certification de signatures sur des actes sous seings privés avec attestation de témoins. Par acte, 20 francs.

76. Dépôt de testament olographe fait en chancellerie par le testateur. Par acte, 20 francs.

Retrait du dépôt. Par acte, 20 francs.

Lorsque le testateur est décédé, on applique l'article 44 et, s'il y a lieu, l'article 116.

77. Procuration pour une seule affaire. (Code civil, art. 1985 et suivants.) — Autorisation maritale. (Code civil, art. 215 et suivants.) Par acte, 20 francs.

1. — Le droit est réduit à 5 francs si la procuration ou l'autorisation est donnée, soit pour comparaître en justice ou devant un tribunal arbitral, soit pour siéger dans un conseil de famille, soit pour toucher et recevoir des sommes pour le compte du mandant aux caisses d'épargne ou d'assurances en cas d'accident ou de décès, dont l'administration est confiée à la caisse des dépôts et consignations.

2. — Lorsque la procuration est rédigée à la demande d'un étranger,

on perçoit un droit équivalent à celui qui serait exigé d'un Français par les consuls du pays d'origine de cet étranger, sans toutefois percevoir une taxe inférieure à celle de l'article 77 ou de l'article 85.

78. Dépôts d'actes sous seings privés qui, passés en chancellerie, auraient été assujettis à un droit fixe :

1° Si le dépôt est fait par toutes les parties, même droit que si l'acte avait été passé en chancellerie.

2° Si le dépôt n'est pas fait par toutes les parties, moitié du droit précédent.

79. Rétablissement de communauté. (Code civil, art. 1451.) Par acte, 40 francs.

80. Modification aux statuts d'une société sans augmentation de capital. Par acte, 40 francs.

81. Compte de tuteur à tuteur. (Code civil, art. 469.) Par acte, 40 francs.

82. Compromis. (Code de procédure civile, art. 1005 et suivants.) Par acte, 40 francs.

83. Dissolution de société sans liquidation. (Code civil, art. 1871 ; Code de commerce, art. 46.) [Voir l'art 90, § 3.] Par acte, 40 francs.

84. Séquestre conventionnel. (Code civil, art. 1956 à 1960.) Par acte, 40 francs.

85. Procuration pour toutes les affaires ou pour plusieurs affaires du mandant. (Code civil, art. 1985 et suivants.) Par acte, 40 francs.

Voir l'observation 2 de l'article 77.

86. Autres actes et contrats synallagmatiques ou bilatéraux de la compétence notariale non dénommés en la présente section et qui ne sont pas assujettis au droit proportionnel. (Code civil, art 1103). Par acte, 40 francs.

87. Grosse, expédition ou extrait des actes compris en la présente section. Par chaque rôle, 6 francs.

SECTION II

Actes assujettis à des droits proportionnels.

(Voir la disposition générale VI).

Si l'acte contient plusieurs conventions entièrement distinctes et indépendantes les unes des autres, et donnant chacune ouverture à l'application de droits proportionnels, il sera perçu autant de droits qu'il y aura de conventions.

La taxe proportionnelle sur tout accessoire d'un acte précédemment reçu en chancellerie ne sera perçue que sur la partie du capital ajoutée

au capital primitif, et, s'il n'y est rien ajouté, l'acte est passible d'un droit fixe de 25 francs.

88. Protêt faute d'acceptation ou faute de paiement. (Code de commerce, art. 162 et 163.) Sur le montant de l'effet protesté, 0.50 p. 100.

Le droit sur le protêt faute de paiement sera réduit à moitié si l'acte a été précédé d'un protêt faute d'acceptation.

Pour chaque présentation aux « indications au besoin » ou intervenants quelconques, il sera perçu, outre la taxe proportionnelle, un droit fixe de 4 francs.

Copie du protêt. Par chaque rôle, 6 francs.

89. Bail d'immeubles ou de meubles. (Code civil, art 1713 et 1714). Sur le prix total des années de bail augmenté des charges, 0.50 p. 100 ; minimum : 20 francs.

Cession de bail, sous-location et résiliation de bail. (Code civil, art. 1717.) Sur les années de loyer à courir, *idem*.

Louage d'ouvrage ou d'industrie. (Code civil, art. 1710 et 1779 à 1799). Sur le prix total de la location, 0,50 p. 100 ; minimum : 10 francs.

90. Acte constitutif de société ou de continuation de société. (Code civil, art. 1834 et suivants ; code de commerce, art. 18 et suivants, et art. 39 et 40.) Sur le montant du capital social, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0,50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 50 francs.

Acte modificatif des statuts d'une société, s'il y a augmentation du capital social. (Mêmes articles.) Sur le montant de l'augmentation, *idem*.

Acte contenant dissolution, liquidation et partage de société. (Code civil, art. 1871 ; code de commerce, art. 46.) Sur le total de la masse brute à partager, déduction faite des valeurs fictives, *idem*.

(Dissolution de société sans liquidation : voir l'article 83).

91. Déclaration de souscription de capital et de versement d'actions en matière de société. (Loi du 24 juillet 1867, art. 1^{er} et 24). Sur le montant du capital social, *idem*.

Si le droit proportionnel a déjà été acquitté à raison, soit de la rédaction de l'acte authentique de société en chancellerie, soit du dépôt ou de la transcription de l'acte de société sous seings privés, il ne sera dû qu'un droit fixe de 25 francs.

92. Liquidation de reprises entre époux. (Code civil, art. 1444, 1493 et 1495.) Sur la masse brute, déduction faite des valeurs fictives, 2 p. 100.

Liquidation et partage de société d'acquêts, de communauté et de succession. (Code civil, art. 819 et 1467.) Sur la masse brute, déduction faite des valeurs fictives, 2 p. 100.

Les taxes des articles 92, 175 et 178 ne se cumulent pas.

93. Compte de gestion et de mandat. (Code civil, art. 1993.) Sur le montant des recettes et des dépenses cumulées, déduction faite des valeurs fictives, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 25 francs.

94. Compte de tutelle rendu au mineur émancipé ou devenu majeur. (Code civil, art. 471.) Sur le montant des recettes et des dépenses cumulées, déduction faite des valeurs fictives, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 25 francs.

95. Reddition de compte par le chancelier. Sur le montant des recettes et des dépenses cumulées, déduction faite des valeurs fictives, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 fr. ; 0 50 pour 100 sur le surplus ; minimum : 25 fr.

96. Donation entre vifs. (Code civil, art. 931.) Droit fixe de rédaction, 50 francs.

1° Donation à des enfants ou autres descendants, contenant ou non un partage anticipé. Sur la valeur des biens donnés, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus.

2° Donation à des parents autres que les enfants et descendants et à des personnes non parentes. Sur la valeur des biens donnés, 2 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 1 p. 100 sur le surplus.

3° Donation entre époux pendant le mariage. Droit proportionnel à percevoir au décès, comme en matière de testament.

97. Contrat de vente à l'amiable d'immeubles ou de meubles. (Code civ., art. 1582.) Sur le prix de la vente, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 25 fr.

98. Contrat d'échange d'immeubles ou de meubles. (Code civil, art. 1703.) Sur la valeur de l'immeuble ou de l'objet mobilier le plus important, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 25 francs.

99. Constitution de rente perpétuelle. (Code civil, art. 1909 à 1913) :

A titre onéreux : comme en matière de vente à l'amiable sur le capital formé de vingt fois la rente perpétuelle.

A titre gratuit : comme en matière de donation sur le capital formé de vingt fois la rente perpétuelle.

100. Constitution de rente viagère. (Code civil, art. 1968 et suivants) :

A titre onéreux : comme en matière de vente à l'amiable sur le capital formé de dix fois la rente viagère.

A titre gratuit : comme en matière de donation sur le capital formé de dix fois la rente viagère.

101. Obligation de sommes ou valeurs. (Code civil, art. 1892 et suivants, 1905 et 1907.) Sur le montant de l'obligation, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 25 francs.

102. Transport de rentes, créances ou droits mobiliers :

A titre onéreux : comme en matière d'obligation, sur le prix du transport.

A titre gratuit : comme en matière de donation.

103. Prorogation de délai. Sur le montant de la somme due, le quart du droit de l'article 101.

104. Cautionnement. (Code civil, art. 2011 et suivants.) Le quart des droits de l'acte principal.

Gage ou nantissement. (Code civil, art. 2074 à 2085.) La moitié des droits de l'acte principal.

Affectation hypothécaire. (Code civil, art. 2124 à 2134.) La moitié des droits de l'acte principal.

Acte portant mainlevée d'inscription hypothécaire. (Code civil, art. 2157) :

Droit fixe de rédaction, 10 francs.

Droit proportionnel sur le montant de la somme inscrite, 0 10 p. 100.

Les taxes afférentes aux actes constitutifs d'hypothèques ou portant mainlevée d'hypothèques sont indépendantes des droits relatifs à la conservation des hypothèques. (Voir l'article 187.)

105. Cession de biens ou dation en paiement. (Code civil, art. 1265 et suivants.) Sur la valeur des choses cédées, comme en matière de vente à l'amiable.

106. Titre nouveau. (Code civil, art. 2263.) Moitié des droits perçus sur le titre originaire.

107. Transaction. (Code civil, art. 2044.) Droit fixe ou proportionnel de la convention à laquelle aboutit la transaction, sans préjudice d'un droit fixe de rédaction de 25 francs.

108. Quittance. Sur le montant des sommes reçues, 1 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 50 p. 100 sur le surplus ; minimum : 10 francs.

109. Certificat de propriété. (Loi du 28 floréal an VII et autres lois.)

Lorsqu'il est délivré pour l'exécution d'un acte contenant partage ou mutation de propriété sur lequel le droit proportionnel a été perçu dans la chancellerie. Droit fixe, 5 francs.

Au cas contraire, droit proportionnel, 0 25 p. 100.

C'est ce certificat qui doit être délivré aux ayants droit pour leur permettre de toucher des valeurs de provenance successorale, dans les banques notamment.

110. Contrat de mariage (Code civil, art. 1394). Droit fixe pour la rédaction de l'acte, 50 francs.

Droit proportionnel :

1° Sur le montant des apports réunis, jusqu'à 100.000 francs, 0 50 p. 100 ; sur le surplus, 0,25 p. 100.

2° Sur le montant des sommes constituées en dot par les ascendants, jusqu'à 100.000 francs, 1 p. 100 ; sur le surplus, 0 50 p. 100.

3° Sur le montant des sommes constituées en dot par des parents plus éloignés ou des personnes non parentes, jusqu'à 100.000 francs, 2 p. 100 ; sur le surplus, 1 p. 100.

4° Donation entre époux (art. 1091, Code civil). Donation éventuelle. Institution contractuelle : Droit proportionnel à percevoir au décès comme en matière de testament.

5° Contre-lettre à contrat de mariage : Comme en matière de contrat de mariage.

Si le contrat n'est pas suivi de célébration, le droit proportionnel est restitué ; le droit fixe reste acquis. En cas de résiliation de contrat de mariage, le droit proportionnel est restitué ; le droit fixe reste acquis.

111. Vente d'immeubles aux enchères publiques. Sur le montant de la vente, 4 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 2 p. 100 sur le surplus.

La taxe comprend les frais du procès-verbal de la vente.

112. Vente aux enchères publiques de meubles, marchandises, fonds de commerce, créances, rentes et autres droits incorporels. Sur le montant de la vente, 4 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 2 p. 100 sur le surplus.

Même observation que ci-dessus, article 111.

113. Vente aux enchères publiques de marchandises avariées, délaissées ou abandonnées. Sur le montant de la vente, 0 50 p. 100 jusqu'à 100.000 francs ; 0 25 p. 100 sur le surplus.

Même observation que ci-dessus, article 111.

114. Dépôt d'actes sous seings privés qui, passés en chancellerie, auraient été assujettis, à titre d'actes notariés, à des droits proportionnels :

1° Si le dépôt est fait par toutes les parties, le droit qui aurait été perçu sur les actes authentiques de même nature reçues en chancellerie.

2° Si le dépôt n'est pas fait par toutes les parties, la moitié du droit précédent.

115. Transcription littérale, sur les registres des actes notariés, d'actes sous seings privés qui, passés en chancellerie, auraient été assujettis à des droits proportionnels :

1° Si la transcription est requise par toutes les parties, le droit qui aurait été perçu sur les actes authentiques de même nature reçus en chancellerie.

2° Si la transcription n'est pas requise par toutes les parties, la moitié du droit précédent.

Lorsque les intéressés demandent qu'un acte soit transcrit à la fois en français et en langue étrangère, on perçoit, outre la taxe afférente à la transcription, le droit de traduction de l'article 184.

116. Testament authentique :

Droit fixe de rédaction, 20 francs.

Droit proportionnel dû au décès du testateur sur l'actif net que reçoit le bénéficiaire en vertu des dispositions contenues dans le testament, 1 p. 100.

Testament mystique :

Droit fixe pour l'acte de suscription, 20 francs.

Droit proportionnel dû au décès du testateur sur l'actif net que reçoit le bénéficiaire en vertu des dispositions contenues dans le testament, 1 p. 100.

Testament olographe :

Droit fixe au moment du dépôt au rang des minutes de la chancellerie (voir les art. 44 et 76).

Droit proportionnel dû au décès du testateur sur l'actif net que reçoit le bénéficiaire en vertu des dispositions contenues dans le testament, 0 50 p. 100.

117. Grosse, expédition ou extrait des actes compris en la présente section. Par chaque rôle, 6 francs.

SECTION III

Actes tarifés à la vacation.

118. Inventaires. (Code de procédure civile, art. 941 à 943.) Par chaque vacation, 20 francs.

119. Notification de mariage. (Code civil, art. 151 à 154.) Par chaque vacation, 20 francs.

120. Compulsoire. (Code de procédure civile, art. 846 et suivants.) Par chaque vacation, 20 francs.

121. Atermolement. Par chaque vacation, 20 francs.

122. Autres procès-verbaux de la compétence notariale non mentionnés au présent tarif. Par chaque vacation, 20 francs.

123. Grosse, expédition ou extrait des actes compris en la présente section. Par chaque rôle, 6 francs.

CHAPITRE V

Actes de la navigation.

Les taxes de navigation sont perçues sur la jauge nette, les fractions de tonneau comptant pour un tonneau entier.

Les actes concernant la navigation, non dénommés dans le présent chapitre, payeront les droits spécifiés aux autres chapitres du tarif.

Dans les opérations relatives à un naufrage ou à un échouement avec bris, tous actes et toute première expédition des actes faits par le consul ou par le chancelier comme remplissant à l'étranger les fonctions dont les administrateurs de l'inscription maritime sont chargés en France, ne donnent lieu à aucune perception. Tous les actes qui sont, dans ces deux cas, du ressort du tribunal de commerce en France doivent acquitter les taxes du tarif.

L'intervention des consuls est gratuite en matière de prises, qu'il s'agisse d'actes d'instruction ou d'administration.

124. Expédition d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou son chargement complet ou partiel.

Par tonneau, jusqu'à 1.000 tonnes, 0 08.

Par tonneau, de 1,000 à 2,000 tonnes, 0 02.

Par 100 tonnes, au-dessus de 2,000 tonnes (toute fraction supérieure à 50 tonnes comptant pour 100 tonnes ; toute fraction inférieure à 50 tonnes étant négligée dans le calcul), 0 20.

L'expédition comprend l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée, au départ et pendant le séjour, savoir : 1° rapport (reçu en France par l'administrateur de l'inscription maritime) ; 2° certificat d'arrivée et de départ ; 3° rapport concernant la santé ; 4° visa du registre de bord ; 5° visa du congé ; 6° visa du rôle d'équipage ; 7° changement du rôle d'équipage, dans les cas prévus par la circulaire du ministère de la marine du 27 janvier 1883 ; 8° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie ; 9° déclaration de simple relâche ; 10° dépôt et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine, pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime ou d'un délit, d'une naissance ou d'un décès ; dépôt de testaments, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés ; 11° délivrance ou visa d'une patente de santé ; 12° acte de dépôt ou cautionnement de sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, de sépulture de marins laissés à terre ; 13° certificats quelconques requis par l'autorité locale et relatifs au navire ou à l'expédition ; 14° mention, sur le rôle, d'avances ou d'acomptes à l'équipage ; 15° décompte et envoi en France de salaires de marins débarqués ; 16° certificats, déclarations et autres documents administratifs requis par les marins du navire, en vue de toucher une somme quelconque d'une des caisses de l'établissement des invalides de la marine ; 17° procédure et jugements, en exécution du décret-loi du 24 mars 1852 ; 18° liquidation et envoi en France de successions maritimes ; 19° visa du certificat de bonne conduite d'un marin ; 20° mentions apposées sur les registres de traversées pour l'application de la loi sur la marine marchande (circulaire du 13 juin 1883) ; 21° toutes mentions ou pièces pour l'obtention des primes à la marine marchande.

Sont exempts du droit d'expédition les bateaux armés pour la pêche.

125. Expédition d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou

son chargement complet ou partiel, s'il a déjà payé le droit entier d'expédition dans un des ports de l'Etat où il se trouve, et s'il n'a touché, depuis lors, à aucun port d'un autre Etat, 0 02 par tonneau jusqu'à 2.000 tonneaux minimum : 5 francs.

1. — Voir les observations de l'article 124.

2. — Les ports situés dans les colonies ou dans les pays de protectorat d'un Etat n'étant pas considérés comme faisant partie de cet Etat le droit de l'article 125 n'y est pas applicable. Ce droit sera perçu dans les ports subséquents d'une même colonie ou d'un même pays de protectorat.

3. — Le droit proportionnel ne se perçoit que jusqu'à concurrence de 2,000 tonneaux sur les navires d'un tonnage supérieur.

126. Expédition d'un bâtiment faisant un service régulier, dans chaque port de la ligne, 0 02 par tonneau jusqu'à 2,000 tonneaux ; minimum : 5 francs.

Voir les observations de l'article 124 et l'observation 3 de l'article 125.

Sera considérée comme faisant un service régulier toute entreprise de transport maritime qui desservira périodiquement et au moins une fois par trimestre, suivant un itinéraire fixe et un horaire arrêté d'avance, le port où le présent tarif devra être appliqué.

Les compagnies ou armateurs ont la faculté de ne payer que 13 fois par trimestre les droits prévus par l'article 126. Les versements, dans ce cas, doivent être effectués par anticipation, au début de chaque trimestre administratif. Cet abonnement est calculé sur la jauge nette moyenne des bâtiments affectés à la ligne pendant le trimestre, à raison de 2 fr. par 100 tonneaux jusqu'à 2.000 tonneaux, toute fraction supérieure à 50 tonneaux comptant pour 100 tonneaux, et toute fraction inférieure à 50 tonneaux étant négligée dans le calcul. Ceux qui voudront bénéficier de cette réduction remettront en chancellerie la liste des navires devant desservir la ligne pendant le trimestre et le relevé officiel de la jauge nette de chacun d'eux.

Il sera délivré pour chaque navire, par les soins des consulats où ces versements seront effectués, une carte trimestrielle d'expédition.

127. Expédition d'un bâtiment en relâche, qui n'a embarqué ou embarqué ni marchandises, ni passagers payant fret, 0,01 par tonneau jusqu'à 2,000 tonneaux ; minimum : 5 francs.

Voir les observations de l'article 124 et l'observation 3 de l'article 125.

Les yachts de plaisance sont exemptés du droit d'expédition, sauf le cas où l'intervention consulaire est requise, auquel cas il leur sera appliqué les droits ordinaires du tarif.

Ne sont pas considérés comme relâches et ne donnent pas lieu, en conséquence, à la perception de la taxe les arrêts sous voiles ou vapeur ou les mouillages pour embarquer des pilotes, déposer ou recevoir la

correspondance postale, fuir les pirates, les ennemis, échapper à une tempête, transborder la marchandise si le navire est déclaré innavigable.

Sont, au contraire, considérés comme relâche, les mouillages sur rade pour prendre des vivres, de l'eau, du charbon, des matelots, recevoir des ordres, étudier la place dans un but quelconque, soumettre la cargaison à des mesures sanitaires, la mettre en magasin jusqu'après la réparation du navire qui la conduit, vendre des marchandises dans le cas de l'article 234 du code de commerce et, généralement, pour toute opération qui n'a pas pour objet un fret par suite d'un déchargement volontairement opéré ou d'un chargement.

128. Courtage et interprétation dans les cas prévus par les traités, et lorsqu'ils sont requis, 0,02 par tonneau jusqu'à 2.000 tonnes ; minimum : 10 francs.

Voir l'observation 3 de l'article 125.

Sont comprises dans ce droit la rédaction du manifeste et les traductions et copies de cette pièce exigées par l'autorité locale.

129. Rédaction du manifeste de sortie, lorsqu'elle est demandée, 0.02 par tonneau jusqu'à 2.000 tonnes ; minimum : 5 francs.

Voir l'observation 3 de l'article 125.

130. Rapport avec ou sans audition de tout ou partie de l'équipage et des passagers, dans les cas prévus par les articles 242 à 247 du code de commerce. Par chaque rôle, 6 francs.

Ce rapport, reçu en France par l'autorité judiciaire, sert à sauvegarder, quand il est affirmé et vérifié, la responsabilité du capitaine envers l'armement, les chargeurs, destinataires ou assureurs, en cas d'avaries présumées ou apparentes, à la suite de fortune de mer.

131. Mouvement sur le rôle d'équipage. Par marin embarqué ou débarqué, 0 fr. 50.

Les droits perçus seront toujours à la charge de l'armement, suivant l'usage.

Pour les marins disgraciés et autres personnes embarquées ou débarquées soit en vertu d'ordres des consuls, soit gratuitement et par humanité de la part du capitaine, le droit n'est pas dû.

132. Mention sur le rôle d'embarquement ou de débarquement de passagers. Par passager, 0 fr. 50.

Dépôt en chancellerie de la liste des passagers. Par passager, 0 fr. 50.

Voir les observations de l'article 131.

Ce droit ne sera acquitté que jusqu'à concurrence de 50 passagers embarqués ou débarqués.

Les compagnies ou armateurs qui payent par abonnement la taxe de l'article 126 pourront également s'abonner pour l'article 132, en versant par anticipation, au début de chaque trimestre administratif, une somme de 130 francs.

133. Certificat de visite d'un bâtiment. Par certificat, 20 francs.

Ce droit représente le coût de l'ordonnance de nomination des experts, de l'acte de prestation de serment, du dépôt du rapport des experts, de l'expédition du rapport et des autres actes de chancellerie faits en vue de l'expertise.

Il est appliqué autant de fois qu'il y a d'expertises différentes à faire ; par exemple : visite de la coque, visite des chaudières, visite du coffre à médicaments, etc.

134. Ouverture d'un registre de bord, en cas de perte ou d'insuffisance du précédent. Par feuille cotée et parafée, 0 fr. 50.

Sur la déclaration affirmée et signée du capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

135. Remplacement, en cas de perte, d'un rôle d'équipage. — Addition de feuilles au rôle d'équipage. Par feuille, 3 francs.

Voir l'observation de l'article 134.

Ce droit ne sera pas perçu dans les ports que l'administration de la caisse des invalides de la marine aura pourvus directement de rôles et de feuilles de rôle d'équipage (circulaire du ministère de la marine du 6 février 1874).

136. Remplacement, en cas de perte, d'un congé, d'un passavant, d'une patente de santé. — Certificat tenant lieu d'acte de francisation, en cas de perte de cet acte. Par acte, 5 francs.

Voir l'observation de l'article 134.

137. Visa de la patente de santé et des autres pièces de bord, s'il devient nécessaire, après expédition du navire. Par visa, 5 francs.

138. Armement primitif. Par tonneau, jusqu'à 2.000 tonneaux, 0 fr. 05 ; minimum, 10 francs.

Voir l'observation 3 de l'article 125.

L'armement comprend l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour l'armement sous pavillon français d'un navire étranger : 1° déclaration d'armement accompagnée de l'acte d'achat original traduit en français s'il est rédigé en langue étrangère, et d'un certificat du consul de la nation du navire vendu, déclarant que la vente est régulière ; 2° affirmation que l'acquéreur est seul propriétaire, ou pour quelle part, s'il a un copropriétaire ; 3° versement des droits d'importation, avec soumission d'en payer le complément si l'administration des douanes juge que la perception a été insuffisante ; 4° transmission au receveur principal des douanes, à Paris, du montant du droit d'importation recouvré ; 5° délivrance et enregistrement d'un rôle d'équipage, d'un permis de navigation, d'un congé provisoire, d'un passavant, d'un registre de bord coté et parafé ; 6° toutes les formalités et actes compris dans l'expédition (voir l'observation de l'article 124).

Désarmement, 0 fr. 10 par tonneau jusqu'à 2.000 tonneaux ; minimum : 20 francs.

Voir l'observation 3 de l'article 125.

Le désarmement comprend l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour le désarmement : 1° déclaration de désarmement ; 2° rôle de désarmement ; 3° décompte des salaires de l'équipage et versement de ces salaires et des frais de rapatriement pour être transmis au ministère de la marine ; 4° délivrance de feuilles de route aux gens de l'équipage ; 5° acte de dépôt et visa de l'acte de francisation, du congé, du rôle d'équipage ; 6° apostilles et visa du journal de navigation et de l'acte de propriété ; 7° expédition des actes ci-dessus qui doivent être remis au capitaine.

Le droit d'expédition des articles 124 à 127 n'est pas dû par le navire qui est désarmé immédiatement après l'accomplissement des formalités d'arrivée (ordonnance du 29 octobre 1833, art. 10 à 17 inclus). Ce droit est dû lorsque le désarmement est postérieur à l'accomplissement des formalités de départ (ordonnance du 29 octobre 1833, art. 43 à 54).

Réarmement après désarmement, 0 fr. 10 par tonneau jusqu'à 2.000 tonneaux ; minimum : 20 francs.

Voir l'observation 3 de l'article 125.

Le réarmement comprend l'ensemble des formalités nécessaires pour le réarmement : 1° déclaration de réarmement ; 2° délivrance et enregistrement d'un rôle d'équipage, d'un permis de navigation, d'un congé provisoire, d'un passavant, d'un registre de bord coté et parafé ; 3° toutes les formalités et actes compris dans l'expédition (voir l'observation de l'article 124).

Le droit de réarmement n'est dû que lorsque cette formalité a lieu plus de trois mois après l'accomplissement de la formalité de désarmement. Si le réarmement est effectué avant l'expiration de ce délai, le droit d'expédition des articles 124 à 127 sera seul perçu.

Payement des salaires à bord, en présence du consul ou du chancelier, sur la demande expresse du capitaine. Vacation spéciale, 40 francs.

Lorsque le capitaine ne demande pas que le paiement ait lieu à bord ou lorsque les nécessités du service ne permettent pas au consul de s'y rendre ou d'y envoyer un délégué, la taxe de 40 francs ne sera pas perçue.

139. Ordonnance du consul en matière maritime. — Prestation de serment des experts. Droit fixe par acte, 5 francs.

Dépôts de rapports d'experts dressés par ceux-ci. Droit fixe par acte, 5 francs.

Il n'est pas perçu de droit de dépôt sur les requêtes.

Déclaration de délaissement de navires et de marchandises. Droit fixe par acte, 5 francs.

140. Homologation d'un règlement d'avaries communes. Sur la somme à répartir, 0.20 p. 100 ; minimum : 10 francs.

141. Rapports d'experts dressé par le chancelier. Par rôle, 5 francs.

142. Ordonnance d'innavigabilité avec autorisation de vendre. Droit fixe, 20 francs.

Dans les opérations relatives à un naufrage ou à un échouement avec bris, tous actes et toute première expédition des actes faits par le consul ou le chancelier comme remplissant à l'étranger les fonctions dont les administrateurs de l'inscription maritime sont chargés en France, ne donnent lieu à aucune perception. • Tous les actes qui sont, dans ces deux cas, du ressort du tribunal de commerce en France doivent acquitter les taxes du tarif.

143. Procès-verbaux d'adjudication de prêts à la grosse, de réparation de navires, et autres procès-verbaux quelconques en matière maritime, y compris les minutes. Par vacation :

En chancellerie, 10 francs.

Hors chancellerie, 20 francs.

Voir l'observation de l'article 142.

144. Contrat d'affrètement ou charte-partie. Sur le prix convenu, 0.25 p. 100.

Lorsque des actes de cette nature seront passés sous seings privés, leur dépôt ou leur transcription en chancellerie donnera lieu à la perception des mêmes droits, si le dépôt est fait ou la transcription requise par toutes les parties. Dans le cas contraire, il ne sera perçu que la moitié de ces droits.

145. Rédaction de police de chargement ou connaissance. Par exemplaire, 1 fr. 50.

Voir l'observation de l'article 144.

146. Police ou contrat d'assurances maritimes. Par acte, 20 francs.

Voir l'observation de l'article 144.

147. Résiliation, modification dudit contrat. Par acte, 10 francs.

Voir l'observation de l'article 144.

148. Contrat à la grosse ou de prêt sur marchandises, dans les cas prévus par le code de commerce (art. 234 et 315) :

Sur la valeur du prêt : jusqu'à 20.000 francs, 0.50 p. 100.

Sur le surplus, 0.25 p. 100.

Voir l'observation de l'article 144.

149. Vente aux enchères de marchandises, dans le cas prévu par l'article 234 du code de commerce, d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcations, d'agrès et d'autres articles d'inventaire. Sur le produit de la vente, 0.50 p. 100 jusqu'à 50.000 francs ; 0.25 p. 100 sur le surplus.

150. Vente, par contrat, d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcations, d'agrès et appareils, et autres articles d'inventaire. Sur le produit de la vente, 0.50 p. 100 jusqu'à 50.000 francs ; 0.25 p. 100 sur le surplus.

Voir l'observation de l'article 144.

151. Transcription littérale d'actes de la navigation n'ayant pas le caractère d'acte notarié. — Copie collationnée, expédition, extrait littéral ou analytique ; publication, par affiches, de procès-verbaux et autres pièces concernant la navigation. — Extrait d'un règlement d'avaries communes. Par rôle, 3 francs.

Lorsque les intéressés demandent qu'un acte soit transcrit à la fois en français et en langue étrangère on perçoit, outre la taxe afférente à la transcription, le droit de traduction de l'article 184.

Il n'est perçu aucun droit pour la transcription des actes dressés en chancellerie.

CHAPITRE VI.

Actes administratifs.

152. Passeports aux Français. Par acte, 12 francs.

1. — Le droit est réduit à 4 francs pour tout Français ou protégé Français de passage ou immatriculé dans les délais réglementaires.

2. — La gratuité est acquise de plein droit : 1^o aux marins et militaires, pour la délivrance et le visa de leurs feuilles de route ; 2^o aux émigrants, pour le visa des contrats passés entre eux et les agents d'émigration et qui leur tiennent lieu de passeports (circulaire du 10 février 1855).

153. Passeports aux étrangers. Par acte, taxe de réciprocité ; minimum : 20 francs.

154. Visa de passeports de Français. Par visa, 5 francs.

1. — Le droit est réduit à 3 francs pour tout Français ou protégé Français de passage ou immatriculé dans les délais réglementaires.

2. — Voir l'observation 2 de l'article 152.

3. — Lorsqu'un même passeport est présenté au visa plusieurs fois dans le cours d'une même année, les divers visas ne donnent lieu qu'à la perception d'une seule taxe. Mais la taxe est due pour tout premier visa d'un passeport, quand même il se serait écoulé moins d'un an depuis l'époque du dernier visa apposé sur un passeport antérieur.

155. Visa de passeports d'étrangers. Par visa, taxe de réciprocité ; minimum : 10 francs.

Voir l'observation 2 de l'article 152 et l'observation 3 de l'article 154.

156. Passes et visa de passes spéciales et provisoires dans les postes consulaires où la délivrance en est autorisée par le ministre des affaires étrangères. Par acte, 4 francs.

La durée de la passe est d'un mois au maximum. En aucun cas elle ne doit être délivrée à la place d'un passeport.

157. Certificats d'immatriculation délivrés à des Français. Par certificat, 5 francs.

Voir disposition générale VIII.

158. Certificats annuels d'inscription au registre des indigènes sujets ou protégés français de l'Algérie et des pays placés sous la souveraineté ou le protectorat de la France. Par certificat, 5 francs.

Voir disposition générale VIII.

159. Certificats de nationalité à délivrer aux protégés étrangers. Par certificat, 5 francs.

160. Patente annuelle de protection. (Ordonnance du 3 mars 1781, art. 144, 145 et 146). Par acte, 5 francs.

161. Visa de certificats d'immatriculation, d'inscription aux registres des protégés français, de nationalité, de patente de protection. Par visa, 5 francs.

162. Certificats de vie pour perception de rentes ou pensions annuelles. — Légalisation de ces certificats. Par acte ou par légalisation, 2 francs.

Voir les observations 1 et 2 de l'article 171.

163. Certificats de vie pour perception de pensions et d'allocations fixes sur l'Etat, les départements, les communes et les administrations locales des colonies. — Légalisation de ces certificats. Par acte ou par légalisation, 1 franc.

Voir les observations 1 et 2 de l'article 171.

164. Certificats de vie dans tous les cas non visés par les deux articles précédents. — Légalisation de ces certificats. Par acte ou par légalisation, 6 francs.

Voir les observations 1 et 2 de l'article 171.

165. Certificats quelconques requis par l'autorité locale. Par certificat, 6 francs.

166. Certificats d'origine. — Légalisation ou visa de ces certificats. Par acte, par légalisation ou par visa, taxe de réciprocité ; minimum : 6 francs.

Aucune taxe n'est perçue dans les pays avec lesquels nous sommes liés par des accords entraînant la gratuité réciproque pour les certificats d'origine.

167. Certificats de destination de marchandises. Certificats constatant qu'il a été ou qu'il n'a pas été embarqué ou débarqué de marchandises. Par acte :

Pour les Français, 8 francs.

Pour les étrangers, taxe de réciprocité ; minimum : 12 francs.

Cet article s'applique notamment au certificat de débarquement de morue ; la taxe comprend, dans ce cas, l'assistance du délégué du consulat aux opérations de débarquement et d'expertise.

168. Décharge d'acquit-à-caution. Par acte, 8 francs.

169. Visa de contrat de louage d'émigrants. Par émigrant, 2 francs.

Ce droit comprend l'ensemble des formalités à remplir par le consul dans le but de vérifier la légalité des contrats ou l'aménagement des navires.

170. Visa dans les cas non spécifiés. Par visa, taxe de réciprocité ; minimum : 6 francs.

Voir l'observation 1 de l'article 171.

171. Légalisation de signatures demandée par des Français. Par chaque légalisation, 12 francs.

Légalisation de signatures demandée par des étrangers. Par chaque légalisation, taxe de réciprocité ; minimum : 12 francs.

1. — La légalisation ou le visa par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que la légalisation ou le visa d'un acte fait ou légalisé par un agent consulaire de la même circonscription, ne donne lieu à aucune perception.

2. — Si le même acte est présenté en même temps à la légalisation en plusieurs expéditions, la première seulement donne lieu au paiement du droit entier ; les autres ne sont assujetties qu'au demi-droit.

3. — Le droit de légalisation est réduit de moitié pour les actes de la navigation, pour les Français et indigènes sujets ou protégés Français, s'ils sont immatriculés ou régulièrement inscrits au consulat, et s'ils ne sont que de passage ou s'ils ne résident pas dans la circonscription consulaire, ainsi que pour les actes destinés à être transmis au siège des compagnies françaises d'assurances maritimes ou sur la vie établis en France.

4. — Le droit est réduit à 3 francs dans les cas suivants : légalisations sur pouvoirs de se faire représenter en justice, dans un conseil de famille, ou pour retirer des lettres dans un bureau de poste ; légalisations sur cartes d'identité des sociétés de chemins de fer, de navigation, du Touring-Club ; légalisations sur pouvoirs pour toucher des sommes ne dépassant pas deux cents francs.

172. Patente de santé et visa de la patente de santé pour un navire étranger. Par acte ou visa, taxe de réciprocité ; minimum : 20 francs.

173. Visa de manifeste d'un navire étranger, quand il est requis. Par visa, taxe de réciprocité ou 0 fr. 03 par tonneau jusqu'à 2.000 tonnes ; minimum : 15 francs.

Le droit proportionnel ne se perçoit que jusqu'à concurrence de 2.000 tonnes sur les navires d'un tonnage supérieur.

CHAPITRE VII.

Actes divers.

174. Déclaration, certificat, procès-verbal quelconque dans tous les cas non spécifiés. Par rôle de minute, taxe de réciprocité ; minimum : 12 francs.

Expédition ou extrait. Par chaque rôle, 6 francs.

175. Dépôt de sommes d'argent, titres au porteur, valeurs immédiatement réalisables, marchandises, effets et autres objets mobiliers. Droit proportionnel sur le montant de la somme ou valeur estimée, 2 p. 100.

Le droit ne se perçoit que lors du retrait du dépôt ; la minute des actes de dépôt et de retrait ne donne ouverture à aucune perception.

Les taxes des articles 92, 175 et 178 ne se cumulent pas.

176. Dépôt ou retrait de pièces, titres nominatifs, valeurs non immédiatement réalisables ou registres. Par acte, 20 francs.

177. Expédition ou extrait, à la demande des intéressés, des actes de dépôt ou retrait énoncés aux articles 175 et 176. Par chaque rôle, 6 francs.

178. Recouvrement de créances, de successions, de sommes ou de valeurs quelconques, effectué soit par les agents du département, soit par les parties elles-mêmes, à la suite de l'intervention de ces agents, ou opéré en vertu d'accords internationaux. Sur le montant du recouvrement, 2 p. 100.

Les taxes des articles 92, 175 et 178 ne se cumulent pas. Ces taxes ne sont jamais perçues au profit du Trésor toutes les fois qu'un recouvrement a été opéré par un agent consulaire. Lorsque le recouvrement est relatif à une chose de valeur indéterminée et inappréciable en argent, le droit proportionnel est remplacé par une taxe calculée d'après le nombre des vacations, par application de l'article 188.

Dans les cas de recouvrements opérés en vertu d'accords internationaux, le ministre peut, à titre tout à fait exceptionnel et par arrêté motivé, exonérer les intéressés du paiement du droit.

179. Procès-verbal de transport de corps. Par acte, 40 francs.

Procès-verbal d'identification d'automobiles et autres appareils de transport. Par acte, 40 francs.

Les procès-verbaux de cette nature s'appliquent à des automobiles ou autres appareils de transport de fabrication étrangère. Ils sont requis par les propriétaires pour réclamer à la douane française les cautionnements versés au moment de leur entrée en France et qui n'auraient pas été retirés à la sortie.

Certificat de transport, de propriété ou d'état de mobilier. Par certificat :

Pour les étrangers, 40 francs.

Pour les Français, 20 francs.

Les taxes de l'article 179 comprennent toutes les formalités relatives aux constatations nécessaires à l'établissement des différents actes ci-dessus.

180. Communication de pièces en chancellerie, sans déplacement. Quel que soit le nombre des pièces, 6 francs.

181. Acte constatant une remise de pièces. Par acte, 6 francs.

Expédition ou extrait. Par chaque rôle, 6 francs.

182. Actes énoncés aux articles 176, 180 et 181 lorsqu'il y a inventaire des pièces et s'ils contiennent plus d'un rôle. Par chaque rôle de minute, 6 francs.

Expédition ou extrait. Par chaque rôle, 6 francs.

183. Transcription littérale d'actes administratifs ou autres n'ayant pas le caractère d'actes notariés. Par chaque rôle, 8 francs.

Il n'est perçu aucun droit pour la transcription des actes dressés en chancellerie.

Lorsque les intéressés demandent qu'un acte soit transcrit à la fois en français et en langue étrangère, on perçoit, outre la taxe afférente à la transcription, le droit de traduction de l'article 184.

Copie collationnée, expédition. — Extrait littéral ou analytique, — publication par affiches de pièces ou actes quelconques, dans tous les cas non spécifiés. Par chaque rôle, 8 francs.

184. Traduction et vérification de traductions certifiées conformes, savoir :

Pour les langues orientales et pour celles de l'Extrême-Orient. Par chaque rôle :

Thème, 24 francs.

Version, 18 francs.

Pour les autres langues. Par chaque rôle :

Thème, 15 francs.

Version, 12 francs.

Si l'on demande en même temps plusieurs traductions d'un seul et même acte, la première traduction donne lieu au paiement du droit entier ; les autres ne sont assujetties qu'au demi-droit.

Lorsque la traduction ou la vérification est demandée par un étranger, on perçoit un droit équivalent à celui qui serait exigé d'un Français par les consuls du pays d'origine de cet étranger, sans toutefois percevoir des taxes inférieures à celles de l'article 184.

185. Copies en langue étrangère, savoir :

Pour les langues orientales et celles de l'Extrême-Orient. Par chaque rôle, 12 francs.

Pour les autres langues. Par chaque rôle, 10 francs.

186. Tenue d'un compte courant de recettes et de dépenses en chancellerie. Par chaque article de compte, 0 fr. 50. Minimum : 20 francs.

187. Inscription ou radiation d'une hypothèque. Par acte, 15 francs.

Certificat d'inscription ou de radiation. Par acte, 15 francs.

Ce droit est indépendant des taxes afférentes aux actes constitutifs d'hypothèque ou portant mainlevée d'hypothèque. (Voir l'article 104.)

188. Vacation du chancelier et du drogman ou interprète, dans tous les cas non spécifiés. Par chaque vacation, 20 francs.

II^e PARTIE

Tarif des droits à percevoir au ministère des affaires étrangères par l'agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires.

L'agent comptable des chancelleries diplomatiques et consulaires perçoit d'office toutes les taxes qui, par suite d'erreur ou pour toute autre cause, n'ont pas été perçues par les agents à l'étranger. Il applique tous les articles du tarif afférents aux pièces d'état civil, aux copies d'actes notariés et à tous autres documents que le ministère des affaires étrangères a qualité pour délivrer.

Les frais de timbre et d'enregistrement, s'il y a lieu, sont à la charge des requérants.

Sous la réserve de la gratuité résultant des dispositions générales ou des observations du tarif et acquise, en outre, aux certificats de vie revêtus de la légalisation d'une autorité française, les visas et légalisations délivrés au ministère des affaires étrangères donnent lieu à la perception des taxes suivantes :

a) 1 fr. pour tous actes d'état civil, toutes pièces nécessaires pour les mariages (certificats d'état libre, consentements, actes respectueux, notifications, etc.), passeports des Français, certificats d'immatriculation et de nationalité, patentes de protection, certificats militaires, certificats d'origine et de débarquement de morue, quels que soient les légalisations ou visas dont ces documents sont déjà revêtus ;

b) 2 fr. pour les autres actes munis de la légalisation ou du visa d'un agent français à l'étranger ou d'une autorité française quelconque ;

c) 10 fr. pour les passeports d'étrangers autres que ceux des marchands ambulants, des journaliers, des gens à gages, sans place, pour lesquels ladite taxe est réduite à 2 fr.

d) 6 fr. dans tous les autres cas.

II

Décret complémentaire du 29 mars 1910.

Le Président de la République française,

Sur la proposition des ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce et de l'industrie,

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 30 novembre 1875 ;

Vu le décret du 30 novembre 1909 ;

Décète :

ART. 1^{er}. — Est reportée au 1^{er} juillet 1910 la date d'application du tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au ministère des affaires étrangères, qui est annexé au décret du 31 novembre 1909.

ART. 2. — Les modifications suivantes sont apportées à ce tarif :

1^o L'observation qui se trouve en tête de la première section du chapitre IV est remplacée par la suivante :

« Lorsqu'un même acte comprend plusieurs conventions dérivant ou dépendant les unes des autres, il ne sera perçu que le droit applicable à la convention donnant lieu à la taxe la plus élevée.

« Si les conventions sont indépendantes, le droit est dû pour chacune d'elles. »

2^o L'article 44 sera rédigé comme suit :

« Procès-verbal d'ouverture et de description des testaments et codicilles, ordonnance de dépôt ou d'envoi en France comprise (code civil, art. 1007).

« Dépôt au rang des minutes de la chancellerie de testaments et codicilles ou d'une copie figurée.

« L'article 44 n'est applicable qu'au décès du testateur. Lorsque le dépôt est fait du vivant du testateur, la taxe à percevoir est celle de l'article 79. (Voir, pour le droit proportionnel, l'article 116.)

3^o Sont supprimées les observations des articles 92 et 109.

4^o Il est ajouté à l'article 116 l'observation ci-dessous :

« Le droit proportionnel n'est pas dû lorsque le testament olographe est transmis en France ou dans les colonies en original par application de l'article 1007 du code civil. »

5° Est modifiée comme suit l'observation qui accompagne l'article 126 :

« Voir les observations de l'article 124 et l'observation 3 de l'article 125.

« Sera considérée comme faisant un service régulier toute entreprise de transport maritime qui desservira périodiquement et au moins une fois par trimestre, suivant un itinéraire fixe et un horaire arrêté d'avance, le port où le présent tarif devra être appliqué.

« Les compagnies ou armateurs ont la faculté de ne payer que treize fois par trimestre dans chaque consulat les droits prévus par l'article 126. Les versements, dans ce cas, doivent être effectués au début de chaque trimestre administratif. Cet abonnement est calculé sur la jauge nette moyenne des bâtiments ayant desservi le port pendant le trimestre précédent, à raison de 2 fr. par 100 tonneaux, jusqu'à 2.000 tonneaux, toute fraction supérieure à 50 tonneaux comptant pour 100 tonneaux, et toute fraction inférieure à 50 tonneaux étant négligée dans le calcul. Ceux qui voudront bénéficier de cette réduction remettront en chancellerie le relevé officiel de la jauge nette de chaque navire.

« Il sera délivré pour chaque navire, par les soins des consulats où ces versements seront effectués, une carte d'expédition. »

6° L'observation ci-après : « Les taxes des articles 92, 175 et 178 ne se cumulent pas », qui accompagne les articles 175 et 178, est remplacée par celle-ci :

« Les taxes des articles 175 et 178 ne se cumulent pas. »

ART. 3. — Les ministres des affaires étrangères, des finances et du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 mars 1910.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Le ministre des finances

Georges COCHERY.

Le ministre du commerce et de l'industrie,

Jean DUPUY.

III

Décret du 5 décembre 1909 relatif à la perception des taxes de chancellerie dans les agences consulaires.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 20 décembre 1890 ;

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 novembre 1909 ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète :

ART. 1^{er}. — Les agents consulaires perçoivent des taxes du tarif des chancelleries pour tous les actes qu'ils délivrent et toutes les formalités qu'ils remplissent.

ART. 2. — Quand les recettes annuelles dépassent la somme de 1,000 fr., le total de ces recettes doit être inscrit dans la comptabilité des postes diplomatiques et consulaires dont relève l'agent.

ART. 3. — Chaque année, le ministère des affaires étrangères établit, en se basant sur le montant des recettes effectuées pendant l'année précédente, la liste des agences qui peuvent être appelées à subir, l'année suivante, le prélèvement sur leurs recettes du tant pour cent au profit du Trésor, prévu aux observations générales du paragraphe XIII du tarif des chancelleries.

ART. 4. — Toutes ces dispositions seront applicables à partir du 1^{er} avril 1910.

ART. 5. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 décembre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

IV

Décret du 6 décembre 1909 portant fixation du change dans les chancelleries diplomatiques et consulaires.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 20 décembre 1890 ;

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 novembre 1909 ;

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Décrète :

ART. 1^{er}. — Les droits de chancellerie indiqués au tarif sont perçus en monnaie locale à un change fixe arrêté annuellement, pour chaque pays, par le ministre des affaires étrangères.

ART. 2. — Ce change sera notifié à tous les postes diplomatiques et consulaires dans le courant du premier trimestre 1910, pour pouvoir être appliqué à partir du 1^{er} avril 1910.

ART. 3. — Ledit change conservera son plein effet jusqu'à nouvel avis du département des affaires étrangères.

ART. 4. — Exceptionnellement, le taux du change pourra être fixé par les chefs des postes diplomatiques et consulaires, lorsqu'ils auront reçu à cet effet une délégation spéciale du ministre.

ART. 5. — Par mesure transitoire, et par suite de ces dispositions, les agents diplomatiques et consulaires auront à transmettre au département, à la date du 31 mars 1910, par traites à l'ordre du caissier-payeur central du Trésor public, le montant total de l'excédent des recettes budgétaires de leur poste.

ART. 6. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 décembre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,

S. PICHON.

Circulaire relative à la délivrance du certificat international de route des automobiles.

(Journal officiel, 21 juillet 1910.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES, ET
LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES, A
M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT D.....

Paris, le 12 juillet 1910.

La convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris le 11 octobre 1909 (1), a été portée à votre connaissance par son insertion au *Journal officiel* du 7 avril dernier, précédée du décret du 29 mars portant qu'elle recevrait sa pleine et entière exécution.

Je vous transmets par la présente circulaire les instructions que comporte son application.

Actuellement, les puissances signataires de la convention et celles qui y ont adhéré en vertu de l'article 12 sont les suivantes : France, Allemagne, Autriche, Hongrie, Belgique, Bulgarie, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Monaco et Russie.

Si d'autres puissances y adhèrent ultérieurement, vous en serez avisé dès que nous en aurons été informés par notre collègue des affaires étrangères.

1. Aux termes de cette convention, il est créé un titre, dit certificat international de route, qui peut être obtenu dans chacun des pays contractants pour la circulation temporaire dans les autres pays. Ce titre est valable durant une année à dater du jour de sa délivrance ; il est relatif à la fois à l'automobile et à son conducteur. Dans le cas où le véhicule doit être conduit par plusieurs conducteurs à tour de rôle, le certificat est établi en conséquence.

2. Vous aurez à délivrer le certificat international de route aux possesseurs d'automobiles qui vous en feront la demande, lorsque toutes les conditions nécessaires énoncées ci-dessous se trouveront remplies, à assurer l'observation des prescriptions de la convention par les automobilistes circulant en France et à prendre, le cas échéant, dans l'intérêt de la sécurité publique, les mesures ci-dessous indiquées.

I. — DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT INTERNATIONAL DE ROUTE.

3. La demande qui vous sera faite pour l'obtention d'un certificat international pourra émaner soit d'un possesseur d'automobile domi-

(1) V. *Arch. Dipl.*, avril 1910, page 5, le texte de la convention et des annexes.

cilié dans votre département, soit d'un possesseur d'automobile qui s'y trouvera de passage. Le demandeur peut être Français ou étranger ; toutefois, dans ce dernier cas, sa demande ne saurait être accueillie que s'il a la nationalité d'un des Etats contractants.

4. A l'appui de la demande devront être fournies des justifications relatives d'une part à l'automobile, d'autre part au propriétaire du véhicule et aux conducteurs.

a) *L'automobile.*

En ce qui touche l'automobile, vous aurez à vous faire présenter le récépissé de déclaration de mise en circulation (carte grise) et c'est d'après les indications de ce document que seront portées, sur le certificat international de route, les mentions relatives au véhicule.

Il sera ainsi donné satisfaction à l'article premier de la convention, puisque, en France, tout automobile nanti du récépissé de déclaration réglementaire a été reconnu apte à être mis en circulation après examen devant l'autorité compétente ou appartient à un type agréé de la même manière.

Toutefois, cet examen, auquel procède le service des mines et dont les articles 2 à 6 du décret du 10 mars 1899 tracent le programme, ne porte pas intégralement sur tous les points mentionnés à l'article premier de la convention internationale, et la plaque que le véhicule doit porter, aux termes de l'article 7 du même décret, ne contient pas intégralement les indications exigées par la convention, telles que : 1° la puissance en chevaux-vapeur du moteur ou le nombre ou l'alésage des cylindres ; 2° le poids à vide de la voiture.

Il est donc nécessaire, pour que vous puissiez inscrire dans le certificat de route les renseignements relatifs aux véhicules qui ne se trouvent pas dans le récépissé de déclaration (carte grise), que la demande en délivrance du certificat fasse connaître très exactement : le genre de véhicule auquel s'appliquera ledit certificat ; le nombre de cylindres du moteur ; sa puissance en chevaux-vapeur ou l'alésage des cylindres ; la forme et la couleur de la carrosserie ; le nombre total des places et le poids à vide du véhicule.

b) *Le propriétaire et le conducteur d'automobile.*

Vous aurez à inscrire sur le certificat international : d'une part, les nom, prénoms et domicile du propriétaire de l'automobile ; d'autre part, les nom, prénoms, lieu de naissance, date de naissance et domicile du ou des conducteurs.

Une distinction doit être faite entre ces personnes, suivant qu'elles sont françaises ou étrangères.

Pour l'inscription du domicile, tant du propriétaire que des conduc-

teurs, dans le cas où ils sont Français, il y a lieu d'exiger la production d'un certificat, ayant au plus trois mois de date, du maire ou du commissaire de police attestant que ces personnes habitent telle localité et à telle adresse.

A l'égard des conducteurs, l'article 2, paragraphe 3 de la convention, exigeant que pour la circulation internationale ils aient dix-huit ans au moins, vous refuserez d'admettre les conducteurs proposés qui ne rempliraient pas cette condition. Il vous sera d'ailleurs facile de vérifier leur âge, car chacun des conducteurs devra produire une pièce vous mettant en mesure de transcrire sur le certificat de route les indications à fournir relativement au lieu et date de sa naissance.

Cette pièce sera tout naturellement le certificat de capacité français constitué par la carte rose et qui, suivant son libellé, doit contenir l'indication du lieu et de la date de naissance du titulaire. Si cette mention avait été omise, les conducteurs auraient à produire, à leur choix, ou un bulletin de naissance, ou un livret militaire, ou un passeport à l'étranger, ou un livret de famille.

S'agit-il de propriétaires ou conducteurs étrangers ayant la nationalité d'un des Etats contractants, tous les éléments d'information nécessaires pour remplir le certificat de route se trouvent en principe, s'il est récent, dans le récépissé de la déclaration imposée par le décret du 2 octobre 1888 ou par la loi du 8 août 1893. A défaut de ce récépissé, les étrangers requérants devraient produire toutes autres justifications probantes concernant leur nationalité, leur domicile, le lieu et date de leur naissance, telle notamment qu'une attestation de leur consul en France, relativement à ces divers points.

En dehors des justifications ci-dessus, chacun des conducteurs sera tenu de vous présenter le certificat de capacité (carte rose) prévu par l'article 11 du décret du 10 mars 1899 et de vous faire remettre une photographie, en dehors de celle figurant déjà sur le certificat de capacité. Cette photographie devra représenter le visage du titulaire, de face ou de trois quarts, être à l'état d'épreuve non collée et offrir approximativement un format de 4 centimètres de hauteur sur 45 millimètres de largeur.

En outre, il y aura lieu de vous assurer, avec le plus grand soin, que le certificat de capacité, s'il n'autorise pas le titulaire à conduire tous véhicules à moteur mécanique quel qu'en soit le système et quelle qu'en soit la puissance, l'autorise à conduire un véhicule du système et de la puissance de l'automobile dont il s'agit.

C'est seulement après ces vérifications que les indications du certificat de capacité seront transcrites sur le certificat international de route ; la photographie y sera soigneusement collée et timbrée.

5. Il n'est pas nécessaire de donner de longues explications sur la manière dont le certificat international de route doit être matériellement établi. Le but et la signification de ces rubriques sont faciles à saisir. J'attire seulement votre attention sur la nécessité de n'omettre

aucune des indications qui doivent y être portées, de le dater, d'apposer aux endroits prévus votre signature et le cachet de votre préfecture.

Vous aurez à tenir un registre relatif à la délivrance des certificats internationaux et sur lequel seront portées les indications suivantes :

- 1° Numéro d'ordre du certificat délivré ;
- 2° Date de la délivrance du certificat ;
- 3° Nom, prénoms, domicile, nationalité du propriétaire ;
- 4° Genre du véhicule ;
- 5° Numéro d'immatriculation ;
- 6° Nom, prénoms, lieu et date de naissance ; nationalité et domicile de chacun des conducteurs ;
- 7° Nature des pièces justificatives produites.

En outre des indications portées sur le registre, vous devrez conserver et classer la demande écrite formée à l'effet d'obtenir la délivrance d'un certificat international et qui, je le rappelle, doit contenir toutes indications spécifiées ci-dessus sous le n° 4, paragraphe 4 de la présente circulaire.

II. — RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS INTERNATIONAUX.

6. Aux termes de l'article 3, paragraphe 3 de la convention, les certificats internationaux de route délivrés par les autorités d'un des pays contractants, ou par une association habilitée par celle-ci, avec le contreseing de l'autorité, donneront libre accès à la circulation dans tous les autres Etats et y seront reconnus comme valables sans nouvel examen.

Vous devrez en informer tous les agents de votre département, officiers de police judiciaire, tels que gardes champêtres, commissaires de police, maires et adjoints et officiers de gendarmerie, qui ont qualité pour assurer l'observation des prescriptions spéciales à la circulation automobile et pour constater les contraventions aux prescriptions de cette nature. Vous leur ferez connaître que le certificat international tient lieu de récépissé de déclaration de la mise en circulation de l'automobile et de certificat d'aptitude du conducteur, exigés jusqu'ici pour tous les étrangers circulant en France comme pour nos nationaux.

Il importera de leur faire remarquer que ces certificats sont établis dans tous les pays contractants sur un même modèle conforme à celui contenu dans l'annexe A de la convention, et qu'ils doivent tous être revêtus, à peine de nullité, du cachet de l'autorité apposé sur la première page du certificat, à l'endroit réservé à cet effet.

Les agents ci-dessus désignés et leurs auxiliaires devront exercer dans une juste mesure les contrôles propres à constater que les automobiles et leurs conducteurs remplissent les conditions requises par la convention.

7. Comme je l'ai indiqué, les certificats internationaux ne sont valables que pendant un an à compter de la date de leur délivrance indiquée sur la couverture du certificat : il convient donc de s'assurer que la validité du titre n'est pas périmée.

Dans le cas où il serait constaté que le délai de validité est écoulé, le possesseur de l'automobile et les conducteurs seraient invités à se soumettre à toutes les formalités exigées par les décrets des 10 mars 1899 et 10 septembre 1901, pour pouvoir continuer à circuler en France.

8. Les indications portées sur le certificat international ont pour objet de certifier que toutes les conditions touchant tant le véhicule que les conducteurs, stipulées dans les articles 1 et 2 de la convention, se trouvent remplies. Mais les agents ont le droit de s'assurer si celui qui dirige l'automobile est bien le conducteur désigné dans le certificat. Cette constatation ne présentera d'ailleurs aucune difficulté, puisque le certificat contiendra, en regard des mentions relatives à son identité, sa photographie.

9. Il est stipulé expressément à l'article 4 de la convention que les automobiles étrangers des pays contractants doivent porter en évidence à l'arrière une plaque numérotée et, en outre, une plaque ovale distinctive de nationalité.

Il importe que les agents soient exactement renseignés sur le sens et la portée de ces stipulations.

Le principe admis par la convention est celui-ci : les automobiles de chaque pays contractant ne sont plus obligés d'être pourvus des plaques d'identité en usage dans le pays étranger où ils pénètrent et circulent. Ils conservent leur plaque nationale et sont assujettis seulement à en avoir au moins une à l'arrière portant le numéro d'immatriculation qui leur a été attribué par leurs autorités nationales. Les agents verront donc circuler des automobiles étrangers dont les plaques d'identité différeront des plaques françaises, affecteront des formes diverses et sur lesquelles figureront des numéros de dimensions et de couleurs variées.

Mais, indépendamment de ces plaques, et pour faciliter l'identification des véhicules, la convention impose une seconde et importante obligation : celle d'avoir également à l'arrière du véhicule une marque distinctive du pays d'origine constituée par une plaque ovale de 30 centimètres de largeur sur 18 centimètres de hauteur, portant une ou deux lettres peintes en noir sur fond blanc et dont les dimensions sont précisées dans l'annexe C de la convention.

Il est essentiel que les agents s'assurent que ces deux conditions : plaque numérotée à l'arrière et plaque de nationalité, sont toujours exactement remplies par les automobiles jouissant du bénéfice de la convention. Ils devraient s'opposer à ce que ces véhicules continuent leur route s'ils n'étaient pas munis de ces plaques, et exiger qu'elles soient de nouveau apposées.

Vous devrez recommander tout spécialement aux agents de prendre soin, toutes les fois qu'ils constateront une infraction, soit au règlement

concernant la circulation, soit aux prescriptions spéciales à l'automobile, de relever non seulement le numéro d'immatriculation, mais encore les lettres distinctives de nationalité. Il conviendra d'ailleurs de porter à leur connaissance les lettres distinctives indiquées dans l'annexe C pour chacun des pays signataires de la convention énumérés au début de la présente circulaire.

10. En ce qui concerne les appareils avertisseurs, la convention assujettit les automobiles pour la circulation internationale aux mêmes règles que celles prévues par le décret du 10 mars 1899, en y ajoutant quelques obligations complémentaires énoncées dans l'article 5 de la convention et qui correspondent aux règlements de plusieurs pays contractants.

11. Les motocycles à trois roues et les motocyclettes font l'objet d'un article spécial de la convention : l'article 6. Ils sont donc admis dans la circulation internationale et placés sous le même régime que les voitures automobiles, mais la plaque distinctive de nationalité est de dimensions plus réduites.

12. Il reste à vous entretenir d'une dernière question importante.

Les Etats contractants se faisant mutuellement confiance ont bien stipulé, comme il a été indiqué plus haut, que les certificats internationaux de route seraient, en principe, reconnus comme valables dans chacun desdits Etats et qu'ils y donneraient libre accès sans nouvel examen touchant le véhicule et les conducteurs.

Toutefois, il a paru nécessaire d'admettre au profit des cocontractants le droit de ne pas reconnaître ces certificats, c'est-à-dire de ne pas y attacher les effets de la convention dans deux cas, savoir :

1° S'il est évident que les conditions dans lesquelles ils ont été délivrés d'après les principes des articles 1 et 2 de la convention ne sont pas remplies ;

2° Si le possesseur ou le conducteur d'automobile n'a pas la nationalité d'un des Etats contractants.

Le second cas ne comportant pas de développement, nous nous bornerons à fournir quelques explications et à formuler des instructions sur le premier cas.

Il y a lieu d'envisager successivement le véhicule et le conducteur :

a) *Le véhicule.* — Pour être admis à circuler internationalement, il faut que le véhicule remplisse diverses conditions jugées nécessaires pour la sauvegarde de la sécurité publique et dûment constatées par une autorité compétente.

La délivrance du certificat constitue sans doute la présomption que toutes ces conditions sont remplies. Il peut arriver pourtant qu'il n'en soit pas toujours ainsi, soit parce que le véhicule a subi quelques modifications, soit pour toute autre cause. Dans ces circonstances, nous

avons la faculté, aux termes de la convention, de ne pas reconnaître la validité du certificat international de route.

Cependant, il ne peut être question de conférer un droit de contrôle, d'appréciation et de décision, dans cette matière purement technique, aux agents qualifiés pour assurer l'observation des prescriptions réglementaires concernant spécialement les automobiles.

En conséquence, lorsqu'il leur apparaîtra que le véhicule n'offre plus les garanties requises par l'article 1^{er} de la convention, ils devront vous le signaler aussitôt. Vous auriez alors à consulter d'urgence le service des mines qui appréciera la portée des renseignements transmis et procédera, s'il y a lieu, aux vérifications utiles.

Dans le cas où ce service estimerait qu'il peut être usé de la faculté prévue à l'article 3, paragraphe 5 de la convention, vous informeriez le possesseur de l'automobile que son certificat international ne sera plus reconnu comme valable jusqu'à ce qu'il ait apporté à son véhicule les améliorations jugées nécessaires ou effectué les réparations qu'il comporte, et qu'il les aura fait constater par le service des mines.

b) *Les conducteurs.* — Les indications contenues dans le certificat international ne s'appliquent qu'à des conducteurs dont la capacité a été reconnue par les autorités de leur pays et qui ont reçu une autorisation de conduire.

Mais la convention permet aux Etats contractants de ne pas reconnaître la validité de cette autorisation dans le cas où il serait évident que le conducteur n'a plus, selon l'expression de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, les qualités qui donnent une garantie suffisante pour la sécurité publique.

Si donc il arrivait que le conducteur contrevînt d'une manière grave et répétée aux règlements sur la circulation générale ou sur la circulation automobile, ou qu'il eût causé coup sur coup des accidents imputables à son imprudence ou à sa négligence, l'autorité du pays où il circule aurait le droit de l'exclure comme conducteur.

Aussi le certificat international de route réserve-t-il une case pour les mentions relatives à la décision prononçant cette exclusion et dont la nature et la date doivent être indiquées dans cette partie du certificat. C'est un droit dont il ne faut user que quand la nécessité en est incontestable; il ne peut être exercé que par vous et sous forme d'arrêté motivé.

Si vous étiez amené à prendre de pareils arrêtés, vous devriez en adresser aussitôt une ampliation à chacun de nos ministères.

Si les autorités du pays contractant peuvent prononcer des exclusions de cette nature, il est loisible à un automobiliste voyageant dans votre département de changer de conducteur et de vous demander de compléter le certificat international en y inscrivant les mentions relatives à l'admission d'un nouveau conducteur. Vous ne déferrez d'ailleurs à sa demande que si le conducteur choisi était qualifié pour l'emploi et si

toutes les justifications visées dans le n° 4 de la présente circulaire étaient produites.

*Le président du conseil,
ministre de l'intérieur et des cultes,*

ARISTIDE BRIAND.

*Le ministre des travaux publics,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Décret relatif au tarif postal.

(10 mai 1910.) (1)

Le Président de la République française,

Vu les articles 44 à 48 de la loi de finances du 8 avril 1910 ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les dispositions des articles 44, 45, 46 et 47 de la loi de finances du 8 avril 1910 seront mises à exécution, dans les relations franco-coloniales, intercoloniales et internationales, au fur et à mesure de la promulgation du présent décret dans chacune des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 10 mai 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

DOCUMENT ANNEXE

LOI DE FINANCES DU 8 AVRIL 1910 ; ARTICLES 45, 46 ET 47

ART. 47. — Dans le service intérieur et dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, la taxe des lettres et des papiers de commerce et d'affaires est fixée comme suit :

(1) *Journal officiel* du 15 mai 1910.

Jusqu'à 20 grammes : 10 centimes ;

Au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 grammes : 15 centimes ;

Au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 grammes : 20 centimes ;

Et ainsi de suite en ajoutant 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes excédant.

Par exception, jusqu'au poids de 20 grammes, la taxe des papiers de commerce et d'affaires, expédiés sous bande ou sous enveloppe ouverte, est fixée à 5 centimes.

Les objets non affranchis ou insuffisamment affranchis sont taxés au double de l'insuffisance totale ou partielle d'affranchissement.

Le poids maximum des lettres est limité à 1 kilogr.

Des arrêtés ministériels détermineront le mode de conditionnement ainsi que les dimensions maxima des lettres.

Le nouveau tarif des lettres et des papiers de commerce et d'affaires pourra être étendu, par décret contresigné par le ministre des postes et des télégraphes et le ministre des finances aux établissements de poste français à l'étranger.

ART. 45. — Il est interdit, sous les peines édictées par l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an II et les articles 21 et 22 de la loi du 22 juin 1854, d'insérer dans un envoi confié à la poste :

Des matières ou objets dangereux ou salissants ;

Des marchandises soumises à des droits de douane, de régie, ou d'octroi, ainsi que des marchandises prohibées.

Les receveurs des postes sont autorisés à requérir à l'arrivée, en présence d'un agent des postes et d'employés des contributions indirectes ou des douanes, l'ouverture par le destinataire des lettres et plis fermés de toutes provenances, présumés contenir des produits, soit soumis à des formalités intérieures de circulation, soit passibles de droits de douane ou frappés de prohibition. Ils devront procéder à cette réquisition toutes les fois que la demande leur en sera faite par le service des douanes ou par celui des contributions indirectes.

ART. 46. — Dans les relations internationales, la taxe des lettres est fixée comme suit :

Jusqu'à 20 grammes, 25 centimes ;

Au-dessus de 20 grammes, 15 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes excédant.

Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies sont taxées au double de l'insuffisance totale ou partielle d'affranchissement.

ART. 47. — Ne sont considérées comme périodiques au point de vue de la taxe postale que les publications remplissant les conditions de la loi sur la presse, paraissant au moins une fois par trimestre et dont la fin ne peut être prévue d'avance.

Lorsqu'un journal ou écrit périodique contient plusieurs imprimés

ordinaires, la taxe à percevoir, en plus du prix du port du journal ou de l'écrit périodique, est celle correspondant au tarif des imprimés ordinaires et au poids total des encartages.

En aucun cas la taxe des envois composés, soit uniquement de journaux, soit de journaux et d'imprimés, ne peut dépasser la taxe applicable à un envoi d'imprimés de même poids.

Sont abrogés les articles 2 et 5 de la loi du 29 avril 1908.

Décret rétablissant le Comité de lecture à la Comédie Française.

(3 juin 1910.)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts,

Vu les décrets des 14 octobre 1812, 27 avril 1850, 1^{er} février 1887, 12 octobre 1901,

Décète :

ART. 1^{er}. — L'administrateur général de la Comédie-Française reçoit les pièces nouvelles sur l'avis conforme d'une commission présidée par lui et composée, en outre, de dix membres titulaires et de deux membres suppléants.

Les membres titulaires sont :

- 1^o Les six membres du comité d'administration ;
- 2^o Deux sociétaires élus par l'assemblée générale des sociétaires ;
- 3^o Les deux sociétaires femmes comptant le plus d'années de services dans le sociétariat.

L'assemblée générale des sociétaires élit un membre suppléant.

Le sociétaire femme comptant le plus d'années de services après les deux titulaires est l'autre suppléant.

Les membres suppléants sont appelés à siéger par rang d'ancienneté de services en cas d'absence des membres titulaires.

ART. 2. — La présence de sept membres au moins, non compris l'administrateur général, sera nécessaire pour délibérer.

La commission élit le secrétaire de ses séances.

Les avis seront exprimés à la pluralité des voix. En cas de partage, la voix de l'administrateur général sera prépondérante.

ART. 3. — La lecture des ouvrages sera faite soit par l'auteur lui-même, soit par un lecteur de son choix, soit par un membre de la commission et en présence de l'auteur, si celui-ci le désire.

ART. 4. — Après la lecture de l'ouvrage, les membres de la commission délibéreront : ils exprimeront leur avis motivé sur un bulletin signé de leur nom avec l'une des mentions suivantes : pièces à recevoir, à refuser, à admettre à une seconde lecture.

Le résultat du vote sera relaté au procès-verbal de chaque séance en regard du nom des votants.

ART. 5. — Les pièces sont déposées au secrétariat du Théâtre-Français et inscrites sur un registre spécial à la date du jour de leur dépôt.

ART. 6. — Les pièces d'auteurs n'ayant encore eu aucun ouvrage représenté à la Comédie-Française seront soumises à l'examen préalable de l'un des lecteurs de la Comédie.

Sur chaque pièce il sera remis par le lecteur un rapport à l'administrateur général qui en donnera connaissance, avec son avis motivé, à la commission

Celle-ci décidera s'il y a lieu ou non à lecture.

ART. 7. — Le décret du 12 octobre 1901 est abrogé ; sont également abrogées les dispositions des décrets des 14 octobre 1812, 27 avril 1850 et 1^{er} février 1887, qui sont contraires au présent décret.

Fait à Paris, le 3 juin 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'instruction publique
et des beaux-arts,*

Gaston DOUMERGUE.

Décret déterminant la composition du conseil de révision dans l'Afrique équatoriale française.

(2 mai 1910.)

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 2 mai 1910.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction un projet de décret qui conformément à l'article 16 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, détermine la composition du conseil de

revision de l'Afrique équatoriale française, car il n'existe, dans cette colonie, ni conseil privé, ni conseils généraux.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Le ministre de la guerre,

Georges TROUILLOT.

BRUN.

Le Président de la République française,

Vu l'article 16 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée,

Sur le rapport des ministres de la guerre et des colonies,

Décète :

ART. 1^{er}. — Le conseil de révision de l'Afrique équatoriale française est ainsi composé :

Le gouverneur général ou son représentant ;

Deux conseillers d'administration,

Un officier supérieur ou, à défaut, un officier subalterne.

Le conseil est assisté par :

Un fonctionnaire de l'intendance ou officier des troupes coloniales remplissant les attributions du sous-intendant militaire ;

Un officier représentant le commandant du recrutement,

Et un médecin militaire ou à défaut un médecin civil.

En cas d'insuffisance des cadres présents dans la localité où siège le conseil de révision, l'officier remplissant les fonctions de sous-intendant militaire pourra représenter en même temps le commandant du recrutement.

ART. 2. — Les ministres de la guerre et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 mai 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges TROUILLOT.

Le ministre de la guerre,

BRUN.

UNION SUD-AFRICAINE

Constitution du 20 septembre 1909. (1)

TRADUCTION.

Loi constitutionnelle de l'Union Sud-Africaine (20 septembre 1909.)

Attendu qu'il est désirable pour le bien et le futur progrès de l'Afrique du Sud, que les différentes Colonies Britanniques y soient réunies dans un seul gouvernement et une seule législation sous la Couronne de Grande-Bretagne et d'Irlande ;

Attendu qu'il convient de faire des dispositions à l'effet d'organiser l'Union des Colonies du Cap de Bonne-Espérance, du Natal, du Transvaal, et la colonie de la rivière d'Orange dans les termes et conditions auxquelles elles ont accédé par décision de leurs Parlements respectifs, et de délimiter l'exercice des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire dans le gouvernement de l'Union ;

Attendu qu'il convient de faire des dispositions pour l'établissement des provinces avec pouvoirs législatif et administratif en ce qui concerne les affaires locales et telles autres affaires qui pourront être spécialement réservées à la législation et à l'administration provinciales ;

Attendu qu'il convient de disposer en vue de l'admission éventuelle dans l'Union ou de la cession à l'Union de telles parties de l'Afrique du Sud qui n'y sont pas comprises à l'origine ;

En conséquence, au nom de la très excellente Majesté du Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, assemblés dans le présent Parlement, et par l'autorité des mêmes, il sera donné force de loi à ce qui suit :

I. — PRÉLIMINAIRE.

Titre sommaire.

1. — Le présent Acte portera le titre de « The South Africa Act, 1909 ».

(1) Cf. Edw. 7, ch. ix. — *South Africa Act*, 1909.

Définitions.

2. — Dans le présent Acte, à moins qu'il n'en soit autrement disposé, ou expressément ou implicitement, les mots « l'Union » seront pris pour signifier l'Union de l'Afrique du Sud ainsi constituée sous cet Acte, et les mots « Houses of Parliament », « House of Parliament », ou « Parliament », seront pris pour signifier le Parlement de l'Union.

Application de la loi aux successeurs du Roi.

3. — Les dispositions du présent Acte concernant le Roi s'étendront aux héritiers et successeurs de Sa Majesté dans la souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

II. — L'UNION.

Proclamation de l'Union.

4. — Autorisation est donnée au Roi, avec l'avis du Conseil privé, de déclarer par une proclamation qu'à partir du jour y indiqué, lequel jour ne sera pas porté à plus d'un an de la passation du présent Acte, les colonies du Cap de Bonne-Espérance, du Natal, du Transvaal et la colonie de la Rivière-Orange, ci-dessus appelées Colonies, seront réunies dans une même législation sous un seul gouvernement, sous le nom de l'Union Sud-Africaine. A partir du jour fixé par la proclamation prévue, le Gouvernement et le Parlement de l'Union auront plein pouvoir et autorité dans les limites des colonies, mais le Roi, après la proclamation, nommera un Gouverneur général pour l'Union.

Commencement d'exécution.

5. — Les dispositions du présent Acte, à moins qu'il n'en soit autrement exprimé ou impliqué, auront effet à compter du jour ainsi fixé.

Incorporation des colonies dans l'Union.

6. — Les colonies mentionnées dans la section 4 deviendront les provinces originaires de l'Union sous les noms de Cap de Bonne-Espérance, Natal, Transvaal, et Etat libre d'Orange, selon le cas. Les provinces originaires auront les mêmes limites que les colonies respectives à l'établissement de l'Union.

Application des lois 58 et 59, Vict. c. 34, etc.

7. — Pour chaque colonie entrant dans l'Union, la loi des frontières coloniales de 1895 et toute autre loi s'appliquant à l'une des colonies comme étant colonies de self-gouvernement ou colonies avec gouvernement responsable, cessera d'être appliquée à cette colonie, mais aussi, à compter de la mise à exécution de la présente loi, chaque loi semblable du Parlement s'appliquera à l'Union.

III. — GOUVERNEMENT EXÉCUTIF.

Pouvoir exécutif.

8. — Le Gouvernement exécutif de l'Union appartient au Roi, il sera administré par Sa Majesté en personne ou par un gouverneur général comme son représentant.

Gouverneur général.

9. — Le Gouverneur général sera nommé par le Roi, et il aura et pourra exercer dans l'Union à la volonté du Roi, mais conformément à la présente loi, tels pouvoirs et fonctions du Roi qu'il plaira à Sa Majesté de lui assigner.

Traitement du Gouverneur général.

10. — Il sera mis à la disposition du Roi sur les fonds du revenu consolidé de l'Union, pour le traitement du Gouverneur général, une somme annuelle de dix mille livres sterling. Le traitement du Gouverneur général ne pourra être modifié pendant le cours de ses fonctions.

Application de la loi au Gouverneur général.

11. — Les dispositions du présent Acte concernant le Gouverneur général s'étendent et s'appliquent au Gouverneur général en exercice ou à telle personne que le Roi peut appeler à administrer le gouvernement de l'Union. Le Roi peut autoriser le Gouverneur général à désigner une personne pour le remplacer dans l'Union pendant une absence temporaire, et, en cette qualité, exercer pour et par l'ordre du Gouverneur général durant son absence tous les pouvoirs et faire tous actes d'autorité appartenant au Gouverneur général et que celui-ci lui aura assigné, sous les mêmes expresses limitations ou les ordres donnés par le Roi ; mais la nomination d'un tel délégué n'affectera en rien l'exercice par le Gouverneur général lui-même d'aucun pouvoir ni fonction.

Conseil exécutif.

12. — Il y aura un Conseil exécutif, chargé d'aider le Gouverneur général dans le gouvernement de l'Union, et les membres de ce Conseil seront choisis et commandés par le Gouverneur général et prêteront serment (assermentés) comme conseillers exécutifs, et conserveront leur charge suivant sa volonté.

Rôle du Gouverneur général en Conseil.

13. — Les dispositions du présent Acte se rapportant au Gouverneur général en Conseil seront conçues et entendues comme se rapportant au Gouverneur général agissant avec l'avis du Conseil exécutif.

Nomination des ministres.

14. — Le Gouverneur général désignera des fonctionnaires, dont le nombre n'excédera pas 10, pour administrer tels départements de l'Union que le Gouverneur général en Conseil aura établis ; ces fonctionnaires rempliront leur charge sous les ordres du Gouverneur général. Ils seront membres du Conseil exécutif et seront les ministres d'Etat du Roi pour l'Union. Après la première élection générale des membres de la Chambre des Assemblées, comme il sera dit ci-après, aucun ministre ne restera en fonctions plus de 3 mois à moins qu'il ne soit déjà ou ne devienne membre de l'une des Chambres du Parlement.

Nomination et révocation des fonctionnaires.

15. — La nomination et la révocation de tous les fonctionnaires du service public de l'Union appartiendront au Gouverneur général en conseil, à moins que la nomination ne soit déléguée par le Gouverneur général en conseil ou par la présente loi ou par une décision du Parlement ou de toute autre autorité.

Transmission des pouvoirs exécutifs du Gouverneur général en Conseil.

16. — Tous pouvoirs, autorités et fonctions qui, lors de l'établissement de l'Union, appartiennent dans chacune des colonies au Gouverneur ou au Gouverneur en Conseil, ou à une autorité de la Colonie, appartiendront, dans les mêmes conditions d'existence et d'exercice après l'établissement de l'Union, au Gouverneur général, ou au Gouverneur général en Conseil, ou à l'autorité exerçant les pouvoirs similaires sous l'Union, suivant le cas, à l'exception des pouvoirs et fonctions qui sont aux termes de la présente loi attribués à une autre autorité.

Commandement des forces navales et militaires.

17. — Le commandement en chef des forces navales et militaires dans l'Union appartient au Roi ou au Gouverneur général, comme son représentant.

18. — Sauf l'exception portée à l'article 23, Prétoria sera le siège du Gouvernement de l'Union.

IV. — PARLEMENT.

Pouvoir législatif.

19. — Le pouvoir législatif de l'Union appartiendra au Parlement de l'Union, appelé jusqu'ici Parlement, qui sera composé du Roi, du Sénat et de la Chambre d'Assemblée.

Sessions du Parlement.

20. — Le Gouverneur général peut fixer telles époques pour la tenue des sessions du Parlement qu'il jugera convenables, et également de temps en temps, par proclamation ou autrement, proroger le Parlement, et de même dissoudre le Sénat et la Chambre d'Assemblée simultanément, ou la Chambre d'Assemblée seulement : cependant le Sénat ne sera pas dissous pendant une période de 10 ans après l'établissement de l'Union, et en outre la dissolution du Sénat n'affectera aucun des sénateurs nommés par le Gouverneur général en Conseil.

Convocation du premier Parlement.

21. — Le Parlement sera appelé à siéger au plus tard dans les 6 mois de l'établissement de l'Union.

Session annuelle du Parlement.

22. — Il y aura au moins une session du Parlement par an, de façon qu'il ne se produise pas un intervalle de 12 mois entre la dernière séance d'une session du Parlement et sa première séance de la session suivante.

Siège de la législature.

23. — Cape Town sera le siège de la législature de l'Union.

SÉNAT.

Constitution première du Sénat.

24. — Pour les dix années à compter de l'établissement de l'Union la constitution du Sénat sera, en considération des provinces primitives, la suivante :

1° Huit sénateurs seront nommés par le Gouverneur général en conseil, et pour chaque province primitive huit sénateurs seront élus comme il sera ci-après disposé ;

2° Les sénateurs nommés par le Gouverneur général le seront pour dix ans. La moitié sera choisie principalement d'après leur parfaite connaissance, en raison de leur expérience officielle ou autrement, des légitimes besoins et vœux des races de couleur dans le Sud-Africain. Si le siège d'un sénateur ainsi nommé devient vacant, le Gouverneur général en conseil nommera comme sénateur une autre personne, qui occupera son siège pendant dix ans.

3° Après la promulgation de la présente loi, et avant le jour fixé pour l'établissement de l'Union, le Gouverneur de chacune des colonies provoquera une séance spéciale des deux Chambres de la Législature, et les deux Chambres siégeant ensemble en un seul corps sous la présidence suprême du (Speaker) Président de l'Assemblée législative éliront huit personnes comme sénateurs pour la province. Ces sénateurs occuperont leurs sièges pour dix ans. Si le siège d'un sénateur ainsi élu devient vacant, le Conseil provincial de la province qui l'aura élu choisira une personne pour occuper le siège jusqu'à l'achèvement de la période pour laquelle la personne en place de laquelle celle-ci est élue devait occuper son siège.

Constitution postérieure du Sénat.

25. — Le Parlement peut disposer de quelle façon le Sénat sera constitué après l'expiration des dix années, et à moins et jusqu'à ce que les dispositions en question aient été faites :

1° Les dispositions du dernier article qui précède touchant la nomination des sénateurs continueront à être exécutées ;

2° Huit sénateurs pour chaque province seront élus par les membres du Conseil provincial de chaque province conjointement avec les membres de la Chambre d'Assemblée élus pour chaque province. Ces sénateurs occuperont leurs sièges pendant dix ans à moins que le Sénat ne soit dissous plus tôt. Si le siège d'un sénateur élu devient vacant, les membres du Conseil provincial de la province, conjointement avec les membres de la Chambre d'Assemblée élus pour chaque province, choisiront une personne pour occuper le siège jusqu'à l'achèvement de

la période pour laquelle la personne en place de qui celle-ci est élue l'aurait occupé. Le Gouverneur général en Conseil édictera des règles pour l'élection en commun prescrite par la présente section.

26. — Les qualités requises pour être sénateur sont les suivantes :

Il doit :

- a) N'avoir pas moins de trente ans ;
- b) Avoir le droit d'être inscrit comme électeur pour l'élection des membres de la Chambre d'Assemblée dans une des provinces ;
- c) Avoir résidé pendant cinq ans dans les frontières de l'Union existant à l'époque de l'élection ou de la nomination, suivant le cas ;
- d) Etre sujet anglais de descendance Européenne ;
- e) Pour un sénateur élu, être inscrit comme propriétaire d'un domaine immuable dans l'Union d'une valeur minima de cinq cents livres sterling en outre de toute hypothèque le grevant.

Dans l'esprit de la présente section, la résidence et la propriété située dans une colonie avant son incorporation dans l'Union sera considérée comme résidence et comme propriété existant dans l'Union.

Détermination et fonctionnement de la charge de Président.

27. — Le Sénat, avant l'expédition de toute autre affaire, choisira un sénateur pour être le Président du Sénat, et chaque fois que la charge de Président sera vacante, le Sénat choisira de nouveau un sénateur comme Président. Le Président cessera sa fonction en cessant d'être sénateur. Il peut être enlevé de sa fonction par un vote du Sénat, ou il peut la résigner par un écrit de sa main adressé au Gouverneur général.

Président délégué.

28. — Préalablement ou pendant une absence du Président, le Sénat peut choisir un sénateur pour remplir ses fonctions pendant son absence.

Démission des Sénateurs.

29. — Un sénateur peut, par un écrit de sa main adressé au Gouverneur général, donner sa démission de son siège, qui en conséquence deviendra vacant. Le Gouverneur général, aussitôt que possible, prendra les mesures nécessaires pour le remplacer.

Quorum.

30. — La présence d'au moins douze sénateurs sera nécessaire pour constituer une Assemblée du Sénat capable d'exercer ses pouvoirs.

Votes du Sénat.

31. — Toutes les questions au Sénat seront décidées à la majorité des votes des sénateurs présents autres que le Président ou le sénateur qui présidera, lequel cependant aura effectivement voix prépondérante en cas d'égalité des votes.

CHAMBRE DES ASSEMBLÉES.

Constitution de la Chambre des Assemblées.

32. — La Chambre des Assemblées sera composée de membres directement choisis par les votes de l'Union répartie en divisions électorales comme il va être disposé ci-après.

Nombre primitif des membres.

33. — Le nombre des membres à élire dans les provinces primitives à la première élection et jusqu'à ce qu'il soit modifié conformément aux dispositions de la présente loi sera fixé comme suit :

Cap de Bonne-Espérance	51
Natal	17
Transvaal	36
Etat libre d'Orange	17

Ces nombres seront augmentés, ainsi qu'il est dit à la section suivante, mais, pour chaque province primitive, ils ne seront pas diminués jusqu'à ce que le nombre total des membres de la Chambre d'Assemblée pour l'ensemble des provinces actuelles atteigne le chiffre de 150, soit qu'une période de dix ans, soit qu'une période plus longue, quelle qu'elle fût, se soit écoulée après l'établissement de l'Union.

Augmentation du nombre des membres.

34. — Le nombre des membres à élire dans chaque province, ainsi qu'il a été disposé dans la section 33, sera augmenté au fur et à mesure qu'il deviendra nécessaire, conformément aux dispositions suivantes :

1° Le contingent de l'Union sera obtenu en divisant le nombre total des Européens mâles adultes dans l'Union tel qu'il a été déterminé au recensement de 1904, par le nombre total des membres de la Chambre d'Assemblée fixé à l'établissement de l'Union ;

2° En 1911, et tous les cinq ans ensuite, un recensement de la population européenne de l'Union sera arrêté en conséquence de la présente loi ;

3° Après chacun de ces recensements le nombre des Européens mâles adultes dans chaque province sera composé avec le nombre des Européens mâles adultes déterminé au recensement de 1904, et si, dans une province, il est constaté une augmentation, en comparaison du recensement de 1904, égale au contingent de l'Union ou à quelque multiple de ce contingent, le nombre des membres départis à cette province dans la dernière section précédente sera augmenté d'un membre ou d'un nombre de membres égal à ce multiple, suivant le cas ;

4° Néanmoins, aucun membre supplémentaire ne sera départi à une province jusqu'à ce que le nombre total des Européens mâles adultes dans la province en question excède le contingent de l'Union multiplié par le nombre de membres départis à cette province pour le présent, et les membres ainsi ajoutés seront alloués à chaque province proportionnellement à cet excédent ;

5° Aussitôt que les membres de la Cour d'Assemblée à élire dans les provinces primitives, en conformité avec les paragraphes précédents, atteindront le total de 150, ce total ne pourra pas être dépassé sans qu'il en soit autrement disposé par le Parlement ; et soumise aux dispositions de la section précédente, la répartition des membres entre les provinces sera telle que la proportion entre le nombre des membres à élire en même temps dans chaque province et le nombre des Européens mâles adultes dans la même province, déterminé au dernier recensement précédent, soit autant que possible égale dans toute l'étendue de l'Union ;

6° « Mâles adultes » dans la présente loi signifiera les hommes mâles âgés de 21 ans et au-dessus, ne faisant pas partie des armées régulières de Sa Majesté ;

7° Pour l'exécution de cette loi, le nombre des Européens mâles adultes, résultant du recensement de 1904, sera arrêté, savoir :

Pour le Cap de Bonne-Espérance	à 167,546
Pour Natal	à 34,784
Pour le Transvaal	à 106,493
Pour l'Etat libre d'Orange	à 41,014

Qualités des électeurs.

35. — Le Parlement prescrira par une loi les qualités qui seront nécessaires pour donner aux personnes le droit de voter à l'élection des membres de la Chambre d'Assemblée, mais aucune loi de ce genre ne pourra disqualifier aucune personne dans la province du Cap de Bonne-Espérance, qui, sous les lois existantes dans la colonie du Cap de Bonne-Espérance à l'établissement de l'Union, est ou peut devenir capable d'être inscrite comme électeur et inscrite ensuite dans la province du Cap de Bonne-Espérance, en raison de sa race ou de sa couleur seulement, à moins que le Bill ne soit passé aux deux Chambres du Parlement en séance plénière, et à la troisième lecture, agréé par les deux tiers au moins du nombre total des membres des deux Chambres. Un Bill ainsi

voté conjointement sera tenu comme dûment voté par les deux Chambres du Parlement.

Aucune personne inscrite lors du vote d'une pareille loi comme électeur dans une province, ne pourra être rayée du registre par la seule raison d'une disqualification basée sur la race ou la couleur.

Application des qualités existantes.

36. — Conformément aux dispositions de la dernière section précédente, les qualités d'électeur au Parlement, telles qu'elles existent dans les différentes colonies à l'établissement de l'Union, seront les qualités requises pour donner dans les provinces correspondantes le droit de vote à l'élection des membres de la Chambre d'Assemblée : étant observé qu'aucun membre à pleine solde des armées régulières de Sa Majesté n'aura le droit d'être inscrit comme électeur.

Elections.

37. — Conformément aux dispositions du présent Acte, les lois en vigueur dans les Colonies à l'établissement de l'Union concernant les élections pour les plus nombreuses Chambres du Parlement dans chacune des colonies respectives, l'enregistrement des votants, les serments ou déclarations à faire par les votants, les officiers chargés de la transmission, les pouvoirs et les obligations de ces officiers, les procédures en rapport avec les élections, les frais d'élection, les manœuvres corruptrices ou illégales, l'audition des pétitions électorales et leurs procédures incidentes, la vacance des sièges et les procédures nécessaires pour les remplir, seront, *mutatis mutandis*, appliquées dans les provinces respectives aux élections des membres de la Chambre d'Assemblée.

Nonobstant toute stipulation contraire dans quelque une desdites lois, à chaque élection générale des membres de la Chambre des Assemblées, toutes les listes des votants seront arrêtées en un seul et même jour dans toutes les circonscriptions électorales dans toute l'étendue de l'Union, au jour fixé par le Gouverneur général en Conseil.

Commission pour la délimitation des circonscriptions électorales.

38. — Entre la date de la passation du présent Acte et la date fixée pour l'établissement de l'Union, le Gouverneur en Conseil dans chacune des Colonies désignera un juge de chacune des Cours suprêmes ou des Hautes-Cours des Colonies, et les juges ainsi désignés, après l'acceptation respective de leur nomination, formeront ensemble une commission, sans nouvel ordre, en vue de la première division des provinces en circonscriptions électorales. Le Haut Commissaire pour le Sud-Africain provoquera sur-le-champ la réunion de cette commission à telles époque et place dans l'une des Colonies qu'il fixera et déterminera. A

ladite réunion les commissaires éliront un d'entre eux comme président de cette commission. Ils procéderont ensuite à l'accomplissement de leur mission conformément au présent Acte, et pourront désigner dans chaque province des personnes pour les assister ou pour travailler comme assesseurs avec la commission ou personnellement avec ses membres, afin de poursuivre l'examen des matières connexes à la mission de la commission. La commission règlera sa propre procédure et se décidera à la majorité de ses membres. Toutes les sommes requises pour le paiement des dépenses de cette commission avant l'établissement de l'Union dans chacune des Colonies seront accordées par le Gouverneur de cette colonie en conseil. En cas de mort, démission ou autre impossibilité de quelqu'un des Commissaires avant l'établissement de l'Union, le Gouverneur de la Colonie pour laquelle il aura été nommé nommera aussitôt en conseil un autre juge pour remplir la vacance. Après l'établissement de l'Union les dépenses de la commission seront assurées par le Gouverneur général en conseil, et chaque vacance sera remplie par lui.

Circonscriptions électorales.

39. — La Commission divisera chaque province en circonscriptions électorales, chacune élisant un membre.

Méthode pour partager les provinces en divisions électorales.

40. — 1. Pour arriver à la division dont il est question dans l'avant-dernière section, le contingent de chaque province sera obtenu en divisant le nombre total des votants de la province, tel qu'il est déterminé au dernier enregistrement, par le nombre des membres de la Chambres des Assemblées à élire dans cette province.

Chaque province sera partagée en divisions électorales de telle façon que chaque division, conformément aux prévisions du paragraphe 3 de cette section, contienne un nombre de votants, aussi exactement que possible, égal au contingent de la province.

2. Les Commissaires prendront en considération :

- a) La communauté ou la diversité des intérêts ;
- b) Les moyens de communication ;
- c) Les signes distinctifs de la race ;
- d) Les limites électorales existantes ;
- e) Le vide ou la densité de la population ;

de telle façon que, en prenant le contingent des votants comme base de division, les commissaires puissent, toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire, faire la répartition d'après cela, mais dans aucun cas sans dépasser 15 % en plus ou en moins du contingent.

Changement des divisions électorales.

41. — Aussitôt que possible après chaque recensement quinquennal, le Gouverneur général en Conseil nommera une commission composée de trois juges de la Cour Suprême du Sud Africain pour faire ressortir toute nouvelle division qui sera devenue nécessaire entre les différentes divisions électorales dans chaque province, et pour fixer l'allocation du nombre de membres auxquels chaque province aura droit d'après les dispositions du présent Act. En fixant ces subdivision et allocation, la Commission aura les mêmes pouvoirs et procédera d'après les mêmes principes que ceux prévus au présent Act, en ce qui concerne la division originale.

Pouvoirs et obligations de la Commission pour délimiter les divisions électorales.

42. — 1. La Commission commune constituée sous la section 38, et chaque Commission subséquente prévue dans les dispositions de la dernière section qui précède, soumettra au Gouverneur général en Conseil :

a) Une liste des divisions électorales, avec les noms qui leur auront été donnés par la Commission et une description des limites de chacune d'elles ;

b) Une ou plusieurs cartes géographiques faisant voir les divisions électorales dans lesquelles les provinces auront été partagées ;

c) Telles autres particularités qu'ils jugeront nécessaires.

2. Le Gouverneur général en Conseil pourra soumettre à la délibération de la Commission toutes questions relatives à cette liste ou intéressant les pouvoirs ou les obligations de la Commission.

3. Le Gouverneur général en Conseil proclamera les noms et limites des divisions électorales ainsi définitivement fixées et certifiées par la Commission ou par la majorité de celle-ci et en conséquence jusqu'à nouvelle division, les divisions électorales ainsi nommées et délimitées seront les divisions électorales de l'union dans les provinces.

4. S'il s'élève quelque différence entre la description des divisions et la ou les cartes géographiques susdites, la description prévaudra.

Date de la mise en vigueur du changement des divisions électorales.

43. — Tout changement dans le nombre des membres de la Chambre des Assemblées à élire dans les différentes provinces, et toute nouvelle division des provinces en divisions électorales en vue de l'élection des membres de la Chambre des Assemblées entreront en

vigueur à la première élection générale tenue après l'accomplissement de la nouvelle division ou de toute allocation faite en conséquence du changement prévu, et non avant.

Qualités requises pour être membre de la Chambre des Assemblées.

44. Les qualités requises pour être membre de la Chambre des Assemblées seront les suivantes :

Il devra :

a) Réunir les conditions pour être enregistré comme votant pour l'élection des membres de la Chambre des Assemblées dans une des provinces ;

b) Avoir résidé pendant cinq ans dans les frontières de l'Union telles qu'elles existent à l'époque de l'élection ;

c) Etre sujet anglais ou descendant d'Européen,

Pour l'exécution de cette cession, la résidence dans une colonie avant son incorporation dans l'Union sera considérée comme résidence dans l'Union.

Durée.

45. — Chaque Chambre des Assemblées demeurera en fonction pendant cinq années à compter de sa première séance, et pas au-delà, mais elle pourra être dissoute avant ce temps par le Gouverneur général.

Nomination et charge de la fonction de président.

46. — La Chambre des Assemblées, avant de procéder à l'expédition de toute autre affaire, choisira un membre pour être le Président de la Chambre, et, chaque fois que la fonction de Président deviendra vacante, la Chambre choisira de nouveau un de ses membres pour être président.

Le Président cessera ses fonctions s'il cesse de faire partie de la Chambre. Il pourra être relevé de ses fonctions par un vote de la Chambre, ou renoncer à ses fonctions ou à son siège par une lettre écrite de sa main et adressée au Gouverneur général.

Président délégué.

47. — Avant ou pendant l'absence du Président, la Chambre des Assemblées pourra choisir un membre pour remplir ses fonctions en son absence.

Démission des membres.

48. — Tout membre pourra, par une lettre de sa main adressée au Président, ou s'il n'y a pas de Président ou bien que le Président soit

absent de l'Union, au Gouverneur général, se démettre de son siège, lequel deviendra en conséquence vacant.

Quorum.

49. — La présence d'au moins trente membres de la Chambre des Assemblées sera nécessaire pour constituer une réunion de cette Chambre en vue de l'exercice de ses pouvoirs.

Votes à la Chambre des Assemblées.

50. — Toutes les questions à la Chambre des Assemblées seront décidées à la majorité des votes des membres présents autres que le président ou le membre présidant, lequel toutefois aura et exercera voix prépondérante en cas d'égalité des votes.

LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT.

51. — Chaque sénateur et chaque membre de la Chambre des Assemblées, avant d'occuper son siège, prêtera et signera par-devant le Gouverneur général ou toute personne autorisée par lui serment et affirmation d'allégeance dans la forme suivante :

SERMENT.

Moi, A. B., j'affirme et je déclare solennellement et sincèrement quo je serai fidèle à Sa Majesté [ici est inséré le nom du Roi ou de la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande régnant à l'époque], à son ou ses héritiers et successeurs suivant la loi. Qu'ainsi Dieu me soit en aide.

AFFIRMATION.

Moi, A. B., j'affirme solennellement et sincèrement que je serai fidèle et apporterai sincère allégeance à Sa Majesté [ici est inséré le nom du Roi ou de la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande régnant à l'époque], à son ou ses héritiers et successeurs suivant la Loi.

Membre de l'une des Chambres incapable d'être membre de l'autre Chambre.

52. — Un membre de l'une des deux Chambres du Parlement sera incapable d'être choisi ou de siéger comme membre de l'autre chambre : toutefois chaque ministre d'Etat, membre de l'une des Chambres du Parlement aura le droit de siéger et de prendre la parole au Sénat et à

la Chambre des Assemblées, mais il ne votera que dans la Chambre dont il fait partie.

Incapacité d'être membre de l'une ou l'autre Chambre.

53. — Sera incapable d'être choisi ou de siéger comme sénateur ou comme membre de la Chambre des Assemblées toute personne qui :

a) A été en tout temps convaincue de crime ou faute pour lequel elle aura été condamnée à l'emprisonnement sans faculté d'option pour une amende, pour une durée d'au moins douze mois, à moins qu'elle n'ait obtenu une concession d'amnistie ou une libre grâce, ou à moins que cet emprisonnement ne soit expiré au moins cinq ans avant la date de son élection ; ou

b) Etre un insolvable non réhabilité ; ou

c) N'est pas saine d'esprit, ou a été déclarée telle par une cour compétente ; ou

d) Tient une charge rétribuée au service de la Couronne dans l'Union ; toutefois les personnes ci-après ne seront pas considérées comme tenant une charge rétribuée par la Couronne dans le sens de ce paragraphe :

1. Un ministre d'Etat de l'Union ;

2. Une personne bénéficiaire d'une pension de la Couronne ;

3. Un officier ou membre des forces navales ou militaires de Sa Majesté sans solde ou à demi-solde, ou un officier ou membre des forces navales ou militaires de l'Union dont les services ne sont pas totalement employés par l'Union.

Vacance des sièges.

54. — Si un sénateur ou un membre de la Chambre des Assemblées

a) Devient soumis à l'une des incapacités mentionnées dans la précédente section ; ou

b) Cesse de posséder les qualités requises par la loi ; ou

c) Manque d'assister à toute une session ordinaire sans la permission expresse du Sénat ou de la Chambre des Assemblées, suivant le cas ; son siège deviendra en conséquence vacant.

Pénalité pour siéger ou voter sans qualité.

55. — Si une personne qui est par la loi incapable de siéger comme sénateur ou membre de la Chambre des Assemblées, tant qu'elle sera ainsi incapable et connaissant ou ayant des raisons sérieuses pour savoir qu'elle est ainsi incapable, siège ou vote comme membre du Sénat ou de la Chambre des Assemblées, elle sera passible d'une amende de cent

livres sterling pour chaque jour où elle aura ainsi siégé ou voté, amende qui sera recouvrée au profit de la Trésorerie de l'Union au moyen d'une action portée devant une Cour supérieure de l'Union.

Allocation des membres.

56. — Chaque sénateur et chaque membre des Assemblées recevra, sous telles règles qui seront fixées par le Parlement, une allocation annuelle de quatre cents livres sterling, à compter de la date de la prise de possession de son siège : stipulé que pour chaque journée de la session où il sera absent il sera déduit de cette allocation la somme de trois livres ; stipulé en outre que cette allocation ne sera pas payée à un ministre recevant un traitement de la Couronne ou au Président du Sénat ou au Président de la Chambre des Assemblées. Par une journée de la cession, en ce qui concerne l'un des membres, on entendra une journée faisant partie d'une cession dans laquelle est réunie la Chambre à laquelle appartient ce membre ou une commission dont il fait partie.

Privilèges des Chambres du Parlement.

57. — Les pouvoirs, privilèges et immunités du Sénat et de la Chambre des Assemblées et des membres et commissions de chaque Chambre soumis aux dispositions du présent Act, seront ceux et celles proclamés par le Parlement, et jusqu'à cette proclamation ceux et celles de la Chambre des Assemblées du Cap de Bonne-Espérance et de ses membres et commissions à l'établissement de l'Union.

Règles de procédure.

58. — Chaque Chambre du Parlement fixera les règles et ordres relatifs à l'ordre et à la conduite de ses affaires et procédures. Jusqu'à la fixation de ces règles et ordres, les règles et ordres du Conseil législatif et de la Chambre des Assemblées du Cap de Bonne-Espérance en vigueur à l'établissement de l'Union seront, mutatis mutandis, appliqués respectivement au Sénat et à la Chambre des Assemblées. Si une réunion plénière des deux Chambres du Parlement est requise en vertu des dispositions du présent Act, elle sera convoquée par le Gouverneur Général par un message aux deux Chambres. À chacune de ces réunions plénières présidera the speaker de la Chambre des Assemblées et on suivra, autant que possible, le règlement de cette Chambre.

POUVOIRS DU PARLEMENT.

Pouvoirs du Parlement.

59. — Le Parlement aura plein pouvoir législatif pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de l'Union.

60. — 1. L'initiative des Bills intéressant le revenu de l'Etat ou les finances ou les impôts appartiendra à la seule Chambre des Assemblées. Mais un Bill ne sera point considéré comme tel par cela seulement qu'il contiendra des dispositions pour l'imposition ou l'application d'amendes ou autres pénalités pécuniaires.

2. Le Sénat ne peut amender aucuns Bills imposant des taxations ou affectant des revenus ou des sommes quelconques à l'Etat pour les services du gouvernement.

3. Le Sénat ne peut amender aucun Bill en tant qu'augmentant ou proposant des dépenses ou des charges sur le peuple.

Bills spéciaux.

61. — Chaque Bill appliquant le revenu ou les finances de l'Etat aux services annuels ordinaires du Gouvernement ne traitera que de cette application spéciale.

Initiative des votes relatifs aux finances.

62. — La Chambre des Assemblées ne pourra adopter ou transmettre aucun vote, résolution, adresse, ou Bill pour l'application d'une partie quelconque au revenu public ou d'une taxe ou impôt à un but quelconque sans qu'une telle application ait été demandée par message au Gouverneur général au cours de la session dans laquelle ces vote, résolution, adresse, ou Bill seront proposés.

Conflits entre les deux Chambres.

63. — Si la Chambre des Assemblées adopte un Bill et que le Sénat le rejette ou l'omette ou l'adopte avec des amendements non agréés par la Chambre des Assemblées, et si la Chambre des Assemblées dans sa dernière session adopte à nouveau le Bill avec ou sans les amendements portés ou agréés par le Sénat et que le Sénat le rejette ou l'omette ou l'adopte avec amendements non agréés par la Chambre des Assemblées, le Gouverneur général pourra, au cours de la même session, convoquer une réunion plénière des membres du Sénat et de la Chambre des Assemblées. Les membres présents à cette réunion plénière délibéreront

et voteront ensemble sur le Bill proposé en dernier lieu par la Chambre des Assemblées et sur les amendements, s'il en est, qui y ont été portés par une Chambre du Parlement et n'ont pas été agréés par l'autre ; et ces amendements, une fois confirmés par une majorité du nombre total des membres du Sénat et de la Chambre d'Assemblée présents à la séance, seront considérés comme adoptés, et, si le Bill avec les amendements, s'il en est, réunit la majorité des membres du Sénat et de la Chambre d'Assemblée présents à la séance, il sera considéré comme dûment adopté par les deux Chambres du Parlement : stipulé en outre que, si le Sénat rejette ou omet d'adopter un Bill traitant de l'application du revenu et des finances de l'Etat pour le service public, une semblable réunion plénière peut être convoquée au cours de la même session, dans laquelle le Sénat aura ainsi rejeté ou omis d'adopter le Bill en question.

Sanction royale des Bills.

64. — Lorsqu'un Bill est présenté au Gouverneur général pour la sanction du Roi, il doit déclarer selon qu'il avisera, mais conformément aux dispositions du présent acte et selon telles instructions qui lui seront données en temps et lieu à cet effet par le Roi, qu'il sanctionne le Bill au nom du Roi, ou qu'il retient sa sanction, ou qu'il réserve le Bill pour être soumis au bon plaisir du Roi. Tous Bills abrogeant ou amendant la présente section ou quelque une des dispositions du chapitre IV intitulé « Chambre des Assemblées », et tous Bills abolissant les conseils provinciaux ou diminuant les pouvoirs conférés aux conseils provinciaux sous la section 85, autrement qu'en concordance avec les dispositions de cette section, seront aussi réservés. Le Gouverneur général retournera à la Chambre d'où il proviendra tout Bill qui lui sera ainsi présenté et transmettra en même temps ses amendements, et la Chambre agira en conséquence.

Bills rejetés.

65. — Le Roi pourra rejeter une loi dans l'année qui suivra son acceptation par le Gouverneur général, et une fois qu'il en aura été donné connaissance par le Gouverneur général, soit au moyen d'une déclaration ou d'un message à chacune des Chambres du Parlement, soit au moyen d'une proclamation, ce rejet annulera la loi à compter du jour où il en aura été ainsi donné connaissance.

Bills réservés.

66. — Un Bill réservé au bon plaisir du Roi n'aura aucune force de loi à moins et jusqu'à ce que, dans le délai d'un an à partir du jour où il a été présenté au Gouverneur général pour l'approbation du Roi, le Gouverneur général ait fait connaître par déclaration ou message à

chacune des Chambres du Parlement ou par proclamation qu'il a reçu cette approbation.

Signature et enregistrement des Acts.

67. — Aussitôt après que chaque loi aura été approuvée au nom du Roi par le Gouverneur général ou pour les Bills réservés aura reçu l'approbation du Roi, le secrétaire de la Chambre des Assemblées établira deux exemplaires exacts de cette loi, l'un en anglais et l'autre en hollandais (un de ces exemplaires sera signé par le Gouverneur Général), qui seront enregistrés au greffe de la Division des Appels de la Cour suprême du Sud-Africain; ces exemplaires feront foi des dispositions de chaque loi, et, en cas de différence entre les deux exemplaires ainsi déposés, celui signé par le Gouverneur général prévaudra.

V. — PROVINCES.

Administrateurs.

Nomination et exercice de la charge des administrateurs provinciaux.

68. — 1. Dans chaque province il y aura un principal fonctionnaire de l'exécutif nommé par le Gouverneur général en Conseil, qui aura le titre d'administrateur de la province, et au nom duquel tous les actes exécutifs concernant les affaires de cette province seront faits.

2. Pour la nomination de l'administrateur de chaque province, le Gouverneur général en Conseil donnera, autant que possible, la préférence aux personnes résidant dans la province.

3. Cet administrateur sera nommé pour cinq ans et ne pourra être destitué avant l'expiration de cette période, excepté par le Gouverneur général en Conseil pour cause déterminée, qui sera communiquée au moyen d'un message aux deux Chambres du Parlement dans la huitaine de la destitution; si le Parlement est alors en session, ou, si le Parlement ne siège pas, dans la huitaine après le commencement de la prochaine session.

4. Le Gouverneur général en Conseil pourra, suivant les circonstances, nommer un administrateur délégué pour exercer la charge et les fonctions de l'administrateur en cas d'absence, maladie, ou autre empêchement de celui-ci.

Traitement des administrateurs.

69. — Le traitement des administrateurs sera fixé et arrêté par le Parlement, et ne pourra être réduit au cours de la durée respective de leur charge.

CONSEILS PROVINCIAUX.

Constitution des Conseils provinciaux.

70. — 1. Il y aura un Conseil provincial dans chaque province, composé du même nombre de membres que ceux élus dans la province pour la Chambre des Assemblées : stipulé que, dans chaque province dont les représentants à la Chambre des Assemblées n'atteindront pas 25 en nombre, le Conseil provincial devra être de 25 membres.

2. Toute personne capable d'être électeur des membres du Conseil provincial pourra être membre de ce Conseil.

Capacité des Conseillers de province.

71. — 1. Les membres du Conseil provincial seront élus par les personnes capables d'élire les membres de la Chambre des Assemblées dans la province votant dans les mêmes divisions électorales qui sont fixées pour l'élection des membres de la Chambre des Assemblées ; disposé que, dans chaque province où il y a moins de 25 membres élus pour la Chambre des Assemblées, la délimitation des divisions électorales, et chaque nouvelle répartition des membres à la réglementation des divisions électorales, seront faites par la même commission et d'après les mêmes principes que ceux prescrits pour les divisions électorales faites en vue de la Chambre des Assemblées.

2. Toute modification dans le nombre des membres du Conseil provincial, et toute nouvelle division de la province en divisions électorales, sera opérée lors de la dernière élection générale pour ce Conseil, tenue après la constatation de cette nouvelle division, ou de toute répartition consécutive à semblable modification, et non avant.

3. L'élection aura lieu à l'époque fixée par la proclamation de l'administrateur, et les dispositions de la section 37, applicables à l'élection des membres de la Chambre des Assemblées, seront, mutatis mutandis, appliquées à ces élections.

Application des sections 53 à 55 aux Conseillers provinciaux.

72. — Les dispositions des sections 53, 54 et 55, relatives aux membres de la Chambre des Assemblées, seront, mutatis mutandis, appliquées aux membres des Conseils provinciaux : Disposé que chaque membre d'un Conseil provincial qui deviendra membre de l'une ou l'autre Chambre du Parlement, cessera en conséquence d'être membre de ce Conseil provincial.

Durée des fonctions des Conseillers de province.

73. — Chaque Conseil provincial sera maintenu pendant trois ans, à compter de sa première réunion, et ne pourra être dissous que par l'accomplissement de la période.

Sessions des Conseils provinciaux.

74. — L'administrateur de chaque province fixera par une proclamation la date d'assise des sessions du Conseil provincial ainsi qu'il le jugera bon, et il pourra faire des remises de séances à condition toutefois que l'on tienne chaque conseil provincial au moins une fois chaque année et qu'une période de 12 mois ne s'écoule pas entre la dernière séance du Conseil dans une session et sa première réunion dans la session suivante.

Présidents des Conseils provinciaux.

75. — Le Conseil provincial élira parmi ses membres un président, et réglera l'ordre de ses travaux. Ces règlements seront transmis par l'administrateur au Gouverneur général, et auront pleine force et effet, à moins que et jusqu'à ce que le Gouverneur général en Conseil les ait expressément censurés par une lettre adressée à l'administrateur.

Allocations des Conseillers de province.

76. — Les membres du Conseil provincial recevront telles allocations qui seront déterminées par le Gouverneur général en Conseil.

Liberté de parole dans les Conseils provinciaux.

77. — Il y aura liberté de parole dans le Conseil provincial, et aucun membre ne sera exposé à une action ou poursuite quelconque devant aucune Cour à raison de ses discours ou de ses votes dans ce Conseil.

COMITÉS EXÉCUTIFS.

Comités exécutifs provinciaux.

78. — 1. Chaque Conseil provincial, à la première séance qui suivra chaque élection générale, élira parmi ses membres, ou autrement, quatre personnes, lesquelles formeront avec l'administrateur, qui en aura la présidence, un comité exécutif pour la province. Les membres

du comité exécutif autres que l'administrateur conserveront leur fonction jusqu'à pareille élection de leurs successeurs.

2. Ces membres recevront telle rémunération que le Conseil provincial déterminera avec l'approbation du Gouverneur général en Conseil.

3. Un membre du Conseil provincial ne sera pas incapable de siéger à ce titre, en raison de ce qu'il aurait été élu comme membre du comité exécutif.

4. Il sera pourvu à toute vacance accidentelle se produisant dans le comité exécutif au moyen d'une élection par le Conseil provincial s'il est alors en session ou, s'il n'y est pas, au moyen de la nomination par le comité exécutif d'une personne chargée de remplir la fonction temporairement pendant jusqu'à l'élection par le Conseil.

Droit de l'administrateur, etc., de prendre part aux travaux du Conseil provincial.

79. — L'administrateur et les autres membres du comité exécutif d'une province, qui ne sont pas membres du Conseil provincial, auront le droit de prendre part aux travaux du Conseil, mais ils n'auront pas droit au vote (ou le droit de vote).

Pouvoirs du comité exécutif provincial.

80. — Le comité exécutif, au nom du Conseil provincial, administrera les affaires provinciales. Jusqu'à la première élection des membres du comité exécutif, cette administration sera assurée par l'administrateur. Toutes les fois que les membres du comité exécutif ne seront pas en nombre suffisant pour former un *quorum* concordant avec les règles du comité, l'administrateur, aussitôt que possible, réunira le Conseil provincial, en vue de l'élection des membres appelés à remplir les vacances, et jusqu'à cette élection l'administrateur assurera l'administration des affaires provinciales.

Transfert des pouvoirs aux comités exécutifs provinciaux.

81. — Conformément aux dispositions du présent Act, tous les pouvoirs, autorités et fonctions qui, à l'établissement de l'Union, appartiendront dans chaque colonie, ou seront exercées par le Gouverneur, ou par le Gouverneur en Conseil, ou par tout autre ministre de la colonie, appartiendront après cet établissement au comité exécutif de la province, tout et autant que ces pouvoirs, autorités et fonctions sont relatifs aux matières pour lesquelles le Conseil provincial est compétent pour rendre des ordonnances.

Vote dans les comités exécutifs.

82. — Les questions soulevées dans les comités exécutifs seront résolues à la majorité des votes des membres présents, et, en cas d'égalité des votes, l'administrateur aura en outre voix prépondérante.

Exercice de leur charge par les membres des comités exécutifs.

83. — En se conformant aux dispositions de toute loi votée par le Parlement et réglant les conditions de nomination, exercice des fonctions, démission ou retraite des fonctionnaires publics, le comité exécutif aura pouvoir de nommer tels fonctionnaires qui seront nécessaires, en plus de ceux assignés à la province par le Gouverneur général en Conseil, d'après les dispositions du présent Act, fixer les services à leur confier, faire et fortifier les règlements pour l'organisation et la discipline de ces fonctionnaires.

Pouvoir de l'administrateur de légiférer au nom du Gouverneur général en Conseil.

84. — En ce qui concerne toutes les matières pour lesquelles aucuns pouvoirs ne sont réservés ou délégués au conseil provincial, l'administrateur légiférera au nom du Gouverneur général en conseil, lorsqu'il en sera requis, et dans ces matières l'administrateur agira sans en référer aux autres membres du Comité exécutif.

Pouvoirs des Conseils provinciaux.

85. — En se conformant aux dispositions du présent Act et avec l'assentiment du Gouverneur général en Conseil ainsi qu'il en a été disposé, le Conseil provincial fera les ordonnances relatives aux matières rentrant dans les classes des sujets suivants (c'est-à-dire) :

I. Taxation directe dans la province en vue de se procurer un revenu pour les projets provinciaux ;

II. Emprunts d'argent sur le seul crédit de la province avec le consentement du Gouverneur général en Conseil et en concordance avec les règles à fixer par le Parlement ;

III. Education, autre que l'éducation supérieure, pour une période de 5 ans et suivant cela jusqu'à ce que le Parlement dispose autrement ;

IV. Agriculture dans les limites et sous les conditions à définir par le Parlement ;

V. Etablissement, entretien, et administration des institutions hospitalières et charitables ;

VI. Institutions municipales, conseils régionaux, et autres institutions locales de même nature ;

VII. Travaux locaux et entreprises dans la province, autres que chemin de fer et ports et autres, même pour les premiers, que ceux s'étendant au delà des frontières de la province, et soumis au pouvoir du Parlement chargé de déclarer tel travail travail national et de disposer pour sa réalisation au moyen d'arrangement avec le Conseil provincial ou autrement ;

VIII. Routes, ponts, et ponts autres que ceux unissant deux provinces ;

IX. Marchés et poids ;

X. Conservation du poisson et du gibier ;

XI. La répression par amende, pénalité ou emprisonnement de toute infraction aux lois ou aux ordonnances de la province relatives aux matières rentrant dans chacune des classes de sujets énumérés dans cette section ;

XII. Généralement toutes matières qui, de l'avis du Gouverneur général en Conseil, sont uniquement d'intérêt local ou privé dans la province ;

XIII. Tous autres sujets pour lesquels le Parlement aura, par une loi, délégué le pouvoir de faire des ordonnances au conseil provincial.

Effet des ordonnances provinciales.

86. — Toute ordonnance faite par un conseil provincial aura effet dans et pour la province aussi longtemps et autant qu'elle ne fera échec à aucun Act du Parlement.

Vœux au Parlement.

87. — Un conseil provincial peut recommander au Parlement l'adoption de lois relatives aux matières pour lesquelles ce conseil n'a pas compétence de faire des ordonnances.

Pouvoir relatif aux matières qui appartiennent à la législation des Bill particuliers.

88. — Pour les matières qui demandent à être traitées au moyen d'un Act particulier du Parlement, le conseil provincial de la province intéressée, en se conformant à la procédure fixée par le Parlement, mettra en évidence par les soins d'un Comité de choix ou autrement le pour et le contre de la loi en question, et, à la réception d'un rapport de ce conseil, et de suite en prenant pour base les justifications sur lesquelles il est fondé, le Parlement pourra adopter cet Act sans autre justification que celle portée dans ce rapport.

Constitution du fonds de revenu provincial.

89. — Un fonds de revenu provincial sera formé dans chaque province, auquel seront versés tous les revenus prélevés par ou revenant au conseil provincial et toutes les sommes accordées en plus par le Gouverneur général en Conseil au conseil provincial. Ce fonds sera appliqué au moyen d'ordonnances par le conseil provincial aux projets de l'administration provinciale en général, ou, au cas de sommes affectées par le Gouverneur général en Conseil à des objets particuliers, pour ces objets spéciaux, mais aucune ordonnance de ce genre ne sera adoptée par le conseil provincial à moins que l'administrateur n'ait le premier demandé au conseil de disposer en vue du service spécial pour lequel l'affectation doit être faite. Aucune somme ne sortira du fonds du revenu provincial si ce n'est en concordance avec cette affectation et sous mandat signé par l'administrateur. Disposé que, jusqu'à l'expiration d'un mois après la première séance du conseil provincial, l'administrateur sera autorisé à dépenser telles sommes qui seront nécessaires pour les services de la province.

Approbation des ordonnances provinciales.

90. — Lorsqu'une proposition d'ordonnance aura été adoptée par un conseil provincial, cette ordonnance sera présentée par l'administrateur au Gouverneur général en Conseil en vue de son approbation. Le Gouverneur général en Conseil déclarera dans le mois de la présentation à lui faite de l'ordonnance proposée qu'il l'approuve, ou qu'il refuse son approbation, ou qu'il réserve l'ordonnance proposée pour une délibération ultérieure. Une ordonnance proposée ainsi réservée n'entrera pas en vigueur sans et jusqu'à ce que, dans une année du jour où elle est présentée au Gouverneur général en Conseil, il ait fait connaître par proclamation qu'elle a reçu son approbation.

Effet et enregistrement des ordonnances.

91. — Une ordonnance approuvée par le Gouverneur général en Conseil et promulguée par l'Administrateur, conformément aux dispositions du présent Act, aura force de loi dans la province. L'administrateur fera établir deux exemplaires nets de chaque ordonnance, un en anglais et l'autre en hollandais (l'un de ces exemplaires sera signé par le Gouverneur général), qui seront enregistrés au bureau du Greffier de la Division d'Appel de la Cour Suprême du Sud-Africain; et ces exemplaires feront foi des dispositions desdites ordonnances, et, en cas de différence entre les deux exemplaires ainsi déposés, celui signé par le Gouverneur général prévaudra.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Examen des comptes provinciaux.

92. — (1) Dans chaque province il y aura des inspecteurs des comptes qui seront nommés par le Gouverneur général en Conseil.

(2) Aucun inspecteur ne pourra être dépourvu de sa charge, excepté par le Gouverneur général en Conseil et pour une cause prouvée qui sera communiquée par message aux deux Parlements dans un délai de moins d'une semaine après le renvoi, si le Parlement est réuni, ou, si le Parlement n'est pas réuni, pas plus d'une semaine après le commencement de la session suivante.

(3) Chacun desdits inspecteurs recevra de la Caisse des Fonds Mutuels un certain salaire que le Gouverneur général en Conseil, d'accord avec le Parlement, déterminera.

(4) Chacun desdits inspecteurs recevra et examinera les comptes de la province à laquelle il est assigné, en ce qui concerne les règlements et ordres, déterminés par le Gouverneur général en Conseil et approuvés par le Parlement ; et aucun ordre signé par l'administrateur, autorisant la mise en circulation d'argent, n'aura d'effet, si ce n'est quand ledit examinateur aura contresigné.

Continuation des Pouvoirs des Conseils divisionnaires et municipaux.

93. — Toutefois, malgré tout ce qui est contenu dans la présente Constitution, tous les pouvoirs, autorités, légitimement exercées à l'établissement de l'Union, par les Conseils divisionnaires ou municipaux ou par n'importe quelle autre autorité locale dûment constituée, seront et demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit changée ou abrogée par le Parlement ou par un conseil provincial en ayant le pouvoir.

Sièges du gouvernement provincial.

94. — Les sièges du gouvernement provincial seront :

Pour le Cap de Bonne-Espérance :	Cape Town.
Pour le Natal.	Pietermaritzburg.
Pour le Transvaal.	Prétoria.
Pour l'Etat libre d'Orange. .	Bloemfontein.

VI. — LA COUR SUPRÊME DU SUD-AFRICAIN.

Constitution de la Cour Suprême.

95. — Il y aura une Cour Suprême du Sud-Africain constituée par un Chef de Justice de l'Afrique du Sud, les juges ordinaires d'Appel et les autres juges des diverses divisions de la Cour Suprême du Sud-Africain dans les provinces.

Division d'Appel de la Cour Suprême.

96. — Il y aura une Division d'Appel de la Cour Suprême du Sud-Africain comprenant le Chef de Justice de l'Afrique du Sud, deux juges d'appel ordinaires et deux juges d'appel supplémentaires.

Lesdits juges d'appel supplémentaires seront attachés par le Gouverneur général en Conseil à la division d'Appel, pour l'une quelconque des divisions locale ou provinciale de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud ; ils continueront à accomplir leur mandat comme juges de leurs divisions respectives, quand leur concours ne sera pas exigé par la Division d'Appel.

Remplacement des vacances temporaires dans la Division d'Appel.

97. — Le Gouverneur général en Conseil peut, pendant l'absence, la maladie ou autre empêchement du Chef de Justice du Sud-Africain, ou d'un quelconque ordinaire ou supplémentaire juge d'appel, nommer un autre juge de la Cour Suprême du Sud-Africain pour remplacer temporairement soit le Chef de Justice, le juge d'appel ordinaire ou le juge d'appel supplémentaire, suivant le cas.

Constitution des Divisions provinciales et locales de la Cour Suprême.

98. — (1) Les diverses Cours Suprêmes du Cap de Bonne-Espérance, Natal et Transvaal et la Haute Cour de la colonie de la rivière d'Orange, deviendront à l'établissement de l'Union, des Divisions provinciales de la Cour Suprême du Sud Africain pour leurs provinces respectives, et seront, chacune, présidées par un juge président.

(2) La Cour des districts de l'est du Cap de Bonne-Espérance, la Haute-Cour du Griqualand, la Haute-Cour du Witwatersrand et les diverses Cours environnantes, deviendront des divisions locales de la Cour Suprême du Sud-Africain dans les limites respectives de leur juridiction existant à l'établissement de l'Union.

(3) Lesdites Divisions provinciales et locales considérées dans cette

Constitution comme Cours Supérieures, auront juridiction en outre de celle exercée par les Cours correspondantes des Colonies, au moment de l'établissement de l'Union, dans toutes les matières :

a) dans lesquelles le Gouvernement de l'Union ou une personne poursuivant ou étant poursuivie à l'égard dudit Gouvernement, est partie en cause ;

b) dans lesquelles la validité d'une ordonnance provinciale quelconque sera mise en question.

(4) Cependant, jusqu'à disposition contraire du Parlement, lesdites Cours supérieures auront *mutatis mutandis* la même juridiction dans les matières ayant rapport à la validité des élections des membres des Assemblées et des Conseils provinciaux, que les Cours correspondantes des Colonies, à l'établissement de l'Union, par rapport aux élections parlementaires dans lesdites colonies, respectivement.

Continuation de la charge des juges actuels.

99. — Tous les juges des Cours Suprêmes des Colonies, y compris la Haute-Cour de la Colonie de la rivière d'Orange, étant en fonctions au moment de l'établissement de l'Union, deviendront, audit établissement, juges de la Cour Suprême du Sud-Africain, assignés aux Divisions de la Cour Suprême dans les provinces respectives et conserveront tous leurs droits en ce qui concerne les traitements ou pensions qu'ils peuvent avoir au moment de l'établissement de l'Union. Les Commandants de Justice des Colonies étant en charge au moment de l'établissement de l'Union, deviendront, au moment dudit établissement, les Juges-Présidents des Divisions de la Cour Suprême dans les diverses provinces, mais ils garderont leur titre de Chef de Justice aussi longtemps que leur charge durera.

Appointements et rémunérations des juges.

100. — Le Chef de Justice du Sud-Africain, les juges ordinaires d'Appel et tous les autres juges de la Cour Suprême du Sud-Africain à nommer après l'établissement de l'Union seront appointés par le Gouverneur général en Conseil et recevront telle rémunération que le Parlement fixera, et leur rémunération ne sera pas diminuée pendant la durée de leur charge.

Rupture de la charge des juges.

101. — Le Chef de Justice de l'Afrique du Sud et les autres juges de la Cour Suprême du Sud-Africain ne seront pas privés de leur charge excepté par le Gouverneur général en Conseil sur la demande des Parlements dans la même session que le renvoi aura été demandé pour cause d'inconduite ou d'incapacité.

Réduction du nombre des juges.

102. — Si une vacance se présente dans une Division quelconque de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud autre que la division d'Appel, le Gouverneur général en Conseil pourra, dans le cas où il considérerait que le nombre des juges de ladite cour peut être réduit avec avantage pour l'intérêt commun, remettre le remplacement de la vacance jusqu'à ce que le Parlement ait déterminé si cette réduction subsistera.

Appels à la Division d'Appel.

103. — Dans chaque procès civil, dans lequel, d'après la loi en vigueur au moment de l'établissement de l'Union, un appel pourrait avoir été fait à la Cour Suprême d'une des colonies de la part d'une Cour Supérieure dans les Colonies ou de la Haute-Cour du Sud Rhodesia, l'appel sera fait seulement à la Division d'Appel, excepté dans les cas d'ordres ou jugements donnés par un simple juge sur les applications par le moyen de proposition ou de pétition ou sur sommation pour sentence provisoire ou jugements de prix seulement, qui, de par la loi, sont laissés à l'appréciation de la Cour.

L'appel pour de tels ordres ou jugements, aussi bien que les appels des cas criminels de la part d'une Cour supérieure quelconque ou le rapport par une cour quelconque d'un point de loi dans un cas criminel sera fait à la division provinciale correspondant à la Cour qui, avant l'établissement de l'Union, aurait eu juridiction dans la matière. Il n'y aura pas d'appel ultérieur contre un jugement donné sur appel par une division provinciale, excepté à la Division d'Appel et alors, seulement si la Division d'Appel aura donné permission à l'appel.

Appels en cours.

104. — Dans chaque cas, civil ou criminel, dans lequel, à l'établissement de l'Union, un appel pourrait avoir été fait de la Cour Suprême de l'une des Colonies ou de la Haute-Cour de la colonie de la rivière d'Orange, au Roi en Conseil, l'appel sera fait seulement à la Division d'Appel, pourvu que le droit d'appel dans une suite civile quelconque ne soit pas limité, en raison seulement de la valeur de la matière en litige ou le montant réclamé ou adjugé dans un tel procès.

Appels des Cours inférieures aux Divisions provinciales.

105. — Dans chaque cas, civil ou criminel, dans lequel, à l'établissement de l'Union, un appel pourrait avoir été fait d'une Cour de magistrat résident ou autre cour inférieure à une Cour Supérieure dans

l'une des Colonies, l'appel sera fait à la Division correspondante de la Cour Suprême du Sud-Africain ; mais il n'y aura pas d'appel ultérieur contre un jugement donné sur appel par une division, excepté à la Division d'Appel et alors seulement si la Division d'Appel aura donné permission spéciale à l'appel.

Dispositions relatives aux appels du Roi en Conseil.

106. — Il n'y aura pas d'appel de la Cour Suprême du Sud-Africain ou de l'une de ses Divisions au Roi en Conseil, mais il n'en pourra cependant résulter aucune atteinte au droit, que le Roi en Conseil peut se plaire à exercer, d'accorder une permission spéciale à l'appel de la Division d'Appel, au Roi en Conseil. Le Parlement peut faire des lois limitant les matières en raison desquelles ladite permission spéciale peut être demandée, mais les registres contenant une telle limitation seront réservés par le Gouverneur général en Conseil pour la notification de la volonté de Sa Majesté : Disposé que rien dans cette section n'affectera aucun droit d'appel à Sa Majesté en Conseil d'un jugement quelconque donné par la Division d'Appel de la Cour Suprême sous ou en vertu de l'Act des Cours Coloniales d'Admiralty de 1890.

Règles de procédure devant la Division d'Appel.

107. — Le Chef de Justice de l'Afrique du Sud et les Juges ordinaires d'Appel peuvent, sous l'approbation du Gouverneur général en Conseil, faire des règlements pour la marche des procès de la Division d'Appel et prescrire le délai et la manière d'y faire les appels.

Jusqu'à ce que ces règles aient été promulguées, les règles en activité dans la Cour Suprême du Cap de Bonne-Espérance seront appliquées.

Règles de procédure dans les Divisions provinciales et locales.

108. — Le Chef de Justice et les autres juges de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud peuvent, sous l'approbation du Gouverneur général en Conseil, formuler des règles pour la marche des procès dans les Divisions provinciales et locales. Jusque-là, les règles en vigueur à l'établissement de l'Union dans les Cours respectives qui deviennent des divisions de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud continueront à s'appliquer.

Siège de la Division d'Appel.

109. — La Division d'Appel siègera à Bloemfontein ; mais elle pourra, de temps en temps, pour la commodité des postulants, porter son siège à d'autres places à l'intérieur de l'Union.

Nombre de juges pour l'audience des appels.

110. — A l'audience des appels d'une cour consistant en deux juges ou plus, cinq juges de la Division d'Appel formeront le quorum ; mais, à l'audience des appels d'un simple juge, trois juges de la Division d'Appel formeront le quorum. Aucun juge ne pourra prendre part à l'audience d'un appel contre le jugement donné dans un procès entendu par lui.

Juridiction de la Division d'Appel.

111. — La juridiction de la Division d'Appel s'étendra à l'Union, et tous ses jugements auront pleine force et effet dans chaque province et seront exécutés de semblable manière comme s'ils étaient des jugements ou ordres émanants de la Division provinciale de la Cour Suprême du Sud Africain dans ladite province.

Exécution des décisions des Divisions provinciales.

112. — Le greffier de chaque Division provinciale de la Cour Suprême du Sud-Africain, s'il est prié en cela par une partie quelconque en faveur de laquelle un ordre ou jugement a été donné ou fait par une autre Division, lui délivrera, sur la production d'une copie authentique dudit jugement ou ordre et sur la preuve qu'il n'y a pas été satisfait, un écrit ou acte quelconque pour l'exécution dudit jugement ou ordre, et l'exécution suivra de semblable manière que si ledit jugement ou ordre provenait originairement de la division dont il est greffier.

Transfert des procès d'une Division provinciale ou locale à une autre.

113. — Une division provinciale ou locale de la Cour Suprême du Sud-Africain à laquelle il peut être fait apparaître qu'un procès quelconque pendant devant elle peut être plus convenablement ou capablement entendu ou déterminé en une autre division, peut le renvoyer à telle autre division ; et là-dessus, cette dernière division peut procéder de telle manière que si le procès y avait été originairement commencé.

Greffier et officiers de la Division d'Appel.

114. — Le Gouverneur général en Conseil peut nommer un greffier de la Division d'Appel et certains autres officiers qui seront demandés pour la propre expédition des affaires.

Avocats et Procureurs.

115. — (1) Les lois réglant l'admission des avocats et procureurs à exercer devant une Cour Supérieure de l'une des colonies seront appliquées à l'admission des avocats et procureurs à exercer dans la Division correspondante de la Cour Suprême du Sud-Africain.

(2) Tous les avocats et procureurs autorisés, à l'établissement de l'Union, à exercer devant une Cour supérieure quelconque de l'une des Colonies seront autorisés à exercer dans la Division correspondante de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud.

(3) Tous les avocats et procureurs autorisés à exercer devant une Division provinciale de la Cour Suprême de l'Afrique du Sud seront autorisés à exercer devant la Division d'Appel.

Procès en cours.

116. — Tous les procès civils ou criminels, pendants devant une Cour Supérieure des Colonies, à l'établissement de l'Union, seront renvoyés à la Division correspondante de la Cour Supérieure du Sud-Africain qui aura juridiction pour lesdits procès, et tous les jugements et ordres d'une Cour supérieure d'une des Colonies donnés ou faits avant l'établissement de l'Union auront les mêmes force et effet que s'ils avaient été donnés ou faits par la Division correspondante de la Cour Suprême du Sud-Africain. Tous les appels au Roi en Conseil qui seront en cours à l'établissement de l'Union seront suivis comme si cet « Act » n'avait pas été passé.

VII. — FINANCES ET CHEMINS DE FER.

Constitution du « Consolidated Revenue Fund » et du « Railway and Harbour Fund ».

117. — Tous les revenus de quelque source qu'ils proviennent, dont les diverses colonies avaient, à l'établissement de l'Union, le droit d'appropriation, recevront leur appropriation de la part du Gouverneur général en Conseil. Il sera constitué un Fond des chemins de fer et des ports, dans lequel seront versés tous les revenus levés ou reçus par le Gouverneur général en Conseil, de l'administration des chemins de fer, ports, etc., et ledit fond sera approprié par le Parlement aux projets de chemins de fer, ports, etc., de la manière prescrite par cette Constitution. Il sera formé aussi un « Fond du revenu consolidé » dans lequel seront versés tous les autres revenus levés ou reçus par le Gouverneur général en Conseil, et ledit fond sera attribué par le Parlement aux projets de l'Union, de la manière prescrite par la présente constitution, et d'accord avec les charges imposées par ce moyen.

*Commission d'enquête des relations financières entre l'Union
et les provinces.*

118. — Le Gouverneur général en Conseil nommera, aussitôt que la chose pourra se faire, après l'établissement de l'Union, une commission comprenant un représentant de chaque province et présidée par un officier du Service Impérial, pour faire une enquête sur les relations financières qui existeraient entre l'Union et les provinces. Pendant ses opérations et jusqu'à ce que le Parlement y ait pourvu autrement, il sera payé annuellement par le « Consolidated Revenue Fund » à l'administrateur de chaque province :

a) Une somme égale à celle prévue pour l'éducation, autre que l'éducation supérieure, pour l'année financière 1908-9 votée par la Législature de la Colonie correspondante pendant l'année mil neuf cent huit ;

b) Lesdites sommes ultérieures que le Gouverneur général en Conseil considérera nécessaires pour l'exécution des services et charges assignées aux provinces respectivement.

Jusqu'à ce que l'information soit achevée et que le Parlement ait fait autre prévision, les comités exécutifs dans les diverses provinces soumettront annuellement les évaluations de leurs dépenses à l'approbation du Gouverneur général en Conseil et aucune dépense qui ne sera pas pourvue de cette approbation ne pourra être réalisée par aucun comité exécutif.

Consolidation des dettes publiques actuelles.

119. — L'intérêt annuel des dettes publiques des colonies et tous fonds d'amortissement constitués par loi à l'établissement de l'Union formeront une première charge du « Consolidated Revenue Fund. »

Demandes de retrait d'argent des fonds.

120. — Il ne sera pas retiré d'argent du « Consolidated Revenue Fund » ou du « Railway and Harbour Fund » sans une affectation faite par loi. Mais jusqu'à l'expiration de deux mois après le premier meeting du Parlement, le Gouverneur général en Conseil pourra en tirer et dépenser autant d'argent qu'il sera nécessaire pour le service public et pour les administrations respectives du chemin de fer et des ports.

Transfert du domaine colonial à l'Union.

121. — Tous les fonds, argent comptant, soldes de banquiers et assurances pour l'argent appartenant à chacune des colonies, à l'établis-

sement de l'Union seront la propriété de l'Union : Disposé que les soldes de fonds quelconques levés, à l'établissement de l'Union par loi, sur projets spéciaux dans l'une des colonies seront estimés avoir été appropriés par le Parlement pour les projets spéciaux pour lesquels ils ont été prévus.

Terres de la Couronne, etc...

122. — Les terres de la Couronne, les Travaux Publics et toute propriété, à travers l'Union, mobilière ou immobilière et tous droits de sorte quelconque appartenant aux diverses colonies, au moment de l'établissement de l'Union, investiront dans le Gouverneur général en Conseil avec toutes dettes ou obligations les grevant spécialement.

Mines et minéraux.

123. — Tous les droits dans et aux mines et minéraux et tous droits de prospections, travaux, dispositions relatives aux minéraux ou pierres précieuses, qui, au moment de l'établissement de l'Union, appartiendront au Gouvernement d'une des Colonies, appartiendront au Gouverneur Général en Conseil.

Prise en charge par l'Union des dettes coloniales.

124. — L'Union prendra toutes les dettes et obligations des Colonies, existant à son établissement, malgré toute prévision contenue dans cette Constitution, aux conditions imposées par la loi en vertu de laquelle lesdites dettes ou obligations étaient établies, et sans préjudice à aucun droit de garantie ou de priorité en respect, dans le paiement du principal, intérêt, fond d'amortissement et autres charges conférées sur les crédateurs d'une des Colonies et pourra, sous lesdites conditions et droits, convertir, renouveler ou consolider lesdites dettes.

Ports, travaux et chemins de fer.

125. — Tous ports, hâvres et chemins de fer appartenant aux diverses colonies, à l'établissement de l'Union, investiront, à ladite date, dans le Gouverneur général en Conseil. Aucun chemin de fer pour le transport du trafic public, et aucun port, aucun hâvre ou semblable travail, ne sera construit sans la sanction du Parlement.

Constitution du Bureau des ports et chemins de fer.

126. — Soumises à l'autorité du Gouverneur général en Conseil, l'inspection et l'administration des chemins de fer, ports et hâvres de l'Union seront exercées par un bureau ne comprenant pas plus de trois

commissaires qui seront nommés par le Gouverneur Général en Conseil, et un ministre d'Etat qui sera le Président. Chaque commissaire sera en charge pour une période de cinq années, mais pourra être renommé. Il ne sera pas destitué avant l'expiration de sa période d'appointements, excepté par le Gouverneur Général en Conseil, pour cause précise qui sera communiquée par message aux deux Parlements moins d'une semaine après le renvoi si le Parlement est réuni, ou, si le Parlement n'est pas réuni, moins d'une semaine après le commencement de la session suivante. Les salaires des commissaires seront fixés par le Parlement et ne seront pas diminués pendant la durée de leur charge.

Administration des chemins de fer, ports et havres.

127. — Les chemins de fer, ports et havres de l'Union seront administrés en vue principalement du développement agricole et industriel de l'Union et de l'établissement par le moyen des transports à bon marché de la population agricole et industrielle dans l'intérieur des terres des provinces de l'Union. Autant que possible les ressources totales ne dépasseront pas les déboursés nécessaires pour les travaux, entretien, dépréciations et l'intérêt dû du capital autre que le capital contribué du revenu du chemin de fer et des ports et non compris des sommes payables au delà du « Consolidated Revenue Fund » d'accord avec les prévisions des articles 130 et 131. Le montant de l'intérêt du capital placé sera payé sur le « Consolidated Revenue Fund. » Le Gouverneur général en Conseil donnera effet aux prévisions de cet article aussitôt et à un tel temps, que les arrangements nécessaires, administratifs et financiers pourront être faits, mais dans un cas quelconque leur donnera plein effet, avant l'expiration de quatre années depuis l'établissement de l'Union. Pendant ladite période, si les revenus accrus au « Consolidated Revenue Fund » sont insuffisants à pourvoir au service général de l'Union et si les gages accrus au « Railway and Harbour Fund » sont en excès des déboursés spécifiés plus haut, le Parlement pourra, par une loi, affecter lesdits excédents en tout ou partie aux frais généraux de l'Union, et toutes les sommes ainsi appropriées seront versées au « Consolidated Revenue Fund. »

Etablissement d'une caisse pour le maintien de l'uniformité des taxes du chemin de fer.

128. — Malgré tout ce qui pourrait y être contraire dans le dernier article, le « Board » peut établir un fond, à part du Revenu des chemins de fer et des ports, pour être employé au maintien, autant que possible, de l'uniformité du tarif dans le trafic.

Administration des soldes des chemins de fer et ports.

129. — Tous les soldes permanents au crédit d'un fond établi dans l'une des colonies pour les projets du chemin de fer et des ports, à l'établissement de l'Union seront sous le seul contrôle et l'administration du « Board » et seront estimés à avoir été appropriés par le Parlement pour les projets respectifs pour lesquels ils ont été prévus.

Travaux de construction des chemins de fer et asiles.

130. — Toute proposition pour la construction d'un port, ou de havres, bassins, etc., ou d'une ligne de chemin de fer, avant d'être soumise au Parlement, sera examinée par le « Board », qui fera un rapport et qui indiquera si les travaux ou ligne proposés devront ou ne devront pas être effectués. Si un desdits travaux ou la ligne est construit contrairement à l'avis du « Board » et si le « Board » est d'opinion que le produit de l'opération desdits travaux ou ligne sera insuffisant pour remplir les déboursés des travaux et entretien et de l'intérêt du capital engagé, il formera une estimation des pertes annuelles qui, dans son opinion, résulteraient de ladite opération. Ladite estimation sera examinée par le contrôleur et auditeur général et quand il l'aura approuvée, le montant en sera payé annuellement sur le « Consolidated Revenue Fund » au « Railway and Harbour Fund » : Disposé que si dans une année quelconque la perte actuelle encourue calculée par le « Board » et certifiée par le Contrôleur et Auditeur général est moindre que l'estimation donnée par le « Board » le montant d'accord avec cette année sera réduit de façon à ne pas excéder la perte actuellement encourue. En calculant la perte provenant de l'opération dudit travail ou ligne, « le Board » tiendra compte de la valeur des contributions du trafic aux autres parties de l'ensemble qui pourra être due audit travail ou ligne.

Compensation des déficits dans le fond du Railw. dans certains cas.

131. — Si le « Board » est requis par le Gouverneur général en Conseil ou par un Acte du Parlement ou une résolution des deux Chambres du Parlement de pourvoir à des services ou améliorations soit gratuitement, soit à un tarif de charge qui est insuffisant pour remplir les déboursés renfermés dans la prévision desdits services ou améliorations, le « Board » présentera au Parlement, à la fin de chaque année financière, un compte-rendu approuvé par le Contrôleur et Auditeur général, montrant, avec le plus d'exactitude, le montant de la perte encourue en raison de la prévision desdits services et améliorations et ledit montant sera payé sur le « Consolidated Revenue Fund » au « Railway and Harbour Fund ».

Contrôleur et Auditeur Général.

132. — Le Gouverneur général en Conseil nommera un Contrôleur et Auditeur général pour une durée non limitée : Disposé qu'il sera changé sur demande formulée pour ledit changement et présentée au Gouverneur général par les Parlements : Disposé qu'ultérieurement quand le Parlement ne sera pas réuni, le Gouverneur général pourra suspendre ledit officier pour raison d'incompétence ou d'incapacité ; et quand et aussi souvent que ladite suspension persistera, il en sera rendu compte au Parlement dans les quatorze jours après le commencement de sa session suivante ; et, si une requête est présentée, à un certain temps pendant la session du Parlement, au Gouverneur général par le Parlement, demandant le rétablissement de la charge dudit officier, elle sera rétablie aussitôt ; et s'il n'est pas présenté de telle requête, le Gouverneur général confirmera ladite suspension et déclarera vacante la charge de Contrôleur et Auditeur.

Jusqu'à ce que le Parlement en dispose autrement, le Contrôleur et Auditeur général exercera lesdits pouvoirs et fonctions et remplira les tâches qui lui seront assignées par le Gouverneur général en Conseil conformément aux règlements faits à cet égard.

Compensation des Capitales coloniales pour diminution de leur prospérité.

133. — Afin de compenser pour Pietermaritzburg et Bloemfontein la perte résultant pour ces deux villes de ce qu'elles cessent d'être les sièges du gouvernement de leurs colonies respectives, il y sera payé sur le « Consolidated Revenue Fund » pour une période n'excédant pas vingt-cinq années aux conseils municipaux desdites villes, une contribution de deux pour cent par année sur leurs dettes municipales, existant le trente et un janvier mil neuf cent neuf et fixées par le Contrôleur et Auditeur général. La Commission nommée à l'article 118, fera un rapport au Gouverneur général en Conseil, s'il résulte de l'enquête « que la compensation devrait être payée aux Conseils municipaux de Cape Town et Prétoria pour les pertes, semblablement supportées par eux. Ladite compensation sera payée sur le « Consolidated Revenue Fund » pour une période n'excédant pas vingt-cinq ans, et n'excédera pas un pour cent par année sur les dettes municipales respectives desdites villes qui existeront le trente et un janvier mil neuf cent neuf, et seront vérifiées par le Contrôleur et Auditeur général. » Pour les prévisions de cet article, Cape Town sera estimée englober les municipalités de Cape Town, Green Point, et Sea Point, Woodstock, Mowbray et Romebosh, Claremont et Wynberg, et la contribution accordée à Cape Town sera payable aux conseils desdites municipalités dans la proportion de leurs dettes respectives. La moitié desdites contributions sera employée respectivement à l'extinction des dettes municipales desdites villes. A un certain temps, après que le dixième impôt

annuel aura été payé à l'une desdites villes, le Gouverneur général en Conseil avec l'approbation du Parlement, pourra, après enquête, supprimer ou réduire la contribution de ladite ville.

VIII. — GÉNÉRALITÉS.

Mode de votation pour les sénateurs, etc...

134. — L'élection des sénateurs et des membres des comités exécutifs des conseils provinciaux, comme il est prévu dans le présent Acte, devra, toutes les fois que ladite élection sera contestée, être mise en conformité avec le principe de la représentation proportionnelle, chaque votant ayant un suffrage transférable. Le Gouverneur général en Conseil, ou, dans le cas de la première élection du Sénat, le Gouverneur en Conseil de chacune des Colonies établira les règlements prescrivant le mode de vote, de transmission et de compte des suffrages et les devoirs des officiers qui en seront chargés, et lesdits règlements ou amendements quelconques dûment promulgués auront pleine force et effet à moins et jusqu'à ce que le Parlement en ait disposé autrement.

Application des lois coloniales actuelles.

135. — Sous les prévisions du présent Acte, toutes les lois en vigueur dans les diverses colonies, à l'établissement de l'Union, continueront à être appliquées dans les provinces respectives jusqu'à ce qu'elles soient révoquées ou corrigées par le Parlement ou par les Conseils provinciaux dans les matières, pour lesquelles le pouvoir de faire des règlements leur est réservé ou délégué. Toutes les commissions dans les diverses colonies, à l'établissement de l'Union, continueront comme si l'Union n'avait pas été établie.

Liberté de commerce dans l'Union.

136. — Il y aura libre commerce dans toute l'Union, mais jusqu'à ce que le Parlement en ait autrement disposé, les droits de coutume et d'accise levés d'après les lois existant dans une des Colonies à l'établissement de l'Union, resteront en vigueur.

Egalité des langues anglaise et hollandaise.

137. — Les deux langues, anglaise et hollandaise, seront les langues officielles de l'Union et seront traitées comme égales et posséderont et jouiront d'égales libertés, droits et privilèges; tous les rapports, journaux et comptes-rendus du Parlement seront faits dans les deux langues, et toutes affiches, actes et avis d'importance générale publique ou d'intérêt,

émis par le gouvernement de l'Union, seront publiés dans les deux langues.

Naturalisation.

138. — Toutes les personnes qui ont été naturalisées dans une partie quelconque des Colonies seront censées naturalisées dans toute l'Union.

Administration de la justice.

139. — L'administration de la justice dans l'Union sera sous le contrôle d'un ministre d'Etat en qui seront réunis tous pouvoirs, autorités et fonctions qui, à l'établissement de l'Union, appartenaient à l'« Attorneys general » des Colonies, hormis et excepté tous pouvoirs, autorités et fonctions ayant rapport à la poursuite des crimes et délits qui, dans chaque province, sera attribuée à un officier, lequel sera nommé par le Gouverneur général en Conseil et aura le titre d'« Attorney general » de la province, et remplira toutes autres fonctions qui pourront lui être assignées par le Gouverneur général en Conseil : Disposé que dans la province du Cap de Bonne-Espérance, le Solliciteur général pour les districts de l'est et le « Plaignant de la Couronne » pour le Griqualand Ouest, continueront respectivement à exercer les pouvoirs qu'ils tenaient légalement au moment de l'établissement de l'Union.

Officiers actuels.

140. — Sous les prévisions de l'article suivant, tous les officiers du service public des Colonies deviendront, à l'établissement de l'Union, officiers de l'Union.

Réorganisation des départements publics.

141. — 1. Aussitôt que possible après l'établissement de l'Union, le Gouverneur général en Conseil nommera une Commission du service public pour étudier ladite réorganisation des départements du service public reconnue nécessaire. La commission donnera aussi son avis en ce qui concerne l'affectation des officiers aux diverses provinces.

2. Le Gouverneur général en Conseil pourra, après que ladite commission aura fait son rapport, assigner de temps en temps, à chaque province, autant d'officiers qu'il sera nécessaire pour la propre décharge des services à elle réservés ou délégués et lesdits officiers, en étant ainsi assignés, deviendront officiers de la province. Pendant l'assignement desdits officiers, le Gouverneur général en Conseil peut placer à la disposition des provinces les services d'autant d'officiers de l'Union qu'il peut être nécessaire.

3. Les prévisions de cet article ne s'appliqueront pas à un service ou

département quelconque sous le contrôle du « Railway and Harbour Fund » ou à une personne ayant charge auprès du « Board ».

Commission du service public.

142. — Après l'établissement de l'Union, le Gouverneur général en Conseil nommera une commission permanente du service public avec tels pouvoirs et devoirs en ce qui concerne la nomination, la discipline, la destitution et la suppression des officiers publics que le Parlement déterminera.

Pensions des officiers actuels.

143. — Tout officier du service public de l'une des Colonies, à l'établissement de l'Union, qui ne sera pas maintenu dans le service de l'Union ou affecté à celui d'une province, sera admis à recevoir telle pension, gratification ou autre compensation à laquelle il aurait eu droit si l'Union n'avait pas été établie.

Maintien d'office des officiers actuels.

144. — Tout officier du service public d'une des Colonies qui, à l'établissement de l'Union, sera maintenu dans le service de l'Union ou d'une province, conservera tous ses droits actuels et acquis et sera admis à se retirer du service au moment auquel il aurait été admis par loi à se retirer, et il aura droit à la même pension ou indemnité que si l'Union n'avait pas été établie.

Officiers actuels non congédiables par ignorance de l'anglais ou du hollandais.

145. — Les officiers du service public d'une des Colonies, à l'établissement de l'Union, ne seront pas rayés de leur emploi en raison de leur manque de connaissance soit de la langue anglaise, soit de la langue hollandaise.

Compensation aux officiers actuels qui ne sont pas maintenus.

146. — Un officier permanent de la Législature d'une des Colonies qui ne sera pas retenu dans le service de l'Union ou d'une province et pour qui aucune prévision n'aura été faite par ladite Législature sera admis à telle pension, gratification ou compensation que le Parlement déterminera.

Administration de l'Etat-Civil, etc.

147. — Le contrôle et l'administration des affaires de l'Etat-Civil et des matières affectant spécialement ou différenciellement les Asiatiques dans l'Union, appartiendront au Gouverneur général en Conseil, lequel exercera tous pouvoirs spéciaux en ce qui concerne l'Etat-Civil jusqu'à présent appartenant aux Gouverneurs des Colonies ou exercés par eux comme chefs suprêmes, et toutes les terres laissées au Gouverneur ou au Gouverneur et au Conseil Exécutif d'une colonie dans le but de les réserver aux locations indigènes, appartiendront au Gouverneur général en Conseil qui exercera tous les pouvoirs spéciaux en vue de ces réserves, exercés jusqu'ici par les précédentes autorisées, et dans les mêmes conditions d'aliénation et d'autorisation du Parlement.

Dévolution à l'Union des droits et obligations résultant de conventions.

148. — 1. Tous les droits et obligations résultant de conventions, traités ou arrangements contractés par une des Colonies seront dévolus à l'Union au moment de son établissement.

2. Les dispositions du traité de chemin de fer passé entre les gouvernements du Transwaal, du Cap de Bonne-Espérance et du Natal le deux février mil neuf cent neuf seront, aussi exactement que possible, exécutées par le gouvernement de l'Union.

IX. — NOUVELLES PROVINCES ET TERRITOIRES.

Modification des frontières des provinces.

149. — Le Parlement pourra modifier les frontières d'une province, diviser une province en deux ou plus de deux provinces, ou former une nouvelle province avec des provinces de l'Union, sur la pétition du Conseil provincial de chaque province dont les frontières seront ainsi affectées.

Pouvoir d'admettre dans l'Union des territoires administrés par la Compagnie Britannique de l'Afrique du Sud.

150. — Le Roi, avec l'avis du « Privy Council », pourra, sur la demande des Parlements de l'Union, admettre dans l'Union les territoires administrés par la Compagnie Britannique de l'Afrique du Sud en tels termes et conditions qui, dans chaque cas, seront exprimés dans la demande et approuvés par le Roi, et les dispositions de chaque Ordre en Conseil à cet égard auront effet comme si elles avaient été décrétées par le Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Pouvoir de transférer à l'Union le gouvernement des territoires indigènes.

151. — Le Roi, avec l'avis du « Privy Council », pourra, sur la demande des Parlements de l'Union, transférer à l'Union le gouvernement de certains territoires autres que les territoires administrés par la Compagnie Britannique du Sud-Africain appartenant à, ou sous la protection de Sa Majesté, et habités entièrement ou en partie par les indigènes, et après ledit transfert le Gouverneur général en Conseil pourra organiser le gouvernement de ce territoire dans les termes et conditions contenus dans la cédule du présent Acte.

X. — AMENDEMENT A L'ACTE.

152. — Le Parlement pourra, par une loi, abroger ou modifier une quelconque des dispositions de la présente Constitution : Disposé qu'aucune disposition, pour l'exécution de laquelle une période définie de temps est prescrite, ne sera, durant ladite période, abrogée ou modifiée : Et disposé qu'ultérieurement aucune abrogation ou modification des prévisions contenues dans cet article ou dans les articles trente-trois et trente-quatre (jusqu'à ce que le nombre des membres de l'assemblée ait atteint la limite y prescrite ou jusqu'à ce qu'une période de dix ans se soit écoulée après l'établissement de l'Union, quelle que soit la plus longue période) ou dans les articles trente-cinq et cent trente-sept seront respectés, à moins que le Bill formulant ladite abrogation ou modification ne soit adopté par les Parlements réunis ensemble et à la troisième lecture, et à la majorité des deux-tiers du nombre total des membres des deux Parlements.

Un Bill ainsi voté en réunion plénière sera tenu pour dûment voté par les deux Chambres du Parlement.

Cédule.

1. Après le transfert du gouvernement d'un territoire quelconque appartenant à, ou sous la protection de, Sa Majesté, le Gouverneur général sera l'autorité législative et pourra, par proclamation, faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement dudit territoire : Disposé que toutes ces lois seront présentées aux deux Chambres du Parlement moins de sept jours après l'issue de la proclamation, ou, si le Parlement n'est pas réuni, moins de sept jours après le commencement de la session suivante, et elles entreront en vigueur à moins que, dans la même session, les deux Chambres du Parlement n'aient requis le

Gouverneur général de les abroger, dans lequel cas elles seront abrogées par proclamation.

2. Le Premier Ministre sera chargé de l'administration de tout territoire ainsi transféré, et il sera assisté dans ladite administration par une commission composée au moins de trois membres, avec un secrétaire, nommés par le Gouverneur général en Conseil, qui prendra les instructions du Premier Ministre pour tout ce qui concerne les territoires, et aura aussi, sous le même contrôle, la garde de tous papiers officiels ayant rapport aux territoires.

3. Les membres de la commission seront nommés par le Gouverneur général en Conseil, et seront en charge pour une période de dix années, mais ladite période pourra être étendue à des termes ultérieurs successifs de cinq années. Ils auront droit, chacun, à un salaire annuel fixé qui ne sera pas réduit pendant la durée de leur charge, et ils ne pourront être destitués que sur la demande des deux Chambres du Parlement passée dans la même session, aux fins de ladite révocation. Ils ne seront pas qualifiés à devenir, ou à être, membres de l'une des Chambres du Parlement. Un des membres de la commission sera nommé par le Gouverneur général en Conseil comme vice-président. Dans le cas d'absence, maladie ou autre empêchement d'un membre quelconque de la Commission, le Gouverneur général en Conseil pourra nommer une personne propre et capable en remplacement, pendant ladite absence, maladie ou autre empêchement.

4. Il sera du devoir des membres de la commission de donner son avis au Premier Ministre sur toutes les matières concernant la conduite générale de l'administration ou la législation desdits territoires. Le Premier Ministre, ou un autre ministre d'Etat, nommé par le Premier Ministre afin de le substituer pendant une période fixée, ou faute de cette nomination, le vice-président présidera à toutes les séances de la commission et, en cas d'égalité de suffrages, aura voix prépondérante. Deux membres de la commission formeront le quorum. Dans le cas où la commission comprendrait quatre membres ou plus, trois d'entre eux formeront le quorum.

5. Tout membre de la commission qui sera d'une opinion contraire à la décision de la majorité aura le droit de faire consigner son opinion contraire sur les minutes de la commission.

6. Les membres de la commission prendront connaissance de tous les documents officiels concernant les territoires et ils délibéreront et donneront leur avis sur toutes les matières les concernant.

7. Avant d'arriver à une décision sur une matière quelconque concernant soit l'administration, à l'exception des menus détails habituels, soit la législation des territoires, le Premier Ministre choisira les documents destinés à être déposés par le secrétaire à la commission et proposera une réunion de la commission dans le but d'obtenir son opinion sur ladite matière.

8. En cas d'urgence pour une communication ou pour une décision, les formalités ci-dessus pourront être supprimées. Mais le Gouverneur général devra en prévenir chaque membre avec avis motivé.

9. Si le Premier Ministre n'accepte pas le conseil de la commission ou propose d'agir contrairement à son avis, il fera mention de ses vues à la commission, qui aura la liberté d'exposer dans un rapport les raisons à l'appui de ses recommandation ou avis. Les rapports seront placés par le Premier Ministre devant le Gouverneur général en Conseil, qui décidera en dernier ressort.

10. Quand les recommandations de la commission n'auront pas été acceptées par le Gouverneur général en Conseil, ou qu'un acte contraire aura été pris par le Gouverneur général en Conseil, le Premier Ministre, s'il en est requis par la commission, présentera aux deux Chambres du Parlement un rapport sur les différentes opinions émises, à moins que, suivant les cas, le Gouverneur général en Conseil ne transmette à la commission une déclaration expresse que la publication desdits acte et raisons ne soit gravement préjudiciable à l'intérêt public.

11. Le Gouverneur général en Conseil nommera pour chaque territoire un commissaire résident, qui préparera, en plus de certaines autres tâches qui pourront lui être assignées, les estimations annuelles de revenu et dépenses pour ledit territoire, et les fera parvenir au secrétaire de la commission pour l'examen de la commission et au Premier Ministre. La proclamation sera faite par le Gouverneur général en Conseil, donnant force de loi aux prévisions des revenus et dépenses finalement approuvées par le Gouverneur général en Conseil.

12. Il sera versé dans le trésor de l'Union toutes les taxes de douane levées sur les articles imposables importés et consommés dans les territoires et il sera prélevé annuellement sur le trésor pour l'administration de chaque territoire, en raison de ces taxes, une somme à fixer proportionnellement aux trois dernières années de l'exercice financier précédant le présent Acte, et eu égard à la totalité du revenu des droits de douane pour les colonies et les territoires de l'Union pendant la même période.

13. Si le revenu d'un territoire quelconque pour une année financière est insuffisant pour compenser ses dépenses, le montant requis pour compenser le déficit pourra, avec l'approbation du Gouverneur général en Conseil, sous tels termes et conditions et de telle manière qu'il sera prescrit, être avancé sur les fonds d'un autre territoire.

A défaut d'un semblable arrangement, le montant requis pour compenser le déficit sera avancé par le gouvernement de l'Union.

Dans le cas où il y aura excédent pour un territoire, ledit excédent sera tout d'abord consacré au remboursement des sommes préalablement avancées par un autre territoire ou par le gouvernement de l'Union pour compenser le déficit dans le revenu dudit territoire.

14. Il ne sera pas permis d'aliéner une terre quelconque dans le

Basutoland ou une terre formant partie des réserves indigènes dans le « Bechuanaland protectorate » et le Swaziland des tribus indigènes habitant ces territoires.

15. La vente des liqueurs toxiques aux indigènes sera prohibée dans les territoires, et aucune disposition ne sera autorisée donnant des facilités pour l'introduction, l'acquisition ou la possession de ladite liqueur dans une partie quelconque des territoires moins sévères que celles existant lors du transfert.

16. La coutume, où elle existe, de tenir des « pitsos » ou autres formes reconnues d'assemblée indigène sera maintenue dans les territoires.

17. Aucunes taxes ou impôts différents sur le produit des territoires, ne seront levés. Les lois de l'Union, concernant les droits d'octroi et impôts sur les denrées, seront appliquées aux territoires.

18. Il y aura commerce libre pour les habitants des territoires avec le reste du Sud-Africain conformément aux lois, y compris les lois passées, de l'Union.

19. Sous les dispositions de la présente Cédule, tous les revenus de chaque Territoire seront employés pour ce Territoire : Disposé que le Gouverneur Général en Conseil édictera des dispositions spéciales pour l'affectation d'une portion de ce revenu comme contribution aux frais de défense et autres services constitués par l'Union dans l'intérêt général du Sud-Africain, de telle sorte, cependant, que cette contribution n'atteigne pas dans le coût des services en question une proportion plus grande que celle prévue par le § 12 de la présente Cédule, à prélever sur le trésor de l'Union pour les dépenses d'administration du territoire, comparée au revenu total habituel de l'Union établi sur les trois derniers exercices précédant l'année pour laquelle la contribution est établie.

20. Le Roi pourra rejeter toute loi faite par proclamation par le Gouverneur Général en Conseil pour un territoire, et ce dans l'année qui suivra la date de la proclamation, et ce rejet une fois porté à la connaissance de tous par une proclamation annulera la loi à partir du jour où le rejet aura été publié.

21. Les membres de la Commission auront droit à telles pensions et indemnités de retraite que le Gouverneur Général en Conseil décidera par proclamation, et les traitements et pensions de ces membres et toutes les autres dépenses de la Commission seront supportés par les territoires en proportion de leurs revenus respectifs.

22. Les droits existant à l'époque du transfert au profit des officiers du service public employés sur chaque territoire, seront maintenus en vigueur.

23. Lorsque, en vertu de la loi, il pourra être appelé au Roi en Conseil de la décision d'une Cour des Territoires, cet appel sera, sous

les dispositions du présent Acte, porté devant la Division d'appel de la Cour suprême du Sud-Africain.

24. La Commission dressera un rapport annuel sur les territoires, lequel rapport sera, après avoir reçu l'approbation du Gouverneur Général en Conseil, présenté aux deux Chambres du Parlement.

25. Tous les Bills tendant à amender ou changer les dispositions de cette Cédule seront réservés à la signification du bon plaisir de Sa Majesté.

Le premier cabinet de l'Union.

Le Cap, 30 mai 1910.

Le premier cabinet de l'Union Sud-Africaine est ainsi formé :

Premier ministre et portefeuille de l'agriculture, général Botha ; intérieur, mines et défense, général Smuts ; ports et chemins de fer, M. Sauer ; justice, général Herzog ; instruction publique, M. Malan ; finances, M. Hulf ; territoires fonciers, M. Fischer ; affaires indigènes, M. Barton ; commerce et industrie, M. Moor ; travaux publics, postes et télégraphes, M. Grauf ; ministre sans portefeuille, M. Gubbins.

Message du Roi au Gouverneur Général. Proclamation de l'Union.

2 juin 1910.

Le Secrétaire d'Etat pour les colonies a envoyé le message suivant au Gouverneur Général de l'Afrique du Sud :

« Le Roi me commande d'exprimer par votre entremise au peuple de l'Afrique du Sud, à l'occasion de la naissance de l'Union, sa sérieuse espérance et sa profonde confiance que la nouvelle Constitution sera, grâce à la divine Providence, bienfaisante à l'Afrique du Sud et renforcera l'empire. »

Le Roi a fait baron du Royaume-Uni sir John Henry de Villiers, ministre de la justice de la colonie du Cap.

La journée de la proclamation de l'Union Sud-Africaine a été jour férié dans l'Afrique du Sud.

Des cérémonies religieuses ont eu lieu au Cap, à Prétoria, à Johannesburg.

A Prétoria, lord Gladstone, gouverneur général, et les membres du cabinet Botha ont prêté serment.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Obsèques nationales des victimes du « Pluviôse ».

(Calais, 22 juin 1910.)

Le Président de la République est parti mercredi matin, à huit heures vingt-cinq, pour assister aux obsèques des victimes du *Pluviôse* ; il était accompagné par le Président du Conseil, le Ministre de la Marine, le Ministre de la Guerre, le Sous-Secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, le secrétaire général de la présidence, M. Ramondou, et M. Mollard, directeur du protocole.

Le train présidentiel, où avaient pris place les attachés navals des différentes puissances, est arrivé à Calais à midi ; M. Fallières est reçu par M. Chéron, sous-secrétaire d'Etat de la marine ; le Préfet du Pas-de-Calais et le Maire de Calais.

Le Président de la République se rend directement à la mairie ; les personnes qui se trouvent sur son passage et la foule, massée sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le saluent respectueusement.

M. Fallières assiste, tête nue, à la levée des corps ; puis le cortège se forme : à la droite du Président de la République se trouve le Vice-Président du Sénat ; à sa gauche, le Vice-Président de la Chambre, puis viennent les Ministres et Sous-Secrétaires d'Etat, les délégations du Sénat et de la Chambre.

Après l'absoute, donnée à la cathédrale, le cortège se reforme et l'on arrive à la halle aux sucres, où a été édifiée une chapelle ardente et où les discours sont prononcés.

Le Président de la République s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

Quelle douloureuse fatalité que celle qui nous réunit pieusement aux pieds des glorieuses dépouilles de ces héroïques marins, hier, notre orgueil et notre espérance, aujourd'hui, le funeste objet, hélas ! de nos plus poignantes tristesses !

Quelle rude épreuve était donc encore réservée à notre armée de mer, et comment écarter de nos pensées assombries le souvenir des

désastres qui l'ont, depuis quelques années, si cruellement éprouvée ! N'était-ce pas assez que d'avoir eu à déplorer, en des jours de deuil inoubliés, la perte du *Farfadet*, celle du *Lutin*, l'épouvantable explosion de l'*Iéna* ? Voici que le *Pluviôse* vient, à son tour, de sombrer sans merci dans une terrible et mystérieuse rencontre !

La mer est particulièrement impitoyable aux vaillantes petites unités de combat, qui dissimulent dans ses profondeurs leurs foudroyantes attaques. Et quelle est la nation qui n'a pas eu à compter avec ses redoutables perfidies ?

La solidarité du malheur, quand une catastrophe semblable à celle du *Pluviôse* se produit quelque part, réunit tous les pays dans un même sentiment d'unanime amertume, et les cœurs se rapprochent dans la sublime communion du sacrifice accompli. Aussi la nouvelle du sinistre de Calais, devait-on s'y attendre, a-t-elle produit jusque dans les régions les plus lointaines une profonde émotion. De partout, d'au-delà des frontières, des trônes, des gouvernements et des peuples nous sont venus des témoignages éclatants de généreuse sympathie, suprême hommage à nos tragiques victimes du devoir.

J'ai tenu à apporter, en personne, à notre vaillante marine les patriotiques condoléances du pays tout entier et à lui renouveler, en son nom, le témoignage d'une confiance dont elle n'a certes jamais démérité, mais qu'il nous faut lui marquer, aujourd'hui, avec d'autant plus d'affectueux empressement qu'elle se trouve plus fortement meurtrie.

Disons-le bien haut, ils ont fièrement accompli leurs destinées, ces nobles enfants de la France, à qui nous faisons des funérailles dignes de leur impérissable mémoire.

Leurs noms vont glorieusement s'ajouter à ceux de leurs infortunés camarades qui ont, avant eux, à leur heure, en pleine vie, payé, comme eux, du plus pur de leur sang, notre part de rançon au progrès. Comme leurs devanciers dans le sacrifice, ils laissent, après eux, l'exemple d'une vie et d'une mort sans reproches, féconde semence de héros.

Cet irréparable désastre, qui a plongé dans la consternation tant de foyers en larmes, loin de les abattre, relèvera, dans nos escadres, les énergies et les courages. Dans l'armée de mer comme dans l'armée de terre, pour un homme qui tombe à son poste, il y en a cent qui se lèvent, hardis, sans peur, allant droit au péril et, s'il le faut, marchant la tête haute à la mort, pour la défense ou l'honneur du drapeau.

Inclinons-nous, une dernière fois, devant les cercueils de ces braves serviteurs du pays, que nous pleurons avec leurs familles désolées, et dont les restes sacrés n'ont pu être retirés des flancs effroyables du *Pluviôse* que grâce aux efforts surhumains et à l'héroïque intrépidité de nos incomparables sauveteurs.

Elevons nos cœurs à la hauteur de nos devoirs, et n'oublions pas qu'il n'y a de grande nation que là où se conserve intact et vénéré le

culte consacré par la reconnaissance publique à la mémoire de ceux qui sont morts pour la patrie !

Le Ministre de la Marine et le Maire de Calais prennent ensuite la parole.

Cette cérémonie douloureuse et émotionnante terminée, le Président de la République et les personnages qui l'avaient accompagné ont pris place dans le train spécial et sont rentrés à Paris à sept heures du soir.

DISCOURS DE M. SALEMBIER, MAIRE DE CALAIS

MESSIEURS,

Il y a quelques mois, c'était après la conférence de l'ingénieur éminent qui a le plus fait pour créer notre flotte de submersibles, nous étions réunis avec les représentants des équipages de notre station sous-marine, et je disais à ceux qui étaient alors parmi nous nouveaux venus qu'ils pouvaient compter sur la sympathie de la municipalité et de la population calaisienne.

Je leur donnais cette assurance de tout mon cœur, car moi-même j'ai servi dans la marine, j'ai parcouru les mers dans une machine, au fond du navire, et je me ressouviens toujours avec joie de la belle vie fraternelle qu'on menait à bord à côté d'officiers comme le commandant Prat, qui étaient pour nous presque des égaux, parce qu'ils nous traitaient comme des amis. Je ne me doutais pas alors que bientôt nous devrions tendre de noir notre Hôtel de Ville, et que j'aurais à exprimer devant vingt-sept cercueils la sympathie et l'admiration de la population de Calais pour nos marins.

Messieurs, nous ne sommes plus aux vieux temps de notre histoire où Calais se dressait devant Douvres comme la citadelle avancée de la France en face de sa vieille ennemie l'Angleterre, aux temps où les marins français forçaient l'admiration de l'ennemi anglais par la bravoure avec laquelle ils se précipitaient à l'abordage.

Ces temps-là ne sont plus. L'Angleterre n'est plus l'ennemie. Elle envoie à nos morts ses plus belles couronnes, et ce n'est plus seulement maintenant, au moment de l'abordage, qu'il s'agit d'être brave.

Camarades, qui êtes morts à votre poste, dormez votre dernier repos. D'autres bientôt viendront vous remplacer et courront les mêmes dangers que vous. Nous ne vous oublierons pas ! Mais s'il m'est permis d'élever, au nom de Calais, un vœu en face de vos cercueils, c'est que la nation, qui honore votre courage, soit généreuse pour les femmes et les enfants, pour les vieux parents que vous laissez derrière vous.

DISCOURS DU MINISTRE DE LA MARINE

C'est avec la plus poignante émotion que je viens, au nom de la marine, adresser un dernier adieu à nos camarades morts victimes du devoir.

Ils prenaient la mer, il y a quelques jours, pleins d'entrain et de vie, sur le navire qu'ils aimaient et dont ils étaient fiers.

Brutalement ils ont été frappés à leur poste par un de ces coups imprévus qui sont les risques et en même temps la grandeur du métier de marin.

La nouvelle de la catastrophe a causé en France une profonde affliction. Elle a provoqué dans le monde entier des témoignages de douloureuse sympathie en même temps qu'un sentiment d'admiration pour ces vaillants équipages qui, sans souci du danger qu'ils connaissent, sont toujours prêts à exposer leur vie pour servir la patrie.

Nous pleurons ici vingt-sept braves. Honneur à eux !

En rendant ce juste témoignage à leur mémoire, que nos cœurs se réconfortent à la pensée que, chez nous, le danger excite et développe les courages.

La France, qui aime ses marins, peut compter sur eux en toutes circonstances. Je m'en porte garant.

Hier encore, tous ceux dont les efforts ont réussi à arracher à la mer la funèbre épave, n'ont-ils pas montré la trempe de leur énergie et donné la mesure de leur dévouement ?

C'est à leur opiniâtre volonté que les familles qui m'entourent et que je salue respectueusement, devront la consolation de déposer pieusement leurs chers disparus dans un coin de la terre natale.

Et vous, officiers et marins du *Pluviôse*, qui nous avez prématurément quittés, recevez le salut fraternel de vos chefs et de vos camarades ; vous leur avez montré la voie du devoir et du sacrifice, ils la suivront.

Adieu !

BULGARIE

**Voyage de Leurs Majestés le Roi Ferdinand I^{er}
et la Reine Eléonore, à Paris.***(23-28 juin 1910.)**Journée du 23 juin.*

LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares sont arrivées à Châlons-sur-Marne à midi quatre.

Le préfet de la Marne, accompagné du général commandant le 6^e corps d'armée, est allé présenter à Leurs Majestés les souhaits de bienvenue du Président et du Gouvernement de la République et leur a nommé les autorités civiles et militaires, le maire de Châlons, les présidents de la chambre de commerce, du tribunal de commerce, etc. Les personnages désignés pour être attachés à la personne de Leurs Majestés pendant leur séjour en France leur ont été également présentés.

Après avoir passé en revue la compagnie d'honneur, Leur Majestés sont remontées dans le train royal et sont arrivées à Paris, à deux heures cinquante-cinq, à la gare de l'avenue du Bois-de-Boulogne.

Le Président de la République, entouré du président du Sénat, du président de la Chambre des députés, du président du conseil, des ministres, des sous-secrétaires d'Etat, du grand chancelier de la Légion d'honneur, du général gouverneur de Paris, du préfet de la Seine, du préfet de police, du président du conseil municipal de Paris et du président du conseil général de la Seine, etc., a reçu Leurs Majestés à leur descente de train.

Les présentations effectuées, le Président de la République et M^{me} Fallières, qui s'était rendue à la gare, ont accompagné Leurs Majestés au palais des affaires étrangères avec le cérémonial accoutumé.

A quatre heures quinze, Leurs Majestés, accompagnées des ministres bulgares, des personnes de leur suite et des officiers attachés à leur personne ont rendu visite au Président de la République et à M^{me} Fallières au palais de l'Élysée.

S. M. le Roi a également rendu visite au président du Sénat, au président de la Chambre des députés et au président du conseil.

Après avoir rendu visite au président du Sénat, au président de la Chambre des députés et au président du conseil, S. M. le Roi des Bulgares est allé déposer sa carte chez M. Emile Loubet, puis a reçu au palais des affaires étrangères les membres du corps diplomatique accrédités en France.

A huit heures a eu lieu, au palais de l'Élysée, le dîner officiel offert à Leurs Majestés par le Président de la République et M^{me} Fallières.

Le Président de la République a porté le toast suivant :

SIRE,

J'éprouve un particulier plaisir à saluer, ce soir, Votre Majesté, au nom de la France et du Gouvernement de la République ; car depuis la dernière visite que Votre Majesté a bien voulu faire à notre pays, la Bulgarie a vu s'accomplir un événement mémorable.

En cette circonstance, Votre Majesté a prouvé, une fois de plus, tout ce qu'on peut attendre de sa haute sagesse, de son esprit politique, de son attachement à la paix. Elle a ainsi couronné l'œuvre à laquelle elle a consacré sa vie, la plus belle œuvre qui puisse tenter l'ambition d'un homme, puisqu'elle se résume dans l'affirmation d'une conscience nationale.

Les sentiments connus de Votre Majesté pour la France et les liens qui l'attachent au passé historique de notre pays vous ont toujours ménagé parmi nous un cordial accueil. Votre Majesté en a recueilli aujourd'hui même un nouveau témoignage, où elle a su discerner également tout ce que la France professe d'estime et de sympathie pour la jeune nation qui vous a confié sa destinée et qui, je n'en doute pas, sous votre égide précieuse, continuera de s'élever dans la voie de la justice, du progrès social et du développement pacifique.

J'exprime à Sa Majesté la reine Eléonore, à la digne collaboratrice de votre mission souveraine, le souvenir reconnaissant que nous garderons de sa visite. Je lève mon verre en l'honneur de Vos Majestés. Je bois à leur bonheur, à celui de la famille royale et à la prospérité de la Bulgarie.

S. M. le Roi des Bulgares a répondu :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les aimables paroles que vous nous avez adressées nous ont profondément touchés, la reine et moi, et nous vous en remercions de tout cœur.

Nous n'oublierons pas l'accueil empressé que nous avons reçu dans ce beau pays de France, auquel me rattachent tant de souvenirs.

Après Saint-Pétersbourg et Constantinople, c'est à la France que j'ai réservé ma première visite, à la France qui a toujours été le champion désintéressé des plus nobles causes.

Moi et mon peuple nous nous rappelons, en effet, qu'elle a prêté à la jeune Bulgarie, dans des circonstances difficiles, son large appui moral et qu'elle a très heureusement servi, en Orient, les idées de pacification et d'équilibre qui font sa force dans le monde.

L'empressement avec lequel elle a reconnu l'indépendance bulgare a contribué puissamment à nous attirer les sympathies de l'Europe.

La France et la Bulgarie sont du reste unies par les mêmes aspirations vers un même idéal.

Ainsi que la France, la nation bulgare est pénétrée d'un amour profond de la liberté, pour la conquête de laquelle elle a longtemps souffert et combattu.

Elle est une admiratrice passionnée des gloires de la France, de ses luttes séculaires pour le progrès des idées humanitaires, pour le triomphe de la liberté et du droit. Par sa littérature, par ses arts, par les grandes découvertes de ses savants, la France exerce une haute influence dans le monde et elle a généreusement ouvert au peuple bulgare, jeune de culture, le trésor de son expérience et de sa civilisation.

Ce sont ces idées de liberté, de justice et de progrès social que j'ai toujours voulu entretenir chez mon peuple, convaincu que la prospérité d'un pays dépend avant tout de sa culture intellectuelle et politique.

La France saura apprécier les efforts entrepris par la Bulgarie nouvelle pour le développement de son outillage économique et la mise en valeur de ses richesses naturelles, pour la conservation dans la péninsule de l'équilibre politique, pour le maintien de l'esprit de concorde entre les peuples balkaniques. En consolidant les relations économiques entre les deux pays, les liens d'amitié qui les unissent s'affermiront davantage encore.

Je suis ici l'interprète de la nation bulgare, de ses sentiments à l'égard de la République française et je lève mon verre à la santé du Président de la République ; je bois à la grandeur et à la prospérité de la France.

• *Journée du 24 juin.*

LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares visitent dans la matinée la roseraie de Bagatelle.

Leurs Majestés, de retour au palais des affaires étrangères, y offrent, à midi et demi, un déjeuner auquel étaient invités M. et M^{me} Loubet, M. Briand, président du conseil, le ministre des affaires étrangères et M^{me} Pichon, etc.

Leurs Majestés reçoivent, à trois heures, la colonie bulgare, au palais des affaires étrangères.

A quatre heures trente, le Président de la République et M^{me} Fallières viennent chercher le roi et la reine pour les conduire à l'hôtel de ville.

LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares ont été reçus à l'hôtel de ville par le président du conseil municipal et le préfet de la Seine, entourés du conseil municipal.

Quatre fauteuils sont disposés au centre de la cour pour les souve-

rains, le Président de la République et M^{me} Fallières ; mais les discours sont lus et écoutés debout.

C'est d'abord le président du conseil municipal qui, après avoir rappelé le précédent séjour du Roi à Paris, dit :

Les élus de Paris se réjouissent de votre retour en notre pays, qui vous ramène au foyer de famille.

Il nous plaît, en ce jour, d'évoquer votre naissance et l'image sereine de celle qui fut une mère si tendre, à laquelle vous unissait une émouvante affection — de rappeler ces liens du sang qui expliquent votre ineffaçable attachement à tout ce qui est la France.

Vous avez pu juger vous-même, à certaines heures décisives, de nos sentiments. Vous en apprécierez l'intensité si j'affirme qu'ils répondent aux vôtres et que le Roi a retrouvé — fortifiées encore — les sympathies qui toujours sur notre sol ont accueilli le prince.

En vous, nous honorons le représentant d'une race dont nous connaissons les légendaires vertus : l'endurance, l'âpre volonté de labeur, la passion de la terre natale. Nous aimons d'un cordial amour ce vaillant peuple bulgare, voué, dans le sombre décor de ses monts, à une patriotique tâche et dont vous avez su, par une œuvre immense de progrès, de civilisation et de paix, gagner la confiance et le cœur.

Interprète de la cité entière, je salue en vous le bienfaiteur choyé vers qui montent les enthousiasmes et les espérances.

Sire, cette journée rendra plus intimes encore les liens qui unissent nos deux nations et nos deux capitales. Le livre d'or de Paris en gardera précieusement le souvenir.

M. de Selves, préfet de la Seine, prend ensuite la parole :

Sire, dit-il, notre hôtel de ville est pour Votre Majesté, depuis longtemps déjà, une maison amie.

Nous sommes fiers et heureux, en la recevant aujourd'hui, de saluer en elle le souverain d'un peuple qui témoigna toujours à la France ses sympathies les plus vives, et dont les étudiants viennent, avec une constance qui nous touche, demander à nos universités des connaissances et des inspirations destinées à créer entre les deux pays des liens chaque jour plus étroits.

Votre Majesté pardonnera à ma hardiesse d'ajouter que notre joie et notre fierté sont d'autant plus grandes qu'en nous inclinant respectueusement devant le tsar de Bulgarie nous honorons aussi en lui le preux fils de notre France bien-aimée.

Le préfet de la Seine, s'adressant ensuite à la Reine, rappelle le dévouement de sa gracieuse Majesté aux œuvres d'assistance, dévouement sans limites, puisqu'aux heures de la guerre de Mandchourie, Elle a voulu diriger, en personne, au péril de sa vie, une ambulance de première ligne exposée au feu de l'ennemi.

Daignez, Madame, permettre à Paris et à la France de joindre leurs voix à toutes celles qui montent, pour la louer, vers Votre Majesté.

Le roi lui a répondu :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL,
MONSIEUR LE PRÉFET,

Les aimables paroles de bienvenue que vous venez de nous adresser nous touchent profondément, la reine et moi, et nous vous en exprimons nos remerciements reconnaissants et sincères.

La joie que j'éprouve à franchir aujourd'hui le seuil de l'hôtel de ville se fortifie d'une impression plus puissante encore : celle de sentir ici, plus qu'ailleurs, battre le cœur de Paris et de son peuple !

De ce coin de terre où tant de générations ont passé, en y laissant chacun sa réserve d'intelligence, de dévouement et d'énergie, l'on comprend mieux le secret du rayonnement de la ville sur tout ce qui dans le monde est épris de pensée, d'art, de progrès et de lumière !

Aussi est-ce avec émotion que dans cette maison, voisine et sœur de tant de monuments qui, comme elle, racontent superbement ou tragiquement son histoire, je salue les représentants de la grande ville que, dès ma jeunesse, d'inoubliables leçons m'ont appris à connaître et à aimer, et dont — avec l'orgueil d'être un peu son enfant ! — je n'ai jamais cessé d'admirer toutes les gloires !

L'accueil que la reine et moi avons rencontré chez la population parisienne, la cordialité avec laquelle elle nous a fait les honneurs de sa capitale à chaque fois retrouvée plus gracieuse et plus magnifique, nous ont été particulièrement sensibles. Le souvenir que nous en garderons sera de ceux qui ne s'effacent pas.

C'est donc de tout cœur, croyez-le, qu'en remerciant la population parisienne, je fais les vœux les plus chaleureux pour la prospérité toujours grandissante de la ville de Paris !

A huit heures a eu lieu au palais des affaires étrangères le dîner offert à Leurs Majestés par le ministre des affaires étrangères et M^{me} Pichon. Le Président de la République et M^{me} Fallières assistaient à ce dîner auquel étaient conviés les présidents des Chambres, M. et M^{me} Loubet, les ministres, etc.

Une réception a suivi, à laquelle avaient été invités les membres du corps diplomatique, les membres du Sénat et de la Chambre des députés et les corps constitués.

Journée du 25 juin.

Le Président de la République vient prendre à dix heures et demie au palais des affaires étrangères S. M. le Roi des Bulgares pour le conduire

au camp de Châlons assister à des exercices de tir, à des manœuvres et à des expériences d'aviation.

Les deux chefs d'Etat sont salués à leur arrivée à la gare de l'Est par le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la guerre, le président du conseil d'administration et le haut personnel de la compagnie de l'Est.

Sa Majesté et le Président de la République quittent Paris à onze heures quinze, accompagnés des ministres bulgares et français. Ils arrivent à la gare de Bouy à une heure et demie. Les deux chefs d'Etat sont salués sur le quai de la gare par le général commandant la 10^e division d'infanterie, le chef d'état-major du 6^e corps d'armée et le commandant d'armes du camp.

Après avoir visité l'école normale de tir S. M. le Roi et le Président de la République assistent à des exercices de tir puis à une manœuvre à laquelle prennent part la 10^e division d'infanterie, un groupe d'artillerie, une division de cavalerie et que termine une charge de cavalerie.

Les deux chefs d'Etat se rendent ensuite au champ d'aviation où ils assistent à plusieurs expériences, à l'issue desquelles le roi se fait présenter les officiers aviateurs.

Un lunch est servi sous une tente décorée avec un goût parfait, et deux toasts sont prononcé par S. M. le Roi et par le général Brun, ministre de la guerre.

TOAST DE S. M. LE ROI.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je tiens à vous exprimer mon admiration sincère pour les superbes manœuvres qui, dans ce cadre évocateur de si beaux souvenirs militaires, viennent de se dérouler sous mes yeux et dont j'ai suivi avec un intérêt sans cesse renouvelé la brillante exécution.

C'est avec joie, croyez-le, que j'ai constaté, une fois de plus, l'intelligence, la souplesse, l'ardeur du soldat de France, patrimoine que tant de glorieux aînés lui transmirent et qu'il a conservé avec orgueil.

Parmi les souvenirs que je garderai précieusement de cette inoubliable journée au cours de laquelle fantassins, cavaliers, artilleurs rivalisèrent d'entrain, d'endurance et de tenue, celui des remarquables expériences d'aviation militaire dont une attention à laquelle je suis très sensible, a bien voulu me réserver la primeur, laissera en moi une impression aussi enthousiaste que profonde et durable. J'ai entrevu, grâce à vous, quel précieux effort pourront désormais apporter à la tactique moderne les progrès de l'aéroplane, réalisation merveilleuse de tant de savantes recherches et dont le premier honneur revient à la France.

Mais si mon admiration suit, à travers les airs, les hardis pilotes qui,

pour la gloire du pays, exposent si vaillamment leur vie, elle tient à saluer encore, avec une émotion douloureuse, ceux à qui la France faisait hier des obsèques solennelles et qui, dans les profondeurs marines, moururent en modestes et sublimes héros, pour la grande idée du devoir.

En vous remerciant encore, monsieur le ministre, vous et vos collaborateurs, du spectacle incomparable que m'ont donné les troupes françaises, je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude de l'accueil fraternel que, dans les Ecoles militaires ou dans les régiments, nos officiers rencontrent chez leurs camarades de France. L'armée bulgare, représentée par eux, saura puiser dans ces relations les plus hauts, les plus féconds exemples pour son instruction, son développement et son avenir.

C'est en me faisant ici l'interprète des sentiments de mon armée que je lève mon verre à la gloire de l'armée française.

Le Roi pousse d'une voix retentissante un hourrah en l'honneur de l'armée française.

Toute l'assistance répond par d'autres hourrahs.

TOAST DU GÉNÉRAL BRUN.

SIRE,

Les troupes de l'armée française retiendront avec une légitime fierté l'expression des sentiments que Votre Majesté vient de manifester à l'issue de la manœuvre exécutée en sa présence.

Ces paroles ajoutent, s'il est possible, un caractère particulier au souvenir inoubliable de cette journée. Elles iront droit au cœur de tous nos soldats et je suis, auprès de Votre Majesté, l'interprète de la gratitude de l'armée pour ce précieux témoignage de sympathie.

L'armée sera aussi profondément reconnaissante à Votre Majesté de l'hommage solennel qu'elle a eu la touchante pensée de rendre aux soldats de notre marine si cruellement emportés, il y a quelques jours, dans l'accomplissement sacré du devoir.

C'est avec une satisfaction des plus vives, que je puis affirmer, devant Votre Majesté, les sentiments d'estime et de confraternité d'armes que, dès leur arrivée dans nos Ecoles et dans nos régiments, les officiers de la belle armée bulgare ont suscités chez leurs camarades de l'armée française.

S'ils ont conquis d'emblée cette franche et mutuelle amitié, ils le doivent à leurs brillantes qualités d'esprit et de cœur, à leur bel entrain militaire qui est de tradition chez le généreux peuple bulgare.

Qu'il soit permis au ministre de la guerre de lever son verre, au nom de l'armée française, en l'honneur de Votre Majesté, de S. M. la Reine et de la famille royale, en les priant respectueusement d'agréer nos vœux les plus cordiaux pour la grandeur et la gloire de la vaillante armée bulgare. Hourrah !

De nouveaux hourrahs retentissent.

Après les toasts, le Roi remet au ministre de la guerre et au sous-secrétaire d'Etat à la guerre le grand cordon de Saint-Alexandre.

Au moment de quitter le camp de Châlons, S. M. le Roi des Bulgares exprime de nouveau au ministre de la guerre toute la satisfaction que lui ont causée sa visite à l'école de tir et les manœuvres exécutées devant lui ainsi que les évolutions des aviateurs, et le prie de transmettre ses compliments aux officiers et aux troupes du camp.

S. M. le Roi et le Président de la République rentrent à Paris à neuf heures et demie. Le Président de la République reconduit Sa Majesté au palais des affaires étrangères.

S. M. la Reine des Bulgares s'est rendue dans la matinée au musée du Louvre où elle a été reçue par M. le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts. En quittant le Louvre, la reine s'est fait conduire à Notre-Dame où elle a visité le Trésor, puis au musée du Luxembourg.

Dans l'après-midi S. M. la Reine et Madame Fallières visitent le dispensaire de l'Union des femmes de France, l'hôpital de l'Association des dames françaises, l'hôpital de la Société de secours aux blessés militaires et l'école des infirmières à la Salpêtrière.

Journée du 26 juin.

LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares se rendent à midi à la légation de Bulgarie où un déjeuner intime est donné en leur honneur.

A deux heures et demie, le Président de la République et Madame Fallières viennent prendre Leurs Majestés au palais des affaires étrangères pour les conduire aux courses de Longchamps.

Leurs Majestés sont reçues à la tribune d'honneur par les présidents des Chambres, le président du conseil, les ministres et les membres de la société d'encouragement.

Leurs Majestés assistent au grand prix de Paris.

Le Président de la République et Madame Fallières reconduisent Leurs Majestés au palais des affaires étrangères où elles sont de retour à cinq heures trente.

A huit heures du soir, le Président de la République et Madame Fallières offrent à LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares au palais de l'Élysée un dîner intime auquel sont invités le président du conseil, le ministre des affaires étrangères et Madame Pichon et les personnes attachées à Leurs Majestés.

Le Président de la République et Madame Fallières accompagnent ensuite Leurs Majestés à l'Opéra où une représentation de gala est donnée en leur honneur.

Les souverains sont reçus, au pied du grand escalier, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, le sous-secrétaire d'Etat

des beaux-arts et les directeurs de l'académie nationale de musique.

A l'issue de la représentation, à laquelle assistent les présidents des Chambres, les ministres, les chefs de mission diplomatique et les membres du Parlement, le Président de la République et Madame Fallières reconduisent Leurs Majestés au palais des affaires étrangères où elles sont de retour à minuit quarante.

Journée du 27 juin.

S. M. la Reine des Bulgares quitte le palais des affaires étrangères à neuf heures pour aller visiter le château de la Malmaison. Sa Majesté est reçue à sa descente de voiture par le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, le conservateur du musée, le préfet de Seine-et-Oise et la municipalité de Rueil.

S. M. le Roi des Bulgares, qui s'est réservé l'usage de cette matinée, en dispose à son gré.

S. M. le Roi des Bulgares et le Président de la République se rendent à six heures trente au Muséum d'histoire naturelle. Les deux chefs d'Etat sont reçus à leur descente de voiture par le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts et le directeur du Muséum.

Après avoir souhaité la bienvenue à Sa Majesté, le directeur rappelle les marques d'intérêt qu'elle a toujours données aux études d'histoire naturelle et particulièrement au Muséum.

En remettant au roi la médaille du Muséum à l'effigie de Buffon, M. le Président de la République exprime sa sympathie pour cet établissement dont il a tenu à présider le conseil.

Le secrétaire général de la société d'acclimatation remet également à Sa Majesté une médaille à l'effigie de Geoffroy-Saint-Hilaire, fondateur de la société.

S. M. le Roi des Bulgares répond en ces termes :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Les paroles que vous venez de prononcer me sont particulièrement agréables à entendre et je vous en remercie avec émotion, vous et vos éminents collègues qui représentez ici l'élite des adeptes d'une science qui m'est chère. Elle me le fut dès mon plus jeune âge. Elle m'a donné le meilleur et le plus doux réconfort au milieu des heures austères de ma tâche. Ceux d'entre vous que leurs recherches ou les hasards des voyages amenèrent en Orient ont pu juger des efforts que j'ai tentés pour créer en Bulgarie des institutions propres à y donner le goût de la nature, de l'analyse et de la compréhension de ses minutieuses et éblouissantes merveilles. Je n'ai fait, en agissant de la sorte, que respecter et poursuivre une tradition de ma famille dont vous avez évoqué si pieusement, si délicatement, la protection et le souvenir.

Permettez-moi donc de voir en la médaille commémorative de ma visite, que vous m'offrez des mains de M. le Président de la République, ainsi qu'en l'effigie de l'illustre Geoffroy-Saint-Hilaire, une récompense précieuse de mes efforts pour agrandir le domaine de l'histoire naturelle, pour le faire prospérer, le faire aimer.

Il me plaît de l'accepter à ce titre et de me dire aujourd'hui parmi vous, messieurs, encore plus des vôtres.

A huit heures et demie, LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares ont offert à la légation de Bulgarie, en l'honneur du Président de la République et de Madame Fallières, un dîner auquel avaient été invités le président du Sénat et Madame Dubost, le président de la Chambre des députés, le président du conseil, le ministre des affaires étrangères et Madame Pichon, les ministres bulgares et les personnes de la suite de Leurs Majestés.

Journée du 28 juin.

Le Président de la République et Madame Fallières viennent chercher, à onze heures quinze, au palais des affaires étrangères, LL. MM. le Roi et la Reine des Bulgares pour les accompagner à la gare des Invalides.

Leurs Majestés sont saluées sur le quai de la gare par les présidents des Chambres, les ministres, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le gouverneur militaire de Paris, le préfet de la Seine, le préfet de police, le président du conseil municipal de Paris et le président du conseil général de la Seine.

Leurs Majestés quittent Paris à onze heures cinquante, pour se rendre à Chantilly, où ils demeureront plusieurs jours dans le plus strict inconnu.

Dès son arrivée à Chantilly, le roi de Bulgarie a adressé au Président de la République le télégramme suivant :

Sa Majesté Ferdinand I^{er}, roi des Bulgares, à M. le Président de la République française, palais de l'Élysée.

28 juin.

« Encore sous le charme et la bienfaisante impression de l'accueil inoubliable que nous avons rencontré en France, des attentions délicates dont le gouvernement de la république et son premier magistrat ont entouré notre séjour à Paris ; de tout ce que nous avons vu de grand et de beau au cours de ces superbes journées, la Reine et moi, vous remercions encore de tout cœur, Monsieur le Président, des témoignages de sympathie dont nous avons été l'objet et formons les vœux les plus ardents et les plus sincères pour la prospérité et la gloire de la France. »

FERDINAND I^{er}, R.

Le Président de la République a répondu :

*Le Président de la République à Sa Majesté Ferdinand I^{er},
roi des Bulgares.*

29 juin.

« Bien vivement sensible à l'aimable télégramme de Votre Majesté, je tiens à lui dire combien je suis heureux d'apprendre qu'elle a emporté de son séjour à Paris un agréable souvenir. Le gouvernement de la République ne peut être que particulièrement flatté des appréciations gracieuses que Votre Majesté veut bien m'exprimer en son nom et au nom de Sa Majesté la Reine.

« Je la prie de vouloir bien présenter à Sa Majesté la Reine mes plus respectueux hommages et d'agréer la nouvelle assurance des vœux sincères que je forme pour son bonheur et la prospérité de la Bulgarie. »

A. FALLIÈRES.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La question des trusts.

(Janvier-avril 1910.)

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT TAFT.

Le message du président Taft demandant la modification du régime des trusts et des corporations a été lu le 7 janvier 1910, à la Chambre des représentants.

Le trait caractéristique en est la continuation de la politique de M. Roosevelt contre les trusts, mais avec modération. La mesure essentielle préconisée par M. Taft est la substitution du contrôle fédéral à celui des Etats sur l'organisation et le fonctionnement des grandes corporations industrielles, commerciales et financières.

Le président, envisageant la question des monopoles et des accaparements, reconnaît que la grande économie du coût de production résultant de l'exploitation de gros capitaux par une administration unique est une cause de prospérité publique. Il conviendrait donc d'amender la loi contre les trusts de manière à ne déférer à la Cour suprême que les cas où ces trusts ont apporté manifestement des entraves à la libre concurrence.

Actuellement, le ministère public a le droit de faire une enquête complète sur l'organisation, l'origine et le but de toutes les compagnies industrielles soupçonnées d'enfreindre la loi.

Mais une pareille enquête peut ébranler la confiance, compromettre

la prospérité des entreprises et faire souffrir de nombreux innocents à raison des fautes de quelques rares coupables.

Il conviendrait donc, dit le message, de conférer aux compagnies une charte fédérale leur permettant de se transformer de leur propre gré en corporations soumises au contrôle de la loi fédérale. Cette loi préviendrait les manipulations illicites des actions des corporations, exigerait des rapports sérieux de ces corporations sur leurs opérations et les empêcherait d'avoir en portefeuille des actions d'autres corporations à moins de motifs spéciaux approuvés par les autorités fédérales compétentes.

En ce qui concerne particulièrement les compagnies de chemins de fer, M. Taft recommande la création d'un tribunal de commerce spécial composé de cinq juges pour juger rapidement les appels portés par ces compagnies contre les décisions de la commission du commerce entre Etats. Les arrêts de ce tribunal seront sans appel mais pourront être révisés par la Cour de cassation. Il pourra dans les cas graves rendre des arrêts de référé suspendant l'exécution des décisions de la susdite commission.

Les Compagnies de chemins de fer pourront conclure entre elles des accords au sujet des tarifs, mais la commission du commerce entre Etats, dont les attributions seront étendues, aura le pouvoir de déférer à la justice et de modifier les classifications injustes des marchandises et d'empêcher toute compagnie dont la ligne passe d'un Etat à un autre d'acquérir les actions d'une compagnie concurrente, ou d'augmenter son capital-actions ou obligations sans l'autorisation de la commission, laquelle jugera si le but de l'augmentation est licite, si le but est inférieur au pair ou au cours du jour, enfin si ce prix est acquitté en espèces, en terres, en matériel évalués à un prix équitable.

LA COUR SUPRÊME DES ETATS-UNIS.

Le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Hughes, vient d'être choisi (fin avril 1910) par le président Taft pour remplacer à la Cour suprême fédérale le juge Brewer, décédé.

M. Hughes occupera cette magistrature en octobre prochain. Cette nomination implique l'abandon de sa candidature déjà mise en avant pour la présidence des Etats-Unis en 1912.

L'entrée de M. Hughes à la Cour suprême, où il apportera les principes rigoureux qui l'ont inspiré dans sa réforme morale de l'Etat de New-York, est considérée comme devant rendre plus stricte et plus sévère l'interprétation par ce haut tribunal de la loi Sherman contre les trusts. Dans ce cas, beaucoup de trusts, à commencer par ceux des pétroles et du tabac, — déjà sous le coup de poursuites, — seraient menacés d'être dissous comme illégaux.

CINQUIÈME PARTIE

BIBLIOGRAPHIE

GÉNÉRALITÉS

Discours sur la paix internationale prononcé à Christiania par M. ROOSEVELT, ancien Président des Etats-Unis. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

Un précurseur du droit international ouvrier, Daniel Legrand (1783-1859), par M. N. KRAWTCHERKO. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

EUROPE

FRANCE

Rapport sur le budget de la France pour 1910, par M. L. D. CARNEGIE, conseiller de l'ambassade d'Angleterre à Paris : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4478).

Le commerce du district consulaire de Bordeaux. — Rapport pour 1909, par M. le consul R. MACDONALD : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4456).

Commerce et trafic du district consulaire du Havre. — Rapport pour 1909, par M. le consul général H. L. CHURCHILL : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4455).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Rouen, par M. le consul C. CLIPPERTON : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4474).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Lyon (à l'exception des industries chimiques, métallurgiques et minières), par M. le consul Edward VICARS : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4483).

Commerce et trafic du district consulaire de Nice. — Rapport pour 1909, par M. le consul A. Mc. MILLON : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4468).

- Le traité de commerce franco-américain, par M. P. CHEMIN-DUPONTÉS. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} mai 1910.
- Les sous-marins et leur rôle dans notre flotte militaire. A propos de la catastrophe du « Pluviôse », par... SEAMAN. — *Le Correspondant*, 25 juin 1910.
- Jeanne d'Arc. — I. La formation. II. La mission. III. L'abandon. La première étape. IV. L'abandon. La deuxième étape. V. La condamnation. Jeanne d'Arc à Rouen, par M. Gabriel HANOTEAUX. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai, 1^{er} et 15 juin, 1^{er} et 15 juillet 1910.
- Souvenirs de mon dernier voyage à Paris (1795), par Henri MEISTER, publiés pour la Société d'histoire contemporaine par MM. Paul Usteri et Eugène Ritter (256 pages, in-8° ; Picard, éd. Paris, 1910). — C. R. par M. Noël de Clazan. — *Le Correspondant*, 25 juin 1910.
- L'école primaire et les évêques constitutionnels sous le Directoire, par M. A. GAZIER. — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1910.
- Les premières années du duc d'Aumale, par M. Alfred MÉZIÈRES. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1910.
- Le premier exil du duc d'Aumale, d'après des lettres inédites, par M. René VALLERY-RADOT. — *Le Correspondant*, 10 juin 1910.
- Esquisses contemporaines. — Eugène-Melchior de Vogüé, par M. Victor GIRAUD. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1910.
- V. *Asie : Inde française, Saint-Siège.*
- V. *Afrique : La Réunion.*
- V. *Océanie : Nouvelle-Calédonie.*

ALLEMAGNE

- La question des péages fluviaux en Allemagne, au double point de vue national et international, par M. Ed. ENGELHARDT. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Dantzig, par M. le colonel BROOKFIELD, consul : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4477).
- V. *Saint-Siège.*
- V. *Afrique : Nouvelle-Guinée, Sud-Ouest africain.*

AUTRICHE-HONGRIE

- Commerce du royaume de Hongrie. — Rapport pour 1908-09, par M. le consul général Esmé HOWARD, à Budapest : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4429).
- Commerce et trafic de la Bosnie-Herzégovine et de la Dalmatie. — Rapport pour 1909, par M. le consul FREEMAN : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4446).

La crise hongroise, par M. René HENRY. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} juin 1910.

BALKANS (LES)

Une Confédération balkanique est-elle possible ? par M. René PINON. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1910.

BELGIQUE

Vingt-six ans de gouvernement catholique en Belgique. A propos des récentes élections, par M. Jehan DE WITTE. — *Le Correspondant*, 10 juin 1910.

Les élections belges, par M. Arthur KAUN. — *Questions dipl. et col.*, 16 juin 1910.

BULGARIE

Russes et Bulgares d'il y a trente ans, par M. Etienne LAMY. — *Le Correspondant*, 25 mai 1910.

CRÈTE

La question de la Crète. Les origines de la situation ; les rivalités ; les complications grecques ; l'avenir, par... ***. — *Le Correspondant*, 25 juin 1910.

DANEMARK

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic des îles Feroë et de l'Islande, par M. le consul COATES : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4479).

ESPAGNE

Commerce de l'Espagne. — Rapport pour 1909, par M. Arnold ROBERTSON, 2^e secrétaire de l'ambassade anglaise à Madrid : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4421).

Exportation et importation d'Almería. Entreprises industrielles de cette province. — Rapport de M. CAGARD, consul de France : Almería, mars 1910 (France. — *Mon. off. du Com.*, 26 mai 1910 ; suppl., n° 878).

Commerce, trafic et industries des provinces des Asturies, de Galicie et de Léon. — Rapport pour 1909, par M. le consul MEDHURST : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4461).

Le port de Barcelone. Ses règlements particuliers. Son commerce. Part de la navigation française. — Rapport de M. J. DE LONGCHAMPS, consul de France, chargé des fonctions de consul suppléant : Barce-

- lone, janvier 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 23 juin 1910; *suppl.*, n° 885).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Séville, par M. le consul Arthur KEYSER : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4476).
- Importation et exportation des Iles Baléares. — Rapport de M. E. DE SAINTE-MARIE, vice-consul de France : Talma, 26 mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 19 mai 1910; *suppl.*, n° 876).
- Iles Canaries. — Production. Exportation. Importation. Navigation. — Rapport de M. Emile WIET, consul de France : Las Palmas, 6 avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 9 juin 1910; *suppl.*, n° 881).
- Commerce et trafic des Iles Canaries. — Rapport pour 1909, par M. le consul CROKER : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4448).
- La rentrée des Cortès et la situation en Espagne, par M. Angel MARVAUD. — *Questions dipl. et col.*, 16 juin 1910.

GRANDE-BRETAGNE

- Angleterre. — Situation industrielle et commerciale de Newport et du comté de Monmouth en 1909. — Rapport de M. Elio GARÈS, vice-consul de France : Newport, 18 mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 19 mai 1910; *suppl.*, n° 875).
- Irlande. — Importation en Irlande des fruits et légumes, des fleurs et produits de nos pépinières. Moyens de développer les ventes françaises. — Rapport de M. VELTEN, consul de France : Dublin, 4 mai 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 2 juin 1910; *suppl.*, n° 879).
- La Chambre des Lords dans le passé et dans l'avenir, par M. Augustin FILON. — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1910.
- Edouard VII, par M. Paul VILLARS. — *Questions dipl. et col.*, 16 mai 1910.
- Le caractère et l'œuvre politique d'Edouard VII, par M. Augustin FILON. — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1910.
- V. *Afrique : Sud-Africain.*
- V. *Canada et Terre-Neuve (Pêcheries).*

GRÈCE

- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et l'agriculture du Pyrée et de son district, par M. le consul Errol MAC DONELL : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4484).
- Commerce et trafic de Corfou. — Rapport pour 1909, par M. le consul

- George RAYMOND : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4458).
- Commerce des Cyclades. — Rapport pour 1909, par M. le consul J. SALIBA : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4443).
- Commerce et trafic de la Morée et des provinces d'Étolie et d'Acarnanie. — Rapport pour 1909, par M. le consul WOOD : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4444).
- V. Crète.

ITALIE

- Commerce du district consulaire de Gênes. — Rapport pour 1909, par M. le consul général KEENE : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4431).
- Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Rome, par M. le consul MORGAN : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4485).
- Activité économique de la Spezzia pendant l'année 1909. — Rapport de M. REVELLÉ, consul de France : La Spezzia, 5 mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 26 mai 1910; *suppl.*, n° 877).
- Commerce et trafic de la Sicile. — Rapport pour 1909, par M. le consul MACBEAU : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4441).

NORVÈGE

- Commerce extérieur de la Norvège en 1908. — Rapport de M. J. NICOLAYSEN, traducteur à la Légation de France : Christiania... (France. — *Mon. off. du Com.*, 2 juin 1910; *suppl.*, n° 880).

PAYS-BAS

- Mouvement commercial du port d'Amsterdam en 1908-1909. — Rapport de M. MENANT, consul de France : Amsterdam, 19 avril 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 16 juin 1910; *suppl.*, n° 884).
- Commerce du district consulaire d'Amsterdam. — Rapport pour 1909, par M. le consul W. A. CHURCHILL : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4415).
- V. Asie : Indes néerlandaises.

PORTUGAL

- Commerce du district consulaire de Lisbonne. — Rapport pour 1909, par M. le consul Somers COCKS : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4470).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et l'industrie du district consulaire d'Oporto, par M. le consul Honorius GRANT : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4486).

Commerce et trafic de Madère. — Rapport pour 1909, par M. le consul le capitaine James BOYLE : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4466).

V. *Afrique : Mozambique.*

ROUMANIE

Commerce et trafic de la Roumanie. — Rapport pour 1909, par les agents consulaires anglais : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4445).

RUSSIE

Activité commerciale d'Odessa et de la Russie méridionale en 1909. — Rapport de M. GUERMONPREZ, vice-consul, gérant le Consulat de France : Odessa, 10 mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 16 juin 1910; *suppl.*, n° 883).

Commerce du district consulaire de Batoum. — Rapport pour 1909, par M. le consul P. STEVENS : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4457).

Russes et Bulgares d'il y a trente ans, par M. Etienne LAMY. — *Le Correspondant*, 25 mai 1910.

V. *Extrême-Orient.*

SAINT-SIÈGE

L'Eglise de France sous le pontificat de Léon XIII. A propos d'une prochaine publication (1), par Mgr CHAPON, évêque de Nice. — *Le Correspondant*, 25 mai 1910.

La Papauté vue d'Allemagne, par Mgr BATIFFOL. — *Le Correspondant*, 25 juin 1910.

SERBIE

Rapport pour l'année 1910 sur les finances de la Serbie, par M. Colville BARCLAY, chargé d'affaires d'Angleterre à Belgrade : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4480).

SPITSBERG

La question du Spitsberg. A propos de la prochaine conférence internationale, par ***. — *Le Correspondant*, 10 mai 1910.

(1) *Histoire de l'Eglise de France sous la 3^e République*, par le P. Lecanuet, 2^e vol.

SUÈDE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce du district consulaire de Stockholm, par M. le Consul M. VILLIERS : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4481).

TURQUIE

Situation des étrangers, atteinte aux privilèges des capitulations. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

Commerce du district consulaire d'Andrinople. — Rapport pour 1909, par M. le consul, le major L. L. R. SAMSON : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4463).

L'insurrection d'Albanie, par M. H. MARCHAND. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} juin 1910.

V. Crète.

V. Asie : Turquie d'Asie.

ASIE

TURQUIE D'ASIE

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de Bagdad, par M. le consul général S. G. LORIMER : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4482).

La Turquie et les pays arabes, par M. H. MARCHAND. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} mai 1910.

Le chemin de fer de Bagdad, par M. E. LÉMONON. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

Commerce de Damase. — Rapport pour 1909, par M. le consul DEVEY : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4467).

Commerce du district consulaire de Jérusalem. — Rapport pour 1909, par M. le consul H. E. SATOW : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4471).

PERSE

Rapport sur le commerce de la Perse, par M. L. OLIPHANT, 3^e secrétaire de la Légation d'Angleterre à Téhéran : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4487).

Commerce et trafic de Bunder Abbas et de Lingah. — Rapport pour

l'année officielle persane, 21 mars 1908 au 20 mars 1909, par M. le consul E. RÆ : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4437).

INDE FRANÇAISE

La question des escales françaises sur la route de l'Inde au XVIII^e siècle, par M. Henri FROIDEVAUX. — *Questions dipl. et col.*, 16 mai et 1^{er} juin 1910.

INDES NÉERLANDAISES

Commerce et trafic, etc., de Java. — Rapport pour 1909, par M. le consul J. W. STEWART : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4434).

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

Chine et Pérou. — Immigration chinoise au Pérou ; décret péruvien du 14 mai 1909, protocole sino-péruvien du 28 août 1909. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

Commerce de Chinkiang. — Rapport pour 1909, par M. le consul PITZIPIOS : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4424).

Commerce de Ichang et Shasi. — Rapport pour 1909, par M. le consul H. A. LITTLE : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4432).

Commerce de Nanking. — Rapport pour 1909, par M. le consul GOFFE : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4442).

Commerce de Newchwang. — Rapport pour 1909, par M. le consul F. E. WILKINSON : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4440).

Commerce de Pakhoi. — Rapport pour 1909, par M. W. R. BROWN, attaché au service consulaire de S. M. en Chine : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4472).

Commerce de Wuhu. — Rapport pour 1909, par M. le consul H. H. FOX : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4420).

Commerce extérieur de Tchéfou en 1909, conseils aux exportateurs français. — Rapport de M. A. GUÉRIN, consul de France : Tchéfou, 23 mars 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 9 juin 1910; suppl., n° 882).

Commerce de Tchéfou. — Rapport pour 1909, par M. le consul

MARTIMORE : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4438).

La presse chinoise. Les journaux en « style », en « langue parlée » et les Illustrés. Leur influence politique, par M. Fernand FARJENEL. — *Le Correspondant*, 10 mai 1910.

La transformation de la Chine. L'évolution des idées chinoises. L'avenir des réformes, par M. ROUTRE. — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1910.

CORÉE

Mouvement du commerce extérieur de la Corée en 1909. — Rapport de M. PAILLARD, gérant du Consulat général de France : Séoul, 24 février 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 5 mai 1910 ; suppl., n° 871).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce de la Corée, par M. Arthur Hyde LAY, consul d'Angleterre à Chemulpo : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4475).

JAPON

Commerce du district consulaire de Hakodate. — Rapport pour 1909, par M. le vice-consul H. G. PARLETT : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4439).

Commerce de Nagasaki. — Rapport pour 1909, par M. le consul A. M. CHALMERS : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4451).

Commerce du district consulaire de Tainan (South Formosa). — Rapport pour 1909, par M. l'acting-consul W. M. ROYDS : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4460).

Le Japon en 1909, par M. Roger DORIENT. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} et 16 mai, 1^{er} juin 1910.

RUSSIE D'ASIE

Vladivostock et la province maritime. Renseignements généraux. Le commerce et la navigation en 1908. — Rapport de M. LOUIS NETTEMENT, consul de France : Vladivostock, 15 décembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 12 mai 1910 ; suppl., n° 873).

Commerce de Vladivostock. — Rapport pour 1908-09, par M. le vice-consul HODGSON : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4452).

AFRIQUE

CANAL DE SUEZ

Entrées des navires et tonnage : 1907, 1908 et 1909. — Rapport des directeurs du canal de Suez à sir Edward GREY : Paris, 20 avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Commercial*, n° 3, 1910).

LA RÉUNION

Commerce de La Réunion. — Rapport pour 1909, par M. le consul MANSE : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4450).

LIBÉRIA

Commerce et trafic de Libéria. — Rapport pour 1909, par M. le vice-consul M. Y. H. PARKS : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4449).

MAROC

Exportation, importation et navigation de Mazagran en 1909. — Rapport de M. Roca d'HUYTÉZA, vice-consul de France : Mazagran, 30 mars 1910. France. — *Mon. off. du Com.*, 23 juin 1910 ; *suppl.*, n° 886).

Le commerce de Tétouan en 1908. Conseils aux exportateurs français. — Rapport de M. Eugène LUCCIARDI, vice-consul de France : Tétouan, 31 janvier 1910. (France. — *Mon. off. du Com.*, 5 mai 1910 ; *suppl.*, n° 872).

MOZAMBIQUE

Commerce et trafic de la province portugaise de Mozambique. — Rapport pour 1909, par M. le consul MAUGHAM : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4430).

NOUVELLE-GUINÉE ALLEMANDE

Commerce et agriculture de la Nouvelle-Guinée allemande. — Rapport pour 1909, par M. le consul FORSAGTH : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4436).

SUD-OUEST AFRICAIN ALLEMAND

Commerce du district consulaire du Sud-Ouest africain allemand. — Rapport pour 1909, par M. E. MULLER, consul anglais : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4428).

UNION SUD-AFRICAINE

Natal. — Commerce général. Importations. Commerce français. Exportations. Produits nataliens. Considérations diverses. — Rapport de M. Emile FEER, vice-consul de France : Durban, 15 décembre 1909. (France. — *Mon. off. du Com.*, 12 mai 1910 ; *suppl.*, n° 874).

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA ET TERRE-NEUVE

Etats-Unis et Grande-Bretagne. — Pêcheries sur les côtes septentrionales de l'Atlantique (Canada et Terre-Neuve) ; compromis d'arbitrage du 27 janvier 1909. — Communication de M. J. BOISDEVANT. — *Rev. gen. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

ÉTATS-UNIS

Commerce du district consulaire de Baltimore (qui comprend les Etats de Maryland, Virginie et Virginie ouest). — Rapport pour 1909, par M. le consul G. FRASER : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4426).

Rapport pour l'année 1909 sur le commerce et le trafic du district consulaire de Boston, par M. le consul général LEAY : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4473).

Commerce et trafic du district consulaire de Galveston. — Rapport pour 1909, par M. le consul PERCEVAL : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4425).

Commerce du district consulaire de Saint-Francisco. — Rapport pour 1909, par M. le consul général Walter R. HEARN : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4459).

Commerce, trafic et agriculture du district consulaire de Saint-Louis. — Rapport pour 1909, par M. le consul Thomas ERSKINE : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4462).

Commerce et trafic de Porto-Rico. — Rapport pour 1909, par M. le consul CHURCHWARD : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4433).

Le Président Roosevelt. — V. *Généralités*.

V. *Canada et Terre-Neuve* (Pêcheries).

MEXIQUE

Commerce du district consulaire de Colima. — Rapport pour 1909, par

- M. le consul D. MAC NEILL : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4454).
- Commerce et trafic du district consulaire de Tampico. — Rapport pour 1909, par M. le consul H. W. WILSON : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4453).
- Commerce du district consulaire de Salina Cruz. — Rapport pour 1909, par M. le consul W. S. BUCHANAN : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4465).
- Commerce et trafic du district consulaire de Vera-Cruz. — Rapport pour 1909, par M. le consul L. J. NUNN : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4464).
- D'où vient l'argent. La production du Mexique. Districts miniers ; traitement des minerais ; conséquences de l'exploitation, par M. Albert BORDEAUX. — *Le Correspondant*, 25 juin 1910.
-

AMÉRIQUE CENTRALE

COSTA-RICA

- Commerce et trafic de Costa-Rica. — Rapport pour 1909, par M. le consul F. N. COX : juin 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4469).

CUBA

- Commerce et trafic de l'île de Cuba. — Rapport pour 1909, par M. le vice-consul LOWDON : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4427).

HAÏTI ET SAINT-DOMINGO

- Commerce, trafic et navigation des Républiques d'Haïti et de Saint-Domingue. — Rapport pour 1909, par M. le consul général A. MURRAY : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4447).
-

AMÉRIQUE DU SUD

ARGENTINE, BRÉSIL, CHILI

- Une entente cordiale sud-américaine, par M. Henri LORIN. — *Questions dipl. et col.*, 1^{er} mai 1910.

ARGENTINE

- Le Centenaire de la République Argentine, par M. H. MARCHAND. — *Questions dipl. et col.*, 16 juin 1910.

BOLIVIE

La sentence arbitrale du Président de la République Argentine dans le conflit de limites entre la Bolivie et le Pérou, par M. P. FIORE. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

BRÉSIL

Commerce du district consulaire de Pernambuco. — Rapport pour 1909, par M. le consul PEARSON : mai 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4435).

PÉROU

Commerce, trafic et finances du Pérou. — Rapport pour 1908-09, par M. le consul général Lucien J. JEROME : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4423).

La sentence arbitrale du Président de la République Argentine dans le conflit de limites entre la Bolivie et le Pérou, par M. P. FIORE. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

Chine et Pérou. — Immigration chinoise au Pérou ; décret péruvien du 14 mai 1909, protocole sino-péruvien du 28 août 1909. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

VÉNÉZUELA

Responsabilité des étrangers qui prennent part aux luttes politiques. — *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, mai-juin 1910.

OCÉANIE

NOUVELLE-CALÉDONIE

France. — Commerce de la Nouvelle-Calédonie. — Rapport pour 1909, par M. le acting-consul MANING : avril 1910. (Grande-Bretagne. — *Rapports dipl. et cons.*, n° 4422).

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES

Matières contenues dans les numéros 4-5-6 de 1910

TOME 114

1866

		Pages
OCTOBRE	2. — Danemark, Russie. — Convention d'extradition. — Déclaration supplémentaire du 16 février/11 mars 1909 (Copenhague).	24

1882

MAI	24. — Saint-Siège. — Constitution de Léon XIII, sur la vacance du Siège apostolique et l'élection du Pontife Romain. — Règlement et instruction.	99
-----	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

1904

JANVIER	20. — Saint-Siège. — Constitution de Pie X, de civili « veto » seu exclusiva uti vacant in electione summi pontificis	97
DÉCEMBRE	24. — Saint-Siège. — Constitution de Pie X, sur la vacance du Siège apostolique et l'élection du Pontife Romain.	67

1906

JUILLET	27. — Belgique, France. — Convention concernant la réparation des accidents du travail. — Note complémentaire du 12 mars 1910 (Paris)	16
---------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

1908

JUILLET	8. — Allemagne, France. — Convention téléphonique (Paris) 166 et	305
	22. — Allemagne, Bolivie. — Traité d'amitié et de commerce (La Paz)	161
24/6 AOUT.	— Russie, Japon. — Echange de notes en vue d'approuver l'Acte de démarcation entre les possessions russes et japonaises de l'île de Sakhaline, dressé par les commissaires des deux parties à Vladivostok, le 28 mars/10 avril 1908 (Saint-Petersbourg)	31

1908

		Pages
OCTOBRE	14. — France, Grande-Bretagne. — Echange de notes en vue de renouveler la convention d'arbitrage du 14 octobre 1903 (Londres).	20
NOVEMBRE	30. — Allemagne, Portugal. — Traité de commerce et de navigation (Paris).	306
DÉCEMBRE	24. — France, Italie. — Echange de notes concernant le renouvellement de la convention d'arbitrage du 25 décembre 1903 (Paris).	21
	30. — Belgique, France. — Convention concernant la délimitation de la frontière française-belge, entre Saint-Jans-Cappel (France) et Westoutre (Belgique). — (Bruxelles).	337

1909

	France. — Importations et exportations en 1909. . .	116
JANVIER	4. — Grande-Bretagne, Italie. — Echange de notes concernant le renouvellement de la convention d'arbitrage du 1 ^{er} février 1904 (Londres).	22
FÉVRIER	16/II MARS. — Danemark, Russie. — Déclaration supplémentaire à la convention d'extradition du 2 octobre 1866 (Copenhague).	24
MARS	2. — France, Mexique. — Convention d'arbitrage relative à l'île de Clipperton (Mexico).	165
	3 ; 7/20 AVRIL. — Russie, Turquie. — Protocole concernant le règlement des réclamations de la Sublime Porte contre la Bulgarie et <i>vice versa</i> . — Déclaration confirmative du 8 décembre 1909 (Saint-Petersbourg). . . .	339
AVRIL	6/19. — Bulgarie, Turquie. — Protocole pour l'exécution du règlement des réclamations turco-bulgares (Constantinople).	341
	Bulgarie, Turquie. — Convention relative aux Muftis (Constantinople).	346
	13 et 12 MAI. — Grande-Bretagne, Ethiopie. — Echange de notes concernant les droits d'importation en Ethiopie (Adis-Abeba).	34
JUIN	7 et 9 JUILLET. — Allemagne, Grande-Bretagne. — Echange de notes en vue de renouveler la convention d'arbitrage du 12 juillet 1904 (Londres).	23
SEPTEMBRE	20. — Union Sud-Africaine. — Constitution.	398
OCTOBRE	11. — Convention internationale de Paris, relative à la circulation des automobiles.	5
	24 et 22 JANVIER 1910. — France, Russie. — Arrangement télégraphique (Saint-Petersbourg et Paris). .	174
NOVEMBRE	18/1 ^{er} DÉCEMBRE. — Bulgarie, Turquie. — Convention consulaire provisoire (Constantinople).	348
	30. — France. — Décret relatif à la perception des droits de chancellerie et tarif annexé. — Décret complémentaire du 29 mars 1910.	350
DÉCEMBRE	5. — France. — Décret relatif à la perception des taxes de chancellerie dans les agences consulaires	384

1909

		Pages
DÉCEMBRE	6. — France. — Décret portant fixation du change dans les chancelleries diplomatiques et consulaires	385
	8. — Russie, Turquie. — Déclaration confirmant le protocole du 7/20 avril 1909, concernant le règlement des réclamations de la Sublime Porte contre la Bulgarie et <i>vice versa</i> (Saint-Petersbourg)	339
	Bulgarie, Russie. — Convention financière pour le règlement des réclamations turco-bulgares (Saint-Petersbourg)	343
	29 (31 MAI 1895, 28 AVRIL 1900, 15 MARS 1906 et). — Belgique, France. — Accords relatifs à la notification réciproque des maladies épidémiques.	177
	31 — Espagne, France. — Convention téléphonique (Paris).	170

1910

	France. — Budget du Ministère des Affaires étrangères. Exercice 1910.	65
JANVIER	3 et 4. — Italie, Pays-Bas. — Echange de notes pour l'importation des médicaments (Rome).	36
	19. — France. — Décret relatif à la détention et au transport de l'opium à Madagascar	272
	20. — France. — Décret réprimant les détournements des avances de salaires en Indo-Chine	274
	20/2 FÉVRIER (29 DÉCEMBRE 1909/11 JANVIER 1910 et). — Italie, Roumanie. — Echange de notes sur les certificats d'analyse des huiles d'olives importées d'Italie en Roumanie (Bucharest)	38
FÉVRIER	4 et 26. — Norvège, Russie. — Arrangement télégraphique (Christiania et Saint-Petersbourg).	175
	5. — Allemagne, Suède. — Echange de déclarations pour simplifier les formalités relatives à l'assistance judiciaire (Stockholm)	176
	16. — France, Italie. — Déclaration relative à la reconnaissance réciproque, par la France et l'Italie, de la jauge indiquée dans les papiers de bord de leurs navires respectifs (Paris).	19
	22. — France, Luxembourg. — Arrangement portant réduction de la taxe des lettres entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg (Paris)	173
	24. — Allemagne. — Communication relative aux relations commerciales avec le Canada	267
MARS	— Allemagne. — Le Chancelier d'Allemagne à Rome.	121
	12. — Belgique, France. — Note complémentaire à la Convention de Paris du 27 février 1906 concernant la réparation des accidents du travail (Paris)	16
	14. — France. — Décret appliquant les taxes postales intérieures aux objets échangés entre la France et les Colonies	275
	19. — Etats-Unis. — Proclamation du Président des Etats-Unis accordant à la France le tarif minimum, à partir du 31 mars 1910.	18

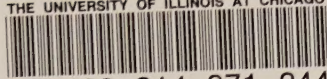
1910

		Pages
MARS	29. — France. — Loi portant révision du tarif général des douanes.	42
	France. — Loi et décret relatifs à l'application du tarif des douanes aux produits originaires des Etats-Unis d'Amérique. — Documents annexes : Discussion à la Chambre et au Sénat. 45, 52 et	267
	29. — France. — Décret complétant celui du 30 novembre 1909 relatif à la fixation des droits de chancellerie	382
	Monaco. — L'inauguration du Musée Océanographique de Monaco.	138
AVRIL	Allemagne. — Le prince Eitel-Frédéric. — Inauguration de l'ospice du Mont des Oliviers et de l'Eglise catholique de Notre-Dame de Sion (Jérusalem, 9 avril).	119
	Allemagne. — L'Alsace-Lorraine. — La percée des Vosges. — La canalisation de la Moselle. — Développement du port de Hambourg. — Les nouveaux tarifs français et l'Allemagne. — Le congrès des Chambres de commerce allemandes. — Les droits de navigation. — Le comte d'Ehrenthal à Munich	123
	Bulgarie. — Le prochain Congrès slave. — Raccordement des voies ferrées bulgares et turques	135
	Grèce. — Une interview du roi Georges. — La réorganisation de l'armée grecque par une Mission française.	136
	Turquie. — Abolition des privilèges des îles de l'Archipel	291
	Affaires de Perse. — Livre bleu angiais.	178
	Japon. — L'Impérialisme japonais. — Discours de M. le général Lebon et conférence de M. Henri Labrousse à la Société de Géographie (Paris, séance du 8 avril)	294
	Etats-Unis. — La question des trusts	458
	Vénézuéla. — L'élection présidentielle.	303
	Nouvelle-Zélande. — Le nouveau Gouverneur	304
	2. — France. — Décret modifiant celui du 8 février 1880, instituant un Conseil colonial en Cochinchine.	270
	7. — Egypte. — La concession du canal de Suez ne sera pas renouvelée (Le Caire)	293
	9. — France. — Loi relative à la protection des droits des auteurs en matière de reproduction des œuvres d'art.	269
	14. — Ethiopie. — Entrée du nouveau Souverain à Addis-Abeba	303
	14. — Italie. — Le nouvel ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome, M. von Meroy	138
	15. — France. — Réception des lettres de créance de M. le Baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris	115
	23 et 30. — Belgique. — L'inauguration de l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles. — Inauguration de l'Exposition coloniale (Bruxelles).	130
	26. — France. — Réception des lettres de créances de M. Tittoni, ambassadeur d'Italie à Paris.	115
	26 et 29. — Monaco. — La conférence du prince de Monaco à Rome. — La note de protestation du Saint-Siège	139

1910

		Pages
MAI	2. — France. — Décret déterminant la composition du Conseil de révision dans l'Afrique équatoriale française.	396
	3. — France. — Décret fixant la taxe des lettres dans plusieurs zones frontières (Belgique, Suisse, Espagne, Tripoli, Barbarie, Maroc)	268
	6. — Grande-Bretagne. — Mort du roi Edouard VII. — Avènement du roi Georges V.	277
	10. — France. — Décret relatif au tarif postal.	393
	22. — France. — Décret fixant les taxes applicables à certaines communications téléphoniques franco-allemandes. — Exécution de la convention du 8 juillet 1908	169
	26. — France. — Le <i>Pluviôse</i> coulé à Calais	291
JUIN	2. — Union Sud-Africaine. — Message du Roi au Gouverneur Général. — Proclamation de l'Union. — Le premier Cabinet de l'Union	443
	3. — France. — Décret rétablissant le Comité de lecture à la Comédie Française	395
	22. — France. — Obsèques nationales des victimes du <i>Pluviôse</i>	444
	23-28. — Bulgarie. — Voyage de Leurs Majestés le roi Ferdinand I ^{er} et la reine Eléonore à Paris	448
JUILLET	12. — France. — Circulaire relative à la délivrance du certificat international de route des automobiles	386
Bulletin bibliographique		141-460

THE UNIVERSITY OF ILLINOIS AT CHICAGO



3 8198 314 371 244

